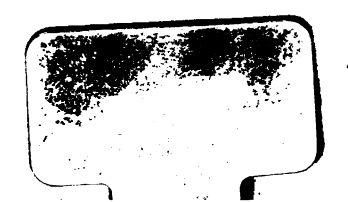




VARIÉTÉS

LITTÉRAIRES

MORALES ET HISTORIQUES

II

Paris. — Imprimé chez Bonaventure et Ducessois, 55, quai des Augustins.

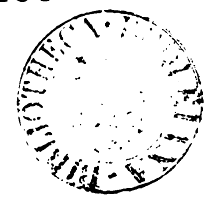
VARIÉTÉS
LITTÉRAIRES
MORALES ET HISTORIQUES

PAR M. S. DE SACY

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

—

TOME II





PARIS

DIDIER ET Ce, LIBRAIRES-ÉDITEURS,

35, QUAI DES AUGUSTINS.

—

1858

DEUXIÈME PARTIE.

MORALE

(SUITE.)

MORALE

XVI

COURS DE M. SAINT-MARC GIRARDIN.

DE LA RÉACTION RELIGIEUSE.

On sait que le sujet du cours de M. Saint-Marc Girardin est l'histoire littéraire et philosophique du XVIIIe siècle. Dans les années précédentes, M. Saint-Marc Girardin a déjà soumis à l'examen la première moitié de ce grand siècle, époque où brillait encore quelque reflet de l'esprit littéraire et religieux du siècle de Louis XIV; où Voltaire lui-même se serait tenu fort honoré qu'on lui accordât la seconde place après Corneille et Racine; où la philosophie, hardie et licencieuse dans les salons, n'attaquait en public la religion qu'en gardant les apparences du respect et de la soumission. Avec toute sa réputation, Voltaire avait encore peur de la Bastille, peur, du reste, qu'il garda jusqu'à la fin de sa vie, quoique assurément dans ses dernières années il fût plus près de l'empire que de la prison. A chaque redoublement de frayeur,

VARIÉTÉS

LITTÉRAIRES

MORALES ET HISTORIQUES

II

l'on croyait acquérir des idées nouvelles, on chassait tout bonnement des idées acquises. Ce jour du réveil, c'est notre époque.

Que croyons-nous? Que voulons-nous? Voilà les questions que s'adressent tous les esprits sérieux et qui les tourmentent. Par un retour naturel sur nous-mêmes, M. Saint-Marc Girardin, au moment d'entrer dans l'examen de la seconde partie du XVIIIe siècle, cette époque, la plus hardiment incrédule du siècle de l'incrédulité, se les est aussi faites ces deux questions; il a voulu rechercher où nous en étions, nous, enfants du XIXe siècle; s'il était vrai que, fatigués de doute et d'incrédulité, nous retournions à la foi; il a sondé d'un œil ferme ce que l'on appelle aujourd'hui la réaction religieuse. Avec son bon sens et sa perspicacité ordinaires, M. Saint-Marc Girardin a distingué ce qui est un sentiment vrai, existant au fond de presque tous les esprits, et ce qui n'est qu'une affaire d'imagination. Le sentiment vrai, c'est le sentiment du vide; c'est un besoin inquiet de croyance; c'est une sorte d'étonnement et d'effroi à la vue de l'isolement où la philosophie du XVIIIe siècle a laissé l'homme et la société, l'homme aux prises avec ses passions, sans règle qui les domine, aux prises avec les chances de la vie, sans appui qui le soutienne, sans flambeau qui l'éclaire; la société aux prises avec les révolutions sans une foi publique qui les tempère et qui les ramène du moins à quelques principes immuables. Nous sentons notre cœur errer comme un char vide qui se précipite. Cette incrédulité avec laquelle le XVIIIe siècle marchait si légèrement, plein de confiance et de folle gaieté, est un poids accablant

pour nous; nous levons les yeux en haut, nous y cherchons une lumière éteinte, nous gémissons de ne plus la voir briller; voilà le sentiment vrai.

Mais de là à un sérieux retour vers la croyance, qu'il y a loin! Rien ne serait plus capable de faire désespérer de l'avenir de la religion, si la main de Dieu même ne la soutenait, que ce qu'on appelle la réaction religieuse. M. Saint-Marc Girardin en a retracé les caractères, les illusions, la vanité, avec une énergie et une vérité effrayantes. La réaction religieuse, c'est tout, excepté la religion. Vous aimez le style gothique de nos vieilles cathédrales? Leurs vitraux peints, leur jour sombre, leur pavé froid, l'air humide qu'on y respire, ces figures immobiles de saints dans leurs niches, font passer dans votre esprit je ne sais quelle sensation vague de recueillement et de respect? Il n'en faut pas davantage; vous êtes bons catholiques; allez en paix! Voilà la réaction religieuse. La religion, et rien n'est plus attristant pour elle, a partout la seconde place, nulle part la première. C'est un instrument pour les politiques, une lyre pour les poëtes, un symbole pour les philosophes, une façon de vivre qui ne sied pas mal aux honnêtes gens, et qui accompagne bien la décence et la probité. Cette loi chaste et sévère du christianisme, on en fait une loi d'amour et de plaisirs, d'amour profane! Cette loi immuable, qui se vantait d'avoir vaincu les philosophes et désarmé les rois, on la corrige, on l'arrange, on l'assouplit aux usages et aux caprices du siècle. Cette loi d'obéissance et d'humilité, on la travestit en une loi de révolte et d'orgueil. Et il y a des gens qui ont la sim-

plicité de voir dans ces fantaisies de poëtes et de philosophes un retour à la foi! Ce qu'on appelle la réaction religieuse a tout juste la même portée, le même sérieux que notre goût pour les vieux meubles et pour les bahuts du temps passé. On les polit, on les vernit, on s'en amuse; on ne s'en sert pas. Jamais le mot de république ne fut plus dans toutes les bouches que lorsque Rome eut perdu sans retour sa liberté. Pline le Jeune ne se sent pas de joie quand il raconte que le sénat s'est assemblé trois jours de suite pour juger je ne sais quel proconsul pillard et prévaricateur. Il trouve cela beau et antique : *Pulchrum et antiquum!* La réaction religieuse est catholique à peu près comme on était républicain à Rome du temps de Pline le Jeune.

Si nous devons revenir à la foi, à coup sûr ce ne sera pas par le chemin qu'a pris la réaction religieuse. A en juger d'après les règles ordinaires de la sagesse humaine, la réaction religieuse n'est que le dernier symptôme d'une religion qui se meurt, qui est morte. Il ne faut pas se figurer que sentir le besoin d'une croyance et croire ce soit la même chose. On n'est pas religieux parce qu'on bavarde religion. Il y a des temps où tout se tourne en paroles et en littérature; ce sont précisément les temps où la foi manque. L'imagination va de son côté; le cœur va du sien. On fait de belles phrases contre les philosophes du XVIIIe siècle, et on vit comme eux. S'il y a une différence, c'est qu'au fond on connaît moins bien qu'eux la religion, on en est moins inquiet. Il arrivait fort souvent autrefois que l'incrédulité était sur les lèvres et la foi dans le cœur. Au-

jourd'hui, c'est la foi qui est sur les lèvres et l'incrédulité dans le cœur. On est incrédule sans même s'en apercevoir. Le besoin de religion qu'on éprouve, on le satisfait avec des systèmes, on lui jette de tendres élégies, on le nourrit de petits vers pieux. On va au sermon quand le prédicateur est lui-même un philosophe qui amuse son auditoire par de spirituelles discussions, et qu'au lieu de prêcher d'autorité la religion, il la démontre et lui donne à peu près l'apparence d'un système de philosophie. Prédicateur et auditoire, personne ne s'aperçoit que si la philosophie était de force à démontrer la religion, la religion serait la chose la plus inutile du monde. A quoi bon s'arrêter à la foi si la philosophie peut aller droit à la vérité? A Dieu ne plaise qu'il entre dans ma pensée de jeter le moindre ridicule sur la disposition qui porte tant d'esprits sérieux et honnêtes à rechercher partout un peu de foi, un semblant de religion! Je crois, comme M. Saint-Marc Girardin, que l'Opéra et la police ne sont pas tout en ce monde, et qu'une société est bien malade quand elle n'a que la force de ses poignets pour contenir les méchants, et des danseuses pour réjouir le cœur des honnêtes gens. L'état de scepticisme est un véritable état de maladie; je ne suis pas surpris de voir le malade s'agiter et se retourner sur son lit d'angoisse; mais je crois aussi que les illusions ne servent à rien, et que se croire religieux quand on ne l'est pas, est un grand obstacle à le devenir. Avant tout, de la bonne foi avec soi-même!

Le remède que M. Saint-Marc Girardin a proposé à son auditoire, c'est d'en revenir à l'étude de nous-

mêmes, c'est de laisser là un peu les idées générales sur le monde et sur l'humanité, pour nous occuper de notre propre cœur. A force de généraliser, de disputer, de sophistiquer, nous oublions ce que nous sommes, nous travaillons sur des mots qui ne répondent à rien de réel, nous vivons dans un monde fantastique. A peine sortis du collége, nous voulons savoir les grandes lois de l'humanité, et nous ignorons les plus simples lois de ce monde qui est en nous, de notre propre cœur. Nous sommes ravis à l'idée de la perfectibilité humaine; de notre propre perfectionnement, nul souci ! Nous nous occupons beaucoup du mécanisme des gouvernements; nous étudions curieusement les ressorts de la politique; et le jeu de nos passions, et le gouvernement de notre âme, nous n'y songeons seulement pas! Jamais un regard sur nous-mêmes; toujours des idées générales. Et pourtant l'humanité, c'est en nous qu'elle vit d'une vie réelle! C'est là qu'il faut l'étudier. Soyez-en sûrs; c'est dans l'étude approfondie de leur propre cœur que se sont formés les grands poëtes, les grands orateurs, les grands philosophes, les grands politiques. Si la religion a quelque fondement solide, c'est aussi dans notre cœur que nous pouvons espérer de la retrouver. C'est là, c'est au fond de nous-mêmes qu'en doivent être les impérissables racines. Nous ne rallumerons le flambeau éteint de nos croyances qu'en apprenant d'abord à nous connaître. Ne cherchez la religion ni dans l'histoire ni dans la philosophie; elle n'est pas là; elle est en vous, ou elle n'est nulle part. En étudiant tout autre chose que lui-même, l'homme

n'apprend qu'à douter ; il doute de sa liberté, il doute de sa spiritualité, il doute de Dieu, il doute du monde. Tout est énigme pour lui, jusqu'à sa propre existence. Il ne retrouve Dieu, le monde, la certitude même de son être que dans sa conscience. Combien de vérités qui paraissent absurdes à l'esprit raisonneur, et que la conscience nous rend évidentes dans ces moments où nous n'écoutons qu'elle ! Ayez la force d'arracher ce masque de théâtre que nous portons presque tous : voyez-vous tels que vous êtes ! Bien des doutes s'éclairciront, bien des vérités reprendront aussitôt leur éclat.

En un mot, il faut en revenir à la maxime de la sagesse antique : *Connais-toi toi-même!* Mais enfin que sortira-t-il de cette étude de nous-mêmes? La foi va-t-elle renaître? Un siècle de scepticisme se changera-t-il en un siècle de croyance, ou bien n'aurons-nous, nous autres, que le travail et la peine de la transformation pour en léguer le fruit à nos neveux? Cette question, que s'est adressée M. Saint-Marc Girardin, je crois que beaucoup de ses auditeurs étaient tentés de la lui faire. Pour moi, la réponse me paraît bien simple : qu'importe? Faisons toujours ce que nous devons faire ; mettons-nous en règle avec nous-mêmes, et abandonnons le reste à Dieu. Avons-nous un autre chemin à tenter? Non, et ce qu'il y a de sûr, c'est que d'une pareille étude il ne peut rien sortir que de bon. Quand nous n'y apprendrions qu'à être plus modérés dans nos désirs, plus maîtres de nous-mêmes, serait-ce si peu de chose? Je me rappelle, à ce sujet, une anecdote qui m'a toujours paru renfermer un grand sens. Pendant une

des expéditions du calife Omar, ses officiers, aussi subtiles théologiens que hardis soldats, discutaient entre eux sur la puissance de Dieu et sur le libre arbitre de l'homme. A la fin ils s'adressèrent au calife et lui demandèrent le mot de cette terrible énigme qui tourmentera éternellement les philosophes et les théologiens. « C'est un abîme très-profond, répondit d'abord Omar, c'est une mer sans rivage. » Puis ses officiers le pressant : « Quand on « veut, leur dit-il, obtenir la confiance entière d'un « ami et entrer dans ses secrets, on commence par « lui prouver son dévouement et sa fidélité. Servez « Dieu fidèlement dans cette vie ; dans l'autre il vous « révèlera ses mystères. » Ma conclusion n'est pas tout à fait aussi mystique. Pour secouer ce doute qui nous pèse, travaillons toujours, remontons jusqu'au fondement de nos croyances, jusqu'à notre cœur; en labourant le champ on le féconde; si notre siècle est un siècle de recherche, cherchons. Nos pères ont eu leurs peines comme nous avons les nôtres. Eh quoi ! a dit éloquemment M. Saint-Marc Girardin, si l'on nous révélait que dans cent ans la France doit être asservie, à moins qu'aujourd'hui, aujourd'hui même, nous ne consentions à la sauver de ce triste avenir en versant notre sang, hésiterions-nous, quoique cet avenir ne pût tomber sur aucun de nous et ne regardât que nos enfants? C'est rarement pour lui-même qu'un siècle travaille.

Cette conclusion, un peu sceptique elle-même, ne satisfera peut-être pas tout le monde. M. Saint-Marc Girardin l'a bien senti; il a répondu avec beaucoup d'esprit et beaucoup de raison au reproche qu'on

peut lui faire de ne pas conclure. Il conclut, autant qu'il est possible de conclure dans un temps comme le nôtre, quand on tient à dire ce que l'on pense, et rien de plus, quand on ne s'étourdit pas soi-même de phrases et de convictions affectées, quand on ne remonte pas tous les matins son esprit à l'enthousiasme pour le besoin de la journée. Le grand mérite de l'enseignement de M. Saint-Marc Girardin est d'être un enseignement sérieux et vrai; le professeur ne se compose pas pour son auditoire; il se donne à lui tel qu'il est. Sa parole ne se gonfle pas; elle est simple, naturelle et vive comme sa pensée même. Cette loyauté d'enseignement, si je puis ainsi parler, qui fait honneur au professeur, n'honore pas moins un auditoire capable d'en sentir le prix.

2 décembre 1835.

XVII

AFFAIRES DE ROME,

PAR M. F. DE LA MENNAIS.

Qu'était allé faire à Rome M. de La Mennais ? Tout le monde le sait : provoquer le pape à rendre un jugement dogmatique sur le système adopté par les rédacteurs du journal l'*Avenir,* c'est-à-dire savoir du pape si le meilleur moyen de sauver ou de raviver le catholicisme n'était pas de rompre tous les liens qui rattachent l'Église à l'État en renonçant volontairement à la rétribution que les membres du clergé reçoivent du budget. Les rédacteurs de l'*Avenir* avaient imaginé que, par cette renonciation, l'Église acquerrait le droit d'une indépendance absolue ; le clergé, selon eux, n'ayant plus de maître que le pape, se réunirait librement en concile et choisirait lui-même ses dignitaires, notamment les évêques ; en un mot, une société catholique, république à l'égard du pouvoir temporel, monarchie à l'égard

du pape, son seul souverain et son dictateur infaillible, s'établirait au milieu de l'État. Aussi réclamaient-ils comme fondement nécessaire de leur système la liberté absolue de la presse et la liberté d'association et d'enseignement ; sous ce rapport, on aurait eu peine à les distinguer par le langage et les principes des révolutionnaires les plus ardents. C'était donc pour consulter le pape sur l'opportunité et sur les avantages de ce nouveau système, déjà mis en pratique, du reste, autant qu'on l'avait pu, que quelques hommes d'esprit et de talent, M. de La Mennais à la tête, s'acheminaient tranquillement vers Rome.

La cour de Rome ne vit pas du tout avec plaisir arriver ces pèlerins extraordinaires. M. de La Mennais le dit, et il dit vrai, je n'en doute pas. Jamais peut-être l'esprit inquiet qui nous est propre n'avait mis cette sage cour plus mal à son aise. Il est juste de le remarquer en passant : quoiqu'on se soit souvent plaint dans ce pays-ci des prétentions dominatrices de la cour de Rome et de son envie de se mêler de tout, la vérité est que c'est nous bien plutôt qui sommes allés la chercher, qu'on me passe le mot, pour la mêler, en mille occasions, à nos passions, à nos querelles, à nos troubles. Dans la dispute du quiétisme, n'est-ce pas Fénelon qui déféra lui-même son livre et sa cause au pape, et ne fallut-il pas toute l'autorité de Louis XIV pour arracher un jugement à Rome ? Dans les controverses du jansénisme, que de ressorts ne fit-on pas jouer de Paris auprès du pape pour en obtenir cette fameuse constitution qui, pendant près d'un siècle, remua et troubla toute

l'Église de France? La turbulence française a donné je crois, plus de mal à la cour de Rome que tout le reste de l'univers réuni. La temporisation n'est pas notre vertu. Nous ne savons pas laisser les questions tomber et s'éteindre d'elles-mêmes; il nous faut une décision, un jugement en forme, un éclat. Dans cette occasion-ci, il n'aurait tenu, j'en suis sûr, qu'à M. de La Mennais de passer le reste de sa vie à Rome, heureux dans le couvent des Théatins à Frascati, dont il décrit si bien la situation ravissante; la réponse du Pape se serait fait attendre trente ans, et l'affaire aurait été oubliée. Mais ce n'était pas le compte de M. de La Mennais; il n'était pas venu chercher à Rome la paix religieuse de l'âme, la fraîcheur des ombrages, la solitude et le calme de la vie contemplative; ce qu'il demandait au Saint-Siége, c'étaient des armes pour troubler le monde. L'ardent Breton s'ennuyait d'attendre; il partit, déclarant que, puisque le pape ne répondait pas, il s'en allait à Paris reprendre sa restauration révolutionnaire du catholicisme.

C'était forcer la main au pape et, si je l'ose dire, battre l'oracle pour le faire parler. Aussi M. de La Mennais reçut-il en chemin l'encyclique qui condamnait, sans nommer personne, les doctrines soutenues par le journal l'*Avenir,* et une lettre confidentielle du cardinal Pacca, lettre que M. de La Mennais a publiée dans ce dernier ouvrage, et après laquelle il ne lui restait plus qu'à renoncer à ses projets ou à entrer en révolte ouverte contre Rome. « Le saint-« père, est-il dit dans cette lettre, désapprouve et « réprouve même les doctrines relatives à la liberté

« *civile* et politique, lesquelles, contre vos intentions sans doute, tendent de leur nature à exciter « et propager partout l'esprit de sédition et de ré« volte contre les souverains. Or, cet esprit est en « ouverte opposition avec les principes de l'Évangile « et de notre sainte Église, laquelle, comme vous sa« vez bien, prêche également aux peuples l'obéissance « et aux souverains la justice. Les doctrines de l'*A*« *venir* sur *la liberté des cultes* et *la liberté de la* « *presse* qui ont été traitées avec tant d'*exagération*, « et poussées *si loin* par MM. les rédacteurs, sont « également très-répréhensibles, et en opposition « avec l'enseignement, les maximes et la pratique de « l'Église. Elles ont beaucoup étonné et affligé le « saint-père; car si, dans certaines circonstances, la « prudence exige de les tolérer comme un moindre « mal, de telles doctrines ne peuvent jamais être « présentées par un catholique comme un bien ou « comme une chose désirable. » Je dirai plus bas, et très-franchement, ce que je pense du fond même de cette lettre.

Je soupçonne fort qu'avant même de recevoir l'encyclique et la lettre du cardinal Pacca, M. de La Mennais sentait déjà sa *docilité d'enfant* pour le Saint-Siége fort ébranlée. Le livre dont je rends compte en ce moment abonde en sarcasmes amers contre la politique et les procédés de la cour de Rome, sarcasmes qui probablement ne sont pas venus à l'esprit de M. de La Mennais seulement depuis son départ de Rome. Quoi qu'il en soit, le petit nombre de personnes qui s'intéressent plus au mouvement d'une seule intelligence, haute et puissante, qu'aux

agitations bruyantes et souvent stériles de la politique, attendaient avec impatience ce que ferait M. de La Mennais après la publication de l'encyclique. Se soumettrait-il? on ne le croyait guère, et l'événement a prouvé qu'on jugeait bien. La condamnation eut, à la vérité, ses effets extérieurs. La publication du journal l'*Avenir* fut abandonnée, l'association catholique dissoute; M. de La Mennais sacrifia tout, excepté ce qu'il est fort douteux qu'aucun homme convaincu sacrifie jamais de bonne foi, ses convictions. La cour de Rome, facile comme je l'ai déjà dit, et ne demandant que la paix, se serait volontiers contentée de cette obéissance extérieure; peut-être même trouvait-elle qu'avec un esprit aussi hautain que M. de La Mennais c'était en être quitte à bon marché; peut-être ne s'était-elle pas attendue à une soumission si prompte. En France, on fut plus difficile; on crut voir que M. de La Mennais exécutait sa condamnation, mais n'y acquiesçait pas. On exigea de lui une obéissance du cœur, une soumission dogmatique. Je ne cherche pas si un peu de passion ne se mêlait pas à tout ce zèle, et si on ne trouvait pas, sans peut-être s'en rendre compte, un plaisir trop humain à écraser la fierté de M. de La Mennais sous le poids d'une autorité au nom de laquelle, pendant longtemps, M. de La Mennais avait lui-même tyrannisé les esprits. Il est certain qu'à une autorité spirituelle, il faut une obéissance intérieure; il est sûr que céder n'est pas croire; il n'est que trop vrai que toutes les anciennes maximes de M. de La Mennais retombaient sur lui, et que celui qui avait usé de paroles si amè-

res et si dures contre tout membre du clergé suspect de gallicanisme n'était guère en droit de demander qu'on le laissât jouir de la liberté qu'il avait refusée à tout le monde. La négociation fut longue ; les pièces en sont curieuses : M. de La Mennais les rapporte. M. de La Mennais pourtant finit par signer tout ce qu'on voulut, n'ignorant pas, dit-il, qu'il signait que le pape était Dieu, et prêt à le signer en propres termes, si on l'exigeait. Peu de temps après, M. de La Mennais faisait paraître *les Paroles d'un Croyant!*

Aujourd'hui c'est l'histoire de son procès à Rome et de sa condamnation, que M. de La Mennais publie sous ce titre : *Affaires de Rome;* c'est aussi l'histoire de son âme dans cet épouvantable cataclysme qui a submergé en un moment toutes ses anciennes idées, histoire plus curieuse et plus saisissante, à mon gré, que celle de beaucoup de rois et d'empereurs ! roman dont les péripéties et la catastrophe ont, pour un esprit sérieux, un intérêt bien autrement vif, bien autrement touchant que les aventures vulgaires qui composent ce qu'on appelle d'ordinaire un roman ! M. de La Mennais a d'ailleurs mis dans ce livre singulier tout le talent qu'on lui connaît. Son récit est ferme et bref. Sous un air contenu, la passion lui échappe en traits d'un froid mépris ou d'une haine amère. Tout l'orgueil que peut contenir le cœur de l'homme déborde dans ces pages, toutes les passions violentes y bouillonnent. Heureusement une teinte de mélancolie touchante tempère de temps en temps l'arrogance de l'homme de parti, et nous ouvre le fond de ce cœur qui saigne encore du

coup cruel porté à ses convictions. Quelquefois aussi les malédictions perpétuelles, et, il faut le dire, insupportables à la fin, de M. de La Mennais contre tout ce qui est autorité, font place à de délicieuses descriptions des lieux qu'il a vus. L'abus des images et des formes bibliques est le défaut de ce livre, défaut qui se trouve, au surplus, dans tous ceux que M. de La Mennais a publiés jusqu'ici. Au fond, l'ange foudroyé n'est pas abattu. Le pape a condamné M. de La Mennais; M. de La Mennais condamne le pape et l'Église catholique : il leur prédit une chute prochaine et inévitable. C'est la conclusion de l'ouvrage. Le pape et l'Église catholique répondront sans doute à M. de La Mennais qu'il y a de sa part bien de l'orgueil à vouloir substituer sa propre infaillibilité à l'infaillibilité du siége de saint Pierre, et qu'après tout les moyens de salut qu'il n'imagine pas, Dieu les trouvera.

Mais puisque M. de La Mennais s'est fait le rapporteur de son propre procès, puisqu'il a pris le public pour juge entre lui et le pape, me permettra-t-il de lui dire que, pour mon compte, je ne vois pas où sont dans cette affaire les torts du Saint-Siége ? De quoi se plaint M. de La Mennais ? Il lui passe un beau jour dans l'esprit, à lui simple fidèle, simple prêtre, que l'Église catholique s'en va et que, pour la retenir dans sa chute, il faut la changer de fond en comble; et vite M. de La Mennais se met à l'ouvrage. Il s'agit tout simplement de faire renoncer des milliers de prêtres au traitement qu'ils reçoivent de l'Etat et dont ils vivent. A la place, que leur promet M. de La Mennais ? Les aumônes des fidèles !

Ce n'est pas tout. M. de La Mennais promulgue dans son journal une espèce de nouvelle constitution civile du clergé ; pour émanciper l'Eglise, il prétend introduire dans son sein tous les principes de la révolution. Il appelle le clergé à l'insurrection contre la tyrannie des lois qui le soumettent, à quelques égards, au pouvoir politique. Les rois ne nommeront plus les évêques ; en vertu de la liberté d'association, le clergé s'assemblera en concile et fondera des monastères ; il ouvrira des écoles. En un mot, un Etat va se former dans l'Etat. Cela entraînera des persécutions peut-être ; M. de La Mennais ne les craint pas ; il va pour l'Eglise et pour lui-même au-devant du martyre. Voilà un hardi projet ; l'imagination de M. de La Mennais se jette déjà au plus fort de la tempête ; il ne rêve plus que combats, que lutte désespérée de l'Eglise contre les rois, et il voit les peuples s'unissant à elle, souffrant et combattant avec elle, chantant enfin sa victoire sur les ruines toutes poudreuses et toutes sanglantes des vieilles sociétés !

L'Eglise cependant a ses chefs. M. de La Mennais les a-t-il consultés avant d'entreprendre de mettre l'Eglise en révolution ? A-t-il eu l'aveu du pape ? pas le moins du monde. C'est de sa propre autorité que M. de La Mennais prétend retremper l'Eglise dans le martyre et dans la pauvreté. C'est sur la foi de son propre esprit qu'il ébranle tout le système catholique. Les maux seront grands ; ils sont certains et affreux à prévoir ; la victoire ne repose que sur les espérances et sur les promesses de M. de La Mennais. N'importe, M. de La Mennais commence toujours ! Je le demande :

n'est-ce pas là agir plus qu'en pape? M. de La Mennais est-il prophète? où sont les preuves de sa mission? La cour de Rome devait-elle être contente de voir M. de La Mennais prendre tranquillement l'initiative d'une révolution devant laquelle l'imagination recule? Et parce que M. de La Mennais, dans d'autres temps, s'était fait le systématique et ardent défenseur des prétentions les plus exorbitantes du pouvoir pontifical, fallait-il que le pape, par reconnaissance, abdiquât sa souveraineté aux pieds de M. de La Mennais?

M. de La Mennais se révolte contre le jugement rendu par le pape! Qui l'a provoqué ce jugement? Qui a juré de s'y soumettre avec une docilité d'enfant? Ce sont des questions politiques, dites-vous, et le pape est sorti des bornes de son autorité en prononçant sur ces questions un jugement dogmatique, Mais qui les a soumises au pape, qui a forcé le pape de se prononcer dogmatiquement, sinon vous, vous-même? Comment niez-vous, après le jugement, le droit que vous reconnaissiez avant? Soyez franc: si le pape les eût décidées selon votre sens, ce serait aujourd'hui, à vos yeux, une règle divine que vous imposeriez tyranniquement à toute l'Eglise. L'obéissance *unique et absolue* qu'on a exigée de vous, vous l'exigeriez avec une insupportable hauteur d'un clergé au désespoir. Vous fouleriez aux pieds les évêques qui s'aviseraient de mettre des restrictions à leur obéissance. Une vertu éprouvée, une doctrine profonde, leur dignité dans l'Eglise ne les défendraient pas contre vos mépris et vos sarcasmes. Vous croyez que le pape et l'Eglise se perdent en sépa-

rant leur cause de ce que vous appelez la cause des peuples? Prenez garde ; l'Eglise n'est pas, si elle peut se perdre; elle n'a jamais été! Les promesses sur lesquelles l'Eglise fonde sa perpétuité sont aujourd'hui ce qu'elles étaient hier. Fausses, il n'y a jamais eu d'Eglise; vraies, son salut est placé au-dessus de toutes les révolutions de ce monde, au-dessus même des fautes, des passions et des vues étroites ou mondaines de ses chefs! La parole en vertu de laquelle vous avez cru si longtemps à l'infaillibilité des successeurs de saint Pierre n'est pas effacée de l'Evangile. Tant de crimes, tant de vices monstrueux dont quelques papes ont souillé leur siége, tant d'intrigues politiques auxquelles ils n'ont pris que trop de part, les empoisonnements et les trahisons d'un Alexandre VI, les voluptés d'un Léon X, les emportements et la politique toute guerrière d'un Jules II, le trafic scandaleux des choses saintes, l'abus énorme des excommunications, tout cela vous était connu, et tout cela n'ébranlait pas votre foi en l'infaillibilité du pontificat. Comment l'encyclique de Grégoire XVI a-t-elle tout à coup fait tomber pour vous le prestige?

J'avoue même que je ne comprends pas ce que M. de La Mennais allait faire à Rome et quelles espérances de succès il a pu y porter. Ignorait-il qu'il y trouverait une Congrégation de l'*Index*, censure en grand, censure pour tout l'univers? On serait tenté de croire qu'en poussant le pape à bout, l'intention de M. de La Mennais était de mettre son ancien système sur la papauté à une décisive épreuve de fait, et qu'il avait d'avance pris la résolution de rejeter l'infail-

libilité du pape, si le pape lui-même rejetait des idées déjà plus chères à M. de La Mennais que celles qu'il avait soutenues pendant tant d'années. L'épreuve était grande, en effet ; M. de La Mennais ne proposait rien moins au souverain de Rome que de se mettre à la tête d'une croisade contre les rois, au chef de l'Eglise catholique que de pousser dans presque tous les pays du monde le cri de l'insurrection ! C'était un jeu à se faire moquer de tout l'univers si la croisade échouait, dès son début, devant quelques soldats autrichiens ; et à se faire maudire si, malgré les promesses de M. de La Mennais, il sortait plus de mal que de bien de ce déchirement de l'Eglise et de l'Etat ! Ici, je veux dire toute ma pensée sur la lettre du cardinal Pacca, malicieusement publiée par M. de La Mennais. Pour ma part, je n'en suis pas du tout scandalisé. J'en conclus seulement une chose dont j'étais fort convaincu avant d'avoir lu cette lettre : c'est qu'il ne faut pas aller demander des Chartes et des Constitutions politiques à Rome. Supposé le droit qu'alors M. de La Mennais, tout le premier, reconnaissait au pape de dire avec une infaillible sûreté de discernement : ceci est le bien, ceci est le mal ; ceci est le vrai, ceci est le faux ! je ne conçois pas comment on pourrait lui demander d'admettre la liberté de la presse et la liberté des cultes comme bonnes en elles-mêmes et d'une bonté de droit divin, pour ainsi dire. Dogmatiquement il n'y a qu'un culte qui soit bon ; c'est celui qui est vrai. La politique a d'autres principes. Elle admet tous les cultes, parce qu'elle ne se reconnaît pas le droit de décider lequel est le vrai. Elle ne restreint la

liberté de la presse qu'autant que l'exige le maintien de l'ordre dans la société, parce qu'elle n'est pas juge des doctrines en elles-mêmes. Elle punit les délits, elle abandonne les erreurs au jugement du public. Des dogmes, au contraire, ne souffrent ni le plus ni le moins; tout ce qui est en-deçà ou au-delà est faux et mauvais, et le pape est le souverain du dogme. Comment donc une autorité spirituelle et infaillible déciderait-elle que la liberté d'adorer le vrai ou le faux dieu, de propager la doctrine du bien ou la doctrine du mal est bonne en soi? L'Eglise catholique, je le sais, vit et prospère sous toutes les Constitutions, aux Etats-Unis comme en Autriche. Mais jamais une société catholiquement organisée, c'est-à-dire une société où le pouvoir politique découlera du pouvoir spirituel, et le droit de faire les lois du droit de fixer les dogmes et la croyance publique, ne sera une société libre comme nous l'entendons. Je ne dis rien là qui ne soit très-familier à M. de La Mennais, et qu'il n'ait expliqué lui-même dans plusieurs de ses ouvrages, si je ne me trompe. L'*Affaire de Rome*, pour me servir des termes de M. de La Mennais, devait donc avoir l'issue qu'elle a eue.

Après tout, est-ce à M. de La Mennais à reprocher au pape d'avoir poussé son autorité au delà des bornes? Quand on a élevé l'autel de ses propres mains, a-t-on bonne grâce à blasphémer le dieu? Le pape n'aurait pas de peine à trouver sa justification dans les écrits mêmes de M. de La Mennais. Mais M. de La Mennais est, avant tout, un homme de passion. Il se précipite avec fureur dans un système; il le foule aux pieds avec mépris, dès que ce système ne se plie

pas aux brusques changements de ses idées et de ses passions. Il y a eu un temps où M. de La Mennais ne voyait pas de milieu entre l'athéisme et le catholicisme le plus ultramontain. Il fallait croire à l'infaillibilité du pape ou douter de tout. Protestants, cartésiens, jansénistes, gallicans, philosophes, M. de La Mennais les chassait tous avec sa verge de fer jusque dans l'abîme du scepticisme absolu. Aujourd'hui c'est M. de La Mennais qui creuse la tombe où il voit déjà l'Eglise et la papauté s'ensevelir. Les annales de l'esprit humain n'offrent peut-être pas un second exemple d'une pareille révolution d'idées ! Il semble que la raison devrait y succomber. Mais comme l'homme est bien plutôt ce qu'il est par son caractère que par ses idées, M. de La Mennais reste debout, et toujours le même, sur les ruines de son ancien système. Les passions politiques ont pris la place des passions théologiques. Le pontificat du peuple a été substitué au pontificat de Rome, voilà tout. L'expérience de ses propres erreurs, erreurs certaines de quelque côté que se tourne M. de La Mennais, ne l'a rendu ni plus indulgent, ni plus circonspect, ni plus modeste. M. de La Mennais outre tout, exagère tout, insulte, maudit rois et papes! Aussi, malgré un admirable talent, est-il à craindre qu'il ne reste guère de lui qu'un nom extraordinaire, et que ses livres ne passent comme ses idées, promptement.

7 juillet 1837.

XVIII

JÉSUS-CHRIST ET SA DOCTRINE,

HISTOIRE DE LA NAISSANCE DE L'ÉGLISE,

DE SON ORGANISATION ET DE SES PROGRÈS,

PAR J. SALVADOR.

J'aime le livre de M. Salvador, et pourtant je suis loin, bien loin de partager la plupart des opinions qui y sont exposées et soutenues. Le livre de M. Salvador est déjà connu; personne n'ignore que, dans ce nouvel ouvrage, le but que l'auteur de l'*Histoire des institutions de Moïse* s'est proposé est d'ôter au christianisme son caractère de révélation divine et de loi dernière des esprits. Selon M. Salvador, le chistianisme a plutôt gâté en quelques parties essentielles la loi et la religion des Juifs; disons, pour employer une expression qui répondra mieux à la pensée de M. Salvador, la philosophie religieuse et politique du peuple de Moïse, la civilisation hébraïque. Celui que l'Église chrétienne reconnaît pour son fondateur et pour son Maître a mêlé à la simplicité de la foi d'Israël des dogmes venus de l'Orient. Ces

dogmes, que la captivité de Babylone, les voyages, le commerce avaient répandus parmi les Juifs, mais qui y étaient demeurés comme de simples sujets d'opinion et de dispute, sans pénétrer dans la loi et sans en prendre le caractère obligatoire, la doctrine nouvelle se les est incorporés. Du point de vue purement hébraïque (je parle toujours selon les idées de M. Salvador), le monde est bon; la terre est le paradis de l'homme; le mal n'y est qu'un accident qu'il faut en arracher par le travail comme les ronces qui croissent dans un champ fertile. Du point de vue oriental, adopté par le christianisme et fondu par lui dans la religion juive, le mal est un des principes, un des éléments essentiels du monde; il est entré jusque dans la racine même de cette vie terrestre; il a tout flétri, tout souillé. Le mal sera vaincu, mais le monde, avec lequel il ne fait plus qu'un, périra en même temps; une nouvelle terre et de nouveaux cieux sortiront de cette grande ruine; c'est à cette terre, c'est à cette autre vie seulement que s'appliquent les magnifiques promesses des prophètes; la fin du monde et la résurrection des morts sont donc les nouveaux dogmes que le christianisme a tirés de l'Orient pour les semer dans tout l'univers avec l'idée d'un Dieu unique, prise au pur judaïsme.

Pour ce qui est de la morale, sans refuser au Maître des chrétiens la gloire d'avoir répandu sur ses leçons une grâce persuasive et une majesté incomparable, M. Salvador prétend que le christianisme l'a trouvée toute préparée, toute faite, sauf peut-être quelques idées de rigueur ascétique

dont l'exagération se liait naturellement au dogme oriental de la prédominance du mal en ce monde. M. Salvador cite à cette occasion, avec une complaisance dont ses lecteurs ne peuvent que lui savoir gré, des passages du philosophe juif Philon. Ces passages sont beaux en effet, malgré l'éloquence déclamatoire qui les dépare un peu, et respirent une morale très-pure. Il met aussi en parallèle avec le fameux Sermon sur la montagne un livre, bien antérieur à la prédication de l'Évangile, le livre de Jésus, fils de Sirach, qui fait partie des livres moraux de la Bible. Et pourquoi (je veux le dire tout de suite), pourquoi les chrétiens disputeraient-ils à Philon, dont la science était éclairée par l'étude des saintes Écritures, au fils de Sirach, aux Esséniens, l'honneur d'avoir préparé l'enseignement de l'Évangile? Quel chrétien raisonnable peut douter que les philosophes grecs n'aient aussi grandement contribué à ruiner le paganisme et à ouvrir l'esprit des hommes à la croyance de l'unité de Dieu? Si le Maître des chrétiens eût prêché aux hommes une morale dont ils n'eussent pas retrouvé en eux-mêmes les principes, est-ce que les hommes l'auraient écouté? Philon l'a dit; soit. Honneur à Philon! honneur à la sagesse qui souffle où elle veut et qui est toujours la même. Mais ce n'est ni Philon, ni Jésus, fils de Sirach, qui ont converti le monde. Nous, fils des gentils, nous ne tenons que de l'Évangile cette divine morale. C'est par l'Évangile que le flambeau en a lui sur le monde. Les idées sont à ceux qui les répandent; car les répandre c'est leur donner la vie, c'est les créer!

M. Salvador se place à un autre point de vue : le

but qu'il se propose dans ce nouvel ouvrage est d'établir d'une manière générale la supériorité des idées purement hébraïques sur les idées chrétiennes. Comme la civilisation chrétienne était bien supérieure à la civilisation païenne, le judaïsme à son tour renferme, selon M. Salvador, le germe d'une civilisation plus parfaite que la civilisation chrétienne. Deux choses entraient donc dans les vues de la Providence ou dans l'ordre qui préside aux progrès successifs de ce monde : l'une, qu'un essaim détaché de la nation juive se répandît parmi les gentils, et, leur empruntant beaucoup de leurs idées, brisât cependant leurs idoles et purgeât le monde d'un culte grossier ; l'autre, que le gros du peuple israëlite demeurât fidèle aux principes de la loi mosaïque et les gardât dans toute leur pureté pour l'avenir. Les Juifs n'ont pas dû se faire chrétiens, car ils avaient mieux que le christianisme. Le christianisme a été un progrès immense pour les gentils ; il eût été pour les Juifs une abdication de la gloire qui leur est promise. En se faisant chrétiens, ils eussent trahi le monde pour lequel ils sont conservés ; ils auront leur tour quand la civilisation chrétienne sera épuisée. Ici se présente le spectacle vraiment admirable des destinées et de l'élection toute particulière de ce petit peuple de Judée. La nation juive se sépare et forme comme deux armées. L'une bien faible en nombre, mais douée d'une prodigieuse fécondité de prosélytisme, prêche l'Évangile aux nations, entreprend de changer la religion du monde et la change, ne rompt avec ses frères que pour faciliter à l'univers païen sa conversion, et force

les gentils, malgré leur orgueil, malgré leur mépris et leur haine pour tout ce qui vient de la Judée, à fléchir le genou devant un jeune homme juif, et à le reconnaître pour leur Dieu; je me sers des paroles de M. Salvador, j'en aime l'orgueil national. Depuis dix-huit siècles, tout ce qu'il y a de chrétiens dans le monde est l'immense postérité de cette petite tribu de Juifs, enfants d'Abraham et disciples de Jésus-Christ. La plus grande révolution qu'il y ait jamais eue sous le soleil est leur ouvrage. Le monde païen a beau se soulever contre eux; on les accable de dérisions et d'outrages; on les tue; ils n'en viennent pas moins à bout de leur gigantesque entreprise.

L'autre partie de la nation juive se renferme en elle-même. Leur ville est détruite; leur pays n'est plus qu'une terre de désolation; loin que la conversion du monde qui, par le succès de l'Évangile, devient à moitié juif, apporte quelque adoucissement à leur misère, le monde a contre eux un nouveau, un inouï sujet de haine; il les accuse de déicide. On leur prend leurs Écritures; on s'approprie les promesses que Dieu leur a faites; dans les prophètes, on leur laisse tout ce qu'il y a de prédit d'ignominies et de douleurs; on s'applique tout ce qu'il y a de glorieux. Dans les églises, dans la chaire des docteurs, partout on ne les nomme qu'avec opprobre. La philosophie même ne demande pour eux la tolérance et l'égalité civile qu'en diffamant leurs Écritures et leur histoire! Pendant dix-huit siècles, pour me servir encore des termes de M. Salvador, ce sont les Juifs qui ont souffert la Passion. Et cependant rien n'a pu décourager leur fidélité! Ils avaient un dépôt à gar-

der; ils l'ont gardé au milieu des persécutions, des outrages, de la fuite et de la dispersion, conservant au monde le germe d'une civilisation pour laquelle le monde n'était pas encore mûr. Bien plus : malgré tant de causes de ruine et de mort ils se sont multipliés d'une façon miraculeuse. Ils semblent n'avoir été chassés de chez eux que pour être mêlés dans la masse des nations et former le noyau d'une nouvelle unité que le temps développera. Il n'y a pas un coin de l'univers, un coin si reculé, si barbare, où l'on ne trouve des Juifs avec leur esprit de travail et d'industrie, avec leur loi. Ils attendent leur jour; ce jour, selon M. Salvador, approche. Le vrai Messie, promis au monde, c'est le peuple juif lui-même, Messie persécuté, l'homme de douleur pendant les dix-huit siècles qui viennent de s'écouler ; Messie glorieux dans un temps qui n'est pas loin! La civilisation chrétienne s'ébranle; il a fallu que le monde passât par le christianisme; il viendra aux idées purement hébraïques et les Juifs auront deux fois été les maîtres et les chefs de la civilisation.

On peut juger comment de ce point de vue général M. Salvador apprécie l'histoire de l'Eglise dans le premier siècle, la vie de Jésus-Christ, celle des Apôtres, leur doctrine, leurs triomphes. Il refait, si je puis ainsi parler, avec le texte même du Nouveau-Testament, avec les Évangiles, les Actes des apôtres, les Epîtres de saint Pierre et de saint Paul, et l'Apocalypse de saint Jean, une histoire purement humaine des origines du Christianisme. Il cherche le fait sous le merveilleux. Jésus-Christ, saint Paul et saint Jean divisent, selon M. Salvador, en trois phases dis-

tinctes, le premier siècle de l'Eglise. Le Christ est celui des trois auquel M. Salvador, qu'on me pardonne le terme que je vais employer, rend le moins justice. Peut-être, à son insu même, M. Salvador ne pardonne-t-il pas *au jeune homme juif* d'avoir élevé sur tous les autels de l'univers l'instrument de sa mort, le signe de son supplice, cette croix qui pendant si longtemps a ameuté la haine de tous les peuples contre les restes dispersés de la nation juive! On s'imagine aisément, d'ailleurs, ce que devient la vie de Jésus-Christ dépouillée de tout miracle, et réduite à n'être plus que la biographie d'un sectaire plus habile ou plus heureux que les autres. Resterait à nous expliquer pourquoi ce sectaire qui a pris sa morale à Philon et aux Esséniens, ses dogmes à l'Orient, qui s'est dit le Messie comme tant d'autres, qui a fait des miracles dans un temps où ils étaient communs, qui n'a eu pour aides que les plus ignorants et les plus poltrons de ses compatriotes, et qui a fini par un honteux supplice, seul de tous les sectaires de son époque a eu un si prodigieux succès. Les explications du genre de celles de M. Salvador ont toujours un défaut : elles expliquent tout, excepté le point qu'il faudrait expliquer, à savoir pourquoi la religion des hommes est tombée justement sur celui-ci plutôt que sur celui-là. Je crois voir un anatomiste qui, pour rendre raison de l'ouïe, montre très-bien comment le son arrive jusqu'à l'oreille et frappe le cartilage qu'il doit frapper : mais pourquoi j'entends lorsque l'opération matérielle est consommée, c'est ce que sa science ne lui explique pas mieux qu'à moi, qui crois que le son, l'oreille, l'ouie,

ou mon âme qui entend, sont les ouvrages de Dieu.

M. Salvador en vient-il à l'examen spécial du procès et de la condamnation de Jésus-Christ ? Ici encore son plaidoyer en faveur des Pharisiens et du conseil des Juifs, quelque ingénieux, quelque vraisemblable même qu'il puisse paraître, n'explique pas comment celui qui aurait eu tous les torts, et, entre autres, le tort de se faire attacher à une croix, a eu l'art de se faire donner raison par tout l'univers. Nous sommes un peu loin du temps où a eu lieu la Passion du Christ pour discuter rigoureusement la forme de son procès et pour savoir au juste ce qui se passait dans le cœur de ceux qui l'ont condamné. Je ne demande pas d'ailleurs sa réhabilitation ; il me semble qu'il s'est assez réhabilité lui-même. On ne revoit pas ces procès-là. M. Salvador n'ignore pas sans doute que quelque respectables que soient les formes, il vient un temps où, à force de vieillir et de ne plus répondre aux besoins et à l'esprit des générations, elles ne sont plus qu'une hypocrisie légale, qu'un moyen régulier de crime et d'oppression, et ne rendent que plus odieuses les passions qui s'en servent, bien loin de les absoudre. C'est précisement cette hypocrisie légale, cette superstition de la forme que Jésus-Christ reprochait aux Pharisiens. Jamais ce que la forme a de repoussant quand l'esprit qui l'idéalisait s'est retiré d'elle n'a été mieux caractérisé que par cette expression de *sépulcres blanchis* que Jésus-Christ appliquait aux Pharisiens. Je ne veux pas faire ici le savant ; rien ne me conviendrait moins. Mais je lis l'Evangile, et les portraits que j'y vois de ces docteurs qui disputent sur les syllabes de la loi et payent

Dieu de mots et de subtilités me paraissent si frappants de vérité que je n'ai pas de peine à comprendre pourquoi le monde s'est obstiné à donner raison au Christ. Et puis, encore une fois, quand on a tort, on reste avec son tort. S'il était vrai que les Juifs eussent bien fait d'attacher Jésus-Christ à la croix, la croix serait demeurée ce qu'elle était, le plus ignominieux de tous les instruments de supplice. Tous les artifices des apôtres n'eussent pas réussi à émouvoir le monde pour un sectaire et un séditieux, et il y a longtemps qu'on ne lirait plus la Passion. Je ne crois pas, pour mon compte, qu'on fasse grande et longue fortune en ce monde avec des tours de gobelets. Tout peut se réduire à une seule question : Eût-il été heureux pour la masse des hommes que les Juifs fussent parvenus à tuer avec Jésus-Christ sa doctrine? Si je ne me trompe, M. Salvador répondrait comme moi : Non!

Je serais injuste si je n'avais pas soin d'ajouter ici que M. Salvador traite ces questions épineuses avec tous les ménagements et tout le sérieux possibles, en adversaire et non en ennemi, sans manquer jamais à la politesse ou à la bonne foi. On voit même que M. Salvador, et je lui en sais gré, éprouve une peine intérieure, une sorte de pudeur délicate à blesser la foi et les sentiments les plus chers de tant de gens, malgré la liberté que lui donne personnellement sa qualité de juif. Il ne faut pas oublier non plus que M. Salvador défend, avec une prédilection toute naturelle, l'honneur de sa nation, et peut-être sa plainte paraîtra-t-elle bien modérée après dix-huit siècles de souffrance et d'oppression!

Avec saint Paul et saint Jean M. Salvador a l'esprit plus libre et, si j'ose le dire, plus tranquille. Il apprécie très-bien le génie ardent et infatigable, le don de gouvernement, l'éloquence mâle et la science profonde de saint Paul. Selon lui, saint Paul serait presque le véritable fondateur du christianisme. C'est saint Paul qui rompt décidément avec la synagogue; repoussé par ses frères, il conçoit le vaste plan de la conversion du monde gentil. N'est-il pas vrai pourtant qu'à lire soit les Epîtres de saint Paul, soit le récit de ses travaux dans les Actes des Apôtres, on y sent bien plus l'homme que dans l'histoire de la vie de Jésus-Christ, je veux dire les efforts, je ne sais quelle tension de tous les ressorts de l'âme, et comme l'emprunt d'une force étrangère? Saint Paul, j'en prends à témoin ses écrits mêmes, n'est qu'un admirable apôtre. Ses voyages, ses bonds d'un pays à l'autre, sa fougue, constrastent avec l'autorité calme et la simplicité toute divine du maître qui répand sans effort ce qu'il puise dans son propre fonds.

Les chapitres relatifs à saint Jean ne sont pas moins curieux. M. Salvador veut que saint Jean ait écrit son Evangile pour confondre plusieurs hérésies qui déjà s'élevaient dans l'Eglise ; ce serait dans ce but qu'il prend soin d'y marquer la divinité de Jésus-Christ en termes plus clairs que ne l'avaient fait les trois autres évangélistes. M. Salvador donne aussi une explication de l'Apocalypse. Dans son opinion, saint Jean a composé l'Apocalypse pour soutenir la foi des premiers chrétiens qui avaient cru le nouvel avénement de Jésus-Christ et son retour triomphant très-prochains, et qui commençaient à murmurer de la lon-

gueur du délai. La chute du monde, le combat du ciel contre la terre et sa victoire ; comme épisodes, la ruine de Jérusalem et de Rome ; le premier retour de Jésus-Christ sur la terre et son règne de mille ans avec les martyrs et les confesseurs de la foi ; puis enfin la résurrection genérale des morts et le jugement dernier, tels sont, selon M. Salvador, les trois actes du drame poétique qu'on appelle l'Apocalypse. J'avoue que ces explications, quelque claires qu'elles paraissent à M. Salvador, sont loin de me satisfaire complétement : je dois dire néanmoins que de toutes les parties de l'ouvrage de M. Salvador, celle-ci est peut-être la plus brillante. M. Salvador fait ressortir avec beaucoup d'éclat le côté humain du génie de saint Jean ; on admire avec lui la beauté miraculeuse de cette poésie qui chante de bien autres batailles que celles d'Homère ou de Virgile : le combat du bien contre le mal, du monde supérieur contre le monde inférieur, de Dieu contre le diable. Quant à la fin du monde, je suis très-porté à penser qu'en effet les premiers chrétiens croyaient y toucher ; il y a dix-huit siècles qu'on l'attend au premier jour ! Ne serait-il pas plus raisonnable de s'en tenir à la parole de Jésus-Christ, qui a déclaré que personne n'en saurait le jour ni l'heure, ce qui comprend sans doute l'année et le mois ? Je n'entre pas non plus dans la question de savoir s'il y a plusieurs résurrections ou une seule prédite par l'Evangile, cela me mènerait trop loin ; j'aime mieux renvoyer le lecteur au livre de M. Salvador.

Dans cette rapide analyse j'ai nécessairement négligé bien des choses qui, pour être réfutées, ou

même simplement exposées, demanderaient un livre aussi long peut-être que celui de M. Salvador. Tout l'ouvrage, si je ne me trompe, repose sur la distinction que l'auteur établit entre le système hébraïque et le système chrétien. Dans le premier de ces systèmes, qui est celui de M. Salvador, les promesses des prophètes se rapportent à ce monde, à cette vie, à l'amélioration de l'homme sur cette terre, à la civilisation progressive, si l'on veut bien me permettre d'employer cette expression toute moderne. Une nouvelle civilisation va luire; le peuple d'Israël qui, depuis dix-huit siècles, nous en garde le flambeau, en sera le héros glorieux et le roi, juste prix de sa longue patience et de sa fidélité!

Dans le second, les prophéties ne doivent se réaliser que sur une jeune terre, brillante de fraîcheur et de clarté, que la main de Dieu fera sortir des ruines de ce monde vieilli et voué au mal. C'était là du moins, selon M. Salvador, la croyance des premiers chrétiens. Dans la suite, cette croyance s'est encore spiritualisée; le bonheur promis dans l'autre vie est devenu une sorte de bonheur tout mystique, de contemplation pure, et l'on a appliqué aux triomphes éclatants de l'Église militante, à ses richesses terrestres, à sa puissance sur les rois et sur les peuples, ce que les prophètes avaient prédit de glorieux du règne du Messie sur la terre.

Je n'entrerai pas dans la discussion de tous les points sur lesquels je ne me trouve pas d'accord avec M. Salvador; on pense bien qu'ils sont essentiels et nombreux. J'ai indiqué, en courant, quelques-unes

de nos dissidences principales ; je n'ajouterai qu'une chose : j'ai relu l'Évangile après avoir lu le livre de M. Salvador, et j'y ai senti autant que jamais cette puissance de persuasion, cette incomparable autorité, ce caractère de simplicité majestueuse et de vérité qu'on appellera comme on voudra, que j'appelle, quant à moi, un caractère divin. Tout se lie : les miracles à la doctrine, la vie à la mort du maître ; c'est un ensemble indestructible. Et puis tâchez de mettre les évangélistes en contradiction les uns avec les autres ; expliquez par des conjectures ingénieuses ce que les auteurs sacrés racontent comme de fidèles et naïfs témoins, et n'expliquent pas ; faites de l'Evangile une histoire ordinaire ; cela ne me touche pas du tout. J'ai vu le corps vivant : vous ne montrez plus qu'une froide dissection ! Pour expliquer, vous tuez ! On ne trouvera jamais la raison et le principe de la vie dans la mort. Le caractère divin de l'Evangile est dans la suite même de l'Evangile tout entier. C'est l'effet qu'il produit sur l'âme qui est sa preuve et son témoignage ; une difficulté de plus ne me le ferait pas plus rejeter, qu'une difficulté de moins ne me serait une raison de l'accepter. La foi n'est imposée à personne. Mais, je le déclare, je ne conçois pas une religion sans mystères et sans miracles. Le sentiment religieux chez l'homme s'éveille par le merveilleux, comme la corde d'une lyre sous le doigt qui la touche. Sans mystères la religion ne serait qu'un système de philosophie ; et sans miracles, où prendrait-elle l'autorité qu'il lui faut pour entraîner l'esprit et le cœur des hommes ?

J'ajoute que les idées hébraïques, telles qu'il me semble que M. Salvador les conçoit, sont bien terrestres pour une religion. J'aurais trop de choses à dire sur ce sujet. En deux mots, jamais l'homme n'aura le courage et la force d'entreprendre même l'œuvre terrestre de l'amélioration de sa condition ici-bas, s'il ne se croit et s'il ne se sent au-dessus de ce monde, s'il n'embrasse dans son espoir l'idéal et l'infini. Toute amélioration qui n'a pas pour principe une sorte de dédain de la jouissance qui passe, n'est que décadence et corruption !

Et cependant, je l'ai dit dès le début de cet article, j'aime le livre de M. Salvador ! je l'aime malgré de profondes différences d'opinion, quoique je le trouve incomplet, quelquefois obscur, souvent écrit d'un style abstrait et pénible. Je l'aime parce qu'on y sent un esprit fort, élevé, droit et probe jusqu'au scrupule, un loyal israélite, et je ne sais quel souffle religieux, quelle inspiration de l'âme qui soulève toute cette discussion. Je l'aime parce que M. Salvador n'est pas un chrétien qui bat et déchire sa mère, mais un juif justement fier de sa noblesse, la plus ancienne et la plus glorieuse du monde, qui défend ses titres et ceux de sa nation, et ne réclame les promesses des prophètes que pour les partager avec tous les hommes et en faire jouir la race d'Adam tout entière. Je l'aime aussi à cause du sujet : les questions de ce genre sont tellement au-dessus des misérables questions dont nous faisons notre pâture quotidienne ; elles réveillent tant d'idées sérieuses, tant d'espérances touchantes, tant de sympathies dans la partie la plus noble de l'âme! Loin de croire le livre de M. Salva-

dor un livre dangereux, je voudrais bien, pour le christianisme même, que nous reprissions goût à des livres de ce genre ! je ne fais aucun cas d'une foi sans intelligence et sans gravité. Il y a enfin un point sur lequel je me rencontre tout à fait avec M. Salvador, et je suis heureux de finir par là : je pense avec lui que ce petit peuple juif, comme on l'appelait dans le dernier siècle, par l'influence qu'il a eue sur le monde, par celle qu'il semble réservé à y avoir encore, est le plus grand des peuples, la plus noble des familles entre les familles humaines, la race vraiment choisie de Dieu !

26 octobre 1838.

XIX

EXAMEN CRITIQUE

DES DOCTRINES DE GIBBON, DU DOCTEUR STRAUSS ET DE M. SALVADOR

SUR JÉSUS-CHRIST, SON ÉVANGILE ET SON ÉGLISE,

Par M. GUILLON, évêque de Maroc.

Je pourrais faire au savant évêque, auteur de cette nouvelle apologie du christianisme, le reproche qu'il fait lui-même à ses trois adversaires; je pourrais lui dire que rien n'est neuf dans son ouvrage. C'est un résumé clair et élégamment écrit des arguments qui ont été mille fois produits en faveur du christianisme. Je me permets d'autant plus volontiers cette critique, qu'elle ne blessera pas, j'en suis sûr, M. l'évêque de Maroc. Il me saura plutôt gré de le représenter comme l'héritier direct, le disciple fidèle, j'allais presque dire le copiste des Bergier et des Abbadie. L'esprit chrétien est essentiellement un esprit de tradition ; la nouveauté a si mal réussi de nos jours à ceux qui ont essayé de l'introduire dans la controverse et dans la prédication, qu'à tout prendre mieux vaut peut-être un excès d'attachement

aux vieilles méthodes. Je dois d'ailleurs à M. Guillon un éloge sur l'urbanité de sa discussion, et cet éloge suffirait pour distinguer avantageusement son livre. M. Guillon attaque très-rarement la bonne foi des écrivains qu'il réfute, jamais leurs mœurs. Il ne les range pas parmi les athées au troisième syllogisme pour faciliter et abréger la discussion. Il rend justice à leur talent. En un mot, on pourrait désirer peut-être dans le livre de M. Guillon un raisonnement plus serré, une méthode plus rigoureuse, un choix de preuves plus sévère et plus en rapport avec la nature des objections; on ne lui contestera pas le mérite rare d'une discussion polie, d'un style clair et pur, d'une connaissance profonde de l'antiquité chrétienne.

M. Guillon aurait le droit de me demander ce que je trouve à redire à son raisonnement, à sa méthode et au choix de ses preuves; je m'en expliquerai librement, sans m'écarter, je l'espère, du respect que je dois au pieux auteur et à la grande cause qu'il défend. Le meilleur moyen d'éclaircir ma pensée, c'est de prendre tout de suite un exemple. Gibbon, dans le chapitre XV de son *Histoire de la Décadence et de la Chute de l'Empire romain*, recherche les causes naturelles de la propagation du christianisme. Il met au nombre de ces causes la décadence du paganisme et les progrès de la philosophie. Je sais très-bien que Gibbon le fait avec malice; son but est de prouver qu'il n'y a rien eu de divin dans l'établissement de la religion nouvelle, et que le monde a passé de Jupiter à Jésus-Christ, de la morale de Pétrone à celle de l'Évangile, par une révolution purement humaine.

Cela est aisé à dire quand la chose est faite. Si Gibbon eût vu les apôtres partant de Jérusalem pour aller convertir le monde à la doctrine et au culte de leur maître crucifié, je crois qu'il aurait bien ri de ceux qui lui auraient prédit le succès de ces gens-là. Je ne demande donc pas à un chrétien, à un prêtre, à un apologiste de la religion chrétienne, de consentir à ne reconnaître qu'une chose naturelle dans le triomphe de l'Évangile. La conversion du monde est le grand miracle du christianisme. Que M. Guillon eût montré quelles difficultés énormes l'Évangile avait à vaincre moins encore peut-être pour entrer dans la foi des hommes que pour entrer dans leur cœur, et quelle entreprise c'était que celle d'élever des païens à la vraie sainteté, je l'aurais compris. Je ne comprends pas que, pour rendre le miracle plus grand, il nie, malgré l'histoire, l'existence d'un certain nombre de causes naturelles qui ont admirablement concouru aux progrès du christianisme. Parmi ces causes, y en a-t-il de plus évidentes que l'état d'agonie où était tombé le paganisme, et le progrès des idées philosophiques ?

Les temples étaient debout, cela est vrai ; les autels des dieux fumaient d'encens et de sacrifices, c'est incontestable : le savant auteur que je critique aurait pu s'épargner la peine de citer les faits et de réunir les textes qui le prouvent. Il faut un culte public aux hommes, et tant qu'on ne leur en offre pas un autre qui réponde au vague appel de leur conscience, ils gardent celui qu'ils ont, même sans y croire. Je dis *sans y croire,* et ces mots auraient encore besoin d'explication. Il reste dans tout cœur

d'homme un fond de religion indestructible qui a besoin de s'attacher à un signe quelconque. Je ne voudrais pas répondre que Socrate mourant n'ait très-sérieusement recommandé à Criton de l'acquitter envers Esculape en sacrifiant un coq. Tel qui, la veille, s'était moqué des dieux, allait le lendemain, de très-bonne foi, je n'en doute pas, inonder leurs autels du sang des victimes pour un fils malade. Sylla, après avoir pillé le temple de Delphes sans le moindre scrupule, dans le danger extrême que lui fit courir aux portes même de Rome le Samnite Telesinus, tirait de son sein une petite image d'Apollon et l'invoquait dévotement. Que prouvent les signes de religion qui échappent à la plupart des hommes dans leurs joies ou dans leurs craintes, dans la souffrance, dans la mort? qu'ils croient et qu'ils ont toujours cru, malgré leur mépris apparent, au culte, quel qu'il soit, dans lequel ils ont été élevés? Cicéron était-il un bon païen parce que, dans la douleur qu'il ressentait de la mort de sa fille, il lui bâtissait un temple? Non, sans doute. Mais si la foi, la vraie foi est rare à certaines époques, l'incrédulité absolue est rare toujours. L'homme est naturellement religieux. Tôt ou tard, le moment arrive où sa faiblesse a besoin d'un culte, ce culte fût-il imparfait et ridicule comme le culte païen. Je ne sais si dans les temps même où l'on croit le plus, où la foi est pour ainsi dire naturelle, le doute n'a pas ses jours; j'affirmerais qu'il n'y a pas d'incrédulité, dans les temps les plus incrédules, qui n'ait ses heures de défaillance et de superstition au moins secrète. Or, en fait de culte, on prend, encore une fois, celui qu'on a sous la

main, on ne se fait pas un culte pour soi tout seul; lorsque Socrate voulait prier et adorer, il priait et il adorait comme les Athéniens; Auguste sacrifiait aux dieux protecteurs de l'empire; Tibère jurait par eux; Cicéron remplissait les fonctions d'augure; en un mot, la forme extérieure du paganisme n'avait pas encore péri: cela prouve-t-il que la foi païenne subsistât?

Tous les monuments de l'antiquité qui nous restent de cette époque prouvent le contraire. Je demande où est la foi païenne dans Virgile, dans Horace, dans Cicéron, dans Sénèque? Je ne voudrais pas faire étalage d'une érudition facile, surtout devant M. Guillon, dont l'érudition est si solide et si profonde. Qui ne connaît ce passage des *Tusculanes* dans lequel Cicéron se moque avec tant d'esprit et d'agrément des fables du paganisme sur l'enfer? Vous craignez peut-être, dit-il à son auditeur qu'il veut fortifier contre l'appréhension de la mort, vous craignez Cerbère et sa triple gueule, le farouche nocher, le tribunal où siégent Minos et ses deux compagnons? Allons, convenez-en. Ce sont les Furies qui vous font peur, et le rocher de Sisyphe, et le tonneau des Danaïdes! —Non.— En vérité? Eh bien! j'en suis au désespoir, car vous m'auriez fourni une réfutation facile et un magnifique développement oratoire.—Il faudrait citer d'un bout à l'autre le *Traité sur la divination*, celui *sur la Nature des dieux*, et tous les ouvrages philosophiques de Cicéron, qui n'en était pas moins un augure très-exact. Il avait peut-être avec cela ses superstitions particulières, et il ne faudrait pas s'étonner qu'un songe ou une rencontre de

sinistre présage eût mis dans certaines occasions sa philosophie en déroute. Ainsi sont faits les hommes. Mais la foi à un culte, c'est autre chose. C'est l'inspiration et comme l'état naturel de l'âme. Les gens qui ne croïent que lorsqu'ils sont hors de leur sens ne croient pas. La foi païenne était donc morte. M. Guillon l'accorde pour les gens éclairés, pour les philosophes et les hommes d'Etat, pour le beau monde, non pour les masses et pour le peuple. Je pourrais lui opposer encore la même autorité. Cicéron, dans vingt endroits de ses ouvrages où il parle des fables du paganisme, ajoute que les vieilles femmes elles-mêmes ont cessé d'y croire. De plus savants que moi multiplieraient aisément les citations. N'est-ce pas, d'ailleurs, une illusion de penser que, quand le beau monde a rejeté la foi, le peuple la garde; et n'avons-nous pas pour nous désabuser de cette illusion notre propre expérience? Comme les religions dans leur progrès montent des ignorants aux savants et du simple peuple aux beaux-esprits, l'incrédulité descend par une marche non moins certaine et bien plus rapide des riches et des puissants aux masses. Je ne dis pas que l'incrédulité soit aussi ferme dans le peuple. Un jour il fera ouvrir les temples, il traînera en pompe une statue, il criera à s'en rompre la gorge : « la grande Diane des Ephésiens ! » Il croira pour un moment aux prodiges les plus grossiers. Si cependant sa croyance n'a plus d'influence habituelle sur ses mœurs, tenez ceci pour certain : il peut encore être superstitieux, il n'a plus de religion !

Il ne faut pas confondre les époques. Le paga-

nisme, je le sais, quand il se sentit serré de trop près par cette religion nouvelle qui n'avait encore ni temples ni autels publics, mais qui avait mieux que cela, des confesseurs et des martyrs, essaya de jouer la foi. Marc-Aurèle, à force d'holocaustes, faisait renchérir les bœufs dans son empire. On brûlait, par ordre des empereurs, le livre de Cicéron *sur la Nature des dieux*; et en face des chrétiens, qui mouraient pour leur culte, le grand prêtre Cotta, dans une dispute philosophique, n'aurait pas pris tranquillement pour son rôle d'argumenter contre la Providence. Le paganisme, à cette époque de crise, tentait, par un calcul assez maladroit quoique naturel peut-être, d'imiter le christianisme en le combattant. Il faisait gauchement les miracles les plus ridicules du monde; il réveillait les vieux oracles, muets depuis si longtemps; il arrangeait, il adoucissait, il expliquait ses fables ou infâmes ou grotesques; il prenait un air moral et philosophique. Récrudescence menteuse! Miracles et religion de théâtre! Foi sans racine dans le cœur! Les chrétiens y allaient plus simplement : ils croyaient, et ils n'avaient pas besoin d'autre chose pour triompher de l'idolâtrie sensuelle du peuple, de l'idolâtrie savante et philosophique d'un Marc-Aurèle et d'un Julien! Croire parce qu'on a la conscience prise et subjuguée, ou croire parce qu'on le veut, parce qu'on s'en impose sciemment l'obligation, quelle différence! Dans le premier cas, c'est la foi qui, tombant d'en haut toute radieuse, illumine et maîtrise l'esprit; dans le second, c'est l'esprit qui domine la foi et qui l'assujettit à ses petitesses. Cette seconde foi est celle des religions qui se meurent, et

le paganisme, œuvre tout humaine, devait mourir comme l'homme même.

Le coup fatal lui avait été porté depuis longtemps. C'est ici, je suis obligé de le dire, que j'accuse la plupart des défenseurs et des apologistes de la religion chrétienne d'ingratitude envers la philosophie. On dirait que, dans un zèle jaloux, ils ont peur d'accorder quelque chose à la raison ; ils veulent garder tout pour le miracle. Ils ne se contentent pas de refuser à la philosophie sa juste part dans la destruction des fables du paganisme, ils l'injurient. On demande ironiquement quel peuple Socrate a converti, quelle bourgade Platon a arrachée au culte des idoles. On fait un crime aux philosophes d'avoir plié les genoux devant les objets de la superstition publique, pendant que, dans le cœur, ils professaient une religion plus pure ! C'est intervertir tout à fait les rôles. Socrate et Platon n'étaient que de bons citoyens et des hommes sages ; ils se renfermaient dans la recherche philosophique de la vérité ; ils ne sentaient point en eux d'autre inspiration que celle de la raison. En se donnant pour des prophètes et pour des envoyés de Dieu, ils auraient menti. Au lieu du nom de philosophes, c'est celui de jongleurs qu'ils auraient mérité. N'ayant point de culte nouveau à proposer à leurs concitoyens, et sachant qu'un culte est nécessaire aux hommes, ils respectaient celui de leur pays ; ils adoraient Dieu sous la forme reçue de leur temps ; ils se faisaient voir dans les temples et au pied des autels, de peur que leur doctrine, mal comprise et trop haute pour le peuple, ne l'entraînât dans un affreux athéisme ; ils se conten-

taient de semer dans les esprits des notions plus justes sur l'univers et sur Dieu, jetant ainsi, sans le savoir, les germes d'une révolution religieuse. Que ne reproche-t-on aussi à Socrate et à Platon de n'avoir pas fait de miracles?

Toutes les sectes de philosophie n'ont pas professé, il est vrai, des doctrines également pures, et les apologistes ne manquent pas de jeter à la tête des philosophes leurs éternelles divisions, leurs disputes ridicules, l'extravagance ou l'immoralité de quelques-unes de leurs idées. Bon Dieu! qu'il nous siérait bien à nous autres, pauvres hommes, d'avoir plus d'indulgence les uns pour les autres! La philosophie a eu ses sectes; et le christianisme, donc? Que fait-on autre chose dans le christianisme, depuis tantôt dix-huit cents ans, qu'argumenter sur tous les articles de la foi? Les hérésies sont nées presque avec les apôtres, ne le sait-on pas? Les philosophes disputaient sur le souverain bien, sur la Providence, sur le fondement de la certitude, belles et grandes questions, après tout; et, pour les résoudre, ils n'avaient que les lumières de la raison. Les philosophes n'étaient point constitués en corps, sous une forte hiérarchie, et je ne sache pas que jamais ils se soient réunis en assemblée générale pour arrêter un symbole commun. La variété des opinions naissait naturellement de la liberté. Dans le christianisme, avec la parole de Dieu même pour règle et tous les moyens d'unité que donne une association puissamment organisée, les sectes, les hérésies, les dissensions se sont multipliées à un point inouï; le monde en a été ébranlé; des flots de sang ont coulé. Soyons

justes : les disputes des philosophes anciens n'avaient jamais fait ni tant de bruit ni tant de mal.

Et en ceci je n'accuse pas l'institution chrétienne : je n'accuse que l'infirmité de l'esprit humain. Le paganisme n'était qu'un culte. Le christianisme est plus que cela ; c'est une haute et sévère philosophie. Morale, métaphysique, politique, il a tout absorbé ; par cela même, il a fait aussi entrer dans son sein l'esprit de dispute ; et si l'Évangile respire une paix divine, l'histoire des chrétiens n'offre que déchirements et que guerres intestines.

Il ne me paraît pas plus juste d'insister d'un air moqueur sur les extravagances dans lesquelles sont tombés les plus beaux génies de l'antiquité et les plus grands philosophes. On oublie toujours que la philosophie n'a qu'un instrument, la raison, et qu'elle est obligée de répondre à tout, ou de l'essayer au moins. Dans ces terribles questions que la foi résout par un mystère aussi impénétrable que les questions elles-mêmes, il n'est pas étonnant que la raison ait bronché. Prenons un exemple, la question de l'origine du bien et du mal. C'est une de celles dont les philosophes se sont le plus tourmentés et qui leur a fait dire le plus de sottises, je le veux bien. La foi la résout, mais comment ? Par l'histoire du péché originel, par le mystère du genre humain portant la faute et la peine du premier homme, mystère qui pose un fait, mais qui ne dénoue certainement pas le problème, qui l'aggrave plutôt et le complique. Car je cherchais l'origine du bien et du mal dans ce monde, et la foi m'apprend que l'arrêt qui assujettit les hommes à la souffrance, sans qu'ils sachent pourquoi, les atteint et

les frappe jusque dans l'autre vie, qui est éternelle. Or, où la foi place un mystère, la philosophie cherche une raison. Quand les disciples de Platon lui demandaient ce que c'était que Dieu, ce que c'étaient que nos âmes et quel sort leur était réservé après la mort, ils attendaient une explication bonne ou mauvaise, et non un problème à la place d'un autre. Le jour où la philosophie, renonçant à éclaircir ces grandes questions auxquelles se rattache en définitive le problème de la destinée humaine, répondrait par des mystères, il est évident qu'il n'y aurait plus de philosophie. Mais les philosophes n'auraient-ils pas pu confesser au moins leur impuissance ? Plusieurs l'ont fait. Malheureusement, comme les questions s'enchaînent les unes aux autres, ceux-là ont été conduits par le désespoir de leur raison à nier toute certitude, et ils sont tombés dans un autre abîme, le scepticisme absolu. Pour mon compte, j'aime mieux cette philosophie qui déploie hardiment ses ailes et qui veut monter jusqu'au ciel, au risque d'être aveuglée par l'éclat des astres. Et puis on aura beau faire, les hommes ne cesseront pas de philosopher. Si on leur interdit de philosopher tout simplement sur l'origine du bien ou du mal, ils reculeront d'un pas, ils philosopheront sur le péché originel. On aura, comme je le disais tout à l'heure, des hérésies au lieu d'écoles ; on aura les deux peut-être, et, en fait d'extravagances, je ne pense pas que les scolastiques du moyen âge aient rien à envier aux sophistes de la Grèce et de Rome.

Combien j'aimerais mieux que les apologistes de la religion chrétienne s'appuyassent fraternellement sur la philosophie, et reconnussent ce que la raison,

dans son imperfection même, peut faire pour le progrès de la vérité ! Je ne demande pas, pour cela, à la philosophie et à la religion de se confondre. Ce serait pour toutes les deux un mauvais marché. La liberté d'examen est l'âme même de la philosophie. Une philosophie assujettie d'avance à certaines conclusions perd son autorité. Elle cherche des raisons, elle ne cherche plus la raison. C'est un sophiste auquel on a donné un discours à faire pour une cause quelconque, et qui n'inspire confiance à personne. Cette liberté sans doute a ses écueils ; on n'est pas libre pour la vérité sans l'être pour l'erreur. Mais aussi quel appui pour la religion lorsque, sans un concert préalable, par le seul effort de ses libres recherches, la philosophie vient à fortifier de ses raisons les principes qui sont le fondement de la foi ! Car on a beau injurier la raison, l'appeler une folle et une orgueilleuse, se plaire à l'écraser, elle est la base de tout, et si la base est fragile, ce qu'on élèvera dessus en sera-t-il plus solide ? Qu'on laisse donc à la philosophie sa liberté ; qu'on ne s'effraie pas de ses hardiesses et de ses écarts ; qu'on se souvienne que son but est l'absolu. Ce but, l'homme ne pourrait pas renoncer à le poursuivre sans renier son âme et les plus nobles instincts de sa nature. Dans le butin que la philosophie rapporte de ses longues et périlleuses courses, la raison générale sait bien discerner à la longue ce qui est de bon ou de mauvais aloi. Le paganisme a été détruit parce que c'était un culte faux. Un culte institué de Dieu finira toujours par se rencontrer avec la raison, et le christianisme peut reconnaître les services que la philosophie lui a rendus,

sans démentir son origine, puisque la raison est aussi l'œuvre de Dieu. Bossuet a bien fait entrer la politique pour quelque chose dans l'établissement de l'Évangile ! Voyez plutôt son *Discours sur l'Histoire universelle*. N'est-ce pas, selon ce grand évêque, pour faciliter la prédication des apôtres que Dieu avait réuni tout le monde connu sous l'empire des Romains, et les Romains eux-mêmes sous un maître unique ? Voilà une cause naturelle de la propagation du christianisme, reconnue par Bossuet. Pourquoi n'en pas reconnaître d'autres non moins manifestes, telles que la décadence de l'idolâtrie, et le besoin d'un culte nouveau secrètement éveillé jusque dans les masses par les progrès de la philosophie ?

Je l'ai déjà dit : c'est qu'on craint de diminuer le miracle de la conversion du monde. Ne devrait-on pas plutôt craindre, aujourd'hui que la connaissance de l'histoire et les lumières de la critique sont si répandues, de donner prise sur soi dans une œuvre qui a besoin d'être aussi solide et aussi forte qu'une apologie du christianisme ? Lorsque tout le monde croyait, ou presque tout le monde, les bonnes raisons faisaient passer les mauvaises, les côtés forts couvraient les côtés faibles. C'est le contraire aujourd'hui. Comme il y a des objections qu'on ne fait plus, il y a des réponses qu'on ne devrait plus faire. M. Guillon a peut-être eu tort, qu'il me permette de le lui dire, de comprendre dans la même réfutation trois écrivains de temps et d'esprit aussi différents que Gibbon, le docteur Strauss et M. Salvador, de les représenter comme trois ennemis également conjurés contre le christianisme, ne respirant que sa perte, et

d'employer contre eux la même méthode d'argumentation. Gibbon est un philosophe du dix-huitième siècle; il hait le christianisme et il le méprise. Avec plus d'érudition et de sérieux que Voltaire, il appartient à son école ; on voit qu'il goûte et qu'il savoure le plaisir d'user de ses droits d'historien pour juger l'Église sur le même pied que les institutions humaines; cette religion, victorieuse du monde, fière de ses miracles, se disant issue de Dieu même, il la tient dans ses mains, il l'analyse, il énumère longuement et froidement les causes toutes naturelles de son succès ; il fait durer, si je puis ainsi parler, le plus longtemps possible le supplice qu'il lui inflige en la soumettant à une dissection minutieuse. Gibbon est pour les bourreaux contre les martyrs. Les chrétiens étaient si imprudents ! Et puis on n'en a pas tué un si grand nombre ! L'historien philosophe fait son calcul et rabat le plus qu'il peut sur le nombre des victimes. On dirait que c'est lui qui a été chargé de livrer la chair chrétienne aux lions de l'arène. Je reconnais bien dans Gibbon le successeur des Celse et des Julien, et je conçois qu'avec lui, sous les réserves que j'ai faites, les vieilles armes du christianisme soient encore les meilleures. Il ne s'agit pas d'un examen, il s'agit d'un combat à mort.

De Gibbon au docteur Strauss, il semble qu'il y ait plusieurs siècles d'intervalle. J'hésite à juger le docteur Strauss : son livre a fait un grand bruit en Allemagne ; un savant français a pris la peine de le traduire ; moi je déclare avec franchise qu'il m'a été impossible d'en supporter la lecture jusqu'au bout. Cela tient peut-être à ce que je ne suis pas au

courant des disputes théologiques et philosophiques de l'Allemagne. A chaque miracle rapporté par les évangélistes, le docteur Strauss discute savamment et pesamment toutes les explications naturelles qu'on peut donner de ce miracle, et prouve avec une abondance de raisonnements désastreuse qu'un miracle est un miracle ou n'est rien. Il faut le voir appliquer cette méthode au miracle de la multiplication des pains, par exemple ! C'est qu'il y a en Allemagne une école qui, pour rester chrétienne et raisonnable tout ensemble, n'a rien imaginé de mieux que de détruire chrétiennement tout le merveilleux du christianisme. En France, on croit aux miracles ou on n'y croit pas. Personne ne perd son temps à les expliquer. Si ce sont des faits naturels, tout est dit ; la cause est jugée ; il n'y a pas de miracles. Les Évangiles contiennent-ils, oui ou non, un récit historique, rapporté par des témoins fidèles ? Non, selon le docteur Strauss. Ce sont des légendes qui se sont grossies en passant de bouche en bouche, que l'imagination a formées et que la foi a recueillies toutes faites. Pour le prouver, le docte Allemand rapproche avec une patience incroyable le texte des quatre évangélistes et en fait ressortir des contradictions plus ou moins importantes. Qu'est-ce donc que Jésus-Christ ? L'homme en qui la substance de l'âme humaine, sous l'enveloppe du corps, s'est confondue de plus près avec la substance divine, la manifestation la plus éclatante de l'unité des deux substances. Je ne donne pas cette courte analyse pour exacte ; c'est ce que j'ai cru comprendre, et il est possible que j'aie très-mal compris. Du reste, pas une trace de passion dans le

docteur Strauss ; il est sec et tranquille à faire peur. Je ne vois pas trop ce que les foudres de l'ancienne éloquence apologétique ont à faire avec un homme aussi flegmatique. Si vous voulez lui répondre, vous n'avez qu'un moyen : opposez patience à patience, érudition à érudition, minuties à minuties, au risque de faire un livre qui ne soit pas plus attrayant que le sien. Il ne faut pas se dissimuler que la masse, je ne dirai pas des objections, mais des annotations critiques, du docteur Strauss est effrayante. On y a répondu cent fois, dit-on ; ce sont des difficultés éternellement rebattues. Faites ce qu'il a fait ; réunissez en un corps les vieilles réponses comme il a réuni les vieilles critiques ; s'il y a des obscurités qu'aucune explication n'éclaircira, convenez-en ; ou bien laissons le livre du docteur Strauss pour ce qu'il est, et relisons un des admirables chapitres de l'Évangile de saint Jean !

M. Salvador ne ressemble pas plus au docteur Strauss que celui-ci à Gibbon. Il admet la fidélité des évangélistes autant que des hommes transportés par la foi et par l'enthousiasme peuvent être fidèles. Il explique la mission de Jésus-Christ, sa prédication, son succès, sa vie et sa mort, l'ardeur des apôtres, les travaux de saint Paul et la conversion des Gentils, la rapide propagation du christianisme, par des causes prises les unes dans la nature du cœur humain, les autres dans les circonstances des lieux et du temps. La méthode qu'emploie M. Guillon pour réfuter M. Salvador est, au contraire, la méthode purement logique, celle des anciens apologistes. De cette façon, les deux adversaires ne courent pas risque de se cho-

quer de front. C'est un dialogue si vous voulez, mais un dialogue dans lequel on parle chacun de son côté et sans se répondre. Je ne sais si je me trompe; dans une matière si grave, je serais désolé de rien hasarder; pourtant M. Guillon ne pousse-t-il pas bien loin sa confiance dans le témoignage, lorsqu'il dit quelque part, emporté par son désir de démontrer rigoureusement la vérité des miracles : *Que M. Salvador m'affirme qu'il a vu un miracle, c'est un homme d'honneur, je le croirai !* Comment ! même sans examiner si M. Salvador n'est pas un enthousiaste? Même lorsque ce miracle que M. Salvador affirmerait avoir vu renverserait la foi et la doctrine chrétienne? Voilà où mène la méthode logique. N'y a-t-il pas eu des hérétiques qui prétendaient avoir fait des miracles? N'ont-ils pas recueilli des témoignages, dressé des procès-verbaux? Étaient-ils tous des fourbes et des imposteurs? Et que leur aurait rapporté leur fourberie? Le plaisir d'être brûlés en place publique, ou, dans des temps plus doux, d'aller faire des prodiges à la Bastille, entre quatre murailles. M. Salvador est un homme d'honneur et un homme de beaucoup d'esprit, je le sais bien; un bon observateur, je le suppose; et néanmoins, je le lui déclare à lui-même, s'il m'affirmait avoir fait ou avoir vu faire par je ne sais quel rabbin juif un miracle, je ne le croirais pas du tout. Penserais-je pour cela que M. Salvador est nécessairement un imposteur et un scélérat qui, dans le but de tromper les hommes, s'attribue une vertu divine? Non. Ces jugements absolus, ces conclusions toutes logiques sont commodes pour la dispute. On est un prophète ou un

coquin; il n'y a pas de milieu. Pardon, il y a un milieu; et M. Salvador ferait des miracles, que je ne le rangerais pas tout de suite au nombre des coquins fieffés ou des vrais prophètes. Je voudrais donc qu'on renonçât à se servir de ces arguments trop rebattus dans les apologistes : Si Jésus-Christ n'est pas le fils de Dieu, c'est un scélérat ou un fou. Si les apôtres n'ont pas vu tout ce qu'ils ont cru voir, ce sont des fourbes et des jongleurs qui se sont concertés pour attraper le monde, ou des insensés qui se sont amusés de gaieté de cœur à répandre leur sang pour soutenir un mensonge. C'est là ce que j'appelle de la logique pure, et il s'en faut de beaucoup que la logique soit le principal ressort des choses humaines.

En général, et je finirai par cette observation, je trouve un défaut grave dans la plupart des apologistes, ils font la part de la démonstration trop forte et celle de la foi trop petite. Écueil terrible! Car si vous prétendez me forcer à la croyance par la démonstration; si vous vous adressez à mon esprit pour le convaincre, plutôt qu'à mon cœur pour le toucher, j'ai le droit d'être impitoyable sur les preuves. En recevoir de faibles ou de mauvaises, ce ne serait pas soumettre ma raison, mais la supprimer, pour ainsi dire, et renverser le sens commun. Aussi, sans condamner les apologistes, je ne pense pas qu'ils aient jamais opéré de grandes conversions. Les œuvres miraculeuses, les mystères de la religion sont d'un ordre surnaturel; ses preuves elles-mêmes, sans la foi, auront toujours quelque chose d'incomplet; il suffit qu'elles soient assez persuasives pour qu'un homme raisonnable n'ait pas à rougir de sa

soumission volontaire. Chercher davantage, vouloir pousser à l'absurde ceux qui ne croient pas, c'est tenter l'impossible! Heureusement pour le christianisme, il n'est pas réduit à la logique; sa meilleure apologie, c'est sa morale parfaite, sa philosophie profonde, et cette réunion de principes sublimes qu'aucun système religieux n'a jamais offerts aussi purs à la foi des hommes! A l'époque où nous vivons, il est bien difficile que l'esprit n'appartienne pas plus ou moins au scepticisme; mais, au milieu même de nos doutes, et sans avoir la faiblesse de vouloir nous faire illusion à nous-mêmes sur l'état de nos âmes, comment ne tournerions-nous pas nos regards avec respect vers cette religion qui nous offre tant de consolations et d'espérances, vers cette noble mère dans le sein de laquelle nous avons tous reçu notre éducation morale!

14 avril 1842.

XX

HISTOIRE DE LA NOUVELLE HÉRÉSIE

AU XIXe SIÈCLE,

PAR M. GUILLON, évêque de Maroc.

Est-il vrai qu'au XIXe siècle nous ayons eu une hérésie nouvelle, un vaste protestantisme, un Luther, et que ce Luther ce soit M. de La Mennais? M. de La Mennais est un écrivain fort habile; M. de La Mennais manie le paradoxe avec une hardiesse éblouissante, il le pousse à bout; il ne se ménage pas plus dans les termes que dans les idées; à un siècle qui ne croyait guère M. de La Mennais est venu dire hardiment que l'homme ne savait rien que par la foi; dans un temps où la cour de Rome épargne avec une sagesse qui lui fait honneur ce qui lui reste d'influence, et ne songe qu'à faire le moins de bruit possible en ce monde, M. de La Mennais s'est chargé de ressusciter les doctrines de Grégoire VII et de Boniface VIII, ces audacieux pontifes du moyen âge; il est allé chercher sur leurs tombes les deux glaives

rouillés de saint Pierre pour en charger la main des pacifiques vieillards de Rome, qui n'ont assurément pas la moindre envie de disputer aux rois leur couronne et leur autorité. Dans ce temps-là M. de La Mennais nous apprenait que le moyen âge avait été pour les peuples l'âge de la science et de la civilisation, l'âge de la paix, de la vertu et du bonheur, et que l'Europe n'était retombée dans les ténèbres de la barbarie que depuis la renaissance des arts, des lettres et de la politesse. Ce grand Bossuet, que depuis deux siècles l'Église de France vénère comme sa lumière, comme sa gloire, comme son patriarche, M. de La Mennais le rejetait sans façon du premier coup dans le nombre des hérétiques, et pour M. de La Mennais l'hérésie c'est l'athéisme ; il n'y a pas de milieu. Protestants, jansénistes, gallicans, déistes, athées, M. de La Mennais les confondait tous dans le même anathème; il les voyait tous conspirer au même but, le renversement de la religion, la destruction de la monarchie, l'établissement de l'athéisme et de la souveraineté du peuple. Après avoir épuisé l'étonnement de ce côté, que restait-il à M. de La Mennais qu'à passer dans le camp de la démocratie avec sa fougue, ses maximes tranchantes et ses emportements de parole?

Tout cela, passions d'écrivain, hérésies de bel esprit, amusement d'un siècle blasé qui a besoin qu'on le secoue rudement pour qu'il sente! Je cherche l'hérétique dans M. de La Mennais, je n'y vois que l'homme de lettres; je vous accorderai tout au plus qu'il a eu pendant quelque temps une école; une secte, jamais! Distinguons bien la hardiesse

des paroles et l'audace des entreprises. Si Luther, au XVIe siècle, n'eût été qu'un homme de lettres ou qu'un philosophe, Luther eût pu faire des livres beaucoup plus hardis en apparence que ceux qui ont changé la religion de la moitié de l'Europe; il aurait pu regretter, en beau latin, le culte brillant de Jupiter et de Vénus, remplacé par la religion austère du Christ, ou professer le pur déisme; ses livres auraient fait du bruit dans le monde littéraire; ils auraient charmé les cardinaux à Rome; Léon X aurait attiré Luther à sa cour; mais, à coup sûr, Luther n'eût pas ébranlé la foi des peuples, renversé et fondé des royaumes, comme il l'a fait avec de simples discussions sur les indulgences, le purgatoire et le célibat des moines. C'est cette hardiesse sans effet possible qui caractérise ce que j'appelle les spéculations purement littéraires. Quand M. de La Mennais est venu, au XIXe siècle, proclamer la suprématie temporelle des papes, quelqu'un a-t-il cru que les rois iraient à Rome déposer leurs couronnes sur le tombeau de saint Pierre? Quelqu'un a-t-il pensé qu'il se rencontrerait un pape assez fou pour contrefaire la fierté des Innocent et des Boniface? Aussi, je vous le demande, que reste-t-il aujourd'hui de cette grande hérésie du XIXe siècle? Où est l'Église de M. de La Mennais? Ne le voyez-vous pas obligé de frapper à toutes les portes et de mettre ses propres doctrines sous la protection des doctrines et des passions qu'il a le plus maudites?

Je n'accuse point pour cela la bonne foi de M. de La Mennais. Je ne veux pas dire qu'il n'ait cherché qu'à briller par le paradoxe, qu'à faire un peu de

bruit pour acquérir un peu de renommée; je sais que, dans des temps comme les nôtres, il y a une certaine exaltation d'esprit qui, toute factice qu'elle est, imite assez bien la conviction sérieuse pour mettre la conscience en repos. On s'échauffe par la méditation et le travail; on se monte la tête; on choisit parmi les passions celle qu'on veut avoir, et l'on se croit passionné; c'est un rôle qu'on joue de bonne foi. N'avons-nous pas vu des hommes d'esprit et de talent se mettre en tête un beau matin de fonder une religion nouvelle, en débattre avec soin et en arrêter le programme, et du jour au lendemain prêcher et prophétiser? Était-ce des hommes de mauvaise foi? Non, c'étaient des écrivains et des philosophes. Ils n'avaient eu que le tort de prendre une conception volontaire de leur esprit pour une inspiration, et de croire qu'on fait une religion comme on fait un livre. Qu'était-ce aussi que ce Julien, auquel l'Église chrétienne a fait l'honneur de le surnommer l'Apostat? Un homme de lettres empereur. Julien n'était païen que par l'imagination. Le dieu qu'il adorait, c'était Homère. Il sacrifiait aux arts et à la poésie, à la gloire et aux conquêtes de la milice romaine sous les noms de Jupiter, de Vénus, d'Apollon et de Mars. Les statues de Phidias étaient si belles! Les temples dont l'art des Grecs avait couvert le monde étaient si simples, si nobles, si gracieux! Paganisme d'hommes de lettres! A ne nous juger, nous aussi, enfants d'une civilisation vieillie, que par ce que nous disons et par ce que nous écrivons, ne croirait-on pas que toutes les passions des siècles écoulés se sont réunies et respi-

rent en nous? Quelle est la vieille erreur que nous n'ayons pas rajeunie? A quel siècle n'avons-nous pas été demander sa foi, sa religion, sa politique, son héros, ses vertus, et jusqu'à ses crimes? D'autant plus hardis et plus tranchants dans nos systèmes, que nous avons moins de convictions dans le cœur; d'autant plus violents dans nos paroles, que nous voulons qu'elles couvrent, à nos propres yeux, la nudité de notre esprit. Affaire d'imagination, encore une fois.

Qu'arrive-t-il? C'est qu'au moindre souffle de la tempête, toutes ces passions factices, tous ces systèmes si laborieusement élevés, tombent et disparaissent sans laisser de traces. Qu'y a-t-il, sous ce rapport, de plus instructif que l'exemple même de M. de La Mennais? M. de La Mennais a travaillé quinze ans de sa vie pour donner au monde une grande leçon de foi et de soumission à l'autorité; et ce qu'il laissera au monde, c'est la plus terrible leçon de scepticisme que le monde ait jamais reçue. N'est-ce pas ici qu'il faut voir comment la force des choses se joue de la vanité humaine, et lui arrache le masque? Songez que pendant quinze ans, M. de La Mennais n'a vécu que pour élever jusqu'au ciel le trône papal. Évêques et conciles, rois et monarchies, M. de La Mennais a tout mis sous les pieds du pape. Je sais qu'en bonne justice le Saint-Siége ne devait pas une grande reconnaissance à M. de La Mennais. Je sais que M. de La Mennais ne semblait élever si haut cette unique autorité que pour se donner le droit de mépriser et de fouler aux pieds toutes les autres; je sais que, simple prêtre, M. de La

Mennais a traité avec une hauteur papale, et plus rudement peut-être que ne l'aurait fait aucun pape, quiconque a douté de son infaillibilité. Il n'en est pas moins vrai que c'est cette autorité même, si démesurément exaltée par M. de La Mennais, qui est retombée sur lui de tout son poids. C'est de la bouche d'un pape qu'est sortie la condamnation de M. de La Mennais, de sorte que dans les ouvrages de M. de La Mennais il n'y a pas une page, pas une ligne, qui ne répète et qui ne confirme sa condamnation.

Qu'en pense aujourd'hui M. de La Mennais? Dieu seul connaît le fond du cœur des hommes; mais à en juger par la préface que M. de La Mennais a mise à la tête du dernier volume qu'il vient de publier [1], il est loin de plier sous la verge et d'accepter la condamnation. Il y a dans cette préface des pages d'une ironie sanglante, des libertés et des hardiesses qui auraient épouvanté ces pauvres gallicans tant maltraités par M. de La Mennais pour leur timide et respectueuse opposition au saint-siége. Arnauld et Pascal, frappés d'anathème par M. de La Mennais, n'ont jamais pris avec l'épiscopat tout entier un ton si fier et si dédaigneux. Voyez avec quelle humilité Bossuet, l'auteur de la Déclaration de 1682, s'incline devant le trône pontifical dans son célèbre discours sur l'unité de l'Église, et puis relisez les vingt dernières pages de la préface de M. de La Mennais! Tout à l'heure les papes étaient les rois du monde, les dieux de la terre : revêtus de la plénitude de l'autorité spirituelle, ils commandaient aux peuples et aux rois comme l'âme commande au corps; ils donnaient

[1] Le recueil de ses articles de journaux.

et ils ôtaient les couronnes; tout pouvoir venait d'eux comme toute vérité; anathème à quiconque osait les regarder en face! M. de La Mennais se plaisait à briser les princes et leur orgueil sous le fléau d'une autorité qui représentait pour lui l'intelligence et la justice. Et voilà que son tour est venu! Lui qui criait à la rébellion, il résiste. Sa conscience se soulève, sa raison ne peut consentir à abdiquer; c'est aussi une royauté qui a ses droits à défendre et qui proclame son indépendance tout aussi fièrement que l'ont pu faire à la tête de leurs armées des princes et des empereurs.

Est-ce que je veux faire un crime à M. de La Mennais de ne s'être pas soumis? Je ne lui en fais ni un crime ni un mérite. A quoi bon se soumettre de bouche, quand la conscience est en révolte? M. de La Mennais ne sera ni un Fénelon ni un Luther. Je suppose qu'il n'y a pas eu là une misérable préméditation de sa part, et qu'il n'a pas plus songé à éviter d'être le premier que cherché à être le second. M. de La Mennais avait promis de se soumettre, engagement téméraire qu'il n'a pu tenir. Il a été le premier la dupe de son système, en prenant pour une croyance profonde ce qui n'était que la conception de son esprit. Sans qu'il s'en aperçût, il y avait en lui quelque chose qui lui était plus cher que son système, je veux dire sa liberté, l'indépendance de sa raison. Il n'a poussé si loin son système que parce qu'il espérait par là avoir raison de toutes les puissances de la terre et être plus fort que toute la force du monde. Il l'a aimé comme la création de son esprit, comme l'enfant de sa pensée. Mais le jour où le

système s'est tourné contre son auteur, M. de La Mennais l'a rejeté et brisé avec colère. L'homme de notre temps, le libre penseur, l'esprit indépendant, pour ne pas dire le sceptique, a reparu. Je demanderai seulement à quoi bon avoir employé quinze ans à établir toute vérité, toute science, toute justice, toute autorité sur une base unique, pour arracher ensuite soi-même cette base et en jeter les débris à la face du monde? Que croirons-nous maintenant? A quelle source irons-nous chercher la science et la vérité? Où sera le fondement de notre foi? M. de La Mennais ne nous en avait laissé qu'un, et il nous l'ôte. De sorte que la fin de son travail pour ramener les hommes à une foi aveugle est d'ajouter le doute au doute, et que le système le plus absolu d'obéissance et de soumission n'aboutit qu'à l'indépendance la plus complète. Fiez-vous aux systèmes! Je crois, en conscience, qu'il aurait mieux valu être un humble gallican dès l'origine.

Il est vrai que M. de La Mennais n'a pas perdu courage. Les esprits de sa trempe ne sortent guère d'un système absolu que pour se jeter dans un autre avec la même impétuosité et la même arrogance. M. de La Mennais ne se proclame pas lui-même infaillible, mais il donne ou il retire l'infaillibilité. Il lui faut un pape au nom duquel il condamne, il anathématise, il maudisse : aujourd'hui le pape de M. de La Mennais, c'est le peuple ; son Église, c'est la démocratie. M. de La Mennais aime à se retrancher derrière une autorité, pourvu que cette autorité soit invisible et impalpable, et ne gêne en aucune sorte l'indépendance de son esprit. En révolte

contre toutes les autorités positives, il est toujours à genoux devant une autorité idéale qui n'est autre, au fond, que sa propre raison. Quand M. de La Mennais soumettait toute créature vivante au pape, le pape de M. de La Mennais n'existait nulle part dans le monde. Seulement, il y avait en France des autorités civiles et ecclésiastiques, des évêques, des ministres, des magistrats auxquels le sujet très-soumis du pape et de l'Église ne se soumettait pas. Aujourd'hui, la science, l'autorité, le droit, tout est dans le peuple, et le peuple M. de La Mennais le représente. M. de La Mennais est l'apôtre de la démocratie, comme il a été pendant quinze ans l'apôtre de la papauté. M. de La Mennais a déjà promulgué l'Évangile du peuple ; cet Évangile n'est qu'un effroyable cri de révolte contre toute autorité établie. Plus âpre que jamais dans son langage, plus confiant dans sa propre intelligence, il déclare une guerre ouverte aux rois et aux riches, à la société tout entière ; c'est toujours M. de La Mennais d'un côté, et toutes les puissances de la terre de l'autre. Qu'il y prenne garde cependant ! si jamais son nouveau pape prononce des décrets, M. de La Mennais pourra bien être condamné encore, et plus sévèrement qu'il ne l'a été à Rome !

Faut-il voir dans tout cela un plan suivi et préparé de longue main ? Je n'y vois, pour ma part, que les agitations d'un esprit inquiet que ses pensées emportent tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. Sous l'orgueil de la déclamation, j'aperçois le doute et l'incertitude. Nous avons beau faire les passionnés et les croyants, notre siècle n'est ni le siècle des croyances sérieuses, ni le siècle des passions profondes. Toute

cette hardiesse de pensée se répand en paroles, en livres, en littérature. Les livres de M. de La Mennais, fussent-ils cent fois plus hérétiques que tous ceux de Luther et de Calvin, cela ne ferait pas une hérésie, je dis une hérésie sérieuse. Si quelques jeunes esprits se sont laissé séduire par la nouveauté et le piquant des paradoxes de M. de La Mennais, c'est une hérésie d'imagination, une hérésie littéraire qui passera à mesure que les livres de M. de La Mennais vieilliront. En vérité, nous avons bien assez de prétentions mal fondées sans y joindre celle d'être des hérétiques et des Luther !

Il n'en faut pas moins rendre justice au zèle d'un grand nombre d'écrivains et d'ecclésiastiques respectables qui se sont attachés à réfuter les erreurs de M. de La Mennais. L'ouvrage de M. Guillon est le plus complet de tous. Toutes les parties de la doctrine de M. de la Mennais y sont examinées avec soin et jugées à la lumière de la raison et de la science. On sait d'ailleurs que M. Guillon est un écrivain élégant et clair, et que, s'il n'a pas étonné le monde par de brillantes nouveautés, il l'a instruit par de bons et utiles écrits. Le vieux clergé de France, il faut en convenir, s'est toujours un peu méfié de l'ardeur aventureuse de M. de La Mennais ; quand les jeunes gens se prenaient d'enthousiasme, le vieux clergé secouait la tête. Il savait que rien n'est plus contraire à l'esprit du catholicisme que le paradoxe et la nouveauté. La gloire de la religion est de rester ferme et immobile au milieu des flots changeants de l'opinion, et de croire et de dire aujourd'hui ce qu'elle a toujours dit et toujours cru.

26 décembre 1835.

XXI

LETTRES ET OPUSCULES INÉDITS

DU COMTE JOSEPH DE MAISTRE,

PRÉCÉDÉS D'UNE NOTICE BIOGRAPHIQUE PAR SON FILS,
LE COMTE RODOLPHE DE MAISTRE.

Un goût tout à fait moderne, c'est le goût des correspondances. L'antiquité ne nous a transmis dans ce genre que les lettres de Cicéron, et, si l'on veut, les lettres de Pline le Jeune. Mais ces dernières ne sont évidemment des lettres que par le salut du commencement et de la fin. En réalité, il faut y voir de petits morceaux d'histoire et de littérature, des exercices d'esprit et de style, ce que nous appellerions aujourd'hui des mélanges. Je ne dis pas cela pour les déprécier ; à mon avis, c'est une des plus agréables lectures que l'on puisse faire, pourvu que l'on n'y cherche pas ce qui fait le mérite des vraies correspondances, le naturel, l'épanchement du cœur, le mot qui échappe et qui peint. Il est vrai qu'il y a des gens qui sont naturellement affectés, et l'on pourrait dire de Pline le Jeune qu'il était naturellement

homme de lettres et rhéteur, même lorsqu'il écrivait une invitation à souper. Ce qui le frappait en toutes choses, c'était le côté littéraire. S'il n'avait pas été honnête homme par caractère, il l'aurait été par littérature, et quand il fut consul, il le fut littérairement. Son consulat nous a valu le seul de ses discours qui subsiste, le panégyrique de Trajan. En ce sens, ses lettres le peignent bien.

Du reste, nous n'avons point les lettres de Tacite, ni celles de Virgile ou d'Horace. Quel est, chez nous, l'auteur un peu célèbre dont les œuvres complètes ne soient point couronnées par un ou deux volumes au moins de correspondance? Notre littérature, je dis notre littérature classique, commence par des lettres, les lettres de Voiture et de Balzac. Ce sont des lettres dans le goût de celles de Pline le Jeune; elles n'ont d'épistolaire que la forme, et l'on n'y trouve l'homme qu'autant que l'homme se confond avec l'auteur. Aussi Balzac et Voiture, malgré le succès qu'ils eurent de leur vivant et un peu après encore, auraient-ils plutôt décrédité, je pense, le genre épistolaire, si les femmes, avec leur vivacité et leur naturel, ne s'en étaient mêlées. Il n'appartient qu'à elles, comme l'a si bien dit La Bruyère, de peindre d'un mot un sentiment avec toute sa profondeur, une passion avec toute sa délicatesse, un détail intime dans toute sa vérité. Quel est, dans notre langue, le livre qui soit lu et qui soit aimé comme le sont les lettres de madame de Sévigné?

Le goût des correspondances une fois établi et répandu, on a gardé les lettres, on les a publiées. C'est ainsi que nous possédons des lettres de presque

tous nos grands écrivains, de vraies lettres, Dieu merci, écrites sans la moindre idée de publication future, et qui n'en valent que mieux, les lettres de Boileau à Racine et de Racine à Boileau, simples, sévères, naïves, représentant ces deux grands hommes dans toute la candeur de leur probité et de leur affection réciproque, et quelques lettres plus belles encore à mon avis, et plus touchantes, de Racine à son fils. Nous avons les lettres de Bossuet, un peu tristes et un peu sèches. Bossuet n'est à son aise que dans la polémique et dans la grande éloquence. Chez lui, le théologien et l'orateur sont tout l'homme. Quelle est la partie des œuvres de Fénelon qui vaille sa correspondance avec le duc de Bourgogne, et surtout avec les ducs de Beauvilliers et de Chevreuse?

Dès qu'on parle de lettres, la correspondance de Voltaire se présente à l'esprit. Peut-être est-ce la partie de ses œuvres la plus sûre de ne pas périr. Voltaire y est tout entier, et tout son siècle y est avec lui. Littérature, philosophie, politique, scandales de la cour et des salons, rien n'échappe à la plume de l'ardent écrivain. Ses lettres sont des Mémoires écrits jour par jour, et écrits Dieu sait avec quelle verve, avec quel torrent de bonnes et de mauvaises passions, avec quelle profusion intarissable d'esprit! Sans doute ce n'est pas une lecture à faire dans un de ces moments réservés où l'on cherche ce qui calme et satisfait l'âme. Il faut lire les lettres de Voltaire à la ville comme on lit un monument d'histoire, surmonter même la fatigue et le dégoût que causent souvent les petitesses du poëte et la longueur assommante de certains détails. Quand on a fini, on n'a

plus rien à apprendre sur le XVIII[e] siècle : on en connaît le fort et le faible.

Voilà notre XIX[e] siècle qui vieillit à son tour ; il entre dans sa cinquantaine. Aussi commence-t-on à publier les correspondances des écrivains qui brillaient dans notre jeunesse. Ces correspondances ne servent trop souvent, je l'avoue, qu'à allonger des œuvres déjà beaucoup trop longues et trop complètes. Quelquefois aussi, cependant, ce sont de vraies bonnes fortunes pour le public et quelques pages de plus à ajouter à ce petit trésor dont les gens de bon goût et les honnêtes gens composent leur bibliothèque choisie. Plus cette bibliothèque est restreinte, mieux elle vaut. La mienne ne serait pas nombreuse. Je vivrais en relisant toujours trois ou quatre écrivains de notre langue, que je nommerais bien ; mais ceci m'entraînerait trop loin, et je n'ai pas encore dit un mot de M. de Maistre, dont la correspondance récemment publiée est pourtant au nombre des meilleurs et des plus curieux livres qui aient paru depuis longtemps. L'auteur du *Pape* et des *Soirées de Saint-Pétersbourg*, un des esprits les plus originaux et des écrivains les plus piquants du commencement de ce siècle, méritait assurément bien qu'on lui fît l'honneur de publier ses lettres. Quant aux opuscules qui forment le second volume de cette publication, on aurait pu, je crois, les laisser dans l'oubli où ils étaient. Ils n'ajouteront rien à la réputation de M. de Maistre.

Au contraire, les lettres de M. de Maistre le peignent sous un jour tout nouveau, du moins pour moi, et donnent de l'homme une idée que je ne m'en

serais pas faite après la lecture des œuvres du penseur et du philosophe. Que M. de Maistre fût un esprit de premier ordre et une âme élevée, je n'en doutais pas, malgré mon peu de goût pour ses paradoxes et pour le ton arrogant de ses livres; mais ce que je ne m'attendais pas à trouver dans ses lettres, c'est l'homme simple, facile, indulgent, je dirais tolérant, si ce mot ne jurait pas trop à côté du nom de M. de Maistre; c'est le père de famille le plus tendre, *le plus moderne* qu'il soit possible d'imaginer, badinant avec ses enfants sur un ton familier qui ne rappelle en rien la sévérité patriarcale des vieux âges. M. de Maistre n'était évidemment *impitoyable* que dans sa logique. Je suis convaincu, après avoir lu ses lettres, qu'il aurait fait un fort mauvais inquisiteur en dépit de ses théories, et que Louis XI, qui se connaissait en hommes, ne l'aurait pas pris pour son grand prévôt. M. de Maistre voulait être d'un autre siècle par ses idées; il était du sien par le penchant de son cœur. Singulier temps que le nôtre, où les hommes les plus sincères semblent toujours jouer un rôle dans une comédie dès qu'ils quittent leur robe de chambre pour parler au public!

Mais qu'importe cette petite contradiction? Elle n'en donne peut-être que plus de charme à la correspondance de M. de Maistre. On aime à voir le théoricien presque barbare redevenir, en déshabillé, le plus aimable et le meilleur des hommes. Le style de M. de Maistre s'adoucit, s'attendrit dans ses lettres, sans rien perdre de son piquant et de sa vivacité. L'amertume trop habituelle chez le philosophe et chez l'auteur n'est plus, dans la familiarité

de cette correspondance, qu'un bon sens plein de sel et un art délicat de faire sentir le ridicule sans offenser. Toutes ces lettres ont de l'intérêt à des titres divers. Il y en a de politiques qui font honneur à la sagacité de M. de Maistre, et même à sa modération, pour le dire en passant. Avec M. de Bonald, par exemple, M. de Maistre est le modéré. Sa pénétration est grande et son jugement sûr. Ce n'est pourtant pas *un prophète*, comme l'ont prétendu ses enthousiastes. Il se trompe assez souvent. Plus souvent encore il voit juste, il faut le reconnaître, et quoiqu'il ne soit pas sans passion, la passion, chose remarquable, ne l'égare pas. C'est ainsi qu'ayant les espérances des émigrés, il ne partageait pas leurs illusions et ne passa pas tout le temps de la Révolution et de l'Empire à croire que la Restauration serait pour le lendemain. La Restauration le surprit, au contraire; elle arriva plus tôt qu'il ne l'attendait. On pourrait dire, à la vérité, que la Restauration, telle que la concevait et la désirait M. de Maistre, est encore à faire, en supposant qu'elle se fasse jamais.

Après les lettres politiques, il y a les lettres de religion. C'est là que l'on peut voir à quel point la foi de M. de Maistre était vive et sa piété sincère. La plume mordante de l'écrivain n'y fait pas ombre au vrai et à l'humble chrétien, comme dans ses autres ouvrages. L'homme de parti ne s'y retrouve que lorsqu'il s'agit des jésuites. M. de Maistre les aimait avec fanatisme; c'était son faible, si j'ose le dire. Aussi, lorsque l'ordre fut supprimé en Russie par l'empereur Alexandre, M. de Maistre, qui était ministre du roi de Sardaigne à Saint-Pétersbourg depuis dix-sept

ans, et qui y avait toujours joui de la plus haute et de la plus juste considération, reconnut-il que la place n'était plus tenable pour lui. Je crois que le diplomate s'était un peu oublié et n'avait pas su contenir dans de justes bornes le zèle de l'apôtre. Il y a là quelque embarras dans la correspondance de M. de Maistre, et il n'y en a que là. Dans une ou deux lettres, faites probablement pour être mises sous les yeux de l'empereur ou de ses ministres, M. de Maistre parle des progrès des jésuites comme n'étant pas de nature, par leur peu d'importance, à inquiéter la religion du pays. Dans d'autres lettres moins officielles, il représente ces progrès sous un jour bien différent.

Je ne prétends pas, au reste, faire à M. de Maistre un gros crime de sa passion trop exclusive pour les jésuites. On est heureux de n'avoir que des faibles de ce genre-là. M. de Maistre eut à passer par de terribles épreuves! Il les soutint avec une fermeté toute chrétienne. A Saint-Pétersbourg, ministre du roi de Piémont, que la Révolution française et l'Empire avaient dépouillé de ses États de terre ferme et réduit à la Sardaigne, pauvre, à peine payé de ses appointements, n'ayant qu'un mauvais manteau à jeter sur ses épaules par les froids les plus rigoureux, séparé de sa femme et de ses enfants qu'il avait dû laisser à Turin par économie, M. de Maistre se relevait par son courage et par la tranquille fierté de son âme! La nuit, sous les rideaux d'indienne de sa modeste couchette, quand les victoires de Napoléon l'empêchaient de dormir, il méditait sur le gouvernement de la Providence. Il préparait les ouvrages

où sa pensée proteste contre les événements sous lesquels pliait alors le monde. Son cœur eut à subir de plus douloureuses angoisses. M. Rodolphe de Maistre, son fils, avait pris du service dans les gardes de l'empereur Alexandre. A chaque bataille, et Dieu sait ce qu'étaient alors les batailles, M. de Maistre tremblait, sans rien perdre toutefois de sa résignation religieuse et de ses sentiments de gentilhomme. « Tâchez de vous conserver, écrivait-il à son fils, sans oublier cependant *que la mort vaut mille fois mieux, je ne dis pas qu'une lâcheté, mais que la moindre grimace antimilitaire.* »

De toutes les lettres de cette correspondance, les plus parfaites, je crois, sont celles que M. de Maistre adresse à sa fille, mademoiselle Constance de Maistre, qu'il n'avait jamais vue, parce qu'elle était née après son départ pour Saint-Pétersbourg. Il faudrait les citer tout entières. Ce sont des modèles de grâce, de raison, d'ironie douce et vraiment paternelle. Mademoiselle de Maistre attachait trop d'importance à la culture de l'esprit et se révoltait contre le rôle modeste des femmes. M. de Maistre prend la chose en plaisanterie, mais avec quelle finesse et quel bon goût! Comme la tendresse du père voile, sans la cacher, la malice de l'écrivain! En général, M. de Maistre ne se montre sévère que pour lui-même. Il écrit quelque part: *Je ne sais pas ce que c'est que la vie d'un coquin; je sais ce que c'est que la vie d'un honnête homme: c'est affreux!* Qu'on ne dise pas que cela est exagéré. Oui, cela serait exagéré dans la bouche d'un honnête mondain, ou plutôt jamais pareille pensée ne viendrait à l'esprit

d'un honnête mondain. Dans la bouche de M. de Maistre, c'est le cri d'une âme chrétienne qui se juge devant Dieu. Ceux-là ne savent guère, hélas! ce que c'est que l'honnêteté qui se contentent de ce qu'ils en ont!

Une chose que je ne veux pas oublier dans les lettres de M. de Maistre, c'est son goût, je dirais presque sa tendresse pour la France. M. de Maistre détestait cependant la philosophie et la Révolution française. Les conquêtes de Napoléon ne l'avaient pas réconcilié avec l'une et avec l'autre, il s'en faut; et, tout en admirant les hautes facultés de l'empereur, il lui refusait le titre de grand homme. Sujet fidèle du roi de Sardaigne, M. de Maistre avait vu ses biens confisqués, son roi chassé, sa patrie opprimée par nos armes. Rien n'avait pu arracher de son âme l'affection qu'il portait à la France. Peut-être était-il trop Français par l'esprit pour ne l'être pas par le cœur. C'est toujours la France qu'il admire, c'est toujours en elle qu'il espère dans les moments même où la cause qu'il sert a le plus à souffrir de nos victoires. L'idée d'abaisser la France lui paraissait la plus impolitique des idées. Il pensait qu'après avoir ébranlé le monde, la France était destinée à le raffermir, et que l'avenir réservait encore les grands rôles au peuple de saint Louis et de Louis XIV. Dieu veuille qu'en cela du moins il ait été prophète!

Au total, la correspondance de M. de Maistre est peut-être le meilleur de ses ouvrages. Ses excellentes qualités y conservent tout leur éclat; ses défauts y sont moins sensibles. Dans les livres de M. de Maistre, il est difficile, à moins qu'on ne soit tout à

fait de son école ou de sa secte, de n'être pas choqué de cette outrecuidance paradoxale qui semble prendre plaisir à braver le sens commun. Il y a souvent bien de la légèreté sous cette prétendue profondeur! Sans doute, en prenant le contre-pied de son siècle en toutes choses, M. de Maistre a dû rencontrer beaucoup de vérités de détail qui ont paru neuves parce qu'elles étaient oubliées, et auxquelles il a su donner une forme originale et hardie. Dans l'ensemble, il s'est trompé. En protestant contre la marche de l'esprit humain, il a, sans le vouloir, protesté contre Dieu même et contre l'ordre de la Providence. Aussi, quand l'histoire le gêne, voyez les libertés qu'il prend avec elle! N'est-il pas le père de cette école qui place au moyen âge le plus haut point de perfection et de bonheur dont l'humanité ait joui, et qui compte parmi les fléaux la renaissance des arts et de la politesse dans le monde? A la vérité, l'école n'a pris au maître que ses défauts, et en les exagérant encore, selon l'usage.

Je ne suis pas, je le confesse, des admirateurs passionnés de M. de Maistre considéré comme philosophe et comme penseur. C'est un génie, si l'on veut, mais un génie de la décadence. Il force tout et ne produit de l'effet que par la témérité de ses assertions. Pour une vérité qui brille, on rencontre cent erreurs dans ses ouvrages. La vérité même, il la fausse et la gâte presque toujours en l'outrant. Ce qu'il a d'excellent, c'est le style, qui chez lui est naturel et vrai, même lorsque l'idée est déclamatoire. Par le paradoxe, M. de Maistre est le Jean-Jacques Rousseau de la réaction religieuse et poli-

tique, il en est le Voltaire par sa manière d'écrire. L'esprit pétille sous sa plume. Il faut reconnaître aussi, dans tout ce qu'il a publié, une qualité qui rachète bien des défauts : l'élévation morale. Trop d'écrivains n'ont le beau et le grand que dans l'imagination ; M. de Maistre avait l'un et l'autre dans le cœur. S'il tombe trop souvent dans l'extravagant et dans le chimérique, c'est à force de détester le bas et le rampant. Il n'y a pas une ligne dans ses ouvrages qui ne sente l'honnête homme et le gentilhomme ; il impose le respect à ceux même que ses paradoxes froissent et révoltent le plus.

Ses lettres font quelque chose de plus et de mieux encore : elles le font aimer.

26 décembre 1851.

XXII

DU PROTESTANTISME

ET DE TOUTES LES HÉRÉSIES DANS LEUR RAPPORT AVEC LE SOCIALISME,

PRÉCÉDÉ DE L'EXAMEN D'UN ÉCRIT DE M. GUIZOT,

PAR AUGUSTE NICOLAS.

La question que soulève cet ouvrage est la fois politique et religieuse : il serait difficile d'en imaginer une plus grave. Il s'agit de savoir si le protestantisme et les hérésies en général, en rompant l'unité de la foi, portent atteinte à l'ordre civil et à la société même, si le protestantisme, en particulier, est le père du socialisme et du communisme moderne, ainsi que M. Nicolas l'affirme et cherche à le démontrer. Toutes nos libertés les plus précieuses, tous nos droits les plus péniblement acquis sont compris dans ce grand débat, qui peut se réduire à ces termes : L'hérésie religieuse est-elle nécessairement, au moins par ses conséquences logiques, un crime social et politique?

Je me hâte de dire que, dans cet examen du livre de M. Nicolas, j'écarterai avec soin ce qui est pure-

ment religieux ; je n'ai ni le droit ni l'envie d'intervenir dans une controverse dogmatique ; c'est au côté politique et philosophique de la question que je m'attacherai uniquement. La tâche est déjà assez lourde.

Un mot d'abord sur l'auteur lui-même. M. Nicolas n'en est pas à son coup d'essai. Il s'est déjà fait connaître par la publication d'un ouvrage intitulé : *Études philosophiques sur le Christianisme,* ouvrage qui a eu le plus grand succès. Je tiens le livre pour bon sans l'avoir lu : *Vox populi, vox Dei.* Celui dont je vais rendre compte se distingue par des qualités remarquables : la clarté, la chaleur, une politesse rare dans la controverse, et surtout par un ton de conviction et d'honnêteté qui fait l'éloge de l'homme. Les défauts, il est vrai, y sont assez nombreux. Si par la candeur de sa foi M. Nicolas se distingue avantageusement des hommes de son temps, il s'en rapproche par l'exagération des idées et par l'abus de la logique. Son style est diffus, son raisonnement manque de précision et de vigueur. Trop souvent il paye d'esprit et comble le vide de ses arguments par des paradoxes plus ou moins ingénieux.

Au reste, le livre de M. Nicolas a dû être écrit très-vite ; les six cents pages qui le composent portent l'empreinte de la précipitation, et c'est là sans doute l'explication et l'excuse de quelques-uns des défauts que j'y ai notés. M. Nicolas ne s'était proposé d'abord que de répondre à une préface de M. Guizot. Cette réponse, qui devait être le principal, est devenue l'accessoire dans le livre de M. Nicolas. Elle n'en forme plus que l'introduction. Conduit par le

lien de ses idées, M. Nicolas a passé fort naturellement de l'organe le plus noble du protestantisme en France au protestantisme lui-même, et de l'homme qui a fait de nos jours l'usage le plus grave de la raison au principe fondamental du libre examen. Remontant plus haut, et croyant apercevoir dans toutes les sectes qui, depuis l'origine du hristianisme, ont pu se séparer de l'Église-mère des tendances analogues, il en est enfin venu à les dénoncer toutes comme attentatoires à la société, entachées de panthéisme, véhémentement suspectes de conduire au communisme, depuis les anciens gnostiques jusqu'aux protestants et aux philosophes modernes. On ne voit pas trop d'abord par quel lien les doctrines de M. Louis Blanc ou celles de M. Proudhon se rattachent à l'hérésie de Nestorius, qui admettait deux personnes en Jésus-Christ, ou à celle d'Eutychès, qui n'y reconnaissait qu'une seule nature. Ce lien, M. Nicolas prétend le retrouver et l'établir à l'aide de la logique. Il n'y a pas jusqu'aux articles de 1682 et à la célèbre Déclaration du clergé de France, ouvrage de Bossuet, que la logique de M. Nicolas n'enveloppe dans la même proscription. Oui, selon M. Nicolas, cette déclaration « passant des mains de Bossuet aux mains « des parlements et des jansénistes, quelque effort « que fissent le génie et la bonne foi de ce grand « homme pour la leur disputer, devint un levier d'in« surrection contre les trônes, un joug de schisme « pour l'Église, les marches de l'échafaud pour le « meilleur des rois (Louis XVI) ; elle aboutit aux « sanglantes avanies du 6 octobre, à la Constitution « civile du clergé, au sombre règne de la Conven-

« tion (*voyez* la page 190) : » un levier d'insurrection contre les trônes, apparemment parce que l'art. 1er déclare que l'Église n'a reçu de Jésus-Christ aucun pouvoir dans l'ordre purement civil et temporel, aucun droit de déposer les princes et de délier les sujets de leur serment de fidélité ; un joug de schisme, parce que les articles suivants bornent la puissance spirituelle des papes par les saints canons et par les décrets du concile œcuménique de Constance. Car c'est là, en résumé, toute cette Déclaration. Et voilà ce qui a conduit Louis XVI à l'échafaud, la France aux horreurs de 1793, selon la logique de M. Nicolas ! Oh ! la logique, c'est bien elle qu'on pourrait appeler la folle de la maison ! L'imagination elle-même ne se plie pas aussi docilement à tous les caprices de l'esprit de système !

Ainsi M. Guizot et le libre examen, le protestantisme, la déclaration de 1682, les albigeois, les manichéens, les nestoriens, les eutychéens, les pélagiens, les ariens, les gnostiques, etc., voilà les degrés de l'échelle qui aboutit, selon M. Nicolas, au socialisme et au communisme moderne. Je dois dire qu'en attaquant les principes, M. Nicolas ménage les personnes avec beaucoup de charité. Peut-être même pourrait-on lui reprocher de tomber quelquefois d'un excès dans l'autre, tant son style, dur et amer quand il s'agit des choses, s'attendrit quand il s'agit des personnes.

A ces observations préliminaires qu'on me permette d'en ajouter encore une. Tout d'abord, il y a quelque chose qui m'est suspect dans ce procès de socialisme intenté aux sectes dissidentes : c'est l'à-

propos même de cette accusation, la seule qui soit capable d'émouvoir les gens de notre siècle et qui pourrait, si la tolérance n'était pas entrée profondément dans nos mœurs, raviver les vieilles haines. C'est trop de tactique et d'habileté dans une cause sainte. Je n'aime pas, en matière de religion surtout, ces appels, je dirais presque ces flatteries adressées à la passion du moment. Demandez aux trois quarts des gens, aux gens même qui ont de la religion, en quoi consistait l'hérésie d'Eutychès ou celle de Nestorius ; vous serez bien heureux s'ils ne vous rient pas au nez. Ils savent en gros qu'un protestant est autre chose qu'un catholique et qu'on ne dit pas la messe à l'Oratoire ; encore est-ce beaucoup si leur érudition religieuse va jusque-là. Mais le socialisme, le communisme, voilà ce qui les touche ! Rien de plus naturel. Il ne faudrait pourtant pas que la crainte des *partageux* et des pillards eût tout l'honneur de leur conversion. L'intérêt et la peur sont de singulières voies pour retourner à une religion de sacrifice et d'abnégation, et il y a, je pense, de meilleurs chemins que celui de la Bourse et des affaires pour revenir à la foi. Je crains donc, à parler franchement, que M. Nicolas, dans son désir très-honorable de nous convertir, ne se soit trop adressé à notre côté faible. Voyant l'indifférence de notre siècle pour les questions dogmatiques, il a cherché le moyen de nous toucher au vif, et il s'est écrié : Prenez garde ! il n'y a de salut pour vos propriétés, de sécurité pour vos familles que dans le catholicisme ! Le protestantisme et l'hérésie, c'est le communisme !

Cela est-il vrai? Venons au fond des choses. Il y a

une première épreuve bien simple à faire subir à la proposition de M. Nicolas, celle des faits. J'attache fort peu d'importance à quelques phrases de Luther et de Calvin, dont on peut tirer à toute force un sens socialiste. Des phrases socialistes! j'en montrerai, quand on le voudra, dans nos écrivains les plus irréprochables, dans Fénelon, dans La Bruyère, dans Pascal, dans Montesquieu, et jusque dans Bourdaloue, ce qui ne prouve pas le moins du monde que Pascal, Fénelon, La Bruyère, Montesquieu et Bourdaloue aient été des socialistes. Encore moins prendrai-je au sérieux M. Louis Blanc, quand il juge à propos de se donner pour ancêtres Calvin ou Luther, et d'enregistrer la Déclaration de Bossuet parmi les précédents du socialisme et de la révolution. M. Nicolas accorde, pour le besoin de sa thèse, beaucoup trop d'autorité à M. Louis Blanc. Quant à moi, je ne vois dans M. Louis Blanc qu'un sectaire qui ne serait pas fâché d'emprunter au passé les noms célèbres que le présent lui refuse, et d'en rehausser son parti. Mais s'il est vrai que le protestantisme mène par lui-même au socialisme et au communisme, la preuve ne nous en manquera pas. Elle éclatera sous nos yeux avec la plus irrésistible évidence. Il y a de grandes nations protestantes : c'est parmi elles que le socialisme fera le plus de ravages et sera le plus menaçant. Une partie considérable de nos concitoyens professent encore le protestantisme : c'est parmi eux, toute proportion gardée, que le socialisme comptera le plus d'adeptes.

Est-ce là ce qui est? J'en appelle à l'expérience et à la bonne foi de tout le monde. Voyez cette grande

nation qui reste immobile au milieu de toutes les agitations de l'Europe, et fermement assise sur ses lois et sur ses libertés; cette nation que nos révolutions, que la contagion de nos exemples et de nos idées n'entament pas; qui peut recevoir dans son sein, sans la moindre inquiétude pour sa tranquillité sociale, les proscrits de tout l'univers et les sectaires les plus dangereux; ils y étalent leurs drapeaux, ils y font leurs processions : c'est un sujet de dégoût pour l'Angleterre, ce n'est pas pour elle un sujet d'alarme. Au premier coup d'œil cependant, quelle nation semblerait avoir plus à craindre le socialisme que l'Angleterre avec ses légions de pauvres et de gens sans aveu, avec ses innombrables ouvriers qui manquent de pain dès que le travail languit, avec son luxe éblouissant qui s'offre comme une amorce à l'esprit de cupidité et de pillage! Et l'Angleterre est protestante! Est-ce chez elle néanmoins que le socialisme a établi son camp? Est-ce elle qui a eu des séances du Luxembourg et des journées de juin? Naguère encore, quand tout le reste de l'Europe s'alarmait des terribles éventualités de 1852, l'Angleterre seule ne semblait-elle pas à l'abri de l'orage? Je sais qu'on lui prédit des révolutions futures, et que certains prophètes de malheur, chargés apparemment des intérêts de la justice de Dieu, annoncent à cette grande nation un cataclysme dans lequel s'engloutiront sa fortune et sa puissance. En attendant, voilà tout à l'heure un siècle et demi qu'elle marche de prospérité en prospérité, et c'est précisément depuis qu'elle est protestante que sa puissance est montée au comble. Je ne dis pas

que ce soit au protestantisme qu'elle doive ces faveurs terrestres ; on avouera du moins que le protestantisme n'y a pas nui.

Je pourrais continuer cette revue. Dans les parties de l'Amérique où règne le protestantisme, il y a, comme partout, des socialistes et des communistes ; mais n'y sont-ils pas inoffensifs et comme subjugués par la puissance des lois et de la liberté? La Suède intolérante dans sa foi protestante, la Russie hérétique et schismatique, sont-elles travaillées de ce mal social? Nous avons enfin des protestants en France : voit-on plus de socialistes parmi eux que parmi ceux de nos enfants qui sont élevés dans la foi catholique? Si le socialisme a pris naissance en Allemagne, s'il y couve toujours sourdement malgré la vigilance des princes, n'est-ce pas en France qu'il a éclaté avec violence et que nous l'avons presque vu régner un moment, dans cette France dont la population, encore une fois, professe en immense majorité le catholicisme ? Oh ! combien il serait aisé à une logique malveillante et de mauvaise foi de s'emparer de ce fait et d'en conclure qu'il doit y avoir quelque secret rapport entre le catholicisme et le socialisme ! Conforme ou non à la logique, la conséquence n'en serait pas moins absurde et insensée. Ce qui est vrai, c'est qu'il y a beaucoup de catholiques en France qui le sont à peine de nom. Jamais un bon catholique ne sera socialiste. Je ne crois être que juste et impartial en ajoutant qu'un bon protestant ne le sera pas davantage.

Le socialisme est de tous les temps ; il vit au fond de toutes les sociétés, sous toutes les formes de gouvernement et de religion ; c'est l'éternelle question

des riches et des pauvres, question grosse de tempêtes, qui dort dans les temps de calme et de prospérité pour se réveiller avec plus ou moins de fureur dès que les révolutions politiques ou religieuses ébranlent le monde. Il y a aussi des courants d'idées qui s'emparent des nations, en vérité sans qu'on puisse dire pourquoi, et qui les poussent tantôt vers le port, tantôt vers l'abîme. Toutes les raisons qu'on donne pour expliquer ces mouvements, quelque ingénieuses qu'elles soient, ne satisfont pas l'esprit. Si c'est en Angleterre, pays de protestantisme et de libre examen, que Voltaire, comme le remarque M. Nicolas, a pris ses premières leçons d'incrédulité philosophique, pourquoi est-ce en France que cette incrédulité a renversé toutes les barrières de la foi? Le XVIIIe siècle n'était-il pas le fils et l'héritier du XVIIe, du siècle de Louis XIV et de Bossuet? Tous ces hommes, que l'incrédulité gagna si vite à sa cause, n'étaient-ils pas nés dans des familles profondément catholiques et religieuses? N'avaient-ils pas été élevés par des congrégations ecclésiastiques ou par l'Université, qu'alors du moins on n'accusait pas d'enseigner le panthéisme et l'éclectisme? Tout ce qu'ils avaient vu, tout ce qu'ils avaient entendu à leur entrée dans le monde n'était-il pas propre à les retenir dans la foi? La voix d'un Bourdaloue et d'un Massillon ne retentissait-elle pas encore aux oreilles de ce siècle dont le *Dictionnaire philosophique* allait devenir le catéchisme? Ainsi un siècle religieux enfante un siècle incrédule, et peut-être à son tour un siècle incrédule est-il sur le point d'enfanter un siècle croyant.

Je le déclare, l'épreuve du fait suffit, à mon sens, pour renverser toute la logique de M. Nicolas. Il n'y a pas de raisonnement qui puisse faire que les protestants soient plus socialistes que d'autres, quand en réalité ils ne le sont pas. Mais le libre examen n'est-il pas le principe fondamental du protestantisme, et n'est-ce pas du libre examen que sont sortis, comme de la boîte de Pandore, le panthéisme, le matérialisme, et enfin toutes les variétés du socialisme le plus insensé et le plus pervers? M. Nicolas aurait bien dû, avant tout, définir nettement ce qu'il entend par le libre examen. Qu'est-ce que le libre examen, sinon l'usage de la raison? et veut-on dire que ce soit la raison qui conduise fatalement à l'erreur et au mensonge? En un certain sens, est-ce que le catholicisme lui-même, tout sévère qu'il est dans son orthodoxie, n'admet pas, ne provoque pas sans cesse le libre examen? Est-ce qu'avant d'exiger notre foi, la religion ne nous propose pas ses preuves, et n'est-ce pas l'éternel honneur du christianisme de s'adresser à la raison autant qu'au cœur, et d'avoir un fondement plus sérieux et plus digne de l'homme que ce penchant superstitieux, que ce besoin de croire, seule base de l'ancien paganisme? Sans doute c'est le libre examen qui enfante toutes les folies, comme c'est la liberté morale qui enfante tous les crimes, ce qui n'a pas empêché Dieu de donner à l'homme la liberté et la raison : la liberté, quoiqu'il sût bien que l'homme en abuserait trop souvent pour faire le mal; la raison, quoiqu'il fût inévitable qu'en cherchant la vérité, l'homme, dominé par les mauvais penchants de son cœur ou par l'infirmité de sa

nature, tombât plus d'une fois dans de déplorables égarements! Il ne s'agit pas ici de l'autorité de l'Eglise proprement dite et de la question débattue entre Bossuet et Jurieu. Ce que je ne puis pas admettre, c'est qu'on proscrive le libre examen au nom de toutes les iniquités et de toutes les folies du socialisme; comme si l'usage de la raison, séparée de la foi, conduisait naturellement à l'erreur et à la perversité, comme si le dernier mot du libre examen ne pouvait être que ce non-sens auquel on a fait plus de réputation qu'en vérité il n'en méritait : *Dieu, c'est le mal!* A force de vouloir exalter l'ordre surnaturel et l'influence salutaire des croyances catholiques, M. Nicolas, sans s'en apercevoir, réduit à rien l'ordre naturel; du moins est-ce l'impression qui reste de la lecture de son livre. Au lieu d'offrir la foi comme un appui et comme un auxiliaire à la raison, il absorbe la raison dans la foi. Peu s'en faut qu'en dehors de la révélation et de l'orthodoxie la plus rigoureuse il ne prenne parti pour les socialistes contre la société, et qu'il ne pose la question en ces termes : Soyez catholiques ou socialistes, il n'y a pas de milieu!

Voilà ce que j'appelle une exagération d'idée et un entraînement logique des plus dangereux. Quand nous aurons renié la raison, quand nous l'aurons bafouée comme une conseillère perfide ou impuissante, en serons-nous plus forts? Si les socialistes ne sont pas sensibles aux motifs tirés du sens commun et de l'ordre nécessaire des choses, le seront-ils davantage aux dogmes révélés? M. Nicolas, qui traite assez légèrement l'excellent livre de M. Thiers sur la

Propriété, croit-il que les socialistes rendront les armes devant le sien ? Ignore-t-il que la religion est comprise avec la propriété et la famille dans la grande réforme socialiste? Sans doute, et personne ne le nie, la religion est un grand secours pour la société, à une condition cependant, c'est qu'on croie à la religion, et la foi est essentiellement libre. Avec une simple négation, on se soustrait à l'empire d'un dogme. Il est moins facile d'échapper à la raison ; on ne viole pas les lois naturelles sans en être immédiatement puni, et l'homme est un être trop sociable pour ne pas trouver son châtiment dans le renversement même de la société. En vérité, ne serait-ce faire la partie trop belle au socialisme que de lui abandonner l'ordre naturel et la raison comme son domaine, en se réservant de le foudroyer dans l'ordre surnaturel ? Je sais bien, et je me hâte de le dire, que M. Nicolas, se sentant peut-être entraîné plus loin qu'il ne l'aurait voulu, a pris la précaution de déclarer dans une note (p. 222) qu'il n'entendait pas nier l'existence d'un ordre et d'un droit naturel, d'une conscience et d'une raison universelle qui repoussent les folies du socialisme. La déclaration est suffisante pour justifier les intentions de M. Nicolas ; elle ne l'est pas pour changer le sens naturel et la portée de son livre. Il n'en est pas moins vrai que, dans tout le cours de son ouvrage, M. Nicolas montre une faiblesse singulière pour les socialistes, qu'il les cite gravement comme des autorités, et qu'il fait pour ainsi dire marcher de pair M. Louis Blanc non seulement avec M. Thiers, mais avec Bossuet.

Je voudrais bien maintenant changer pour un mo-

ment de rôle et appliquer à M. Nicolas, sans tenir compte de ses intentions, la méthode logique qu'il emploie lui-même envers les autres. Ce sera, si je ne me trompe, le meilleur moyen de montrer le vice et le danger de cette méthode. Examinons quelques-unes des conséquences qui sortent naturellement des principes posés par M. Nicolas. Il y en a une surtout qui me frappe, et j'avoue que je l'ai eue sans cesse présente à l'esprit en écrivant cet article. S'il est vrai que les hérésies, par leur nature, conduisent fatalement au socialisme et au communisme, c'est-à-dire à la ruine de toute civilisation et de toute société, n'est-il pas évident qu'elles tombent sous l'empire du bras séculier, et qu'une fois condamnées par l'Eglise elles sont justiciables du bourreau? Que disent unanimement les écrivains de l'école à laquelle appartient M. Nicolas lorsqu'ils veulent justifier le moyen âge des terribles répressions exercées contre les hérétiques? Ne nous font-ils pas observer qu'alors l'ordre religieux et l'ordre politique étant étroitement liés, on ne portait pas atteinte au premier sans ébranler violemment le second, et qu'ainsi nier la présence réelle dans l'eucharistie, par exemple, ou l'autorité du pape devenait un crime social? Aujourd'hui l'Eglise et l'Etat sont séparés politiquement, au grand avantage de l'un et de l'autre. Qu'importe cependant si par sa nature propre l'hérésie déchaîne un sauvage communisme, si la moindre dissidence en matière de foi aboutit par une pente rapide aux révolutions les plus sanglantes, et remet en question la propriété et la famille? Cette hypothèse admise, quel crime punira-t-on, si l'on ne punit pas l'hérésie, si on ne

l'extirpe pas par le fer et par le feu? Mais cette conséquence en amène d'autres à son tour. Qui est juge de l'hérésie? L'Eglise. Encore un pas, et nous voilà en pleine théocratie. Tout le moyen âge va renaître avec ses tribunaux ecclésiastiques livrant les hérétiques au bras séculier, avec ses évêques princes et seigneurs, avec ses papes disposant des couronnes, et l'Etat n'aura qu'à se soumettre humblement aux maîtres de la doctrine et de la foi. Quoi de plus naturel en effet que de donner les dignités, la puissance, le gouvernement suprême à ceux qui tiennent exclusivement en leurs mains le salut de la société!

Ce ne sont pas là des conséquences forcées et des suppositions imaginaires. Une époque a été où ces idées régnaient dans le monde : cette époque s'appelle le moyen âge. Aussi M. Nicolas et tous les écrivains de son école montrent-ils pour le moyen âge une admiration sans réserve. Bon gré, mal gré, il faut que ce soit au moyen âge que les hommes aient été le plus heureux, rois et peuples, serfs et seigneurs. Le moyen âge, dans ce système, c'est l'âge d'or. Personne n'avait encore été si loin sous ce rapport que M. Nicolas. Qu'on lise la page 132 de son livre; je regrette de ne pouvoir en citer que quelques mots :

« L'autorité des souverains, empruntée de celle « de l'Eglise, en avait aux yeux des peuples le droit « sacré, le caractère divin; et pour les souverains « eux-mêmes ce droit n'était qu'une charge de pro- « tection, de dévouement et de charité envers les « peuples..... En commandant aux peuples en vertu « de cette autorité, les souverains à tous les degrés,

« les seigneurs, les puissants, les forts faisaient acte « de service envers les peuples, les faibles et les « petits, comme aussi, en obéissant au souverain, « les peuples faisaient acte de liberté, parce qu'ils « n'obéissaient en eux qu'à l'Eglise et à Jésus-« Christ, à qui les souverains devaient aussi obéir. « Mais surtout les uns et les autres, soit en comman-« dant, soit en obéissant, faisaient acte de charité, « de cette charité qu'ils puisaient également au sein « de la même Église ; *et par là les ressorts des gou-« vernements et des sociétés n'avaient rien que de « souple et d'onctueux, comme le jeu naturel des « ressorts de notre existence.* »

Le moyen âge souple et onctueux ! Je ne demanderai pas à M. Nicolas ce qu'il trouve de souple et d'onctueux dans les terribles luttes du sacerdoce et de l'empire, dans les déchirements de la féodalité, dans les guerres de province à province et de ville à ville ! Je ne lui demanderai pas s'il croit que les pauvres serfs des campagnes reconnaissaient bien la charité évangélique dans la tyrannie seigneuriale ! Je ne veux nullement exagérer les maux de cette époque, ni en méconnaître à bien des égards la grandeur. J'admire autant que qui que ce soit parmi les rois un saint Louis, parmi les docteurs de l'Eglise un saint Bernard et un saint Thomas d'Aquin, parmi les papes un Grégoire VII et un Innocent II. Je ne leur fais pas un crime des erreurs et des préjugés de leur temps. Je ne dis qu'une chose : donner le moyen âge pour le règne de la concorde et de la charité sur la terre, n'est-ce pas aussi sacrifier par trop la vérité historique au besoin d'un système?

Et pourtant M. Nicolas lui-même veut-il nous faire retourner au moyen âge et à la théocratie? Demande-t-il des bûchers pour les hérétiques? Non! non! Lui aussi il a d'heureuses inconséquences; il ne suit pas sa logique jusqu'au bout. Sa raison, son cœur, sa piété repoussent les persécutions en matière de foi. Il aime la tolérance; il n'en appelle même contre le libre examen qu'à la libre discussion. Ici je suis heureux de me rencontrer avec M. Nicolas; je pense comme lui que la tolérance a son principe et sa plus haute sanction dans l'Évangile. Lorsque les disciples de Jésus-Christ lui demandaient de faire tomber le feu du ciel sur une ville qui leur avait fermé ses portes : *Vous ne savez pas,* leur répondit-il, *dans quel esprit vous avez été appelés!* La loi chrétienne est une loi de patience et de charité. Toujours est-il que pendant trop longtemps cet esprit de la loi chrétienne a été méconnu, et que, préoccupés des idées sévères de la justice de Dieu, les hommes se sont crus chargés d'appliquer cette justice en ce monde et n'ont pas pensé pouvoir mieux faire que d'employer pour punir l'hérésie les moyens extrêmes dont dispose la justice humaine. Les protestants eux-mêmes, au début de la Réforme, tout favorables qu'ils auraient dû être, ce semble, à l'indulgence, se sont montrés, sous l'empire du préjugé universel, de farouches persécuteurs. Mais enfin la raison et l'humanité ont triomphé : l'intolérance est descendue dans le tombeau, la civilisation achèvera de sceller la pierre qui la recouvre, et quand on ne devrait à la raison et au libre examen que ce service, encore faudrait-il reconnaître que la raison et le libre examen ont été bons à quelque chose!

16 novembre 1852.

XXIII

EXPOSITION ET DÉFENSE

DES PRINCIPAUX DOGMES DU CHRISTIANISME,

PAR M. MARTIN DE NOIRLIEU.

M. l'abbé Martin de Noirlieu, curé de Saint-Louis-d'Antin, vient de publier un petit volume qui a pour titre : *Exposition et défense des principaux dogmes du Christianisme*. Il existe déjà d'innombrables ouvrages sur ce sujet; les uns sont de savants et volumineux traités que l'on peut considérer comme les arsenaux du christianisme : on va y puiser des armes; c'est ailleurs que le combat se livre. Les autres, accommodés au goût et aux besoins particuliers de chaque siècle, sans cesser d'avoir leur valeur, deviennent néanmoins insuffisants pour les siècles qui suivent; car il est remarquable que les besoins logiques de l'esprit changent comme tout le reste. Ce qui a persuadé un âge ne persuade pas l'autre. Le siècle de Louis XIV, si éclairé d'ailleurs, se rendait à des façons d'argumenter qui ne convaincraient au-

jourd'hui personne, et nous trouvons victorieuses des raisons dont nos neveux seront probablement très-peu touchés. Au commencement du siècle, *le Génie du Christianisme* a opéré de vraies conversions; en opérerait-il à l'heure qu'il est? Je crois qu'on ne le lit plus guère que comme un ouvrage de littérature, et peut-être causerait-il, s'il paraissait maintenant pour la première fois, plus de scandale que d'édification. Défendre le christianisme par son influence littéraire, quand les disciples de l'abbé Gaume en sont à proscrire Virgile et Homère! Le traité d'Abbadie sur la vérité de la religion chrétienne est un excellent livre. Les lettres de madame de Sévigné nous apprennent avec quels transports d'admiration on l'accueillit quand il parut, chose d'autant plus remarquable qu'Abbadie était protestant! On ne réimprime plus cet ouvrage, et il est vrai qu'il a un peu vieilli. On lit les *Études sur le Christianisme* de M. Nicolas.

Ce genre d'ouvrage est donc toujours à refaire, non pas que le fond de la controverse change; la partie critique seule peut en changer par le progrès des connaissances historiques; la partie dogmatique sera toujours en butte aux mêmes objections et défendue par les mêmes réponses. Mais on sent bien qu'il y a mille manières de varier ces réponses dans la forme sans en changer la substance. De quoi s'agit-il? Non pas de porter la démonstration jusqu'à ce point où tout esprit doit céder. Il s'agit de persuader bien plutôt que de convaincre, d'éveiller ce sentiment qui subsiste toujours plus ou moins au fond des âmes, et qu'on appelle la foi, et non de fer-

mer la bouche à la contradiction par des arguments sans réplique. Je voudrais même dans cette matière, s'il m'est permis d'exposer mon sentiment particulier, que les apologistes de la religion commençassent par convenir franchement de la grandeur des difficultés ; elles ne sont pas de nature à être traitées légèrement, comme de pures chicanes de l'esprit ou du cœur. Je voudrais encore (puisque j'ai commencé, on me permettra bien d'aller jusqu'au bout de ma pensée) que les apologistes ne se crussent pas obligés de répondre à tout, ce qui a quelquefois l'inconvénient de grossir l'objection par la faiblesse visible de la réponse, et qu'ils se contentassent d'opposer à l'obscurité qui reste dans certaines questions la lumière que le christianisme fait briller dans les autres. J'avoue que la défense directe de quelques dogmes me paraît bien épineuse, et plus propre souvent à faire naître le doute qu'à l'étouffer ; mais avec ces dogmes le christianisme a produit des saints, voilà ce qui est incontestable ! Je ne dis pas que le christianisme a peuplé le monde de saints. C'est le langage des panégyristes, ce n'est pas celui de la vérité. Les saints ont toujours été le petit nombre. Il y en a eu cependant, il y en a encore ; le christianisme seul en a produit. C'est déjà un assez grand miracle, et pour mon compte c'est celui qui me touche le plus.

Il n'est pas moins certain que les dogmes du christianisme, même ceux qui choquent le plus la raison au premier abord, s'ils ne donnent pas une solution claire des grands problèmes de ce monde, écartent au moins du premier coup les solutions fausses

et mauvaises que la raison serait tentée d'en donner. Si ces dogmes ne nous révèlent pas le secret de Dieu ou ne nous le révèlent que sous une forme profondément mystérieuse, ils nous font connaître le secret de l'homme, je veux dire ce qu'il y a au fond de notre cœur, les limites de notre nature, notre faiblesse et nos ressources, ce que nous pouvons et ce que nous ne pouvons pas. Un exemple expliquera ma pensée. Je ne crois pas que le dogme du péché originel éclaircisse la grande énigme de l'existence du bien et du mal; c'est un mystère de plus à croire; seulement ce mystère, une fois admis, coupe court à toutes les illusions que l'homme serait tenté de se faire sur lui-même. En nous imposant le devoir de combattre le mal, il nous ôte la folle espérance de le supprimer entièrement. Il nous apprend que la lutte sera toujours la condition nécessaire de la vie en ce monde, et qu'il n'y a pas quelque part un secret pour essuyer toutes les larmes, apaiser toutes les souffrances, changer la terre en un paradis, au coup de sifflet de je ne sais quel machiniste. Il apprend encore à l'homme que le mal est la peine de la faute, et que c'est surtout dans l'amélioration de notre cœur que nous devons chercher l'amélioration de notre sort. Peut-être ce genre de révolution-là est-il le moins séduisant de tous. On aime bien mieux réformer la société que se réformer soi-même. Je ne dis pas qu'il ne soit pas bon aussi de réformer quelquefois la société; je dis qu'une société ne se réforme paisiblement que lorsqu'elle est composée d'hommes qui savent se réformer eux-mêmes, et surtout lorsqu'on ne croit pas qu'il y ait une ré-

forme sociale et politique qui puisse donner le bonheur sans qu'il en coûte rien que la peine de tirer quelques coups de fusil et de changer quelques lois.

On pourrait prendre tous les dogmes du christianisme et les soumettre à la même épreuve; on trouverait toujours qu'ils s'adaptent merveilleusement à la nature humaine. Si cela ne prouve pas absolument qu'ils soient d'une origine divine, cela prouve du moins qu'ils ont une fin excellente et qu'ils possèdent ce degré de vérité relative dont les esprits raisonnables peuvent se contenter. Ce pas fait, c'est à la foi à consommer l'ouvrage de la conversion. Le christianisme lui-même nous apprend que la foi est une vertu surnaturelle. Ici cesse l'empire du raisonnement. La philosophie ne peut me demander de croire qu'aux vérités qu'elle m'explique. Son flambeau est l'évidence. Tout au plus pénètre-t-elle jusqu'à ces confins où la lumière luttant contre les ténèbres projette encore quelque clarté dans les profondeurs de la conscience. Son domaine est assez grand et assez beau comme cela : il faut reconnaître qu'elle l'a défriché avec un admirable courage, à la sueur de son front, semant toujours quelques vérités de plus au milieu de beaucoup d'erreurs. La religion, au contraire, outre les vérités qui lui sont communes avec la philosophie, a pour domaine particulier l'inexplicable, mais cet inexplicable sur lequel l'homme éprouve cependant l'irrésistible besoin de savoir, sinon ce qu'il doit penser, au moins ce qu'il doit croire. C'est la région des mystères. Notre cœur nous y porte malgré nous. Nos besoins

eux-mêmes nous y ramènent, et ce mot qui paraît si simple à prononcer dans ces ténébreuses questions : j'ignore ! a le double inconvénient, d'abord de ne convenir qu'à un très-petit nombre d'esprits qui peuvent porter le doute, ensuite de laisser dans la même incertitude une foule de questions sociales et morales dont il n'est pas possible d'ajourner la solution, parce que le monde courrait risque de périr en attendant. La religion a donc aussi son flambeau. Ce flambeau, c'est la foi, mystérieuse lumière qui fait que nous voyons sans pouvoir nous rendre un compte exact de ce que nous voyons, et à laquelle il ne faut demander de clarté que ce qui en est nécessaire pour assurer nos pas dans l'obscurité où nous marchons. Le tort des apologistes et des défenseurs du christianisme est, trop souvent, de vouloir mettre dans la religion plus d'évidence qu'elle n'en comporte. Ils l'expliquent quand ils ne devraient que l'exposer. On ne crée pas la foi ; on y dispose tout au plus l'esprit en raisonnant autant qu'il faut ; Dieu donne le reste. Je voudrais, en un mot, que les apologistes se persuadassent bien que leurs lecteurs sont aussi fins qu'eux, et qu'un mauvais raisonnement fait plus de mal en cette matière que cent bons raisonnements ne peuvent faire de bien.

On me demandera, peut-être, j'en ai peur et je crains de l'avoir mérité, de quoi je me mêle, et si j'ai la prétention de savoir mieux ce qu'il faudrait dire en faveur du christianisme que tant de pieux écrivains qui, pour parler sur cette matière, ont de bien meilleurs titres que moi. En vérité, l'objection est trop juste. Cependant, comme c'est à nous

autres profanes que s'adressent ces livres, peut-être me pardonnera-t-on d'avoir dit très-innocemment comment je pense qu'il faudrait que ces livres fussent faits pour atteindre leur but. Il y a des règles en cette matière comme en toutes les autres; on peut les exposer telles qu'on les comprend sans s'ériger pour cela en missionnaire et en apôtre. Je me reproche davantage de m'être écarté par une si longue digression de l'excellent ouvrage de M. l'abbé Martin de Noirlieu. Le livre n'est pas gros; il n'en sera qu'à l'usage de plus de personnes. C'est un très-clair et très-solide résumé des objections les plus ordinaires que l'on oppose aux dogmes principaux du christianisme, et des réponses les plus péremptoires que l'on peut faire à ces objections. Les difficultés ne sont pas éludées; elles sont résolues avec tout ce que le bon sens, la connaissance du cœur, la science de la religion peuvent donner de lumière. On sent bien, en le lisant, que ce n'est pas là un ouvrage fait dans le cabinet par un savant qui répond à sa propre pensée, mais un ouvrage composé dans le monde et pour les gens du monde. Ce que j'en aime surtout, c'est l'esprit de charité qui y règne. Au corps même de l'ouvrage M. l'abbé Martin de Noirlieu a joint quelques lettres adressées à diverses personnes; ces lettres sont peut-être plus remarquables encore par un caractère de discussion sérieuse et douce. J'indique particulièrement celle qui a pour sujet l'explication du grand principe catholique : *Hors de l'Église point de salut*. Tout porte dans ce livre le caractère du bon pasteur, du prêtre qui connaît la vie réelle et qui sait compatir aux peines de l'esprit non moins

qu'à celles du cœur. Car on souffre aussi par l'esprit, et ceux qui croient répondre aux difficultés qu'on leur propose par l'apostrophe ordinaire : vivez mieux et vous croirez ! ne connaissent guère notre temps et ce qui se passe dans le fond des âmes éclairées. Eh ! mon Dieu, il y a bien peu d'incrédulités complètes, c'est vrai. Y a-t-il beaucoup plus de foi sans mélange de doute? Je ne sais si, dans son désir d'attirer les cœurs, M. l'abbé Martin de Noirlieu n'atténue pas trop certains dogmes terribles du christianisme, et s'il n'étend pas trop libéralement le droit au salut. Il ne m'appartient pas de prononcer sur de pareilles questions ; je désire, pour ma part, que le nombre des sauvés soit le plus grand possible. En tout cas, la douceur et la modération de M. l'abbé Martin de Noirlieu ont un grand avantage : elles lui concilient la confiance et l'affection du lecteur. C'est toujours quelque chose de gagné.

J'aurais bien, par exception, un petit reproche à adresser à M. l'abbé Martin de Noirlieu pour une note où il traite, ce me semble, la liberté de conscience avec trop de rudesse. Mais qu'importe? tout le livre est la réfutation de la note. Quel plus bel hommage à la liberté de conscience et au droit de la raison, quel appel plus formel à la liberté d'examen que ces ouvrages mêmes où le christianisme soumet ses titres au jugement public? Car, apparemment, ce n'est pas pour empêcher les autres de raisonner qu'on raisonne soi-même, et pour interdire d'examiner qu'on discute. On demande, il est vrai, à la raison de se soumettre, mais on le lui demande au nom de la raison même ; on propose à la conscience une

loi qui l'enchaîne, mais c'est en prenant la conscience pour juge de la beauté morale de cette loi. Le christianisme ne détruit pas la lumière naturelle, cette lumière qui éclaire tout homme venant en ce monde; il la prend pour son point de départ, il s'incline devant elle. La soumission qu'il veut obtenir est une soumission volontaire. Le christianisme n'est pas seulement une loi et un culte, il est une foi, et qu'y a-t-il de plus libre que la foi? Son empire n'est pas de ce monde, parce que c'est sur les âmes qu'il aspire à régner. On n'emprisonne pas les âmes, on ne les tue pas; on les touche et on les persuade. Oui, cette grande controverse, qui dure depuis l'origine du christianisme, et qui en est l'honneur, attesterait à elle seule que toute violence, toute persécution, toute contrainte est antipathique à l'esprit chrétien. Si le christianisme a droit à la reconnaissance du genre humain, n'est-ce pas pour avoir détrôné la force et replacé l'empire où il doit être, dans la raison et dans la conscience humaine, qui n'existeraient pas sans la liberté?

23 avril 1853.

XXIV

DE LA DÉMOCRATIE EN AMÉRIQUE,

PAR M. ALEXIS DE TOCQUEVILLE.

M. de Tocqueville a voulu compléter son ouvrage sur la démocratie américaine. Les deux premiers volumes qui obtinrent, il y a quelques années, un si général et si légitime succès, traitaient principalement des institutions politiques, et démontaient, pour ainsi dire sous nos yeux, le mécanisme de ce gouvernement tout électif. Les deux nouveaux volumes que M. de Tocqueville a publiés il y a déjà quelques mois, et dont je regrette de rendre un compte si tardif, envisagent l'effet de ces institutions sur le cœur de l'homme, sur ses penchants, ses goûts, ses mœurs, sur la tournure de ses idées en matière d'art, de littérature, de philosophie et de religion, sur la famille, en un mot, et sur la société même. C'est le tableau de la démocratie en action, de la démocratie dans sa vie intime, et, pour ainsi dire, en

deshabillé; sujet immense, difficile, souvent triste, qui nous touche de près à faire peur, et dans lequel, je me hâte de le dire, M. de Tocqueville a su pénétrer profondément.

Je fais pourtant un reproche à M. de Tocqueville; le titre de son livre est trompeur. Il s'agit bien de la démocratie en Amérique! de l'avenir de la démocratie dans le monde et particulièrement en France, voilà le titre qui eût rendu la pensée de M. de Tocqueville. Comment, en effet, vivre en Europe au milieu de ces vieilles organisations sociales qui s'écroulent, comment vivre dans cette France que cinquante ans de révolution ont si profondément remuée et dont une menaçante obscurité enveloppe encore l'avenir, sans être ramené à cette grande et lugubre pensée : Où va le monde? Quelle est la forme de gouvernement inconnue, quelle est la société nouvelle, quels sont les hommes qui sortiront des éléments brisés et confondus de l'ancienne société? Qu'annoncent ces secousses périodiques, ces mugissements de la tempête qui semblent quelquefois s'éloigner et qui se rapprochent tout à coup? Est-ce la liberté, est-ce le despotisme, est-ce une hiérarchie fondée sur le mérite, est-ce une égalité sauvage, est-ce le bonheur ou le malheur des hommes, la gloire ou la honte qu'enfantera cette démocratie dont la France est depuis cinquante années le foyer brûlant? Nous, en effet, avec notre impétuosité proverbiale, nous avons mis en pièces du premier coup nos vieilles lois, nos vieilles mœurs; la religion est tombée avec l'antique monarchie; tout ordre, tout classement a disparu dans le même orage

qui emportait les restes de la noblesse féodale. Nous avons mis à nu, pour ainsi dire, les nerfs et les os de la société. La propriété, la famille, n'ont plus rien qui les couvre et qui les garantisse. Nous avons proclamé, il est vrai, de magnifiques principes, mais que sont les principes sans les mœurs? Nous ne reconnaissons qu'une règle, la justice. Mais cette règle serons-nous assez sages et assez forts pour nous l'appliquer nous-mêmes à nous-mêmes, sans l'intermédiaire des croyances? L'ancienne histoire a peu d'exemples à nous fournir. Le monde n'avait pas encore fait l'essai de la démocratie sur une si vaste échelle. Tout est neuf, la terre que nous foulons aux pieds, le ciel qui brille sur nos têtes, l'organisation civile et l'organisation politique, les rapports d'homme à homme et les rapports du pouvoir avec tous!

Le problème est partout; une force secrète mine les sociétés même dont la surface a moins changé et demeure tranquille en apparence. En France, c'est au grand soleil, sur la place publique, que se débat la terrible question de savoir ce que nous serons, car jusqu'à présent, il faut en faire le sincère aveu, nous ne sommes rien. Nous avons des lois auxquelles personne n'obéit, pas même ceux qui les ont fait rendre, ou qui sont chargés de les faire exécuter; des pouvoirs qui tremblent devant leurs subordonnés; nous avons des opinions, parce qu'en matière d'opinion, chacun est juge souverain de ce qu'il admet ou de ce qu'il rejette; nous n'avons pas de mœurs publiques. Nous nous croyons quittes de tout envers la société et envers notre propre conscience, quand nous avons dit: C'est ma manière de voir. Les mœurs, il est vrai,

ne se refont pas en un jour. Les mœurs, ce sont les habitudes léguées par le passé au présent qui les transmet à l'avenir ; c'est le flambeau que les générations en courant se passent de main en main. Quand il est éteint, le monde tombe et s'agite pendant longtemps dans une obscurité profonde. Les lueurs même qui semblent quelquefois s'allumer ont quelque chose de ténébreux et de sinistre. Et cependant la société ne se fixe et ne prend une forme certaine que sur la base stable des mœurs. Je m'inquiète peu, je le déclare, des lois et des constitutions. Dans le temps où nous vivons, c'est un abri momentané; c'est une rade peu sûre, où l'on se réfugie faute de mieux ; ce n'est pas un port. Quand les mœurs sont faites, les lois se font d'elles-mêmes. Quelles seront nos mœurs? Là est la question de notre grandeur ou de notre abaissement futurs.

On a vu, par ce que j'ai dit du nouvel ouvrage de M. de Tocqueville, que c'est cette grande question, la plus grande qui puisse tomber aujourd'hui sous la plume d'un écrivain, la plus palpitante d'intérêt pour nous tous, qu'il a entrepris de résoudre. La démocratie américaine n'est qu'un type sur lequel M. de Tocqueville lève de temps en temps les yeux pour ne pas trop se laisser aller à son imagination dans le tableau qu'il trace de l'organisation et des mœurs futures de la démocratie en général, de la démocratie française surtout. L'Amérique est sous ses yeux; la France est dans sa pensée; il nous nomme souvent; il nous sous-entend toujours. Les inquiétudes et les espérances qu'il exprime ont quelque chose de patriotique qui trahit la préoccupation

secrète de l'écrivain. Ce n'est pas là le récit d'un voyageur calme et indifférent qui décrit les mœurs d'une nation étrangère. Je crains seulement que, pour répondre à son titre, M. de Tocqueville n'ait trop modelé sur la démocratie américaine toutes les démocraties possibles. Je regrette qu'il ne se soit pas fait à lui-même l'aveu franc de son objet véritable. Au lieu de mettre la démocratie américaine sur le premier plan, il aurait mieux valu peut-être qu'il ne l'appelât que comme preuve et éclaircissement de ses idées générales sur la démocratie. Il aurait mieux vu, je pense, les différences essentielles qui ne permettent pas de conclure si rigoureusement de l'Amérique à l'Europe, de la Caroline ou de la Virginie à la France. Il aurait tenu un compte plus exact de notre caractère national, de notre situation en Europe qui fera toujours de la France une démocratie militaire au moins autant que commerçante, et de ce long passé dont toutes les révolutions imaginables n'effaceront pas entièrement la trace. Il n'y aurait pas un combat perpétuel, pour ainsi dire, entre la spécialité de son titre et la grandeur de son sujet.

Je ne sais si je m'abuse, mais il me semble que M. de Tocqueville aperçoit beaucoup plus de choses qu'il n'en exprime. Il se resserre, il se restreint lui-même ; il repousse des pensées qui lui reviennent, quoi qu'il en ait, à l'esprit. On dirait que certains côtés de son sujet lui font peur. Je soupçonne qu'il craindrait, s'il se livrait à la pente de ses idées, de n'être pas aussi démocrate qu'il veut l'être. Souvent, trop souvent peut-être, reparaît la comparaison des effets de l'aristocratie et de ceux de la

démocratie. Laquelle des deux formes sociales est la meilleure, tout compensé? Laquelle honore le plus le genre humain? Laquelle favorise davantage le développement de tous les nobles instincts, le génie des lettres, l'amour de la gloire, le goût du grand et du beau en toutes choses? Question oiseuse! s'écrie M. de Tocqueville. Bons ou mauvais, les jours de l'aristocratie sont passés. Le torrent populaire qui coule avec fureur depuis cinquante ans ne rebroussera pas chemin. Toutes les digues qu'on opposerait à son irrésistible impétuosité ne feraient que l'irriter davantage. Le temps a dit : Que la démocratie soit, et elle est. Acceptons-la comme une œuvre de Dieu. Étudions-la pour la diriger, s'il est possible.—J'en demande bien pardon à M. de Tocqueville; mais on n'est pas le maître de retrancher ainsi de son sujet ce que l'on veut. Si dans son livre la perpétuelle comparaison qu'il fait des mœurs de l'aristocratie et des mœurs de la démocratie fatigue un peu le lecteur, c'est que la conclusion manque et que l'esprit frustré de ce qu'il attend s'impatiente. La question que M. de Tocqueville écarte avec un soin qui prouve à quel point il en est lui-même préoccupé, reparaît, malgré lui, à chaque page, à chaque ligne. Il a beau la chasser comme une importune, le sujet la ramène. Le lecteur pose le livre et se demande avec inquiétude : Est-ce bien là la démocratie? En réclamant, en payant de notre sang et de nos larmes l'égalité des droits, l'abolition des priviléges, aurions-nous nivelé les sentiments, abaissé le cœur de l'homme? L'aristocratie, avec ses injustices, mais avec ses hautes pensées, ne valait-elle pas mieux que cette démocratie trafi-

queuse, gagne-petit, égoïste? Quand tout est petit dans la foule, un peuple peut-il être grand? En multipliant, par quelque nombre que ce soit, de petits intérêts et de petits sentiments, arrive-t-on à l'héroïsme? La masse n'est-elle pas nécessairement ce que sont les individus?

Question oiseuse, tant qu'on voudra ! Elle dépendait du sujet de M. de Tocqueville, puisqu'il n'est personne qui ne se la pose cent fois en lisant son livre. L'homme pratique peut s'arranger du fait et le prendre tel qu'il est. Encore n'ai-je pas grand goût pour les hommes pratiques qui méprisent le côté philosophique et idéal des choses. Mais l'écrivain, mais l'observateur, mais le philosophe qui se contente de me dire sèchement : voilà le fait! me refroidit et m'attriste. Mon corps peut subir le joug; mon imagination ne le subit pas. Elle s'élance invinciblement vers le meilleur. L'esprit de l'homme est trop noble pour se laisser écraser par le fait, quelque puissant qu'il soit. Je rends justice au mérite du livre de M. de Tocqueville; j'y admire une sagacité infinie, une finesse rare d'observation; on y sent partout un cœur droit, un vif amour des hommes; je le regarde certainement comme un des livres les plus solides qui aient paru depuis bien des années, et je dois avouer néanmoins que je ne suis pas à l'aise dans ce livre; j'y étouffe. Je cherche l'air et le soleil de l'idéal. Je me sens déjà comme accablé sous le poids de ces masses qui m'imposent non-seulement leurs lois, mais leurs goûts grossiers et leurs idées souvent sottes. On dirait que M. de Tocqueville lui-même cède, se résigne, et, le cœur rempli de tristesse, tâche de faire bonne mine

à cette terrible démocratie. Je ne veux pas, à Dieu ne plaise! sonder ses sentiments secrets; ce que je sais, c'est qu'il a l'air d'un voyageur qui, s'embarquant avec courage sur la mer orageuse de l'avenir, ne s'arracherait qu'à regret aux rivages tranquilles et majestueux du passé. Et pourquoi craindre, après tout, de dire son dernier mot sur l'aristocratie et la démocratie? Ce qui donne, à mon avis du moins, le désavantage à la démocratie dans le livre de M. de Tocqueville, n'est-ce pas le choix trop exclusif qu'il a fait de la démocratie américaine, en la prenant pour type et pour modèle de la démocratie universelle? N'est-ce pas là ce qui révolte nos idées et nos instincts nationaux?

Ici, un mot d'explication. J'ai eu plusieurs fois occasion d'exprimer le peu de goût que je ressens pour les institutions et pour les mœurs américaines. J'aime la liberté, cette liberté qui élève l'âme, qui fortifie le caractère, qui a son principe dans l'indépendance du cœur plus encore que dans les garanties publiques; et de tous les livres que j'ai lus sur l'Amérique, à commencer par ceux de M. de Tocqueville, est sortie pour moi cette triste conviction que ce qu'on trouve le moins en Amérique, c'est la liberté! Est-on libre dans un pays où le riche se cache pour jouir de sa richesse, où l'homme d'esprit se fait sot de peur que sa supériorité ne lui enlève quelques suffrages, où tout est réglé, même les sentiments et les croyances, à la majorité? Cette liberté arithmétique, je l'appelle un dur esclavage, le plus dur de tous, l'esclavage moral. Je n'en vois déjà que trop de traces chez nous. Combien souvent ai-je entendu

qualifier de courage et d'indépendance l'abjection des serviteurs de la popularité! C'est dans les temps de démocratie qu'il faut roidir son âme pour être soi-même. On échappe aisément au joug des cours et des grands seigneurs; on se sauve dans son obscurité. Comment échapper à la domination de la foule qui est partout? En Amérique, le despotisme de la foule est écrasant. De là ma répugnance. Je ne nie pas, d'ailleurs, que les Américains soient un grand peuple; ils sont bien où ils sont, d'accord. Dieu leur a donné une mission qu'ils remplissent admirablement, celle de défricher et d'appeler à la civilisation un vaste monde. Leur inquiétude, leur ardeur, leur amour pour les richesses qu'ils perdent aussi vite qu'ils les gagnent, a quelque chose de providentiel. On n'a rien à dire à un peuple qui va d'un pas si ferme et d'un air si mâle à son but.

Mais la démocratie américaine en France, ses mœurs égoïstes et intéressées chez nous? oh! c'est une autre chose! Voilà, je l'avoue, l'idée contre laquelle mon âme se soulève. A caractériser, par un trait général, le tableau détaillé que trace M. de Tocqueville des mœurs de la démocratie, ne serait-ce pas une sorte de rabaissement universel, qu'on me passe le mot, des cœurs et des esprits? Examinons. Dans les lettres, plus de dévoûment pur à l'art. Des manufactures de livres, des fabriques de romans et de poëmes; une sorte de hardiesse gigantesque dans les conceptions; pas de goût, le mépris de la forme, de la forme qui, j'en demande bien pardon à M. de Tocqueville, est tout simplement, en fait de littérature et d'art, la beauté. Dans les sciences, le côté abstrait,

philosophique, sublime, négligé pour le côté utile, pour le métier. La religion, dont le but essentiel est de détacher le cœur de l'homme de la terre, prise comme un moyen de vivre plus commodément en ce monde; le christianisme, cette loi sévère de pénitence et de mortification, transformé en une sorte d'épicuréisme subtil. Une plus équitable distribution du bien-être sans doute, mais une soif ardente de la jouissance, un égoïsme desséchant dans la poursuite de la fortune. Chacun chez soi, chacun pour soi! De la douceur dans les mœurs, et pas de dignité, pas d'indépendance dans les caractères. De la pureté dans le mariage considéré comme un contrat; moins de fautes dans la conduite; moins d'élévation aussi, moins de délicatesse, moins de sensibilité dans le cœur! Tout le côté céleste de l'homme étouffé, pour ainsi dire; la pudeur remplacée par la science précoce de se défendre; une sorte de réalité, grossière au fond, désenchantant le monde, et l'utile détrônant partout le beau; n'est-ce pas là, en résumé, les mœurs démocratiques telles que M. de Tocqueville les dépeint?

Et ce serait là l'avenir de la démocratie chez nous, dans cette France qui aime jusqu'à l'extravagance peut-être le brillant, le pompeux, la vraie grandeur, et à défaut de la vraie, la fausse? Non, je ne le crois pas. Je ne crois pas que la France des croisades et des expéditions d'Italie, la France de Louis XIV et de Napoléon s'oublie jamais elle-même à ce point. Je sais que M. de Tocqueville, et je m'empresse de le dire, fait de temps en temps ses réserves sur les différences; moi, je pense que les différences sont si essentielles qu'elles donneront à la démocratie

française une physionomie où bien peu de traits se retrouveront de la physionomie américaine. Je crains tout autre chose pour la démocratie française que cette espèce de marasme moral. Je crains ses élans inconsidérés, ses bonds fougueux. J'ai peur qu'elle ne sache pas se contenir dans la liberté et qu'elle ne saute encore une fois de l'anarchie dans le despotisme. Voilà son écueil. Ce point de vue n'a pas échappé à M. de Tocqueville. Ami sincère de la liberté, il n'ignore pas les dangers que la démocratie lui fait courir. Il les a signalés avec beaucoup de force et d'éloquence dans son quatrième livre. Que tous les hommes prévoyants lisent et méditent les réflexions de M. de Tocqueville! Il est si commode pour le despotisme que le peuple ait tout dans les mains! Il n'y a plus qu'un acte de cession à lui faire signer. Le peuple abdique au profit d'un seul, et tout est dit. On l'opprime et on se moque de lui par-dessus le marché, en lui disant : C'est toi qui l'as voulu, voilà ton acte de donation en bonne forme. Ainsi ont fait les empereurs romains avec leur prétendue loi royale, et un autre empereur, que sa gloire et ses malheurs m'empêchent de nommer, avec son plébiscite et ses quatre millions de votes. J'en suis, pour moi, profondément convaincu: la garantie de la liberté chez nous, c'est le cens, le cens qui établit dans l'élection même une hiérarchie et un ordre ; le cens qui fait qu'on arrive de degrés en degrés par le travail, l'économie, la moralité, les lumières jusqu'à l'exercice du droit souverain. Le principe du nombre ne conduira jamais la nation qu'à un résultat : la tyrannie!

En finissant, je me demande si je n'ai pas été, sans le vouloir, trop sévère pour M. de Tocqueville. Je le regretterais. Chacun a sa tournure d'esprit. Il ne serait pas impossible qu'un peu de la mauvaise humeur que m'ont toujours fait éprouver les institutions et les mœurs américaines fût retombée sur le livre de M. de Tocqueville. Qu'il me le pardonne! Personne n'estime plus que moi son talent et son caractère. J'ignore si ces deux derniers volumes auront un succès aussi général et aussi populaire que les premiers. Ce que je sais, c'est qu'ils maintiendront M. de Tocqueville à la place très-haute qu'il occupe parmi nos publicistes et nos écrivains.

9 octobre 1840.

XXV

L'IRLANDE

SOCIALE, POLITIQUE ET RELIGIEUSE,

PAR M. GUSTAVE DE BEAUMONT.

M. Gustave de Beaumont a eu l'heureuse pensée d'entreprendre pour l'Irlande un travail analogue à celui que M. de Tocqueville a exécuté avec tant de succès pour les États-Unis d'Amérique. Il a visité deux fois l'Irlande et l'Angleterre à des intervalles assez éloignés l'un de l'autre, étudiant sur les lieux mêmes l'état du peuple opprimé et celui du peuple oppresseur, confrontant en quelque sorte ses propres observations entre elles, et c'est seulement après quatre années d'études, de méditations, de recherches consciencieuses, qu'il s'est décidé à faire paraître son ouvrage. Je n'hésite pas à dire que, soit par l'intérêt du sujet, soit par l'opportunité de la publication, soit enfin par la manière dont M. de Beaumont a réalisé l'intention qu'il avait de peindre l'état social et politique de l'Irlande, son livre mérite d'être placé à

côté de celui de M. de Tocqueville. On ne s'étonnera pas de me voir rapprocher les noms de ces deux écrivains; le public est déjà habitué à les associer l'un à l'autre dans son estime; il a cru avec raison reconnaître en eux les marques d'une vocation commune et d'une parenté, pour ainsi dire, d'opinion et de mérite; c'est la même élévation de sentiments, le même amour de la justice et de l'humanité, la même candeur! Leur premier ouvrage, celui sur le système pénitentiaire aux États-Unis, ils l'ont publié en commun; ils ont fait ensemble le voyage d'Amérique; ils se sont partagé la tâche de faire connaître cette société et ce gouvernement américain dont le spectacle les avait si vivement frappés : et pourquoi ne le dirais-je pas? Le succès éclatant du livre de M. de Tocqueville sur les États-Unis a probablement inspiré à M. de Beaumont la première pensée de son ouvrage sur l'Irlande.

Aucun sujet ne méritait mieux de fixer le choix d'un observateur aussi éclairé. L'Irlande, dans sa désolation, dans cette désolation sans exemple comme sans mesure, qui dure depuis bientôt sept siècles et ne paraît pas près de finir, offre peut-être un spectacle plus instructif encore, plus fécond en leçons de politique et de morale, plus fait, j'ose le dire, pour élever le cœur que la triomphante démocratie des États-Unis d'Amérique! Je l'avoue, je ne suis pas de ceux, s'il y en a, que le livre de M. de Tocqueville a enthousiasmés pour la démocratie américaine. Je l'estime moins depuis que je la connais mieux. Je ne me sens qu'une invincible répugnance pour cette égalité brutale qui rejette impitoyablement dans la

foule toutes les supériorités, même celles du génie et de la vertu. Moi, peuple, j'aime mieux avoir une part un peu moins grande de bien-être et de jouissance et laisser briller sur ma tête ces hommes doués par Dieu, pour la gloire de l'humanité, de facultés plus heureuses. C'est, à mon gré, le pays le plus triste du monde que celui où la richesse, la science, le talent sont obligés de se cacher pour jouir obscurément d'eux-mêmes. Dans l'organisation politique des États-Unis, il m'est impossible de découvrir autre chose que le principe de la souveraineté du nombre. Aussi je ne crois pas, c'est ma profession de foi sincère, que jamais il sorte de la démocratie américaine rien qui ait une grandeur véritable, universelle, je veux dire une grandeur morale, aucune de ces pensées que l'humanité tout entière s'approprie, une religion, une civilisation. J'accorderai d'ailleurs à la démocratie américaine tout ce qu'on voudra, l'esprit du commerce, la science du gain, une activité ardente : je lui refuse ce qui remplace tout et ce que rien ne remplace, la grandeur!

L'Irlande offre un tableau bien différent. C'est un peuple tout entier, un peuple de plusieurs millions d'hommes qui tend la main pour vivre et qui souvent meurt de faim. Femmes, enfants, vieillards, sont en proie à une affreuse et dévorante misère sur le sol même dont la population a été dépossédée en masse. Plusieurs fois, en ce monde, il est arrivé qu'un peuple est tombé sous la main d'une horde de conquérants avides. Des nations civilisées ont vu leurs villes détruites, leurs champs ravagés et partagés par des barbares. Des races d'hommes en-

tières ont été forcées de s'exiler. Mais enfin une nation homogène s'est reformée insensiblement sur le sol conquis; le temps a effacé les traces de l'usurpation; les vainqueurs se sont mêlés aux vaincus; s'il est resté une noblesse et des roturiers, il n'y a eu du moins qu'un sang, qu'un peuple, qu'un dieu, qu'une loi. Ce qu'on n'a jamais vu, c'est un peuple conquis et dépouillé demeurer pendant six siècles assis sur la terre dont il a été déshérité en face de ses conquérants et de ses spoliateurs, écrasé dans ses révoltes et se relevant pour réclamer ses droits, exterminé et renaissant plus nombreux sous l'extermination, n'adoptant les lois de ses maîtres que pour les tourner contre eux, les accablant de sa misère, les infectant de ses plaies : voilà l'Irlande sous la domination de l'Angleterre! Le sol, la richesse, le pouvoir sont entre les mains des descendants de l'aristocratie anglaise; on en a fait une large part à l'Église anglicane. L'Irlandais, nu et dépouillé, n'a conservé que sa patrie, et cette patrie c'est sa pauvreté même, ses haillons, ses souffrances que les générations se transmettent fidèlement les unes aux autres, sa haine pour l'Angleterre, sa religion surtout, cause ou prétexte des plus cruelles persécutions qu'il ait souffertes! Chose étrange! l'Irlandais catholique a recouvré aujourd'hui la plupart de ses droits : il est électeur, il peut être membre du Parlement; l'Irlande a la liberté de la presse et la liberté d'association; elle n'en est, ce semble, que plus pauvre et plus misérable! L'Irlande est libre et elle meurt de faim! L'Angleterre, que les progrès de cette misère épouvantent, s'ingénie pour l'adoucir et n'y réussit pas. Tous les moyens

qu'elle invente échouent contre cette pauvreté formidable, qui est devenue en quelque sorte la nationalité irlandaise. On voudrait faire émigrer les plus misérables ; mais les plus misérables, ce sont des millions d'hommes, et l'Angleterre n'a pas assez de vaisseaux et d'argent pour subvenir à leur transport et aux frais de leur établissement. On songe à ouvrir des hospices et des maisons de refuge ; mais la population s'y précipiterait en masse, et ceux qu'on secourt ne sont rien en comparaison de ceux qu'on ne peut pas secourir !

J'ai pris les principaux traits de cet effroyable tableau dans le livre de M. de Beaumont ; le livre en dit bien davantage encore, et pourtant M. de Beaumont assure que ce qu'il rapporte est fort loin d'égaler ce qu'il a vu. Cela est lamentable ; il ne semble pas que l'humanité puisse descendre d'un degré de plus dans le malheur et dans l'oppression. Oui, mais n'est-ce pas une grande et admirable chose que ce patriotisme de la misère, que la durée de cette nationalité vivace qu'on n'a pu ni extirper par le fer, ni éteindre par la faim, ni effacer par des lois astucieusement combinées, que cette révolte de six siècles contre l'injustice de la conquête et de la dépossession ? L'Angleterre a fait d'incroyables efforts pour arracher le catholicisme du cœur de l'Irlande. Henri VIII, Élisabeth, les deux premiers Stuarts, Strafford, victime en Angleterre et oppresseur sans pitié en Irlande, Cromwell enfin, dont les pas sanglants sont encore marqués sur le sol irlandais, ont attaqué le catholicisme par la confiscation, par la torture, par le meurtre. L'Irlande a vu couler son

sang à flots, et elle a gardé sa religion, martyre moins de sa foi peut-être que de sa haine contre l'Angleterre. A la persécution des bourreaux a succédé la persécution des légistes. Pendant près d'un siècle, de 1688 à 1776, la législation a épuisé son génie pour rendre la vie dure et presque intolérable à l'Irlandais catholique, pour le faire souffrir sans le tuer. Il faut voir, dans le livre de M. de Beaumont, les détails de cet horrible code. Par une incroyable fiction, la législation, ne pouvant forcer les Irlandais catholiques à abjurer leur foi, avait presque réussi à les anéantir moralement, civilement, politiquement, de sorte qu'un jour est venu où l'on a pu dire en plein parlement qu'il n'y avait plus de catholiques en Irlande !

Voyez en effet : pas de catholiques dans le parlement, dans les colléges électoraux, dans le jury, dans les administrations du comté et de la paroisse; un serment contraire à leur religion les en repoussait. Voilà pour la politique. Défense au catholique d'acquérir des propriétés immobilières par achat, par donation entre vifs ou testamentaire. Il était exclu du barreau et de toutes les professions libérales. Les corporations de l'industrie et du commerce refusaient de l'admettre dans leur sein. Si, malgré tant d'obstacles, il devenait riche, la loi ne lui permettait pas de jouir de sa fortune. Il ne fallait pas qu'un misérable Irlandais, un damné papiste, offensât par son luxe l'orgueil de l'aristocratie protestante. Une loi, chose inouïe, défendait à l'Irlandais catholique de posséder un cheval d'une valeur de plus de cinq livres sterling; et pour assurer l'exécution de cette disposi-

tion, la plus odieuse peut-être qu'ait jamais imaginée le raffinement de l'esprit tyrannique, tout protestant avait le droit de s'approprier le cheval que montait un catholique, en le payant cinq livres sterling. Voilà pour le civil. Religieusement, tolérance pour l'exercice du culte catholique, mais déportation pour les évêques, avanies de toute espèce pour les prêtres. Moralement, la loi fermait toutes les sources de l'instruction à la population catholique. L'Irlande avait des universités richement dotées, mais des universités protestantes; des écoles pour le pauvre, mais on n'y enseignait que le catéchisme protestant! J'abrége et j'adoucis en l'abrégeant la description de cette législation atroce. Encore M. de Beaumont fait-il remarquer avec beaucoup de justesse que la pratique enchérit toujours nécessairement sur la tyrannie légale. Quand la loi est cruelle, l'homme ajoute ses cruautés à celles de la loi.

Voilà le régime sous lequel l'Irlande a passé un siècle presque tout entier, jusqu'à ce que la déclaration de l'indépendance des États-Unis d'abord, la Révolution française ensuite, vinssent réveiller parmi ces pauvres catholiques irlandais abrutis, mais fidèles, opprimés, mais non soumis, le souvenir de la liberté et des droits de l'homme. Eh bien! sous ce joug de mépris, d'humiliations, de douleurs, dans ce crucifiement journalier, ce peuple de mendiants et de manœuvres a vaincu l'habileté barbare et lassé la tyrannie de l'Angleterre! Il a conservé obstinément son catholicisme comme un signe de sa nationalité. Il s'est effroyablement multiplié, et, en 1776, au cri d'indépendance poussé par les États-Unis, l'Irlande

s'est tout à coup levée devant l'Angleterre qui croyait l'avoir anéantie. Depuis cette époque jusqu'à nos jours, au milieu de bien des vicissitudes, presque toujours écrasée quand elle a eu recours à la révolte et à la violence, victorieuse au contraire quand elle n'a fait valoir que sa misère et la justice de sa cause, l'Irlande a reconquis peu à peu ses droits; elle a déchiré en lambeaux cette législation si habilement tyrannique; elle a convaincu la tyrannie même et son génie d'impuissance. Je le demande : n'est-ce pas là une sublime leçon de politique et de morale, et le genre humain tout entier ne doit-il pas un peu de reconnaissance à ce pauvre peuple irlandais pour avoir montré que la patience, la foi, le patriotisme, finiront toujours par avoir raison de la puissance? Quel peuple opprimé désespérera de sa nationalité quand l'Irlande, après plus de six siècles, est, pour ainsi dire, sortie de son tombeau?

Retour merveilleux de justice! Aujourd'hui on pourrait presque dire que c'est l'Irlande qui opprime l'Angleterre et qui la tient suspendue sur l'abîme ouvert d'une révolution. Le grand foyer de la démocratie, c'est l'Irlande. Si l'aristocratie anglaise n'avait à craindre que les ouvriers de Manchester et de Birmingham, elle en serait quitte probablement pour des émeutes facilement réprimées, pour des désordres que sa forte constitution peut supporter, et dont l'effet est plutôt de retremper sa puissance en rattachant à elle tous les intérêts pacifiques, toute la classe que le désordre inquiète et ruine. L'esprit aristocratique est dans les entrailles mêmes de l'Angleterre. L'aristocratie politique repose sur une aristocratie

civile, domestique, qui est devenue comme l'essence et le fond même des mœurs anglaises. En Angleterre, l'aristocratie règne en roi absolu, mais en roi habile et bon qui sait faire aimer sa puissance. Le peuple anglais se souvient encore que c'est à cette grande aristocratie qu'il doit ses libertés, sa gloire, les succès et la domination qui flattent son orgueil. En Irlande, l'aristocratie ne rappelle au peuple que l'idée de ses humiliations et de ses souffrances. L'aristocratie pour les Irlandais, c'est tout ce qu'ils détestent: le protestantisme, les dîmes, la ruine de leur commerce, la confiscation de leurs terres, la suprématie anglaise; c'est une oppression dont les monuments, accumulés par les siècles, sont partout. Six millions d'Irlandais, sous leurs misérables haillons, n'attendent un peu de soulagement à leurs peines que de la ruine de l'aristocratie. C'est donc de l'Irlande que souffle jusque sur l'Angleterre le vent furieux de la démocratie. Ce n'est qu'en Irlande que l'agitation est vraiment sérieuse et menaçante; le joug sous lequel l'Angleterre a si longtemps tenu la démocratie irlandaise est irrévocablement brisé; ces mendiants papistes sont électeurs; ils ont une association centrale qui les dirige, un roi qui les représente et qui les défend, O'Connell; leurs députés forment dans le parlement anglais un parti formidable avec lequel tout ministère est obligé de compter. L'Angleterre, que les progrès de la démocratie effrayent, reviendrait peut-être volontiers aux torys; l'Irlande ne le permet pas. L'Irlande maintient les whigs au pouvoir en les dominant. Les deux pays ne sont pas unis, ils sont bien plutôt enchaînés l'un à l'autre par

une inflexible fatalité. Tous les maux de l'Irlande retombent sur l'Angleterre; tous les embarras de l'Angleterre ont leur source en Irlande. N'est-ce pas là encore une admirable leçon de justice?

Le crime de l'Angleterre envers l'Irlande, ce n'est pourtant pas d'avoir voulu réunir l'Irlande à son empire. Chaque peuple obéit à une loi naturelle en portant ses limites jusqu'où le demande sa sécurité. Il y a des conquêtes qui, malgré les violences passagères dont toute conquête est inévitablement souillée, sont moins une spoliation qu'un développement nécessaire et légitime. L'Angleterre ne pouvait pas, ne devait pas laisser son flanc ouvert à ses ennemis; Dieu lui avait donné le droit de s'assimiler l'Irlande et l'Écosse. Le crime de l'Angleterre, c'est d'avoir traité l'Irlande comme une proie au lieu d'en faire un membre de sa puissance; c'est d'avoir mieux aimé la dévorer que la soumettre et la gouverner; c'est de n'avoir cherché en Irlande que des richesses à piller, des domaines à confisquer, un peuple à fouler. Voilà la politique odieuse et cruelle dont l'Angleterre subit aujourd'hui les conséquences. Si l'Irlande n'est pas anglaise, c'est que l'Angleterre, pendant longtemps, n'a pas voulu qu'elle le fût. La politique des premiers rois qui conquirent l'Irlande s'appliqua à une seule chose, ne tendit qu'à un but : empêcher les seigneurs anglais établis et richement dotés en Irlande de devenir irlandais. Ils n'y ont que trop bien réussi. Mais aussi les Irlandais sont restés Irlandais; les deux peuples ne se sont pas mêlés; la haine des vaincus pour leurs maîtres, le mépris des vainqueurs pour leurs esclaves a maintenu entre les deux sangs une

barrière infranchissable. De là des révoltes perpétuelles punies par un redoublement de rigueurs et par de nouvelles confiscations; de là les plaies de la conquête primitive toujours entretenues et rafraîchies; de là cette antipathie réciproque et profonde qui a passé de génération en génération, s'exaspérant des griefs nouveaux de chaque siècle; de là aussi la misère incurable de l'Irlande, l'aristocratie et les riches ne considérant l'Irlande que comme un fonds à exploiter, et allant jouir de leurs revenus à Londres ou dans leurs maisons d'Angleterre. L'Irlande n'est une patrie que pour ceux qui n'y possèdent rien. Comment aujourd'hui fermer cette plaie envieillie, cette plaie de six siècles? Comment réconcilier l'Irlande avec la domination de l'Angleterre? Est-ce l'Angleterre qui cèdera? Est-ce l'Irlande qui deviendra anglaise? Ou bien l'Angleterre, usant de toute sa force, essaiera-t-elle une dernière fois d'accabler pour jamais l'Irlande?

Terrible problème dont il est impossible de prédire la solution! Ce qu'il faudrait faire, mon Dieu! on le voit bien. Mais ce qu'il faudrait faire est, en général, ce qu'on ne fait pas; ajoutons, pour être juste : ce qu'on ne peut pas faire. Ce que le salut de l'Irlande demanderait, le salut de l'Angleterre, ou du moins de sa constitution, ne permet peut-être pas de le tenter. Sans doute il est absurde que l'Irlande, qui n'a pas de pain à donner à plusieurs millions de ses habitants, l'Irlande, qui économise sur son nécessaire, sur son sang de quoi faire vivre ses prêtres et entretenir son culte, paye chèrement une Église étrangère qu'elle abhorre; il est absurde que des

évêques anglicans, pasteurs sans troupeau, aient des trois cent mille livres de revenus en domaines confisqués; il est absurde que le culte protestant, les universités protestantes, toute une hiérarchie de ministres protestants soient dotés de richesses scandaleuses aux dépens d'une population catholique qui les repousse. Quelle réforme plus raisonnable et plus simple en apparence que de supprimer l'Église anglicane en Irlande, ou de la réduire au moins à ce qu'exigent les besoins spirituels de la minorité protestante ? Oui, mais quel est le ministère, whig ou radical, qui osera jamais porter la proposition d'une pareille réforme, je ne dis pas devant la chambre des lords d'Angleterre, devant le banc des évêques, mais devant une chambre des communes anglaises? Que de préjugés, que de craintes légitimes ne soulèverait pas en Angleterre l'idée de porter un coup aussi rude au protestantisme et à l'Église nationale qui fait partie de la Constitution! Quelle humiliation de reculer devant le *papisme!* Quel encouragement donné à ceux qui, même en Angleterre, jettent des regards d'envie sur le riche établissement de l'Église anglicane!

Il faudrait, on le sent bien, trouver le moyen de rendre aux Irlandais leur sol et de faire revenir la propriété dans leurs mains, non pas sans doute en réparant l'injustice des confiscations passées par la dépossession non moins injuste des propriétaires actuels, mais en abolissant les lois qui maintiennent immobiles dans les mains d'un petit nombre de riches ces domaines sans bornes sur lesquels les laboureurs irlandais meurent de misère et de faim. Il faudrait abolir le droit d'aînesse, les substitutions, faciliter de

toutes les manières le partage et la transmission des biens ; c'est-à-dire qu'il faudrait détruire l'aristocratie en Irlande. L'aristocratie, M. de Beaumont le démontre, est aussi mauvaise en Irlande qu'elle est bonne en Angleterre. Elle est nationale en Angleterre ; en Irlande, c'est une étrangère détestée. Tant que les Irlandais, déshérités sur leur propre sol de toute propriété et de l'espoir même de devenir propriétaires, formeront une nation de mendiants à côté d'une petite tribu de riches qui dévorent tout, comment l'agitation de l'Irlande se calmera-t-elle? La plupart de ces grands propriétaires ne consomment pas même en Irlande ce qu'ils y prennent ; ils l'emportent en Angleterre. Avant d'arriver dans leurs mains, leurs revenus passent encore par celles d'une multitude d'agents d'affaires qui surchargent, qui écrasent le fermier irlandais pour grossir leurs profits. Le fermier accepte la terre à tout prix, car c'est dans la terre seule qu'il trouve le peu d'aliments misérables qui prolongent son existence et celle de sa famille amaigrie par le jeûne et affamée. Il faut à tout prix diviser la propriété pour former une classe moyenne en Irlande et arrêter le progrès effroyable et toujours croissant du paupérisme. Tous les moyens d'une espèce différente qu'on a essayés n'ont pas réussi, et M. de Beaumont n'établit que trop bien l'insuffisance des moyens qu'on pourrait tenter encore. Il faudrait donc demander la destruction légale de l'aristocratie irlandaise, mais à qui? A l'aristocratie anglaise, à un pays où l'on ne conçoit pas plus un gouvernement et une société sans aristocratie que sans magistrats et sans lois !

Pourquoi ne pas rompre une union violente, pire que l'état de guerre déclarée? Pourquoi ne pas rendre aux Irlandais leur parlement national en conservant à l'Angleterre sa suprématie? Pourquoi? Le voici. Le parlement de l'Irlande sera-t-il un vrai parlement, investi d'une indépendance réelle? Fera-t-il des lois pour l'Irlande sans le concours et sans l'approbation du parlement anglais? L'Irlande échappe à l'Angleterre; l'ouvrage de six siècles est anéanti; la suprématie de l'Angleterre n'est plus qu'un mot; l'Irlande n'est bientôt plus pour l'Angleterre qu'une voisine jalouse et peut-être une ennemie cruelle. Si le parlement de l'Irlande reste subordonné au parlement anglais, qui ne voit que l'Angleterre refusera de confirmer les lois qu'aujourd'hui elle refuserait de faire? Et cependant, l'Irlande se contentera-t-elle longtemps encore des timides réformes qu'elle peut espérer des whigs anglais, réformes que les torys, maîtres de la chambre des lords, ajournent d'année en année? Si l'on en vient à la violence, qui l'emportera? L'Angleterre est de beaucoup la plus forte, mais elle a la conscience du mal qu'elle a fait à l'Irlande, et après six siècles de tyrannie, les armes lui tombent des mains. Elle pourrait peut-être écraser l'Irlande; elle n'en a pas le courage. La justice pèse trop du côté des Irlandais opprimés, et compense leur infériorité sous d'autres rapports. C'est la belle et profonde remarque de M. de Beaumont. Les Irlandais, las d'attendre, essayeront-ils de réparer l'injustice par l'injustice, la confiscation par la confiscation, le mal par le mal? M. de Beaumont est bien loin de le leur conseiller. Il n'est pas de ces libéraux

et de ces amis de l'humanité, trop communs aujourd'hui, qui, dans leurs vœux, font toujours précéder leur âge d'innocence, d'égalité et de bonheur universel, par une période de crimes. Je répète avec plaisir les belles paroles de M. de Beaumont : « Je ne « suis pas de l'avis de ceux qui pensent que, pour « établir dans un pays l'ordre, la prospérité et « l'union, il faut commencer par égorger quelques « milliers de personnes, exiler ceux qu'on ne tue pas, « prendre les propriétés des riches, les donner aux « pauvres. Je repousse tout d'abord de pareils « moyens comme iniques et ne m'enquiers point s'ils « seraient nécessaires. Je crois, sans examen, qu'ils « ne sont pas nécessaires, parce qu'ils ne sont pas « justes et qu'ils sont atroces. Tel grand forfait sem-« ble hâter la liberté qui, après lui avoir imprimé « un élan d'un jour, l'arrête peut-être pour des « siècles; et alors même qu'il me serait prouvé « qu'une iniquité est avantageuse à la génération « présente, je ne croirais pas que celle-ci eût le droit « de charger les générations suivantes d'une infail-« lible expiation. »

Dieu seul a dans ses mains le secret de l'avenir de l'Irlande!

24 octobre 1839.

Je ne me dissimule pas que cet article n'est plus en rapport avec les faits actuels. En moins de vingt ans l'état de l'Irlande a changé. A force d'habileté, l'Angleterre a résolu le problème qui paraissait en 1839 presque insoluble. Mais l'ouvrage de M. de Beaumont n'en conserve pas moins sa valeur historique; tout y était vrai quand il a été publié, et c'est au même titre que j'ai cru devoir conserver cet article.

XXVI

MŒURS POLITIQUES AU XIXe SIÈCLE,

PAR M. ALEXIS DUMESNIL.

Un homme est venu au monde à l'une de ces époques de révolution où les peuples se retrempent dans le sang et dans l'anarchie, où la fureur des factions engendre l'héroïsme, où les hommes laissent de côté les petites passions et les petits intérêts de la vie vulgaire pour ne songer qu'à une seule chose, au triomphe de la cause qu'ils croient juste et bonne. Cet homme a pris une part active aux discordes de son pays; saisi de l'enthousiasme général, il s'est rangé du côté où il a vu l'honneur et la justice; il a défendu, le fer à la main, la religion de ses pères profanée, la famille de ses rois exilée ou mourant sur l'échafaud. Trompé, comme tant d'autres, par cette noble exaltation des partis, qui ressemble à de la vertu, il a cru sans doute que si ces fiers républicains l'emportaient, ils donneraient

du moins au monde de grands exemples d'héroïsme et d'austérité ; que si c'était la cause de la monarchie et de la religion qui triomphait, le vieil honneur chevaleresque, une piété pure et sincère, viendraient s'asseoir au pied du trône restauré.

Au lieu de cela, qu'a-t-il vu? Les peuples se lassent de verser leur propre sang; l'enthousiasme s'éteint à force de malheurs et de crimes; un moment arrive où le besoin de l'ordre et du repos se fait si vivement sentir, que personne ne veut même marchander sur le prix qu'il faudra y mettre; c'est l'heure des parvenus, des soldats heureux, de l'usurpation et du despotisme. Le trône se relève pour un grand capitaine. Croyez-vous qu'il manquera de courtisans? N'ayez pas peur, il y a là des républicains qui n'ont plus rien à faire dans les clubs et dans les émeutes; ils se décrassent, ils se peignent, ils se façonnent sous leurs habits dorés; ils parlent déjà très-bien le langage de la cour. Les voilà comtes, ducs, marquis; la métamorphose est complète et le peuple s'extasie d'admiration à les voir défiler dans leurs belles voitures. Las des fêtes républicaines, ce peuple court au sacre du nouveau souverain, et s'écrie dans sa joie, au milieu des gardes qui le refoulent, des plébéiens grands seigneurs qui l'écrasent : c'est comme autrefois! C'est encore plus beau qu'autrefois! ne s'apercevant pas que ce surcroît de pompe n'est rien qu'un surcroît de despotisme!

Premier désappointement pour l'homme désintéressé qui, vaincu avec son parti, n'a plus rien à faire qu'à observer ses anciens ennemis. Tout en les com-

battant, il les croyait sincères. Il leur prêtait volontiers les vertus de leurs opinions. Ces verseurs de sang ne lui semblaient pas faits pour s'humaniser sous la main d'un despote. Il se les représentait rudes, farouches, grossiers, et les voilà transformés, à l'exception d'un bien petit nombre, en courtisans parfaits. Des honneurs, des titres, de l'argent apprivoisent ces déclamateurs d'égalité. Que sera-ce, si du sein même du parti vaincu, du sein du parti chevaleresque et religieux, des transfuges, après avoir bien excité le pauvre peuple à se battre pour leur cause, passent dans la nouvelle cour, y reprennent leurs brillants costumes, y donnent le ton de la flatterie, et portent jusque dans la chaire chrétienne la servilité de leurs doctrines? Richesses, honneurs, ils auront tout. Qui rendra au paysan de la Vendée sa cabane et ses troupeaux? Mais voici qui est bien pis encore.

La vieille cause de la religion et de la royauté, tant de fois vaincue, presque oubliée dans un petit coin du monde, se relève tout à coup comme par miracle. Ah! sans doute, les leçons de l'expérience n'auront pas été perdues! La restauration de la royauté ne sera pas la restauration de l'esprit de cour, de l'esprit d'intrigue et d'avidité. La restauration de la religion ne sera pas la restauration des richesses et de l'ambition du clergé. Le clergé, dans l'exil ou dans l'oppression, doit avoir appris à vivre pauvre, humble, détaché de ce monde. Le temps et le malheur ont blanchi les cheveux de ces courtisans qui reviennent avec leur prince. Ils ne demanderont à leur patrie qu'un coin de terre pour leur tom-

beau. L'esprit de chevalerie et de loyauté va renaître. La royauté ne croira pas s'abaisser en ouvrant l'oreille aux conseils de ces fidèles serviteurs qui ont versé leur sang pour elle. Elle ménagera, elle honorera leur noble fierté. L'intrigue ne dévorera pas la récompense du dévouement.

Vous vous trompez ! l'épreuve de la victoire n'est pas plus honorable pour la monarchie que pour la république. Avec la vieille cour reparaissent les vieilles traditions de légèreté et d'intrigue. Chacun reprend sa place et ses petites passions, comme si rien n'était changé. Seulement le pays est surchargé des prétentions d'une double aristocratie, l'ancienne et la nouvelle. Et ces gentilshommes campagnards, ces paysans héroïques qui combattaient non pour la cour, mais pour la monarchie, non pour les prétentions théocratiques du clergé, mais pour la religion, quelle sera leur récompense? L'oubli, le mépris, la persécution peut-être ! Ils ont souffert, il est vrai, ils ont versé leur sang ; mais ils ne savent pas faire valoir leurs blessures ! Et puis ce sont des gens intraitables qui disent tout haut leur façon de penser ! Ils se plaignent qu'on les a trompés en leur mettant les armes à la main pour une cause qui n'était pas la leur, pour la cause des courtisans et des jésuites ! Ils cherchent la monarchie telle qu'ils se l'étaient représentée aux jours de leur enthousiasme, grande, généreuse, protectrice des intérêts et de la liberté de tous, et il n'y a presque de restauré que les abus de la cour de Louis XV et de Louis XVI ! nouveau et cruel désappointement pour l'homme de cœur qui voit ainsi périr l'une après l'autre toutes ses illu-

sions, et qui ne trouve plus où placer dans le monde les idées d'honneur et de vertu qu'il s'était faites !

Certes, si cet homme est un homme d'esprit, un écrivain vif et piquant, il ne gardera pas le silence. Sa probité sévère élèvera la voix pour flétrir l'intrigue et la bassesse dans tous les partis. Il démasquera l'ambitieux qui se cachait sous les guenilles du républicain, qui versait du sang pour acquérir du pouvoir et des richesses, et flattait le peuple parce qu'il n'y avait pas d'autre tyran à flatter. Son amère ironie fera justice de ces chevaliers de cour qui se tenaient étroitement enfermés chez eux au jour du danger, et n'en sont sortis que pour venir, au jour de la victoire, demander le prix des blessures qu'ils n'avaient pas reçues ! La sincérité de ses sentiments religieux lui donnera le droit de poursuivre sans pitié l'hypocrisie qui mendie la faveur et spécule sur la dévotion. Tombé du haut de toutes ses illusions, il ne voudra pas en souffrir chez les autres ; il ne croira guère à la vertu des hommes. Les grandes scènes de ce monde ne lui paraîtront qu'un spectacle donné au sage par la Providence pour le faire rentrer en lui-même, et lui apprendre à placer ses espérances ailleurs qu'ici-bas. On l'appellera misanthrope, et, à quelques égards, on aura raison. Car, désenchanté comme il l'est de la vie par tout ce qu'il a vu et souffert, il sera bien difficile qu'il ne porte pas quelquefois trop loin la sévérité de ses jugements.

Tel me semble être l'esprit sous l'influence duquel M. Alexis Dumenil a écrit son piquant ouvrage des

Mœurs politiques au XIXe *siècle*. On y sent un homme qui a eu de vives passions et qui en a reconnu la vanité, de nobles espérances et qui en est désabusé ; un homme d'honneur et d'austère probité qui, vingt fois, a rencontré la bassesse et l'intrigue là où il attendait la loyauté, la franchise, le désintéressement. M. Alexis Dumesnil a écrit en faveur de la religion dans un temps où il y avait du mérite à le faire ; et M. Alexis Dumesnil a été accusé d'irréligion parce qu'il avait le malheur de penser des jésuites ce qu'en ont pensé les hommes vraiment pieux de tous les temps ! M. Alexis Dumesnil a combattu pour la cause royale, mais la franchise de ses conseils a déplu ; ceux qui avaient versé leur sang n'ont pas même eu pour récompense le droit de dire impunément la vérité ; la froideur, la disgrâce, la persécution ont accueilli un langage trop sincère. M. Alexis Dumesnil a vu de près les hommes dans ces temps de révolution où tout ce qu'ils ont de bon ou de mauvais, de grand ou de petit, d'héroïque ou de fou, se développe en pleine liberté ; en quarante ans, il a été témoin à peu près de tout ce que peut la fortune en ce monde ; c'est presque l'histoire universelle que l'histoire de nos quarante ans de révolution ; vertus sublimes, crimes affreux, enthousiasme de liberté, patience incroyable de servitude, folies des rois, folies des peuples, chute et restauration de trônes, conquêtes et humiliation du peuple conquérant, rien n'y manque. Comment ne pas pardonner à ceux qui ont assisté à toutes les scènes de ce grand drame, qui ont tant espéré, tant souffert, et qui se sont vus si souvent trompés dans leurs espérances?

comment ne pas leur pardonner, s'ils se défient de l'avenir de l'espèce humaine et n'attendent guère pour elle que le retour des mêmes fautes et des mêmes malheurs?

Pour l'homme arrivé à ce terme il n'y a plus qu'un plaisir tout philosophique, celui de se séparer du monde et de le juger en spectateur désintéressé. Les passions de la multitude, les vicissitudes de la fortune ne le touchent plus que comme des enseignements dont il profite pour mépriser les premières et braver les secondes. C'est de ce point de vue élevé que M. Alexis Dumesnil examine les hommes et les choses, le passé et le présent, juge sévère, inexorable pour la bassesse et la cupidité, la sottise et l'ignorance; juge équitable pour ses ennemis lorsqu'il trouve en eux de la grandeur et de la force d'âme. Le philosophe s'indigne, ou rit amèrement de nos folies; l'homme s'attendrit de nos malheurs et revient sur lui-même, sur ses espérances de bonheur détruites, sur ses amis qui ne sont plus, sur cette vieille société française dont il a vu les débris, encore pleins d'élégance et de noblesse, emportés par le torrent des révolutions. « En d'autres temps, « s'écrie-t-il avec une tristesse éloquente, nos pères, « rassasiés de jouir, pouvaient compter à leur table « les vieux compagnons de leur jeunesse, et couron- « ner une longue vie des doux épanchements de l'a- « mitié; ils pouvaient ensemble charmer les ennuis « de l'âge et chaque jour resserrer des nœuds formés « dès le berceau. Le ciel ne fit point pour nous de si « douces joies. Je ne saurais penser à un ancien ami « que son ombre aussitôt ne se lève du champ de

« bataille, triste et sanglante, ou que sa tête ne « m'apparaisse roulant sur un échafaud. Ils furent « emportés dans la tempête, et le silence a commencé « dès lors à se faire autour de moi. A qui donc parle- « rai-je, dans ma vieillesse, des heureux souvenirs « du premier âge, des innocentes joies et des légers « chagrins de l'enfance, d'une malice d'écolier ou « d'une récréation turbulente? »

On sent combien un homme d'esprit, un observateur attentif, un philosophe qui a vécu mêlé à toutes les passions et à tous les orages de notre temps, doit avoir de choses à dire! Quelles révélations piquantes il peut nous faire sur ces gens qui, depuis quarante ans, jouent un rôle dans toutes nos révolutions politiques! Ce n'est pas à lui qu'on en imposera par des conversions subites, par des airs sérieux et pédantesques! Prenez garde, ne lui parlez pas de votre vieil amour pour la liberté, de votre dévouement d'ancienne date à la monarchie et à la religion, au trône et à l'autel! Il vous connaît, et il est homme, dans sa vertueuse indignation, à ne vous pas garder le secret. « Peu m'importent, dira-t-il avec une fran- « chise effrayante, vos cordons et vos dignités, vos « dévotes homélies, vos promenades sous le dais, vos « hautes épaules et vos froncements de sourcils; ne « vous ai-je pas vus, comme les autres, fredonner un « air de vaudeville, rire à gorge déployée, courir le « soir la grisette, et souvent emprunter de l'argent « que vous ne rendiez pas toujours? » Ailleurs M. Dumesnil peint, et toujours avec la même verve d'esprit et de style, ce singulier résultat de dix révolutions croulant, en peu d'années, les unes sur les

autres, qui fait que des hommes de tous les partis, oppresseurs et opprimés, se trouvent un beau jour réunis ensemble dans le même salon et causent amicalement sur le pied de l'égalité : « Dans la société vous ren« contrez à toute heure, et comme simple particulier, « l'homme qui naguère encore disposait de votre « vie, celui qui conseillait votre perte ou celui qui « vous sauva de l'échafaud. Vous pouvez même en « échangeant une prise de tabac, causer familière« ment de l'interrogatoire qu'on vous fit subir, et des « piéges que l'on vous tendait. »

Le livre de M. Dumesnil, pour le juger en un mot, est le résumé de tout ce que l'auteur a ressenti depuis quarante ans, un dernier regard jeté sur sa vie passée, regard triste et sévère. C'est un mélange d'anecdotes racontées d'une manière fort piquante, de réflexions philosophiques empreintes d'amertume ou de mélancolie, de conseils parfois un peu durs et un peu décourageants pour la génération qui commence. M. Dumesnil excelle à peindre la vie aventureuse des proscrits de la révolution, toujours à la veille de l'échafaud, et, au milieu de tant de périls, conservant les grâces et la gaieté française. Peu s'en faut que l'auteur lui-même ne regrette ces heures passées dans quelque château hospitalier, tout assiégé d'espions et de soldats. « Ce qu'on ne peindra jamais, « dit-il, c'est la douce paix qui régnait au fond de « ces demeures solitaires, tandis que la proscription « planait à l'entour. Quelles tendres émotions ! Quels « délicieux épanchements ! lorsque, dans les longues « soirées d'hiver, resserrant le cercle autour du foyer « domestique, hôtes et proscrits discouraient en-

« semble de leurs craintes ou de leurs espérances.
« On parlait de la mort, mais on en parlait sans « crainte, et l'esprit tourna plus d'une fois en amu- « sements les précautions même que l'on apportait à « sauver sa tête. Tantôt c'était un prêtre en habit « de soldat, et tantôt quelque ancien officier général « portant une blouse et des sabots ; on leur faisait de « légères plaisanteries, on se quittait en riant, et « quelquefois pour ne se revoir plus ! »

J'ai cité plusieurs passages du livre de M. Dumesnil. C'est assez faire l'éloge de son style vif et concis, de sa manière spirituelle et incisive. M. Dumesnil d'ailleurs s'est assez fait connaître déjà par le mérite de ses précédents ouvrages. Celui-ci est assurément un des plus piquants que l'on puisse lire. Ce qui ajoute à son intérêt, c'est qu'il était terminé avant la révolution de juillet, et que M. Dumesnil le publie tel qu'il l'avait écrit, sans y rien ajouter, sans en rien retrancher. Comme tous les hommes éclairés, M. Dumesnil prévoyait les orages qui allaient éclater contre le trône d'un prince trompé par ceux qui l'entouraient. Si son livre eût paru quelques mois plus tôt, avec quelle fureur les exclusifs amis du trône et de l'autel ne lui eussent-ils pas reproché ses sévères conseils, ses sinistres prédictions ! Car c'est l'usage ; on accuse ceux qui montrent le mal, de le faire, et la sincérité devient trahison aux yeux de qui ne veut pas voir la vérité. Aujourd'hui, il faudra bien reconnaître qu'on aurait plus gagné à écouter les remontrances, même un peu dures, des hommes comme M. Dumesnil, qu'à s'irriter et à frapper la terre du pied comme des enfants mutins et colères ! Bon

Dieu! que le temps est un grand maître, et qu'il remet bien chacun à sa place!

Je n'ai plus qu'un mot à dire. Je ne saurais terminer cet article sans protester contre quelques-uns des jugements de M. Dumesnil dont la rigueur, je l'avoue, me scandalise. M. Dumesnil dira que je suis *doctrinaire*; je ne sais; cela cependant pourrait bien être à quelques égards; car je ne partage pas non plus toutes les doctrines philosophiques de M. Dumesnil, et j'avais besoin de le dire. J'espère mieux que lui de mon siècle, de ma génération, de l'humanité. Je ne pense pas que l'homme travaille, souffre, verse son sang pour tourner éternellement dans le même cercle d'erreurs et de calamités. Non, la Providence ne se joue pas à ce point de l'homme! Non, les grandes révolutions de ce monde ne sont pas seulement un spectacle, une leçon de sagesse donnée à quelques âmes choisies pour leur apprendre la vanité des grandeurs, de la fortune et de la gloire! Au milieu de ces terribles commotions, l'œuvre de la civilisation avance; les générations qui se succèdent sur cette terre se lient les unes aux autres et travaillent pour le bien commun de l'humanité; nos pères ont profité des souffrances de leurs aïeux; nous profitons des souffrances de nos pères; nos fils profiteront des nôtres; l'humanité, dans son existence successive, ne fait qu'un. C'est là une illusion de jeune homme, direz-vous? Soit! Mais je veux en faire l'expérience par moi-même; je la pousserai jusqu'au bout, sauf, s'il le faut, à reconnaître un jour avec douleur que je me suis trompé.

2 novembre 1830.

TROISIÈME PARTIE

HISTOIRE

HISTOIRE

I

COURS D'ÉTUDES HISTORIQUES,

PAR M. DAUNOU.

Pendant onze ans, de 1819 à 1830, M. Daunou a professé l'histoire au Collége de France. Il lisait ses leçons, écrites toutes avec ce soin, cette pureté, cette exactitude qui sont les qualités excellentes de son style. La jeunesse suivait en foule le cours du savant professeur. Les opinions libérales de M. Daunou étaient bien, je le crois, pour quelque chose dans cet empressement. Le lendemain d'une séance de la Chambre des députés, si M. Daunou avait combattu quelque projet du ministère, les applaudissements redoublaient, et le professeur ne paraissait pas insensible à ces marques d'une popularité qu'il avait su, d'ailleurs, mépriser dans des occasions plus difficiles. Quoi qu'il en soit, la tempête des applaudissements passée, M. Daunou reprenait ses graves entretiens sur l'histoire, et profitait de la faveur que ses

opinions lui donnaient auprès de la jeunesse pour semer parmi elle, avec une instruction puisée aux meilleures sources de l'antiquité, les plus pures maximes de la morale et de la philosophie politique. Je crois le voir encore, calme dans sa chaire, mais les yeux ardents, lisant son manuscrit avec la rapidité d'un homme qui a peur de dérober une minute à l'étude, et ayant dans la monotonie même de ses inflexions, je ne sais quoi de tranquille et de résolu qui représentait bien la constance et la probité antiques. L'ordre, la méthode, une espèce de rigueur mathématique qu'il aurait voulu transporter dans les sciences morales, caractérisaient habituellement son style et ses pensées ; l'ironie voltairienne s'y laissait quelquefois entrevoir, toujours sérieuse cependant et morale dans son but ; il s'échauffait rarement, si ce n'est pour flétrir l'esprit de conquête et de despotisme. Alors le vieux républicain chassé de la tribune par les baïonnettes du 18 brumaire retrouvait des accents de colère admirables !

Au surplus M. Daunou, et c'est en cela principalement que je l'honore, ne pardonnait à aucuns crimes, pas plus à ceux de la licence populaire qu'à ceux du despotisme. Lui, tout rempli de la lecture des écrivains de l'antiquité et des grandes images de la Grèce et de Rome, il savait discerner ce que ces anciens peuples ont eu de faux dans leurs vertus. Il condamnait sans hésiter la sauvage inflexibilité de Brutus livrant lui-même ses fils au bourreau. Je l'entends encore s'écrier à cet endroit de l'histoire de Rome : *Rien de plus républicain que l'humanité!* Noble protestation de l'ancien conventionnel contre

des crimes qu'il n'avait pas partagés ! Et nous applaudissions tous ! Temps heureux ! temps où les plus ardents amis de la liberté ne l'imaginaient qu'escortée de modération, de justice et de douceur ! J'ai relu cette partie du cours de M. Daunou, et ces leçons que j'avais entendues sur la morale de l'histoire ; vingt ans nous séparent de l'époque où elles ont été prononcées ; je n'ai pas à regretter un seul des applaudissements que je leur ai donnés !

Ainsi se faisait leçon à leçon, mais sous la direction d'une méthode sûre et d'une science acquise longtemps d'avance, le vaste ouvrage qu'on publie aujourd'hui. M. Daunou n'avait pas besoin, comme trop de professeurs, hélas ! d'apprendre son thème jour par jour ; il n'apportait pas à ses auditeurs le résultat embarrassé de réflexions et d'études faites la veille et à la hâte ; ses leçons sortaient, pour ainsi dire, avec abondance de la plénitude de son savoir. L'ancien oratorien s'unissait admirablement en lui au philosophe. Surtout il était à son aise dans le champ de l'antiquité, avec ses vieux et familiers amis, Polybe et Tite-Live, Thucydide et Tacite ; sa raison sympathisait profondément avec leur raison ; leur philosophie était la sienne ; il était républicain à leur manière ; il ne goûtait, j'allais dire il ne comprenait que leur éloquence simple, lucide, nerveuse. Homme du dix-huitième siècle à l'égard de la foi, son âme forte et pure avait eu besoin de se réfugier dans la stoïque morale des plus vertueux et des plus éclairés du paganisme, et de se faire du devoir une religion. Toujours respectueux pour le christianisme,

on sentait néanmoins qu'il ne l'aimait pas, ne fût-ce qu'à la manière péremptoire dont il le mettait poliment hors de la critique et de l'examen ; toute exaltation, toute croyance qui ne s'analyse pas, tout fait qui dépasse la mesure de l'observation scientifique importunaient le philosophe ; il les renvoyait immédiatement au pays des chimères. Esprit juste et probe avant tout, M. Daunou savait pourtant rendre un éclatant hommage à des vertus fondées sur d'autres principes que les siens ; le froc de saint Bernard ne l'empêchait pas de voir le grand homme dans le moine, le saint dans le prédicateur des croisades ; je doute toutefois que M. Daunou eût jamais consenti à pardonner au christianisme la malheureuse coïncidence qui range sous la même date le triomphe de la foi et l'invasion de l'ignorance et de la barbarie. Peut-être portait-il trop haut le prix des lettres, des arts et de la philosophie ; peut-être réduisait-il trop l'homme à la raison pure et à la science ; peut-être aussi se souvenait-il avec trop d'amertume du joug que dans sa jeunesse on lui avait imposé au nom de la religion ; ce qu'il y a de sûr, c'est que, pour respirer librement, il avait besoin de toucher le sol de l'antiquité, ce sol lumineux, cette patrie des âmes fortes et maîtresses d'elles-mêmes. Membre de l'Oratoire, M. Daunou n'avait eu de société intime et de cœur qu'avec les anciens ; homme politique, conventionnel, législateur de l'an IV, c'était encore aux anciens que M. Daunou avait emprunté ses idées, ses espérances, son courage ; professeur, moraliste, historien, il suivait leurs leçons, il s'inspirait de leur génie ; dans la con-

versation même, les noms d'Hérodote ou de Cicéron, prononcés tout à coup, éveillaient son âme et en faisaient jaillir des traits d'éloquence.

On comprend qu'un cours ainsi fait pouvait bien aisément devenir un excellent livre. Aussi, dès 1824, M. Daunou avait-il songé à publier ses leçons ; déjà même le premier volume était imprimé, lorsque tout à coup, sans qu'on sache trop pourquoi, M. Daunou changea de pensée et condamna le volume à rester enfoui dans les magasins de l'imprimeur. Il n'a reparu qu'après la mort de son auteur ; c'est le premier de la publication actuelle ; il est difficile, en le lisant, de deviner les causes de la longue séquestration qu'il a subie. Mais le cours n'en continuait pas moins ; jusqu'en 1830, M. Daunou n'a pas interrompu ses leçons ; on les a retrouvées toutes après sa mort, et l'on a pu donner au public ce grand ouvrage dont la perte aurait été un inappréciable malheur. Il est fâcheux sans doute que M. Daunon n'en ait pas été lui-même l'éditeur. Je ne pense pas toutefois qu'il y eût fait beaucoup de changements. Je vois bien que dans le premier volume, imprimé sous ses yeux, les leçons ont été transformées en chapitres ; je ne sais s'il ne vaut pas mieux que l'ouvrage, ayant été fait pour être lu en public, garde son véritable caractère, celui d'un cours qui ne peut jamais être trop développé et trop clair. M. Taillandier, au surplus, n'avait pas le choix. Ami de M. Daunou, et exécuteur de ses dernières volontés, il a dû se borner à faire imprimer *identiquement* les manuscrits tels qu'il les a trouvés. C'est la loi que, par une clause de son testament, M. Daunou a imposée à ses éditeurs.

Exposer les règles de la critique et ramener, s'il est possible, l'histoire à la certitude des sciences exactes, tel est l'objet que M. Daunou se propose dans le premier des six volumes jusqu'à présent publiés. Dans ce but, il examine les sources auxquelles on peut puiser la vérité historique. Traditions plus ou moins anciennes, annales contemporaines, corps d'histoire rédigé après l'événement, mémoires, archives, médailles, inscriptions, journaux, valeur des témoignages selon le nombre, le caractère, l'autorité des témoins, rien n'échappe à la lumineuse critique du savant, et quelquefois peut-être à l'ombrageux scepticisme du philosophe ; tout est pesé dans une rigoureuse balance. Reste à savoir si cette critique atteint son but, et si l'histoire, passée à ce crible, acquerrait la certitude, je dis le genre de certitude que comporte une démonstration mathématique ! Pour mon compte j'en doute, même après avoir lu ce volume, chef-d'œuvre d'analyse et de sagacité. J'arriverais plutôt, je le confesse, à une conclusion toute contraire à celle de M. Daunou. Aux qualités qu'il exige d'un historien, aux conditions qu'il met à la vérification d'un fait, et, ce qui est bien plus effrayant encore, à l'esprit de critique qu'il faudrait que tout lecteur possédât pour apprécier la valeur de chaque fait et le degré d'autorité de chaque témoignage, je désespérerais volontiers de l'histoire et des études historiques, si je ne croyais d'ailleurs qu'il y a pour l'histoire, comme pour la morale et la philosophie, une certitude très-suffisante, quoique cette certitude n'ait pas le caractère d'évidence absolue qui n'appartient qu'aux sciences mathématiques.

Laissons les géomètres et les algébristes faire du pyrrhonisme sur l'histoire ; n'ayons pas l'air de leur donner gain de cause en leur empruntant une méthode que nous serions obligés d'abandonner à chaque instant ; l'histoire n'est pas vraie comme un axiome, non ! ni un fait passé certain comme un fait d'anatomie ou de physique, qu'avec de bons yeux ou de bonnes lunettes on peut revoir à chaque minute ; l'histoire n'aura jamais que la vérité d'un souvenir ; cela n'a pas empêché jusqu'ici et n'empêchera pas davantage à l'avenir le genre humain d'avoir foi en elle, et de préférer les pages immortelles de Thucydide et de Tacite à tous les A plus B du monde.

Le second volume se divise en deux parties, l'une consacrée à exposer ce que M. Daunou appelle *les usages de l'histoire*, l'autre qui contient un tableau rapide des progrès de la science géographique depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours. Je remarque, en passant, que M. Daunou n'a pas voulu se servir d'un terme fort à la mode aujourd'hui, celui de *philosophie de l'histoire*, pensant, j'imagine, qu'on en a horriblement abusé, et que sous ce mot de philosophie de l'histoire, qui semblerait vouloir dire la raison, la droite et sévère raison appliquée à l'histoire, il n'y a pas de romans et de systèmes arbitraires qui ne se soient produits avec un air scientifique. Voilà un de ces crimes que M. Daunou ne pardonnait pas à notre siècle. Corrompre la philosophie et l'histoire en faisant un monstrueux amalgame de faits dénaturés et d'hypothèses chimériques, c'était à ses yeux un double sacrilége. Ne pouvant faire plus, il a proscrit le terme comme souillé par un usage impur ;

il a mieux aimé en inventer un nouveau, qui a d'ailleurs le mérite d'être plus modeste et peut-être plus clair, et son traité *des usages de l'histoire* n'en est pas moins, si j'ose reprendre le mot qu'il a honteusement chassé, une excellente philosophie historique. Pour moi, ce terme ne signifie qu'une chose : les leçons de morale et de politique que l'observation tire de l'histoire. C'est la philosophie des historiens de l'antiquité : ils n'en ont pas connu d'autre ; ils se sont gardés avec soin de l'esprit de système ; sans prétendre écarter d'une main téméraire le voile que la Providence a jeté sur le but final du monde, ils se sont contentés de faire pénétrer la lumière dans les derniers replis du cœur humain : aussi, étant toujours vrais, ils vivront éternellement !

Après la géographie, M. Daunou aborde la chronologie, qu'il discute en détail dans les trois derniers volumes qui ont paru. Le prochain volume contiendra un Traité de la manière d'écrire l'histoire, et le reste de l'ouvrage sera rempli par l'exposé des faits, c'est-à-dire par l'analyse de tous les documents historiques que l'antiquité nous a laissés. Le simple exposé de ce vaste plan n'en dit-il pas plus que tous les éloges du monde sur le mérite du dernier ouvrage légué aux lettres et à la science par M. Daunou ? Il ne m'appartient pas de juger un homme que les plus savants eux-mêmes reconnaissaient pour leur maître et pour leur juge. Ce que je puis dire, c'est que depuis Rollin il n'a pas paru en France un corps d'ouvrage aussi complet sur l'histoire de l'antiquité. Rollin et M. Daunou ! Je sais quel abîme sépare les deux noms que je rapproche. Entre

eux il y a tout un siècle de philosophie et une immense révolution! Rollin, c'est la foi naïve, c'est la croyance aimable aux fables mêmes de l'antiquité, quand ces fables ont un sens moral et qu'elles sont parées d'éloquence et de poésie. M. Daunou, c'est la raison austère jusqu'à l'excès, peut-être; c'est un scepticisme savant et méthodique. Rollin, c'est l'expression pure des écrivains de l'antiquité; Rollin est républicain avec Tite-Live, sans songer à mal. Il admire ses modèles, il les traduit avec une fidélité pleine de bonhomie; il ne s'arrête pour les gronder doucement que lorsqu'ils ne sont pas assez chrétiens, j'allais dire assez jansénistes; il amène, tout au début de son histoire des Perses et des Égyptiens, un beau Mandement de Monseigneur l'archevêque de Paris, et il le cite en entier. L'admiration de M. Daunou pour les anciens a quelque chose de plus ardent, et, si l'expression n'est pas trop forte, de révolutionnaire. Il les aime comme les éternels maîtres de la raison et de la liberté, comme les vengeurs des droits de l'homme! Son enthousiasme n'est pas un enthousiasme d'école, mais une passion politique. On dirait que le bon Rollin a écrit pour un siècle d'innocence; son livre plaira toujours, précisément parce qu'il a cru le faire pour des enfants. M. Daunou a parlé, a écrit pour des hommes, pour des hommes mûris par l'expérience des révolutions. Il arrache le voile de l'histoire; il la veut sévère pour elle-même et sévère pour les autres, ne s'amusant jamais à conter des fables, ne se laissant éblouir ni par la gloire ni par la grandeur. Le vrai que cherche M. Daunou est le vrai absolu, le

vrai mathématique. Le vrai de Rollin, est celui qui émeut, qui touche le cœur, et auquel on ne songe guère à demander d'où il vient. La différence est non moins grande entre les styles. On connaît la grâce de Rollin, sa manière douce et simple, cette narration qui semble couler comme un beau fleuve. Le style de M. Daunou est d'une correction savante et d'une pureté admirable. Dans un temps de corruption comme le nôtre, c'est un modèle. On n'y trouverait pas un néologisme, pas une forme hasardée, mais aussi on y trouve trop peu de ces expressions qui peignent, et la simple propriété des termes ne suffit pas pour donner au style cet éclat qui fait reluire la pensée. Les histoires de Rollin resteront comme un monument de notre littérature ; dans l'ouvrage de M. Daunou, les hommes de notre temps auront à étudier moins encore l'histoire que la manière de l'apprendre et de s'en servir.

Au moins, si j'en juge par ma propre expérience, suis-je sûr de ceci : c'est qu'il est impossible de lire M. Daunou sans être saisi d'un violent amour de l'étude, sans ressentir quelque chose de sa noble passion pour la vérité, pour les graves et austères travaux, pour les sublimes modèles de l'antiquité. Sceptique en toute autre chose, M. Daunou ne l'est jamais quand il s'agit de la morale et du devoir. Son langage devient alors plus éloquent et plus persuasif, parce qu'il est l'expression même de son âme. Les événements ont fait jouer à M. Daunou un rôle politique très-honorable ; il ne faut pas oublier qu'avant même le Consulat, qui ne rétablit l'ordre qu'en étouffant la liberté, quelques hommes courageux

avaient essayé de concilier la liberté avec l'ordre, et à leur tête se place l'auteur principal de la Constitution de l'an IV, M. Daunou ! Je doute toutefois que M. Daunou fût propre à gouverner les hommes; il savait combattre leurs passions, il ne savait pas les diriger. Mais à côté de la politique d'action, toujours plus ou moins mêlée de bien et de mal, il y a la philosophie politique, qui rend d'immenses services à l'humanité, en forçant la politique qui gouverne à s'épurer chaque jour davantage et à faire de continuels efforts pour se rapprocher du modèle que la raison lui met sous les yeux. M. Daunou était l'homme de cette philosophie politique ; il l'expose admirablement ; il avait été persécuté pour elle ; il lui est resté fidèle jusqu'au dernier soupir ; il n'y a pas un mot dans son ouvrage qui ne fasse aimer la liberté, la justice, le droit, et qui ne soit propre à élever l'âme en éclairant l'esprit.

La vie et les ouvrages de M. Daunou ne font qu'un. Jamais homme n'a calqué plus scrupuleusement ses actions sur ses principes. Le monde convenait peu à la rigidité de ses opinions. Ne pouvant faire le bien comme il l'entendait, il ne lui restait qu'un parti à prendre : celui de rompre avec les affaires. Je ne présente pas cette austérité, qui exige tout ou rien, comme un modèle absolu : pour trop de gens ce serait l'excuse de l'impuissance ou de la paresse. Mais j'aime cette retraite philosophique et savante de M. Daunou ; j'aime cette vie modeste et laborieuse de l'oratorien qui revient, pour ainsi dire, à son couvent, après avoir essuyé en homme de cœur les orages et les déceptions de la politique. Par ses ou-

vrages, M. Daunou s'est largement acquitté de sa dette envers la société. Son nom demeurera comme un des plus purs de nos temps d'agitation ; son souvenir vivra dans le cœur de ses plus humbles disciples. Il a honoré la science, et la science le placera à côté des Fréret et des Mabillon, de ces hommes rares qui ont su allier à la vaste érudition le grand art d'écrire et d'enseigner. Plusieurs notices biographiques ont été faites sur M. Daunou. Celle de M. Taillandier est la plus complète : elle est pleine d'intérêt. M. Guérard s'est particulièrement attaché à faire ressortir les travaux et la vie littéraires de M. Daunou ; et la notice de M. Victor Leclerc, mise à la tête du vingtième volume de l'*Histoire littéraire de la France*, est un juste hommage rendu au digne continuateur des bénédictins, des bénédictins libres et philosophes.

29 novembre 1843.

II

SALLUSTE

TRADUIT PAR M. GOMONT.

Salluste a été traduit cent fois dans notre langue. Il ne l'a pas été jusqu'ici avec cette supériorité qui ferme la carrière. L'entreprise du nouveau traducteur, M. Gomont, est donc hardie ; elle n'est pas téméraire. Il a eu à lutter avec l'un des écrivains les plus concis et les plus nerveux de l'antiquité, lutte dans laquelle il est toujours permis de ne réussir qu'à moitié ; il n'a pas eu à faire oublier une traduction antérieure, classée dans le nombre de celles que l'on peut considérer comme définitives. Nous en avons très-peu de ce genre. Les *Lettres de Pline le Jeune*, par exemple, appartiennent à Sacy. On réimprime sa traduction, on ne la refait pas. Je ne conseillerais à personne de traduire les œuvres de Sénèque le Philosophe après Lagrange, ou même les lettres de Cicéron à Atticus et ses lettres familières

après l'abbé Mongaulu et l'abbé Prévost, malgré les fautes nombreuses qu'une critique exacte peut relever dans ces versions. M. Villemain a mis le sceau de son style sur les fragments qui nous restent de la *République* de Cicéron. Je pourrais citer encore parmi les traductions qui ont à peu près atteint le but, celle du traité de Cicéron de l'Orateur, *de Oratore*, par M. Gaillard, la traduction du *Panégyrique de Trajan* par M. Burnouf, quelques essais savants et heureux de M. Victor Leclerc, et les morceaux extraits de Pline l'Ancien par M. Guéroult, le modèle du genre, la traduction la plus achevée que nous possédions, la seule peut-être qui n'ait rien laissé à faire après elle.

Naturellement les bonnes traductions en vers sont encore plus rares. On a beaucoup critiqué celle des *Géorgiques* de Virgile, par l'abbé Delille. Cela ne l'empêche pas d'être au nombre des ouvrages les plus agréables de notre langue. Je ne pense pas non plus qu'on fasse mieux que Saint-Ange dans sa traduction en vers des *Métamorphoses* d'Ovide, ou que M. de Pongerville dans sa traduction de Lucrèce. Qui n'a pas traduit Horace ? M. Daru est encore, de tant de milliers de traducteurs, celui qui a lié le plus solidement son nom au nom populaire du poëte latin. Il est vrai que M. Daru a tout traduit. Sa traduction des satires et des épîtres est la partie la plus estimée de son œuvre. Les odes ont été rendues avec plus de succès par M. de Wailly, le chef d'une famille chère à l'Université, et par M. Anquetil, censeur actuel du lycée de Versailles. Mais Horace sera toujours à traduire. Je le dis pour la consolation des générations à

venir qui voudront certainement tenter aussi l'aventure. On aime Horace, on le sait par cœur. On ne veut pas mourir sans lui avoir fait l'hommage d'une petite traduction en vers ou en prose. C'est l'inévitable péché de quiconque sait deux mots de latin. Combien de gens sont morts en paix, convaincus qu'ils avaient traduit Horace!

Parmi les historiens, c'est Tacite qui a tenté le plus de jouteurs, Tacite, que Racine, dans sa préface de *Britannicus*, appelle *le plus grand peintre de l'antiquité*. L'entreprise était rude. Aussi de grands écrivains eux-mêmes y ont-ils échoué. On ne se souvient guère des essais malheureux de d'Alembert et de J.-J. Rousseau. La traduction de M. Dureau de La Malle, au contraire, s'est soutenue. Elle survit encore et marche de pair avec une traduction plus récente, celle de M. Burnouf. M. Burnouf est plus exact et reproduit plus fidèlement le texte original ; M. Dureau de La Malle est plus élégant. Ces deux traductions réunies en valent presque une bonne. Le dirai-je ? j'aimerais mieux traduire Tacite, malgré sa concision quelquefois obscure et son expression profonde, que ces auteurs plus faciles en apparence dont le style coule comme les eaux pures d'un beau fleuve, Tite-Live, par exemple. Lisez Cicéron. C'est la clarté même, là où le temps n'a pas corrompu le texte. On croit lire du français. Prenez la plume et essayez de traduire. Chaque expression, par sa propriété même et par son choix, résiste au pauvre traducteur et lui livre un combat à mort. Vous sentez bientôt que Cicéron seul aurait pu traduire Cicéron. Les deux Pline ont trouvé de bons traducteurs ; Tacite en a eu de

passables ; Tite-Live en attend encore un. Malgré mon admiration pour Salluste, je le crois aussi plus facile à traduire que Cicéron ou Tite-Live. Son art est plus sensible. Son expression a plus de relief. Il touche presque à la déclamation quelquefois : Dieu me pardonne ce blasphème ! Ce qui se traduit le moins, c'est le naturel et la simplicité. M. Dureau de La Malle, que je nommais tout à l'heure, heureux déjà dans sa traduction de Tacite, s'est essayé aussi sur Salluste, et, sans arriver à cette perfection qui décourage d'une autre tentative, a obtenu un succès mérité. Sa traduction a fait oublier celles de Beauzée et du Père Dotteville. Je ne parle pas de la version du président de Brosses. Traducteur malhabile, c'est en rétablissant la grande histoire de Salluste à l'aide du petit nombre de fragments qui nous en restent que le président de Brosses s'est immortalisé. Salluste a encore été traduit de notre temps par M. Durozoir et par M. Damas-Hinard. M. Gomont arrive enfin à son tour. Sera-t-il le dernier ?

Franchement je ne le crois pas ; je ne pense pas même que M. Gomont rende la pareille à M. Dureau de La Malle, et qu'il le chasse des bibliothèques comme M. Dureau de La Malle en avait à peu près chassé Dotteville et Beauzée. La traduction de M. Gomont n'en est pas moins un travail estimable. Partout où je l'ai consultée, le sens m'a paru bien saisi et l'expression rendue avec assez de bonheur. Je dis *partout où je l'ai consultée* ; car, je dois en faire l'aveu, quand j'ai sous les yeux le texte original à côté de la traduction, je lis l'original, et ce n'est qu'à

grand'peine, par un effort violent de conscience, que je me reporte de temps en temps sur la traduction. M. Gomont ne s'en offensera pas. Le miracle serait trop grand si, ayant à choisir entre Salluste et M. Gomont, j'avais donné la préférence à M. Gomont. Je ne dirai donc pas que M. Gomont a fait passer Salluste dans notre langue. C'est une phrase d'autrefois, de ce temps naïf où un brave professeur de quatrième osait se flatter non-seulement d'approcher de ses modèles, mais de les égaler et de les surpasser quelquefois. Le traducteur est arrivé au comble de son art quand avec un ouvrage du premier ordre il a réussi à faire quelque chose qui se supporte, qu'on lit et qui dure. Il n'est pas même nécessaire qu'une traduction subsiste un siècle ou deux pour payer le traducteur de sa peine. Il suffit qu'elle soit utile au moment où elle paraît, que l'on y reconnaisse du soin et de l'exactitude, et qu'en facilitant la lecture des grands écrivains de l'antiquité à ceux qui ne sont pas des savants, elle entretienne la tradition et nous préserve de la barbarie où nous tomberions infailliblement le jour où le lien serait rompu entre l'antiquité et nous ; car, il ne faut pas s'y tromper, notre littérature française est tout antique. Quand on ne lira plus Virgile et Horace, on ne lira pas davantage Racine et Boileau. Le français de Bossuet est presque du latin. Cicéron, Tite-Live, Salluste entraîneraient dans leur chute Pascal, Massillon, Voltaire lui-même. Quand donc les traductions ne seraient qu'une occasion de relire ces grands anciens, les types éternels du bon goût et de la saine raison, il faudrait encore encourager et honorer les traducteurs. Je me sens un

faible pour eux. Plût au ciel que ma destinée m'eût fait traducteur et que j'eusse passé doucement mes jours à peser les hémistiches d'Horace ou à décomposer les périodes de Cicéron! Quand je n'aurais réussi qu'à traduire passablement le *De Officiis*, je ne croirais pas avoir perdu ma vie ! Les traducteurs ont leur récompense en ce monde. Ils sont heureux! Lisez leurs préfaces. Le contentement y domine. La postérité les oubliera peut-être. Qu'importe, si le présent est pour eux? On ne se souvient guère de l'abbé Colin ; l'abbé Colin a eu de la réputation pourtant ! J'ai la quatrième édition de sa traduction du traité de Cicéron, intitulé *l'Orateur*. Sa préface est pleine d'une joie grave et d'une satisfaction intime qui perce dans chaque phrase. Le métier de traducteur paye comptant celui qui l'exerce. C'est bien quelque chose! Perrot d'Ablancourt n'a-t-il pas été de son vivant le plus heureux des hommes, fêté, caressé, honoré, à ce point qu'il lui reste un nom, quoiqu'on ne lise plus ses ouvrages?

J'appelle donc la traduction de Salluste par M. Gomont, non pas un ouvrage parfait, mais un bon et honnête travail, qui pourra être utile aux traducteurs futurs comme les prédécesseurs de M. Gomont lui ont été utiles à lui-même. Mais M. Gomont est plus modeste que ne l'étaient jadis ses pareils. Je suis sûr qu'il ne croit pas avoir fait passer Salluste dans notre langue. Sa préface est courte et simple. Son introduction n'est qu'un résumé intéressant et bien écrit de ce que nous savons sur la vie de Salluste. La seule chose que je serais tenté de reprocher à M. Gomont, c'est la prétention qu'il annonce d'avoir rendu jus-

qu'à cet archaïsme de langage dont les uns ont loué, dont les autres ont blâmé Salluste. Savons-nous bien en quoi consistait l'archaïsme de Salluste? Sommes-nous juges, après deux mille ans, de ces nuances de style? Et comment rendre l'archaïsme de Salluste? En empruntant des mots et des tours de phrase à Montaigne ou au bon Amyot comme Salluste en empruntait, dit-on, à Caton l'Ancien? Notre célèbre pamphlétaire Courier, grand helléniste et esprit original, avait aussi voulu essayer de rendre la naïveté d'Hérodote en le traduisant dans notre vieille langue du seizième siècle. L'essai ne fut pas heureux. Dès qu'on cherche la naïveté on n'est pas naïf. Je dois avouer, au surplus, que j'ai cherché très-vainement les traces de cet archaïsme dans la traduction de M. Gomont, dans les passages du moins que j'en ai lus; car je n'ai pas tout lu, je le répète. Le style de M. Gomont m'a paru un style tout ordinaire, soit dit sans épigramme et sans compliment.

M. Gomont a enrichi sa traduction de notes nombreuses, tirées, soit des auteurs anciens qui ont traité les mêmes sujets que Salluste, soit des écrivains et des commentateurs modernes: mine épuisable; car que n'ont pas dit les commentateurs sur Salluste? Voyez l'édition dite d'Havercamp en deux volumes in-4°! c'est le modèle du genre. Tout au haut de chaque page on aperçoit à peine une ligne de texte; le reste est en proie à une érudition aussi vaste qu'indigeste. M. Burnouf a été plus sobre de commentaires dans son excellente édition. M. Gomont a suivi ce bon exemple. Ses notes, plus historiques, en général, que philologiques, éclaircissent Salluste sans l'écraser sous leur

masse. Elles facilitent la lecture du texte et le complètent. Souvent aussi elles ont pour but d'opposer aux jugements de Salluste les jugements des autres historiens, ou de nous donner d'intéressants détails sur le jeu de ces institutions romaines qui périssaient entre les mains des ambitieux et des intrigants à l'époque dont Salluste nous offre le tableau. Salluste les a bien connues, ces institutions. Tribun du peuple, questeur, gouverneur de province, sénateur chassé du sénat par une flétrissure censoriale, il les avait encore vues toutes vivantes. Il en avait abusé comme les autres pour son avancement et pour sa fortune ; il avait contribué à leur chute. Leurs ressorts lui étaient familiers. Aussi les a-t-il mieux décrites qu'aucun des historiens ses successeurs. Pour Tacite et pour Tite-Live lui-même, ce n'était déjà plus qu'un souvenir, un sujet de vagues regrets ou de recherches savantes. Pour Salluste, c'est encore le présent. Ce qu'il a eu sous les yeux, il le peint. Ses moindres mots sont précieux sur ces matières et n'ont besoin que d'être développés. Voilà ce qu'a tâché de faire M. Gomont avec une érudition dont je ne suis pas juge. Je sais seulement que ses notes m'ont paru claires, substantielles, intéressantes. Peut-être est-ce la partie la meilleure et la plus neuve de son travail. Dans la guerre de Jugurtha surtout, guerre qui avait pour théâtre cette Afrique conquise aujourd'hui par nos armes et explorée par nos voyageurs, M. Gomont s'est servi avec beaucoup d'avantage de la connaissance que nous avons des lieux. Ces villes assiégées par Métellus et par Marius, ces défilés où Jugurtha dressait ses embuscades, nous les avons

retrouvés. N'est-il pas curieux de comparer les descriptions de Salluste, qui connaissait bien aussi l'Afrique pour l'avoir gouvernée et pillée, avec les notions que nous fournissent nos archéologues et nos ingénieurs? Rien ne jette plus de lumière sur l'histoire que cette science des lieux; et remarquons encore, à l'honneur des historiens anciens, trop souvent accusés d'avoir écrit d'imagination, que plus on a eu le moyen de vérifier leurs descriptions et leurs récits, plus on les a trouvés exacts. De combien de calomnies de ce genre notre expédition d'Égypte n'a-t-elle pas vengé le vieil Hérodote? Que de choses passaient pour des fables dans l'admirable tableau qu'il trace de cet antique pays, qui se sont trouvées tout simplement des vérités aussi bien saisies que bien exprimées!

Me permettra-t-on maintenant de dire un mot sur Salluste lui-même? Non pour juger l'homme ou l'écrivain : l'homme a été condamné irrévocablement par l'histoire; les fameux jardins de Salluste, bâtis avec l'or et les larmes de l'Afrique, ont à jamais flétri sa mémoire. En lisant l'écrivain, il faut oublier le tribun séditieux devenu le serviteur de César. Il est trop triste de penser que ces belles pages de morale stoïcienne, ces peintures de l'antique pauvreté, ces déclamations éloquentes contre la corruption des mœurs et l'amour de l'argent ont été tracées de sang-froid par le plus corrompu et le plus vénal des hommes! Admirable effet cependant du bon goût et d'un sentiment exquis de l'art! Salluste osait bien étaler sous les yeux des Romains son luxe acheté par la bassesse et par la servitude; il res-

pectait trop l'histoire pour la faire servir à la justification de ses mœurs! Il n'avait pas craint de déshonorer sa vie; il aurait rougi de dégrader la dignité de son art. Je crois, Dieu me pardonne, qu'à force de tact et de lumière il redevenait vertueux la plume à la main, et que, par une transformation soudaine, le possesseur de ces tableaux et de ces statues, le maître de ces palais de marbre et de ces splendides jardins, se sentait vraiment dans le cœur la rigidité d'un vieux Romain! L'hypocrisie des grands artistes, dont la vie contraste trop souvent avec les monuments de leur génie, n'est, si je ne me trompe, qu'un rapide changement d'idées. Ce qu'ils veulent être, ils le sont pour le moment. Pendant les heures qu'il consacrait à ses études, Salluste était Caton ou Régulus. Il ne lui restait que trop de temps, hélas! pour être ensuite le grand de Rome, enrichi par le pillage des provinces. Et qui sait, après tout, si dans un temps meilleur Salluste n'aurait pas été aussi honnête dans sa vie que dans ses livres? Ne parlons plus de l'homme. C'est l'écrivain qui nous intéresse.

L'écrivain a été porté jusqu'aux nues par les critiques anciens et modernes. On a célébré à l'envi la pittoresque concision de son style, la gravité de ses sentences, la marche rapide et vive de son récit, ses portraits si souvent imités et que Bossuet seul a égalés peut-être, surtout l'éloquence incomparable des discours qu'il prête à ses personnages : dans le *Catilina*, le discours de Catilina lui-même à ses complices, peinture d'une effrayante vérité, qui nous montre toute la corruption de Rome, et comment la soif du brigandage et de la domination peut se dé-

guiser en amour de l'indépendance et de la vertu; le fameux discours de César dans le sénat et sa défense adroite des conjurés surpris et arrêtés par la vigilance de Cicéron; la réponse de Caton, dont le bon sens et le patriotisme dissipent les sophismes de César, le futur dictateur, démagogue alors et préludant à son usurpation par la popularité; dans le *Jugurtha*, les discours d'Adherbal recourant à la protection du sénat et toujours vaincu par l'or de son adversaire, ceux du tribun Memmius et de Marius devant le peuple. D'autres harangues nous restent dans les fragments des grandes histoires de Salluste. Il n'y en a pas une qui ne soit un chef-d'œuvre. La seule lettre de Mithridate au roi Arsace nous dévoile en quelques lignes toute la politique de Rome; Racine s'en est inspiré dans sa tragédie de *Mithridate* et y a pris les plus beaux traits de son ouvrage. Dieu me garde d'ajouter mes éloges à ceux dont tant de savants hommes ont comblé Salluste! Je voudrais seulement examiner quelques questions secondaires qui se sont toujours présentées à mon esprit dans les fréquentes lectures que j'ai faites de cet écrivain.

Nous n'avons en entier de Salluste que la *Conjuration de Catilina* et la *Guerre de Jugurtha*. On a souvent comparé ces deux ouvrages, et un grand nombre de critiques ont donné la préférence au premier. Ce jugement m'étonne. Le *Jugurtha* me paraît le fruit d'un art plus mûr et plus parfait. Si Salluste approche quelquefois de la déclamation, c'est dans le *Catilina*. Il semble que ce qu'il y a de monstrueux dans le sujet ait fait sortir l'écrivain lui-même des

limites de la vraisemblance et du bon goût. Il enfle ses traits pour les mettre au niveau des hommes et des événements qu'il décrit, si bien qu'on finit par se demander si le peintre n'a pas outré le tableau. L'historien, en se montrant trop, fait douter de la vérité de l'histoire, grave défaut dans lequel les historiens grecs ne sont jamais tombés. Il y a d'ailleurs des événements qui rebutent par eux-mêmes, et un excès de perversité qui fatigue l'imagination en dépassant tout ce qu'elle pourrait inventer. Je doute qu'il faille détacher de l'histoire un événement comme la conjuration de Catilina et en faire un récit isolé. Caton seul dans le *Catilina* fait contraste avec la scélératesse des autres personnages; ennemi de Cicéron, Salluste l'a rejeté habilement dans l'ombre. Ici la passion de l'écrivain a reçu sa punition immédiate : un défaut de justice est devenu un défaut de goût. Tout est plus simple et plus naturel dans le *Jugurtha*. La variété des événements et des caractères y multiplie l'intérêt. Marius et Sylla n'y sont encore qu'à leur début. Leur ambition est grande sans être odieuse et funeste. Métellus, avec ses vertus et son orgueil, représente admirablement les vieux patriciens. Rome est corrompue ; elle n'est pas encore tombée dans la profondeur de cet abîme où il ne devait plus y avoir de choix pour elle qu'entre la servitude et l'anarchie. Jugurtha lui-même, malgré ses crimes, attache et touche presque par l'inépuisable fécondité de ses ressources, par le prodigieux mélange de ruse et d'audace au moyen duquel il tint pendant si longtemps toute la puissance romaine en échec. Le *Jugurtha*, en un mot, me pa-

rait le modèle et le chef-d'œuvre de la narration.

Tout le monde connaît ces belles introductions morales qui ouvrent les deux ouvrages de Salluste. On les a blâmées généralement comme des hors-d'œuvre. Oserai-je émettre un avis contraire? Je ne parle pas seulement de l'éloquence de ces morceaux qu'aucun de ceux qui les blâment le plus ne voudrait assurément retrancher. Mais est-ce donc un tort à l'historien d'exposer dès le début ses principes, de définir le sens qu'il attache aux mots de gloire, de vertu, de grandeur? Les anciens donnaient pour fondement à leurs systèmes de politique et de morale la grande question du souverain bien. Ils avaient raison : peuples ou particuliers, il faut que nous sachions, avant tout, quel est le but de la vie. Est-ce l'honneur ou le plaisir? la vertu ou la jouissance? les biens de l'âme, ceux de l'esprit ou ceux du corps? La politique comme la morale roule tout entière sur cette question fondamentale. Si vous ne commencez pas par la résoudre nettement, vous ne saurez ni vous conduire vous-même ni apprécier la conduite des autres. Vos jugements vacilleront comme vos actions. Vous prononcerez, sans les comprendre, les mots de bonheur, de progrès, de civilisation. On était plus heureux à Rome du temps de Néron, cela n'est pas douteux, que du temps des Scipions, si le bonheur est dans la jouissance des commodités et des plaisirs de la vie. Pétrone était plus civilisé que Régulus. Rome était en progrès, lorsqu'au lieu d'aller chercher les généraux et les consuls à leur charrue, elle allait les prendre dans le boudoir de Messaline. Sous une forme ou sous une autre, je voudrais

donc que les historiens fissent comme Salluste, et qu'avant tout ils me donnassent la clef de leur morale, ne fût-ce que pour être sûr qu'ils savent eux-mêmes ce qu'ils veulent dire quand ils parlent de la grandeur d'un peuple ou de la gloire d'un roi. Pour mon compte, je crois que les principes de la politique et de la morale n'ont pas changé depuis Salluste, et qu'il est vrai aujourd'hui, comme il l'était de son temps, que l'amour de l'argent, le besoin du luxe, la soif des plaisirs et des aises de la vie sont les signes les plus certains de la décadence d'un peuple!

Une dernière question se présente : quel est le rang qu'il faut assigner à Salluste parmi les historiens de l'antiquité? Est-il égal à Thucydide, son modèle? Est-il supérieur à Tite-Live et à Tacite, ses rivaux parmi les Latins? Si on le compare aux Grecs, la supériorité, je crois, reste incontestablement à Thucydide : et pourtant Thucydide m'échappe dans sa langue originale; je ne l'aperçois qu'à travers le voile des traductions! Même sous cette enveloppe qui nous dérobe plus de la moitié de ses beautés, il a trop d'avantages sur Salluste. Il efface et ternit par sa dignité simple et mâle tout l'art de l'écrivain latin. Salluste est trop homme de lettres. On sent qu'il cherche, avant tout, la gloire de l'éloquence et qu'il écrit pour bien écrire, tandis que Thucydide a vraiment pour but l'instruction de la postérité. Aussi a-t-il atteint admirablement ce but! Tout ce que nous avons d'histoire serait d'ailleurs aboli, qu'avec Thucydide seul nous n'aurions rien perdu. L'histoire, en ce qu'elle a d'utile du moins pour la politique et pour

la morale, se retrouverait tout entière dans les huit livres de Thucydide.

Entre les Latins la place de Salluste est plus difficile à déterminer. Martial lui donne sans hésiter la première. Quintilien hésite, si je ne me trompe, et le balance avec Tite-Live. Pour nous, c'est Tacite surtout qui peut lui disputer la préférence. Il n'est pas nécessaire de choisir, je le sais bien. S'il le fallait toutefois, peut-être, après bien des hésitations, mon goût plutôt encore que mon jugement pencherait-il en faveur de Salluste. Le sujet de Tacite est trop triste. Cette tyrannie toujours la même, cet empressement de servilité auquel un petit nombre de gens de cœur n'opposent qu'une résistance muette, ces morts volontaires ou forcées, qui reviennent à chaque page, répandent sur son histoire une trop sombre uniformité. Tacite lui-même semble en avoir l'âme toute noircie. Il n'interprète jamais les mauvaises actions que par des motifs plus mauvais encore. Tout lui est suspect; il ne creuse le cœur que pour y trouver des abîmes de bassesse et de perversité. Ce n'est pas sa faute, hélas! c'est la faute du siècle dans lequel il a vécu et qu'il a décrit. Du temps de Salluste, quelle que fût la corruption de Rome, la liberté du moins y soutenait encore les âmes et y donnait de grands et de glorieux spectacles! Caton et Cicéron y avaient la parole pour lutter contre Catilina et César. Un reste de gens de bien arrachaient encore publiquement leur masque au vice et à scélératesse. Après l'usurpation de César et l'affermissement d'Auguste, tout fut dit. La force l'avait emporté définitivement sur le droit. Il faut

descendre jusqu'aux Antonins pour retrouver quelque chose qui ressemble à une politique équitable ; encore cette politique ne reposait-elle que sur la bonté personnelle de quelques princes. Après Marc-Aurèle, Commode! Ma préférence pour Salluste n'est donc peut-être qu'une préférence pour son temps et pour son sujet.

Au surplus, n'est-ce pas déjà une assez grande gloire pour Salluste d'avoir été mis en balance par la postérité avec des hommes tels que Thucydide, Tite-Live et Tacite? En histoire, plus encore peut-être qu'en poésie et en éloquence, l'antiquité nous a vaincus d'avance. La théorie du progrès continu doit ici s'humilier ou s'ériger en dogme que l'on croit, mais que l'on ne discute pas. Homère et Virgile sont encore et seront probablement toujours les premiers parmi les poëtes. Si l'on cherche quels sont les orateurs qui ont le plus approché de la perfection, deux noms se présentent aussitôt à l'esprit : Cicéron et Démosthène. Nous avons Bossuet cependant; nous avons Corneille et Racine. L'Italie a l'Arioste et le Tasse; l'Angleterre, Milton et Shakspeare. Mais quels historiens comparer parmi les modernes à Hérodote, à Thucydide, à Tite-Live, à Tacite, à Salluste? Relisons donc les anciens, traduisons-les. Nos grands écrivains nationaux ne nous accuseront pas, pour cela, d'ingratitude envers leur mémoire. Eux-mêmes, quand une maladroite adulation essayait de leur sacrifier l'antiquité, n'employaient-ils pas tout leur génie à la défendre?

26 février 1856.

III

LES CÉSARS,

PAR M. LE COMTE FRANTZ DE CHAMPAGNY.

L'histoire des *Césars,* par M. de Champagny, est déjà connue, puisque c'est la seconde édition que l'on vient d'en publier. J'en parlerai néanmoins comme d'un livre nouveau; il est nouveau pour moi, je ne l'avais pas lu. D'ailleurs l'importance du sujet, le grand nombre et la gravité des questions qui s'y rattachent, le talent même de M. de Champagny et l'élévation de sa pensée, appellent suffisamment l'attention. On peut revenir plus d'une fois sur des livres de ce genre; ils ne vieillissent pas.

Et d'abord, quel est le caractère de l'ouvrage de M. de Champagny? Est-ce une histoire proprement dite? est-ce un tableau de mœurs, ou bien un discours ayant pour but de faire ressortir la supériorité du christianisme sur le paganisme? C'est un peu trop peut-être quelque chose de tout cela à la fois.

Dans le premier volume, M. de Champagny expose à grands traits l'histoire des Césars, depuis le premier de la dynastie, le grand César, et son successeur Octave, qui sous le nom d'Auguste fonda réellement l'empire, jusqu'au dernier de la branche, ce Néron dont le nom, dans son genre, est resté presque aussi célèbre que celui de César même. D'Auguste à Néron, l'histoire ne rencontre qu'un Tibère, un Caligula, un Claude. Le tableau de ces temps affreux a été bien souvent retracé; il le sera probablement plus d'une fois encore. Suétone, par l'exactitude froide et minutieuse de ses détails, Tacite, par la profondeur et l'énergie de ses pensées, offrent aux écrivains une mine à jamais inépuisable. Je ne sais quelle sombre grandeur est attachée à cette époque de décadence et de corruption tout empreinte encore du génie romain. Le mal y est gigantesque; il épouvante l'âme, il ne la rapetisse pas! Le bien aussi y prend un caractère qui semble dépasser la mesure des forces humaines : c'est l'époque d'un Caton d'Utique et d'un Thraséas. A mon avis, M. de Champagny ne reconnaît pas assez la grandeur morale de ce petit nombre d'hommes qui, par la sévérité de leur vie ou par l'héroïsme de leur mort, s'élevèrent au-dessus de leur siècle. Il y a des époques où savoir mourir avec facilité est une noble science, et si le christianisme à un point de vue plus élevé encore condamne absolument le suicide, après le courage de garder la vie pour obéir à Dieu, il faut reconnaître qu'il n'y en a pas de plus grand que celui de la quitter volontairement pour ne pas se souiller d'une bassesse!

Tout ce premier volume de M. de Champagny est plein d'intérêt et de chaleur. Il est écrit d'un style rapide, élevé, vigoureux, plus oratoire cependant qu'historique. Je ne le dis pas à titre de reproche ; je sais l'étroite parenté qui existe entre l'histoire et l'éloquence, et plût à Dieu que nos historiens modernes, fidèles en cela aux idées de l'antiquité, fussent plus souvent sortis des écoles de la rhétorique! Un peu d'emphase, quand le sujet le comporte, n'est pas un grand défaut; je reprocherais plutôt à M. de Champagny de ne pas se soutenir toujours à ce ton élevé et de tomber dans des familiarités d'expression qui seraient mauvaises partout; à plus forte raison choquent-elles par le contraste qu'elles font avec le reste de son style. Quand M. de Champagny appelle les affranchis *les cornacs des Césars*, ou Néron *un gamin couronné,* peu s'en faut que ma main n'aille d'elle-même chercher une plume pour effacer tout de suite ces traits malheureux. Dieu merci, ces taches sont rares dans M. de Champagny. Je ne les relève que parce qu'elles déparent son style et qu'il serait aisé de les faire disparaître.

Après avoir raconté l'histoire des Césars dans son premier volume, M. de Champagny trace dans le second le tableau du monde romain à cette époque, de son étendue géographique, de ses ressources financières et commerciales, de ses forces militaires, de son organisation politique, et de cette étrange monarchie, œuvre de l'astucieux Auguste, dans laquelle un despotisme tel que le monde n'en a jamais connu d'autre se déguisait sous l'apparence d'une république, l'empereur pouvant tout, parce qu'il repré-

sentait à la fois l'armée et le peuple, et l'ancienne aristocratie ne conservant, sous le nom du sénat, que de vaines délibérations et le privilége d'offrir à la tyrannie d'illustres victimes à immoler, d'immenses fortunes à ravir. L'état des mœurs privées occupe aussi M. de Champagny. Il recherche ce qu'était devenue la famille romaine dans cette corruption, la famille romaine, si pure, si sainte à l'origine! quelle influence bonne ou mauvaise conservait le polythéisme vieillissant; où en étaient la philosophie, les sciences et les arts; il pénètre, en un mot, autant que possible, dans le cœur même de cette société, dans sa vie intime; il décrit son luxe éblouissant et ses misères inouïes; ici des maîtres qui dévorent des millions dans un repas, là des clients qui mendient un morceau de pain à la porte de leur patron par les plus abjectes adulations, ou des esclaves estimés à peine autant que les plus vils animaux, en attendant que l'affranchissement les fasse citoyens de Rome et membres du peuple-roi! On pense bien que M. de Champagny n'oublie pas ces horribles spectacles, dans lesquels des milliers d'hommes s'entre-tuaient pour le plus grand plaisir des vierges romaines. Il examine également l'état des provinces, et montre qu'elles n'échappaient pas autant qu'on le croit à la corruption de la ville souveraine. Le volume se termine par une comparaison du stoïcisme, dernier refuge des âmes fortes à cette époque, et du christianisme dont la lumière naissante se levait sur ce monde en proie au double fléau d'une volupté sans frein et d'un désespoir sans remède.

Prodigieuse époque que celle-là! A côté de toutes

ces misères physiques et morales, voyez pourtant quelle civilisation! quel éclat extérieur! quel goût des arts et des lettres! quel commerce entre les plus beaux pays du monde, réunis sous le même gouvernement et sous la même loi! Tout est romain, depuis la Gaule et l'Espagne jusqu'aux florissants rivages de l'Asie Mineure et à la féconde Égypte! Voyez même quelle douceur de mœurs, quand les excès de la tyrannie se calment un moment! Rome respire dans un bon jour de Claude ou dans les premières années de Néron. On court aux écoles des philosophes et des rhéteurs; on y entend des personnages graves, à l'air digne, au maintien vénérable, qui discourent éloquemment sur la justice ou enseignent aux jeunes gens tous les secrets de l'art de parler. Ailleurs ce sont des salles de lecture dans lesquelles la plus brillante société de Rome se rassemble pour écouter des vers nouveaux et applaudir au poëte avec transport. Le bruit des acclamations retentit jusqu'au palais de l'empereur. Claude quitte son cabinet pour venir prendre place modestement parmi les auditeurs. Plus loin, le tribunal des centumvirs est ouvert. Des avocats, dans le plus beau langage du monde, remuent les passions et arrachent des larmes à leurs juges et à la foule qui les presse. Les autels fument pour une victoire de Germanicus ou de Corbulon. L'heure du souper arrive; à toutes les tables sont assis, à côté du sénateur et du riche patron, des Grecs ingénieux qui discutent des questions de morale ou de littérature. L'honnêteté même et l'antique sévérité de mœurs ne sont pas entièrement éteintes dans cette Rome, la merveille et la reine du monde.

On y trouve encore des matrones à la vie austère, des sénateurs du vieux temps, des Cornélie et des Caton au moins par imitation. Quelques années après Néron, Tacite et Pline le Jeune seront consuls. Quand on lit les lettres de ce dernier, ne se prend-on pas à désirer d'avoir vécu de son temps? Qui expliquera ces contrastes? Qui pourra dire comment tant de lumières, d'élégance, de raison se conciliait avec tant de barbarie et de corruption?

C'est ce tableau moral et politique du monde romain sous les Césars qui remplit tout le second volume de M. de Champagny. Dieu sait si le sujet est grand! L'histoire n'en offre pas de plus curieux. On pense bien, du reste, qu'embrassant tant de questions dont la moindre exigerait, pour être traitée à fond, des volumes entiers et une érudition immense, M. de Champigny ne donne sur chacune d'elles qu'un rapide aperçu. Il ne faut pas lui demander une exactitude minutieuse. Ce n'est point un ouvrage de pure science que M. de Champagny a voulu faire. Il a un but moral et religieux, et ce but il y marche résolûment, sans s'inquiéter beaucoup dans sa route des objections qu'on pourrait lui faire et des preuves dont une érudition plus scrupuleuse éprouverait le besoin de s'entourer. Aussi dans ce volume, plus encore que dans le premier, l'histoire se change-t-elle assez souvent sous sa plume en discours, ou même en plaidoyer. Ce sont des arguments que M. de Champagny cherche dans les faits. Il ne cite l'antiquité à son tribunal, il ne la prend à sa plus mauvaise époque que pour prononcer contre elle une sentence de condamnation définitive, et l'immoler tout entière à la gloire du chris-

tianisme. A ses yeux, toute l'antiquité vient aboutir à ce siècle des Césars. C'est là qu'elle dit son dernier mot en politique, en philosophie, en religion. La civilisation de cette époque est l'apogée de la civilisation antique. Avant le christianisme voilà, selon M. de Champagny, tout ce que la raison des législateurs et la sagesse des philosophes, le progrès des arts et des lumières, l'adoucissement des mœurs et les rapports plus multipliés des peuples entre eux, voilà ce que les victoires de tant de conquérants et la double invasion de l'esprit grec et de la politique romaine avaient pu produire pour le bonheur de l'humanité sous l'influence du polythéisme : le règne d'un Tibère, d'un Caligula, d'un Néron ! Une orgie de sang et de débauche, le suicide pour les âmes fortes ou une résignation impassible au destin, l'ivresse de la volupté pour les âmes vulgaires ! Tel était, selon M. de Champagny, le vice radical du polythéisme, que le bien même dans l'antiquité prenait sa source dans le mal; la sainteté du mariage, si longtemps respectée à Rome, avait eu pour origine la condition presque servile des femmes; la discipline de la famille s'était maintenue pendant des siècles par le droit accordé au père de vendre ou de mettre à mort ses enfants; la foi religieuse n'avait pour principe qu'une superstition affreuse ou ridicule, de sorte que, par un résultat étrange, à mesure que, grâce aux progrès de la philosophie, des idées plus saines de justice et de religion se répandaient dans le monde, les mœurs s'affaiblissaient avec les vieilles institutions, et le monde ne se dépouillait de l'antique barbarie qu'en se corrompant.

Telle est, si je ne me trompe, la pensée de M. de Champagny, ce que j'appelle le but de son livre. C'est pour mettre cette pensée en lumière qu'il a conçu son ouvrage et qu'il l'a écrit. Le règne des Césars est dans son opinion un miroir qui reflète l'antiquité tout entière, qui montre ce qu'elle portait au fond de ses entrailles, le monstre dont elle devait accoucher au moment où sa civilisation et ses lumières seraient parvenues à leur comble. Il y a eu des temps meilleurs sans doute, un siècle des Scipions à Rome, un siècle des Aristide et des Périclès à Athènes; il y a eu un Socrate, un Platon, un Aristote; le sénat qui vainquit Pyrrhus par sa magnanimité n'était pas le sénat de Tibère; M. de Champagny, quoique d'une bouche trop avare, selon moi, ne refuse pas de justes éloges à ces vertus humaines et à ces génies heureux; mais il les taxe d'impuissance et les condamne sur le vain résultat de leurs efforts. Ces temps meilleurs n'étaient, à son avis, que d'heureuses inconséquences, ou des restes d'une simplicité barbare, ou le souvenir non encore éteint d'une révélation primitive. L'antiquité réduite à elle-même, et comme concentrée dans un tableau abrégé, c'est le siècle qui commence à César et qui finit à Néron. Ne dites pas que l'antiquité vient aboutir à ce siècle comme la jeunesse et la virilité aboutissent à la décrépitude, la vie à la mort; qu'il est injuste de prendre le plus mauvais temps d'une ère terminée, d'un monde fini, pour juger ce monde et cette ère; que le même sort pourrait bien attendre les nations chrétiennes! M. de Champagny ne le croit pas: pour lui la décadence est encore une suite du polythéisme,

une peine, une fatalité attachée à l'ignorance du vrai Dieu. S'il y a une jeunesse, une maturité, une vieillesse et une mort pour les nations comme pour les individus, c'est seulement pour les nations païennes. L'humanité chrétienne est régie par des lois différentes. M. de Champagny le pense et l'affirme. L'avenir seul lui donnera tort ou raison. Cette pauvre antiquité est finie. Nous l'avons sous les yeux tout entière avec son commencement, son milieu et sa fin. Pour nous, rien ne nous empêche de compter sur une destinée meilleure. Si nous nous trompons, qui le saura? La postérité seule. Et que nous importera, quand nous serons morts, que la postérité se moque de nous et de nos prétentions?

J'ai voulu mettre sur ce point la pensée de M. de Champagny dans tout son jour, parce que cette pensée est le fond même de son livre, et qu'elle en fait, selon moi, le mérite, l'originalité, l'intérêt, et aussi les défauts. M. de Champagny ne l'exprime pas toujours, cette pensée ; peut-être même ne l'exprime-t-il nulle part aussi clairement que je viens de le faire. Mais elle respire dans tout son ouvrage, elle en colore toutes les parties. Elle est sous-entendue dans tout ce qu'il dit. Une fois qu'on a cette clef, l'ouvrage de M. de Champagny s'explique. Ce n'est pas seulement une histoire écrite avec talent, un tableau de mœurs tracé d'une main ferme, c'est un discours habile. M. de Champagny a rajeuni la vieille thèse des apologistes chrétiens en la recouvrant de couleurs historiques. Il a pris l'antiquité en laid, et nous la montrant sous ce masque affreux, avec ces rides, cette tête chauve, ces yeux creusés par la débauche et par

la vieillesse, il nous dit : La voilà ! L'antiquité n'a pas de bouche pour répondre. Elle ne soulèvera pas la pierre de son tombeau pour venir opposer au tableau de M. de Champagny celui des vices et des misères des nations chrétiennes. C'est fort heureux, car sa réponse pourrait être embarrassante. Par exemple, M. de Champagny reproche avec beaucoup d'amertume aux anciens leur étroit patriotisme et la vivacité jalouse de ce sentiment national qui armait les peuples contre les peuples, les villes contre les villes, qui faisait qu'un Grec regardait comme barbare quiconque ne parlait pas sa langue, qu'un Romain se croyait tout permis contre ceux qui n'étaient pas membres de sa cité. Et nous, hélas ! sous une loi de charité universelle, que de sang n'avons-nous pas répandu ? Cette loi elle-même, n'en avons-nous pas fait trop souvent une loi de guerre et de massacre ? Non-seulement nous avons eu comme les anciens nos guerres nationales, fondées sur un patriotisme exclusif, nos guerres de succession, de conquête, et, pendant des siècles, sous l'empire de notre régime féodal, des guerres de ville à ville, de château à château ; nous avons eu de plus qu'eux nos guerres de religion et de secte ; nous nous sommes égorgés avec une fureur inouïe au nom d'un Dieu de paix et de miséricorde ; et c'est du pied des mêmes autels que nous sommes partis pour aller nous entretuer de chrétiens à chrétiens ! Quant aux barbares, je ne vois pas que nous ayons été si humains pour eux. L'antiquité grecque ou romaine aurait-elle été plus cruelle pour les Indiens que ne le fut l'Espagne chrétienne ? Et nos mœurs ont-elles toujours été si

pures? Si la Rome païenne a eu ses Héliogabale, la Rome chrétienne n'a-t-elle pas eu ses Borgia? La perfection même de notre loi nous condamne. Pour avoir résisté à l'influence de cette loi salutaire, il faut que nous ayons été plus méchants que les anciens, ou que, par un ordre inflexible, les hommes, sous quelque loi qu'ils vivent, se ressemblent toujours!

L'antiquité, je le crains, aurait beaucoup de réponses de ce genre à faire à M. de Champagny, et je le dis d'autant plus librement, qu'à mon avis la cause du christianisme n'est point intéressée dans la thèse soutenue par l'auteur de l'*Histoire des Césars*. L'antiquité pourrait avoir raison sur un grand nombre de points contre M. de Champagny, sans que le christianisme eût tort pour cela. Par exemple, la philosophie n'aurait-elle pas aussi un petit mot à dire? J'avoue que les défenseurs du christianisme, dans la partialité de leur zèle, me paraissent souvent bien injustes et bien ingrats envers cette grande philosophie qui prépara les hommes à de plus pures croyances. Je crois découvrir d'étranges contradictions dans les reproches qu'on lui adresse. Tantôt il semble qu'on lui fasse un crime d'avoir ébranlé les vieilles croyances idolâtres, qu'on l'accuse d'avoir ruiné les mœurs en attaquant l'antique foi des hommes dans les dieux du paganisme, et tantôt qu'on la taxe, au contraire, de lâcheté pour n'avoir pas assez ouvertement proclamé l'absurdité des superstitions populaires.

On voudrait apparemment, ou que les philosophes eussent fait taire la voix de leur raison et de leur conscience en gardant secrètes les vérités dont

la lumière avait brillé à leurs yeux, ou que, s'érigeant sans mission en prophètes et en inspirés, ils se fussent chargés de substituer un culte nouveau au culte public. A chacun son rôle en ce monde. La philosophie ne se charge pas de constituer des cultes et de prêcher des religions. La recherche des vérités naturelles est seule de son ressort. Si Socrate, Platon et toutes ces grandes écoles de la Grèce ont fait faire d'immenses progrès à la morale universelle, s'ils ont répandu dans le monde d'immortelles vérités sur Dieu, sur l'homme, sur la justice, qu'avez-vous à leur demander de plus? Ce qu'ils avaient semé, le christianisme ne l'a-t-il pas recueilli en y ajoutant des vérités d'un ordre supérieur que la philosophie ne pouvait pas deviner, et une loi positive qu'il n'appartenait pas à la philosophie de promulguer?

Cette philosophie que l'on accuse d'impuissance, elle a pourtant fait, pendant la longue agonie du polythéisme, la consolation et la force de toutes les âmes élevées! C'est elle qui donnait aux hommes, dans la vie et dans la mort de Socrate, un spectacle admirable; c'est elle qui inspirait Platon. Epaminondas avait été formé par elle. Transportée à Rome, c'est encore elle qui soutenait dans les rudes épreuves de la guerre civile et de l'anarchie le courage d'un Caton, d'un Brutus, et qui dictait à Cicéron ces pages où respire une morale plus pure, et plus voisine, selon moi, de la morale chrétienne que les brillantes déclamations de Sénèque. Après tant de siècles, n'est-ce pas dans cette philosophie antique que les âmes fatiguées et découragées viennent encore se raffermir? Ou sup-

primez la philosophie tout à fait si vous le pouvez, ou reconnaissez que les anciens sont nos maîtres dans ce genre comme ils le sont dans la poésie, dans l'éloquence et dans les arts.

Le polythéisme lui-même, qu'assurément je ne veux pas défendre, faut-il le juger par ce qu'il était sous les Césars? Non, car à proprement parler la vieille religion n'existait plus. Comparez plutôt Horace et Pindare, vous jugerez de la différence des siècles. Horace, comme Pindare, invoque les Muses et tous les dieux de l'Olympe. Mais dans Horace ce n'est plus que le poëte qui parle, dans Pindare c'est le croyant. Les dieux d'Horace sont des dieux morts; les dieux de Pindare sont encore tout resplendissants de jeunesse et de vie. Quand Horace loue la piété d'Auguste, Horace n'est qu'un flatteur habile. Il fait de la politique comme Auguste en faisait lui-même. Il chante, mais en courtisan. Pindare est inspiré. C'est très-sincèrement qu'il associe ses héros aux dieux. Auguste ne croyait pas plus qu'Horace à ces divinités dont il relevait les autels. Sa prétendue restauration de la religion et des mœurs n'était qu'une adroite comédie. Aussi ne légua-t-il à ses successeurs qu'un peuple d'épicuriens et d'athées. Selon M. de Champagny, le polythéisme, tout défiguré qu'il était par une multitude de superstitions étrangères, vivait encore profondément dans les âmes. Le christianisme l'a abattu tout vivant. Je crois que M. de Champagny se trompe. La forme subsistait sans doute, car un culte ne disparaît que quand un autre culte est là pour le remplacer. On se rassemblait toujours au pied des mêmes autels, on s'age-

nouillait devant les mêmes dieux; les âmes cherchaient ailleurs la règle de leur conduite et la loi morale de leur vie. Le paganisme subsistait comme subsiste un corps dont l'esprit s'est retiré. Une seconde idolâtrie s'était substituée à la première. Encore est-ce quelque chose d'adorer des dieux auxquels on croit, même quand ces dieux sont faux. C'est bien pire d'adorer des dieux auxquels on ne croit plus. Le monde en était là du temps des Césars, et voilà ce que j'appelle la seconde idolâtrie, pire que la première; car cette idolâtrie-là n'est pas une simple erreur, mais un mensonge qui dégrade les âmes. Une religion, même une religion fausse et mauvaise, peut produire quelques bons effets, tant que les hommes y attachent les idées que la religion inspire naturellement: le respect pour la puissance divine, la crainte d'offenser cette puissance et d'attirer ses châtiments en manquant à la justice, à l'honneur, à la foi jurée! Le vrai paganisme, ce qui peut s'appeler dans toute la rigueur du terme adorer des dieux de bois et de pierre, c'est une religion sans sérieux et sans conséquence morale, une religion de cérémonie et d'habitude, ne conservant plus de prise sur les âmes que par ce sentiment de superstition vague et inquiète qu'éprouvent toujours les hommes. Ce paganisme-là, prenons-y garde, il peut s'introduire même dans une religion vraie; il n'en détruirait pas la forme, il en minerait sourdement l'esprit et la grandeur morale; il la réduirait à n'être qu'un code de rites vides de sens, qu'une espèce de mythologie populaire; et pendant que la foule, qui est naturellement idolâtre, remplirait plus que jamais peut-être les temples, les

esprits graves et fermes s'éloigneraient tristement et chercheraient encore leur consolation dans un impassible stoïcisme. Voilà le paganisme de tous les temps et de toutes les religions, le seul que le christianisme ait à craindre. M. de Champagny, qui examine si le monde est en train de retourner à l'idolâtrie, attache beaucoup trop d'importance, je crois, à la déesse Raison et aux parodies de 1793. Le danger est ailleurs.

Au total, sans nier, certes, la supériorité de la civilisation chrétienne, je ne puis accorder à M. de Champagny que l'antiquité ait été si impuissante. Tout ce que l'on pouvait faire avec la raison seule, l'antiquité l'a fait, et ce qu'elle a fait est immense. Que ne lui devons-nous pas? N'est-ce pas elle qui nous a transmis les arts tout formés et portés déjà à un point de perfection que nous n'avons peut-être pas retrouvé? Au milieu de la barbarie du moyen âge, si le flambeau de la civilisation ne s'est pas tout à fait éteint, n'est-ce pas à ce qui nous était resté de la littérature des anciens et de leurs arts qu'il faut l'attribuer? Avons-nous une autre philosophie que la philosophie de l'antiquité? Ses lois civiles ne sont-elles pas encore les nôtres? Et si nous lui reprochons ses inhumanités dans la guerre, ses proscriptions, ses tyrannies, son esclavage et ses jeux du cirque, pouvons-nous oublier que le respect de la vie des hommes, l'abolition des supplices barbares et des tortures, l'égalité de tous devant la loi, est de date bien récente, même chez nous! Je ne crois pas qu'au XVIe siècle, sans parler des temps plus modernes, un baron des Adrets ou un Montluc éprouvât beaucoup

plus de scrupule à faire pendre ses prisonniers qu'un proconsul romain à faire mettre en croix des Juifs ou des Cappadociens. Dans l'époque dont M. de Champagny a tracé l'histoire, ce n'est donc pas l'antiquité que je vois, c'est sa corruption, sa décadence, sa mort! L'antiquité aboutit là comme tout ce qui vit aboutit à la destruction. Serons-nous à l'abri de cette loi de décadence et de mort? Dieu le veuille. L'hypothèse est brillante; par malheur ce n'est qu'une hypothèse, et jusqu'ici je ne vois pas trop de raison pour croire que le monde moderne soit, à cet égard, sous une autre loi que le monde ancien.

Je suis bien loin d'avoir épuisé tout ce que l'on pourrait dire sur le livre de M. de Champagny. Les questions y abondent; on n'a que l'embarras du choix. J'ai tâché de saisir la pensée fondamentale de l'auteur et de l'apprécier. Mais s'il est possible de différer d'opinion avec M. de Champagny, il n'y aura qu'une voix, je l'affirme, sur la générosité de ses sentiments et sur son rare talent d'écrivain. Peu d'ouvrages font plus penser que le sien : n'est-ce pas tout dire?

8 avril 1853.

IV

HISTOIRE DE LA DOMINATION ROMAIN

EN JUDÉE,

ET DE LA RUINE DE JÉRUSALEM,

PAR M. SALVADOR.

Le premier mérite de M. Salvador est d'avoir choisi un admirable sujet, un sujet, comme il le dit avec raison dans sa préface, éternellement nouveau, éternellement jeune, inépuisable en leçons de morale et de politique, et fournissant à l'art de raconter tout ce que les annales humaines peuvent offrir de plus touchant et de plus terrible ! La chute de Jérusalem retentit encore dans le monde. Des événements de l'histoire ancienne, c'est celui qui a légué le plus de souvenirs et de passions à l'histoire moderne. Lorsque Jérusalem tomba, le monde païen poussa un long cri de joie. Il crut en avoir fini avec ce peuple que tous détestaient, parce qu'il se séparait de tous par ses institutions et par son culte. Un autre monde, à peine naissant et fort obscur encore, applaudissait aussi à la ruine de la ville déicide. Les légions de

Vespasien et de Titus avaient servi, sans le savoir, la vengeance des chrétiens. Ce cri de haine et de malédiction contre la Jérusalem juive se prolongea dans tout le moyen âge et presque jusqu'à nos jours. La chute de cette ville infortunée fut considérée comme une preuve, pour ainsi dire parlante, de la vérité du christianisme, et comme la peine du sang versé sur le Golgotha. Lisez dans le *Discours sur l'Histoire universelle* les pages éloquentes que Bossuet a consacrées à cette dernière catastrophe de la nationalité juive : la passion y respire, une passion que la pitié tempère à peine. Bossuet fait sa cause de la cause des Romains; son admiration, il la garde pour Titus; il ne voit dans l'héroïque résistance des Juifs qu'une fureur insensée, et qu'un juste châtiment dans les calamités qui accablèrent les derniers défenseurs de la loi et du temple. Les récits de l'historien Josèphe ont encore servi merveilleusement à entretenir ces longues rancunes nées du mélange de l'esprit gentil et de l'esprit chrétien. Josèphe était trop intéressé à représenter ses compatriotes comme des fous furieux; il avait trahi leur cause. On reconnaît la plume du transfuge à chaque mot de son ouvrage. Il écrivait ses histoires à Rome, dans le loisir que lui avait procuré sa faveur auprès des fils de Vespasien, riche et puissant, tandis que les défenseurs de Jérusalem erraient sans asile ou avaient péri dans les supplices. Son témoignage n'en fut pas moins accepté comme un témoignage authentique et d'une pureté irréprochable. Les autres histoires périrent, la sienne seule survécut.

Les réflexions naîtraient ici en foule, mais je les

supprime. Il y a dans la destinée de la nation quelque chose de mystérieux qui semble l'effet d'une conduite particulière de la Providence sur ce peuple. L'histoire a du moins respecté dans leur chute Numance et Carthage, et le joug auquel ces villes échappèrent en périssant était encore pourtant un joug léger. Lorsque les Juifs prirent les armes, Rome ne se faisait plus connaître au monde que par une oppression inouïe et par une avarice fabuleuse. Il fallait périr; les Juifs aimèrent mieux périr en se défendant. Voilà tout leur crime. Les procurateurs romains n'étaient pas gens à permettre à une nation de vivre soumise et tranquille sous des lois dures, mais supportables. La patience irritait leur tyrannie; ils avaient l'art de trouver la fin de l'obéissance la plus résignée; la croix où le *clément* Titus attacha tant de Juifs n'était pas plus cruelle que la vie ordinaire sous les magistrats envoyés de Rome. Les Juifs d'ailleurs ne choisirent pas si mal le moment de leur révolte; leur plan, que M. Salvador expose avec beaucoup de clarté, n'était pas dénué de chances favorables. Ils avaient droit de compter sur l'appui des Parthes; une sourde fermentation agitait l'Orient, et l'on sait que le soulèvement des Gaules, la mort de Néron, les guerres civiles qui suivirent cette mort et qui portèrent Vespasien à l'empire, coïncident avec la guerre de Judée.

Quant aux chrétiens, leur haine ne s'explique pas. Il semble que tout en adorant avec terreur les jugements de Dieu sur l'ancien peuple choisi, ils n'auraient dû ressentir qu'une compassion respectueuse pour leurs frères tombés. Sans doute les temps de Jérusalem

étaient finis ; les flammes qui dévorèrent le temple furent comme le signal qui annonçait à l'univers que désormais tout lieu serait bon pour adorer en esprit et en vérité le Dieu unique. Mais qui peut s'étonner qu'au moment de se voir enlever le dépôt du vrai culte, les Juifs aient livré un suprême combat, qu'ils se soient attachés avec une sorte de désespoir aux pierres sacrées de Jérusalem, qu'ils les aient teintes du sang de leurs femmes et de leurs enfants? Au point de vue le plus exclusivement chrétien, les Juifs étaient à plaindre de n'avoir pas reconnu dans l'humble fils de Marie le roi de gloire qu'ils attendaient; c'était, si je puis me servir de cette expression, une querelle à vider entre eux et le ciel; le monde converti n'avait pas à s'en mêler. La rédemption n'était-elle pas attachée à l'aveuglement des Juifs? Ne fallait-il pas que *le Christ souffrît et qu'il entrât ainsi dans sa gloire?* L'Évangile rapporte que Jésus pleura sur Jérusalem en prévoyant les malheurs qui allaient fondre sur cette ville sacrifiée : il ne la maudit pas! Les chrétiens lisaient tous les jours dans le même Évangile ces dernières paroles de leur maître sur la croix, implorant la clémence divine pour ses juges et pour ses bourreaux : *Seigneur, pardonnez-leur, car ils ne savent ce qu'ils font!* Et c'est à ce cri de pardon, eux qui proclamaient que le sang du Christ avait été leur salut, qu'ils répondirent pendant une longue suite de siècles par un cri de haine et de vengeance!

Quoi qu'il en soit, on n'avait fait jusqu'ici, il est permis de le dire, que l'histoire mystique de la chute de Jérusalem. L'histoire politique et morale de cette

grande catastrophe restait à faire : c'est celle que M. Salvador a entrepris d'écrire. Il prend son sujet à la première invasion des légions romaines dans la Judée, sous la conduite de Pompée ; il le pousse jusqu'à la destruction définitive de la nation juive par Adrien. L'ouvrage se compose de deux volumes, formant eux-mêmes deux parties. Le premier présente toute l'histoire de la domination romaine en Judée, domination qui s'exerça d'abord par des rois, dont le plus célèbre est Hérode, et ensuite par des procurateurs, au nombre desquels était ce Ponce-Pilate, qui ne se doutait guère de l'immortalité qu'il se préparait en faisant mettre en croix un Juif obscur. Le second volume est consacré au récit de la guerre et au tableau de la dernière agonie des Juifs. Là paraissent les personnages les plus illustres du temps ; parmi les Romains, Vespasien et Titus ; parmi les Juifs, le politique Josèphe, Jean de Giscala, le héros de la défense ; Simon, fils de Gioras, le chef des Iduméens ; et dans la dernière révolte, sous l'empereur Adrien, deux hommes qui ferment glorieusement cette histoire, Akiba et Barcokebas. Le siége de Jérusalem, par sa longueur et par sa fin terrible, a effacé tous les incidents qui le précédèrent et le suivirent. D'autres villes cependant se défendirent avec héroïsme. La prise de Jotapat, qui fit tomber la Galilée au pouvoir des Romains, et celle de Massada, qui, après la chute de Jérusalem, acheva la conquête, méritent une place parmi les événements les plus singuliers et les plus mémorables de cette guerre.

C'est donc un espace de deux cents ans qu'em-

brasse dans son ensemble l'ouvrage de M. Salvador, et pendant ces deux cents ans l'histoire des Juifs, si intéressante par elle-même, est liée aux immenses événements qui ébranlèrent alors le monde. Les noms de Pompée, de César, d'Auguste et de Marc-Antoine se rencontrent sans cesse mêlés à ceux des Hérode, des Agrippa, des Aristobule. La Judée prit part à tout, mais avec une originalité propre qui la distingue profondément des peuples contemporains. Les Grecs n'avaient plus de nationalité, les Gaulois achevaient de perdre la leur et ne résistaient, ce semble, que pour élever plus haut la fortune de César. Les Juifs, placés géographiquement de manière à recevoir tous les contre-coups de ces guerres qui armèrent trois fois la moitié du monde contre l'autre, maintinrent leur nationalité particulière avec une obstination admirable. Avant leur dernière catastrophe, et pendant les deux cents ans qui la précédèrent, conquis, partagés, donnés comme un butin par les généraux et par les empereurs de Rome, ils tolérèrent tout, excepté la violation de leur loi. Retranchés dans leur religion, ils se firent respecter dans ce fort. On foulait leur pays, on l'épuisait d'or et de sang, mais les légions romaines n'auraient pas osé mettre le pied en terre juive avant d'avoir dépouillé leurs drapeaux des signes de l'idolâtrie. Cette longue défense passive, au milieu de tant de calamités, est peut-être ce que j'admire le plus dans l'histoire des derniers jours de la nationalité juive. J'y vois quelque chose de plus glorieux et de plus difficile que de mourir les armes à la main. Sans doute les efforts désespérés des Juifs dans leur lutte

suprême contre les Romains frappent davantage l'imagination; la défense de Jérusalem présente à l'esprit un spectacle gigantesque et prodigieux. Le second volume de M. Salvador, qui contient le récit des siéges, des batailles et de la catastrophe définitive, est plus animé, plus vivant. Les leçons que contient le premier volume sont, à mon avis, plus instructives et plus profondes. Presque tous les peuples savent périr héroïquement dans un grand jour. Mais résister pied à pied pendant deux cents ans, comme l'ont fait les Juifs, sans en venir à l'extrémité de la révolte, résister tantôt à la violence, tantôt à la séduction, ne se laisser ni abattre par les menaces de Caligula, ni tenter par les magnificences d'Hérode, qui cherchait à introduire dans la Judée les temples, les cirques et les arts de la Grèce, avoir sous les yeux l'exemple du monde entier qui cède, et ne pas céder, voilà le comble de l'héroïsme national!

L'histoire de la Judée et l'histoire du monde à l'époque choisie par M. Salvador offrent donc le sujet le plus intéressant qu'un historien puisse traiter. L'écueil pour M. Salvador était d'abuser de la grandeur même et de la fécondité de la matière, et de faire entrer dans son histoire tout ce qui s'y rattache de près ou de loin. Les digressions sont bien tentantes pour un historien qui rencontre sur sa route César et Pompée, Pharsale et Actium! Je dois avouer que les digressions sont nombreuses dans le premier volume de M. Salvador; je me hâte d'ajouter que ces digressions ne sont pas des écarts brillants de l'auteur, des portraits ou des morceaux d'apparat. Ce sont des digressions juives, je veux dire des

éclaircissements nécessaires puisés dans l'histoire antécédente des Juifs. Sans ces digressions, M. Salvador aurait pu faire un récit très-animé, une espèce de roman vrai et capable de défier les imaginations les plus inventives; il n'aurait pas fait une histoire politique. S'il y a un peuple dont les destinées n'aient rien dû au hasard, c'est le peuple juif. Tout se tient et s'enchaîne dans ses annales; toutes les parties s'en expliquent l'une par l'autre, et la ruine de Jérusalem par les Romains appelle nécessairement le souvenir du lecteur et de l'historien sur la première destruction de cette ville par les rois de Babylone.

Avec notre manière moderne de comprendre et d'écrire l'histoire, il serait difficile, d'ailleurs, d'éviter les digressions. Les anciens ne cherchaient guère dans le tableau du passé que deux choses: de grands spectacles et des leçons de morale. L'histoire était avant tout pour eux une des formes de l'éloquence et de l'art. Il y a d'admirables digressions dans les historiens grecs et latins, je le sais; mais, quand ils se détournent un moment de leur sujet principal, il semble que ce soit plutôt pour varier leur récit que pour l'éclaircir, à la manière des poëtes qui ont besoin de changer leurs tableaux. Dans l'histoire antique, la destinée des peuples s'explique presque uniquement par une sorte de fatalité qui les ferait passer de la pureté morale à la corruption, de la jeunesse à la virilité, de la virilité à la décrépitude. Nous demandons le secret de l'histoire à des causes plus nombreuses et plus compliquées, à la situation géographique des peuples, à leur tactique militaire, à leurs

institutions civiles et politiques, surtout aux révolutions du commerce. Nous sommes aussi moins faciles à contenter que les anciens sur l'exactitude des faits. Nous voulons savoir sur quelles autorités s'appuie le récit que nous lisons, et quel degré de confiance ces autorités méritent. Quand Tite-Live cite les siennes, c'est en passant. Il les donne à peu près pour ce qu'elles valent et il poursuit son chemin, aimant bien mieux orner son histoire d'un beau discours de plus que l'embarrasser d'une discussion savante. Nous tenons plus à la vérité. Tout ce qu'on peut exiger de l'historien moderne, c'est que ses digressions soient nécessaires, qu'elles se rattachent intimement au sujet, et qu'elles l'éclairent toujours. Je ne crois pas que M. Salvador ait péché contre cette règle. Soit qu'il remonte aux guerres anciennes des Juifs contre les rois de l'Orient, et qu'il expose le rôle terrible que fit jouer à la Judée sa situation géographique et commerciale, soit qu'il s'arrête pour décrire les lieux et pour peindre les mœurs, tout est clair et substantiel dans son livre, tout marche au but. S'il discute la valeur des récits de Josèphe, c'est pour éclaircir un fait, retrouver une vérité, et mettre en relief le caractère de ce personnage qui joua lui-même un grand rôle dans la guerre de Judée avant d'en être l'historien. Je ne vois pas, en un mot, ce que l'on pourrait retrancher du livre de M. Salvador sans le rendre moins solide et moins satisfaisant.

Il me reste à examiner cet ouvrage sous un dernier point de vue, celui du style et de la composition. Sans le talent de raconter et de peindre, l'historien n'amasse que des faits morts. Je citerai avec plaisir

les propres paroles de M. Salvador : « Les docu-
« ments, dit-il à la fin de son introduction, tant qu'ils « restent délaissés ou épars, ont quelque analogie « avec les ossements retenus au fond des tombeaux « ou dispersés dans la campagne, dont Ézéchiel a « parlé : un souffle leur est nécessaire pour s'émou-« voir, pour se rapprocher les uns des autres et re-« vivre. L'honneur de ce souffle appartient évidem-« ment à l'écrivain ! Si, par malheur, il n'a cédé qu'à « une illusion ou à l'appât d'un vain bruit, son œuvre « chancelle et s'écroule presque aussitôt après avoir « été produite. Si, au contraire, son esprit obéit à « une bonne inspiration, les faits et les personnages « du passé se relèvent à sa voix, marchent dans « l'ordre et avec la force d'une armée. » Faire revivre le passé, voilà en effet le but que se propose l'histoire ! Voilà aussi le problème et la difficulté ! Ce passé qui n'est plus et qui ne reviendra jamais, c'est à l'historien à le fixer dans une image immortelle. Un jour a été où ces héros, qui sont morts, vivaient et combattaient pour leur patrie. Un jour a été où ces villes, dont on ne retrouve pas même la cendre, sont tombées avec un fracas épouvantable. Celui qui n'a pas vu des yeux de son âme ce jour glorieux, ce jour suprême, n'écrira jamais qu'une histoire languissante et flétrie ! Tacite, avec ces yeux du génie qui percent dans le passé, a vu Tibère ; il l'a suivi à Caprée. Il a été témoin du dernier adieu de Néron à sa mère Agrippine, de cet adieu parricide dans lequel la scélératesse de l'assassin ne put étouffer entièrement l'âme du fils. Pour Tite-Live, il n'y a qu'un héros : Rome même. C'est Rome que Tite-

Live adore et qu'il fait revivre glorieusement dans cette longue suite de dictateurs et de consuls dont les triomphes décorent ses pages ! A vrai dire, quand l'historien a ce souffle de vie, il a tout, car on le dispense du reste. Quelques savants le chicaneront peut-être sur l'exactitude; le public le croira sur parole !

Quoique bien au-dessous des grands hommes que je viens de nommer, l'historien de la guerre de Judée, Josèphe, est encore un rude jouteur. Il avait été témoin des événements qu'il raconte; il avait entendu de ses oreilles les cris de ces femmes et de ces enfants écrasés sous les décombres, brûlés dans les flammes du temple. Mais cela ne suffirait pas. Ce sont, je le répète, les yeux de l'âme qui voient, et l'on sent, en lisant Josèphe, qu'à Rome, dans son palais, ses remords y contribuant peut-être, il entendait encore ces cris, il revoyait ce jour de désolation éternelle !

Eloignons des comparaisons qui ont toujours l'air d'une injustice ou d'une flatterie. Il n'appartient qu'aux prophètes de remplir des ossements arides d'une vie immortelle. Ce que je puis dire du livre de M. Salvador, sans craindre qu'aucun de ceux qui le liront ne me démente, c'est que l'intérêt s'y trouve, un intérêt puissant qui marche et s'accroît avec les événements et laisse dans l'âme une impression durable et profonde. M. Salvador a senti ce qu'il peint. Il aime Jérusalem. Au moment où les légions romaines vont entourer cette grande ville, il en décrit le site, les monuments, le ciel avec une sorte de tendresse touchante. Quand le hasard a laissé

subsister les noms de quelques-uns de ces héros obscurs qui firent des prodiges de valeur en défendant une bourgade, M. Salvador reprend ces noms et les place avec honneur dans son histoire; il ne néglige aucune de ces circonstances, petites en apparence, sans lesquelles pourtant le récit n'a ni vérité ni couleur. Il tient compte des fables elles-mêmes autant que le permet la raison moderne. Il sait aussi remplir son devoir de moraliste, ce devoir si souvent négligé ou trahi aujourd'hui. De grands crimes furent commis dans cette ville de Jérusalem, où un million d'hommes se trouvaient entassés au moment du siége! D'admirables vertus y éclatèrent! Je ne sais s'il y a rien dans l'histoire de plus beau et de plus touchant que le courage de ce sanhédrin de pauvres gens qui, rassemblé tout exprès pour condamner un riche qu'on accusait de trahison, l'acquitta malgré les menaces et sous l'épée d'une soldatesque furieuse. Ce trait et beaucoup d'autres du même genre sont racontés par M. Salvador avec une simplicité éloquente. Les Juifs, on le sait, périrent plutôt encore par leurs divisions que par le glaive des Romains. La querelle des deux Asmonéens, Aristobule et Hyrcan, fournit à Pompée la première occasion d'entrer dans Jérusalem et éleva la dynastie des Hérodes, dévoués aux Romains, sur les débris de la dynastie nationale. Dans la dernière lutte, les dissensions entre le parti de la paix et le parti de la guerre précipitèrent la ruine de la Judée. Ce sont là de grandes leçons! M. Salvador les fait ressortir avec beaucoup d'élévation et de gravité. L'ouvrage est d'ailleurs écrit d'un style mâle et ferme; le récit est toujours vif, bref,

et d'une clarté parfaite. Les taches sont rares. Ce sont quelques expressions singulières aisées à faire disparaître, et certaines assertions qui sentent le paradoxe : Dieu garde l'histoire de faire jamais cause commune avec la controverse !

Sous tous les rapports, je n'hésite donc pas à placer le livre de M. Salvador au nombre des meilleurs ouvrages historiques et des plus curieux qui aient paru depuis longtemps. D'autres livres ont eu peut-être ou auront un succès plus brillant; l'histoire-pamphlet est à la mode; heureusement la mode passe, et ces histoires faites pour aujourd'hui seront oubliées demain. Le livre de M. Salvador est le fruit d'un long travail, d'une pensée sérieuse, d'un talent mûr; il rétablit l'histoire d'une époque admirable; à ces titres, il sera lu, conservé, goûté par tous ceux qui demandent à l'histoire, non pas de la satire ou du mélodrame, mais des leçons solides, un enseignement vrai et le secret de la destinée des peuples.

2 mai 1847.

V

HISTOIRE DE THÉODORIC LE GRAND,

ROI D'ITALIE,

PAR M. DU ROURE.

Montesquieu avait formé, dit-on, le projet d'écrire une histoire de Théodoric et de la monarchie des Goths en Italie. M. Du Roure suppose même que ce projet avait reçu un commencement d'exécution. Montesquieu ne dit pourtant rien de pareil dans le passage de l'*Esprit des Lois* qu'on cite, et que voici : « Je ferai voir *quelque jour*, dans un ouvrage parti- « culier, que le plan de la monarchie des Ostrogoths « était entièrement différent du plan de toutes celles « qui furent fondées dans ces temps-là par les autres « peuples barbares. » Ces paroles n'annoncent-elles pas plutôt une dissertation qu'une histoire? Quoi qu'il en soit, l'ouvrage de Montesquieu n'a jamais paru, et l'histoire de Théodoric restait à faire. M. Du Roure ne s'est pas effrayé des difficultés de toute sorte qu'offrait un semblable travail; il l'a en-

trepris et mené à bien; son livre, fruit de longues et consciencieuses recherches, mérite incontestablement l'attention et la reconnaissance du public lettré.

J'aime à me rendre compte des motifs qui ont guidé un auteur dans le choix de son sujet. Il semble que M. Du Roure ait vu dans Théodoric un grand homme oublié. Oublié, non! Mais Théodoric a eu un malheur : ses deux actions les plus célèbres ont été deux crimes. La première est l'assassinat d'Odoacre, le roi des Hérules, qui lui aussi avait fondé, avant Théodoric, une espèce de monarchie barbare en Italie. Théodoric le vainquit dans les deux batailles de Vérone et de Crémone, l'assiégea dans Ravenne, et l'en fit sortir par une capitulation qui partageait la royauté entre les deux concurrents. On sait comment finissent les partages de ce genre, et surtout comment ils finissaient dans ce temps-là. Odoacre, j'en suis très-convaincu, n'aurait pas demandé mieux que de prévenir Théodoric; Théodoric le prévint et le tua de sa propre main dans un repas, auquel le malheureux roi déchu était venu sans défiance. Les seigneurs goths en firent autant aux seigneurs hérules; c'est ainsi que la royauté de l'Italie demeura sans partage à Théodoric le Grand.

Passe encore pour ce premier acte. Entre Goths et Hérules cela pouvait peut-être s'admettre, et la postérité en a pardonné bien d'autres au néophyte de saint Rémy, à l'époux de sainte Clotilde, à notre fondateur Clovis. Mais Théodoric régnait depuis trente ans sans partage, il avait goûté ce qui restait encore de la civilisation grecque et romaine, lorsque sur de simples soupçons il fit mourir dans d'affreux

supplices l'auteur célèbre du traité *De la Consolation*, l'infortuné Boëce, et trancher la tête à un autre Romain illustre, au vieillard Symmaque, beau-père de Boëce, enveloppé dans la même catastrophe. Voilà la seconde action qui a imprimé sur la mémoire de Théodoric une tache odieuse et ineffaçable. Boëce n'était pas un Hérule. Dans ces temps abâtardis, son âme et son génie conservaient quelque chose de romain. Il s'est vengé en laissant à la postérité son livre *De la Consolation*, qui vit encore et ne périra pas, tandis que moins de cinquante ans après la mort de Théodoric une nouvelle tempête avait emporté les institutions et la monarchie des Goths. Rien n'est plus fâcheux pour les princes, grands ou non, fussent-ils sortis du sang scythe le plus pur, que de se commettre avec ces petites gens qui savent penser et tenir une plume; l'avantage demeure rarement aux grands princes. Je n'assurerais pas que Boëce fût tout à fait innocent. Je crois bien que, tout comblé qu'il était des faveurs de Théodoric, le joug des barbares lui pesait, et qu'à défaut de l'antique liberté, qui ne pouvait plus renaître, comme il le dit lui-même dans son ouvrage avec une éloquente douleur : *Quænam esse potest libertas?* il aurait préféré les anciens Césars, et même les Césars de Constantinople, aux Goths. Je reviendrai sûr ce point. Toujours est-il qu'il ne fallait pas condamner Boëce sans l'avoir entendu, et que, fût-il coupable, coupable du crime de regret, il n'était pas nécessaire pour lui ôter la vie de lui faire serrer le front avec des cordes, jusqu'au point de faire jaillir les yeux de leurs orbites.

Symmaque fut moins malheureux; on se contenta

de lui trancher la tête. Théodoric, poursuivi, dit-on, de remords, mourut peu de temps après. La tradition rapporte qu'il crut voir la tête de Symmaque dans une tête de poisson monstrueuse qu'on avait servie sur sa table. Qui de nous n'a pas été bercé avec cette terrible histoire de la tête de Symmaque : histoire qui n'est peut-être qu'une légende ; mais qu'importe ? les légendes de cette sorte ne sont pas de pures fables ; c'est le cri de la conscience populaire, c'est l'histoire revêtue des formes de la poésie. Aussi jouissent-elles, comme la poésie, du privilége de se graver dans toutes les mémoires, de passer de bouche en bouche, d'être plus indestructibles que la vérité même ! Les grandes qualités de Théodoric ont été un peu effacées par les malheurs de sa famille et par la destruction trop prompte de sa monarchie ; il n'y a que les plus érudits qui puissent retrouver sous les décombres la trace de ses institutions ; l'histoire de la tête de Symmaque s'est transmise d'âge en âge, et le nom de Théodoric la rappelle aux moins savants. Justice du ciel, et tant mieux pour l'humanité si le ciel était toujours aussi juste !

Théodoric a eu un autre malheur : son empire a trop peu duré. La fatalité s'en est mêlée, soit, je l'accorde à M. Du Roure. Je ferai la part de la fatalité aussi grande qu'on le voudra. Théodoric aurait eu besoin d'un héritier mâle pour continuer son œuvre et porter avec vigueur le poids d'une domination encore récente ; la fatalité le lui refusa. La fatalité lui enleva son gendre Eutharic dans la fleur de l'âge et fit tomber le sceptre des Goths dans la main d'un enfant, le malheureux Athalaric, qui succomba bien-

tôt lui-même, victime d'une corruption prématurée malgré la vigilance et les soins de sa mère Amalasonthe. Celle-ci, du moins, fille de Théodoric, ne démentait pas sa naissance, et l'empire des Goths se soutint sous son administration. Ce fut encore la fatalité qui opposa aux derniers successeurs de Théodoric, Vitigès et Totila, tous les deux capables de porter une couronne et de manier une épée, les derniers héros de Constantinople, Bélisaire et Narsès. Je pourrais dire : Tant pis pour les grands hommes qui n'ont pas la fatalité en leur faveur. Comme on leur compte tout ce qu'ils tiennent de la fortune, il est juste, quand la fortune leur manque, qu'on en rabatte d'autant sur leur gloire. Mais non, la fatalité n'aurait pas renversé l'empire de Théodoric si cet empire eût été viable. La monarchie des Goths n'aurait pas plus péri que la monarchie des Francs, qui eut aussi à traverser de terribles épreuves. Du vivant même de Théodoric, son empire s'affaissait. Les signes de la décadence commençaient à éclater. De là les sombres soupçons de ce prince, le changement de son humeur devenue cruelle; de là le supplice de Boëce et de Symmaque, soupçonnés d'être toujours Romains dans l'âme.

A lire dans l'ouvrage même de M. Du Roure le tableau des institutions de Théodoric, on sent, si je ne me trompe, qu'il y avait là un principe de mort. C'est un mélange compliqué des formalités cérémonieuses de la cour de Byzance et de la rudesse barbare. Tout est grec dans les charges du palais et dans les subdivisions infinies de l'administration; l'esprit goth se retrouve dans les lois civiles et devait se

retrouver sans cesse dans le gouvernement. Théodoric avait été élevé à Constantinople. C'est une question de savoir s'il y avait appris à écrire, mais il avait été frappé de la pompe extraordinaire qui environnait les tristes successeurs des Césars. En Italie, Théodoric, devenu roi par l'épée de ses Goths, conserva le sénat, les consuls, les patrices, des préfets du prétoire, un maître des *sacrées largesses,* en un mot toutes ces dignités sans pouvoir qui rappelaient la vieille république et toutes ces fonctions, revêtues de titres splendides, qui avaient servi de cadre à l'administration impériale. Il eut le plaisir d'entendre prononcer son panégyrique en plein sénat; il put se croire un Trajan. L'illusion fut peut-être réciproque pendant quelque temps. L'Italie, heureuse d'avoir sauvé du naufrage les jouets brillants de son antique civilisation, respira sous le gouvernement d'ailleurs habile et modéré de Théodoric. Elle souffrit que les Goths se chargeassent de sa défense et qu'un roi barbare lui donnât la paix. Les deux nations vécurent l'une à côté de l'autre d'assez bon accord, sans se fondre, cependant, et l'heure devait infailliblement venir où les sujets des Goths se lasseraient du joug et tourneraient les yeux vers Constantinople, qui possédait encore un empereur. Le temps n'était pas mûr pour une fusion des deux peuples. L'Italie conservait trop de civilisation pour se plier à la barbarie; les Goths ne seraient devenus Romains qu'en perdant leur énergie, et par conséquent leur titre unique à la domination.

Ajoutez la différence de religion : les Goths étaient ariens; des ariens très-tolérants, à la vérité, et cette tolérance à une pareille époque est peut-être le plus

beau côté du caractère de Théodoric, mais toutefois des ariens très-obstinés. Tout alla bien d'abord. Théodoric caressait les évêques; non-seulement il leur laissa l'entière liberté de leur culte et la pleine jouissance de leurs priviléges spirituels; il fit plus, il les combla d'honneurs et de prévenances. Les évêques, de leur côté, le pape à leur tête, pratiquaient encore le précepte d'obéir aux puissances temporelles, quelles qu'elles fussent. L'orage vint de l'Orient, où régnait la fureur des disputes de théologie. Soit zèle d'orthodoxie mal placé, soit politique et dessein secret de jeter la division entre le roi arien de l'Italie et ses sujets catholiques, Justinien, qui gouvernait à Constantinople sous le nom de l'empereur Justin, son oncle, fit rendre un décret foudroyant contre les ariens de l'empire grec. Théodoric s'en émut profondément; il prit fait et cause pour ses coreligionnaires de l'Orient. Sa tolérance se changea tout à coup en une passion violente pour sa secte. Cet arien si tranquille devint un zélateur furieux. On peut croire qu'il avait entrevu la pensée politique de la cour de Byzance, et que le prince réveilla en lui le sectaire. L'Italie s'agitait effectivement; un parti secret de catholiques ardents s'y était formé; Boëce, de la même plume dont il écrivait son livre *De la Consolation*, avait écrit un *Traité contre les Ariens,* et ce dernier ouvrage fut peut-être la cause la plus efficace de sa perte. L'Italie, cette terre des Césars et des papes, de l'orthodoxie catholique et des dieux du Capitole, toute pleine encore des souvenirs de son glorieux paganisme et prête à redevenir la maîtresse du monde par la religion du Christ, re-

poussait pour ainsi dire les Goths de tous ses instincts et de toutes ses passions. Elle les repoussait comme barbares, elle les repoussait comme hérétiques. Théodoric était déjà vieux; la réalité lui apparut; il vit que tous ses efforts de conciliation avaient été vains, et que la monarchie gothique ne survivrait pas à son fondateur. Comme les gens réduits au désespoir, il essaya d'un moyen qui ne réussit jamais qu'à aggraver le mal, surtout quand on l'emploie trop tard, de la violence. Boëce et Symmaque périrent, j'ai dit comment. Le pape Jean reçut l'ordre d'aller à Constantinople et d'obtenir de l'empereur la révocation de ses édits. Chose remarquable : le pape obéit, et ce n'était pourtant pas un cœur faible. Il obéit par soumission religieuse à son roi. Ce qui se passa dans cette étrange légation, on l'ignore. Le pape demanda peut-être peu de chose ; il obtint moins encore. Jeté en prison à son retour par ordre de Théodoric, il y mourut. La persécution ne devait pas se borner là; tout lien était désormais rompu entre la nation gothique et l'Italie, les apparences de la concorde avaient fait place à la réalité des haines; Théodoric préparait un. édit sanglant contre les catholiques italiens. Un seul sage restait auprès de lui, un homme plein de lumières et de fidélité, dont j'aurai un mot à dire tout à l'heure, Cassiodore; les conseils de cet homme furent entendus, et Théodoric supprima son édit. Le mal était fait néanmoins; et si Théodoric mourut des remords que lui causait l'exécution injuste de Symmaque, il put mourir aussi du regret d'avoir vu son œuvre manquée et sa monarchie frappée d'une dissolution pré-

coce. Le courage d'Amalasonthe, régente sous le jeune Athalaric, retarda le moment fatal. La lâcheté de Théodat le fit éclater. Sous ce prince, qu'Amalasonthe s'était associé après la mort de son fils, les Grecs descendirent en Italie; ils y furent en général accueillis comme des frères, et le titre de libérateur est resté à Bélisaire, leur chef. Qu'avait donc fondé Théodoric en trente ans de règne? Rien!

Il est vrai que la défense des Goths fut brillante. Ils soutinrent la guerre pendant près de vingt ans, et leur dernier roi, Totila, parut un moment sur le point de rétablir leur fortune. L'Italie fut en proie à des maux effroyables; Rome fut prise et reprise : les Grecs amenaient avec eux tous les barbares de l'Orient; les Goths résistaient en désespérés. Narsès leur porta les derniers coups, et la monarchie de Théodoric disparut pour jamais. Il serait assez oiseux aujourd'hui de rechercher s'il n'aurait pas mieux valu pour l'Italie que les Goths l'emportassent. M. Du Roure le pense; il proteste à plusieurs reprises, avec une ironie amère, contre le titre de libérateurs décerné à Narsès et à Bélisaire. La Providence a tranché la question, et franchement nous sommes un peu loin de ces temps-là pour donner un démenti au sentiment des contemporains et des intéressés qui accueillirent les Grecs comme des libérateurs. Théodoric valait mieux que Clovis, et les Goths étaient moins barbares que nos Francs : c'est possible, mais c'étaient toujours des barbares; leur nom seul devait être odieux à tout ce qui conservait en Italie un souvenir d'indépendance et de grandeur. La chute de l'empire d'Occident était trop récente pour

que tout espoir de relever cette grande ruine fût éteint dans les cœurs. Rome avait été déjà saccagée deux fois, la première fois par Alaric, la seconde fois par Genséric; mais ce torrent s'était retiré, et Rome était encore la ville du sénat, la ville des consuls; il ne lui manquait qu'un empereur. La guerre n'avait pas détruit les familles patriciennes, ces familles aux longues espérances. Les arts, les lettres, la philosophie maintenaient la mémoire du passé et faisaient détester le présent. Constantinople était debout; un empereur y régnait; de là pouvait venir encore un Théodose qui vainquît les barbares et relevât dans sa majestueuse unité l'empire d'Auguste et de Trajan, cet empire qu'on avait cru immortel! Nous jugeons avec l'expérience des événements accomplis; l'Italie dut juger avec ses souvenirs et ses espérances, et il lui est glorieux, à tout prendre, de ne s'être pas résignée si facilement à échanger son titre de reine du monde contre celui de sujette des Goths! La Providence, d'ailleurs, lui réservait de plus grandes destinées : les papes, ce me semble, n'ont pas dû faire regretter à la ville du Capitole les Eutharic, les Théodoric, les Vitigès et les Totila!

La preuve qu'il restait encore quelque chose du génie antique dans cette vieille Rome, c'est que Théodoric lui-même dut en grande partie l'éclat de son règne et la sagesse de son administration à deux Romains, Boëce et Cassiodore. On rencontre avec bonheur ces noms de connaissance au milieu de tous les noms barbares dont le livre de M. Du Roure est rempli. J'ai déjà parlé de Boëce et de sa fin déplorable; son livre *De la Consolation* est un bel et noble

ouvrage, plein d'une tristesse majestueuse et d'une sévère résignation qui n'exclut pas la sensibilité. Boëce l'écrivit en prison, sous le poids d'une condamnation capitale. Ce n'est plus la langue lumineuse de Cicéron, le style piquant et vif de Sénèque. L'expression a une sorte de pâleur et de vague, symptôme touchant d'une pensée qui s'éteint, d'une civilisation encore belle, mais qui va mourir. La philosophie apparaît à Boëce et le console; Boëce lui adresse ses plaintes avec une naïveté éloquente. Il a tout perdu : sa fortune, ses dignités, la douce société de ses fils et de son beau-père Symmaque; il a perdu ses livres qu'il aimait tant, et qu'il ne reverra plus dans leur bibliothèque incrustée d'ivoire! On le croira coupable, car il a été condamné! Son crime est d'avoir défendu le sénat, et c'est le sénat qui a prononcé sa sentence! Dans ces mots, si je ne me trompe, se révèle la véritable cause du malheur de Boëce. Boëce croyait encore au sénat et à Rome! Il obéissait aux Goths comme à des vainqueurs et à des conquérants; il ne voyait pas en eux ses maîtres légitimes. On connaissait sa pensée, on la traduisit en acte. On supposa qu'il avait entretenu avec Constantinople une correspondance coupable, et le sénat tout entier, pour ne pas être accusé du même crime, eut la lâcheté de sacrifier Boëce. Boëce succomba; sa mort même a immortalisé sa mémoire. Son livre *De la Consolation* est le dernier accent du génie de l'antiquité; c'est encore l'âme de Platon qui y respire, l'âme de Platon affaiblie par la souffrance et par le spectacle des malheurs du monde.

Cassiodore resta fidèle aux Goths jusqu'à la fin.

C'est dans ses lettres, compulsées avec une patience infatigable, que M. Du Roure a retrouvé tout l'esprit du règne de Théodoric. Moins Romain que Boëce, Cassiodore n'encourut pas les mêmes soupçons. Il assista de sa plume et de ses conseils la fille de Théodoric, Amalasonthe, et les divers chefs qui essayèrent avec plus ou moins de bonheur de soutenir la monarchie barbare en Italie. Quand tout fut perdu pour les Goths, Cassiodore renonça au monde. Le sacrifice n'était pas grand, à la vérité, dans ce temps-là, et Cassiodore avait de quoi l'adoucir encore. Il était lettré, il était riche. Un magnifique domaine, qu'il possédait au fond de la Calabre, sur le bord de la mer, dans une situation admirable, fut entouré de murs et converti en une solitude à la fois studieuse et pénitente. Cassiodore y rassembla des moines et des livres. Là les jours se passaient dans les exercices de la piété et de la science. Cassiodore employait surtout ses compagnons à copier des manuscrits. Lui-même il lisait, il étudiait, il faisait des horloges, ouvrage de savant à cette époque. Je me fais, je l'avoue, une idée délicieuse de cette vie, de cette paix, de ce silence au milieu de la confusion et du désordre qui régnaient alors dans le monde! Quelle volupté de se sentir libre derrière cette clôture et de n'avoir aucun commerce avec la barbarie générale! Aussi Cassiodore passe-t-il pour avoir vécu cent ans. Il n'y a que la mort de Boëce qui soit préférable à une pareille vie! J'en demande pardon à M. Du Roure : Boëce et Cassiodore sont pour moi les vrais héros de son livre!

Si j'ai osé différer d'opinion sur quelques points

avec M. Du Roure, je n'en rends pas moins justice au mérite éminent de son ouvrage. Il ne m'appartient pas d'apprécier les savantes recherches auxquelles l'auteur a dû se livrer pour retrouver cette histoire à demi effacée par le temps. Ce que je sais, c'est que le résultat de ces recherches forme un livre plein d'intérêt. A la vie et au règne de Théodoric M. du Roure a joint l'histoire des successeurs de ce prince et le tableau de cette guerre gothique, si fameuse par les exploits de Bélisaire et de Narsès. Dans cette dernière partie surtout, le récit est rapide et brillant. Si je voulais faire rigoureusement mon métier de critique et chicaner sur les points et sur les virgules, je reprocherais à M. Du Roure de tomber quelquefois dans une familiarité d'expressions qui conviendrait mieux au style des Mémoires qu'à celui de l'histoire proprement dite. La simplicité est excellente : c'est le comble et le dernier effort de l'art. La familiarité est voisine de la négligence, et choque dans un livre grave. Mais ce sont là des défauts trop légers pour qu'on en tienne compte dans un ouvrage qui se recommande d'ailleurs par une érudition si solide et par un vrai talent de narration.

31 mai 1847.

VI

RÉCITS DES TEMPS MÉROVINGIENS,

PAR AUGUSTIN THIERRY.

Je n'ai pas besoin de faire l'éloge du nouvel ouvrage de M. Augustin Thierry. Quand cet ouvrage ne se présenterait pas aujourd'hui avec un arrêt qui le déclare éloquent, arrêt rendu par l'Académie française, et prononcé par M. Villemain, juge si compétent et si sûr lui-même, le nom seul de M. Augustin Thierry me dispenserait des compliments d'usage. L'auteur de l'*Histoire de la conquête de l'Angleterre par les Normands* est également au-dessus des éloges vulgaires et des critiques malveillantes. Je puis exprimer d'un mot mon opinion sur les *Récits mérovingiens:* ce livre n'est inférieur sous aucun rapport aux précédents ouvrages de M. Augustin Thierry. C'est le même art de raconter simplement et d'intéresser par des détails habilement choisis, c'est le

même style élégant et pur, c'est la même âme ardente et sensible se faisant une image vive des hommes et des temps qu'elle décrit.

Je reviendrai sur les *Récits mérovingiens;* je ferai ressortir, si je le puis, tout ce qu'il a fallu de patience, d'industrie, de sagacité à M. Thierry, pour recomposer avec des phrases tronquées, échappées à des écrivains barbares, de belles histoires si naïves et si touchantes, des peintures si nettes et si vraies de la société la plus confuse qui fut jamais, pour refaire, en quelque sorte, une histoire anecdotique, un tableau vivant de la cour des rois Hilperik et Sighebert.

Les *Récits mérovingiens* ne forment que la secoude partie de l'ouvrage de M. Thierry. La première, qu'il a intitulé *Considérations sur l'Histoire de France*, est un savant et profond morceau de critique sur les écrivains qui se sont occupés des premiers temps de notre obscure et barbare histoire, soit pour en recueillir les monuments, comme les infatigables bénédictins, soit pour en éclaircir la marche et les institutions, comme le vieil Hotman, le systématique Mably, Boulainvilliers, Dubos, et parmi ces esprits de second ordre, un esprit du plus haut rang, Montesquieu. Les uns et les autres, collecteurs de pièces et fabricateurs de systèmes, ont tellement multiplié les volumes, qu'il est déjà devenu nécessaire de faire sur leurs propres ouvrages le travail qu'ils ont fait sur les chroniques de nos moines et sur les capitulaires de nos rois. C'est presque un chaos ajouté à un chaos. Les avoir lus seulement est une science. Qui donc, sans une patience béné-

dictine, oserait aborder les in-folio des bénédictins? Comment choisir entre le système romain de Dubos et le système germanique de Mably, entre Hotman qui rapporte tout au peuple, et Boulainvilliers qui rapporte tout à la noblesse, si l'on n'a soi-même toute l'érudition qu'ils avaient? Le plus simple serait d'en prendre un selon son goût, et de le croire bonnement sur parole. Les heureuses gens que ceux qui avaient foi dans Mably, ou mieux encore dans Thouret qui avait su réduire en un tout petit volume commode et clair la terrible histoire des origines françaises! Si vous vous sentez plus Romains que Franks, si vous avez lieu de penser que vous descendez de la race conquise et non de la race conquérante, arrangez-vous avec Dubos; c'est un savant homme et très-ingénieux. Vous aurez le plaisir de croire très-fermement que la Gaule n'a jamais eu l'humiliation d'être conquise par ces rudes et sauvages Franks. On la leur a cédée de bon accord; ils ne l'ont pas prise. Mais, hélas! le scepticisme nous poursuit partout; la foi nous manque même en histoire; nous ne voulons pas croire, chose terrible! nous voulons savoir. On nous dit que tous ces écrivains, hommes doctes après tout, ont un peu de vrai et beaucoup de faux; ce n'est qu'un triage à faire. Je vous remercie! Ce triage, voilà précisément le difficile. Voilà ce qui exige une sagacité d'esprit, une sûreté de jugement, une profondeur et une étendue de connaissances des plus rares.

C'est pour cela qu'il appartenait à M. Augustin Thierry de le faire. Hélas! il a payé assez chèrement le droit de juger ses prédécesseurs et de marquer le

rang que chacun d'eux occupe dans la science. La liste seule des écrivains dont M. Thierry analyse et classe les travaux est effrayante. La question de nos origines a été controversée presque comme une question de théologie. C'est assez dire qu'à force de vouloir l'éclaircir, on l'a horriblement embrouillée. Les institutions des Franks, qui n'avaient guère, je crois, ce que nous appelons aujourd'hui des institutions, ont servi de champ de bataille aux publicistes des écoles les plus opposées. Selon la mode, ces barbares aux longs cheveux, à la terrible framée, ces brûleurs de maisons, ces dévastateurs de la Gaule, se sont vus transformés tantôt en gentilshommes jaloux de leurs priviléges, tantôt en libéraux et presque en philosophes du XVIII[e] siècle, en vrais démocrates. L'Église avait fait de Charlemagne un saint malgré la licence de ses mœurs ; c'était le moins qu'elle dût au destructeur des Lombards. Sous la plume de Mably, le prince qui baptisait les Saxons dans leur sang est devenu un empereur constitutionnel. Pour Boulainvilliers, tous les vrais gentilshommes sont les fils des Franks, tous les roturiers sont les descendants de la race vaincue, proscrite, dépouillée, des Romains. Le clergé réclame l'honneur d'avoir donné à la monarchie française sa forme et ses lois, et de notre temps même, sous la Restauration, libéraux et royalistes se sont attaqués au nom des Gaulois et des Franks. Pour déguiser l'origine révolutionnaire et toute moderne du gouvernement représentatif, Louis XVIII, dans sa charte, recousait assez maladroitement nos deux chambres aux Champs-de-Mars et aux

Champs-de-Mai. De l'Assemblée constituante, pas un mot. C'est là ce que la Restauration appelait renouer la chaîne des temps. Enfin M. de Montlosier publiait sa *Monarchie française*, livre éloquent, bizarre, emporté, où toutes les idées contre-révolutionnaires, tous les préjugés détruits, tous les priviléges vaincus, non pas seulement depuis 1789, mais depuis Philippe-Auguste et saint Louis, poussent une dernière et longue malédiction contre le tiers état devenu la nation, contre la liberté devenue le droit commun. Par quelle fatalité tous nos écrivains semblent-ils avoir épuisé leur talent et leur savoir sur la partie de nos annales qu'après tout il importe le moins de bien connaître? Nous n'avons pas une seule bonne histoire de nos temps vraiment historiques; nous avons des montagnes de volumes sur la période barbare. D'une part, l'érudition a tout ramassé : chroniques, chartes, diplômes, et jusqu'aux moindres pièces que le temps avait eu la sottise d'épargner; de l'autre, l'esprit de système et de dispute a tourné ces documents en cent façons, et a refait, sans se lasser, l'éternelle histoire de nos ancêtres, Germains ou Gaulois. Il n'y a pas jusqu'à une femme, mademoiselle de Lézardière, qui ne se soit enfermée pendant trente ans dans une campagne pour étudier les lois barbares et en compiler un ouvrage prodigieux d'érudition, parfaitement faux de vue. C'est le jugement de M. Thierry que je rapporte. Condamnez-vous donc au célibat et à la solitude pour approfondir la loi salique!

Pour moi, je confesserai tout doucement qu'à l'aspect formidable de ces piles d'in-folio qui bouchent

l'entrée de notre histoire, je me suis senti plus d'une fois prêt à maudire l'érudition et à regretter que nous ne nous en soyons pas tenus grossièrement à notre origine troyenne et à notre bon roi Francion, fils d'Hector et fondateur de la monarchie française. M. Augustin Thierry m'a réconcilié avec les Mérovingiens, je l'avoue; personne n'a été plus surpris que moi de voir qu'on pouvait faire, avec les vers barbares du poëte Fortunat, une histoire piquante. M. Thierry porte son immense savoir avec une facilité que j'admire; l'érudition, au lieu d'éteindre son talent, l'éveille et l'inspire. J'aimerais pourtant mieux une histoire des Valois de la main de M. Thierry qu'une histoire des Mérovingiens, gens dont Plutarque n'aurait certainement pas pris la peine d'écrire la vie. J'accepterai avec reconnaissance de M. Thierry tout ce qu'il voudra nous donner. Mais n'est-il pas permis de déplorer qu'on ait, pour ainsi dire, emprisonné notre histoire entre Clovis et Hugues Capet? Quand nous saurions un peu moins bien la vie de Chilpéric ou celle de Clotaire, ne serait-ce pas un mince malheur? J'en veux à la dissertation historique; je l'accuse d'avoir étouffé l'essentiel sous le superflu. Nous avons de grands critiques; où sont nos historiens? L'histoire politique, l'histoire morale, la grande histoire, celle qui est faite pour les hommes et non pour les Académies, où est-elle? Cette histoire, qu'on appelait autrefois la maîtresse des peuples et des rois, où l'on apprenait la guerre, le gouvernement, qu'en avons-nous fait? Qu'est-elle devenue? Je ne vois pas que les anciens prissent tant de peine pour éclaircir ce point,

qui sera toujours obscur, cette période de barbarie qui, chez tous les peuples, précède l'époque à laquelle seule on peut donner le nom d'historique. Hérodote a écrit l'histoire de la guerre Médique, Thucydide celle de la guerre du Péloponèse, Xénophon la retraite des Dix-mille, Tacite l'histoire des empereurs. Voyez comme Tite-Live passe vite sur les premiers temps de Rome! Il ne s'amuse pas à disserter pesamment sur l'origine des Romains; il la prend comme il la trouve, avec les fables qui avaient cours dans la bouche du vulgaire. L'histoire n'est pas un problème; c'est une leçon. Ce que le monde a oublié ne valait apparemment pas la peine d'être retenu. J'ai tort peut-être; mais je donnerais volontiers Dubos et Mably, et mademoiselle de Lézardière par-dessus le marché, pour la belle *Histoire de la Conquête de l'Angleterre par les Normands*. S'il fallait mettre au feu les dix-huit volumes in-folio de la *Collection des Historiens de France* ou les *Mémoires de Saint-Simon*, je condamnerais bien vite Frédégaire et tous ses pareils au bûcher, surtout lorsque quelques hommes d'un talent rare comme M. Thierry auront tiré de ce fatras le peu qui mérite d'être transmis à la postérité.

Ne poussons pas trop loin ce paradoxe pourtant. Toute connaissance est bonne, et la critique, pourvu qu'on n'en abuse pas, est la base de l'histoire. La même science qui étouffera mille esprits ordinaires éclairera de la plus vive lumière un esprit supérieur. A travers les ternes chroniques de quelques moines crasseux et stupides, un homme de génie découvrira d'admirables points de vue, un vaste horizon. Au

milieu de mille erreurs, il saisira quelques vérités. La critique a une rebutante enveloppe; mais, à la longue, quelques points surnagent et demeurent établis. Le reste tombe dans un parfait et très-heureux oubli. Les écrivains que j'ai déjà nommés tant de fois, Dubos, Boulainvilliers, Mably, et leurs imitateurs et continuateurs, race presque innombrable, dans le travail qu'ils ont fait sur la formation de la société française, n'ont vu l'histoire qu'à travers leurs préjugés et leurs passions. Ils l'ont affreusement défigurée. Leurs préjugés même ne les ont-ils pas éclairés cependant sur quelques points en leur cachant la vérité sur beaucoup d'autres? Boulainvilliers, dans son engouement de gentilhomme, n'a-t-il pas vu et développé, avec toute la sagacité que donne la colère, cette longue et constante politique de nos rois dont le but était l'élévation du tiers, l'abaissement de la noblesse? Mably n'a-t-il pas contribué à faire revivre le souvenir éteint des Etats généraux? Dubos, dont tout l'ouvrage repose sur la supposition absurde d'une cession volontaire des Gaules faite aux Franks par les empereurs, n'a-t-il pas retrouvé, du moins, sous les décombres des villes ruinées par les barbares les vestiges de l'administration romaine que la conquête laissa subsister? N'a-t-il pas fait voir qu'une nation romaine, pour ainsi dire, s'était conservée à côté des Germains? Vérité féconde! car quelque engouement que l'on professe aujourd'hui pour la barbarie et pour les barbares, il faut le reconnaître, notre civilisation est romaine, notre centralisation est romaine, nos

lois et nos lettres sont romaines ; c'est l'esprit romain qui a fini par vaincre l'esprit barbare !

Il y avait donc un grand travail à faire aujourd'hui ; il fallait arrêter le compte des vérités désormais acquises à l'histoire, et les dégager du fatras sous lequel l'esprit de système les avait enfouies. C'est l'objet que s'est proposé M. Augustin Thierry et le résultat qu'il a savamment obtenu dans ce tableau de l'histoire de notre histoire, si je puis ainsi parler. Sa profonde et sûre critique fait avec un rare discernement la part du vrai et celle du faux, et cette dernière, hélas ! est de beaucoup la plus grosse. M. Thierry remonte jusqu'à la source des erreurs en faisant voir sous quelle préoccupation d'esprit chacun de ces écrivains a poussé ses recherches. Il éclaire la critique historique au flambeau de la critique littéraire et de la critique philosophique. Ses analyses brèves, mais complètes, déroulent sous nos yeux plus de deux siècles de travaux précieux et d'erreurs incroyables. L'impartialité de notre temps a beaucoup aidé, il est vrai, M. Thierry. Nous en avons fini, il faut l'espérer, avec les Gaulois et les Franks. Que notre liberté vienne ou non des Germains, au fond peu nous importe. L'enfant est né ; il est grand et fort. Si un Boulainvilliers réclamait aujourd'hui, au nom des Franks ses ancêtres, les droits de la conquête, nous lui répondrions qu'en 1789 et en 1830 les vaincus, les Romains, les serfs, ont pris leur revanche, et qu'à leur tour ils sont les conquérants et les vainqueurs. La tradition, sans doute, n'est pas une chose méprisable ; nous aimons à voir notre liberté moderne se rattacher

aux patriotiques et douloureux efforts que firent de pauvres bourgeois pour s'arracher à la servitude féodale et fonder une commune, première image d'une société qui se gouverne par elle-même. Nous n'oublions pas que les Etats généraux, souvent interrompus, presque toujours impuissants, nous ont conduits néanmoins jusqu'à l'Assemblée constituante et jusqu'au gouvernement vraiment représentatif. Les anciens citaient à tout propos leurs ancêtres; c'était le mot qui leur revenait sans cesse à la bouche : *majores nostri*. Nous aussi nous pouvons citer les nôtres. Si nous le faisons moins souvent, c'est que notre histoire est double, pour ainsi dire ; c'est que l'oppression, la servitude, la misère s'y rencontrent trop souvent à côté de quelques généreux efforts pour la liberté ; c'est que la France n'est devenue ce qu'elle est qu'en brisant les liens de son passé. D'ailleurs nous avons assez de sujets de dispute sans aller réveiller dans leur tombeau les Franks et leurs serfs. Ces questions n'ont plus qu'un intérêt tout historique.

M. Augustin Thierry ne s'est pas contenté de juger les autres. Il a rassemblé dans un dernier chapitre ses propres vues sur la marche et le développement des grandes révolutions du moyen âge. Il sait peindre à grands traits, comme il sait raconter avec ces petits détails qui sont la vie du récit. Dans ce morceau concis et rapide, l'histoire des municipalités, qui a, comme on sait, la prédilection de M. Thierry, joue un grand rôle. On y trouve aussi de curieux détails sur *la ghilde germanique*, espèce de société d'assurance mutuelle, qui est devenue dans nos villes du

Nord, au moyen âge, le fondement et comme le premier modèle de l'association communale. Nos rois, malgré leur origine germanique, et par je ne sais quel instinct de centralisation, ont toujours eu en défiance et en haine ces *ghildes*, ces conjurations privées, que nous appellerions assez bien aujourd'hui clubs et sociétés secrètes. Elles ont prospéré en Angleterre; en France, l'autorité royale les a constamment proscrites. Chez nos rois, cette politique n'était-elle pas encore une tradition de l'esprit romain? car l'administration romaine ne redoutait rien tant que ces associations; partout où elle les rencontrait, elle s'empressait de les détruire. On peut voir à cet égard la curieuse correspondance de Trajan avec Pline, pendant que Pline gouvernait la Bithynie.

Je pourrais m'étendre davantage sur cette belle et large exposition des vicissitudes de la société française; mais j'ai hâte d'en venir aux *Récits Mérovingiens*. C'est la seconde partie de l'ouvrage de M. Augustin Thierry. Ici le talent de M. Thierry se montre sous un jour tout différent pour arriver au même but, la révélation de l'histoire. Une érudition presque minutieuse se cache sous la forme simple et naïve d'un pur récit. On croirait lire quelquefois une légende, un beau conte, une nouvelle ingénieuse; et ce qu'on lit, c'est Grégoire de Tours. Encore M. Thierry est-il trop heureux quand il rencontre sur son chemin un Grégoire de Tours, esprit distingué, après tout, écrivain qui, dans son style barbare, a du trait et de la force. Il n'est pas toujours facile de lutter avec ce latin grossier. Grégoire de Tours est un témoin oculaire; c'est

un Romain qui déteste la barbarie; c'est un saint évêque que les débauches brutales, la cupidité, les emportements stupides des rois et des seigneurs franks révoltent et consternent; quand il raconte ce qu'il a vu, son style frémit et s'épouvante en quelque sorte. La tristesse de son âme est empreinte dans son livre. Avec un guide comme celui-là, l'histoire des Mérovingiens ne serait pas à faire, elle serait faite; mais Grégoire de Tours manque quelquefois, et j'admire avec quel art M. Thierry met en œuvre un mot, un renseignement perdu, un détail obscur, pour faire revivre la société mérovingienne, si toutefois ce n'est pas abuser des termes que d'appliquer celui de société à un temps pareil. Le titre modeste que M. Thierry a choisi, *Récits Mérovingiens*, explique l'esprit dans lequel il a conçu son ouvrage. Ce n'est pas une histoire, si par histoire on entend une chronique suivie : c'est une peinture de mœurs. Sur un plan aussi détaillé, faire une histoire des Mérovingiens serait impossible. Tantôt les renseignements abondent, tantôt ils manquent tout à fait. M. Thierry aurait donc été obligé ou de se réduire à un sec abrégé pour conserver les proportions d'un récit continu, ou d'aller chercher dans des traditions incertaines des détails qu'on ne trouve pas dans les écrivains contemporains, méthode hasardeuse ! Et que nous importe après tout l'histoire politique des Mérovingiens ? Si quelque chose nous intéresse, c'est la peinture de leurs mœurs, c'est le lamentable tableau d'une civilisation tombée entre les mains des barbares; c'est le spectacle de deux sociétés, l'une corrompue et raffinée, l'autre presque sauvage, qui

se dégradent mutuellement et ne se confondent qu'en se rapprochant par leurs vices. Il y a là un côté de la vie des peuples, qu'il faut connaître, hélas!

On ne nommera donc pas, si l'on veut, cette partie de l'ouvrage de M. Thierry une histoire. Peu importe, pourvu que l'on convienne que ce sont d'admirables Mémoires sur les Mérovingiens et sur leur époque; Mémoires qu'une érudition ingénieuse et profonde a pu seule parvenir à recomposer. Toutes les classes, toutes les positions de la société, pardon du terme moderne, tous les caractères y sont peints, comme sur les vieux vitraux de nos églises, avec une vivacité de couleur inimitable. Le roi, l'évêque, la reine, la femme barbare, le Romain intrigant, l'esclave qui s'élève jusqu'à la puissance, et qui exagère la tyrannie même de ses maîtres, la vie intérieure avec ses grossiers plaisirs et ses horribles emportements, tout jusqu'aux nuances de caractère d'un Gonthramm et d'un Hilperik, d'une Brunehaut et d'une Frédegonde, sort de la poussière et de l'obscurité profonde des chroniques. On croirait voir les statues de pierre qui dorment sur les antiques tombeaux de Saint-Denis s'animer et marcher. On conçoit que ces récits ne sont pas susceptibles d'analyse. La vie est dans le détail. C'est par les petites circonstances qu'on s'intéresse aux grandes. J'ai regret pourtant de ne pas oser raconter, après M. Thierry, l'histoire charmante de sainte Radegonde. Quelle aimable sainte! quelle douce retraite que son couvent de Poitiers, toujours ouvert, excepté pendant le carême, au poëte Fortunat, bel-esprit et

prêtre, se faisant payer de ses vers moitié dévots, moitié voluptueux, par de bons soupers! Qui se serait attendu à retrouver l'hôtel de Rambouillet au VIe siècle, et une espèce de Julie d'Angenne dans une nonne, Saxonne d'origine, femme de Chlother, fondatrice d'ordre religieux ? Pour moi, je ne doute pas de la sainteté de Radegonde, malgré son amour pour les fleurs et pour les vers du poëte Fortunat. Le peu que je viens de dire de son histoire prouvera au moins une chose : c'est que les *Récits Mérovingiens*, livre d'une érudition si vaste et si solide, la présente, cette érudition qui effraie, sous la forme la plus piquante.

M. Augustin Thierry promet encore deux volumes de *Récits Mérovingiens*. Nous aurons donc sur cette époque, qui jusqu'ici avait été l'effroi des lecteurs, un livre excellent et aussi complet que possible. Tout ce que pouvait faire le talent allié au savoir, l'esprit de recherches uni à l'art de raconter, pour tirer des ténèbres cette histoire confuse et barbare, M. Thierry l'a fait et le fera. L'auteur des *Lettres sur l'Histoire de France* et de l'*Histoire de la Conquête de l'Angleterre par les Normands* a un titre de plus à la place que le public lui a marquée depuis longtemps parmi nos meilleurs écrivains et à la tête de cette école dont les travaux ont régénéré parmi nous les études historiques. Que d'autres, dans leur ingratitude, troublent la paix de ce cabinet solitaire où M. Augustin Thierry médite et compose pour nous d'utiles et de savants ouvrages, où il dicte ces pages brillantes que sa main ne peut plus écrire ; qu'on lui envie le juste honneur que l'Académie française vient de rendre à

son talent si pur, à son admirable dévouement pour la science; la voix publique vengera M. Thierry! Ses ouvrages sont populaires et le demeureront. M. Thierry a l'éloquence de l'histoire, et, pour mon compte, je n'hésite pas à dire qu'en lui décernant le prix fondé par le baron Gobert, l'Académie française a prouvé que le fondateur de ce prix avait eu une grande et utile pensée !

23 août 1840.

VII

HISTOIRE DES ÉTATS GÉNÉRAUX

DE FRANCE,

PAR M. RATHERY.

Le livre de M. Rathery n'est pas un livre tout à fait nouveau. C'est un Mémoire qui fut couronné il y a quelques années par l'Académie des Sciences morales et politiques. Mais, si je ne me trompe, les événements qui ont changé encore une fois la face des choses dans notre pays donnent aux recherches de M. Rathery un intérêt plus vif et plus piquant. La question, lorsque l'Académie la mit au concours, n'était qu'une question d'érudition toute pure. On demandait aux concurrents, sans la moindre préoccupation d'un présent que la monarchie constitutionnelle semblait avoir réglé pour longtemps, de retracer l'histoire sommaire de nos anciennes assemblées générales jusqu'à leur dernière convocation sous Louis XIII; d'indiquer, autant que possible, le mécanisme de leur formation, la marche de leurs délibé-

rations, la nature et l'étendue de leurs pouvoirs; de déterminer enfin les causes qui les avaient empêchées de s'élever au rôle des Parlements d'Angleterre et de devenir une institution régulière de la monarchie.

Ce programme était fort vaste. Peut-être l'était-il trop. Des trois parties qu'il embrasse, la dernière composerait à elle toute seule une espèce d'histoire comparée de la France et de l'Angleterre. Le génie même de l'érudition aurait bien de la peine à se tirer de la seconde, car un des caractères de nos Etats généraux est précisément de n'avoir jamais eu rien de fixe dans leurs formes, de net et d'arrêté dans la définition de leurs pouvoirs. Ils étaient tout ou ils n'étaient rien, selon que l'autorité royale faiblissait devant eux ou qu'elle se relevait par un de ces revirements si fréquents dans notre histoire. Quant à la première partie du programme académique, en la réduisant même à un tableau très-abrégé des faits, ce serait encore toute une histoire de la France pendant les siècles les plus agités de notre existence nationale, le XIV[e], le XV[e] et le XVI[e]. Au surplus, j'avoue que toutes les fois qu'il m'est tombé sous les yeux une de ces questions mises au concours par les classes savantes de l'Institut, je me suis étonné qu'il se trouvât des gens assez hardis pour répondre à l'appel. J'ajoute avec la même franchise que mon étonnement a beaucoup diminué quand j'ai lu les Mémoires couronnés. Il m'a paru que les Académies surfaisaient, si j'ose me servir de cette expression, et qu'elles demandaient immensément pour se contenter au total de peu. Les concurrents supposent avec raison qu'on n'exige pas d'eux

l'impossible. C'est ainsi que sur la question des Etats généraux, M. Rathery n'a pas aspiré à en savoir plus que tout le monde, plus que M. Guizot, que M. Thierry, que l'Académie tout entière. Il a traité modestement son sujet, donnant pour insoluble ce qui est insoluble, et ne prétendant pas avoir trouvé ce que personne n'avait eu le bonheur de découvrir avant lui. Son Mémoire n'en a pas moins obtenu le prix à juste titre. L'ouvrage est bon et curieux. C'est de ce Mémoire revu et publié par l'auteur que je voudrais dire quelques mots.

Il n'y a pas de question plus controversée dans notre histoire que celle des Etats généraux. Que faut-il penser de ces assemblées ? Qu'en ont pensé nos pères eux-mêmes ? Nos pères nous ressemblaient beaucoup. Quand ils avaient été longtemps sans voir une convocation des Etats généraux, ils désiraient ardemment jouir de ce spectacle. Ils attendaient avec impatience qu'un règne faible ou malheureux leur ouvrît cette nouvelle source d'émotions. Leurs vieilles franchises trop longtemps négligées leur revenaient alors en mémoire. Ce n'était qu'un cri contre les abus du pouvoir, contre les gaspillages de la cour et le désordre des finances, contre le malheur de l'État livré à des favoris sans naissance et sans mérite. La convocation d'une assemblée nationale paraissait la dernière planche de salut et le seul moyen de remédier aux souffrances publiques. La noblesse, le clergé, le peuple s'unissaient pour demander les Etats généraux. Par leur moyen tout le monde espérait obtenir le redressement de ses griefs. Le clergé se flattait que les abbayes et les mitres cesseraient

d'être la récompense de services quelquefois honteux ; la noblesse, que les grands offices de la Couronne et les charges lucratives du palais ne seraient plus la proie des parvenus ; la bourgeoisie, que la science et l'intégrité donneraient seules droit aux places de judicature. Le pauvre peuple ne demandait qu'un peu d'allégement aux charges qui l'écrasaient et quelques garanties contre le pillage des soldats et l'avidité des gens de finance. Les Etats généraux devaient être la panacée universelle. Ils feraient refleurir la religion et les vertus antiques (car les vertus sont toujours antiques ; le présent n'est jamais que le temps du mal physique et moral). Surtout ils réduiraient les gages excessifs des officiers du roi, c'est-à-dire, pour parler le langage moderne, qu'ils diminueraient les gros traitements, cet éternel objet de la plainte et de l'envie de ceux qui ne les touchent pas. Presque toujours quelques grands seigneurs se joignaient au cri public dans l'espoir de se faire des Etats généraux un instrument d'influence et de chasser un favori dont ils ambitionnaient la place. Le flot grossissant, l'opinion devenait irrésistible. Il fallait convoquer les Etats. La cour les convoquait, malgré ses répugnances, au milieu de la joie et de l'espérance universelles.

C'était la première scène. Communément, la seconde ne se faisait pas beaucoup attendre. Plus on avait espéré de la réunion des Etats, plus le désenchantement était prompt et complet, grâce à la mobilité de notre esprit. On s'étonnait que les choses n'allassent pas tout de suite aussi bien qu'on se l'était imaginé, et quelquefois même qu'elles empirassent. Rarement convoqués, les Etats apportaient, avec des

intentions assez bonnes, une grande inexpérience : ils touchaient à tout d'une main peu habile. La division ne tardait pas à se mettre entre les trois ordres. Abordait-on une question de réforme ; la noblesse et le clergé tremblaient pour leurs priviléges : une nouvelle ligue se formait, composée de tous ceux qui vivaient des abus. Les villes et les bailliages commençaient à trouver que l'entretien d'un député aux états leur coûtait bien cher et leur rapportait bien peu. On se plaignait de la lenteur interminable des délibérations. La chance tournait, et l'impopularité passait du côté des Etats. C'était à eux qu'on s'en prenait de tout. Au lieu de crier contre les courtisans, on criait contre les orateurs, et comme les passions humaines se retrouvent partout où il y a des hommes, et que les assemblées ne sont pas plus impeccables que les cours, bientôt les gens qui avaient demandé avec le plus d'instance la convocation des Etats n'y voyaient plus qu'une réunion de brouillons et d'ambitieux, qu'une nouvelle source de dépense et d'embarras. On regrettait l'unité du pouvoir. Ce n'était plus le roi Jean qui était la cause des malheurs du royaume, c'étaient des Etats factieux. L'histoire elle-même, qui pardonne presque à ce prince ses fautes et ses défaites, est impitoyable pour le Prévôt des marchands Marcel, le tribun de ce temps-là. En un mot, on ne savait pas plus supporter les inconvénients de la liberté qu'on n'avait su prendre en patience les abus et les vexations du pouvoir absolu. Les députés finissaient par se lasser de leurs efforts impuissants. Ils regrettaient leurs maisons, leurs champs, leurs familles. Le tout finissait, en général,

par l'établissement de quelques nouvelles taxes, et les Etats se retiraient avec une grande envie de n'être pas convoqués de sitôt. Quelquefois même, pour s'épargner les dépenses d'un autre voyage, ils supppliaient le roi de faire ses affaires tout seul. Pendant quelques années, il n'était plus question des vieilles franchises. La royauté prenait le dessus jusqu'à ce que l'excès des abus ramenât le mécontentement. Consolons-nous. Les révolutions ne sont pas nouvelles en France. Nous en avons vécu pendant tant de siècles, qu'il est permis d'espérer que nous n'en mourrons pas plus cette fois-ci que les précédentes.

Quoi qu'il en soit, il est certain que les assemblées d'Etats avaient fini par être en mauvaise renommée dans notre ancienne monarchie auprès du peuple et auprès du prince. Comme on ne les convoquait guère qu'à la dernière extrémité, leur souvenir était lié à celui de tous les malheurs publics. Il ne rappelait que les époques les plus fâcheuses de notre histoire, les troubles de Paris pendant la prison du roi Jean, l'anarchie du royaume pendant la longue démence de Charles VI, nos discordes civiles et religieuses sous les faibles Valois. Dans des temps plus calmes, si la royauté, plus forte et plus habile, avait recours à eux, ce n'était guère que pour autoriser de leur nom une aggravation des charges publiques, autre circonstance qui dépopularisait les Etats. Leurs doléances étaient devenues une pure affaire de cérémonie, trop heureux quand ils obtenaient de la cour une réponse gracieuse et des promesses que l'effet suivait rarement. Toute la politique du gouvernement consistait à leur faire sentir leur impuissance.

Ils disparurent donc sans laisser beaucoup de regrets. La monarchie n'eut plus affaire qu'aux parlements. Leur nom restait cependant, et ce grand nom des Etats généraux suffisait pour inquiéter le pouvoir absolu. Prononcé devant les rois, il les faisait pâlir. M. Rathery rapporte, d'après les Mémoires de madame Campan, qu'à l'époque où l'opposition des parlements causait le plus d'ennuis à Louis XV, un courtisan s'étant avisé de dire qu'il serait peut-être nécessaire de convoquer les Etats généraux, le roi s'était écrié : *Monsieur, ne répétez jamais ces paroles. Je ne suis pas sanguinaire; mais si j'avais un frère, et qu'il fût capable d'ouvrir un tel avis, je le sacrifierais dans les vingt-quatre heures à la durée de la monarchie et à la tranquillité du royaume!* On approchait de 1789.

Louis XIV lui-même l'entendit prononcer, ce nom formidable, dans les dernières années de son règne. Un moment, les puissances réunies à Utrecht eurent l'idée d'exiger de lui l'intervention des Etats généraux, non-seulement pour donner à la paix une sanction plus éclatante et plus sûre, mais aussi pour borner le pouvoir royal et mettre un frein à une ambition qui avait effrayé l'Europe. Louis XIV aurait cédé deux provinces de son royaume plutôt que de subir une pareille condition, et je crois que dans les circonstances où l'on prétendait la lui imposer, il aurait eu raison. La polémique qui s'engagea à cette occasion est curieuse par l'instinct secret qui faisait déjà sentir aux peuples et aux princes, fatigués de la guerre, le rapport de la paix et de la liberté. Il fut plus sérieusement question de la réunion des Etats généraux

sous la régence du duc d'Orléans. Fénelon y avait pensé. Le duc de Saint-Simon, ses Mémoires l'attestent, n'y aurait pas eu d'opposition. C'était un de ces moments où les dangers et les maux qu'entraîne un pouvoir sans contre-poids se font plus vivement sentir et où les peuples tournent les yeux vers eux-mêmes. La France était épuisée. Dix ans d'une guerre malheureuse avaient laissé les finances dans un désordre effroyable. Il est peu probable que le régent ait jamais eu une sérieuse envie d'avoir recours à ce remède suprême. Cependant une délibération s'ouvrit, et la chose fut poussée assez loin pour que le cardinal Dubois, dans un long et piquant Mémoire, combattît la proposition par toutes les raisons que peut fournir une politique fine et profonde; il faut se souvenir seulement qu'à cette époque l'Etat c'était le roi. Après avoir établi qu'avec un peu d'habileté la Couronne viendrait toujours aisément à bout de l'opposition tracassière des parlements, le cardinal ajoutait : « Votre Altesse Royale connaît-elle des moyens « assez efficaces pour s'opposer aux entreprises d'une « assemblée véritablement nationale qui résisterait « à ses volontés? Le monarque pourrait-il dire à la « nation comme aux parlements : Vous n'êtes pas la « nation? Pourrait-il dire aux représentants de ses « sujets : Vous ne les représentez pas? Un roi de « France pourrait-il exiler la nation pour se faire « obéir, comme il exile ses parlements? Pourrait-il « aussi faire la guerre à la France en cas de refus de « nouveaux impôts? Le roi est assuré de ses troupes « contre le parlement; le serait-il contre la France « assemblée? Où frapperaient donc le soldat, l'offi-

« cier, le général, sans frapper contre leurs compa-
« triotes, leurs amis, leurs parents ou leurs frères ?
« N'oublions jamais que le dernier malheur des rois,
« c'est de ne pas jouir de l'obéissance aveugle du
« soldat ; que compromettre ce genre d'autorité,
« qui est la seule ressource des rois, c'est s'exposer
« aux plus grands dangers. C'est là véritablement
« la partie honteuse des monarques, qu'il ne faut pas
« montrer, même dans les plus grands maux de
« l'État. »

Ces dernières paroles me paraissent d'une remarquable beauté et d'une profondeur morale qui étonne dans la bouche du cardinal Dubois. En faisant de la force toute la base de sa théorie, il en connaissait cependant le côté faible. C'était, selon lui, le ressort nécessaire de l'État ; mais ce ressort matériel et grossier, il fallait le cacher. Pendant plus de soixante ans encore, la théorie du cardinal Dubois devait être le mot secret du gouvernement de la France, ce que Tacite appelle si bien *arcana imperii*. Alors l'idée de rappeler les Etats généraux ne sortit pas du cercle d'un petit nombre d'hommes d'État et d'utopistes. Elle ne devait se réveiller avec éclat et devenir une passion publique qu'en 1789.

Hélas ! les hommes ne changent guère. Toutes les causes qui avaient fait avorter nos anciens Etats généraux firent encore les fautes, les malheurs et les déceptions de 1789 : même enthousiasme, mêmes illusions, suivies du même désenchantement. Comme les états du XIVe et du XVe siècle, l'Assemblée constituante, au lieu de se borner à quelques principes simples, à quelques réformes positives, entreprit en

grand la refonte du gouvernement. Ces hommes si éclairés, animés d'intentions si pures et d'un patriotisme si sincère, eurent le malheur de ne pas comprendre qu'il ne faut jamais briser les formes auxquelles un peuple est habitué, sous peine de remettre en question l'ordre social tout entier, et qu'il suffit d'introduire, je dirais presque de glisser sous les formes anciennes, quelques garanties et quelques droits de plus. Au fond de toutes les sociétés et de toutes les constitutions il y a un mystère. C'est le secret de la vie, c'est ce qui fait que les choses vont sans qu'on sache pourquoi. On est parce qu'on est. Il ne faut pas en demander ni tâcher d'en savoir davantage. Si l'on veut pousser la sonde plus loin, on trouve l'abîme. Une fois que vous avez posé ces questions : Pourquoi y a-t-il un roi? Qu'est-ce qu'un roi? ou celles-ci : Qu'est-ce que la noblesse ? Qu'est-ce que le droit du sang et la transmission, par l'hérédité, des titres et du pouvoir? vous arrivez bien vite à ces autres questions : Qu'est-ce que la propriété? pourquoi y a-t-il des riches et des pauvres? De même, dans un État démocratique et populaire il faut croire que le peuple est infaillible, que la majorité a toujours raison, et ne jamais se demander pourquoi trois personnes auraient plutôt raison que deux. Le jour où une pareille question serait posée aux États-Unis, la république s'écroulerait.

Que fallait-il faire en 1789? Établir solidement deux points : le vote libre de l'impôt et la périodicité des Etats. Avec ces deux droits on avait tout, et ces deux droits il n'était pas nécessaire de les aller chercher dans un contrat social imaginaire ; on en trouvait

le fondement dans notre histoire. Il y a une chose que l'on sait bien en Angleterre et que l'on n'a jamais sue en France : c'est que quelques lignes écrites sur un bon parchemin bien antique valent mieux pour établir la liberté d'un peuple que les plus belles théories du monde sur les droits du genre humain. Les droits du genre humain, je ne sais pas pourquoi, finissent toujours par tourner au ridicule. Aussi, dix ans à peine écoulés, cette génération de 1789, qui s'était précipitée vers la liberté avec tant d'ardeur, se rejetait-elle aveuglément dans les bras du pouvoir absolu. Hélas! y aurait-il là un de ces traits de caractère qui constituent la physionomie nationale d'un peuple, et que le progrès de la science et des lumières n'efface pas? Quand on parcourt dans le livre de M. Rathery l'histoire de nos anciens Etats généraux, c'est toujours 1789 et l'Assemblée constituante. Nous n'avons jamais manqué de philosophes et d'orateurs; nous n'avons eu faute que d'hommes d'État. Le XIV[e] siècle a eu ses Mirabeau et ses Pétion comme le XVIII[e]. Trois cents ans avant Jean-Jacques et Mably, on dissertait à perte de vue sur la souveraineté du peuple dans les conciliabules du tiers-état, jusqu'à ce que la fatigue et l'ennui gagnassent tout le monde. Pendant ce temps-là, les barons d'Angleterre, unis au clergé et plus tard aux humbles représentants des communes, se faisaient reconnaître, à la pointe de l'épée quand il le fallait, mais toujours en respectant la constitution établie, quelques droits bien positifs. Ces droits accumulés ont fini par former l'omnipotence légale du Parlement. Si jamais le genre humain veut se

former en république universelle, assurément c'est dans nos annales qu'il puisera ses précédents. Les peuples qui veulent être libres doivent chercher les leurs en Angleterre. Nous n'avons qu'un mot en France : tout ou rien.

Il ne faut pas chercher ailleurs les causes qui ont empêché les Etats généraux de devenir chez nous une institution régulière. C'est la logique qui les a perdus et qui nous perdra toujours. En matière d'institutions comme en matière d'art, nous aimons la symétrie et la régularité, le poli, le fini. Si nous ne pouvons pas être tout, nous nous résignons avec une prodigieuse facilité à n'être rien. Nous ne savons pas nous contenter d'être quelque chose. Et puis quand l'enthousiasme tombe, il nous reste le plaisir de nous moquer de nous-mêmes. Les plus ardents passent le plus vite au mépris et au dégoût; ils oublient si bien ce qu'ils pensaient hier, qu'ils sont les premiers à lancer le sarcasme contre ceux qui conservent leur vieille foi. Ainsi se sont toujours passées les choses dans notre pays. Nos Etats généraux, sans le vouloir, n'ont jamais travaillé qu'au profit du pouvoir absolu. Ils ont eu d'excellentes idées; ils n'ont pas su les réaliser par eux-mêmes. L'exagération est toujours venue gâter leur ouvrage. Dès les temps les plus anciens, on trouve dans leurs cahiers et dans leurs vœux le germe de toutes les réformes dont nous jouissons aujourd'hui. Ces pauvres bourgeois du XIVe et du XVe siècle demandaient déjà l'unité des poids et mesures, la réforme de la législation civile, une répartition plus équitable des impôts. S'ils ne s'élevaient pas jusqu'à l'idée de

la liberté des cultes, ils éprouvaient d'instinct une sorte de répugnance à employer la force en matière de religion. Que leur manquait-il? Une dose de modération et de bon sens de plus, avec un peu d'esprit de suite. La royauté, plus habile, leur empruntait tout ce qui ne contrariait pas trop ses intérêts et son pouvoir, et se faisait honneur de quelques réformes utiles, pendant que ceux qui en avaient eu l'initiative ne recueillaient trop souvent que la malédiction publique. Il faut ajouter que, par une fatalité singulière, ces hommes qui, dans une assemblée, ne savaient ni gouverner les autres ni se gouverner eux-mêmes, appelés par les rois dans leurs conseils, faisaient d'habiles ministres et de dévoués serviteurs. De tribuns, ils devenaient facilement les meilleurs instruments du pouvoir. Le jacobinisme et le machiavélisme se touchent de plus près qu'on ne le croit. Mirabeau, sous un roi fort, aurait été un Richelieu.

J'ai indiqué la cause qui a contribué le plus, selon moi, à empêcher les Etats généraux de prendre une place fixe et régulière dans les institutions de notre ancienne monarchie : trop d'empressement dans la première ferveur à tout changer, à s'emparer de tout, à s'immiscer jusque dans l'administration; et dès que la chance tournait, trop de facilité à se décourager et à abandonner jusqu'à leurs droits les moins contestables. Vous voyez, dans certains moments, ces Prévôts des marchands et ces avocats s'élever jusqu'à la fierté du langage républicain; vous les voyez, dans d'autres, s'abaisser à l'humilité la plus bourgeoise, et s'excuser timidement de prendre part aux affaires de l'État. Il faut cependant ajouter à cette cause

générale, qui tient, j'en ai bien peur, au caractère même de la nation, toutes les causes secondaires dont la royauté sut profiter habilement, et, en première ligne, les querelles intérieures suscitées par la division des Etats en trois ordres. Ce que le fractionnement des partis a produit dans des assemblées plus modernes, l'opposition des intérêts et l'antagonisme des classes le produisaient dans nos anciens Etats. C'est ce que Saulx-Tavannes exprime avec une singulière énergie dans un passage de ses Mémoires cité par M. Rathery : « Infinies raisons, dit cet auteur « dans son vieux langage, empêchent que les États « de France ne se mettent en autorité et en liberté : « le royaume est composé de plusieurs pièces divi- « sées en ecclésiastiques, noblesse et peuple, officiers « de justice et de finances, qui conservent leurs biens, « situés en la campagne, par l'autorité royale, et ont « été tant trompés, qu'ils croient que la prétendue « liberté coûteroit plus cher que la servitude volon- « taire où ils sont. Il y a des gens d'Église dépendans « du roi, du nombre desquels sont ceux qui tiennent « les abbayes par récompense ; autres qui regardent « immédiatement au pape, et plusieurs qui demeu- « rent chez eux et voudroient bien la réformation, « leur décharge et celle du peuple, si elle se pouvoit « obtenir sans trouble. De la noblesse, aucuns sont « pensionnaires ou commandent aux forteresses, « autres ont pris parti avec les princes et factions, « aucuns plusieurs aiment leurs maisons. Le peuple « est divisé en officiers royaux, en artisans et villa- « geois. En ce temps où la religion est en peu de « recommandation, le bien général l'est encore

« moins; chacun préfère son particulier que le pu-
« blic. L'ambition fait que toutes ces parts sont tron-
« çonnées et divisées en elles-mêmes par inimitié des
« familles, avarice et envie entre les riches et les
« pauvres ; peu d'iceux voudroient l'agrandissement
« les uns des autres et sont entretenus artificiellement
« en haine et division. » La conclusion de ceci est facile à tirer : la royauté n'avait qu'un intérêt, celui de son pouvoir. C'était elle qui devait l'emporter. Toute maison divisée contre elle-même périra, dit l'Évangile.

Et cependant essayez de retrancher les Etats généraux de notre histoire, ils y laisseront bien du vide! Leur trace n'est pas sans gloire. Convoqués au milieu des orages et dans les jours de défaillance de la royauté, s'ils n'ont pas réussi à fonder des institutions, ils ont empêché l'esprit de servitude de s'établir au cœur de la nation. La monarchie elle-même leur a dû peut-être cet esprit de modération, ce respect de l'opinion publique qui a fait sa force et son honneur, ce fonds de libéralisme qui n'a jamais permis en France que le pouvoir absolu dégénérât en pur despotisme. La nation s'est toujours souvenue qu'elle s'appartenait à elle-même. Dans toutes les grandes crises elle est revenue aux Etats généraux ; et quand on ne les convoquait pas, on savait cependant qu'ils pouvaient être convoqués, et que derrière le roi il y avait un peuple. Leur influence se retrouve de siècle en siècle dans les progrès de notre législation civile et de notre administration. C'est avec leur concours que nos rois ont repoussé les prétentions exorbitantes de la cour de Rome et les envahissements

du clergé, que Charles VII a établi les armées permanentes, que L'Hôpital a rendu ses belles ordonnances. Leur protestation, renouvelée d'âge en âge, a interrompu le cours de la prescription contre la liberté. Quand on relit les vieux cahiers de leurs doléances, on est tout surpris d'y retrouver nos vœux les plus modernes et ce que nous appelions, il n'y a pas bien longtemps encore, les conquêtes de notre civilisation. Est-ce à nous, d'ailleurs, à leur reprocher d'avoir manqué de persévérance et de mesure ? Une pensée pénible n'a pas cessé de me poursuivre pendant que je m'occupais du livre de M. Rathery. L'histoire des Etats généraux sera-t-elle donc l'éternelle histoire des assemblées en France ? Ne saurons-nous jamais concilier la liberté avec l'ordre et avec le pouvoir ? Le temps est proche encore où tout le monde croyait le problème résolu. Du moins si l'épreuve a échoué une fois de plus, la monarchie constitutionnelle n'a-t-elle laissé en France que des souvenirs honorables pour elle et pour ceux qui l'ont défendue. C'était une chimère, soit ! La chimère était assez belle pour qu'on ait pu s'y laisser surprendre. Triste sagesse que celle qui ne veut pas même qu'on regrette !

8 octobre 1852.

VIII

HISTOIRE DE LA PAPAUTE

PENDANT LE XIV[e] SIÈCLE,

PAR L'ABBÉ J.-B. CHRISTOPHE.

On ne reprochera pas à M. l'abbé Christophe d'avoir mal choisi son sujet. L'histoire de la papauté au moyen âge est peut-être la partie la plus curieuse de l'histoire de l'Église et de l'histoire du monde. Le xiv[e] siècle n'est pas, il est vrai, le siècle des plus grands papes. C'est l'époque où, chassée de Rome par les séditions qui agitaient perpétuellement cette ville, la papauté vint chercher un asile à Avignon. Pendant soixante-douze ans, Avignon eut l'honneur d'être la résidence des souverains pontifes. Par une conséquence assez naturelle de ce fait, et grâce aussi à l'habileté de nos rois, la papauté, dans le même espace de temps, tomba habituellement sur des Français; et peut-être, avec plus d'habileté encore et de fermeté dans leur politique, nos rois auraient-ils réussi à faire d'Avignon la résidence définitive des

papes, et de la papauté elle-même le privilége de la France. Cela aurait résolu la question du gallicanisme d'une manière bien simple.

J'ai déjà dit, car il faut être vrai avant tout, que les papes d'Avignon, les papes français, ne sont pas au nombre des plus grands papes. On ne trouve pas parmi eux de Grégoire VII et d'Innocent IV. Il semble qu'en quittant la ville de Rome la papauté avait un peu perdu de cet esprit des Césars, de ce don du commandement, de cette fierté toute romaine qui l'avait animée pendant plusieurs siècles. Boniface VIII ferme l'ère de ces pontifes dominateurs. C'est lui qui, dans une querelle purement civile avec les cardinaux Colonna, les ayant excommuniés, dégradés et poursuivis les armes à la main jusque dans la ville de Palestrina, où ils s'étaient réfugiés, non content de les avoir forcés à se rendre à sa discrétion après un long siége, rasa la ville jusque dans ses fondements, et y fit passer la charrue et semer du sel, en mémoire éternelle de sa vengeance. La vieille Rome n'est-elle pas là tout entière? N'est-ce pas ainsi que, même avant Sylla et Octave, ces rudes dictateurs que Rome élisait dans un moment de danger imprimaient partout la terreur du nom romain? Il n'est pas nécessaire d'être ultramontain pour admirer l'art profond avec lequel de simples prêtres sans légions, sans États, ou ne jouissant dans leurs petits États que d'un pouvoir contesté, surent renouer le fil des traditions impériales, et asseoir leur domination sur la double base de la religion qu'ils représentaient et des longues habitudes d'obéissance que le monde avait contractées envers tout ce qui venait de Rome. Il est certain qu'en

lisant l'histoire des papes du moyen âge on croirait souvent lire Tite-Live. On est en pleine antiquité. Le collége des cardinaux, c'est le sénat si constant dans ses maximes, si habile dans ses expédients. Ces pontifes élus, ce sont les consuls ou les empereurs. Ces légats qui vont citer les rois, ce sont les envoyés de Rome exigeant une parole de soumission avant qu'on sorte du cercle tracé par leur baguette. Plus on compare les deux histoires, plus on est frappé de la ressemblance des politiques. Les Scipion et les Paul Émile n'ont point à rougir des Grégoire et des Innocent, leurs successeurs, et peut-être y a-t-il eu un moment où les Césars, dans toute leur gloire, auraient pu envier la grandeur d'un simple évêque de Rome !

Au commencement du XIVe siècle, cette puissance décroissait sensiblement. Le long séjour des papes à Avignon la fit déchoir encore. Le grand schisme d'Occident lui porta le dernier coup. M. l'abbé Christophe, en écrivant l'histoire des papes du XIVe siècle, a donc écrit, sans le savoir peut-être, l'histoire de la décadence de la papauté. Bien entendu, je n'envisage ici la papauté qu'au point de vue purement politique. Au lieu d'un empire réel, les papes n'eurent plus que des prétentions. Je ne veux pas dire que cet empire ait été accepté sans murmure à aucune époque, pas même aux époques où l'ignorance était universelle, et où l'on redoutait le plus une sentence papale. Non ! il y a toujours eu de la résistance aux empiétements de la puissance spirituelle : témoin tant de luttes sanglantes, tant de guerres et de déchirements causés par les longues querelles du sacerdoce et de l'empire ! Mais le der-

nier restait généralement aux papes. Les princes se fatiguaient d'être excommuniés et de voir leur couronne exposée en proie à tous les ambitieux, les peuples d'être frappés d'interdit et privés de la célébration des mystères. On se soumettait de guerre lasse. Au XIVe siècle, au contraire, l'excommunication commence à ne plus faire peur à personne. C'est un moyen banal et presque usé. Non-seulement Philippe le Bel s'en moque et répond aux bulles foudroyantes de Boniface VIII par des lettres de dérision sanglante, mais tous les ordres de l'État prennent parti pour le roi, le clergé lui-même quoique à contre-cœur. Le pape, attaqué jusque chez lui, est exposé à d'indignes outrages de la part des émissaires de Philippe le Bel. Bien plus, l'un des successeurs de Boniface VIII, Clément V, dans un concile solennel, abolit les procédures de Boniface VIII contre le roi de France et livre ses actes aux flammes. En Allemagne, Louis de Bavière règne trente ans malgré les bulles d'excommunication et les sentences de déposition. On corrompt ses électeurs; on lui suscite des concurrents; aux armes spirituelles les papes joignent contre lui tous les moyens de la politique la moins scrupuleuse, sans ébranler sa puissance. Louis de Bavière, à son tour, oppose guerre à guerre. Il pénètre jusqu'à Rome; il y fait élire un antipape. Scandales inutiles des deux parts! L'antipape renonce à la tiare, il est vrai; mais Louis de Bavière ne renonce pas à la couronne, et il meurt sur le trône. Je pourrais citer des faits plus remarquables encore. Je montrerais Innocent VI presque assiégé dans la ville d'Avignon par une troupe de ces brigands qui couraient alors la

France et la désolaient sous le nom de *Grandes Compagnies* ou de *Routiers* (c'étaient les socialistes de ce temps-là), et n'échappant de leurs mains qu'en leur accordant, comme appoint de sa rançon, l'absolution de tous leurs péchés avec une grosse somme d'argent ! L'absolution à des pillards et à des incendiaires qui l'exigeaient la torche à la main ! Figurez-vous ce que devait être la contrition de ces gens-là ! Quel usage du droit de lier et de délier ! quelle profanation de ce que l'Église a de plus saint ! quel abaissement de la puissance spirituelle ! Ces misérables avaient vu si souvent les papes faire usage de l'excommunication dans des intérêts purement politiques, qu'à leur tour ils trouvaient naturel d'user de la force pour extorquer une absolution !

En Italie, c'était pire encore. On voit pendant tout le XIVe siècle les papes d'Avignon, trop heureux d'avoir échappé à la turbulence du peuple de Rome et aux complots des grandes familles, lutter de loin à grand'peine pour reconquérir le patrimoine de Saint-Pierre occupé par une multitude de petits tyrans. L'excommunication n'étant plus qu'une arme insuffisante, leurs légats sont obligés d'avoir recours à la force et souvent à la corruption. Un seul pape, Benoît XII, je crois, bon chrétien, politique médiocre, plus familier avec l'esprit de l'Évangile qu'avec l'esprit de son temps, osait déclarer qu'il ne ferait jamais couler une goutte de sang pour les intérêts temporels du saint-siége. M. l'abbé Christophe paraît faire peu de cas de ce saint pape. Moi, j'avoue naïvement que je l'admire. Voilà un homme qui était bien en avance ou bien en arrière sur son siècle ! Il aurait

mieux fait de naître du temps des saint Grégoire et des saint Léon! Ces scrupules-là, au surplus, étaient rares. En supposant que ce fût un tort de prendre un saint pour pape, le sacré collége ne tombait pas souvent dans cette sorte d'erreur, et ce n'est pas faute d'avoir employé pour se défendre toutes les armes possibles que la puissance pontificale s'affaiblissait graduellement. J'en juge par l'histoire même de M. l'abbé Christophe. Quels sont les moyens qu'emploie la politique mondaine? La guerre? Je vois à chaque page du livre de M. l'abbé Christophe des évêques et des cardinaux commander des armées, livrer des batailles, saccager et brûler des villes, tout comme aurait pu le faire un vieux soldat endurci au sang et au pillage. Il me suffira de citer le cardinal Albornoz, un prêtre général, un Du Guesclin mitré, qui reconquit pièce à pièce les États du saint-siége. C'était un habile personnage, grand négociateur, fin diplomate, rompu à toutes les ruses de la politique italienne, un vaillant soldat d'ailleurs, conduisant un siége aussi bien qu'une intrigue, un grand homme en un mot, si l'on veut. Je me figure pourtant que saint Pierre et saint Paul n'auraient pas été médiocrement surpris de cette façon d'exercer l'apostolat, et j'avoue, pour mon compte, qu'à la place du cardinal Albornoz, j'aurais mieux aimé, au lit de la mort, compter un peu moins de campagnes et un peu plus d'années passées dans le modeste exercice des fonctions sacerdotales.

Après la guerre, l'argent est le grand ressort des affaires humaines. La cour pontificale se montrait-elle fort scrupuleuse sur les moyens de

s'en procurer? Il faut avouer que non. Outre tous les moyens qu'elle inventait pour avoir sa part dans le revenu des dignités ecclésiastiques, réserves, expectatives, commandes, privilèges de tout genre qu'elle faisait payer fort cher, on voit Clément VI tirer une grosse somme d'André, mari de Jeanne, reine de Naples, pour consentir au couronnement de ce prince. Il est vrai que plus tard Clément VI rendit une partie de cet argent à Jeanne en lui achetant la ville d'Avignon, qu'elle possédait comme comtesse de Provence. Il y ajouta même une déclaration d'innocence dont Jeanne avait grand besoin, car André était mort assassiné, et l'on soupçonnait fortement la reine d'avoir trempé dans ce crime. Ce n'est pas non plus l'éclat extérieur qui manquait à la papauté. Aucune cour ne déployait alors plus de luxe et de pompe que la cour d'Avignon. M. l'abbé Christophe décrit avec complaisance les cérémonies qui accompagnèrent le couronnement de Clément V, cérémonies dans lesquelles on vit le roi de France et son frère Charles de Valois servir de *laquais au vicaire de Jésus-Christ*, selon l'expression de M. l'abbé Christophe. C'est encore M. l'abbé Christophe qui compare ces cérémonies aux triomphes antiques, ce suprême effort de l'orgueil humain.

Avec tous ces moyens de la politique ordinaire ajoutés aux armes spirituelles, comment donc la papauté s'affaiblissait-elle peu à peu? Elle s'affaiblissait comme s'affaiblissent et se ruinent toutes les puissances, par l'abus même de ce qui avait fait son crédit et sa force. Le glaive de saint Pierre, trop souvent employé, s'émoussait dans la main des sou-

verains pontifes. L'idée d'un pape représentant la justice de Dieu sur la terre et ne faisant sentir aux rois la puissance de l'Église que pour les obliger à être sages et humains, est une chimère dont on ne trouve pas trace dans l'histoire. Les papes se mêlaient trop aux affaires temporelles pour ne pas prendre l'esprit du monde. Plus ils étaient devenus grands, moins il leur était facile d'être saints. Au moins aurait-il fallu réserver la foudre de l'excommunication pour les cas extraordinaires. C'était devenu l'arme habituelle et journalière de la politique pontificale. Une excommunication n'était plus, pour ainsi dire, qu'une formalité, un manifeste précédant la guerre. Combien ne trouve-t-on pas dans l'ouvrage de M. l'abbé Christophe d'excommunications prononcées, de croisades prêchées pour les plus légers intérêts temporels ! Dès qu'un prince dispute quelque chose au saint-siége, il est hérétique. La paix se fait-elle? le voilà redevenu excellent catholique! N'est-ce pas une triste chose de voir Boniface VIII, ce pontife si fier, chercher dans sa querelle avec Philippe le Bel à se faire un allié d'Albert d'Autriche, qui n'était monté sur le trône que par l'assassinat de son prédécesseur, Adolphe de Nassau, et le reconnaître comme roi des Romains après avoir refusé pendant longtemps de confirmer son élection? Jamais la morale et la religion ont-elles cédé d'une manière plus éclatante à l'intérêt? Et M. l'abbé Christophe, en sa qualité d'ultramontain, a l'air de trouver cela tout simple!

Je crois aussi qu'à Avignon les papes étaient vus de trop près. Les choses humaines ont besoin d'une salutaire obscurité pour garder leur prestige. Cette

magnificence de la cour papale qui éblouit M. l'abbé Christophe, ces pompes plus païennes qu'évangéliques, pourraient bien n'avoir pas peu contribué à désenchanter les peuples. Les hommes ont cette faiblesse de s'étonner et de se scandaliser de leurs propres vices quand ils les retrouvent dans ceux qui les gouvernent, surtout dans ceux qui les gouvernent au nom du ciel. Non que je croie à tout ce qu'on lit dans Pétrarque et dans quelques annalistes de ce temps-là, sur la corruption de la cour d'Avignon. J'admets sans peine, avec M. l'abbé Christophe, qu'il faut en rabattre beaucoup. Les Italiens particulièrement en voulaient trop aux papes d'Avignon d'être Français et d'habiter la France, pour qu'on puisse s'en rapporter à leur témoignage. Je m'édifie cependant un peu moins que M. l'abbé Christophe de tout ce qu'il raconte des prodigalités et de l'*amabilité* de Clément VI, ce bon pape qui ne savait rien refuser, et jetait à tout venant les dignités ecclésiastiques. Peut-être les peuples ne trouvaient-ils pas que la prodigalité de Clément VI, qui donnait tout, fût une compensation suffisante à l'économie, je ne dis pas à l'avarice, de Jean XXII, qui se faisait payer trop de choses. Je rends justice à la politesse des papes d'Avignon, à leur goût pour les arts; je reconnais qu'ils ont été en général, sinon de grands papes, au moins de bons et de gracieux princes. Il me semble même que j'aurais aimé à vivre à leur cour. Mais ce n'est pas précisément le goût des vertus chrétiennes qui m'y aurait attiré. M. l'abbé Christophe raconte qu'en 1354, après la mort de Clément VI, un cardinal Talleyrand de Périgord, voyant le conclave prêt à

élire pour pape le général des chartreux, Jean Birel, un saint et rude personnage, les en dissuadait en ces termes : « Je vois, mes frères, que vous voulez élire « le général des chartreux. Sans doute nul mieux que « lui ne mérite un si grand honneur ; mais vous n'a- « vez pas fait une importante réflexion : l'amour du « monde et de sa gloire respire en nous, et votre « candidat a horreur de la gloire du monde. Une fois « élu, son premier soin sera de nous rappeler à la « simplicité des mœurs antiques, de proscrire nos « somptueux équipages et de renvoyer à la charrue « nos superbes chevaux. Ni la noblesse, ni la puis- « sance des personnes ne l'effraye ; comme un lion « généreux, il est incapable de terreur quand il s'a- « git du bien de l'Église. »

Jean Birel ne fut pas élu. Les cardinaux, qui après la mort de Clément VI avaient songé à choisir un pape un peu plus édifiant et un peu moins aimable, s'arrêtèrent devant la réflexion importante du cardinal Talleyrand de Périgord. Hélas ! je crois bien que je n'aurais pas non plus nommé Jean Birel. Toujours est-il que ce petit tableau de mœurs en dit beaucoup sur la cour d'Avignon.

Le grand schisme porta le dernier coup à l'idolâtrie des peuples pour la papauté. Urbain V étant mort à Rome, où il s'était transporté, les cardinaux, choqués de l'arrogance et des manières despotiques d'Urbain VI, son successeur, un Italien qu'ils n'avaient nommé que malgré eux, sortirent de Rome, protestèrent qu'ils n'avaient pas été libres dans leur choix, et élurent un second pape, Clément VII, qui se réfugia bien vite à Avignon. Urbain VI et Clé-

ment VII eurent des successeurs; le schisme se prolongea quarante ans. Pendant quarante ans l'Église eut deux papes, l'un à Rome, l'autre à Avignon, deux papes qui se partageaient l'obédience des nations catholiques, et comptaient parmi leurs adhérents un nombre égal non-seulement de rois et de princes, mais de grands docteurs et de grands saints. M. l'abbé Christophe reconnaît qu'aujourd'hui encore, quand les passions sur ce sujet sont refroidies depuis tant de siècles, il est impossible de savoir où était le vrai pape. Pendant quarante ans l'Église fut donc en réalité sans pape ; car en avoir deux c'était n'en pas avoir, et les papes rivaux s'accablaient d'excommunications, se déclarant réciproquement hérétiques et schismatiques. A la fin même, lorsque le premier concile assemblé à Pise pour terminer le schisme eut élu aussi son pape, il y en eut trois, les deux anciens refusant de renoncer à leur dignité, et le plus récemment élu se regardant comme le seul pontife légitime. Deux papes, ou trois papes à la fois, c'était déjà un grand scandale. L'obstination de tous ces papes et de leurs cardinaux à ne rien céder à la paix de l'Église fut un scandale plus grand encore. Pendant quarante ans toutes les supplications des princes et des peuples échouèrent contre les calculs intéressés et l'ardente ambition de ces papes rivaux et de leurs cours. Plus d'une fois la mort de l'un des deux papes offrit une occasion naturelle de réunir l'Église dans la même obédience. Les cardinaux du pape défunt s'empressèrent toujours de lui donner un successeur. L'élection était consommée avant que les princes catholiques eussent pu faire entendre leurs représenta-

tions. Plus d'une fois on fit signer et jurer au candidat qui allait être élu l'engagement solennel de n'accepter la dignité papale que pour s'en dépouiller et terminer le schisme par une cession réciproque ; tous ces engagements, tous ces serments étaient oubliés dès le lendemain. Rome eut trois ou quatre papes pendant ce long intervalle de temps ; Avignon en eut deux, Clément VII et le fameux cardinal d'Aragon Pierre de Lune, célèbre, sous le nom de Benoît XIII, par une obstination qui ne faiblit pas un moment et que le concile même de Constance ne put vaincre. Ainsi se dévoila le mystère d'ambition que cachai tdepuis longtemps la tiare, devenue le signe d'une grandeur trop humaine et d'une puissance plus temporelle que spirituelle. Car je ne puis pas croire que tous ces papes du grand schisme, par une fatalité singulière, fussent animés d'un autre esprit que les papes qui les avaient précédés. Urbain VI, Benoît XIII, Grégoire XII, Jean XXIII lui-même figureraient peut-être honorablement dans l'ouvrage de M. l'abbé Christophe, si les circonstances n'avaient pas manifesté le secret de leur cœur, et fait connaître qu'ils n'aimaient et ne recherchaient dans la suprême dignité de l'Église que les richesses et le pouvoir qui l'accompagnaient. Le grand schisme a été un de ces coups de la Providence qui répandent subitement la lumière bien plus sur une situation tout entière que sur les passions personnelles de quelques individus. Oui, la puissance temporelle des papes devait aboutir là. Oui, la papauté étant devenue un empire tout mondain, devait être recherchée comme les empires de ce monde, par les mêmes motifs, pour la même fin. Oui, il fallait qu'a-

près avoir employé l'excommunication comme une arme politique, les papes tournassent cette arme contre eux-mêmes, et que l'Église recouvrât ses justes droits et sa légitime indépendance en étant forcée de déposer trois papes, comme le fit le concile de Constance, et même d'en juger un. Car le dernier pape élu, Jean XXIII, ou Balthazar Cossa, le plus légitime pourtant des trois rivaux, ne fut pas seulement déposé; il fut jugé et condamné pour crime. Ainsi périssent les puissances qui abusent d'elles-mêmes! Un 1789 arrive pour les Églises comme pour les monarchies. Le XIVe siècle a été le 1789 de la papauté; le concile de Constance en a été l'Assemblée constituante. L'Église réunie se déclara souveraine dans ce fameux concile, comme la nation dans nos Etats généraux de 1789. Ce sont là de grandes et terribles crises, de redoutables extrémités qui affaiblissent pour longtemps le pouvoir. A qui la faute, et pourquoi les rois et les papes forcent-ils les Églises et les peuples à chercher leur salut en eux-mêmes?

Je sais bien que la papauté joua encore un grand rôle dans la politique après le concile de Constance. Ces vieilles puissances ne s'écroulent pas en un jour. Les Jules II et les Sixte-Quint ne le cédèrent à aucun de leurs prédécesseurs pour la fierté du langage et la hauteur des prétentions. Je n'ignore pas qu'aujourd'hui même, par un revirement étrange, une école nouvelle professe en France l'ultramontanisme le plus exagéré. L'auteur de l'ouvrage dont je viens de rendre compte, M. l'abbé Christophe, appartient à cette école. « Ce furent, dit M. l'abbé Christophe, « les malheurs de la société qui développèrent au

« moyen âge la prépondérance du pouvoir spirituel « sur le pouvoir temporel. *Espérons que les calamités « toujours croissantes de notre société moderne ramè- « neront tôt ou tard cette prépondérance salutaire.* » Le souhait est naïf. Je ne pense pas qu'il se réalise, fussions-nous plus malheureux encore que nous ne le sommes et que nous ne l'avons été. La monarchie temporelle des papes a fini avec le concile de Constance ; elle ne se relèvera pas. Est-ce qu'il ne reste pas d'ailleurs à la papauté un assez beau rôle à jouer? Est-ce que les saint Léon et les saint Grégoire, qui ne déposaient pas les rois, en étaient moins grands? Est-ce que saint Ambroise, refusant comme évêque la communion à Théodose après le massacre de Thessalonique, mais lui restant soumis comme un sujet à son empereur, n'a pas montré ce que peut être la puissance spirituelle sans empiéter sur la puissance temporelle? Est-ce que l'Église elle-même voudrait racheter sa puissance, sa richesse, sa suprématie du moyen âge au prix de tous les scandales et de tous les maux qui l'affligèrent pendant cette époque? Et faut-il que le monde soit malheureux pour que l'Église soit grande et qu'elle triomphe? Étrange différence des temps! C'était le tableau des mœurs simples et modestes des premiers chrétiens qui ravissait nos pères. C'était vers ces siècles de pureté dans la vie, de soumission dans le martyre, que leur imagination se reportait avec ardeur. Eux aussi peut-être ils plaçaient dans ces siècles éloignés une perfection imaginaire, et je crois bien que la critique aurait beaucoup à rabattre de l'admirable peinture qu'a tracée Fleury de l'Église primitive. Mais ce christianisme idéal ne

séduisait du moins nos pères que par sa grandeur morale et toute spirituelle. Aujourd'hui les esprits fougueux de notre époque ne rêvent que le moyen âge; c'est dans les grandes luttes du sacerdoce et de l'empire qu'ils placent l'âge d'or de l'Église : la papauté disposant des couronnes et ayant des rois pour *laquais*, voilà leur idéal. L'histoire a beau les démentir à chacune de ses pages, ils imaginent un âge de paix et de concorde où les souverains pontifes auraient fait régner la justice sur la terre en soumettant les peuples aux rois et les rois à la religion. Dieu n'a pas fait ce miracle. L'histoire du moyen âge est une histoire toute humaine. Les rois ont résisté; les papes ont abusé de leur pouvoir; d'affreux scandales ont eu lieu; la guerre, l'anarchie, la révolte ont désolé le monde autant ou plus qu'en aucun autre temps. Voilà la vérité.

Il faut choisir. Veut-on juger l'histoire des papes au moyen âge comme une histoire ordinaire? Cette histoire est belle et grande, il serait absurde de le nier. Aucune autre n'offre une succession aussi rare d'hommes remarquables par la force d'âme, la constance, le génie ou l'habileté politique, souvent aussi par la vertu. Jamais on n'a fait un plus grand et plus fier usage en ce monde du ressort de la religion; jamais on n'a élevé une plus vaste puissance sur de moindres fondements matériels. Les papes ont justement dominé leur époque, car ils ont été plus grands qu'elle. Leurs erreurs, leur ambition, les crimes mêmes de quelques-uns d'entre eux ne peuvent pas effacer les services qu'ils ont rendus à la civilisation. Dans bien des circonstances, ils ont glorieusement

représenté ici-bas, même lorsqu'ils avaient le tort d'en appeler à la force, ce qui est au-dessus de la force, le droit; et puisqu'ils étaient des hommes d'ailleurs, il serait trop injuste de ne pas faire à leur décharge la part de la faiblesse humaine et celle des préjugés de leur temps. Mais veut-on nous donner cette histoire comme l'idéal du gouvernement chrétien, comme une espèce de miracle perpétuel, comme l'histoire des actes de Dieu, si je puis ainsi m'exprimer, par l'intermédiaire des souverains pontifes? Veut-on nous donner ces intrigues, ces guerres, ces rois soulevés les uns contre les autres, cet éclat, cette pompe profane, et tous ces ressorts de la politique maniés souvent d'une main peu scrupuleuse, pour quelque chose d'édifiant, pour l'idéal de la civilisation et de l'Évangile? J'en appelle encore une fois à l'ouvrage même de M. l'abbé Christophe. Je souhaite pour mon compte à l'Église une autre grandeur que celle-là! J'admire le génie partout où il est; je ne suis pas assez esprit fort cependant, assez philosophe pour ne pas mettre le moindre des saints au-dessus du plus grand des politiques, surtout quand il s'agit de l'histoire des papes.

Excepté mes jugements, j'ai tout pris dans l'ouvrage de M. l'abbé Christophe; c'est assez dire que j'ai lu cet ouvrage avec le plus grand intérêt, et que si M. l'abbé Christophe apprécie les faits à son point de vue, il les raconte, malgré la vivacité de ses opinions ultramontaines, avec autant de sincérité que de talent.

25 août 1853.

IX

HISTOIRE DU PONTIFICAT DE CLÉMENT XIV

PAR AUGUSTIN THEINER,

PRÊTRE DE L'ORATOIRE.

Toute l'histoire de Clément XIV, connu avant son exaltation sous le nom de Ganganelli, est dans un seul acte, celui de la suppression de l'ordre des jésuites en 1773. D'autres événements, bien graves sans doute, s'accomplirent pendant la courte durée de son pontificat, entre autres le commencement du partage de la Pologne; mais la cour de Rome ne prit à ces événements qu'une part très-secondaire, et Clément XIV ne figure dans le dernier que pour quelques lettres de chancellerie assez touchantes, auxquelles, comme on le pense bien, les potentats du Nord firent très-peu d'attention. Dans la suppression des jésuites, au contraire, le pape jouait nécessairement le premier rôle. Sans lui les puissances catholiques qui réclamaient cette suppression, la France, l'Espagne, Naples, le Portugal, n'auraient pu rien faire. Aussi

est-ce cet acte tout seul qui remplit, à vrai dire, les cinq années du pontificat de Clément XIV. O néant des grandeurs humaines ! car la papauté est aussi, à certains égards, une grandeur humaine, et s'il était vrai, comme le supposent les ennemis de Clément XIV, que ce pape eût acheté la tiare par un marché simoniaque, en prenant l'engagement formel de détruire, s'il était nommé, la Société de Jésus, qu'y aurait-il gagné ? cinq années d'un pontificat douloureux, une vieillesse remplie de perplexité et d'angoisses, et, après un règne si court, une mémoire livrée à la haine et à la calomnie ! Ceux qui se réjouirent de la suppression de l'ordre des jésuites et qui en surent gré à Clément XIV ne sont plus. Ceux que cette suppression blessait dans le cœur et qui portent encore les traces de la plaie que ce pape leur a faite vivent toujours.

C'est pour réhabiliter la mémoire de Clément XIV, et pour la venger des attaques des jésuites ou de leurs amis, que le père Theiner a pris la plume. Son ouvrage est une apologie de ce pape, mais une apologie historique, appuyée sur d'innombrables citations de pièces et de correspondances diplomatiques. Le père Theiner est membre lui-même d'un ordre religieux : il est prêtre de l'Oratoire. Allemand de naissance, il vit à Rome. L'énumération des fonctions qu'il y remplit n'occupe pas moins de quatre lignes sur le titre de son ouvrage. Il me suffira de faire remarquer qu'il est préfet-coadjuteur, ou, comme nous dirions en France, garde adjoint des archives secrètes du Vatican, et que, s'il a puisé dans ces archives de précieux documents, il ne l'a

pas fait apparemment sans y être autorisé. Quant aux doctrines, les jésuites eux-mêmes pourraient envier au père Theiner son ultramontanisme.

Je remarque tout ceci pour bien établir le caractère de l'ouvrage, et pour qu'on n'aille pas croire que c'est un coup qui part de quelque main suspecte de jansénisme ou de philosophie. Est-ce cependant un livre tout à fait impartial? Je n'oserais pas l'affirmer. Le père Theiner a eu, en l'écrivant, une idée préconçue, celle de donner raison à Clément XIV. Ce n'est pas cette idée préconçue que je lui reproche; au contraire, je voudrais que le père Theiner eût avoué davantage le fond de sa pensée, et qu'il ne protestât pas si souvent de sa tendre vénération pour la Société de Jésus. Ses précautions oratoires à cet égard vont jusqu'à l'excès. Un blâme plus ferme et plus net m'inspirerait plus de confiance. Après tout, c'est, comme on le voit, une affaire entre ultramontains, une querelle de famille. La papauté elle-même a fini peut-être par se sentir blessée des outrages dirigés contre un pape. Les archives du Vatican se sont chargées de répondre par la main du père Theiner. Les jésuites, qui triomphaient dans les ouvrages de leurs amis, reprennent dans celui-ci la place d'accusés et de condamnés.

Rien ne ressemble moins d'ailleurs, je me hâte de le dire, à un livre fait pour le bruit et le scandale que l'ouvrage du père Theiner. Ce n'est pas un pamphlet, j'en préviens le lecteur frivole; ce n'est pas même un livre amusant. C'est un ouvrage solide et instructif, composé avec la patience germanique, et qui demande pour être lu quelque chose de cette

patience ; un livre fortifié contre la curiosité maligne du public par un triple rempart de preuves et de citations longuement déduites. Le père Theiner n'est un Pascal sous aucun rapport. Il a la plume allemande dans toute la force du terme, et son traducteur français, M. de Geslin, ne l'a pas beaucoup plus légère. Heureux les jésuites s'ils n'avaient jamais eu affaire qu'à de si solides adversaires ! L'ouvrage est écrit en forme d'annales, ce qui s'explique par l'intention où est le père Theiner de continuer les annales de Baronius. Au lieu d'avoir un récit rapide et entraînant des faits principaux autour desquels viendraient se grouper, selon leur importance, les faits secondaires, on a donc une histoire scrupuleusement divisée par année, et la matière que fournit chaque année est elle-même divisée en trois parties : *Europe septentrionale, Europe méridionale, Affaire des jésuites*. Arrivé au 31 décembre, le père Theiner vous quitte au plus beau moment, et lorsque l'intérêt commence à s'échauffer, pour reprendre imperturbablement sa course en Allemagne, en Pologne, en Russie, et ce n'est qu'après un long voyage au Nord et au Midi qu'on revient à l'affaire des jésuites, la seule qui pique la curiosité du lecteur. Mon devoir de rapporteur exact m'oblige encore à dire que le grave annaliste abuse de la citation des pièces, non pas dans la question des jésuites : oh ! là les pièces ont toutes de l'intérêt et de la valeur. La correspondance du cardinal de Bernis, notre ambassadeur à Rome, en fournit la meilleure partie. A la bonne heure ! voilà une plume française. Avec quel plaisir on se retrouve en pays de connaissance !

Toutes les lettres du cardinal de Bernis sont des chefs-d'œuvre d'esprit et de finesse. Elles sont écrites de ce ton leste et brillant dont nous possédons seuls le secret en traitant les affaires sérieuses. Le cardinal y peint d'un trait les hommes, les choses, et se peint lui-même sans y songer : c'est le bon sens même avec la grâce et le laisser-aller d'un homme de cour.

J'avoue que les pièces de la chancellerie romaine me paraissent infiniment moins divertissantes, et c'est ici que j'accuse le père Theiner d'abuser de la citation en vrai continuateur de Baronius. La chancellerie romaine a ses formes; je ne les lui reproche pas. Je reproche au père Theiner de donner sérieusement pour des preuves du grand caractère de Clément XIV, de sa bonté ou de sa piété, de pures manières de parler qui se retrouvent dans tous les actes pontificaux, et des lettres officielles que très-probablement Clément XIV signait pour la plupart sans les lire. Voyez les conversations de Clément XIV rapportées par le cardinal de Bernis! Est-ce que le pape y parle en termes mystiques de ses entrailles paternelles, de ses larmes et de ses consolations? Point du tout. Ganganelli s'y fait voir tel qu'il était, gai, fin, très-italien, et, au fond, fort bon homme. Malheureux les gens qui n'osent rien passer dans un livre quand ils en ont entrepris la lecture! Je suis du nombre, pour mes péchés, et je devais bien eette petite critique au père Theiner, pour la masse de pièces officielles qu'il m'a fait dévorer.

Ai-je tout dit? Non, car je veux rivaliser d'exactitude avec le savant oratorien. Son ouvrage forme

trois volumes. Les deux premiers contiennent l'histoire même du pontificat de Clément XIV, et le troisième le texte d'un grand nombre de pièces, écrites en latin pour la plupart, et qui se trouvent déjà par extraits dans le corps de l'ouvrage. Deux morceaux préliminaires ouvrent le livre, sans compter une préface du traducteur et une préface de l'auteur. Le premier de ces morceaux est une introduction consacrée à une exposition rapide de l'histoire de Clément XIII, le prédécesseur de Ganganelli. On sait que lorsque Ganganelli monta sur le trône pontifical, sous le nom de Clément XIV, les jésuites étaient déjà chassés de France, d'Espagne, de Portugal et de Naples. Clément XIII avait tout brouillé par ses résistances intempestives. La France avait saisi Avignon. Une querelle avec le duc de Parme avait porté au comble l'irritation des princes appartenant aux différentes branches de la maison de Bourbon. L'attitude de ces princes vis-à-vis du saint-siége était des plus menaçantes. On pouvait presque se croire à la veille d'un schisme. Le second des morceaux dont je veux parler est l'histoire du conclave dans lequel Ganganelli fut élu pour succéder à Clément XIII. A mon avis, c'est une des meilleures parties de l'ouvrage. Le père Theiner y montre même un esprit d'historien assez libre, si ce n'est qu'il attribue un peu trop, je pense, à l'action immédiate du Saint-Esprit l'unanimité des suffrages qui, après trois mois d'intrigues, firent tomber la tiare sur la tête de Ganganelli. La fatigue et la nécessité d'en finir y furent bien pour quelque chose. Il est vrai que pendant longtemps les chances n'avaient pas semblé être

en faveur de Ganganelli; son nom ne réunissait qu'un très-petit nombre de voix; les factions portaient obstinément leurs chefs. Le conclave aurait pu durer ainsi des années entières sans finir. De guerre lasse, on se réunit sur un de ceux auxquels on n'avait pas songé d'abord. Qu'y a-t-il là de miraculeux? Consultons notre vieille expérience parlementaire : n'est-ce pas ainsi que finissent les élections disputées, et un nom obscur n'est-il pas quelquefois un très-bon moyen de succès?

Mais ici se présente une question qui va me faire entrer dans le fond du sujet. Serait-il vrai que Ganganelli eût acheté la tiare en s'engageant envers les représentants des cours bourboniennes à supprimer les jésuites s'il était élu? C'est la première accusation dont on ait flétri sa mémoire. A force d'être répétée, elle est devenue populaire. Elle a passé jusque dans les ouvrages des écrivains protestants. Je dirai franchement ce que j'en pense après une lecture attentive de l'ouvrage du père Theiner. Non, je ne crois pas que ce marché honteux et vraiment simoniaque ait eu lieu. Sous ce rapport, je donne pleinement gain de cause à l'apologie du père Theiner. Sans être un saint, Ganganelli était un honnête homme et un homme religieux. Jamais son ambition ne l'aurait poussé jusqu'à prendre devant Dieu et devant les hommes la responsabilité d'un pareil engagement. Il était trop fin, trop circonspect, trop Italien pour cela. Qu'on ait pressenti son opinion sur les jésuites et sur l'opportunité de la suppression de cet ordre, rien de plus probable : c'était la grande question du jour. On ne parlait pas d'autre chose

dans le conclave. Qu'il ait acheté les voix de la France, de l'Espagne, du Portugal par un engagement quelconque, non ! C'est une calomnie. Si quelques lettres du cardinal de Bernis semblent d'abord l'insinuer, toute la suite de la correspondance de ce cardinal le dément, et, comme le remarque très-justement le père Theiner, il faut bien dans cette correspondance faire la part de la légèreté française et de l'envie qu'éprouvait le cardinal de s'attribuer auprès de sa cour l'honneur du conclave. Cet engagement, Ganganelli, parvenu au trône pontifical, l'a toujours nié dans le secret même de ses conversations confidentielles avec le cardinal de Bernis, conversations qui ne nous sont connues que par les lettres du cardinal, et qu'il rapporte sans jamais y ajouter un mot de démenti. Au contraire, toutes les fois que le pape se sentait trop pressé d'en finir dans les longues négociations qui précédèrent le bref de suppression, il n'objectait que l'honneur de son pontificat, compromis si l'on pouvait croire qu'en supprimant les jésuites il payât aux cours le prix de son élection. C'est après son exaltation, c'est librement qu'il promit au roi d'Espagne Charles III de prononcer une suppression complète, et jamais, ni dans la correspondance du cardinal de Bernis, ni dans celle de M. Monino, l'ambassadeur d'Espagne, dont l'énergie finit cependant par surmonter les lenteurs et les hésitations du pape, on ne trouve un mot qui veuille dire : Clément XIV ne nous paye pas le prix de son élection ! Il faut donc mettre ce prétendu marché au nombre des fables. Tant mieux pour la papauté !

Une seconde question suit immédiatement celle-ci

et n'est guère moins grave. Au fond, que voulait le pape? Est-ce de son plein gré qu'après trois ans de réflexion il prononça enfin la suppression de la Société de Jésus? ou ne fit-il que céder lâchement aux obsessions des princes de la maison de Bourbon et à l'envie de faire rentrer Avignon et Bénévent dans le domaine du saint-siége? Eut-il la main forcée? Je ne dirai pas moins librement mon opinion sur ce point que sur l'autre, toujours d'après les documents publiés par le père Theiner. Aucune violence ne fut faite à la conscience de Clément XIV. Au fond il n'aimait pas les jésuites, ne fût-ce qu'en sa qualité de moine d'un autre ordre. Ganganelli était cordelier. Il croyait les jésuites intrigants et dangereux. Son bon sens et sa raison politique lui disaient assez que lorsque les princes les plus catholiques de l'Europe étaient unanimes pour réclamer la suppression de cet ordre, la leur refuser c'était jouer gros jeu, et, sous prétexte de défendre l'Église, la sacrifier à un institut dont l'Église avait bien su se passer pendant longtemps. Clément XIV, en supprimant les jésuites, a donc fait au fond ce qu'il voulait faire. Je crois seulement que sa volonté avait besoin d'un peu d'aide pour devenir efficace, et je ne m'en étonne pas. Était-ce une si petite chose pour un pape que de licencier une milice répandue dans tout l'univers et fameuse par son attachement au saint-siége? Ganganelli savait bien quelles inimitiés il allait s'attirer, à quelle terrible controverse il livrait sa mémoire! Pourquoi ne le dirai-je pas? J'aurais été pape que j'aurais hésité! Bien des choses parlaient en faveur des jésuites. Ils avaient eu de

grands saints et de grands apôtres. Tout l'univers avait retenti de leurs prédications et de leurs luttes contre l'hérésie. Ils avaient rempli les chaires, fondé d'innombrables écoles. Jamais ordre n'avait déployé une pareille activité. Ganganelli craignait aussi pour sa personne, et je crois qu'en cela il calomniait les jésuites sans le vouloir. Le cardinal de Bernis, dans sa correspondance avec le duc de Choiseul, plaisante sur les mauvais dîners du saint-père, qui poussait la précaution jusqu'à se faire faire la cuisine par un cordelier. C'était vraiment un peu trop italien.

Il me paraît donc très-probable que livré à lui-même Clément XIV aurait hésité jusqu'à la fin de sa vie et serait mort sans signer le bref de suppression. Un moyen terme lui aurait mieux convenu. Une simple réforme des jésuites, si les cours y eussent consenti, aurait été son affaire. Reste à savoir si ce tempérament qui souriait au pape eût été un bon expédient, et si réformer les jésuites n'était pas chose plus difficile encore que les supprimer. Au total, il est fort naturel que Clément XIV ne se soit décidé qu'avec une extrême répugnance à approcher de ses lèvres un calice si amer! La négociation finissait par lasser tout le monde. Le duc de Choiseul s'en ennuyait. La cour de France, dans les derniers temps, n'y apportait plus qu'un intérêt très-froid. Le cardinal de Bernis, qui aimait le pape et compatissait à ses peines, n'ayant d'ailleurs aucun fanatisme personnel contre les jésuites, laissait volontiers les choses traîner en longueur. Seul le roi d'Espagne, Charles III, prince pieux d'ailleurs et éclairé, par des motifs dont une partie au moins est demeurée

secrète, poursuivit impitoyablement la suppression complète de l'ordre. M. de Monino, devenu depuis si célèbre sous le nom de Florida Blanca, emporta la négociation. Il ne violenta pas Clément XIV, quoi qu'on en ait dit; il le décida. Le 21 juin 1773, après plus de trois ans de pontificat, Ganganelli publia le fameux bref : *Dominus ac redemptor*, dans lequel il est facile de voir encore les traces de ses longues hésitations. Les jésuites étaient supprimés.

Quelles furent les suites de ce bref pour les jésuites, pour Clément XIV, pour la catholicité tout entière? Troisième et dernière question que j'examinerai toujours à la lumière des documents publiés par le père Theiner.

Pendant longtemps ça été un article de foi, parmi les ennemis des jésuites, que Clément XIV était mort empoisonné. J'ai vu dans ma jeunesse bien des honnêtes gens qui n'en doutaient pas. Grâce à Dieu, c'est encore un crime à rayer de l'histoire, et je m'en félicite d'autant plus, pour mon compte, qu'en principe général je ne crois pas à ces monstruosités qui dépassent la méchanceté ordinaire, à ces mystères d'iniquité dont les historiens souillent trop aisément leurs pages. Ganganelli serait mort empoisonné, qu'il serait injuste d'en attribuer le crime à la société des jésuites tout entière. Mais non, Ganganelli est mort d'une maladie cutanée dont il était attaqué depuis longtemps, et par les causes les plus naturelles du monde. C'est ce qui résulte avec évidence de l'ouvrage du père Theiner. Les jésuites ne furent, dans cette affaire, ni des scélérats ni des saints : ils furent des hommes. Dans les pays où la résistance

était impossible, ils se contentèrent de faire pleuvoir sur le pape un déluge de pamphlets satiriques, d'histoires controuvées, de vers injurieux et de prédictions fausses, dont quelques-unes malheureusement allaient jusqu'à prophétiser la mort prochaine du saint-père. En Prusse, sous le patronage philosophique du grand Frédéric; en Russie, sous la protection de la schismatique Catherine, leur résistance alla plus loin. Sous prétexte que le bref ne leur avait pas été officiellement signifié, ils refusèrent de se dissoudre. On les vit même, en Silésie, curieux retour des choses d'ici-bas! soutenir publiquement les thèses gallicanes les plus exagérées, comme en France, au moment où l'orage se formait contre eux, ils avaient déjà essayé de parer le coup par une humble souscription aux quatre articles de 1682. Encore une fois, ce sont là de pures faiblesses humaines, et c'est bien le cas de dire à ceux qui les reprocheraient trop amèrement aux jésuites : *Que celui qui est sans péché leur jette la première pierre!*

Passons maintenant à l'autre pôle. Les amis des jésuites ont aussi leur histoire des derniers jours de Clément XIV et de sa mort, et cette histoire n'est pas moins fabuleuse. Le pape, depuis la signature du bref, aurait été déchiré de remords jusqu'à en perdre la raison. Il n'aurait plus eu à la bouche que ces mots : *Je suis damné! je suis damné! j'habite la maison du diable!* Il serait mort en désespéré. Et là-dessus on bâtit des scènes dramatiques dont l'invraisemblance seule suffirait pour faire justice. Mais il y a quelque chose de plus positif; c'est encore, avec quelques autres pièces, la correspondance du

cardinal de Bernis, rapportée par le père Theiner. Le cardinal de Bernis aimait à peindre et à raconter; il devait d'ailleurs la vérité à sa cour; il n'aurait pas manqué de laisser courir sa plume sur un sujet aussi curieux que celui de la folie du pape et de son désespoir. On n'en trouve pas trace dans les lettres citées par le père Theiner. Au contraire, on y voit le pape, soulagé en quelque sorte, reprendre sa gaieté naturelle après la signature du bref. Ses derniers moments n'ont rien d'extraordinaire. Il meurt en silence, dans ce sentiment du néant des choses humaines qui doit être d'autant plus vif qu'on a été placé plus haut en ce monde. Il est certain qu'au moment de la mort, pour peu que l'on ait de foi, cette brillante tiare doit paraître bien lourde à porter devant Dieu! Au total, Ganganelli avait rétabli la paix dans l'Église, réconcilié avec le saint-siége la partie la plus florissante des royaumes catholiques, et sauvé peut-être les jésuites eux-mêmes d'une destruction sans retour en consentant à une suppression momentanément nécessaire. Une résistance absolue aurait amené des déchirements d'une incalculable portée. J'ajoute que, dans l'exécution de son bref, Ganganelli apporta toute l'humanité et tous les ménagements possibles. Honneur aux pouvoirs qui savent céder à propos! C'est le comble de la sagesse dans le gouvernement des hommes, et c'est ainsi qu'on évite les révolutions dans l'État et le schisme dans l'Église.

Un dernier point se présente sous ma plume; il faut bien l'aborder, quelque répugnance que j'y aie. Les jésuites avaient-ils mérité leur suppres-

sion? Que faut-il penser de cet ordre fameux? S'il y a une question livrée à la dispute, c'est celle-là. J'écarte d'abord toutes les hypothèses exagérées. Je ne me sens, Dieu merci, dans le cœur ni haine ni préjugé contre les jésuites. Je ne crois, comme je le disais tout à l'heure, ni aux prodiges de bien ni aux prodiges de mal. Pris individuellement, les jésuites, il faut le reconnaître, ont présenté plus qu'aucun autre ordre peut-être des hommes instruits, aimables, sachant vivre, et en général de mœurs pures et douces. C'est comme corps que les jésuites ont suscité contre eux des haines violentes et quelquefois trop justifiées. Il faut les juger politiquement. Chose remarquable! en eux s'est accomplie la parole du Christ, disant à saint Pierre : *Remettez votre épée dans le fourreau; celui qui frappe de l'épée périra par l'épée.* Après avoir longtemps triomphé par la politique et par l'appui des princes, c'est par la politique et par une coalition de princes qu'ils furent frappés en 1773. Ils succombèrent alors sous l'excès même de leur crédit, et le déchaînement fut plus grand contre eux précisément là où leur pouvoir avait été sans bornes, en Portugal, en Espagne, où rien ne se faisait sans leur permission. Un jour vint où Charles III en Espagne, le marquis de Pombal en Portugal voulurent mettre la main à des réformes nécessaires et relever leur pays d'un abaissement déplorable. Ce jour-là, l'un et l'autre sentirent qu'avant tout ils avaient un joug à briser, celui des jésuites : réforme et jésuites, deux choses incompatibles! En France, l'ancien souvenir de la ligue et du procès de Jean Chastel, le souvenir plus récent des

violences exercées par le père Letellier sous le nom de Louis XIV, et des persécutions dont la bulle *Unigenitus* avait été l'occasion ou le prétexte, se rassemblaient pour rendre les jésuites odieux. *Celui qui frappe de l'épée périra par l'épée.* Examinez toutes les fautes qu'on peut sans injustice reprocher aux jésuites; toutes procèdent de la politique. C'est un ordre religieux, mais c'est une milice destinée à vivre et à combattre dans le monde. Nécessité, par conséquent, pour empêcher le corps de se dissoudre, de serrer jusqu'à l'excès le lien de l'obéissance et d'absorber complétement l'homme dans le corps même, dont chaque membre n'est plus qu'un instrument passif et aveugle. C'est un ordre religieux, mais les moyens qu'il emploie sont des moyens humains. Il lui faut l'oreille des princes, l'amitié des puissants, la force pour subjuguer les rebelles. Le but est le salut de l'Église, et ce but est tout. La sainteté du but fait disparaître le machiavélisme des moyens. Est-ce un reproche que les jésuites seuls aient mérité? Non, ainsi sont faits les hommes qu'anime un ardent intérêt de parti. Je ne trouve rien, pour ma part, que de très-humain dans l'histoire des bons pères, et je leur sais plus de gré des vertus qu'ils ont conservées dans leur difficile position que je ne leur en veux des fautes qu'ils ont commises. J'ajoute que la moitié au moins de ces fautes doit retomber sur les princes dont la faiblesse ou l'ineptie avait laissé prendre tant de pouvoir aux jésuites. Qui ne sait pas réprimer un ordre religieux mérite d'en porter le joug. C'est ici qu'il faut faire attention à tout, arrêter dans le principe les moindres entreprises et maintenir

vigoureusement la barrière qui sépare l'ordre religieux de l'ordre civil, sans quoi tout tombe en confusion, et la religion ne souffre pas moins que l'État d'un mélange contre nature. Somme toute, il serait bien difficile, je crois, de dire si les jésuites ont fait plus de bien à la religion par leurs vertus et par leur talents qu'ils ne lui ont fait de mal par leur excessif esprit de corps et par leur politique violente.

Je ne sais pas quel avenir leur est réservé, mais je crois qu'en 1773 leur suppression par Clément XIV fut un acte de sage et de bon gouvernement. Voilà l'impression que me laisse la lecture de l'ouvrage du père Theiner.

Quant à cet ouvrage, pour en dire encore un mot, on pourra, j'espère, juger par cet article du genre d'intérêt qu'il présente. Lorsqu'on le lit, on s'impatiente quelquefois de sa longueur, on voudrait pousser l'auteur et le faire avancer. Lorsqu'on l'a lu, on sent qu'on y a puisé une instruction solide et sérieuse, et qu'on a bien employé son temps, chose assez rare, après tout. Il y a tant de prétendus livres d'histoire qui, après avoir amusé un moment, ne laissent pas dans l'esprit plus de trace et de souvenir qu'un roman!

22 février 1853.

X

HISTOIRE DU PAPE PIE VII,

PAR M. LE CHEVALIER ARTAUD.

M. Artaud a choisi admirablement bien son sujet; secrétaire d'ambassade ou chargé d'affaires à Rome pendant plus de vingt ans, sous le Consulat, sous l'Empire et pendant la Restauration, ce qu'il raconte il l'a vu. Il a partagé avec M. Cacault, le ministre du premier consul à Rome, la glorieuse tâche de réconcilier, je ne dis pas la France, mais le gouvernement français avec la religion catholique et son chef, réconciliation dont le concordat de 1801 fut l'acte authentique; il a vu partir de Rome le successeur de saint Pierre pour aller à Paris sacrer le nouveau Charlemagne; il a été témoin des premières espérances et des joies, trop cruellement déçues, du bon et saint pape, de son admiration naïve et de son goût naturel pour l'Empereur, de sa résistance calme et douce aux ordres rigoureux et souvent absurdes qui

tombaient de Paris à Rome comme la foudre, de l'héroïsme si simple et si touchant d'un pauvre moine captif, traîné de prison en prison, épuisé de douleurs, mais chef de la religion et vicaire de Jésus-Christ sur la terre! Ramené en triomphe à Rome après la catastrophe de 1814, la vie de Pie VII n'y fut guère plus tranquille. Les Cent Jours et la prise d'armes du roi Murat l'obligèrent encore une fois à fuir de Rome. La révolution d'Espagne et celle de Naples en 1820 attristèrent ses derniers jours. Pendant ce long espace de temps, si plein de merveilles, non-seulement M. Artaud a tout vu, il a encore profité de sa position pour réunir une multitude de documents curieux et de pièces authentiques qui servent aujourd'hui de fondement à son ouvrage.

De la position que M. Artaud a occupée pendant longtemps, il résulte encore un autre avantage : M. Artaud aime son sujet. En écrivant l'histoire de Pie VII, c'est l'histoire de sa propre vie que M. Artaud écrit, l'histoire de ses souvenirs et probablement de ses plus beaux jours. Il est trop heureux d'avoir à parler de Rome, des cardinaux, du pape et de ce bon M. Cacault, républicain corrigé, excellent homme, qui ayant été insulté et frappé dans les rues de Rome par un mauvais sujet, se faisait soigner le plus secrètement possible de peur d'irriter son gouvernement et d'attirer une fâcheuse affaire au pape. Il faut même avouer que l'historien de Pie VII parle un peu trop souvent et un peu trop longuement de M. Cacault. M. Artauld oublie quelquefois que ce ne sont pas ses Mémoires qu'il écrit. L'ambassade et les ambassadeurs tiennent trop de place dans son ou-

vrage. Mais ce que M. Artaud aime avant tout, et même avant M. Cacault, c'est Rome. De Rome, tout lui est précieux; tout lui paraît important; il se complaît à décrire les fêtes et les cérémonies publiques; il est ravi de voir avec quelle édification des officiers français reçoivent de Pie VII des chapelets bénits; il adore jusqu'aux étoles et aux mules du pape. Disposition excellente à mon gré, même à ne la considérer que sous le rapport littéraire! C'est elle qui vivifie l'ouvrage de M. Artaud. Pour comprendre la grandeur de ces puissances toutes morales, il faut y croire. Il en arrive sans doute que M. Artaud est un peu partial; quand il a à raconter quelque chose de moins favorable au pape, il abrége, il passe vite, il est visiblement mal à son aise. Il ne faut pas chercher, par exemple, dans l'ouvrage de M. Artaud le passage curieux de l'homélie républicaine faite par le pape, alors simple évêque d'Imola, en présence des terribles armées du Directoire. M. Artaud parle bien de cette homélie, il en rapporte même des morceaux, mais pas celui qu'on aimerait à voir. J'aime encore mieux, pour mon compte, cette partialité avec ses inconvénients qu'une indifférence glaciale.

Enfin le bonheur de M. Artaud l'a fait tomber sur un sujet excellent en lui-même. La douce et pieuse figure du pape Pie VII semble avoir été placée tout exprès à côté de celle de l'Empereur pour faire avec elle un contraste frappant. Les scrupules et les lenteurs du bon pape, son désespoir et ses terreurs à chaque demande nouvelle, son envie de céder et de contenter l'Empereur, sa passive, mais invincible résistance, quand il a bien reconnu qu'il ne le peut

pas sans blesser ses devoirs, ressortent admirablement à côté de la précipitation et des ardeurs du conquérant qui détruit un État et le rebâtit en trois jours, et ne comprend pas qu'à Rome on ait besoin de plus de temps pour faire un cardinal ou casser un mariage. Pendant que l'Empereur gagne des batailles et force des villes, le pape s'arrête tout court devant un point de droit canonique; malgré les flatteries, les prières et les menaces du vainqueur, il ne cède pas; il discute avec lui; il lui cite les saints décrets; il cherche à l'apaiser à force de raison et d'humilité. Voilà ce qui rend Pie VII si touchant : c'est cette force de la conscience et cette faiblesse de l'homme. Le souverain n'a pas un soldat; Rome est ouverte au premier caporal français qui viendra y intimer les ordres de l'Empereur; mais le pape est le roi de toutes les consciences catholiques; il a des sujets jusqu'au pied du trône de Napoléon. L'homme est faible et timide; il souffre d'esprit et de corps; il tombe dans de mortels abattements; le prêtre est héroïque sans faste, et n'a qu'une réponse à faire aux persécutions dont on l'accable : Je ne puis pas! Eh bien! au milieu de ce fracas épouvantable de révolutions et de guerres, de trônes jetés bas ou fondés; au milieu de ce gigantesque déploiement de la force, c'est vraiment un beau et noble spectacle que celui de cette petite cour qui se fait compter et respecter, qui résiste, et avec quoi? Avec des prières et des bulles, malgré le mépris des philosophes et l'arrogance de la toute-puissance militaire!

Si l'on entre dans le détail des événements, ils sont merveilleux et de grandes leçons en jaillissent de

tous côtés. Voyez comme ces puissances, qui ont leur base dans la conscience et dans la foi des hommes, se relèvent au moment même où l'on croit les avoir abattues pour jamais! Quand, pour la première fois, les armées républicaines et le pape se trouvèrent en présence, la rencontre fut terrible pour celui-ci; on se moqua du vieux Pie VI, on le dépouilla. Le traité de Tolentino lui arracha ses plus belles provinces, son trésor, ses pierreries, des statues et des tableaux précieux, et le général Bonaparte, qui n'était alors qu'un soldat victorieux aux ordres du Directoire, écrivait à ses maîtres : *Cette vieille machine achèvera de se détraquer toute seule*, mot que plus tard, et un peu mieux instruit par l'habitude du pouvoir, il changea pour celui-ci : *Ces prêtres, ils prennent l'âme et ils me laissent le cadavre!* Il est vrai que le Bonaparte qui parla avec tant de mépris, à cette époque, du pape et de sa puissance était le même qui avait soin de faire insérer un article exprès dans le traité de Tolentino pour obtenir les bustes en marbre de *Junius* et de *Marcus Brutus* et les envoyer à Paris. Comme la machine ne se détraquait pourtant pas toute seule, un second coup plus terrible fut bientôt frappé sur le pape. L'idée de rétablir à Rome un sénat, des tribuns, des consuls, et sans doute aussi des Caton et des Cincinnatus sur le modèle de ceux de Paris, ravissait le Directoire. La mort du général Duphot, tué à Rome dans une émeute, en fournit l'occasion ou le prétexte. On chargea de l'exécution le général Berthier, qui devint le fondateur de la nouvelle république romaine; Pie VI, enlevé de Rome et traîné à Valence, y mourut indignement, et pour

le coup les esprits forts du Directoire crurent bien que c'en était fait des vieilles superstitions catholiques.

Mais pendant ce temps quelques pauvres prêtres qui ne conservaient guère de leur antique fortune que le nom de cardinaux, exilés, transis de peur, se réfugiaient à Venise et y ouvraient le Conclave pour la nomination d'un nouveau pape, sous quels auspices, grand Dieu! Chose remarquable pourtant! Le vieux génie de Rome vivait dans ces prêtres qui ne désespèrent pas de leur avenir, même après une catastrophe plus terrible que la défaite de Cannes. Le Conclave se tint avec la régularité et les lenteurs ordinaires; on y délibéra, on y intrigua tout comme d'habitude, et ce n'est qu'au bout de plus de trois mois que, grâce à l'habileté et aux efforts de *monsignor* Consalvi, secrétaire du Conclave, le cardinal Chiaramonti, l'auteur de cette homélie républicaine dont j'ai déjà parlé, fut proclamé pape sous le nom de Pie VII. Je crois, en conscience, qu'on peut faire honneur au Saint-Esprit de ce choix. Dans les circonstances critiques où se trouvait l'Église, c'était le comble de la sagesse de ne montrer dans le pape qu'un bon et saint prêtre sans ambition, sans morgue, sans fanatisme, et de n'opposer que la douceur et la faiblesse, si j'ose le dire, à l'excès de la force. Voilà donc un pape en dépit du Directoire, et un pape que nos revers en Italie ramenèrent bientôt à Rome. C'était le Directoire qui finissait tout de bon en France. Les bustes en marbre de *Junius* et de *Marcus Brutus* ne le protégèrent pas contre l'épée du vainqueur de l'Italie et du conquérant de l'Égypte, et, qui pis est, contre la risée du public. La machine

de la république, quoiqu'elle ne fût pas vieille de quinze siècles, se détraquait toute seule.

Or, dès que la France fut tombée sous la main puissante de Bonaparte, dès que le premier consul se fût mis à l'œuvre pour organiser quelque chose qui ressemblât à une société, l'idée de restaurer la religion se présenta tout naturellement à lui. Son bon sens ne comprenait pas plus un peuple sans autels et sans culte public que sans lois et sans magistrats. Il sentit très-bien que s'il est facile de fermer des églises et de tuer des prêtres, il n'est pas aussi aisé d'étouffer dans le cœur des hommes le sentiment religieux. Sa sagacité l'avertit encore que, malgré tout son pouvoir, il ne parviendrait pas plus à faire la France protestante que le Directoire n'était parvenu à la faire théophilanthrope, et que le rétablissement seul de la religion catholique serait pris au sérieux par les masses. Avec ses ministres et ses conseillers d'État, le premier consul fondait un corps de lois civiles, une magistrature, une administration; avec son épée, il brisait les coalitions européennes et arrachait des provinces à ses ennemis; pour rétablir la religion, il fallut que le général victorieux, le chef tout-puissant de la première nation du monde, allât s'incliner devant ce moine qui tremblait de peur à Rome et dont toute la puissance était dans son nom de pape. Lorsque M. Cacault, chargé de cette grande négociation, fût sur le point de partir, il demanda au premier consul comment il devait traiter le pape. « Traitez-le, « répondit le premier consul, comme s'il avait deux « cent mille hommes à ses ordres! »

Mot admirable d'énergie et de sens dans la bouche

de celui qui, avec bien moins de deux cent mille hommes, avait conquis une immense gloire en Europe et le suprême pouvoir en France! Si jamais homme a su ce que valent deux cent mille soldats, c'est l'Empereur. En évaluant dans cette monnaie la puissance morale de la religion et de son chef, Napoléon a donné la juste mesure de la grande idée qu'il en avait. Ce mot, à mon sens, est un de ceux qui honorent le plus le génie du soldat et du conquérant. Il est vrai que tous les moments du premier consul n'étaient pas aussi bons. Je ne sais quelles bouffées de philosophie et de jacobinisme lui remontaient de temps en temps à l'esprit. Pendant que M. Cacault négociait le Concordat auprès du pape, un beau jour tombe à Rome l'ordre positif de rompre la négociation si tout n'était pas terminé en trois jours. En trois jours, bon Dieu! La cour de Rome en frémit. Notez qu'il ne s'agissait de rien moins que de renouveler tout l'épiscopat français. Il fallait obtenir la démission des évêques émigrés et en créer de nouveaux. La cour de Rome ne va pas si vite; avant de faire un pas, elle regarde bien où elle met le pied, et cette réserve l'honore. Les puissances militaires réparent leurs fautes à coups de canon; les fautes commises par une puissance toute morale ne se réparent guère. Bien entendu, M. Cacault ne prit pas l'ordre au sérieux. On envoya seulement à Paris le cardinal Consalvi, qui ne se souciait guère de voir de si près le chef de la république, et le Concordat s'acheva.

Ce fut un beau moment. La foi, le souvenir de tant de malheurs, l'espérance d'un meilleur temps, le charme de la nouveauté, remplirent les églises. On

écoutait avec ravissement les chants sacrés si longtemps interrompus. On admirait les pompeuses cérémonies du culte catholique. On vénérait ses ministres vieillis et sanctifiés par la persécution. La France semblait sortir de ses ruines, tout était nouveau, tout était merveilleux alors! Quelques années d'oppression avaient tout rajeuni. On goûtait avec délices la sécurité que donne un gouvernement fort. Une immense gloire éclatait sur ce peuple qui retrouvait en même temps ses mœurs, ses salons, sa littérature, sa religion. Tout le monde, sans doute, ne fut pas content du Concordat. Le scandale fut grand parmi quelques révolutionnaires philosophes. Ils s'accommodèrent beaucoup mieux des cordons et des titres, quand, plus tard, l'Empereur les rétablit. Ils en eurent leur part; ils n'en prétendaient aucune dans le rétablissement du culte et ils ne songeaient pas encore, à cette époque, à faire des évêques de leurs cadets. Mais la France fut satisfaite et personne n'empêcha ceux qui n'approuvaient pas, de rire et de se moquer.

Le pape et les cardinaux, qui avaient négocié le Concordat, furent surpris tout les premiers de la joie que causa en France le rétablissement de la religion. Ils n'avaient pas si bonne opinion de nous. Leur surprise fut encore bien plus grande quand le pape, venant à Paris pour sacrer l'Empereur, l'âme pleine de tristes pensées, trouva sur son chemin toute la population à genoux. De retour à Rome, le pape ne parlait qu'avec attendrissement de la réception que lui avaient faite ces bons Français. C'est de la bouche même du pape que M. Artaud tient une anecdote qui peint à la fois, avec une grâce parfaite, les sentiments

de la population et le caractère affectueux et naïf de Pie VII. « A Châlon-sur-Saône, lui disait le pape, « nous allions sortir d'une maison que nous avions « habitée pendant plusieurs jours; nous partions « pour Lyon ; il nous fut impossible de traverser la « foule : plus de deux mille femmes, enfants, vieil- « lards, garçons, nous séparaient de la voiture qu'on « n'avait jamais pu faire avancer. Deux dragons (le « Pape appelait ainsi nos gendarmes à cheval) chargés « de nous escorter, nous conduisirent à pied jusqu'à « notre voiture, en nous faisant marcher entre leurs « chevaux bien serrés. Les dragons paraissaient se « féliciter de leurs manœuvres et fiers d'avoir plus « d'invention que le peuple. Arrivé à la voiture, « à moitié étouffé, nous allions nous y élancer avec « le plus d'adresse et de dextérité possible, car « c'était une bataille où il fallait employer la malice, « lorsqu'une jeune fille, qui, à elle seule, eut plus « d'esprit que nous et les deux dragons, se glissa « sous les jambes des chevaux, saisit notre pied pour « le baiser, et ne voulait pas le rendre, parce qu'elle « avait à le passer à sa mère qui arrivait par le même « chemin. Prêt à perdre l'équilibre, nous appuyâ- « mes nos deux mains sur un des dragons, *celui « dont la figure n'était pas la plus sainte*, en le « priant de nous soutenir. Nous lui disions : *Signor « dragone*, ayez pitié de nous ! Voilà que le bon « soldat (fions-nous donc à la mine !) s'empara à son « tour de nos mains pour les baiser à plusieurs re- « prises. Ainsi, entre la jeune fille et votre soldat, « nous fûmes comme suspendu pendant plus d'un « demi-quart d'heure, *nous redemandant*, et atten-

« dri jusqu'aux larmes. Ah ! que nous avons été « content de votre peuple ! »

Je suis entré dans ces détails parce qu'ils montrent combien ces vieilles puissances morales ont de vie et de force pour résister aux coups qu'on leur porte, et combien une sage politique peut y trouver de ressources. On se complaît d'ailleurs dans le souvenir de ces temps héroïques où la Révolution française, se dégageant enfin de la boue et du sang qui l'avaient souillée, fondait une société nouvelle, toute brillante de gloire, et appelait un Pape à Paris pour sacrer son représentant ! La suite est triste. On gémit des persécutions misérables auxquelles le vainqueur d'Austerlitz, d'Iéna, de Wagram, se laissa emporter contre un prêtre qui n'avait rien à lui opposer que ses prières, sa résignation, sa faiblesse ! On a peine à comprendre comment l'Empereur ne voyait pas qu'il lui était aussi honteux de prendre Rome avec quarante gendarmes, et d'enlever le Pape comme un malfaiteur, que glorieux de prendre Vienne ou Berlin en renversant des armées de quatre cent mille hommes ! Et tout cela, pourquoi ? Parce que le Pape ne voulait pas consentir à n'être dans les mains de l'Empereur qu'une machine à faire des évêques ou à casser des mariages sur un ordre arrivé de Paris ; parce que le Pape ne voulait pas se réduire au rôle de primat de l'Empire français, lui, primat et chef des catholiques d'Autriche et d'Angleterre, comme de ceux de France ; c'est-à-dire parce que le Pape ne voulait pas cesser d'être Pape. Quand l'Empereur demandait au Pape quelque chose de contraire aux saints canons, il lui demandait tout simplement

d'abdiquer et d'apostasier. Quand l'Empereur exigeait du Pape qu'il fût l'ennemi des ennemis de la France, il méconnaissait son caractère, il lui imposait le schisme ! Si le Pape avait cédé, qu'y aurait gagné l'Empereur? Il ne lui serait plus resté dans les mains qu'un fantôme de Pape, un prêtre méprisable et méprisé, une idole ridicule sans voix et sans mouvement ! Et c'est pour arriver à ce beau résultat que l'Empereur faisait subir au malheureux Pie VII la plus odieuse torture ! Celui qui avait dit : *Traitez le Pape comme s'il était à la tête de deux cent mille hommes*, ne se souvenait donc plus de tout ce qu'il y a de grand et de sacré dans une puissance qui ne se défend que par la conscience et par la foi? Il est triste de penser que c'est le même homme qui écrivait durement au Pape : *Vous êtes le souverain de Rome; mais j'en suis l'Empereur !*

Et cependant ces deux hommes étaient évidemment faits l'un pour l'autre. L'Empereur ne pouvait s'empêcher d'aimer et de vénérer le bon et le simple pontife ; Pie VII admirait son glorieux fils l'Empereur. Ensemble, ils avaient relevé la religion en France; Pie VII était venu consacrer le nouvel empire, et ajouter la merveille de sa présence à toutes les merveilles de ce temps-là; il était le Pape de l'Empereur. Le souvenir de ces deux hommes sera éternellement joint, le souvenir du pontife et celui du conquérant. Il semble même qu'avec l'Empire et l'Empereur finit aussi le pontificat de Pie VII. Les dernières années du règne de Pie VII sont froides et languissantes; le saint moine rentre dans sa cellule; le Pape a disparu. Mais jusque-

là cette histoire est belle et touchante. M. Artaud n'a eu qu'à raconter ce qu'il avait vu pour en faire un livre très-curieux et très-digne d'attirer l'attention publique.

14 août 1836.

XI

HISTOIRE DES PROTESTANTS DE FRANCE,

DEPUIS L'ORIGINE DE LA RÉFORMATION JUSQU'AU TEMPS PRÉSENT,

PAR G. DE FÉLICE.

L'éloge de l'histoire est le plus usé des lieux communs. Entre ses avantages, il y en a un pourtant sur lequel on n'a peut-être pas assez insisté, et que je recommande à mes contemporains : elle fait prendre en patience le temps où l'on vit. Pour mon compte, toutes les fois que je suis tenté de maudire mon siècle, et cela ne laisse pas que de m'arriver assez souvent, je me rappelle au calme et à la résignation avec cette unique réflexion : Dans quel autre siècle aurais-je mieux aimé vivre?

Il ne s'agit pas de prendre les siècles passés par leur côté brillant, tel siècle par l'éclat que les arts et les lettres y ont jeté, tel autre par les vertus ou par les grandes actions de quelques hommes extraordinaires ; de ne voir, par exemple, dans le siècle des Antonins que la philosophie sur le trône, ou, dans

le siècle de Louis XIV, que l'élégante société de cette époque ; qu'un Bossuet, évêque et grand orateur; une madame de Sévigné, belle, riche, éblouissante d'esprit et de grâce; un Boileau, un Racine, poëtes et courtisans; que Versailles et que Marly, en un mot. Quand on veut juger sérieusement les siècles, c'est par leurs traits généraux qu'il faut les comparer l'histoire à la main, et par le degré de justice et de bonheur qu'ils ont offert au plus grand nombre. Surtout il faut se dire qu'on n'aurait pas été un grand orateur à Athènes, un ami de César à Rome, un cardinal sous Jules II ou sous Léon X, mais un membre souffrant de l'obscure multitude; et sous Louis XIV même, dans un temps si voisin du nôtre, en pleine civilisation moderne, un protestant peut être condamné aux galères pour avoir assisté à quelque prêche défendu!

Ceci m'amène tout naturellement au livre de M. de Félice. Plus d'une fois je me suis dit, en le lisant : Allons! malgré nos misères, nos révolutions avortées, nos gouvernements tombant les uns sur les autres, malgré tant de déboires et de mécomptes, j'aime encore mieux mon temps! La liberté de croyance et de culte suffirait toute seule pour mettre à notre avantage une différence énorme entre notre siècle et les siècles précédents. Songez donc que trente ans encore avant la Révolution de 1789, on pendait en France pour cause de religion! La dernière exécution, rapportée par M. de Félice, est, je crois, de 1760; ce qui prouve, pour le dire en passant, que les philosophes français, quand ils réclamaient à si grands cris la tolérance, ne faisaient pas

du bruit pour rien. Voyez un peu le chemin que nous avons fait ! Au moyen âge, la légende inscrit au nombre des saints je ne sais quel roi qui croyait faire une œuvre bien agréable à Dieu en portant lui-même sur ses épaules le bois destiné à brûler les hérétiques, et ce roi, en effet, pouvait être un saint homme : il agissait dans la simplicité de sa foi. Plus récemment, notre roi Henri II ne portait pas sur ses épaules le bois du bûcher ; il faisait pis ! il assistait, avec Diane de Poitiers, sa maîtresse, et avec toutes les femmes de sa cour, au supplice d'un hérétique, et ce supplice faisait partie d'une fête. Sous Louis XIV on ne brûle plus personne, à la vérité ; les bûchers sont éteints ; la persécution est moins cruelle ; elle est plus savante ! On prend de force les enfants à leur famille pour les élever dans la religion catholique. On prive les protestants, non-seulement de leurs droits politiques, mais de leurs droits civils. On ne se contente pas de leur fermer le chemin des places et des honneurs, on leur interdit jusqu'à l'exercice de la plupart des professions lucratives. Il leur restait la douloureuse ressource de l'exil ; on la leur ôte autant qu'on le peut. Fuir la persécution devient un crime ; et s'ils demeurent pourtant, ils sont réputés catholiques, attendu que, par une fiction incroyable, la loi ne reconnaît plus que des catholiques en France ; en conséquence, pour peu qu'ils laissent échapper quelque signe d'attachement à leur ancien culte, on les traite en relaps. Ce n'est pas assez. A toutes ces mesures de rigueur, Louvois ajoute les dragonnades. Le Languedoc et plusieurs autres provinces sont livrés à toutes les

brutalités dont pouvait être capable la soldatesque d'alors, et cela, encore une fois, sous l'empire d'un roi naturellement juste et humain, dans le siècle le plus brillant de notre histoire, quand d'ailleurs la société française, devenue la société la plus polie du monde, jouissait de toutes les garanties des lois et de la justice ! Je ne sais, mais il me semble que j'aime mieux les procédés de ce bon roi qui faisait lui-même l'office de portefaix dans ses auto-da-fé.

Dans le siècle suivant, la persécution continue par habitude. La barbarie va toujours en diminuant; l'odieux augmente, car on persécute encore, et l'on ne croit plus du tout ! C'est la cour qui veut flatter le clergé, et en obtenir, par quelque semblant de zèle, un don gratuit plus considérable ; c'est je ne sais quel intendant qui, pour faire plaisir à un évêque, ordonne un beau jour aux protestants de faire rebaptiser leurs enfants par les curés catholiques ; c'est le maréchal de Richelieu lui-même, l'enfant gâté de Voltaire, qui s'avise dans un quart d'heure de lubie de réveiller les dispositions les plus rigoureuses de quelque édit oublié. Tout cela ne se passait pas sans résistance et sans malheurs. Habitués à une espèce de tolérance tacite, les protestants n'en supportaient qu'avec plus de peine ces recrudescences inattendues de persécution. L'autorité finissait par se rendormir, mais après s'être souillée de quelque acte de violence dont elle rougissait la première, après avoir dissipé par la force des baïonnettes les assemblées du désert, ou avoir fait exécuter un ministre qui mourait en martyr !

Au moins avons-nous gagné ce point à notre Ré-

volution de 1789, que les persécutions pour cause de religion sont finies en France, et finies pour jamais ! La liberté de croyance et de culte est un droit acquis à l'humanité, si bien acquis, qu'on en jouit sans y penser. Si vous croyez que ce ne soit rien, lisez l'ouvrage de M. de Félice. Je sais bien qu'en théorie on dispute encore et que la persécution a ses partisans et ses apologistes : pure affaire de paradoxe ! Les zélés de ce temps-ci ne feront couler que de l'encre, ils ne seront inquisiteurs et persécuteurs qu'en peinture, et si jamais ils sont canonisés, ce ne sera pas, j'en réponds, pour avoir porté sur leurs épaules le bois du bûcher des hérétiques. La civilisation les domine, quoi qu'ils en aient. Ils parlent; ils n'agiraient pas. Leurs exagérations ne prouvent qu'une chose, c'est qu'il y a toujours eu et qu'il y aura toujours des esprits outrés. Dans le dernier siècle, ces esprits-là se jetaient généralement dans l'incrédulité. Une des tactiques des philosophes d'alors consistait précisément à confondre la religion avec les bourreaux et les persécuteurs, pour la rendre odieuse. Ainsi, sous prétexte de combattre le fanatisme religieux, s'élevait un autre fanatisme qui devait avoir sa Saint-Barthélemy dans les massacres du 2 septembre et son inquisition dans le tribunal révolutionnaire ! Bien des gens en étaient venus à croire avec une sorte de bonne foi que l'histoire du christianisme était comprise tout entière dans l'histoire de quelques moines ignorants et de quelques papes ambitieux. Que faisaient alors les apologistes du christianisme, les Chateaubriand, les Bausset, les La Luzerne? Une chose fort simple : ils renvoyaient

les excès et les crimes à l'humanité, et n'avaient pas de peine à faire voir que l'Évangile qui les réprouve n'en peut être responsable.

Qu'arrive-t-il aujourd'hui? Curieux retour des choses d'ici-bas ! Pour tout justifier, les nouveaux apologistes ont recours à la tactique même que les incrédules employaient pour tout condamner. Ils veulent que tout ce qui a été fait au nom de la religion appartienne à la religion même et soit sacré comme elle. Selon eux, il faut tout prendre ou tout laisser, être catholique jusqu'à la Saint-Barthélemy et jusqu'à l'inquisition inclusivement, ou tomber, par je ne sais quel fatalisme de logique, du gallicanisme de Bossuet dans le calvinisme, et du calvinisme dans l'athéisme et dans le socialisme ! Les logiciens de 1793 ne raisonnaient-ils pas de même, quand ils voulaient que tout prêtre fût nécessairement un familier de l'inquisition, un brûleur d'hérétiques, partant un scélérat ; et n'a-t-on pas raison de dire que les extrêmes se touchent? Heureusement autre chose est la raison, autre chose est cette logique intempérante. Qui n'admet qu'un principe, en quelque matière que ce soit, se trompe et va droit au fanatisme et à l'absurdité. Il y en a toujours deux qui se modèrent et se limitent l'un l'autre. C'est un tort de n'admettre que la liberté d'examen et de refuser à l'autorité sa part. Ce n'est pas un moindre tort de donner tout à l'autorité et de se faire comme une joie et un triomphe d'écraser sous d'insupportables exigences toute conscience individuelle et toute liberté. Il n'est pas nécessaire, Dieu merci, d'être inquisiteur ou athée.

Sans aller aussi loin que les nouveaux apologistes, et sans justifier absolument les persécutions, des esprits plus mesurés ont essayé du moins d'en atténuer beaucoup l'odieux. De grands efforts surtout ont été faits pour effacer la tache que la révocation de l'édit de Nantes et les dragonnades ont imprimée sur le règne de Louis XIV. Mille raisons ont été mises en avant. C'était, a-t-on dit, une mesure politique justifiée jusqu'à un certain point par les anciennes révoltes des protestants. Louis XIV ne voulait que fortifier par l'unité de croyance et de culte l'unité politique et administrative de son royaume, et faire disparaître les dernières traces des longues guerres de religion. D'ailleurs il avait été trompé. On lui avait fait accroire qu'il n'y avait plus pour ainsi dire de protestants en France, et qu'un dernier coup d'autorité consommerait l'œuvre de l'extinction de l'hérésie. S'il y a eu erreur de sa part, cette erreur a été celle de tous les grands hommes de son siècle, qui applaudirent unanimement à la fatale révocation. Quant aux dragonnades, elles ont été l'œuvre non de Louis XIV, mais de Louvois. Des provinces entières ont été soumises pendant plusieurs années au régime d'une ville prise d'assaut, sans que le roi le sût. Quand la guerre des Cévennes éclata, on le cachait au roi. « Nous ne le « disons pas au roi, écrivait madame de Maintenon, « car cela n'empêcherait pas le mal et lui en ferait « beaucoup. » On a tâché enfin de réduire le plus possible le nombre des Français forcés par la persécution à s'expatrier.

Par malheur, ces moyens de justification ne sont

pas fort bons en eux-mêmes; fussent-ils meilleurs, ils s'évanouissent devant le plus simple examen des faits. Au nom du ciel, croit-on faire beaucoup d'honneur à Louis XIV en le représentant, après trente-cinq ans de gouvernement personnel, comme si facile à tromper, ou si prompt à se tromper lui-même? Est-ce excuser un si grand roi que de supposer qu'il a pu signer la révocation de l'édit de Nantes sans comprendre à quoi il s'engageait? Comment! Louis XIV, ce prince qui se faisait honneur, et non sans raison, de régner par lui-même, aurait été le jouet d'un ministre? Des ordres barbares auraient ravagé ses provinces pendant plusieurs années, sans qu'il le sût? L'accès de son trône aurait été tellement fermé à la vérité, que les cris de ses sujets abandonnés aux dragons de Louvois n'auraient pu parvenir jusqu'à lui? Sans doute, Louis XIV n'a pas connu toute l'étendue du mal; ce n'est pas son excuse, c'est sa punition, la juste punition des princes qui outrent leur pouvoir. Il aurait reculé, je le crois, devant quelques-unes des conséquences qu'acceptait résolûment le génie impitoyable de Louvois; ces conséquences n'en étaient pas moins contenues dans le principe même de la mesure. La révocation de l'édit de Nantes n'a pas été un acte subit et isolé. Il n'y a qu'à voir dans l'ouvrage de M. de Félice les édits qui l'ont préparée, accompagnée, suivie, pour se convaincre que Louis XIV, en entrant dans la voie de l'intolérance, n'a pas ignoré ce qu'il faisait. Ces édits sont affreux; ils sont insensés, et l'on ne comprend pas qu'ils aient pù être rendus par un prince aussi humain et aussi sage! On y voit

dans ce qu'elle a de plus repoussant la lutte impie de la force contre la conscience, et dans ce qu'elle a de plus absurde la prétention d'imposer ce qui ne s'impose pas, la croyance et la foi!

Qu'avait à craindre Louis XIV du protestantisme en 1685? Absolument rien. Le temps des guerres civiles était irrévocablement passé. Le protestantisme ne se défendait plus que par la controverse, et dans cette nouvelle guerre tout était contre lui, le peuple et les grands, les femmes et les lettrés, le torrent de l'opinion publique et le génie de Bossuet. Chaque jour, le catholicisme gagnait du terrain et enlevait à la Réforme quelques-uns de ses plus illustres adhérents. Il semblait qu'il ne restât plus de dissidence que ce qu'il en fallait pour tenir le clergé catholique en haleine et lui offrir comme un champ d'exercice et de manœuvre. N'est-ce pas depuis la révocation de l'édit de Nantes, au contraire, qu'en matière même de religion tout tombe et s'abaisse dans le gouvernement de Louis XIV? Ne dirait-on pas que la Providence a voulu marquer par des signes éclatants sa réprobation de l'œuvre de persécution? Quand on s'aperçut que les protestants ne se convertissaient pas aussi aisément qu'on l'avait espéré, et que beaucoup de ceux même qui cédaient ne pratiquaient le culte catholique qu'en le détestant dans le cœur, on se disait, pour se consoler, qu'au moins les enfants de ces mauvais convertis, élevés dans un autre culte que celui de leurs pères, feraient de bons catholiques. On se flattait de préparer au règne suivant une génération unie dans la même foi. On ne prépara qu'une génération d'in-

crédules et d'athées ; et madame de Maintenon, avec tous ses soins, ne réussit à faire des enfants qu'elle enlevait à leurs parents par lettres de cachet que des catholiques comme madame de Caylus! Voilà ce qu'on gagne à violer les lois naturelles. Vous voulez concourir à l'œuvre de Dieu? Dieu même vous a marqué la limite au delà de laquelle ce concours devient une entreprise impie, une usurpation de l'orgueil humain. Cette limite, c'est la loi morale. Faites des catholiques par la prédication et par l'exemple ; n'essayez pas d'en faire en vous mettant au-dessus du droit éternel. La première des lois de Dieu, c'est le Décalogue. En religion, en un mot, comme en toute autre matière, respectez ce grand principe : « Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fît à vous-même. » Voilà la loi et les prophètes. Il est vrai que si les catholiques oubliaient cette grande vérité en France, les protestants anglais ne l'oubliaient pas moins alors dans la malheureuse Irlande.

Louis XIV n'est point justifiable. Ce qu'il faut dire, c'est que voilà où le détestable principe de l'intolérance a pu conduire un prince naturellement droit et bon. Louis XIV n'avait pas l'âme d'un persécuteur ; il aimait ses sujets protestants et ne les craignait pas. Roi absolu et jaloux de son pouvoir, il savait cependant supporter autour de lui ce degré de liberté sans lequel l'obéissance n'est que servitude. Cette fois seulement une idée fausse le jeta dans la tyrannie, et cette idée fausse, quoi qu'on en dise, fut plutôt une erreur de religion qu'une erreur de politique.

Chose étrange! s'il y a une religion dont l'esprit soit incompatible avec la persécution et la violence, n'est-ce pas pourtant la religion de l'Évangile? Quand les religions n'étaient que des polices humaines, on conçoit que pratiquer le culte de son pays ait pu être un devoir civil, une obligation imposée par la loi. Ces religions-là ne demandaient pas la foi, elles ne demandaient que les actes extérieurs. César était prêtre de Jupiter et très-exact observateur du culte, ce qui ne l'empêchait pas, au rapport de Salluste, de professer en plein sénat son mépris philosophique pour le Tartare. Cicéron, après avoir sacrifié comme consul à Mars et à Jupiter, rentré chez lui, ne se faisait pas scrupule de disserter avec ses amis sur la nature des dieux, et de se moquer des superstitions païennes. Le culte du chrétien exige avant tout l'obéissance de l'âme. L'adoration que le Dieu de l'Évangile agrée est l'adoration en esprit et en vérité. Les mystères de la religion catholique surtout sont des mystères vivants, pour ainsi dire, des réalités terribles cachées sous le voile du sanctuaire; qui y participe sans y croire du fond du cœur les profane par une dérision impie. Sauver les âmes en les convertissant, tel est, en un mot, tout le but des institutions chrétiennes. Sans doute, dans les pays où le christianisme a détruit et remplacé les anciennes superstitions, il est devenu lui-même une sorte d'institution politique et civile, par une confusion malheureuse peut-être, mais nécessaire. A-t-il perdu pour cela son caractère essentiel? N'est-il plus la religion des âmes, le culte de la volonté libre et de la foi? A-t-il dû se modifier en devenant le culte

public et se réduire à n'être qu'un paganisme un peu plus épuré, une idolâtrie plus morale ? N'est-ce pas plutôt le législateur politique et civil qui, en adoptant le christianisme, a dû se soumettre à l'esprit de l'Évangile et proclamer la liberté de conscience comme la conséquence nécessaire d'une religion qui n'accepte que les hommages de la foi et qu'on outrage dans son principe vital quand on la traite comme une simple cérémonie ? Il était facile à Louis XIV de révoquer l'édit de Nantes. Faire des catholiques était au-dessus de son pouvoir et de tous les pouvoirs du monde ; et dès le lendemain de cette révocation on s'aperçut qu'on n'avait plus que l'alternative de laisser toute une population sans Dieu et sans culte, ou de la forcer à profaner le culte catholique en le pratiquant sans y croire !

Il y a une liberté de conscience qui est fille de l'indifférence et de l'incrédulité ; celle-là est voisine du mépris, et le mépris tout seul, quand il n'engendre pas la persécution matérielle, est déjà une sorte de persécution morale. Il y a une autre liberté de conscience qui est fille de l'Évangile : c'est la foi qui respecte la foi ; c'est l'âme qui s'incline devant sa propre inviolabilité. Oui, à quelque excès que le fananisme ait pu se porter dans des temps d'ignorance et de ténèbres, la liberté de conscience est née du christianisme, et c'est le christianisme qui la fera triompher d'un bout à l'autre du monde !

J'ai le plaisir, sur ce point, de me trouver parfaitement d'accord avec M. de Félice. Sur beaucoup d'autres nous serions en dissentiment. M. de Félice appartient à la communion protestante ; il est ministre, et

même, si je ne me trompe, professeur de théologie à Montauban. Tout naturellement le livre se ressent du caractère de son auteur. C'est plutôt d'ailleurs un ouvrage écrit pour l'édification et une sorte de martyrologe protestant qu'une histoire politique. Je ne critique pas M. de Félice. Je le loue, au contraire, à ce point de vue de sa modération. Sa partialité toute naturelle ne dégénère pas en passion. Je n'en croirais pas toujours M. de Félice sur ses appréciations, je l'en crois volontiers sur les faits. S'il se trompe, il ne veut jamais tromper. Au total, les qualités qui recommandent l'ouvrage de M. de Félice, indépendamment de l'intérêt que présentent les faits eux-mêmes, sont la clarté, la simplicité et cette candeur dans l'expression, qui est la marque d'une âme droite et honnête.

26 mai 1852.

XII

HISTOIRE DES RÉFUGIÉS PROTESTANTS DE FRANCE,

DEPUIS LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES JUSQU'A NOS JOURS,

PAR M. CH. WEISS.

La Révocation de l'édit de Nantes est la grande tache du règne de Louis XIV; il faut le redire, puisque l'intolérance essaie aujourd'hui de réhabiliter cette vieille faute avec tant d'autres. Les conséquences, au dedans et au dehors du royaume, en furent incalculables. Le curieux et savant ouvrage de M. Ch. Weiss le prouve à chacune de ses pages. C'est à dater de ce moment que la fortune du grand roi commence à pâlir, que le commerce et les finances, si prospères sous la sage administration de Colbert, déclinent sensiblement; qu'une ligue redoutable se forme contre la puissance de la France, sous la direction du prince d'Orange.

Les scandales de la jeunesse de Louis XIV avaient été moins funestes à sa gloire que ne le fut la piété mal entendue de son âge mûr et de sa vieillesse,

ou plutôt l'heure était arrivée où ce prince doué de tant de bon sens, mais enivré de l'excès de sa puissance, devait se briser contre l'écueil qui attend les souverains absolus : l'impossibilité de supporter une gêne, de souffrir une résistance, de vivre avec ce qui les contrarie. Quelque soumis que fussent alors les protestants, leur différence de religion avec la majorité de la nation et avec le roi constituait une espèce d'opposition. Depuis longtemps ils ne comptaient plus guère de grands seigneurs dans leur parti. La plupart de ceux qui recherchaient les honneurs et la fortune les avaient quittés. Louis XIV crut qu'un coup d'autorité en finirait avec eux, et que le ciel lui avait réservé la gloire de rétablir l'unité de croyance et de culte dans ses États : il révoqua l'édit de Nantes.

Mais là se rencontrèrent des obstacles qu'il n'avait pas prévus et qu'on ne surmonte ni avec l'argent ni avec la force : la foi, la conviction sincère, et ce noble instinct de la nature humaine qui se roidit contre l'abus de la puissance. Ce protestantisme qu'on croyait mort se réveilla tout à coup avec une singulière énergie. En voyant leurs temples abattus et leurs pasteurs chassés de France, ces pauvres populations qui avaient supporté tant d'avanies avec résignation, qui s'étaient enrichies et multipliées sous le coup des mesures rigoureuses dont la Révocation de l'édit de Nantes et l'interdiction absolue d'exercer leur culte étaient le cruel couronnement, retrouvèrent le courage du martyre. On n'eut plus affaire à des gens de cour dont l'hésitation ne pouvait être bien longue quand il s'agissait de choisir

entre leur Dieu et la faveur, ou à des misérables trop heureux de se convertir à un écu par tête. C'étaient toutes ces conversions d'argent et de faveur qui avaient fait illusion à Louis XIV. On arriva au vrai protestantisme, à une population d'agriculteurs, de fabricants, de bourgeois riches, qui n'avaient rien à demander au roi que la liberté de servir Dieu selon leur conscience aussi fidèlement qu'ils servaient l'État; population probe et sévère dans ses mœurs, mine féconde de braves soldats et de matelots exercés, parmi lesquels brillaient encore, malgré tant de défections, un maréchal de Schomberg, un amiral Duquesne et une foule d'officiers de mérite. Mais c'était surtout dans l'agriculture et dans l'industrie que les protestants excellaient. Exclus des autres professions par d'injustes édits, ils s'étaient retirés dans celles-là. Par la Révocation de l'édit de Nantes, Louis XIV attaquait à sa source la richesse de l'État. On avait cru que les protestants se convertiraient d'eux-mêmes sur un ordre du roi; quand on s'aperçut qu'il y avait encore parmi eux des gens d'honneur et de conscience, capables de sacrifier leur vie et leur fortune à leur religion, la surprise fut grande et la colère aussi. On s'était engagé dans une voie injuste; par un redoutable jugement du ciel on fut obligé d'aller jusqu'au bout, de soutenir une première faute par une suite de fautes plus graves, de livrer aux gens de guerre des provinces jusque-là florissantes et des peuples paisibles, de renouveler tout ce que les persécutions religieuses ont de plus odieux : la sépulture refusée aux morts, l'outrage prodigué aux cadavres, l'infamie des ga-

lères infligée à des hommes éminents par leur vertu et par leur savoir, des femmes torturées, des enfants arrachés à leur mère, le pillage et les supplices servant de moyens de conversion ; les dragonnades, en un mot, déshonorèrent à jamais la fin du règne le plus glorieux de la monarchie :

Tantum relligio potuit suadere malorum !

On dit, il est vrai, que les dragonnades furent l'œuvre de Louvois, singulier apôtre que celui-là ! On dit que Louis XIV ignorait l'excès de ces violences, et je le crois pour mon compte. Malheureusement, l'excuse est faible. Un roi absolu est tenu de savoir ce qui se passe dans son royaume. C'est bien le moins qu'une énorme responsabilité soit attachée à ces monstrueuses puissances. Quand on se fait dieu, il faut avoir la sagesse et la prévoyance de Dieu même, connaître tout, pourvoir à tout comme lui ! J'ajoute que le principe de tous ces désordres, que la vraie faute, je dirais le crime s'il ne s'agissait que de qualifier l'acte sans tenir compte des préjugés du temps, était dans la révocation même de l'édit de Henri IV, dans la mesure d'intolérance barbare qui, en proscrivant le culte des protestants, nécessitait leur conversion volontaire ou forcée; car apparemment l'intention de Louis XIV n'était pas qu'une partie encore nombreuse de ses sujets vécût sans Dieu, sans sacrements, sans aucun exercice de religion; Louis XIV n'abolissait pas le protestantisme, j'imagine, pour y substituer un athéisme sauvage; il fallait bien que ce peuple, hommes, femmes, enfants,

riches et pauvres, auquel on interdisait son culte, en eût un autre, et qu'il prît celui auquel il ne croyait pas, puisqu'on lui défendait celui auquel il croyait. Louvois entrait donc dans l'esprit de l'édit de révocation en poussant de force dans les églises ces pauvres peuples dont on avait rasé les temples. Il était cruel, il n'était pas insensé. C'est l'édit qui était à la fois insensé et cruel : cruel en troublant des populations fidèles et soumises, en interdisant un culte inoffensif; insensé en ne pourvoyant pas aux moyens de remplacer par un autre culte le culte détruit. J'avoue d'ailleurs qu'en matière de religion la persécution violente m'inspire peut-être moins de dégoût et d'horreur que la séduction et la corruption. Louvois et ses dragons me répugnent moins que Pellisson achetant par ordre de Louis XIV des conversions à un écu de 6 livres par tête, ou que madame de Maintenon enlevant d'autorité des enfants à leurs familles pour les faire élever dans le catholicisme. Je ne sais s'il n'y a pas une barbarie plus raffinée, une violation plus cruelle des lois de l'équité dans les édits qui admettaient les enfants de familles protestantes à se convertir malgré leurs pères et mères dès l'âge de sept ans, que dans les mesures ouvertement violentes de Louvois et de Lamoignon de Baville.

Et pourtant, ô infirmité de la nature humaine! il est vrai que, dans cette fatale et cruelle abolition de l'édit de Nantes, Louis XIV eut pour complice presque tout son siècle, ce siècle si éclairé, si poli, si chrétien! C'est là plutôt sa véritable excuse. Son erreur fut celle de tous les hommes de son temps.

Un Bossuet, un Bourdaloue, une madame de Sévigné applaudissaient à cet acte de violence avec enivrement. Les jansénistes eux-mêmes eurent le tort immense de l'approuver, frayant ainsi le chemin à la persécution qui devait les accabler à leur tour et arracher jusqu'aux dernières pierres de Port-Royal! Arnauld, le grand Arnauld écrivait qu'on avait pris envers les protestants *des mesures un peu violentes, mais nullement injustes*. Ah! nullement injustes? eh bien! vous irez, vous, mourir à Bruxelles! Vos religieuses seront dispersées, votre solitude détruite; on troublera jusqu'à la paix de vos tombeaux. Comment le simple spectacle de ces fausses conversions qui amenaient au pied des autels tant de gens encore protestants par le cœur n'ouvrait-il pas les yeux à Bossuet, à Arnauld, à tous les pieux catholiques de cette époque? Comment ces profanations de leurs sacrements les plus vénérés ne leur faisaient-elles pas horreur? Ils n'étaient pas chrétiens, comme on l'est si souvent aujourd'hui, sans connaître le premier mot du christianisme, de son esprit et de ses lois; ils savaient qu'il n'y a de vraie conversion que celle du cœur et de la volonté. Je ne puis pas croire qu'ils se payassent de cette détestable raison que si la persécution faisait pour le moment de mauvais catholiques, le temps et l'éducation en feraient de bons des enfants de ces convertis suspects, comme s'il était permis de perdre les pères pour sauver les enfants! Comme si l'on eût pu espérer que Dieu bénirait une œuvre qui commençait par la violation des lois les plus saintes! Comme s'il appartenait à la sagesse humaine de tirer le bien du mal! Madame de

Maintenon elle-même, qui donna cette pitoyable raison, avait eu, malgré son étroit bigotisme, de plus justes idées sur la véritable manière de convertir les hérétiques, et sur le point où doit s'arrêter, dans ce genre, l'intervention de l'homme. En 1672, déjà puissante, elle écrivait à M. d'Aubigné, son frère : « On m'a porté sur votre compte des plaintes qui ne « vous font pas honneur. Vous maltraitez les hugue- « nots, vous en cherchez les moyens, vous en faites « naître les occasions ; cela n'est pas d'un homme de « qualité. Ayez pitié de gens plus malheureux que « coupables. Ils sont dans les erreurs où nous avons « été nous-mêmes, *et dont la violence ne nous « aurait jamais tirés*. Henri IV a professé la même « religion, et plusieurs grands princes. Ne les « inquiétez donc point. *Il faut attirer les hommes « par la charité. Jésus-Christ nous en a donné « l'exemple, et telle est l'intention du roi. C'est aux « évêques et aux curés à faire des conversions par la « doctrine et par l'exemple*. Ni Dieu ni le roi ne « vous ont donné charge d'âmes. Sanctifiez la vôtre « et soyez sévère pour vous seul. » Apparemment le roi ayant changé d'intention lorsqu'il révoqua l'édit de Nantes, madame de Maintenon changea aussi d'avis. Toujours est-il que ce passage contient tout ce qui est permis en matière de prosélytisme : attirer les hommes par la charité, selon l'exemple de Jésus-Christ, employer la doctrine, l'exemple et la prière. Le reste appartient à Dieu, qui seul touche et change les cœurs. Aller jusqu'à la force, ce n'est pas seulement de la barbarie, c'est de l'impiété !

Quel fut le résultat des mesures de Louis XIV et

des dragonnades de Louvois? Il est vrai qu'une partie des protestants succomba et embrassa le catholicisme, triste triomphe! car que pouvait gagner le catholicisme à une victoire qui ne lui amenait que des cœurs flétris, des âmes mécontentes d'elles-mêmes, des esprits vaincus, mais non persuadés? Quelle conquête pour la religion que celle de ces malheureux convertis qui rougissaient de leur conversion comme d'une lâcheté et d'un crime, qui se sentaient moins honnêtes gens depuis ce qu'ils appelaient leur apostasie, qui n'allaient à la messe que malgré eux, et que les plus saints évêques ne faisaient approcher des sacrements qu'avec la crainte de multiplier les profanations! Est-ce là l'effet de la religion sur les âmes? A-t-elle pour but de les dégrader? Qu'on juge de la mesure par ses résultats moraux! La partie la plus énergique, la plus fidèle, et par conséquent la meilleure des protestants s'exila du royaume, malgré tous les efforts du roi pour les retenir, car, chose étrange! abus prodigieux de pouvoir dans la persécution même! pendant qu'on interdisait aux protestants tout exercice de leur culte, qu'on chassait leurs pasteurs du territoire et qu'on renversait leurs temples d'un bout du royaume à l'autre, on leur défendait l'exil comme un crime! On ne voulait pas qu'ils allassent chercher ailleurs la liberté qu'on leur refusait! S'ils restaient, on envoyait chez eux des dragons, on leur enlevait leurs enfants, on les jetait souvent dans de dures prisons. S'ils essayaient de sortir du royaume, c'était un acte de rébellion. On mettait leurs biens sous le séquestre. On les poursuivait dans leur fortune, ne pou-

vant plus les atteindre dans leurs personnes. Un grand nombre parvinrent néanmoins à s'échapper, et les plus industrieux, les plus riches, les plus distingués par le mérite. Des colonies furent formées par eux dans le Brandebourg, dans la Suisse, dans la Hollande, en Angleterre, et jusque dans les déserts de l'Afrique, où des missionnaires des sociétés bibliques protestantes ont retrouvé leurs traces tout récemment encore.

Alors commencèrent de nouveaux embarras pour Louis XIV et pour ses ministres. Des villes presque entières se dépeuplaient et perdaient leurs plus actifs et leurs plus industrieux habitants. L'étranger s'enrichissait de nos matelots, de nos officiers, de nos ouvriers et de nos laboureurs. Les fugitifs transportaient avec eux dans les pays qui les accueillaient, avec ce qu'ils avaient pu arracher des débris de leur fortune, quelque chose de bien plus précieux, le secret de nos arts et de notre industrie, la supériorité de notre goût dans la fabrication des étoffes de soie et de laine, dans celle des toiles et d'une multitude d'autres objets d'usage et de luxe. Pendant trente ans au moins, la France protestante fournit toute l'Europe d'ingénieurs, de savants, de prédicateurs et d'hommes de lettres d'un rare mérite : il suffit de nommer les Bayle, les Beausobre, les Abbadie, les Claude, les Basnage, etc. Partout ces exilés répandaient la politesse de nos manières et la connaissance de notre langue et de notre littérature. C'est là, il faut l'avouer, le résultat le moins regrettable de la Révocation de l'édit de Nantes, ou plutôt c'est là le seul bon résultat qu'ait eu cette fatale mesure. Car

je ne suis pas de ceux qui pensent qu'un peuple doit garder pour lui seul le secret de ses progrès dans les arts, et qu'il s'appauvrit en faisant partager aux autres les avantages de sa civilisation. Tout eût été honneur et profit pour la France, si nos connaissances et nos arts ne se fussent répandus en Europe que par le libre commerce des peuples, et si en portant aux nations étrangères nos goûts, notre politesse, notre industrie, les exilés protestants ne leur eussent pas apporté aussi le récit des maux qu'ils avaient soufferts dans leur patrie et la haine du nom français. C'est à la révocation de l'édit de Nantes qu'il faut rapporter l'antipathie profonde que pendant près d'un siècle tout entier la mémoire de Louis XIV inspira au reste de l'Europe. Ses victoires l'avaient fait respecter en le faisant craindre; ses persécutions le firent haïr. Les chaires d'Amsterdam retentirent pendant longtemps des gémissements et des malédictions des pasteurs exilés, et l'éloquence d'un Saurin, soulevant l'indignation et la colère de tous les protestants, ne servit que trop la politique du prince d'Orange. En France, tant de fabriques fermées avaient tari la plus riche source des revenus publics. Les intendants, dans leurs rapports, malgré les ménagements que leur imposait la nécessité de ne pas déplaire au roi, laissaient entrevoir la dépopulation et l'appauvrissement des provinces. L'orgueil n'eût pas permis à Louis XIV de revenir sur son fatal édit, et peut-être même une saine politique n'eût-elle pas osé le lui conseiller. Mais il est curieux de voir dans le livre de M. Charles Weiss tous les efforts que l'on tenta secrètement pour rappeler dans le royaume

ces exilés auxquels on en avait rendu le séjour impossible.

Au dehors, l'effet de la Révocation fut plus funeste encore à la France et à la politique de Louis XIV. C'est ici que l'ouvrage de M. Charles Weiss nous fournit les renseignements les plus curieux et les plus certains. Je ne crois pas qu'il soit permis à notre courte sagesse de juger des vues de la Providence par l'événement; sans cela j'oserais dire que jamais mesure n'a été plus manifestement condamnée par le ciel. Au dedans du royaume, Louis XIV avait voulu ruiner le protestantisme; il le releva. Il avait voulu prévenir à jamais les guerres de religion; il les ralluma. Au lieu de populations paisibles et soumises qui fournissaient à ses armées d'excellents soldats et à ses flottes d'habiles matelots, il créa des fanatiques qui lui firent dans les Cévennes une guerre de partisans acharnée. Au dehors, la Révocation de l'édit de Nantes servit plus les projets de Guillaume d'Orange que n'auraient pu le faire dix campagnes victorieuses. En Angleterre, on peut le dire, je crois, sans trop s'avancer, cette Révocation précipita de quelques années au moins la chute de Jacques II. Les maladroites mesures de ce malheureux prince, qui accueillait en apparence les bannis français et favorisait sous main les intrigues de Louis XIV pour rendre à ces pauvres gens l'exil trop amer, ses sympathies secrètes pour les persécuteurs, qui se trahissaient malgré lui, sa complaisance poussée jusqu'à faire condamner et brûler publiquement par la main du bourreau un écrit du pasteur Claude en faveur des persécutés, découvrirent trop le fond de son

cœur et poussèrent à bout la patience de l'Angleterre. La Révolution de 1688 fut la réponse des protestants anglais à l'acte provocateur de Louis XIV et aux violences qui le suivirent. Le protestantisme vit bien qu'il fallait vaincre ou périr, et la haine qu'inspirait Jacques II l'emporta décidément sur le respect et la crainte qui l'avaient maintenu jusque-là sur le trône. Guillaume était le chef naturel des protestants. La guerre une fois déclarée entre le protestantisme et le catholicisme, la couronne de Jacques II ne pouvait passer que sur sa tête; il fut roi d'Angleterre. En Hollande, la Révocation ne lui rendit pas moins de services; elle le réconcilia tout à coup avec le parti républicain, et détruisit en un jour tout l'effet des longues manœuvres de l'ambassadeur de France, le comte d'Avaux, pour entretenir la discorde entre le prince et les vieux ennemis du stathoudérat. C'est en Hollande surtout qu'abondèrent les réfugiés; c'est là que les Bayle, les Claude, les Jurieu vinrent chercher un asile, là que prêchait Saurin; les presses de Hollande multipliaient avec une activité infatigable et jetaient dans toute l'Europe les pamphlets des exilés contre Louis XIV, leurs écrits de polémique religieuse, leurs journaux, leurs revues, leurs histoires. La Hollande devint ainsi comme une seconde France sur la frontière même du royaume, mais une France libre, une France hardie jusqu'à la licence, protestante, philosophique, frondeuse. Pendant tout un siècle, les presses hollandaises furent la voix de l'opposition. En Suisse, la vieille amitié qui unissait ce pays au nôtre s'altéra sensiblement. Il y eut un moment où

peu s'en fallut que Berne et les cantons protestants ne vinssent grossir les ennemis du roi, dont les exigences et les réclamations hautaines menaçaient l'indépendance de la ville de Genève. Quant au Brandebourg, on pourrait presque dire que la grandeur de la Prusse est l'ouvrage de Louis XIV, tant ce pays profita de la Révocation, grâce à l'habile et profonde politique du grand-électeur Frédéric-Guillaume et de ses successeurs! Nulle part les exilés français ne furent accueillis avec plus de faveur, attirés avec plus de persévérance. Berlin se peupla de nos ouvriers, s'enrichit de nos manufactures, s'instruisit et se poliça par nos hommes de lettres et par nos savants. Encore une fois, ce n'est pas ce que je reproche à la Révocation. Si c'est nous qui avons fait la Prusse, c'est assurément l'un de nos plus beaux ouvrages; je voudrais que ce pays, qui a été si longtemps français par l'esprit et par le cœur, le fût toujours. Mais ce n'est pas à cette gloire, je pense, que visait Louis XIV, lorsqu'il forçait plus de cent mille de ses sujets à aller se répandre dans les contrées étrangères, et en attendant que la France trouvât des alliés et des amis dans la Prusse, Louis XIV eut dans le Brandebourg, enrichi et fortifié de nos pertes, un ennemi redoutable de plus.

Mon dessein n'est pas de refaire ici en abrégé l'excellent livre de M. Charles Weiss. J'y renvoie le lecteur pour le détail exact et curieux de toutes les fabriques fondées, de toutes les industries importées ou développées par les émigrés français en Prusse, en Hollande, en Angleterre. Longtemps les bannis conçurent l'espérance de se faire rouvrir les

portes de leur pays; ils ne demandaient pour accourir que la liberté de servir Dieu selon leur foi. Ennemis du roi qui les persécutait, ils étaient restés Français par le cœur. Alors même que tout espoir de retour se fût évanoui pour eux, leur persévérance à conserver la langue, les mœurs, et jusqu'aux vieilles modes qu'ils avaient apportées de leur pays natal, montraient assez que le souvenir de la patrie ne s'était pas éteint en eux. Au milieu des peuples qui les avaient reçus généreusement, et qu'ils servaient avec loyauté, on distinguait encore les colonies françaises. Aujourd'hui même toute trace n'en est pas effacée. Mais bientôt *le refuge* ne sera plus qu'un souvenir historique. C'était donc le moment de recueillir ce souvenir que le temps va emporter, et de le consigner dans un livre. Voilà la tâche que s'est imposée M. Charles Weiss, et qu'il a remplie avec un soin pieux, n'épargnant ni temps, ni travail, ni recherches pour retrouver partout le vestige de ces nobles proscrits, nos frères par le sang, nos frères courageux et infortunés. Il est juste que l'histoire, qui ne peut pas oublier leur malheur, conserve aussi leurs noms et leur consacre une de ses plus belles pages; car ils ont souffert, sans s'en rendre bien compte peut-être, pour la plus sainte des causes, celle de la liberté de conscience. Ils aimaient leur pays, et ils l'ont quitté volontairement pour ne pas renier leur foi. Ils étaient riches, et ils ont abandonné leurs maisons, leurs familles, leur fortune pour garder leur Dieu. Toute la faveur du plus grand des rois leur était offerte, à la seule condition d'abjurer ce qu'ils croyaient la vérité, et ils ont préféré l'exil,

si dur aux Français, avec la liberté de leur croyance ! Noble exemple! utile dans tous les temps, utile surtout dans les temps de révolutions. Il faut qu'on le sache bien : on n'est, je ne dis pas un héros et un martyr, je dis un honnête homme, qu'à la condition d'être toujours prêt à sacrifier sa fortune, ses jouissances, sa vie même à sa conviction et à sa foi ! *Nous craignons trop la mort, l'exil, la pauvreté,* disait Caton au sénat romain à la veille de la chute de la république. *Nimium timemus mortem, exilia, egestatem.* Là est en effet tout le secret de la décadence des États. Ils sont perdus lorsque les citoyens préfèrent leur repos et leurs plaisirs à leur honneur ! Les réfugiés protestants de 1685 n'ont craint ni l'exil, ni la pauvreté, ni la mort. Louis XIV, dans toute sa puissance et dans toute sa gloire, ne les a pas vaincus. Honneur à eux ! Aussi ne reprocherai-je pas à M. Charles Weiss l'étendue et la minutie de quelques-uns de ses détails ; tout est précieux dans ces souvenirs ; et je lui sais gré d'avoir été chercher la trace de nos généreux compatriotes jusqu'en Amérique, où quelques-uns de leurs descendants ont servi glorieusement la cause de l'indépendance, et jusque dans les déserts de l'Afrique !

La cause pour laquelle ont souffert ces hommes, qui paraissaient si faibles devant Louis XIV, a triomphé. C'est de leurs malheurs mêmes qu'est sortie la liberté des cultes. Nous jouissons de leur victoire, et ils ne l'ont pas vue ! Ne nous endormons pas, cependant. Il n'y a pas de victoire que l'indifférence et l'incurie ne puissent tourner en défaite, et l'on ne conserve les grandes conquêtes qu'en les défendant

toujours. N'avons-nous pas vu, au moment même où la Révolution française venait de proclamer le principe de la liberté de conscience, la persécution tourner contre les catholiques, et quelle persécution! les églises fermées, les choses les plus saintes livrées à d'indignes profanations, nos prêtres massacrés ou exilés! L'intolérance est de tous les temps; elle a sa source dans le cœur même de l'homme; c'est l'effet presque inévitable de l'esprit de parti et de ce désir d'une chimérique unité qui égare trop souvent les vainqueurs du jour. Je ne connais pas d'exemple plus fait pour ouvrir les yeux sur cette erreur que celui de Louis XIV. Lui aussi, ce prince si sensé pourtant, il a voulu réaliser une chimère, l'unité de culte et de religion, ne voyant pas qu'il aurait dû décréter d'abord l'unité des esprits, la conformité de toutes les raisons, la parfaite ressemblance des âmes, chose impossible! et qu'après le protestantisme il aurait à abattre le jansénisme, le quiétisme, les dissidences souvent tout aussi profondes que d'autres qui se cachent jusque sous la profession apparente des mêmes sentiments. A quoi a-t-il réussi? pas même à ruiner le protestantisme en France. Sous le rapport du nombre, les protestants sont aujourd'hui aux catholiques à peu près ce qu'ils étaient du temps de Louis XIV. Bel effet de cent ans de persécution! Il a cru étouffer les querelles religieuses. Qu'a-t-il fait? en ôtant la parole aux Claude et aux Jurieu, il l'a donnée, sans le savoir, aux Voltaire et aux Rousseau. De religieuse qu'elle était, la controverse est devenue philosophique. Tant de fausses conversions, tant d'apos tasies arrachées par la force n'ont produit qu'une

génération de sceptiques et d'incrédules. Le glorieux résultat! Voilà ce qu'on gagne à vouloir attenter sur les droits de Dieu et forcer les consciences. On ne change pas la nature humaine par la contrainte, on la détourne des voies pacifiques pour la jeter dans les voies violentes. Un peu de liberté et de tolérance est donc encore le meilleur des préservatifs contre les révolutions politiques et religieuses!

5 octobre 1840.

XIII

PORT-ROYAL

PAR M. SAINTE-BEUVE.

1er ARTICLE.

L'ouvrage doit avoir quatre volumes. Il n'y a jusqu'ici que le premier qui ait paru. Mais ce premier volume contient le plus beau peut-être de l'histoire de Port-Royal, l'âge héroïque de cette petite congrégation de religieuses et de solitaires qui exerça sur le siècle de Louis XIV une si prépondérante influence, le temps de la ferveur et de l'obscurité, temps précieux, temps court, même pour les cloîtres les plus saints et les plus cachés!

Tout homme de talent a sa vocation; tout écrivain de mérite est prédestiné à un livre, qui doit faire le titre le plus solide de sa réputation. Après avoir lu le premier volume de M. Sainte-Beuve, on reconnaîtra, je crois, que sa vocation était d'écrire l'histoire de Port-Royal, de l'écrire à la manière de notre temps, bien entendu. Rien, je l'avoue, ne ressemble

moins au style simple, ferme, chaste et sévère de l'école de Port-Royal, que le style spirituellement travaillé de M. Sainte-Beuve. La différence est plus grand encore sur le fond des choses. Non, jamais tous les pamphlets du père Garasse, les injures, les contes calomnieux des jésuites, n'ont causé autant de peine aux solitaires de Port-Royal, que leur en eût fait le tranquille et intelligent scepticisme de M. Sainte-Beuve. Le sang-froid avec lequel l'écrivain du XIXe siècle analyse les opérations de la grâce, et dissèque un cœur échauffé par l'amour de Dieu, les eût remplis d'épouvante. L'admiration même que M. Sainte-Beuve leur témoigne ne les eût pas consolés, quoiqu'à Port-Royal, hélas! comme partout, on ne fût pas insensible à l'admiration du monde! Je me figure le volume de M. Sainte-Beuve apporté par quelque ami aux solitaires de la vallée de Chevreuse, comme on leur apportait, dit-on (je crains que ceci ne soit encore une calomnie), les romans de mademoiselle de Scudéry, pour leur faire lire une page que sanctifiait leur éloge. On se rassemble; on ouvre le volume, on en parcourt discrètement quelques pages, on a d'abord peine à se retrouver dans ce style, dont chaque mot exprime deux pensées, celle des hommes, que l'auteur veut faire connaître, et celle de l'auteur lui-même; mais ensuite, quel étonnement, quel scandale de se voir l'objet d'une curieuse et philosophique étude, de se sentir soumis au scalpel d'un observateur impitoyable, qui cherche l'homme jusque dans les plus mystérieux ravissements de la piété!

L'histoire de Port-Royal, au surplus, a été écrite

pour Port-Royal; elle l'a été admirablement, par Racine, c'est tout dire. Celle de M. Sainte-Beuve n'est que pour nous, et je n'ai ni le droit ni l'envie de me mettre à la place des solitaires pour critiquer leur moderne historien. Je ne veux pas me déguiser ridiculement en homme du XVII[e] siècle; je hais les mascarades religieuses, politiques et philosophiques. Port-Royal n'est plus! Son esprit, qui a plané si longtemps sur les ruines qu'avait faites le despotisme, petit et cruel cette fois, de Louis XIV, s'est éteint. Le nom du grand Arnauld a survécu, porté jusqu'à nous par l'admiration de ses contemporains; Nicole méritera toujours d'être lu, et ne le sera plus guère; *les Provinciales* éterniseront le génie de Pascal. Un livre immortel et quelques noms, voilà donc tout ce qui restait de Port-Royal pour les hommes de notre siècle! Tant de vertus éclatantes, tant de mérites solides, tant de caractères héroïques, une mère Angélique, un Saint-Cyran, un Lemaistre, la tribu des Arnauld tout entière, moins le docteur, demeuraient ensevelis dans l'oubli et comme écrasés, disons-le aussi, sous l'effroyable masse des ouvrages enfantés par l'esprit de parti! Pour arriver jusqu'à eux, jusqu'à leur cœur, il fallait percer le nuage épais d'une dispute théologique, écarter les calomnies des uns et les préventions trop favorables des autres, se trouver trop heureux de rapporter d'une longue et fatigante recherche un petit fait qui peint; aimer les mystères de l'âme, n'en mépriser aucun, se passionner, en un mot, pour une pauvre religieuse oubliée, pour un solitaire dont la vie laborieuse n'a été qu'un obscur combat contre les

rébellions de la nature, comme Plutarque se passionnait pour Alexandre ou pour César! Car la grandeur de Port-Royal, la cause de son influence, n'est pas dans ce qui a brillé le plus au dehors; écrire l'histoire de ses combats sans remonter jusqu'au principe qui donnait à une douzaine de religieuses et de solitaires le courage de combattre contre une société aussi puissante que celle des jésuites, contre un ministre aussi craint que Richelieu, contre un roi aussi respecté que Louis XIV, ce ne serait rien faire; c'est du fond de ses vertus les plus cachées, de ses austérités les plus rudes que Port-Royal tirait sa force et jusqu'à la noble pureté de son goût. Voilà ce que M. Sainte-Beuve a merveilleusement bien compris, et ce qu'un esprit aussi curieux des détails, aussi pénétrant que le sien pouvait seul bien comprendre. Personne ne sait mieux que lui découvrir sous les petites choses, petites en apparence, les grands mouvements de l'âme, saisir dans une action simple un sublime élan, et c'est pour cela, encore une fois, que sa vocation était d'écrire l'histoire de Port-Royal.

Qu'y a-t-il dans ce premier volume dont la lecture est si attachante? Le plus gros événement est l'arrestation de M. de Saint-Cyran, mis à Vincennes par l'ordre du cardinal de Richelieu. Le cardinal jalousait peut-être, du haut de sa puissance, l'inflexibilité d'âme et l'invincible désintéressement d'un prêtre que toutes ses offres n'avaient pu gagner. Confesseur de Port-Royal, M. de Saint-Cyran, dans son royaume mystique, n'était pas moins absolu que Richelieu dans son ministère. M. de Saint-Cyran ne gouvernait qu'un petit nombre d'âmes, mais d'âmes

de choix, et il les gouvernait avec un empire qui pouvait faire envie même au despotique ministre de Louis XIII, au vainqueur de l'Allemagne, à l'homme dont la volonté faisait plier jusqu'au frère et à la mère de son souverain. Les sujets de M. de Saint-Cyran, rois eux-mêmes dans l'ordre de la grâce par leurs vertus, rois dans l'ordre de l'intelligence par leurs lumières, âmes de feu, esprits éblouissants, couraient avec une confiance d'enfant au-devant du joug que leur imposait un directeur vénéré; ils attendaient ses ordres avec soumission, ils les recevaient avec joie comme une faveur, ils ne craignaient que de ne pas les trouver assez absolus et assez sévères. C'était une insigne grâce que d'être reçu dans le petit troupeau de M. de Saint-Cyran, une marque de prédestination, un coup du ciel; les plus saints ne comptaient que de ce moment-là leur conversion et leur entrée dans la véritable voie du salut. On frappait longtemps à la porte avant qu'elle ne s'ouvrît. Enfin, M. de Saint-Cyran fléchissait devant la persévérance des prières et des larmes; on pense bien qu'après de pareilles épreuves le directeur était sûr de sa conquête, et n'avait plus qu'à tempérer des excès de ferveur, des passions de pénitence et d'austérité. Qu'on ne se figure pas cependant des âmes énervées par l'habitude machinale d'une obéissance servile, des esprits rapetissés par la dévotion, un troupeau monacal incapable de penser et de sentir par lui-même. Ces religieuses, les principales d'entre elles au moins, ne brillaient pas moins par l'esprit que par la vertu. Leur instruction ferait honte à beaucoup de nos savants. Elles

écrivaient bien, avec une politesse et une grâce qui a pu servir de modèle à madame de Sévigné. La silencieuse et continuelle étude qu'elles faisaient d'elles-mêmes pour découvrir et arracher jusqu'aux plus petites racines des passions leur donnait une connaissance du cœur qu'elles n'auraient jamais acquise dans le monde. On pouvait les consulter sur ses affaires, sur un mariage, sur une question de goût et de style, comme sur les mystères les plus raffinés de la dévotion; le bon sens dictait leurs réponses, et ce bon sens prenait sa source, on ne saurait trop le redire, dans une science qui apprend toutes les autres, la science de soi-même. Ce que cite M. Sainte-Beuve des écrits de ces femmes cloîtrées et soumises aux pratiques les plus humbles va quelquefois jusqu'au sublime pour la profondeur du sens et le feu naturel de l'expression.

Et les solitaires, qui ne sait qu'on trouvait chez eux tous les talents à côté de toutes les vertus, l'érudition immense, l'éloquence de la parole et celle du style, la puissance de la logique, l'art perçant de l'ironie? Leurs ennemis n'ont eu que trop d'occasions de sentir que la mortification de leur vie n'avait rien ôté à l'ardeur et à la hardiesse de leur esprit. Ces hommes, dont les plus douces récréations étaient de psalmodier en commun, du fond de leur retraite lançaient dans le monde ce que nous appellerions aujourd'hui des pamphlets, mais des pamphlets dont la fougue consternait les jésuites, maîtres de la cour. Il ne faisait pas bon à entrer en querelle avec eux. On était mené rudement. L'âpreté du vieil Arnauld, l'avocat de l'Université contre les jésuites,

revivait dans sa famille. M. Lemaistre n'avait pas si bien renoncé au barreau, qu'à l'occasion il n'en reprit volontiers les habitudes et la verve caustique. Le pénitent redevenait homme du monde avec quelque chose de plus ferme et de plus acéré. C'est que dans les occupations les plus basses, pourvu qu'elles soient volontairement acceptées, l'âme profite et se fortifie de toute l'humiliation infligée au corps. L'énergie se concentre dans la pensée, et comme il faut toujours des passions à l'homme, la passion permise acquiert une vigueur extraordinaire. Si les jésuites avaient pu faire entrer à Port-Royal un peu des douceurs de la vie, quelques mitres, de bonnes abbayes, ils auraient eu bien plus aisément raison par-là de leurs terribles adversaires que par des lettres de cachet et des persécutions !

Voilà le troupeau qu'avec sa rude et noueuse houlette M. de Saint-Cyran gouvernait en souverain absolu. Le cardinal de Richelieu finit par comprendre qu'il n'ébranlerait pas un pareil homme quand il lui offrirait la moitié de sa puissance : désespérant de le faire descendre de son trône de directeur à celui d'évêque, il l'enferma. C'était tout ce que pouvait faire l'autorité du ministre le plus absolu qui fut jamais; car d'ôter à M. de Saint-Cyran le cœur et la confiance aveugle de ses ouailles, de l'empêcher de régner du fond de son donjon, cela n'était pas au pouvoir même du cardinal de Richelieu ! Dans une matière si sérieuse, je ne veux pas faire de jeux d'esprit. Je le demande pourtant : si le pouvoir est quelque chose, qui en a le mieux senti la jouissance du saint ou du ministre ? Qui était le plus

triomphant du cardinal dans son palais ou de l'abbé dans sa prison? Au point de vue d'une haute ambition dont je soupçonne (Dieu me pardonne si je blasphème) que les saint Bernard et les Bossuet eux-mêmes n'ont pas été exempts, lequel est le plus flatteur de commander à des millions d'hommes qu'on ne voit pas, qu'on ne connaît pas, dont on ne possède ni la volonté ni le cœur, ou de régner par l'intelligence sur un petit nombre d'intelligences d'élite? Le cardinal savait bien que les grands seigneurs qu'il voyait à ses pieds le détestaient pour la plupart et ne respiraient que sa perte ; M. de Saint-Cyran ressentait, je n'en doute pas, une vive consolation en songeant que sa pensée perçait les murs de Vincennes et allait encore faire la vie et la règle des âmes que Dieu lui avait données. Je crois bien, à dire vrai, que le cardinal n'aurait pas échangé sa puissance contre celle de son captif; je suis encore bien plus sûr que M. de Saint-Cyran n'aurait pas donné son donjon pour le Palais-Cardinal, et son petit royaume d'âmes pour la couronne de France!

On m'excusera de prendre les choses du côté un peu mondain. Je ne le fais pas, à Dieu ne plaise! pour chercher de petits motifs à de grandes vertus et pour rabaisser jusqu'à l'égoïsme une vie de sacrifice et d'épreuve. M. de Saint-Cyran possédait au plus haut degré le don du gouvernement et l'esprit du pouvoir, c'est tout ce que je veux dire. Je n'entends pas non plus me jeter dans la question théologique, ni apprécier sous le rapport purement religieux la méthode de direction de M. de Saint-Cyran. Ce que je crois voir, c'est qu'elle n'allait qu'à

des esprits d'une trempe énergique, et qu'elle aurait écrasé des âmes ordinaires. A force de vouloir déraciner le mal, une pareille méthode, indiscrètement généralisée, n'aurait-elle pas fini par emporter tout et ne laisser que des cadavres moraux? A un directeur comme M. de Saint-Cyran, ne fallait-il pas des pénitents comme les Arnauld, hommes et femmes, comme la sœur Marie-Claire, par exemple, mourant toute jeune après quelques années des plus rudes austérités, et au moment de rendre le dernier soupir, élevant le crucifix de ses mains défaillantes et criant : Victoire ! M. de Saint-Cyran lui-même ne semble-t-il pas avoir un peu trop cru qu'on ne se sauvait qu'entre ses mains? Si le ciel n'est que pour le petit nombre des élus, l'Évangile n'est-il pas offert pourtant à tout le monde, aux organisations faibles comme aux organisations fortes? La pénitence doit-elle aller jusqu'au suicide? Je ne parle pas des austérités matérielles, du jeûne, par exemple. On était trop éclairé à Port-Royal pour mettre une confiance excessive dans les œuvres extérieures. Je parle de ces terribles jeûnes de l'âme, de cette espèce de famine morale à laquelle la direction de M. de Saint-Cyran réduisait le cœur, poursuivant et écrasant les penchants naturels jusque dans la profondeur de leurs derniers asiles. L'homme ici-bas est-il fait pour un sentiment, sublime, il est vrai, mais qui par sa sublimité même dépasse peut-être les forces du cœur, l'amour exclusif de Dieu? J'écarte toutes ces questions, qu'il ne m'appartient pas de décider ; je ne cherche que des caractères, et celui de M. de Saint-Cyran, si élevé, si stoïque, si chrétien dans le

sens le plus rigide du mot, est peint admirablement par M. Sainte-Beuve.

On voit de quel ordre sont les événements qu'il faut chercher dans ce premier volume. M. Sainte-Beuve n'en est encore qu'à l'histoire intérieure de Port-Royal. Mais c'est par cette histoire intérieure que Port-Royal, sans le savoir, se préparait aux terribles luttes que devaient bientôt lui susciter la sévérité de sa doctrine et l'éclat de sa réputation. Le Port-Royal militant viendra plus tard; Pascal et Arnauld paraîtront sur la scène. On verra une petite communauté de faibles femmes, et quelques hommes sans autre défense que leur génie et leur inébranlable fermeté, résister aux décrets des papes et à la volonté de Louis XIV. On comprendra comment ces querelles, dont le sujet intéresse si peu les hommes d'aujourd'hui, ont pu être pour les contemporains un spectacle admirable et plus digne peut-être d'arrêter leurs yeux que les batailles et les révolutions de la scène politique. Dans la première époque, la seule qu'embrasse le volume publié par M. Sainte-Beuve, Port-Royal se forme en silence. C'est la mère Angélique Arnauld qui, mise tout enfant à la tête d'une abbaye où le désordre avait depuis longtemps remplacé la règle, en devient la réformatrice, au scandale de tout le monde et de sa famille la première. Ce fut un grand jour que celui où la mère Angélique, pour rétablir le rigoureux précepte de la clôture, osa fermer à son père le guichet du couvent! De ce jour-là, Port-Royal fut enfanté, enfanté dans la douleur! La mère Angélique, pour me servir de l'expression de notre temps, ne fut pas comprise.

Elle eut à supporter les aigres reproches de ses sœurs, la colère foudroyante de son père, les pleurs de sa mère. On ne vit dans la sainte qu'une fille dénaturée, une orgueilleuse, une folle. Son cœur était déchiré ; elle donna le premier exemple de cette respectueuse mais indomptable résistance qui devait plus tard faire la gloire et la ruine de Port-Royal ; Port-Royal était né ! M. Sainte-Beuve raconte de la manière la plus touchante cette scène du guichet ; le souvenir en resta fameux dans les annales du couvent.

Un autre événement, fut la conversion de M. Lemaistre. Celui-là fit un bruit effroyable dans le monde. Le premier avocat du barreau, un homme qui allait à tout par son incomparable éloquence, renoncer à sa réputation, à sa fortune, à son avenir, pour aller faire son salut dans la retraite ! Peu s'en fallut que les dévots eux-mêmes ne se scandalisassent. Voyez comme Dieu confond les jugements humains ! La suite a prouvé que M. Lemaistre avait pris le bon parti, non-seulement pour son salut, mais pour sa gloire. Le solitaire a fait vivre l'avocat. Les plaidoyers de celui-ci seraient bien oubliés sans le souvenir éclatant de la pénitence de celui-là ! Une autre histoire dont le monde ne s'occupa guère, mais qui n'en est pas moins charmante dans le livre de M. Sainte-Beuve, est celle du bon et naïf Lancelot, si joyeux d'avoir enfin rencontré dans Port-Royal l'idée qu'il s'était faite de la vie chrétienne que l'excès de son contentement lui donnait des scrupules. La figure douce et toute simple de Lancelot semble placée là exprès pour tempérer ce que les autres ont de trop tendu et de trop triste.

Mais quoi! Voilà la matière d'un gros volume et ce que M. Sainte-Beuve raconte avec la gravité de Tacite? Des scènes de couvent! des conversions monacales! Oui, et j'ajoute que si je retranchais quelque chose de ce volume, ce ne serait pas un seul des plus petits détails relatifs à ces pauvres religieuses ou à la vie humble et mortifiée de ces solitaires. Si M. Sainte-Beuve est trop long à mon gré, c'est lorsqu'il revient au monde, à la littérature, au théâtre. Il sort de son sujet; ce sujet, qu'est-ce donc, après tout? Ce que c'est? Une sorte d'histoire que les esprits vraiment philosophiques préfèrent à toutes les autres, qui n'est jamais assez détaillée pour eux, l'histoire des âmes! Il y a là des caractères qui, pour l'énergie, pour la grandeur, pour l'héroïsme du sacrifice, effacent peut-être ce que nous admirons le plus dans l'antiquité. Il y a là surtout une pureté de vertus à laquelle les ennemis les plus violents de Port-Royal n'ont jamais pu reprocher que de l'excès. Il y a là des hommes, philosophes plus sincères et plus positifs que les Zénon et les Socrate, qui, en passant leur vie à s'étudier eux-mêmes, non pour s'admirer mais pour se combattre, ont plongé dans les plus impénétrables mystères du cœur et de la nature humaine! Ils n'ont ni conquis ni gouverné des royaumes; ils n'aspiraient qu'à se conquérir et à se gouverner eux-mêmes! Si l'on demande à quoi ils étaient bons, s'étant retranchés du monde, je ne citerai pas leurs solides et brillants ouvrages, les *Provinciales*, l'éducation de Racine, la langue française formée, épurée; l'éloge serait au-dessous d'eux! je dirai qu'ils ont brillé comme un fanal

de vertus, et que ce n'est pas trop qu'un peu d'exagération dans le bien pour empêcher le monde de tomber dans l'excès du mal! Port-Royal, dans le siècle de Louis XIV, a servi plus ou moins de modèle, même à ses ennemis. Il a répandu sur tout ce siècle comme une idée générale de devoir qui a produit les convenances dans les mœurs, la justesse dans le goût, la rectitude, sinon dans les actions, au moins dans les principes! Ils menaient une vie bizarre et farouche, soit; ils exténuaient leur corps par les macérations; ils se condamnaient aux pratiques les plus basses; un avocat éloquent faisait la cuisine, un savant balayait les chambres; moquons-nous! Nous n'avons plus le ridicule de ces vertus-là; qu'avons-nous à la place? L'amour exclusif de la jouissance, enfantant un égoïsme doux et modéré chez les meilleurs, un égoïsme furieux chez les autres! Mais pourquoi abandonner le monde? pourquoi rompre les liens de la parenté? pourquoi ne pas rester au milieu de ses amis en les édifiant et les servant? Ah! pourquoi! parce qu'il est comme impossible que le torrent de la société ne fasse pas rejaillir un peu de boue sur les âmes les plus pures. Eh! qui de nous, ayant dans le cœur l'amour de la justice et du bien, ne tourne pas souvent avec tristesse sa pensée vers un monde inconnu, où il serait permis d'être aussi équitable, aussi sincère, aussi honnête qu'on le voudrait? C'est ce monde, peut-être introuvable, hélas! que les solitaires de Port-Royal étaient allés chercher dans la retraite et dans la pénitence.

J'attends avec impatience, et je ne suis pas le seul, les autres volumes que nous doit M. Sainte-Beuve.

Je crains pourtant, s'il faut le dire, que l'histoire ne perde du côté de l'intérêt moral ce qu'elle gagnera du côté de l'éclat des noms et de la grandeur apparente des événements. Port-Royal va rentrer dans le monde. A la place de la mère Angélique, nous aurons madame de Longueville, et le docteur Arnauld, le plus grand théologien de son temps, à la place de M. de Saint-Cyran, le médecin des âmes. Le dehors éclipsera peut-être le dedans. Les sacrifices n'auront plus Dieu seul pour témoin; la gloire dédommagera de la persécution. Je compte sur M. Sainte-Beuve, et j'espère qu'il nous ramènera le plus qu'il le pourra dans le cloître. Achevé comme il l'a commencé, son ouvrage occupera une haute place parmi les plus profonds et les plus touchants. Je n'aurais pas cru qu'un homme de notre époque pût entrer aussi avant dans une histoire dont le sens mystérieux semblait perdu pour nous. On pourrait reprocher beaucoup de petits défauts à M. Sainte-Beuve. A quoi bon, puisque ces défauts n'empêchent pas le livre d'être excellent? J'aime mieux louer la pénétration de M. Sainte-Beuve, sa vive et lumineuse intelligence, le rare talent qu'il a pour choisir et mettre en relief les traits qui peignent l'homme jusqu'au fond.

21 mai 1844.

XIV

PORT-ROYAL,

PAR M. SAINTE-BEUVE

2e ARTICLE.

J'ai entendu quelques personnes, qui avaient lu avec un extrême plaisir le premier volume de l'*Histoire de Port-Royal* par M. Sainte-Beuve, mettre en doute si l'intérêt se soutiendrait avec une égale vivacité dans les volumes suivants. Ces personnes craignaient que M. Sainte-Beuve n'eût épuisé du premier coup tout le piquant, je dirais, pour mon compte, toute la grandeur de son sujet. Après la fondatrice de Port-Royal, la mère Angélique, après l'abbé de Saint-Cyran, le rude directeur de ce troupeau choisi, après M. Lemaistre et sa terrible pénitence, Lancelot et son aimable austérité, quels nouveaux caractères à peindre ? L'in-folio de Jansénius, les éternelles disputes sur les cinq propositions, les cris et la poussière de l'école soulevés par les combats du grand Arnauld pour soutenir la grâce augustinienne, ne

paraissaient guère propres à ranimer l'attention d'un siècle comme le nôtre.

J'avais meilleur espoir du sujet et de l'auteur, et je ne me trompais pas. A mon gré, du moins, le second volume de l'*Histoire de Port-Royal* est encore supérieur au premier. Je ne veux pas exagérer l'éloge ; je fais trop cas du livre de M. Sainte-Beuve pour avoir peur d'accorder à la critique ce qui lui revient. M. Sainte-Beuve a son style et sa manière ; ce style n'est pas celui des écrivains du siècle de Louis XIV, cette manière contraste avec le goût pur et simple de l'école même dont M. Sainte-Beuve a entrepris l'histoire. En un mot, rien n'est moins janséniste que la plume de M. Sainte-Beuve, et je ne doute pas que Port-Royal, tout indulgent qu'il pouvait être pour ses amis, n'eût imposé une grosse pénitence à son historien pour lui apprendre à n'avoir pas trop d'esprit. Je me demande seulement si, dans l'amertume de certaines critiques, dans la rigueur avec laquelle on confronte M. Sainte-Beuve, non pas aux écrivains de notre temps, mais à ceux d'une époque qui est bien passée pour tout le monde, il n'y aurait pas autre chose qu'un goût offensé par quelques phrases prétentieuses ? Que M. Sainte-Beuve se tienne sur ses gardes ; il s'est attiré de très-implacables ennemis ; heureux encore d'être venu dans un temps où on ne lui fera expier que les hérésies de son style ! J'ai vu, il n'y a pas plus d'un quart d'heure, collée aux vitres d'un marchand d'estampes, une lithographie toute neuve qui représente le Paradis et l'Enfer, et quelle n'a pas été ma surprise en découvrant au plus profond

du gouffre infernal, entre Voltaire et Jean-Jacques, le pauvre docteur Antoine Arnauld avec son livre de *la Fréquente Communion* sous le bras ! Voilà des rancunes vivaces ! J'ai cherché si je n'apercevrais pas M. Sainte-Beuve dans quelque coin, sous les griffes effroyables d'un de ces dragons qui jettent des flammes, et je dois dire qu'on a eu le bon goût d'épargner une damnation anticipée à l'historien de Port-Royal ; c'est quelque chose. En revanche, on damnera son style ; on en relèvera impitoyablement les défauts; on détachera quelques phrases de l'ensemble où elles se fondent, et l'on se gardera bien de dire qu'après tout, et quelque juste critique qu'on puisse faire de certains détails de la composition de M. Sainte-Beuve, il atteint le grand but de l'écrivain, qui est de peindre tantôt avec délicatesse, tantôt avec force, et de laisser dans l'âme de profonds souvenirs.

Je sais encore qu'on peut reprocher à M. Sainte-Beuve d'avoir fait des analyses de caractères, des portraits, des mélanges littéraires, théologiques, biographiques et anecdotiques sur Port-Royal, plutôt qu'une histoire. Aussi est-ce l'histoire d'un couvent qu'il avait à écrire, d'une secte, si l'on veut, mais d'une secte qui n'a exercé sur le plus grand siècle de la France une si dominante influence que par des moyens moraux, et la critique qu'on fait de M. Sainte-Beuve est, à mon avis, son principal éloge. Non, sans doute, ce n'est pas une histoire dans le sens qu'on attache ordinairement à ce mot. Luther et Calvin ont commencé par dogmatiser sur la justification; ils ont fini par ébranler les empires, et l'historien de la Réforme rencontre une bataille à côté de chaque

dispute théologique. Port-Royal, c'est son honneur, n'a pas laissé d'événements dans l'histoire, à proprement parler. La mère Angélique ferme à sa famille les grilles du monastère, et malgré les larmes de sa mère, malgré les cris et les sanglants reproches de son père, brisée de douleur, mais soutenue par son devoir, elle ne permettra plus que l'abus, le plus innocent en apparence, fasse plier la règle ; voilà le premier événement de cette histoire. Louis XIV fait raser les murs de Port-Royal ; on passe la charrue sur le sol sacré où s'élevait le cloître ; on arrache jusqu'aux pierres des tombeaux, on disperse la cendre des solitaires : en voilà le dernier événement. Un livre paraît, c'est celui de la *Fréquente Communion*, par le docteur Arnauld ; grand événement ! M. de Saint-Cyran sort de la Bastille, ou bien l'on y enferme le pieux et doux Lemaistre de Sacy ; M. Arnauld d'Andilly, après avoir vécu dans le monde comme un saint, vient se réfugier à Port-Royal et y faire une pénitence un peu mondaine ; Jansénius meurt et jette un regard satisfait sur son *Augustinus* qu'il vient d'achever ; Pascal se convertit. Tels sont, encore une fois, les grands événements que Port-Royal a transmis à son historien ; la publication des premières *Provinciales* a presque quelque chose de trop bruyant et de trop profane pour cette histoire tout intérieure. M. Sainte-Beuve regrette ses religieuses ; il se ferait volontiers reconduire à la Bastille pour y voir M. de Sacy passant les nuits et les jours à prier et à traduire la Bible !

Mais cette histoire, si stérile en événements selon le monde, elle est riche en événements selon l'âme, et ne sont-ce pas les événements de cette dernière sorte

qui, dans l'histoire politique elle-même, donnent du prix au récit des batailles, au tableau des intrigues de cour et des révolutions populaires ? Quand on a eu sur les esprits l'ascendant de Port-Royal, quand on a fait subir son influence réformatrice à tout un siècle, et à ses ennemis même comme Port-Royal, quand sous le règne le plus brillant du monde on a été pour ainsi dire la boussole morale de ses contemporains, est-il possible qu'on n'ait pas une histoire, une grande et glorieuse histoire ! C'est un couvent : qu'importe ? Ce sont de pauvres religieuses qui s'exposent à toutes les persécutions plutôt que de signer un formulaire sur des questions incompréhensibles, des solitaires qui s'exténuent de jeûnes et de macérations, des docteurs qui argumentent à perte d'haleine sur la grâce : un esprit sérieux trouverait peut-être que ces questions et ces disputes valent bien celles pour les quelles on s'égorge sur les champs de bataille ! Mais qu'importe, encore une fois ? Port-Royal est partout dans le siècle de Louis XIV ; il est dans les lettres par la simplicité et l'austérité de son goût. Sans Port-Royal, Racine aurait pu faire *Britannicus* et *Iphigénie* peut-être, il n'aurait pas fait *Esther* et *Athalie*. C'est vers Port-Royal qu'à cette époque de gloire, de fêtes et de plaisirs, les gens du monde tournent leurs regards quand ils se souviennent de Dieu et de leur âme; par l'influence de Port-Royal, la morale publique se soutient à une certaine hauteur, et les cœurs les plus livrés aux passions ont des moments de retour. Ouvrez les Mémoires et les correspondances du temps, tout est plein de Port-Royal. Les livres de

morale et de dévotion qui sortent de Port-Royal sont les livres à la mode ; par les traductions de Port-Royal, l'Ecriture sainte et les plus beaux ouvrages des saints Pères deviennent la lecture des femmes même et des jeunes gens ; la chaire, la critique sacrée, l'exposition du dogme, le culte et l'administration des sacrements, la controverse et la dispute elles-mêmes prennent un caractère de sérieux, de dignité, de justesse, qui est en grande partie l'ouvrage de cette petite congrégation. Port-Royal, en un mot, a opéré toute une révolution. Comment l'a-t-il opérée ?

Voilà précisément ce qu'explique M. Sainte-Beuve. C'est cette histoire morale qui est l'objet de son livre, c'est le secret de cette influence si grande dans ses effets, si cachée dans son principe, qu'il a deviné à force d'étude et de pénétration, et qu'il met en lumière. C'est l'âme de Port-Royal qu'il a retrouvée, pour ainsi dire, et qu'il expose à nos regards ! Chaque trait, si l'on veut, est petit ; le tableau est grand. Les événements sont des événements de cloître et de Sorbonne ; il n'y en a pas un pourtant qui ne dévoile quelque chose de ces caractères si fermes, de ces âmes si rigides et si ardentes, de ces cœurs dont une piété excessive peut-être, un christianisme impitoyable était devenu l'unique ressort. On souffre quelquefois, je l'avoue, de cette logique dont M. Sainte-Beuve suit le fil avec une désespérante justesse dans la doctrine et dans la vie de Port-Royal ; on est accablé plutôt que convaincu par les formidables déductions que cette sévère école tire des Pères et de l'Évangile, et je suis bien plus disposé, pour mon

compte, j'en demande pardon à M. Sainte-Beuve, à avoir peur de Saint-Cyran qu'à l'aimer. L'excès paraît, si j'ose le dire, dans l'absence même de la plus petite inconséquence. Saint-Cyran rencontre, en passant, les lettres, les arts, l'éloquence ; il les fauche comme une partie des agréments de ce monde qu'un chrétien doit se retrancher. C'est conséquent, soit. Mais Saint-Cyran était à peine mort que Pascal publiait ses premières *Provinciales,* et l'éloquence, dans toute sa force et dans toute sa grâce, renaissait du sein même des austérités de Port-Royal. Il faut combattre la nature ; le christianisme le veut ainsi ; soit ! Faut-il l'anéantir ? Ne la retrouvera-t-on pas toujours à une profondeur plus ou moins grande, et ne voit-on pas, dans le livre même de M. Sainte-Beuve, M. Lemaistre, après vingt ans de la pénitence la plus rigoureuse, s'accuser tout à coup de sa conversion même comme n'ayant été jusque-là qu'incomplète et fausse ? Ici M. Sainte-Beuve manque peut-être de sa justesse ordinaire. Décidément, il trouve de l'exagération dans les scrupules de M. Lemaistre. Point du tout ; M. Lemaistre avait raison. Il était descendu seulement un peu plus avant dans son âme, et il y retrouvait cette nature qu'il avait cru anéantir.

Et quand on réussirait à l'anéantir, que mettrait-on à la place ? Je sais bien ce que répond Port-Royal : La grâce, la grâce victorieuse de tout l'homme, rien que la grâce. Cela est encore très-conséquent, il faut bien l'avouer. Il y a une intime, une profonde harmonie entre la doctrine morale de Port-Royal et sa doctrine théologique. On ne peut pas séparer ces

choses : c'est du fond de ses idées absolues sur la grâce que Port-Royal tirait ses principes de direction, ses jugements sur les hommes et sur le monde, toute sa théologie, toute sa morale, je dirais presque sa littérature et sa politique. Aussi reconnaît-on un livre janséniste au premier coup d'œil, quel que soit l'objet de ce livre. La grâce y est pour le moins sous-entendue à chaque ligne, si je puis m'exprimer ainsi. Le dogme est prédominant dans Port-Royal, comme il l'est dans toutes les écoles fortes et vraiment philosophiques. Cet accord étroit du dogme et de la pratique est une des choses que M. Sainte-Beuve fait le mieux ressortir. Son histoire de Port-Royal est l'histoire de la grâce, dans des âmes qui ne tendaient qu'à effacer leurs propres mouvements pour faire place aux mouvements et aux pures inspirations de la grâce. On comprend donc comment les hommes de Port-Royal ont mieux aimé subir toutes les persécutions, voir leur monastère détruit, renoncer même au bien qu'ils pouvaient faire d'ailleurs, que de transiger sur leur doctrine de la grâce. Céder sur ce point, c'était tout céder. On comprend aussi comment de pauvres religieuses ont pu, sans un ridicule orgueil, résister à l'autorité de leur évêque, à celle de Bossuet, à l'autorité même de Louis XIV ! Pour elles, il ne s'agissait point, comme on l'a tant répété, d'un point obscur de théologie et d'une question abstraite, il s'agissait de leur vie, de leur âme. Leur arracher leur doctrine de la grâce, c'était leur arracher le principe de leur espérance, le soutien de leur vertu, c'était les forcer à rentrer dans le monde et à succomber

sous cette nature qu'elles avaient tant combattue!

On comprend enfin ce qu'il y a de grand, de sublime dans cette triste et sévère doctrine de la grâce, et l'on y découvre un sens philosophique très-profond. Quand on exige tant de l'homme, on raisonne juste en le renvoyant à Dieu. Il faut voir dans le livre de M. Sainte-Beuve l'analyse qu'il fait de l'ouvrage de Jansénius. Les deux chapitres consacrés à cette analyse sont un vrai tour de force; l'épais, l'illisible volume de théologie y devient clair, intéressant, je dirais presque poétique. En homme consciencieux, M. Sainte-Beuve a pourtant soin d'avertir de temps à autre ses lecteurs qu'il n'a pris de Jansénius que le meilleur. J'en suis très-convaincu; et, quoi qu'en ait dit Pascal, je trouve le livre du terrible évêque beaucoup trop gros pour avoir envie de l'acheter et de le lire. La doctrine théologique de Jansénius et la pratique de M. de Saint-Cyran sont bien de la même famille. Elles ont toutes deux le même air absolu et tyrannique. On est vaincu par ces logiciens impitoyables; on ne se rend pas. On serait tenté de leur dire : Vous avez trop raison pour avoir raison. Vous avez vu le côté sévère de la vérité; mais la vérité n'a-t-elle pas son côté aimable? Il y a des choses terribles dans la religion; n'y en a-t-il pas de gracieuses et d'engageantes? Dans votre système, où est le beau, où est le touchant? Vous m'effrayez, vous ne me persuadez pas. Comme M. de Saint-Cyran retranche impitoyablement à la nature dans l'ordre moral tout ce qu'elle aime et tout ce qu'elle cherche, dans l'ordre métaphysique Jansénius lui ôte toute confiance en elle-même, toute force

propre et tout pouvoir pour le bien. C'en est fait; le sacrifice sanglant est consommé; l'amour-propre est doublement vaincu; il ne reste plus rien de l'homme; et la grâce, cette puissance mystérieuse, ce don gratuit de Dieu que l'homme reçoit et qu'il ne peut pas même demander comme il faut, est le seul soleil qui brille sur le monde maudit et désolé!

Cette doctrine est dure; la nature lui rend bien en répugnance les mépris qu'elle en reçoit. Je n'ai pas à l'examiner théologiquement. A Dieu ne plaise que je me mêle d'affaires qui ne sont pas les miennes! Il m'arriverait peut-être de mécontenter tout le monde. Les uns me trouveraient trop janséniste, les autres pas assez chrétien. Il fait bon regarder à ce qu'on dit par le temps qui court. Les anathèmes pleuvent; l'obscurité même n'est pas un sûr abri. Je laisse à Jansénius la responsabilité de son livre, et à M. Sainte-Beuve l'honneur de figurer quelque jour à côté du docteur Arnauld dans un enfer lithographié. Cette doctrine est dure, mais elle est grande et propre à frapper puissamment les imaginations. Elle est absolue, mais il n'y a que l'absolu qui dompte les âmes énergiques et qui leur fasse faire des prodiges. Elle réduit l'homme à rien, mais elle lui promet la force de Dieu. Elle ne l'anéantit que pour le diviniser. Avec elle, on conçoit que l'héroïsme des vertus chrétiennes devienne en quelque sorte facile. On est un ange ou l'on est un démon. Un ange avec la grâce de Dieu, un démon si l'on est abandonné à soi-même. Il est à remarquer, au surplus, que presque toutes les grandes écoles de morale ont incliné vers le fatalisme. L'école stoïcienne était fataliste à

sa manière. Seulement les stoïciens défiaient orgueilleusement la puissance aveugle et inévitable qu'ils appelaient la fortune; ils se croyaient assez forts de leur propre vertu pour subir les coups du destin sans que leur âme en fût ébranlée ; ce que les jansénistes appellent la grâce, ils l'appelaient le bien moral, et, au lieu d'attendre cette grâce de la bonté de Dieu, ils pensaient l'avoir en leurs mains, ils ne l'attendaient que d'eux-mêmes, ils n'en étaient reconnaissants qu'envers eux-mêmes. S'étant ainsi réfugiés dans leur conscience comme dans un fort inexpugnable, sujets de la nécessité ils prétendaient la surmonter par leur mépris et par leur impassibilité. Ils mettaient au nombre des choses indifférentes la pauvreté, la douleur, la mort, l'ignominie ; et c'est du sein de cette doctrine si contraire à la nature, si facile à renverser par la raison, que sont sorties les dernières et les plus sublimes vertus de l'antiquité païenne. L'école janséniste a vu plus clair dans la nature humaine ; elle en a connu l'infirmité morale. N'osant pas demander à l'homme déchu le plus petit effort, ne croyant pas l'homme plus maître de lui-même que de la fortune, elle a créé une seconde nécessité bien plus terrible que celle des stoïciens, la nécessité du mal et de la damnation. Les stoïciens s'appuyaient sur la propre énergie de leur âme; cette énergie, cette confiance en sa liberté, les jansénistes l'ont appelée l'orgueil, et ils en ont fait le plus grand des péchés, le crime de lèse-majesté divine. Dieu seul est la force de l'homme, et Dieu ne donne sa force qu'à qui il veut: il ne la doit à personne. Avec cette force, l'homme est invincible; sans cette force, la liberté

qui lui reste de choisir entre le bien et le mal n'est qu'une liberté de théorie ; en réalité le poids du mal emporte la balance, et il semble qu'on n'ait laissé à l'homme ce fantôme de liberté que pour justifier les sévères arrêts de Dieu. Quoi qu'il en soit, c'est du sein de cette doctrine qui anéantit tout l'homme, qui remet son salut, je ne dirai pas au hasard, mais à une fatalité dont Dieu est l'unique arbitre, que sont sorties les vertus de la dernière école qui ait pratiqué chez nous le christianisme dans toute son austérité.

Cela ne me semble pas tout à fait inexplicable. Il s'agit d'avoir la grâce, sans doute; mais une fois qu'on l'a, ou qu'on croit l'avoir, de quoi n'est-on pas capable? Que sont les privations, les mortifications, les souffrances, quand on se dit : Dieu est en moi ; il gémit, il souffre, il prie avec moi ! Sa vertu est ma vertu; sa force est ma force ! Le stoïcien s'érigeait lui-même en Dieu ; l'inexprimable jouissance qu'il devait trouver à se contempler comme son propre et son unique maître, comme le vainqueur du monde et de la fortune, le soutenait à cette orgueilleuse hauteur. Le janséniste n'est rien que la plus chétive et la plus misérable des créatures; mais, dans cette chétive créature il y a place pour Dieu, si Dieu veut y venir ; l'homme par lui-même est profondément incapable de s'élever jusqu'à Dieu ; Dieu s'abaisse jusqu'à l'homme , et s'incarne , pour ainsi dire , dans l'homme. Avec l'orgueil de moins, on voit que le jansénisme revient à peu près au stoïcisme. Ce n'est pas l'homme qui se fait Dieu à volonté, c'est Dieu qui se fait homme par un pur mouvement de sa bonté. J'ai dit avec l'orgueil de moins, et cependant

il n'y a rien dont on ait plus accusé les jansénistes que d'orgueil. L'archevêque de Paris disait, en parlant des religieuses de Port-Royal : *Elles sont pures comme des anges, mais orgueilleuses comme des démons*. Le mot a été souvent répété. Je ne pense pas, pour ma part, qu'on ait le droit d'accuser d'orgueil ceux qui sacrifient tout à leur conviction, fût-ce de pauvres religieuses. Je crois la modestie parfaitement compatible avec la plus inébranlable fermeté. J'admire les religieuses de Port-Royal se jetant aux pieds de leur évêque, fondant en larmes, mais ne cédant pas, faibles comme des femmes, et tout ensemble fortes comme des anges. Quand on aime la vérité, on y tient, et ceux qui se soumettent si facilement me sont toujours suspects de ne pas tenir à grand'chose. Il est vrai cependant que l'orgueil est fort subtil, et il ne faudrait pas répondre qu'en changeant de masque, il n'ait pas trouvé le moyen de s'insinuer dans une école qui semblait l'avoir irrévocablement proscrit. A force de défendre la grâce, on peut être tenté de se croire un peu trop identifié avec elle. Soutenir les droits de Dieu, c'est une si belle cause ! Et, quelque gratuite que soit l'élection divine, il est si difficile que, par un complaisant retour sur soi-même, on ne s'enorgueillisse pas d'en être l'objet ! Par là encore la nature ne pourrait-elle pas reprendre ses droits au moment même où elle aurait l'air de les céder tous?

Jansénius et sa doctrine m'ont entraîné beaucoup plus loin que je ne voulais. Que serait-ce, si j'allais m'engager dans l'examen du livre de la *Fréquente Communion* ? Ce livre, quoiqu'il n'ait pas été con-

damné, si je ne me trompe, irrita peut-être plus les ennemis de Port-Royal que l'*Augustinus* de l'évêque d'Ypres. Il y a toujours eu deux tendances dans le christianisme : l'une toute spirituelle, qui n'accorde rien qu'aux dispositions de l'âme ; l'autre plus positive (je ne veux pas me servir d'un autre mot), qui, au lieu d'attendre les dispositions de l'âme, les suppose ou les prévient. La première, pour que l'acte soit efficace, pour que le pardon, par exemple, descende sur le pénitent, veut que l'effet du sacrement soit d'avance produit dans le cœur par une conversion sincère ; la seconde espère produire la conversion par le sacrement même. Celle-ci, comme on le conçoit, est beaucoup plus commode dans la pratique : les jésuites l'avaient adoptée ; l'autre ferait peut-être de meilleurs et de plus vrais chrétiens, mais elle en diminuerait beaucoup le nombre. On voit que le livre du docteur Arnauld tranchait dans le vif. Aussi fit-il un bruit épouvantable. Les *Provinciales* ravirent le public, et mirent le monde du côté des jansénistes ; on les lira éternellement. On ne lit plus le livre de la *Fréquente Communion* ; mais les *Provinciales* ne convertirent sérieusement personne, et le livre de la *Fréquente Communion* remplit de pénitents nouveaux la solitude de Port-Royal. Tout cela est bien loin de nous, n'est-il pas vrai ? Des livres de théologie qu'on lit comme des pamphlets, des conversions qui sont des événements publics, les salons plus occupés des disputes sur la grâce que des pièces du grand Corneille ou des victoires du grand Condé ! Oui, tout cela est loin de nous ; le fond de tout cela n'en est pas moins cependant une partie, la plus sérieuse

partie peut-être de l'histoire de l'homme ; le fond de tout cela ce sont les plus hautes questions de philosophie et de morale, questions que Port-Royal a essayé de résoudre par sa doctrine et par ses exemples. Port-Royal a succombé dans cette entreprise ; sa doctrine a été condamnée par l'autorité ecclésiastique ; ses religieuses et ses solitaires ont été proscrits par l'autorité civile. Au moins ne faut-il pas que ses exemples, et il en a donné d'admirables, soient perdus pour la postérité !

M. Sainte-Beuve les a recueillis avec un soin, disons mieux, avec une religion qui lui fait le plus grand honneur. Son livre est un pieux monument élevé à ce Port-Royal qui contribua tant à la gloire du siècle de Louis XIV, et que Louis XIV fit raser. M. Sainte-Beuve a retrouvé les pierres dispersées de Port-Royal ; il les a rapportées, il les a remises à leur place ; le monastère est debout. Voilà l'église où se réunissaient pour prier et chanter en commun ces religieuses, presque toutes non moins distinguées par leur esprit que par leurs austères vertus ; voilà la chambre où Pascal vint faire sa première retraite ; voilà le jardin que cultivait Arnauld d'Andilly et les arbres qu'il taillait de ses propres mains. Là se réunissaient Lancelot, Nicole, Tillemont, le docteur Arnauld, pour préparer leurs savants ouvrages de critique sacrée, de controverse ou d'éducation. Là des gentilshommes, des courtisans, revenus des égarements du monde, en se condamnant aux plus vils ou aux plus durs travaux pour expier leurs fautes, relevaient l'idée de la vertu par l'excès même de leur pénitence. En vain on a profané l'humble ci-

metière ; j'y retrouve la tombe du saint et modeste directeur de Port-Royal, Lemaistre de Sacy, celle de Hamon, celle de tant de pieux et doctes personnages. Port-Royal renaît tout entier de ses ruines. Mais non. Ce que la persécution a détruit est détruit pour jamais. Ce qu'elle n'a pas pu atteindre et ce que le livre de M. Sainte-Beuve arrachera à l'oubli, ce sont les admirables caractères, les vertus intérieures, l'esprit de Port-Royal. A deux siècles de distance, emporté comme nous tous, par le torrent des opinions actuelles, M. Sainte-Beuve a néanmoins profondément compris Port-Royal. Il l'a peint au vif, avec une vérité qui surprend. Sans hérisser son livre de discussions théologiques, quand M. Sainte-Beuve les rencontre, il les éclaire, il les approfondit, il les met à la portée de tout le monde. Au milieu de tant d'écrits que l'esprit de parti enfantait, et qu'on ne lit plus, M. Sainte-Beuve a su choisir, et son ouvrage conservera des traits d'une énergie, d'une grandeur, d'une éloquence admirables. Saint-Cyran, Saint-Cyran lui-même, a été une fois gracieux et touchant en parlant de l'enfance ! En un mot, M. Sainte-Beuve a sauvé de Port-Royal tout ce qu'il était important de sauver ; et de cette histoire sans événements il a su faire un livre très-piquant pour la simple curiosité, un livre sérieux et profond au point de vue philosophique.

13 décembre 1842.

XV

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION D'ANGLETERRE.

LA RÉPUBLIQUE ET CROMWELL,

PAR M. GUIZOT.

C'est en 1826, vers la fin de la Restauration, que M. Guizot fit paraître les deux premiers volumes de son *Histoire de la Révolution d'Angleterre*. Ils s'arrêtaient à la mort de Charles Iᵉʳ. Je me souviens de l'impression que produisit la publication de ces deux volumes. On s'accordait à les regarder comme le chef-d'œuvre de M. Guizot. Le penseur profond s'y montrait un grand et mâle écrivain, sans aucun des défauts ordinaires à l'école que l'on a nommée chez nous l'école doctrinaire. Il semble que M. Guizot préludait par ces deux volumes au grand rôle politique qu'il allait jouer, et laissait déjà entrevoir dans l'historien grave et ferme de la révolution d'Angleterre l'orateur éloquent, le ministre futur du gouvernement parlementaire et de la monarchie de Juillet. Le professeur disparaissait pour faire place à

l'homme d'État. Les deux volumes furent lus avec avidité. Avec quel bonheur on saluait alors un livre nouveau! Quel sujet de conversation, non-seulement dans les salons lettrés et aristocratiques, mais dans la mansarde des étudiants et sous les ombrages du Luxembourg! Je crois encore lire ce beau récit de la mort de Charles Ier, à la fois sobre et circonstancié, qui va jusqu'à l'âme par le simple et grave exposé des faits.

Près de trente années se sont écoulées depuis cette époque, trente années que M. Guizot a remplies de son nom, du bruit de ses luttes parlementaires, de sa glorieuse et persévérante défense de la monarchie constitutionnelle; et aujourd'hui, n'ayant succombé qu'avec cette monarchie même, M. Guizot, rentré studieux et calme dans la vie privée, a repris son œuvre et publie deux nouveaux volumes de l'*Histoire de la Révolution d'Angleterre*. Ceux-ci embrassent l'histoire de la République, qui ne dura que l'espace de temps nécessaire pour convaincre le gouvernement républicain d'impuissance, et l'histoire plus curieuse encore, selon moi, plus féconde en enseignements, du protectorat de Cromwell. La mort de Cromwell termine ces deux volumes, comme celle du roi Charles terminait les deux premiers. Morts terribles l'une et l'autre! tableaux dignes d'un Tacite, et dans lesquels la plume éloquente et sévère de M. Guizot ne laisse rien à désirer!

Si je ne me trompe, ces deux nouveaux volumes sont encore supérieurs aux premiers. Le talent de l'écrivain s'est agrandi de l'expérience du ministre parlementaire. L'histoire est l'œuvre propre des

hommes d'État et des orateurs. Ainsi du moins le pensaient les anciens, nos maîtres en tout. Cicéron songeait à écrire l'histoire de son pays quand l'âge l'aurait forcé à abandonner le forum. Il l'aurait écrite peut-être pendant les loisirs que lui laissait la domination de César, si son âme inquiète et affligée n'avait pas eu besoin de chercher une consolation dans la philosophie. Pline le Jeune, après avoir parcouru la carrière des honneurs et avoir été tout ce qu'on pouvait être à Rome de son temps, un tribun sans juridiction, un consul sans autorité, un gouverneur de province n'osant rien faire sans l'avis de Trajan, un avocat qui se croyait un orateur, cherchait quelque sujet d'histoire pour occuper sa vieillesse dans la douce retraite de ses belles *villa*. Je ne vais pas jusqu'à dire avec le courtisan Bussy que l'histoire ne devrait être écrite que par les rois. C'est une fantaisie qui ne prend guère aux princes, Dieu merci! Il est vrai cependant que jamais un philosophe, un simple lettré n'écrira l'histoire du fond de son cabinet comme l'écrivent les hommes qui ont manié eux-même les affaires, qui se sont servis de l'épée ou de la parole, qui savent, en un mot, par leur expérience personnelle, ce que c'est qu'un peuple, qu'une armée, comment on entraîne une assemblée, ou l'on fait incliner le cœur d'un prince. L'homme d'État et l'orateur se retrouvent dans ces deux volumes de M. Guizot. Aussi quel mouvement! quelles fortes et vivantes peintures! Que de sens dans les réflexions, de brièveté dans le récit! Tous ces personnages, M. Guizot les a vus. Rien ne lui échappe dans l'âme ardente, sombre, égoïste, mais profondément an-

glaise de Cromwell. L'obstination absurde des sectaires, la légèreté des royalistes toujours vaincus et toujours confiants, la sagesse méticuleuse de ceux des anciens indépendants qui ne croyaient plus qu'à la fortune et au pouvoir et servaient Cromwell avec toute la fidélité qu'on peut avoir pour un maître passager, la résignation des masses fatiguées, le patriotisme se réfugiant sur les flottes victorieuses de Blake, tout ce tableau de l'Angleterre rassasiée de guerres civiles et de destruction, quoique révolutionnaire encore, est retracé par M. Guizot avec une vérité admirable. Voilà l'histoire telle que je la conçois et telle qu'elle ne peut être écrite que par ceux qui ont fait eux-même de l'histoire.

Je ne puis m'empêcher d'ajouter ici une réflexion. Il est de mode aujourd'hui de dénigrer le gouvernement parlementaire. Il n'est plus, on l'attaque. Dieu soit loué! nous sommes débarrassés des harangueurs et des prétendants aux portefeuilles! L'ambition a disparu avec les belles séances de la Chambre, avec ces grandes joutes de tribune dont l'annonce remuait d'avance tout Paris. Que font-ils ces ambitieux, ces hommes dévorés de la soif du pouvoir, qui ne pouvaient pas vivre sans un ministère? Ce qu'ils font? Éloignés des affaires, ils se passent parfaitement des honneurs et de la puissance. Eux seuls, ils tiennent la plume. Tout ce que nous conservons de mouvement d'esprit, c'est à eux que nous le devons. Les événements qui les ont dépouillés de leurs grandeurs éphémères ne leur ont ôté, Dieu merci, ni leur talent, ni leur courage, ni la tranquillité de leur âme. Après trente ans écoulés, ils se retrouvent

à la tête de la société littéraire comme ils y étaient dans les jours les plus brillants de la Restauration. Ils font des livres de philosophie et des livres d'histoire. Sans eux, en vérité, reconnaîtrait-on cette France autrefois si passionnée pour les œuvres de l'intelligence, la France des Pascal, des Bossuet, des Voltaire? Ces ambitieux, ils supportent assez noblement la disgrâce. Ces harangueurs, ces bavards, ils montrent du moins par leurs livres, je pense, qu'ils avaient quelque connaissance de la politique et des hommes. Le gouvernement parlementaire n'a pas été perdu pour eux. Il a grandi et fortifié leur talent, preuve de plus qu'il n'y a de vraie et de sérieuse littérature que dans l'alliance des affaires et des lettres. Bossuet n'aurait pas été un aussi grand orateur s'il n'avait pas été un grand évêque. Voltaire n'aurait été qu'un auteur de tragédies du second ordre s'il n'avait pas remué son siècle par l'ascendant de ses idées, et mêlé la politique à la poésie. Quand il n'y aura plus en France que des littérateurs proprement dits, nous pourrons dire adieu à la littérature. Il est vrai qu'il nous restera les chemins de fer et la Bourse.

Eh bien! je l'avoue, à ma confusion si l'on veut, je préfère un beau livre à une belle machine; je donnerais tous les vaisseaux à hélice du monde pour une *Iliade* ou pour une *Énéide*. Je ne suis pas si amoureux de la tranquillité que je n'achetasse volontiers par un peu d'agitation ces grandes œuvres de l'esprit qui ne naissent guère qu'aux époques de lutte morale et politique. Je ne plains pas la petite démocratie athénienne d'avoir enfanté dans les dou-

leurs de ses discordes intestines, de ses guerres et de ses révolutions, un Périclès, un Thucydide, un Démosthène. Rome ne me paraît pas avoir payé trop cher la gloire que l'éloquence d'un Cicéron répandra à jamais sur le génie romain. Je ne dis pas : Heureux les peuples qui n'ont pas d'histoire. Heureux, au contraire, les peuples qui en ont une, quelque prix qu'elle leur ait coûté ! Heureux les peuples qui ont vécu et immortalisé leur nom ! Heureux les peuples qui ont eu de grands capitaines, de grands orateurs ! Tout cela s'achète cher, j'en conviens. La liberté a ses orages, la gloire ses retours cruels ! Oui, mais avoir une histoire c'est avoir vécu. Cette tranquillité morne que quelques personnes regardent comme l'apogée du bonheur pour un peuple, c'est le néant. Autant vaudrait n'avoir pas été. Quel est le barbare qui voudrait retrancher le XVIe siècle de nos annales, malgré tant de discordes civiles et de guerres de religion ? Y a-t-il un véritable Anglais qui rougisse de la révolution de 1648 et de Cromwell lui-même, malgré ses crimes ?

Ne soyons donc pas ingrats envers le gouvernement parlementaire, s'il est vrai, comme je le pense, que nous lui devions un des plus beaux développements de l'esprit qui aient honoré notre pays. Ne nous repentons pas d'une époque qui a produit dans sa féconde agitation des orateurs et des poëtes, des philosophes et des historiens, Chateaubriand, Lamartine, Augustin Thierry, M. Cousin, M. Thiers, M. Royer-Collard, M. Villemain, M. Guizot. C'est encore sur ces noms-là que nous vivons aujourd'hui ; c'est par eux que nous conservons notre rang littéraire en Europe.

Si je cherche une transition pour revenir à l'*Histoire de la Révolution d'Angleterre*, je n'en finirai pas. J'ai tant de choses sur le cœur! Je reviens donc sans transition aux deux nouveaux volumes de M. Guizot. A vrai dire, c'est l'histoire de Cromwell qu'ils contiennent. Cromwell remplit le premier de ces deux volumes par ses victoires contre l'Irlande et l'Écosse et par sa lente conspiration contre le Long Parlement qu'il n'eut, pour ainsi dire, qu'à achever d'abattre, tant ce Parlement, après avoir eu la force de renverser le trône, s'était détruit lui-même par ses épurations et par sa folle politique. Il remplit le second par l'histoire de son règne. Son règne! non! La Providence n'a pas permis que Cromwell fût roi, malgré l'ardente envie qu'il avait de l'être, et c'est là, selon moi, le côté admirable de cette histoire. C'est la leçon qui ressort des deux volumes de M. Guizot et la pensée que j'ai eue sans cesse présente à l'esprit en les lisant. Cromwell n'a pas pu parvenir à être roi! Ce but suprême vers lequel il s'était frayé un chemin par tant de grandes actions et par tant de crimes, par des victoires et par des assassinats, il l'a manqué. Le sang de Charles Ier, ce sang même qu'il n'avait répandu que pour arriver jusqu'au trône, a été entre le trône et lui un obstacle infranchissable. Tout le reste, il l'a eu. Le pouvoir, il l'a possédé aussi plein, aussi entier qu'aucun roi d'Angleterre. La gloire, il l'a obtenue. Il a fait respecter l'Angleterre. Il lui a ouvert le chemin de la domination qu'elle exerce sur les mers. Il a forcé la Hollande, la seule puissance dont la marine et le commerce pussent alors inquiéter l'Angleterre, à se reconnaître vaincue

malgré le génie et les efforts d'un Tromp et d'un Ruyter. Cromwell a vu les rois se disputer son alliance, la France et l'Espagne rivaliser de bassesse et de flatterie devant le meurtrier de Charles Ier, Mazarin s'humilier à ses pieds, Louis XIV tout jeune le traiter en frère et en ami. Comme Protecteur, il a pu faire tout ce qu'il a voulu, chasser ou dissoudre des Parlements, violer toutes les vieilles lois de l'Angleterre, substituer des commissions au jury, emprisonner, exiler, faire périr par la hache ses ennemis. Aucun complot contre sa personne n'a réussi. Les conspirations mêmes n'ont fait qu'affermir sa puissance. Roi, il ne l'a pas été! il n'a pas pu l'être! Invincible, inviolable comme Protecteur, il ne devenait faible, ce semble, qu'en approchant de la royauté. Là était la borne que le doigt de la Providence avait marquée à son pouvoir; là échouaient toutes ses ruses et s'évanouissait son ascendant. Ce n'était rien, un titre à prendre, un vain diadème à mettre sur sa tête, *une plume à un chapeau,* comme il le disait lui-même. Paroles menteuses! ce vain diadème, c'était tout pour lui. Cela seul manqué a empoisonné tout le reste, j'aime à le croire, j'en suis sûr. Quelquefois il s'est vu si près de ce but convoité, qu'il a dû le croire atteint. Il a dû se dire : Demain je serai roi. Encore cette nuit, et le jour qui se lèvera me verra assis sur le trône de Henri VIII et d'Élisabeth, sur le trône de Charles, mon prédécesseur. Il lui fallait un Parlement disposé à lui déférer la couronne : chose difficile! Il l'avait enfin trouvé. L'acte était prêt, la cérémonie arrangée. Un rien, un grain de sable arrêta tout. Cromwell est mort

Protecteur. L'Angleterre peut le compter, si elle le veut, parmi ses grands hommes; parmi ses rois, non. O justice du ciel!

Ce désir de la royauté, était-ce cependant pure ambition de la part de Cromwell, calcul puéril de vanité, amour-propre de parvenu? C'était cela, sans doute, mais c'était aussi quelque chose de plus sérieux, c'était bon sens et prévoyance, comme le fait bien voir M. Guizot. Je n'admire pas Cromwell; peu de personnages dans l'histoire m'inspirent moins de sympathie que lui. Sa rudesse naturelle, son égoïsme profond, sa fourberie me révoltent. Je déteste ses crimes que ne rachète aucune de ces qualités brillantes, de ces inspirations héroïques qui étonnent et subjuguent. Il est impossible cependant de ne pas accorder à Cromwell, avec l'habileté la plus profonde, une lucidité de bon sens extraordinaire. Je ne sais si Cromwell avait jamais cru à la possibilité d'établir en Angleterre une espèce de république mystique, de gouvernement *des saints,* comme on disait alors. Parvenu au pouvoir, certainement Cromwell n'y croyait plus. Il ne croyait pas davantage à l'établissement d'une république politique sous la forme du Protectorat. Il avait vu le Long Parlement se perdre en voulant imposer la république à l'Angleterre. On peut violenter une nation et la forcer momentanément à subir une forme de gouvernement qu'elle repousse; ne l'avons-nous pas vu en 1848? Mais nous avons vu aussi qu'une nation violentée abandonne ceux qui la violentent et leur oppose la plus invincible des résistances, celle des mœurs. Le Long Parlement, qui,

tant qu'il y avait eu un roi, avait pu faire à ce roi une guerre longue et victorieuse, perdit sa force dès qu'il eut proclamé la république, devint lui-même le tyran de l'Angleterre, fut contraint d'abolir toutes les libertés ou de périr par elles, et tomba devant Cromwell sans qu'une seule bouche s'ouvrît, sans qu'un seul bras se levât pour le défendre. Les républicains ne comprirent pas la leçon; Cromwell l'avait comprise. Il ne croyait plus qu'à la monarchie. Il sentait bien que lui seul faisait la force du Protectorat, et que le Protectorat par lui-même n'était rien. Son bon sens le poussait donc à rétablir la monarchie, comme la seule forme de gouvernement compatible en Angleterre avec l'ordre et la durée, mais en qui la rétablir?

Dans la personne du prétendant, du fils de Charles Ier, de Charles Stuart, depuis roi sous le nom de Charles II? Cromwell ne repoussait pas tellement cette idée qu'il ne souffrît qu'on lui en parlât quelquefois. *Il est trop damnablement débauché*, disait-il tantôt; et cette parole profonde était comme une prophétie du règne de Charles II, qui prépara par ses prodigalités et par la licence de ses mœurs la chute définitive des Stuarts, en désenchantant l'Angleterre de la Restauration. Tantôt, abordant l'objection décisive : *Il ne me pardonnera jamais la mort de son père*, ajoutait-il. Quelle place, en effet, pouvait-il y avoir pour Cromwell à côté du fils de Charles Ier? Quel autre traité pouvait-il y avoir entre ces deux hommes que celui d'un déshonneur mutuel, s'ils se réconciliaient sincèrement? Cromwell ne pouvait faire roi que lui-même. Sans la royauté cependant,

point de Parlement, point de liberté, point d'ordre légitime et de gouvernement régulier, et par conséquent, point d'avenir ; une tyrannie viagère sous le nom de Protectorat, un gouvernement inquiet, agité, toujours près d'échapper aux mains qui ne le retenaient que par la force, des complots, des conspirations en permanence, les guerres civiles toujours sur le point de se rallumer et les partis n'attendant que la mort du protecteur ou la défaillance de son esprit pour s'entre-déchirer! Voilà ce que le bon sens de Cromwell pénétrait admirablement et ce qu'il essayait de faire comprendre à ses amis et à ses ennemis, aux républicains, aux royalistes, aux sectaires de toute sorte que son pouvoir seul empêchait de se ruer les uns sur les autres. Je ne connais rien de plus curieux que les conversations intimes de Cromwell à ce sujet, conversations dont M. Guizot rapporte de nombreux fragments. Aux républicains Cromwell se présentait comme le gardien de la révolution, comme le protecteur de leur fortune et de leurs têtes, qui seraient en grand péril si la monarchie se rétablissait dans un Stuart ; aux sectaires, il se présentait comme le défenseur de la liberté religieuse ; aux royalistes, comme le pacificateur du pays, comme le frein qui arrêtait les niveleurs et les démagogues. Tout cela était vrai ; une seule chose était plus vraie encore : c'est que l'honneur, cette raison suprême, ne permettait pas aux royalistes d'accepter pour roi l'homme qui portait encore sur ses mains la trace du sang de Charles I[er], aux républicains sincères de se faire pour ainsi dire les complices de l'ambition de Cromwell et de souscrire à

leur propre humiliation en déférant la couronne à celui qui les avait tant trompés! Oui, la monarchie était nécessaire à la paix et à la grandeur de l'Angleterre. Cromwell le démontrait avec une supériorité de raison invincible. Mais cette monarchie, qui l'avait détruite? Pouvait-il appartenir à celui qui avait fait tomber la couronne sous la main flétrissante du bourreau de relever cette couronne et de la placer sur son propre front?

Ainsi le bon sens de Cromwell le condamnait lui-même, et quoiqu'il eût raison contre les partis dans la question générale, les partis avaient raison contre lui dans la question personnelle. Leur passion, en opposant une résistance instinctive à tous les arguments de Cromwell, voyait plus loin, cette fois, et s'élevait plus haut que le bon sens égoïste du Protecteur. Ce que Cromwell aurait voulu réaliser dans le présent, parce que le présent seul était à lui, ne devait être que l'œuvre de l'avenir; il n'était pas même réservé aux fils de Charles Ier de clore la révolution; il fallait que près de quarante ans s'écoulassent encore avant l'établissement de cette royauté parlementaire entrevue par Cromwell.

Car avec la restauration de la monarchie, Cromwell projetait aussi le rétablissement d'un vrai Parlement, d'un Parlement divisé en deux Chambres, la Chambre des Communes et la Chambre des Lords, cette dernière ayant été renversée avec le trône par la Révolution. Cromwell, quoique parvenu au pouvoir par l'épée, soldat dans l'âme et général avant tout, savait bien qu'un gouvernement militaire ne serait jamais en Angleterre qu'un gouvernement de peu

de jours. Despote par goût et par caractère, sa haute raison lui faisait voir cependant la supériorité du gouvernement civil. Il ne pensait pas que l'Angleterre pût se passer d'un Parlement plus que d'un roi, ou que lui seul il pût être le roi et le Parlement de l'Angleterre sous le nom de Protecteur. Mais comment réunir un Parlement libre sans remettre en question son propre pouvoir, fondé sur la force et sur l'abolition de toutes les vieilles lois de l'Angleterre? Il faut voir dans l'ouvrage de M. Guizot les tentatives réitérées de Cromwell pour résoudre ce problème. Là encore échoua toute son habileté. Ce fut l'autre tourment de sa vie. Trois fois Cromwell essaya de convoquer, sous le nom de Parlement, une assemblée qui lui fût favorable. La première fois, il en choisit lui-même les membres avec ses officiers et son conseil d'État. Le Parlement *Barebone,* ainsi appelé du nom de l'un des plus ridicules de ses membres, réunion grotesque de dévots mystiques, de pieux régicides et de saints niveleurs, tout *en cherchant Jésus-Christ*, souleva bientôt tant de questions dangereuses, alarma tellement tous les intérêts et tous les droits encore debout, que Cromwell n'eut rien de mieux à faire que de le chasser plus ignominieusement encore qu'il n'avait chassé le Long Parlement. La seconde fois, un Parlement élu d'une façon un peu plus libérale mit tout de suite en discussion l'acte même constitutif du Protectorat. Cromwell se hâta de le congédier. Cromwell imagina la troisième fois un expédient plus simple : pour n'avoir pas à dissoudre le Parlement par la force, il commença par l'épurer, en interdisant

l'entrée de la Chambre aux membres qui lui étaient suspects. Enfin ce Parlement que Cromwell avait tant désiré il l'avait; mais quel Parlement? Un fantôme de Parlement, dissous pour ainsi dire au moment même de sa réunion, mutilé et décrédité avant d'avoir rien fait, capable de déférer la couronne à Cromwell, incapable de la lui affermir sur la tête; mécontent au fond, néanmoins, et plus gênant qu'utile. Un vrai Parlement, il n'était pas plus réservé à Cromwell d'en rétablir un que de rétablir la royauté elle-même. Plus Cromwell avait de bon sens et de droiture d'esprit, plus il dut souffrir de cette borne mise à son ambition, condamné qu'il se sentait à n'être qu'un révolutionnaire heureux et le maître du moment.

Une autre question m'a souvent préoccupé en lisant les deux volumes de M. Guizot : Que faut-il penser du fanatisme religieux de Cromwell? Était-ce pure hypocrisie de sa part, un long rôle qu'il joua toute sa vie, et dans lequel c'est à peine si ses plus familiers ont pu le surprendre une fois ou deux sans son masque? Jadis on croyait généralement à l'hypocrisie de Cromwell. Bossuet l'appelle un hypocrite raffiné et le peint avec une admirable éloquence, faisant le docteur et le prophète aussi bien que le soldat et le capitaine, et enchantant le monde par ses personnages divers. D'autres pensent, et M. Guizot est de cet avis, qu'après avoir été dans l'origine un fanatique sincère, Cromwell avait fini par n'être qu'un politique continuant le rôle qui lui avait si bien réussi et parlant le langage dont il avait contracté l'habitude. Que Cromwell fût un

fourbe, cela est certain; un hypocrite proprement dit, j'en doute. Fourbe, on l'est à l'occasion; Cromwell l'était toutes les fois qu'il trouvait son intérêt à l'être. Hypocrite, cela supposerait un calcul dans la conduite de toute sa vie, une habileté à ne jamais se démentir dans le mensonge même, qui est peut-être au-dessus des forces humaines. Ne cherchons pas si loin la solution du problème. Notre vie à tous n'est-elle pas plus ou moins un mélange de sincérité et de comédie, de comédie où nous jouons d'autant mieux notre personnage que nous sommes dupes les premiers de la scène? Avons-nous dans le cœur tous les sentiments que nous exprimons? Chaque siècle n'a-t-il pas son langage convenu, une espèce de protocole officiel auquel il est comme impossible de se soustraire? Est-ce là de l'hypocrisie proprement dite? Nous parlons aujourd'hui civilisation; on parlait Bible du temps de Cromwell. Les passions d'ailleurs, qui ne changent pas, empruntent le costume de chaque époque, et se l'approprient, catholiques ou protestantes, révolutionnaires ou royalistes, selon le temps et avec une sorte de bonne foi. Celui qui tuait des prêtres aux Carmes le 2 septembre 1792 au nom de la liberté aurait tué des protestants la nuit de la Saint-Barthélemy au nom de la foi catholique. L'ambition de Cromwell a été biblique et protestante comme elle aurait pu être, un siècle plus tard, philosophique et civilisatrice. Au fond, Cromwell, malgré son haut esprit et la fermeté de son âme, avait, je crois, les instincts bigots. Je n'en veux pour preuve que sa mort. O faiblesse de la raison humaine! Quelle chose curieuse de voir cet

homme si fin et si clairvoyant dans la politique se bercer au lit de la mort d'espérances superstitieuses et compter pour son salut, sans expiation, sans repentir après tant de crimes, sur le dogme protestant de l'inamissibilité de la grâce! Cromwell croyant qu'un jour, une heure peut-être de grâce et de sainteté dans sa vie suffirait pour le justifier devant Dieu! Moquons-nous ensuite des bonnes gens du moyen-âge, qui espéraient s'ouvrir le ciel en mourant revêtus d'un habit de moine!

Deux choses distinguent profondément Cromwell des révolutionnaires de 1793. Cromwell n'a jamais commis que les crimes qu'il a crus utiles à son ambition, sans scrupule pour ceux-là, s'abstenant des autres. Cromwell, dans la conduite des affaires extérieures de son pays, a toujours montré autant de bon sens que de grandeur, n'entreprenant que ce qu'il pouvait exécuter, visant au solide et non au gigantesque. Aussi Cromwell a-t-il laissé l'Angleterre puissante et forte, et c'est là, sinon l'excuse de ses crimes, au moins l'explication de l'éclat attaché à son nom. Je résume mon opinion en un mot : dans son pays, Cromwell n'a été qu'un révolutionnaire habile; au dehors, il a été un grand homme.

Je n'ai pas voulu analyser l'ouvrage de M. Guizot. Je me sens trop au-dessous de cette tâche. On n'analyse pas de pareils livres; on y renvoie le lecteur. Dans le premier volume, quel tableau que celui de ces républicains obligés de se retourner à la fois contre les niveleurs qui les dépassent, contre les parlementaires qu'ils ont laissés derrière eux, sans cesser d'avoir les royalistes sur les bras! Que de

leçons trop inutiles, hélas! pour l'oublieuse postérité! Avec quelle sagacité M. Guizot démêle la trame des négociations et des intrigues étrangères, et fait ressortir la politique de l'Espagne, de la France, de la Hollande, à la fois désireuses et embarrassées de l'alliance des juges de Charles Ier! Dans le récit des expéditions d'Irlande et d'Écosse où Cromwell acheva d'abattre le parti royaliste, et força par les batailles de Dunbar et de Worcester le prétendant Charles II à quitter une seconde fois l'Angleterre, quelle clarté, quelle brièveté, quel feu! Dans le second volume, quelle exposition de la politique intérieure et extérieure de Cromwell, de ses ruses, de son habileté profonde, de son gouvernement ferme et sage par raison, tyrannique seulement par nécessité! Quel développement de cette âme grande dans ses vues générales, ardente, étroite, obstinée jusqu'au crime dans son égoïsme! Quel usage M. Guizot a su faire des discours de Cromwell, des anciens et des nouveaux documents qui ont, pour ainsi dire, mis à nu tous les ressorts du cœur et du génie de cet homme! Quel style mâle, sévère, éloquent! Quelle haute moralité dans les jugements! M. Guizot n'a pas terminé son ouvrage; il le poussera jusqu'à la chute de Jacques II et à la révolution de 1688. Nous aurons donc une histoire complète de la Révolution d'Angleterre. En attendant, ce que M. Guizot a publié de cette histoire est déjà le premier de ses titres comme écrivain et comme penseur, et forme un des plus beaux monuments de notre littérature moderne.

10 mars 1854.

XVI

HISTOIRE DU RÈGNE DE LOUIS XVI

PENDANT LES ANNÉES OU L'ON POUVAIT PRÉVENIR
OU DIRIGER LA RÉVOLUTION FRANÇAISE,

PAR J. DROZ.

Je regrette que M. Droz ne se soit pas proposé tout simplement d'écrire l'histoire du règne et de la vie de Louis XVI. Son ouvrage est excellent, mais il est incomplet sous le rapport moral comme sous le rapport historique. Vous ne me donnez que la moitié d'une leçon que l'histoire achève d'une manière si dramatique et si terrible. Vous me dites par quelle déplorable série de fautes roi, noblesse, clergé, parlement, quand ils pouvaient prévenir la révolution, l'ont précipitée, quand ils pouvaient la diriger vers le bien commun de tous, l'ont aigrie, irritée, rendue furieuse; vous ne me dites pas ce qui arrive aux rois, aux grands, au peuple, quand par faiblesse ou par passion ils refusent de se faire de mutuels sacrifices! On n'est pas maître d'arrêter l'histoire où l'on veut; elle a ses proportions naturelles. M. Droz a beau

nous avertir, dans son titre même, que ce qu'il se propose de faire, c'est l'histoire du règne de Louis XVI pendant les années où l'on pouvait prévenir la Révolution française ou la diriger, l'esprit du lecteur demande le reste et ne conçoit pas pourquoi la narration s'arrête tout court, juste au moment où les événements s'échauffent le plus, à la nuit du 4 août 1789. Si M. Droz ne voulait que montrer par quels moyens il eût été possible de prévenir la Révolution avant qu'elle n'éclatât, ou de la diriger après qu'on l'eut laissée si imprudemment éclater, il fallait faire une dissertation, il ne fallait pas annoncer une histoire. Qui pourrait déterminer d'ailleurs le moment précis où il devint impossible de réparer par une conduite sage et ferme les fautes qu'on avait commises, et de prévenir la Révolution en prenant le pas sur elle par de nécessaires réformes, ou de la diriger en lui concédant de bonne foi tout ce qu'elle réclamait légitimement? La borne que M. Droz a posée, la nuit du 4 août, est évidemment arbitraire; il le sent bien lui-même. D'autres la reculeront jusqu'au voyage de Varennes, d'autres jusqu'au 10 août, et jusqu'à cette heure suprême où les Suisses et les bataillons fidèles de la garde nationale dispersèrent encore à coups de canon une populace tremblante !

Que de ressources pendant tout son règne, et jusqu'au dernier moment presque, l'infortuné Louis XVI n'a-t-il pas eues sous la main, ressources qu'il a toutes laissées échapper par l'incertitude éternelle de son esprit! Pour prévenir la Révolution, il a eu Turgot et Malesherbes; il a eu Necker, qui, s'il n'était

pas un grand génie politique, savait du moins réparer le désordre des finances, et, pendant son premier ministère, fournit à Louis XVI les moyens de soutenir et d'achever une guerre glorieuse sans écraser le peuple. Il n'y a pas jusqu'à ce ministre léger et dissipateur, si fatal d'ailleurs à la France, le contrôleur général Calonne, que la justesse naturelle de son esprit n'ait fini par ramener aux idées de réforme dans lesquelles seules était alors le salut de la monarchie! Louis XVI avait plus qu'aucun de ses prédécesseurs peut-être le sentiment du bien dans le cœur et l'amour du peuple. Il commençait toutes les réformes par justice, et n'en achevait aucune par indolence et par abandon de lui-même; irritant la passion d'innover sans la satisfaire, faisant entrevoir le bien sans l'opérer, ne touchant d'une main débile aux abus que pour les rendre plus insupportables à la nation. Ce n'est pas comme cela que l'on prévient une révolution; c'est encore moins comme cela qu'on la dirige. Pour prévenir la Révolution, Louis XVI n'avait rien su faire de Malesherbes, de Turgot, de Necker; pour la diriger, la Providence lui offrit l'un après l'autre, et non moins inutilement, les premiers constitutionnels, hommes éclairés et purs, vrais patriotes, dévoués à la monarchie, pleins de respect pour le Roi, ne demandant que l'établissement d'une constitution pondérée et d'une liberté sage, Mounier, Malouet, Lally; après ceux-ci, Mirabeau; après Mirabeau, Barnave et les Lameth; Lafayette enfin, qui offrait au Roi un asile dans son armée, et qui eut le courage de chasser les jacobins et de fermer le lieu de leur assemblée. Les excès, en croissant, rame-

naient successivement à des vues plus sages les hommes d'élite de tous les partis, qui d'abord s'étaient réunis contre l'autorité royale. Plus on étudiera cette lamentable histoire, plus on reconnaîtra qu'il est impossible de fixer le jour où la monarchie a été perdue sans ressource, à moins qu'on ne dise qu'elle l'a été dès le jour où Louis XVI, en laissant partir Malesherbes et en renvoyant Turgot, donna la mesure de ce que serait ce règne de bonnes intentions sans suite et d'essais avortés.

Car il y a, il faut le reconnaître, une fatalité dans l'histoire, mais une fatalité morale, une fatalité qui a sa source, non dans la force et dans l'enchaînement irrésistible des événements, mais dans la dépravation ou dans la faiblesse du cœur des hommes. S'ils sont entraînés à leur perte, ils le sont par eux-mêmes. S'ils semblent frappés d'aveuglement, c'est qu'ils n'ont pas su conserver la vue de leur esprit nette et pure en se rendant maîtres de leur volonté. Qu'on eût pu prévenir ou diriger la Révolution, je n'en doute pas ; je ne crois pas à cette fatalité surhumaine, l'excuse du crime ou de l'imbécillité, qui aime mieux se laisser emporter par le torrent que de roidir les bras pour lui résister. Quand les hommes se perdent, rois ou peuples, qu'ils n'accusent qu'eux-mêmes. La fatalité, ils la font par leurs vices ou par leurs fautes. C'est la loi de leur égoïsme et de leur entêtement, non la loi de la Providence. Le châtiment qu'ils s'attirent ne tombe pas du ciel ; il vient de la terre et d'eux-mêmes. Un roi naturellement bon et juste comme Louis XVI, mais qui n'a pas le courage de supporter la peine que lui font les regards tristes de ses

courtisans quand il opère une réforme utile, est un roi qui ne saura ni prévenir ni diriger une révolution; c'est un roi perdu dès le premier instant de son règne! perdu par la mollesse de sa volonté. En ce sens, mais en ce sens seulement, on peut dire que tout a été fatal dans la Révolution ; et alors la nuit du 4 août n'est pas plus responsable de la perte de la monarchie que le jour de la prise de la Bastille, que le jour de la convocation des États-Généraux, ou le jour du renvoi de Turgot. Ce que M. Droz a voulu préciser, c'est le moment où les moyens ont manqué au Roi pour diriger la Révolution. Quant au Roi, hélas! depuis le commencement de son règne jusqu'à la fin, il a manqué aux moyens de salut que la Providence lui offrait. Aussi, le dirai-je? Il ne faut pas moins que les derniers malheurs de Louis XVI et sa sublime résignation pour qu'on l'absolve de la part qu'il a eue dans les égarements de la Révolution et dans les malheurs de la France. Né sur le trône, on ne lui ferait pas un grand crime d'avoir défendu avec énergie l'autorité que ses prédécesseurs lui avaient transmise, comme une propriété sacrée; on l'excuserait peut-être davantage s'il avait eu dans le cœur les passions, pour ainsi dire innées, d'un roi absolu. Ce qu'on pardonne à peine, même à son malheur, c'est que sans tenir au despotisme il n'ait pas eu la force d'y renoncer; c'est que, sans se faire illusion sur les abus que ses courtisans, pour la plupart, du moins, regardaient comme un droit, il les ait laissé subsister pour n'avoir pas la fatigue de les détruire. Il est impossible de ne pas reconnaître que le pre-

mier des obstacles qui ont empêché Louis XVI de prévenir ou de diriger la Révolution française, c'est lui-même !

Voilà pourquoi on ne peut, sans faire violence à l'histoire et à la suite naturelle des choses, séparer les premières années de son règne des dernières. L'horrible catastrophe du 21 janvier jette déjà comme une ombre funèbre sur le trône du jeune roi qui, tout bon et tout vertueux qu'il est, prend pour premier ministre le plus léger et le moins moral des hommes, le vieux Maurepas. Quelle association que celle de Turgot et de Malesherbes avec un courtisan égoïste et frivole, dont toute la politique consistait à amuser le roi par la finesse de ses plaisanteries et la gaieté de ses contes ! Louis XVI, pour obéir au vœu public et populariser le commencement de son règne, casse le Parlement Maupeou et rétablit les anciens magistrats sur leurs siéges. Il croit avoir tout fait pour la sécurité de son pouvoir en ordonnant au Parlement restauré d'être *plus circonspect à l'avenir*, et en ne lui restituant qu'une partie de ses attributions. Il espérait avoir un Parlement Maupeou pour la docilité, et pour la considération le vieux sénat indépendant qui avait lassé la patience de Louis XV. Dès le lendemain de son rappel, le Parlement proteste contre l'édit qui lui ôtait les armes dont il allait faire un si funeste usage ; le Roi le souffre et se félicite même d'en être quitte pour une simple protestation. Sous aucun règne le Parlement n'a plus abusé des droits qu'une longue possession lui avait acquis. On aurait dit que l'édit qui les lui ôtait les lui avait confirmés. Ne voyez-vous pas là comme l'image et le

prelude de cette fameuse séance du 23 juin 1789, dans laquelle Louis XVI crut avoir tout fini en apportant à une assemblée qui déjà se sentait maîtresse de dicter des lois et ne voulait plus en recevoir une constitution tardive et incomplète, et en ordonnant d'un ton impérieux aux trois États de délibérer séparément, ordre qui fut suivi presque immédiatement de leur réunion ? Avec Turgot et Necker, Louis XVI fait de l'économie; avec Calonne, de la dissipation et de la prodigalité; il convoque les notables pour servir d'appui à son ministère contre le Parlement, et le résultat de l'assemblée des notables, c'est la chute du ministère que le Roi leur sacrifie. Ainsi, plus tard, après chaque tentative maladroite pour arrêter la Révolution par la force, ou la détourner par la ruse, Louis XVI semblera revenir de bonne foi à l'idée d'accepter la Constitution; il souscrira à l'anéantissement de l'autorité royale; il se remettra avec magnanimité entre les mains de l'assemblée contre laquelle la veille il réunissait des troupes! La Révolution a été cruelle envers Louis XVI; mais le moyen de sauver un prince infortuné qui n'avait pas plus le courage de faire le bien que la volonté de faire le mal?

Il faut être juste envers Louis XVI; il faut l'être aussi envers la France. Si les intentions de Louis XVI étaient droites et bonnes, s'il avait pour le peuple des entrailles de père, le peuple de son côté aimait et respectait le Roi; la France, malgré des espérances tant de fois déçues ou ajournées, s'obstinait à compter sur le Roi. A la moindre parole ouverte et gracieuse de Louis XVI, la confiance

publique volait au-devant de lui. C'était moins contre le Roi que contre la cour, que la France demandait des garanties. Louis XVI ne savait pas résister au vœu public; par malheur, il ne savait pas résister davantage aux larmes de la reine. La tristesse et le visage mécontent des grands seigneurs qui l'entouraient étaient pour sa bonne et faible âme un sujet de tourment aussi vif que les plaintes et les murmures du peuple. Il aurait voulu, en diminuant les impôts, augmenter les pensions de ses courtisans. Il aurait de bon cœur réformé les abus, si cette réforme n'eût dû tomber que sur lui. Roi populaire dans les rues, il redevenait roi gentilhomme à Versailles, conspirant dans ses petits appartements contre la Constitution à laquelle il prêtait serment avec un enthousiasme de bonne foi dans la grande journée de la Fédération. Cette Constitution n'était pas bonne, je le sais bien. N'aurait-elle pas été moins mauvaise s'il n'avait pas fallu l'arracher pièce à pièce aux irrésolutions de Louis XVI, et surtout prendre des garanties contre les retours d'un prince qui changeait presque d'âme et de volonté en changeant d'air? réformateur auprès de Turgot et de Necker, honteux de ses réformes dans la société brillante et légère de Marie-Antoinette; constitutionnel par goût, roi absolu par habitude; et, s'il faut le dire, aimant mieux perdre sa couronne et mourir sur un échafaud que de prendre la peine d'avoir une volonté et de s'y tenir! Cette Constitution, qu'il apporta dans la séance du 23 juin, et qu'on reproche tant à l'Assemblée nationale de n'avoir pas acceptée, aurait-il eu au moins la force, en l'imposant au tiers état, de

l'observer lui-même, de la faire observer par les ordres privilégiés? Hélas! non. Il l'apportait de bonne foi, il l'aurait retirée de même un jour ou l'autre.

Sans doute les difficultés étaient grandes, même pour un roi qui aurait joint aux vertus douces et aux excellentes intentions de Louis XVI la fermeté qui exécute ce que la justice et la bonté ont conçu. Il faut avouer que tout le monde presque conspirait contre le bien général. Louis XVI, en abolissant les corvées, remplaçait-il cette charge, qui écrasait le pauvre peuple des campagnes par un impôt également réparti ; la noblesse criait qu'on attentait à ses priviléges et qu'on la faisait corvéable ! Turgot, par un mémorable édit, voulait-il établir la libre circulation des grains à l'intérieur et empêcher par là qu'une province ne mourût de faim, tandis que l'autre, regorgeant de subsistances, ne savait qu'en faire ; la populace attribuait à cette mesure de sagesse et de prévoyance le renchérissement du pain, pillait les boutiques des boulangers, et, selon son habitude, jetait le blé dans les rivières pour ramener l'abondance. Le Roi songeait-il, non pas à proclamer la liberté des cultes, mais à rendre aux protestants l'état civil, c'est-à-dire à les reconnaître au moins comme citoyens, comme membres de l'État; le clergé, par l'organe d'un prêtre athée, le cardinal de Brienne, apportait au pied du trône ses douleurs et les plaintes de la Religion alarmée ! On supprimait, ou on allégeait au moins les entraves que mettaient à la liberté du commerce les jurandes et les maîtrises; vite l'abus frappé venait se réfugier sous

la protection du Parlement, qui refusait d'enregistrer l'édit. Le Parlement lui-même réclamait avec emportement le maintien des lois antiques de la nation, quand la réforme menaçait d'atteindre les usages iniques et barbares de la procédure criminelle. Et tous ces abus se prêtaient main-forte! Et, dans ce temps d'agitation, la résistance au pouvoir, même quand le pouvoir avait la raison et la justice de son côté, était sûre d'être populaire! On vantait la patriotique opposition des notables aux plans du contrôleur général Calonne, sans remarquer que cette opposition avait pour prétexte la prodigalité du ministre et pour motif la colère qu'inspirait à la noblesse une très-bonne, très-juste, très-populaire idée de Calonne, celle de faire supporter aux ordres privilégiés leur part des impôts et des charges publiques. Dans l'Assemblée nationale, les constitutionnels, les réformateurs prudents et mesurés, ceux qui voulaient, en rendant à la nation ses droits, conserver au Roi les siens, perdaient dès les premiers jours leur popularité, détestés par les uns comme les ennemis de la cour et du Roi, par les autres comme des traîtres qui abandonnaient la cause du peuple.

Certes, dans ces grandes catastrophes où tant de passions jouent leur rôle, il y a une loi de justice qu'il faut être bien aveugle pour ne pas voir, loi qui ne souffre pas qu'un crime ou une faute demeure impuni! Le Parlement, ingrat envers Louis XVI, égoïste et tracassier dans son opposition, vaniteux dans sa popularité, cherchant moins à défendre les vrais intérêts du peuple qu'à agrandir sa propre

autorité, repoussant les réformes les plus justes avec la même obstination que les plans de finances les plus ruineux, le Parlement qui, par haine pour la cour et non par patriotisme, avait le premier demandé la convocation des États-Généraux, fut aussi le premier frappé par eux. Toute sa popularité, toute son autorité s'affaissa et disparut en une minute. Il n'y a pas de suppression qui ait passé plus aisément que la sienne. Le clergé, la noblesse, la cour, avaient mieux aimé risquer la monarchie que de céder de bonne grâce un seul de leurs priviléges; ils perdirent tout, honneurs, titres, fortune! Furieux contre la Révolution, ils appelèrent l'abîme; l'abîme les engloutit! On sait comment les hommes de la Terreur servirent d'instrument à la justice du ciel et de la terre contre eux-mêmes, Robespierre frappant Danton, Tallien et Collot d'Herbois frappant Robespierre. Les fautes mêmes des honnêtes gens n'échappèrent pas à la punition. L'échafaud de Louis XVI vit monter sur ses planches sanglantes les Girondins, coupables au moins d'imprudence et d'orgueil. La France, avant de revenir à la liberté, dut passer par la tyrannie des démagogues et par la sévère discipline du despotisme militaire! Et pourtant, au milieu de tant de cruelles vicissitudes, de ces renversements de trône et de constitutions, de ce sang versé sur les échafauds et sur les champs de bataille, la cause bonne et juste a triomphé, celle de l'égalité, de la liberté, du droit commun! Les crimes des individus ont été punis; le peuple a été châtié; justice a été faite à tous; le principe de la Révolution, qui était pur, n'a pas

péri ! Il n'a été étouffé ni par les complots de la noblesse, ni par le soulèvement et la conjuration des rois, ni par les excès de ceux mêmes qui prétendaient le défendre !

Mais quoi ! ce sang et ces larmes étaient-ils comptés d'avance? Était-ce le prix auquel, par une loi immuable, nous devions acheter nos libertés ? Avec plus d'empire sur sa propre volonté, plus de suite dans ses plans de réforme, Louis XVI n'aurait-il pas réussi à mettre la nation de son côté et à vaincre la résistance séditieuse des ordres privilégiés? Le Parlement, qui n'était fort contre la cour que de la popularité que les fautes de la cour lui donnaient, aurait-il bravé longtemps l'autorité du Roi, si au lieu de trouver à la sortie de la grand'chambre une multitude pour le féliciter et l'applaudir, il eût vu le peuple venir s'asseoir sur le lit de justice à côté du monarque, et réclamer ses droits? Était-ce un rêveur de chimères que Turgot quand il méditait l'affranchissement graduel de la nation ? Ou bien Mounier, Lally, Malouet, avaient-ils tort de poser, dès 1789, les principes de la monarchie constitutionnelle qu'après quarante ans d'expériences et de révolutions nous avons adoptés comme les seules bases solides de l'ordre et de la liberté? Il y a des théoriciens, je le sais, qui méprisent beaucoup les esprits modérés en révolution. La timidité des honnêtes gens les fait sourire de pitié. Ils leur conseillent de se retirer chez eux et de céder la place à de moins scrupuleux. Avec Turgot, avec Mounier et Lally, la France aurait-elle été nivelée comme elle l'a été par la Convention ? Toutes les vieilles institutions se seraient-

elles écroulées à la fois? Tous les abus auraient-ils été coupés par la racine? Non. La Révolution, il est vrai, se serait opérée plus lentement; mais elle n'aurait pas été souillée par une suite effroyable de crimes, et je ne connais pas de plus grand malheur que de déshonorer une cause juste par l'emploi infâme des plus détestables moyens! Je crois que c'est toujours rendre un immense service à un peuple que d'épargner à sa moralité les excès d'une révolution violente. Moins de libertés acquises à la fois, mais pas de tribunal révolutionnaire, pas de Terreur : la France eût gagné à ce marché-là; pour mon compte, encore une fois, je suis convaincu qu'avec plus de sagesse et de fermeté, Louis XVI eût vraiment mérité le titre de restaurateur de la liberté française !

Ce sont ces hommes modérés, ces réformateurs prudents qui ont toutes les sympathies de M. Droz. C'est à eux et à leur mémoire que l'historien a consacré, en quelque sorte, son livre. La plupart d'entre eux sont morts emportant dans le tombeau d'amères douleurs et des remords peut-être, désespérant de la liberté et de la France! Leurs idées ont triomphé à la fin; cependant ils ont pu croire qu'ils s'étaient trompés, et qu'en voulant donner la liberté à leur pays, ils n'avaient fait que le plonger dans une anarchie dont le despotisme serait seul le remède! Tout ce qu'ils avaient rêvé dans leur passion du bien public, nous l'avons; l'égalité civile, la liberté politique, le pouvoir législatif partagé entre un roi et deux Chambres, un code de lois uniforme, une administration surveillée par des conseils élec-

tifs, l'impôt également réparti, le jury, la liberté des cultes et celle de la presse, la monarchie constitutionnelle en un mot! La révolution est revenue à son point de départ. Eux, seulement, ils ne sont plus; il ne leur a pas été donné de voir la France libre et pacifiée. Les uns ont fini leur vie dans les prisons, sur les échafauds; les autres, dans l'exil. Ils ont vu la foule ingrate applaudir à leur supplice ou flétrir leur nom comme un nom de traître et d'apostat. Que l'histoire au moins console leur mémoire! C'est la noble tâche que M. Droz s'est imposée et qu'il a remplie avec talent. Son livre n'a d'éloges que pour la vertu, pour la modération, pour le patriotisme pur et vrai; c'est avec une tristesse noble et touchante qu'il peint les efforts de tant d'hommes habiles et vertueux pour régénérer la France sans perdre la monarchie. Nous n'avons pas une meilleure histoire des quinze premières années du règne de Louis XVI. M. Droz a été consciencieux dans ses recherches comme il l'est dans ses jugements. Ses vues politiques sont celles d'un philosophe qui compatit aux fautes des hommes, d'un ami des lois, de la liberté et de la monarchie. Comme écrivain, M. Droz a plus d'élégance et de clarté que d'énergie. Il raconte simplement, mais il intéresse et il émeut. Ces années si agitées qui précédèrent la convocation des États-Généraux, les querelles du Parlement avec le Roi et ses ministres, les émeutes qui préludaient aux révoltes, forment un tableau plein de mouvement. C'est là qu'il faut voir par quels symptômes s'annonce une révolution et comment tout le monde y concourt, même ceux qui, dès

qu'elle éclatera, maudiront et détesteront leur ouvrage!

Plus j'estime l'ouvrage de M. Droz, plus je regrette qu'il l'ait laissé incomplet. J'espère qu'il l'achèvera. Le règne de Louis XVI est un drame qui ne finit que sur l'échafaud du 21 janvier. Que M. Droz nous donne donc une histoire entière du règne et de la vie de Louis XVI; il aura rendu un vrai service aux lettres et à la politique[1].

4 septembre 1839.

[1] M. Droz a publié en 1842 un troisième volume qui conduit l'histoire de Louis XVI jusques à la clôture de l'Assemblée constituante. Je persiste à regretter qu'il ne l'ait pas menée jusqu'au 21 janvier, le jour le plus glorieux, selon moi, de la vie de ce prince.

XVII

MÉMOIRES ET CORRESPONDANCE DE MALLET DU PAN,

RECUEILLIS ET MIS EN ORDRE

PAR M. SAYOUS.

Trois publications d'une grande importance pour l'histoire de la révolution ont eu lieu dans le courant de l'année qui vient de finir ; je veux parler de la *Correspondance de Mirabeau avec le comte de La Marck*, des *Lettres inédites du comte de Maistre*, et enfin des *Mémoires de Mallet Du Pan*, rédigés en partie avec ses articles de journaux et ses brochures politiques, en partie avec sa correspondance. Cette correspondance se divise elle-même en deux catégories, l'une comprenant les *Mémoires* de Mallet Du Pan aux cours et aux ministres étrangers sur le plan à suivrepour comprimer la révolution et pour rétablir en France la monarchie, et l'autre les lettres écrites à des amis avec l'abandon de l'intimité. Du reste, ces amis de Mallet étaient eux-mêmes, pour la plupart, des personnages politiques dont les noms sont restés

célèbres. Il suffit de citer Mounier, Malouet, Portalis, Lally-Tolendal, Montlosier, le comte de Sainte-Aldegonde, etc. Le texte qui lie entre eux ces fragments de lettres et d'articles, et qui en compose une sorte d'histoire de la vie et des opinions de Mallet Du Pan, est l'ouvrage d'un ami de la famille, de M. Sayous. Le livre, ainsi disposé, forme de véritables Mémoires dont la partie essentielle revient sans doute à Mallet Du Pan. De justes éloges sont cependant dus à M. Sayous, il me permettra bien de le dire malgré sa modestie, pour le bon arrangement des matériaux qu'il a eus entre les mains et pour son texte toujours clair, simple et intéressant.

En somme, Mémoires ou Recueil de documents, cet ouvrage est incontestablement un des plus dignes d'être lus qui aient été publiés depuis longtemps sur la Révolution française. Je ne sais pas même si des trois que je viens de nommer ce n'est pas celui qui mérite la première place. Mallet Du Pan n'a certainement ni la plume vive et légère, ni l'imagination brillante du comte de Maistre ; son nom ne peut pas lutter contre le nom de Mirabeau et balancer l'intérêt qui s'attache au souvenir du grand tribun de 1789; aussi a-t-on moins parlé de ses Mémoires. C'est à la réflexion qu'ils reprennent l'avantage. Peu de livres, à mon avis, offrent une aussi grande abondance de vues justes et profondes.

Qu'était-ce donc que Mallet Du Pan ? Quand on ne le saurait pas, on pourrait presque le deviner à l'obscurité qui couvre aujourd'hui son nom, à l'oubli où sont tombées ses œuvres, malgré tant d'esprit, de sagacité et de courage jetés au vent. Mallet Du

Pan était un journaliste, et rien de plus. Genevois de naissance, et s'étant formé à la lutte des partis dans les dissensions qui déchirèrent si souvent la petite république de Genève vers la fin du XVIIIe siècle, il avait déjà pris part à la rédaction de plusieurs journaux lorsqu'il vint à Paris en 1783, et qu'il y fut chargé de la partie politique du *Mercure de France.* De 1783 à 1789, il n'eut guère à se plaindre que des tracasseries d'une censure assez inintelligente, et qu'à dévorer, sans trop les laisser voir, les tristes pressentiments que lui inspiraient la politique décousue du gouvernement, la turbulence imprévoyante de tous les ordres de l'État, et tant de légèreté au milieu des symptômes d'une révolution prochaine. Tout alors était illusion et enthousiasme. Lui seul, se donnant la peine d'étudier le caractère moral de la nation, craignait qu'elle ne fût pas mûre pour la liberté.

Dès 1788, à l'occasion des troubles qu'excitaient les luttes du Parlement et de la cour, il consignait dans ses notes particulières une observation profonde, bien faite, hélas! pour justifier ses appréhensions. « Les sottises populaires continuent, écrivait-il. Le « jour de sa rentrée, le Parlement a rendu arrêt « contre les attroupements, les pétards, les fu« sées, etc. On s'est moqué de son arrêt comme des « défenses du roi; car *il faut toujours observer* « *qu'en France ni la loi ni le pouvoir qui en émane* « *ne sont respectés qu'autant qu'ils se font respec*« *ter par la crainte. Personne n'obéit quand il sent* « *qu'il peut désobéir impunément.* »

Déjà tout ce qui sortait de la plume de Mallet Du

Pan portait ce caractère de tristesse et de défiance. Son âme souffrait. Il augurait mal de l'avenir. Mais ce n'était rien encore. De 1789 à 1792 de bien autres épreuves assaillirent le journaliste honnête homme. Républicain par sa naissance, et l'on peut dire même par son humeur, Mallet Du Pan comprit cependant tout de suite quels maux entraînerait en France la chute violente de la monarchie. Protestant sincère, son âme généreuse s'indignait des persécutions et des outrages dont le clergé catholique était l'objet. Ami de la liberté, les excès et les crimes qui en déshonoraient tous les jours la cause le rejetaient vers le parti de la réaction. Mallet Du Pan assistait aux séances de l'Assemblée Constituante, et l'on voyait souvent, chose étrange, la religion catholique et la monarchie mieux défendues dans le *Mercure* par l'écrivain calviniste et genevois, qu'elles ne l'étaient à la tribune par les orateurs de la cour et du clergé. Ces années furent pour Mallet des années de luttes sans espoir et de dangers perpétuels. Il y acquit l'estime de Louis XVI, la confiance de cet infortuné prince, un nom en Europe, et d'ailleurs la haine de tous les partis à peu près. Pendant que des députations populaires envahissaient son domicile et lui intimaient l'ordre de cesser ses attaques contre la révolution, à Coblentz on parlait de le pendre dès que la contre-révolution serait faite. En sa qualité de journaliste, Mallet avait l'habitude de dire trop librement sa pensée, soit qu'il écrivît des articles pour le public, soit qu'il adressât des mémoires confidentiels aux princes. Il était d'ailleurs trop éclairé, toujours peut-être en sa qualité de jour-

naliste, pour ne pas voir les sottises et les fautes de tous les partis, même de celui qu'il croyait le meilleur ou le moins mauvais. Sa sagacité faisait à la fois son mérite et son tourment.

Et pourtant, parmi ses lecteurs même et ses amis, certaines gens ne le trouvaient pas encore assez dévoué et assez courageux ! On aurait voulu qu'il fût toujours sur la brèche, que sa main ne quittât pas la plume une minute, que son âme ne ressentît ni lassitude ni découragement. Mallet s'indignait avec raison contre ces donneurs de conseil qui, du fond de leur cabinet, venaient lui prêcher l'héroïsme. « Ces gens, disait-il en leur répondant dans le *Mer-* « *cure*, semblent considérer un auteur, dans les « circonstances où nous sommes, comme un ser- « viteur qu'ils ont chargé de défendre leurs opi- « nions, et qui doit monter à la tranchée pendant « qu'ils dorment ou se divertissent. Ils trouvent « commode qu'un homme s'occupe tous les jours, « au risque de sa vie, de sa liberté, de ses proprié- « tés, de leur faire lire quelques pages qui amusent « leurs passions durant l'heure du chocolat (du dé- « jeuner), et ils regardent comme un devoir, comme « une dette qu'on s'immole à leur incurie et à leurs « ridicules illusions. Ces messieurs ont cherché à me « prouver, avec humeur, que je ne pouvais me per- « mettre aucune relâche, que mon intrépidité devait « suppléer à la leur, et qu'il m'était facile de me « dévouer au salut public. »

Le portrait est excellent; il trouvera toujours à qui ressembler. Un trait y manque néanmoins. Il faut ajouter que ces gens, qui demandent aux écri-

vains tant de dévouement et de courage comme une chose toute simple et qui fait partie de leur profession, sont les premiers, dès que la chance tourne, à afficher pour eux un profond mépris, et à trouver très-bon qu'on fasse taire ces drôles-là !

Cependant la catastrophe approchait. Au mois d'avril 1792, lorsque évidemment la partie n'était plus tenable, Mallet Du Pan renonça au *Mercure* et quitta la France, chargé par Louis XVI d'une mission de confiance auprès des cours étrangères, mission qu'il remplit aussi fidèlement qu'inutilement. C'est à compter de cette époque que la vie de Mallet présente le plus singulier spectacle. On le voit, pauvre et ruiné, traîner après lui sa famille et sa misère, reculer de ville en ville devant la révolution française qui le traque et le poursuit de ses armes victorieuses, et n'ayant, on peut le dire, ni feu ni lieu, correspondre néanmoins avec toutes les cours de l'Europe, avec des généraux, des ministres, et avec les princes français eux-mêmes. On le consultait de toutes parts, à la condition, il est vrai, de faire sur chaque chose précisément le contraire de ce qu'il conseillait. En général, Mallet Du Pan voyait juste. Simple journaliste, aucun intérêt d'ambition, aucun préjugé de caste n'égarait son jugement. Dans les affaires il ne considérait que les affaires elles-mêmes et le but à atteindre. Une seule passion l'animait, sa haine contre la Révolution française, qu'il confondait trop, je crois, avec le jacobinisme. Mais nous en parlons bien à notre aise. Mallet avait vu la Révolution marcher à grands pas vers la Terreur; il avait vu l'anarchie se développer et s'en

prendre à tous les principes de la civilisation, à tous les droits de l'humanité ; la Révolution n'était plus à ses yeux que l'ennemie générale de l'ordre européen et de tous les gouvernements existants, que ces gouvernements fussent des monarchies absolues comme l'Autriche et la Prusse, des monarchies constitutionnelles comme l'Angleterre, ou des républiques comme Genève et les petits États de la Suisse. En un mot, Mallet poursuivait dans la révolution française ce que nous appellerions aujourd'hui le socialisme. Car, d'ailleurs, l'ancien régime ne lui inspirait pas le moindre regret; il en avait trop bien apprécié les abus et l'incurable faiblesse ; et tout en ameutant les peuples et les rois contre la Révolution, il ne cessait de répéter que la première chose à faire, si l'on ne voulait pas éterniser le règne du jacobinisme en France, était de renoncer sans retour à la folle pensée de rétablir le régime détruit.

On ne s'étonnera pas qu'avec des idées pareilles Mallet déplût à beaucoup de gens, pour ne pas dire à tout le monde. Il blessait trop de passions, il renversait trop de chimères. Rarement d'ailleurs, il faut le reconnaître, l'aménité des formes adoucissait sous sa plume la rudesse des choses. Mais aussi quelle vie que la sienne ! que d'anxiétés, que de douleurs à dévorer ! En France du moins, tant qu'il y était resté, l'ardeur même de la lutte, de cette lutte journalière et publique contre les révolutionnaires, ses ennemis naturels, avait soutenu son courage. Il les combattait et il en était attaqué au grand soleil. Il lui importait fort peu, sans doute, d'être traité de scélérat par Brissot. Plus d'une fois sa vie avait été

menacée, son domicile violé : son âme n'en avait pas été émue. Ces grandes épreuves n'abattent pas un homme de cœur; elles le surexcitent, au contraire, et lui font trouver en lui-même plus de force qu'il n'aurait cru en avoir. La lutte qui use et qui détruit, c'est celle qu'il faut soutenir contre ses amis, quand on voit leurs fautes et qu'on n'a que des choses amères à leur dire. Mallet, j'en suis sûr, souffrit bien plus en Suisse et en Angleterre qu'il n'avait souffert en France ; il dormait mieux à Paris, avec la guillotine des jacobins en perspective, qu'à Berne en pleine émigration, ayant sous les yeux le spectacle continuel des intrigues et des fautes qui compromettaient la cause qu'il aimait, celle de la royauté. Au fond, ses conseils pesaient : l'intégrité même de son caractère gênait en forçant au respect. Il avait l'estime. Les intrigants de toute espèce avaient la confiance, par la raison toute simple qu'on fait des intrigants tout ce que l'on veut et qu'ils ne disent jamais que ce qui peut plaire. Comment aurait-on écouté avec plaisir un homme qui osait ne pas croire que la France tout entière soupirât après le rétablissement pur et simple de l'ancien régime? Dans les salons bien pensants de l'émigration, Mallet passait pour un révolutionnaire mitigé, et, partant, de l'espèce la plus dangereuse. On s'imaginait lui faire grâce en ne le confondant pas tout à fait avec les jacobins qu'il avait tant combattus. Il est vrai que, par une riposte énergique, Mallet renvoyait à ces royalistes si délicats et si exclusifs le titre de *jacobins d'aristocratie!* Autre grief : Mallet était philosophe. La haine qu'il ressentait pour la révolution ne l'avait

pourtant pas rendu l'ennemi de tout progrès et de toute lumière. Son bon sens se révoltait contre les sottises qu'il était de mode et de bon goût de débiter sur ce sujet dans le monde contre-révolutionnaire.

« Il s'est formé en Europe, écrit-il quelque part, « une ligue de sots et de fanatiques, qui, s'ils le « pouvaient, interdiraient à l'homme la faculté de « voir et de penser; l'image d'un livre leur donne « le frisson; parce qu'on a abusé des lumières, ils « extermineraient tous ceux qu'ils supposent éclai- « rés; parce que des scélérats et des aveugles ont « rendu la liberté horrible, ils voudraient qu'on « gouvernât le monde à coups de sabre et de bâton. « Persuadés que sans les gens d'esprit on n'eût ja- « mais vu de révolution, ils espèrent la renverser « avec des imbéciles. Pauvres gens, qui n'aperçoi- « vent pas que ce sont les passions beaucoup plus « que les connaissances qui bouleversent l'univers, « et que si l'esprit a été nuisible, il faut encore plus « d'esprit que n'en ont les méchants pour les con- « tenir et pour les vaincre. »

Mallet avait raison. On abuse de tout, même de l'esprit et des lumières. On a bien abusé de l'Évangile! Mais y avait-il moins de révolutions en ce monde, moins de calamités publiques et particulières quand on ne savait pas lire? Ne connaît-on les renversements de trône et d'empire et les guerres sociales que depuis l'invention de l'imprimerie et des journaux? Où les *Jacques* du XIVe siècle avaient-ils appris à brûler les châteaux et à égorger les nobles?

On voit par ces citations quel était l'esprit de Mallet Du Pan et la nuance de ses opinions. Lui aussi il

poursuivait un idéal, faut-il dire, hélas! une chimère? l'alliance du pouvoir royal et de la liberté. Républicain à Genève, il n'admettait pour les grands États comme la France que les formes plus tempérées de la monarchie constitutionnelle. Quinze ans plus tard, il aurait été ce que nous appelions un doctrinaire. Je ne lui en fais pas un reproche, à Dieu ne plaise! En supposant que ce fût là encore une utopie, on conviendra du moins que pendant trente ans cette utopie réalisée a fait luire d'assez beaux jours sur la France et sur l'Europe. Mallet Du Pan n'était pas destiné à voir le triomphe de ses idées. Chassé du continent par le progrès des armes françaises, et n'ayant plus d'asile sûr qu'en Angleterre, il s'y réfugia vers la fin de 1798. Toutes ses espérances avaient péri l'une après l'autre. Depuis longtemps il ne comptait plus sur l'intervention armée de l'Europe pour vaincre la révolution. Désabusé de ce côté, son espoir s'était reporté vers la France elle-même. Il avait cru que la contre-révolution pourrait se faire par les mêmes mains qui avaient fait la révolution, et par la coalition de tous les honnêtes gens contre le règne du désordre et de l'immoralité. Deux fois, en effet, vers la fin de la Convention et vers le milieu de la période dégradante du Directoire, la réaction sembla bien près de l'emporter à l'intérieur. Deux fois, au 13 vendémiaire et au 18 fructidor, une victoire imprévue raffermit la république ébranlée. Et cependant, au 18 fructidor surtout, bien peu s'en était fallu que le Directoire ne succombât. Ce qui le sauva, c'est qu'il eut affaire à des conseils qui délibéraient quand il

aurait fallu agir, et qui cherchaient encore le moyen de frapper légalement un coup d'État et de sortir constitutionnellement de la Constitution, au moment où le Directoire, plus décidé, mettait en mouvement ses soldats. Les journées des dupes sont assez communes dans notre histoire. Le 18 fructidor en est une. Mallet Du Pan, avec sa merveilleuse sagacité, avait prévu la tournure que prendraient les choses. La veille même du 18 fructidor, éloigné du théâtre des événements, et ne sachant assurément rien de ce qui se passait à Paris, il écrivait à un de ses amis : « La querelle entre les conseils et le Directoire ne peut se vider que par la culbute de l'une « ou de l'autre de ces deux puissances. N'ajoutez « aucune fois aux bruits de conciliation ; ceci est un « combat à mort, mais dont le terme peut se prolonger, car faute de moyens suffisants de part et « d'autre, la ruse et les piéges jouent ici un grand « rôle. Chacune en attaquant veut avoir l'air de se « défendre par la Constitution... Le gouvernement « n'a d'appui essentiel que dans les troupes du dehors. Ne doutez pas que s'il n'eût senti son infériorité à Paris, il n'eût renversé les Cinq-Cents depuis deux mois. Pichegru est pour lui le plus « formidable ennemi ; lui seul en France a de la considération, un crédit personnel et la confiance publique. Un décret et Pichegru entraîneront nécessairement la masse et décideront l'engagement, s'il « a lieu ; mais le Directoire met sa force dans les dissentiments des conseils, etc. » Voilà ce qui s'appelle prédire, et l'on trouve souvent des marques de ce génie divinatoire dans la correspondance de Mallet

Du Pan. Il est vrai qu'il prophétisait plutôt le mal que le bien, moyen sûr de ne guère se tromper.

Mallet vécut encore assez pour porter un jugement sur le 18 brumaire ; c'est le dernier événement qu'il ait apprécié dans un journal. Ses forces s'épuisaient : à peine âgé de cinquante ans, il était vieux. Dix ans de cette vie dévorante du journaliste, et dans quel temps ! dans quelles circonstances ! avaient ruiné sa santé. Il aurait eu besoin de repos ; ce repos lui était refusé : il n'avait pas de fortune. En Angleterre, la nécessité l'obligea de reprendre d'une main déjà presque glacée par la mort sa plume de journaliste et de faire paraître, sous le titre de *Mercure britannique*, un recueil qui rappelait celui qu'il avait publié en France. C'est dans ce journal qu'à la nouvelle du 18 brumaire il publia sur cet événement un article, le dernier et le plus remarquable peut-être qui soit sorti de sa plume. Bien peu de mois après, le 10 mai 1800, Mallet n'existait plus. A sa mort pourtant, l'intérêt public se réveilla vivement en sa faveur. Une souscription ouverte au profit de sa famille, selon l'usage anglais, fut bientôt remplie. Le gouvernement britannique plaça son fils et accorda une pension à sa veuve, grâce à l'intervention d'amis puissants. Pauvre Mallet ! et lui aussi on l'avait accusé d'être vendu à la cour pendant qu'il défendait la cause perdue de Louis XVI avec tant de courage et de désintéressement ! Notez qu'il se trouva un pamphlétaire pour insulter sa mémoire au moment même où il venait d'expirer, et ce pamphlétaire était un écrivain royaliste ! L'histoire de Mallet du Pan n'aurait pas été complète sans cela.

On a bien fait de publier ces Mémoires et d'arracher à l'oubli le nom d'un homme de talent et de cœur. Personne n'aurait été chercher dans les recueils où ils étaient enfouis ces morceaux où brille un esprit si pénétrant, un talent d'observation si fin. La correspondance de Mallet du Pan n'était connue que de sa famille et de quelques amis, dont bien peu survivent encore. La mémoire de Mallet aurait achevé de s'éteindre aveo les derniers d'entre eux. Ces fragments la conserveront et ne la laisseront pas périr. Mallet reprendra la place qui lui appartient dans l'histoire de la grande révolution, une place bien modeste, sans doute, quant à l'importance officielle. A cet égard, Mallet peut céder le pas à tout le monde. Je ne sais à qui il le céderait pour la noblesse des sentiments, le courage, le dévouement à ses opinions. En vrai journaliste, Mallet Du Pan ne cherchait pas plus la réputation que la richesse ; il semait partout son esprit et son talent, ne songeant qu'à sa cause et à l'effet qu'il voulait produire immédiatement. Je ne veux pas dire qu'il ait été au-dessus des passions de son temps, et que ses jugements aient tous été dictés par une exacte impartialité. Non : sous ce rapport aussi, Mallet était un vrai journaliste. Il écrivait trop vite et sous l'impression trop fraîche des événements pour garder toujours la mesure envers les choses et envers les hommes. Vivant dans un temps de partis, il a été un homme de parti. L'âpreté de son style trahit trop souvent les colères de son âme. Mais ce qui m'étonne encore, c'est que dans une pareille lutte, dans ces batailles de géants, il ait pu conserver un si grand fonds de justice et de raison. Souvent le

journaliste, c'est-à-dire l'homme du moment, écrit en historien pour l'avenir, et le combattant redevient un observateur calme et profond. Mallet a pu se tromper, jamais il n'a voulu tromper le public. La passion a pu l'égarer quelquefois, toujours il a eu dans le cœur le goût et l'amour du bien. La cause qu'il défendait, et pour laquelle il est mort, il la croyait la meilleure. Il a cherché le succès pour ses idées, il ne l'a pas cherché pour lui-même ; et quand tant d'autres, après avoir été des jacobins frénétiques, s'apprêtaient à devenir des grands seigneurs, lui il est resté jusqu'à la fin ce qu'il avait été au commencement, un royaliste modéré, un libéral détestant l'anarchie, un philosophe chrétien, et, pour tout dire, un journaliste sans fortune.

Il me semble que cette vie et cette mort en valent bien d'autres !

27 mars 1852.

XVIII

HISTOIRE DE LA CONVENTION NATIONALE,

PAR M. DE BARANTE.

I

M. de Barante a entrepris l'histoire de la Convention nationale. Il en paraît deux volumes qui embrassent déjà les phases les plus importantes de cette histoire, car on ne peut pas séparer de l'histoire de la Convention les temps qui en furent comme le préambule sinistre, la Législative et ses débats si humiliants pour la royauté, l'insurrection du 21 juin, celle du 10 août, et le 2 septembre. Ces préliminaires remplissent le premier des deux volumes de M. de Barante. Le procès et la mort de Louis XVI, précédés et accompagnés de tant de débats intérieurs dans la Convention, occupent le second. Le tour des Girondins approche, et déjà Dumouriez, après de vaines tentatives pour tourner son armée contre la révolution, n'échappe à l'échafaud qu'en cherchant un asile dans l'armée autrichienne. Là s'arrête M. de Barante.

Ces deux volumes font désirer vivement ceux qui doivent suivre.

Il était temps que l'histoire de la Convention cessât d'être une apologie du crime, apologie tantôt directe, exprimée en théories formelles, et tantôt résultant pour l'imagination du lecteur de l'espèce de grandeur jetée sur le mal et sur le méchant; apologie détestable sous les deux formes, bien plus dangereuse sous la seconde. Non que j'ignore la puissance des théories les plus absurdes. Nous sommes payés pour ne la pas méconnaître, cette puissance funeste! Mais les théories n'entraînent que le petit nombre des esprits à la fois faux et vigoureux; les tableaux séduisent la multitude des esprits faibles. Oui, le crime, même sous la repoussante figure d'un Danton ou d'un Robespierre, quand la plume perfide de l'historien le revêt d'une sorte d'idéal poétique, au lieu de révolter l'imagination, la subjugue. Danton, ce grossier Danton, devient l'Achille de la révolution; Robespierre en est presque le Socrate. Il n'y a pas jusqu'à Marat qui ne se transforme en une sorte d'insensé sublime. Oh! combien l'histoire manque à sa mission, lorsqu'au lieu de servir d'organe aux lois éternelles de la morale et aux arrêts de la conscience universelle, elle va chercher le crime, dans la boue et dans le sang, pour le réhabiliter, lorsqu'elle se fait la servante des factions, lorsqu'elle obscurcit à dessein la lumière du vrai et du juste, et qu'elle fausse impudemment l'opinion qu'elle devrait redresser! Qui peut dire tout le mal qu'ont produit ces fantastiques récits, et pour quelle part ils sont dans les calamités de notre triste temps! Heureuses

les générations qui nous suivront, si elles apprennent l'histoire de la révolution à de plus sages écoles ! Grâces soient rendues à M. de Barante d'avoir consacré sa plume et son talent à venger la morale dans une histoire enfin véridique de cette époque que nos pères ne croyaient pas recommander, sans doute, à l'admiration et à l'imitation de leurs descendants, en l'appelant la Terreur !

J'ai vu le temps où le jugement était unanime sur les crimes de la Révolution. Nous, qui avions échappé par notre âge au spectacle et aux souffrances de ces jours de sang, nous en pensions ce qu'en pensaient nos pères : nous avions recueilli leur impression toute vive. Alors un souvenir plein d'effroi régnait encore partout, chez le pauvre comme chez le riche, dans la loge du portier comme dans le salon. Nos oreilles n'étaient frappées que d'anecdotes sinistres. Chaque famille avait un deuil à pleurer, un souvenir funèbre à consigner dans ses archives. On pâlissait encore en prononçant le nom de Robespierre. L'horreur et le dégoût semblaient attachés aux syllabes mêmes du nom de Marat. On nous faisait lire comme un prodigieux monument de dérision, sur les rares murs où elle subsistait encore, la fameuse inscription : *Liberté, égalité, fraternité, ou la mort !* Aussi, sous la Restauration, lorsque le libéralisme releva son drapeau, notre enthousiasme n'alla-t-il pas d'abord jusqu'à confondre les principes de 89 avec ceux de 93, les proscripteurs et les bourreaux avec les fondateurs de la liberté. Bien loin de là, nous ne songions qu'à séparer les deux causes. Nous nous indignions quand des voix prudentes nous disaient :

Prenez garde ! vous commencez par la liberté, la pente est glissante, vous finirez par l'anarchie. On va de Lafayette à Vergniaud, et de Vergniaud à Robespierre !

Hélas ! nous nous croyions sûrs d'échapper à l'écueil où s'étaient brisés nos pères. Nous pensions que les temps de vertige étaient passés sans retour ; illusion trop naturelle ! D'autres plus expérimentés que nous s'y trompaient bien. La monarchie constitutionnelle semblait avoir fermé l'ère des tempêtes. Des théories savantes nous développaient le secret de l'histoire, et l'avenir se déroulait majestueusement sous nos yeux avec le passé. La vieille monarchie avait dû crouler, nous disait-on, dans son inévitable lutte avec les idées nouvelles. La Révolution, jetée hors de ses voies naturelles et légitimes par la guerre extérieure et intérieure, était tombée aux mains des méchants. Souillée d'excès et de crimes, il avait fallu pour sa peine qu'elle subît la phase du despotisme militaire, et que l'épée d'un dictateur la ramenât à l'ordre et à l'obéissance. Ce despotisme avait fait son temps ; il s'était affaissé à son tour sous sa propre exagération. Enfin la Révolution victorieuse, mais fatiguée, rentrait dans son lit, et désormais elle allait trouver dans la monarchie constitutionnelle son développement pacifique et son frein. Ainsi la Révolution d'Angleterre, après avoir eu sa république et son Cromwell, était revenue à l'antique royauté tempérée par la liberté, et notre Révolution de 1830 ne semblait qu'un rapport de plus avec un pays dont la grandeur et la prospérité datent de 1688.

Un seul jour, un jour à jamais déplorable, a dissipé

tous ces rêves et brisé la chaîne de ces analogies trompeuses : l'Angleterre n'a pas eu de 24 février. Mais ce jour, qui a eu bien des causes, n'en a pas eu peut-être de plus active et de plus puissante que l'envie de jouer à la Révolution, et de représenter dans des scènes réelles ce que l'on avait appris à admirer dans de mensongères histoires. Une génération fascinée a voulu avoir aussi ses grands jours révolutionnaires. Les imaginations perverties se faisaient d'avance un plaisir d'assister ou de prendre part à quelques-uns de ces drames néfastes qu'on leur avait peints sous des traits grandioses. On se proposait des rôles dans cette comédie jouée aux dépens d'un grand peuple, l'un celui de Danton, l'autre celui de Robespierre. Rappelez-vous la fête des bœufs aux cornes dorées et l'ordre intimé aux membres de l'Assemblée de 1848 de prendre pour costume le gilet conventionnel. Je ne veux pas être injuste. Je sais que l'imitation s'est arrêtée au ridicule et n'a pas été jusqu'à l'horrible. Je n'ai pas oublié que pendant qu'on prenait le gilet à la Robespierre, on abolissait, sous l'influence d'une voix éloquente, l'échafaud de 1793. Le sang ne devait couler que dans les terribles journées de juin, et ces journées la révolution de 1848 ne les a pas empruntées à nos révolutions antérieures ; elles étaient sans exemple : Dieu veuille qu'elles restent à jamais uniques ! Toujours est-il que nous avons eu de notre première révolution tout ce que nos mœurs nous permettaient d'en avoir : les clubs et leurs tribunes effrénées, les processions dans la rue, les émeutes journalières, un débordement inouï d'idées fausses, de théories absurdes et

de phrases déclamatoires, des tentatives de la rue pour opprimer les assemblées légales; nous avons côtoyé, pour ainsi dire, tous les abîmes, et c'est par un miracle de bonheur que nous n'y sommes pas tombés. Où en sommes-nous maintenant? Que nous réserve l'avenir? Verrons-nous d'autres comédies? Ah! qu'ils se félicitent, s'ils l'osent, ceux dont le funeste talent a réveillé l'esprit et les goûts révolutionnaires dans un pays qui n'avait besoin que d'apprendre à être libre!

Au surplus, la Révolution de Février aura eu du moins ce bon résultat, je l'espère, d'ouvrir les yeux à tout le monde sur ces fausses histoires de nos malheurs et de nos crimes, et je ne pense pas qu'aujourd'hui une apologie de la Convention fût destinée à un grand succès auprès du lecteur tant soit peu éclairé. Il y aurait plutôt à craindre que l'histoire, par une réaction bien naturelle, ne se laissât entraîner vers l'exagération opposée, et qu'elle ne confondît dans une même condamnation la simple faiblesse avec le crime, l'erreur avec la perversité volontaire, le bien même avec le mal. J'étais sûr d'avance qu'une histoire de la Convention par M. de Barante ne serait pas une apologie du crime ; je n'étais pas aussi sûr, s'il faut le dire, que ce ne serait pas un pamphlet éloquent contre la Révolution même. La pente actuelle des esprits va là. Quand on ne voyait la Révolution que dans un passé qui semblait clos pour jamais, on oubliait aisément le sang et les larmes qu'elle avait coûtés à la génération contemporaine. On jouissait de ses bienfaits, on ne les trouvait pas trop chèrement achetés. Nos pères avaient souffert; c'était de

l'histoire. Aujourd'hui que le spectre a brisé la pierre de son tombeau et que nous nous sentons menacés à notre tour, la foi des plus attachés aux principes de 89 a de la peine à ne pas chanceler. La malédiction sort de bien des bouches contre une révolution qui recommence après soixante ans. On se demande décidément si ce n'est pas le génie du mal qui l'a enfantée ; et les vieux ennemis de la génération de 1789, profitant d'une occasion qu'ils n'espéraient plus retrouver, nous somment, au nom de la logique, d'abjurer nos idées ou de souffrir que la Révolution dévore tout et ne fasse de la société qu'une immense ruine.

M. de Barante n'a cédé à aucun de ces entraînements. Ce n'est pas un ouvrage de circonstance qu'il a voulu faire. L'allusion même se rencontre rarement dans son livre. Il a pensé sans doute que la fidèle et ferme peinture du passé suffirait pour l'instruction du présent. Il est impartial autant que l'historien doit l'être, non de cette impartialité qui ne sent rien ou qui n'ose pas exprimer ce qu'elle sent. Cette impartialité-là, c'est le plus souvent de la complicité morale et une secrète envie de brouiller les notions du bien et du mal. M. de Barante est du parti des honnêtes gens contre les scélérats, et pour les opprimés contre les oppresseurs. Il y a une impartialité prétendue qui n'est au fond que la plus odieuse et la plus perfide des partialités. Qu'importe que Danton n'eût pas tous les côtés du cœur également pervertis, ou que Robespierre se flattât de quelques chimères sentimentales? Néron et Caligula ont eu aussi leurs bons moments.

L'impartialité n'a rien à faire avec les massacres de septembre. Excuser l'homme ou atténuer le crime, j'appelle cela de la partialité, et de la pire espèce. Robespierre allant à Montmorency soupirer je ne sais quelle idylle philosophique à la porte de l'Ermitage, pendant qu'il laisse guillotiner à Paris madame de Sainte-Amaranthe, n'en est que plus détestable. Si vous recueillez ce trait, que ce soit pour achever la peinture du monstre ! Quand il s'agit de pareilles gens et de pareils crimes, plus l'historien sera partial, plus il sera vrai ; plus il représentera le cri des contemporains et le jugement de la postérité !

Je ne veux pas non plus que l'historien épargne la présomption qui hasarde tout, la faiblesse qui supporte tout : celle-ci en révolution suit presque toujours celle-là. L'enthousiasme qui s'égare et qui dépasse le but, l'entraînement même qui n'examine rien, méritent d'être notés sévèrement ; c'est ici néanmoins que l'impartialité trouve son juste emploi. Qu'on reproche aux hommes de la première génération révolutionnaire, aux Bailly et aux Lafayette, d'avoir trop souvent détruit quand ils ne voulaient que réformer, et d'avoir traité les affaires d'État en sectaires plutôt qu'en politiques, il le faut, la vérité le veut. Hélas ! les erreurs et les sottises de la cour ne feront que trop la contre-partie de ce tableau. Mais qu'on mette à leur charge les suites épouvantables d'une révolution dont la direction était sortie de leurs mains depuis longtemps, des crimes qu'ils n'avaient pas prévus et que personne ne prévoyait plus qu'eux, est-ce de la justice ? Les Girondins ont encouru une responsabilité plus

lourde. Déjà leurs fautes ne sont plus de simples erreurs de patriotisme. L'esprit qui les anime est un esprit d'orgueil et de révolte. Ils renversent le trône presque sans le savoir, sans le vouloir, par passion de rhéteurs et de faiseurs de phrases. Leur mort même est une mort de théâtre. Les grands malheurs de la France ont suivi de si près leur triomphe, un si court intervalle sépare le 21 juin du 10 août, et le 10 août du 2 septembre, qu'il semble aujourd'hui que ces événements ne fassent qu'un, et que les Girondins aient dû prévoir tout ce que leur conduite a fait subir de maux à la France et à eux-mêmes. Erreur cependant! Les Girondins ont été surpris autant et plus que qui que ce soit. L'illusion était encore trop générale pour qu'ils soient absolument inexcusables de s'être trompés. Entre eux et les Jacobins il y a encore un abîme que rien ne peut combler, le crime! le crime volontaire, prémédité, réfléchi. Je ne parle pas, bien entendu, de leur stupeur en face des massacres du 2 septembre, et du vote d'un trop grand nombre d'entre eux dans le procès de Louis XVI. Ce n'est pas là ce que j'appelle leurs erreurs; c'en est le châtiment. L'orgueil les avait égarés; la faiblesse les a flétris, et quand l'échafaud s'est dressé pour eux, ils ont pu y monter avec courage, ils n'y sont pas montés innocents!

Il me semble que M. de Barante tient parfaitement compte de toutes ces nuances, et c'est ce que j'appelle l'impartialité de l'historien. Si M. de Barante n'est pas l'apologiste de la Révolution, il n'en est pas non plus l'ennemi. Esprit généreux et modéré, il en déteste les exagérations et les crimes. Es-

prit libéral, il en accepte les principes dans une juste mesure. Il y a du courage et de l'honneur, par le temps qui court, à ne pas renier cette cause de 89, si souffrante et si humiliée! Comme toutes les âmes élevées, comme tous les grands esprits de notre temps, M. de Barante s'était rattaché à la monarchie constitutionnelle; il l'aimait, il la servait de son talent, il avait confiance dans sa durée. Une seconde fois l'anarchie, rompant ses digues, a couvert notre malheureux pays de ses flots. La monarchie constitutionnelle est tombée. M. de Barante, illustre déjà par ses travaux historiques, reprend la plume, et en face de la république triomphante, quand les doctrines et les hommes de 1793 semblent sortir du tombeau, il écrit l'histoire de la Convention. Il l'écrit sans haine, sans passion, en rapporteur exact et consciencieux, pour remettre sous les yeux des hommes de notre temps le tableau vrai d'une époque si voisine encore de nous, et déjà si défigurée! Son histoire n'est ni un roman ni une déclamation. Rien n'est si éloigné de sa manière que l'abus des couleurs et la recherche des effets oratoires. La clarté, un style ferme, une concision spirituelle, voilà les qualités qui frappent d'abord dans son livre. Mais il y a aussi de l'éloquence dans cette simplicité, et une chaleur qui finit par laisser le lecteur non moins ému qu'instruit. Qui ne sait à quel point l'historien des ducs de Bourgogne possède l'art de raconter? Il est vrai que dans l'histoire de la Convention les événements ont quelque chose d'écrasant; j'en ai déjà fait la remarque. Il est difficile d'atteindre à la grandeur d'un tableau

comme celui du long martyre et du supplice de Louis XVI. Il me semble aussi que la partie militaire des événements est un peu négligée par M. de Barante; je ne lui en fais pas un grand reproche. M. de Barante a voulu surtout écrire l'histoire intérieure de la Convention : il y a merveilleusement réussi. C'est dans l'analyse et dans la peinture des débats de cette assemblée qu'il déploie toute la justesse et toute la finesse de son esprit. Quand on l'a lu, on connaît la Convention : on a assisté aux discussions; on a entendu les principaux orateurs de cette assemblée; on a été témoin des agitations de cette mer orageuse qu'on appelait alors une séance. M. de Barante, pour achever de peindre ces temps affreux et étranges, fait l'usage le plus heureux des anecdotes qu'il a recueillies de la bouche des contemporains ou qu'il a trouvées dans leurs Mémoires imprimés. Il les choisit judicieusement; il les rapporte avec fidélité; il n'en invente jamais.

Je finirai par un seul mot. J'ai lu avec le plus vif intérêt ces deux premiers volumes de l'*Histoire de la Convention,* par M. de Barante. Mais j'avais lu déjà avec le même entraînement d'intérêt et de curiosité d'autres histoires de la Révolution. Celle de M. de Barante est la seule, à mon avis, qui satisfasse pleinement la conscience.

2 décembre 1851.

II

Tacite racontant dans ses *Annales* la mort de tant de Romains illustres, victimes de la cruauté de Tibère, se plaint éloquemment de la sombre uniformité de son sujet. Toujours des délations ! toujours un sénat lâche livrant ses propres membres à la cruauté de l'empereur ! A peine le récit d'une mort est-il fini, qu'une autre mort se présente à la plume de l'historien. Le courage de ces grands Romains, vainqueurs de l'univers, ne brille plus que dans l'impassibilité avec laquelle ils reçoivent l'ordre de leur supplice. Les descendants des Camille et des Scipion savent encore se faire ouvrir stoïquement les veines quand il faut mourir ; c'est la dernière lueur de leur ancien héroïsme. Courtisans au sénat, ils retrouvent, à l'heure suprême, quelque chose de l'âme antique, et il n'y a pas jusqu'à l'épicurien Pétrone (celui-là fut l'ami et la victime de Néron) qui ne prolonge ses derniers moments au milieu des roses et des courtisanes avec une nonchalance qui efface bien des courages.

Quoi qu'il en soit, et quelque génie que déploie Tacite dans la peinture de ces temps affreux, il a raison de se plaindre. Sa plainte n'est pas une vaine figure de rhétorique : il ressentait, j'en suis sûr, la fatigue et le dégoût qu'il exprime. Le lecteur, à son

tour, se lasse et s'attriste; le volume lui tombe des mains. On ne saurait trop lire Tacite, mais il faut le lire par reprises, si l'on veut qu'il en reste autre chose dans l'imagination que le souvenir confus d'une longue suite d'atrocités toujours les mêmes, qu'un noir et vague tableau de servitude et de tyrannie.

L'historien de la Convention Nationale, convenons-en, quelque pénible que cet aveu puisse être à des âmes françaises, est encore plus malheureux, surtout lorsqu'il arrive à cette époque fatale où, par la défaite et par la mort des Girondins, le dernier obstacle qui s'opposait au système d'extermination conçu par les Jacobins a disparu. Alors ce n'est plus qu'une immense *tuerie*, dans laquelle la diversité des moyens de mort jette seule quelque variété : on guillotine à Paris, on mitraille à Lyon, on noie à Nantes. Alors c'est un délire sans nom. Le langage et les projets sont encore plus atroces que les actes. La débauche et le massacre marchent de pair. Quiconque conserve, je ne dis pas un peu d'humanité, mais un peu de sens commun dans l'usage des moyens révolutionnaires, devient suspect, et se fraye un chemin vers l'échafaud. Alors une affreuse uniformité règne sur les tableaux de l'histoire ; il n'y a plus de relâche ni pour l'écrivain ni pour le lecteur ; c'est une mer de sang qu'il faut traverser. On ne peut pas se détacher de cet épouvantable drame qui vous retient par son horreur même, et l'on souffre comme doivent souffrir les gens qui ont voulu voir une exécution une fois en leur vie, lorsqu'en face de l'échafaud ils ne peuvent plus ni reculer ni fermer les yeux, fascinés qu'ils sont par le spectacle.

Il est difficile de ne pas éprouver quelque chose de semblable, malgré tout l'art et le bon goût de l'historien, en lisant le troisième volume de l'*Histoire de la Convention Nationale*, par M. de Barante. Dans les deux premiers, encore y a-t-il quelques intervalles de repos. Les crimes ne se succèdent pas sans interruption ; la justice et le sens commun trouvent encore des défenseurs ; un effort de plus, et il semble quelquefois que le génie du mal va être vaincu. L'âme effrayée a besoin de ces haltes. Je ne m'étonne pas de l'avidité avec laquelle nos pères s'attachaient à la moindre lueur d'espoir. Moi-même, pour qui ce n'est que de l'histoire, dès qu'un moment de repos se présente dans cette affreuse carrière, je le saisis, je m'y arrête avec complaisance ; je me fais presque l'illusion de croire, comme nos pères, que la Révolution va se fixer là et planter sa tente soit dans la Constitution de 1791, soit dans la république des Girondins. Partout où je vois briller un reste de modération et d'équité, j'espère ! Je m'unis involontairement à ceux qui défendent les derniers remparts de l'ordre et de la société; et ces Girondins que je déteste et que je méprise au 10 août, si faibles pour la plupart au 2 septembre et au 21 janvier, j'embrasse ardemment leur cause quand ils se relèvent enfin pour lutter contre Robespierre ; je souhaite leur succès ; je vote avec eux ; j'aurais voulu mourir avec eux ! Ainsi furent menés nos pères d'illusion en illusion, espérant toujours toucher au terme de la Révolution, jusqu'au moment fatal où la terreur et la mort régnèrent seules en France. Et quel repos, cependant, que celui que l'on put goûter entre le 10 août

et le 2 septembre, entre le 2 septembre et le 21 janvier, entre le 21 janvier et le 31 mai, dernière date de la résistance, jour à compter duquel les Girondins vaincus et chassés de la Convention laissèrent l'empire libre aux Jacobins ! La France ne devait plus respirer que le 9 thermidor.

Comment une nation, la plus polie et la plus éclairée du monde, a-t-elle pu tomber dans un pareil abîme ? Par quelle fatalité, ou plutôt par quel jugement de la Providence, le magnifique mouvement de 1789 a-t-il abouti, en moins de quatre années, à l'une des tyrannies les plus sanguinaires et les plus insensées que les hommes aient jamais subies ? Reconnaissons-le : dès son origine, la Révolution française avait eu un grand tort, celui de ne pas repousser toute alliance avec le jacobinisme. Quand Barnave, dans l'Assemblée Constituante, laissait échapper, à l'occasion des premiers massacres qui souillèrent la cause de la liberté, ce mot à jamais déplorable : *Le sang qui a coulé était-il donc si pur ?* Barnave, sans le savoir, et certes sans le vouloir, engageait la Révolution française dans la voie qui devait la conduire à la Terreur. Le jacobinisme, voilà l'ennemi. Il a fait plus de mal à la Révolution et à la liberté que n'auraient pu leur en faire et la cour, et Coblentz, et tous les émigrés du monde. Supposez, en effet, que la cour l'eût emporté ; les principes de 1789 auraient-ils péri pour jamais ? Heureuse la cause qui se sent assez sûre d'elle-même et de l'avenir pour préférer un échec à un crime !

Que serait-il arrivé, au pis-aller ? Eh bien ! tous les priviléges n'auraient pas été abolis en une seule nuit ;

la noblesse et le clergé auraient gardé leur rang dans l'État ; on n'aurait obtenu les réformes désirées qu'en luttant pied à pied contre les abus. Eût-ce été un mal ? J'en doute. Peut-être même la cour aurait-elle eu assez d'ascendant sur le roi pour obtenir de lui qu'il révoquât quelques-unes de ses concessions les plus essentielles. La révolution, en un mot, ne se serait opérée qu'avec beaucoup de temps, beaucoup de persévérance, et en cédant sur la rigueur de ses principes. Oui ; mais toutes les dates fatales dont se compose notre histoire depuis soixante ans ne seraient pas inscrites sur le front de la cause populaire ; mais les journées des 5 et 6 octobre, tolérées par l'Assemblée Constituante, ne nous auraient pas conduits au 21 janvier, accompli par la Convention, et la violation du palais de Versailles à l'échafaud de Louis XVI et de Marie-Antoinette. Mais les assassinats de Berthier et de Foulon, presque excusés par l'infortuné Barnave, n'auraient pas eu pour conséquence les massacres du 2 septembre, ordonnés par Danton, et le supplice de Barnave lui-même. Les principes de 1789 auraient pu être éclipsés pour quelque temps ; ils ne porteraient pas la tache qu'y ont imprimée les excès et les crimes commis en leur nom ! Certes, c'eût été tout gain ! La liberté n'a contracté que des souillures dans son contact avec le jacobinisme. Je sais que le jacobinisme affecte et exagère même, quand il le croit utile à son succès, les idées libérales ; cela ne lui coûte guère, car il ne les a pas plus tôt proclamées qu'il les couvre d'un voile et les laisse dormir ; et quand par ses violences et ses exagérations il les a définitivement compromises, il les

raye et les supprime d'un trait de plume. Le jacobinisme, quelque masque qu'il emprunte, est l'éternel antagoniste de la liberté. Il hait la modération et les tempéraments. Il ne connaît que la licence ou la tyrannie. Il renverse une monarchie, et il élève un comité de salut public. Il égorge Louis XVI, et il déifie Marat. Il n'a que les mots de vertu et de liberté à la bouche, et il est à genoux devant Robespierre. C'est par le jacobinisme, dit-on, que l'invasion étrangère a été repoussée. Je suis loin de le croire. Mais l'invasion du crime n'est-elle donc pas aussi une honte nationale et un désastre ? et s'il était vrai qu'un peuple eût été sauvé par la violation de toutes les lois de la justice et de la morale, ne faudrait-il pas cacher cette affreuse vérité au monde, de peur que le salut de ce peuple ne devînt la perte de l'humanité ?

Quand on voit la Révolution tombée sous la main des plus insensés et des plus scélérats des hommes, d'un Carrier, d'un Collot-d'Herbois, d'un Couthon, et une petite bande de fous furieux opprimer pendant plus de deux ans une grande nation, on s'étonne, on se demande comment les honnêtes gens, qui certainement avaient pour eux, non-seulement la raison et le droit, mais le talent et le nombre, ont pu se laisser vaincre par de tels misérables ? La raison n'en est, hélas ! que trop simple. Elle éclate surtout dans la dernière lutte des Girondins, admirablement racontée par M. de Barante. Les honnêtes gens avaient trop pactisé avec le mal pour oser le regarder en face et l'appeler franchement de son nom. Même en le combattant, ils étaient obligés de lui faire encore trop de concessions, sous peine de se condamner eux-

mêmes. Ainsi les Girondins essayaient de flétrir le 2 septembre, et ils persistaient à s'honorer de la part qu'ils avaient prise au 10 août. Ils attaquaient les démagogues, et ils appelaient Louis XVI un tyran ! Ils concédaient tous les principes aux Jacobins ; ils ne se révoltaient que contre les conséquences ! Si encore ces principes eussent été réellement dans leur cœur ! Il y a, je le sais, des inconséquences généreuses, et je ne condamne pas les esprits faux à être nécessairement des esprits pervers. Par malheur, il est difficile de croire qu'il n'y eut pas plus d'orgueil et de mauvaise politique que de vraie conviction dans l'entêtement anarchique des Girondins. Citons des réputations plus pures. Bailly, Barnave, La Fayette, lorsqu'ils sentirent enfin la nécessité de défendre le trône, déployèrent sans doute un courage admirable. Au Champ-de-Mars, Bailly n'hésita pas à faire arborer le drapeau rouge, La Fayette à faire tirer sur les séditieux. Ah ! s'ils avaient eu le même courage un peu plus tôt ; si, dans leur crainte exclusive des intrigues et des projets de la cour, ils n'eussent pas trop ménagé les insurrections antérieures, ils auraient sauvé la royauté, et je ne crois pas que la liberté s'en fût trouvée plus mal ! On avait fait de l'insurrection un principe constitutionnel et légal ; comment la réprimer comme un crime ? Le peuple n'y comprenait plus rien, et je suis convaincu que dans le cœur des misérables qui torturèrent sur l'échafaud l'infortuné Bailly, tout n'était pas pure barbarie ; ils croyaient réellement qu'en réprimant par la force l'insurrection du Champ-de-Mars Bailly avait attenté au droit le plus sacré du peuple.

Grande leçon de morale, la plus grande peut-être qu'offre l'histoire ! La France avait raison en 1789 ; elle ne sut pas avoir raison avec mesure. Elle proclamait des principes de justice et de liberté incontestables en eux-mêmes ; elle ne sut pas commencer par en faire la règle de sa propre conduite. Dans son impatience et dans sa présomption, elle les viola pour les faire triompher plus vite. Les hommes de cette première époque, animés d'ailleurs pour la plupart du patriotisme le plus sincère, crurent qu'il leur serait possible de faire au mal sa part et de l'arrêter après s'en être servi. Le mal retomba sur eux et les écrasa. Hélas ! dans la théorie tout le monde condamne cette abominable maxime, *la fin justifie les moyens*, et tout le monde presque s'en permet l'usage. Par quelle étrange aberration d'esprit a-t-on pu tirer de l'histoire de la Révolution une apologie du crime ? Jamais, au contraire, le châtiment ne suivit de plus près la faute ; jamais les événements ne prouvèrent mieux à quel point le moindre mélange du mal, dans une bonne cause, la dénature et la corrompt ! On a toujours d'excellents prétextes, je le sais bien, pour se mettre au-dessus des lois gênantes de la morale ordinaire. Le prétexte, en 1789, était la nécessité de réformer le gouvernement de la France et d'assurer la liberté politique ; il en valait bien un autre. La cour disposait de l'armée ; il fallait, disait-on, que les patriotes eussent aussi leur armée, et cette armée c'était le peuple, auquel on apprenait la tactique des émeutes et des séditions. Le roi était bon, mais faible ; il avait le cœur populaire, mais ouvert aux influences du palais ; on ne voulait pas le détrô-

ner, disait-on encore, mais lui faire peur, et cependant on familiarisait la multitude avec l'idée de faire subir à la majesté royale les plus indignes violences. Les aristocrates, dépouillés de leurs priviléges, ne voyaient pas de bon œil la révolution qui les ruinait: c'était assurément fort naturel. Au lieu de chercher à leur faire une grande place dans le gouvernement nouveau, on déchaînait contre eux les passions démagogiques. Quant au clergé, on le spoliait. Plus le flot des mécontents grossissait, plus la Révolution se croyait forcée de s'écarter de ses propres principes de justice et d'humanité, et portait la peine de ne s'être pas dit à la première tentation de recourir au mal : Le droit cesse ici, je n'irai pas plus loin. Mais la liberté périra! mais les réformes commencées n'aboutiront pas! Un peu de violence, un peu de sédition pour aujourd'hui seulement; demain nous rentrerons dans l'ordre. Laissez-nous prendre la Bastille, et tout sera dit. Excusez encore l'attentat des 5 et 6 octobre; il faut bien effrayer la cour. Et moi je vous dis qu'au lieu de sauver la Révolution, vous la déshonorez et vous la perdez! Ce roi que vous aimez, vous le verrez monter sur l'échafaud. Vous y monterez vous-même, et, pour avoir toléré la licence, vous subirez la Terreur!

Sachons voir une justice plus haute qui plane au-dessus de ce sang et de ces échafauds. Ecartons le nuage du monde sensible qui nous empêche d'apercevoir le monde moral. Chacun a été puni comme il avait mérité de l'être : les uns de leurs faiblesses et de leurs entraînements, les autres de leur orgueil et de leur obstination; ceux dont le cœur du moins

était resté droit ont expié leurs fautes par une noble fin ; quelques-uns même sont morts en martyrs, le roi Louis XVI à leur tête. Voilà le beau côté de cette histoire ; c'est par là que se réhabilite la France de 1793 et de 1794. Les scélérats sont morts aussi, par la main les uns des autres. Dieu seul sait s'ils sont morts le repentir dans l'âme !

C'est à l'historien qu'il appartient de lever le voile qui dérobe aux yeux ce monde idéal, et, comme le prophète d'Israël, de faire voir derrière les hommes qui s'agitent les armées de l'Eternel qui exécutent ses ordres. L'histoire est avant tout une leçon de justice et de morale ; ainsi l'entendaient les anciens ; et c'est le désir de venger la justice et la morale outragées par de faux systèmes historiques qui a fait prendre la plume à M. de Barante pour écrire l'histoire de la Convention Nationale. A la vérité, rien de plus instructif dans cette histoire que le simple et fidèle récit des faits ; à peine le bon goût permet-il de les retracer dans toute leur horreur. Il y a des spectacles de sang qu'il faut écarter même des yeux de l'esprit, et je sais bon gré à M. de Barante de ne s'appesantir que le moins possible sur certains détails. La plume d'un honnête homme ne les aborde qu'à regret.

5 février 1852.

III

Le quatrième volume de l'*Histoire de la Convention nationale* nous conduit jusqu'au 9 ther-

midor. Le tableau qu'il présente est, si l'on peut ainsi parler, celui du règne paisible de la Terreur. Les Girondins vaincus ont péri ou se cachent. Plus de résistance dans le sein même de la Convention. Lyon, Nantes ont été noyés dans leur sang. L'insurrection vendéenne se soutient encore, mais tout espoir de marcher sur Paris et d'y surprendre la Révolution au cœur de sa puissance est perdu pour elle. La terreur redouble à mesure qu'elle semble moins nécessaire. Plus le public tremble et se soumet, plus les exécutions se multiplient. Les Montagnards à leur tour tombent sous la hache : Hébert, l'ignoble libelliste, Ronsin et Vincent, les bourreaux de la Vendée, l'ex-capucin Chabot, Chaumette, l'inventeur du culte de la Raison, Camille Desmoulins, Danton lui-même ! Une dernière lutte s'engage, et cette lutte est encore pour savoir qui périra de quelques Montagnards célèbres par leur férocité, Fouché, Tallien, Collot-d'Herbois, ou de Robespierre dont le nom résume toute cette époque de sang !

Encore une fois, ce n'est plus que la Convention ait à craindre ni les ennemis du dedans ni les ennemis du dehors : elle les a tous vaincus. Une seule question reste à résoudre, celle de savoir comment, après être entré dans le système de la terreur, on en sortira ; comment, après avoir mis à l'ordre du jour le crime et l'extravagance, on y mettra un peu de justice et de sens commun, et c'est autour de cette question que se livrent les derniers combats qui font couler des torrents de sang. Le problème, encore une fois, était celui-ci : revenir à la modération, rétablir quelque ordre et quelque légalité, sans avoir l'air de

rétrograder et de se repentir, problème insoluble pour les hommes du 10 août, du 2 septembre et du 21 janvier ! Au point où ils en étaient venus, reculer, pour eux, c'était périr, il faut l'avouer. L'opinion publique, au premier moment de relâche qu'elle aurait, devait inévitablement les engloutir sous le poids immense de sa haine. C'est sans doute ce que sentaient instinctivement les plus compromis de ces hommes, et Robespierre mieux qu'eux tous. S'il est permis de chercher une pensée politique sous tant de erimes, on peut croire que Robespierre songeait à s'arrêter quand il aurait assez écrasé tous les partis pour leur accorder son pardon et n'avoir pas besoin du leur. En attendant il tuait, l'un après l'autre, et ceux qui par lassitude ou par dégoût voulaient être modérés trop tôt, comme Danton et Camille Desmoulins, et ceuxqui n'auraient jamais pu l'êtr, ecomme Hébert, comme Chaumette, comme Ronsin et Vincent. Et plus il approchait du moment où à ses propres yeux la modération allait devenir inévitable, plus, de peur qu'on ne le soupçonnât de relâchement et que le sceptre de la terreur ne lui glissât des mains, il dérobait sa pensée sous une monstrueuse aggravation de rigueur, payant aux terroristes la tête de quelques-uns des plus scélérats ou des plus insensés d'entre eux par des flots de sang innocent !

Un pareil systême ne pouvait pas réussir. Toute autre raison à part, le Dieu qui veille à la conservation de ce monde, son ouvrage, ne pouvait pas permettre qu'il réussît. Il était impossible que le dernier restât, comme le prétendaient Robespierre et les terroristes, à tous les crimes, à tous les jours né-

fastes de la Révolution ; ou la justice, la morale, la conscience publique n'auraient plus été que des mots! Jamais dans le plan que suivait Robespierre, avec l'étroite obstination de son génie, il n'aurait trouvé la fin des échafauds. Quelque abattue que fût la France, comment aurait-elle accepté la clémence de Robespierre ? Comment les fils, les frères, les veuves de tant de milliers de victimes auraient-ils consenti à célébrer comme des fêtes toutes ces dates marquées de sang ? Et parmi ses complices même, quand Robespierre n'aurait-il plus trouvé à tuer ? Après les Girondins, il lui avait fallu Danton ; après Danton, il lui fallait encore Fouché, Tallien, Collot-d'Herbois. Toute la Montagne sentit bien qu'elle était destinée à passer sous le couteau, et c'est ce qui perdit Robespierre. La Terreur expira avec lui. Le régime qu'il avait personnifié s'écroula dans son sang. Les restes de la Montagne n'étaient pas de force à le continuer. Jusqu'à un certain point Robespierre avait raison, lorsqu'au moment de son arrestation il s'écriait : *Les brigands triomphent ; la république est perdue !* Oui, la république était perdue, car deux ans de crimes avaient lié son sort à celui du système terroriste, et la modération allait enfin renaître, non pas dans le triomphe complet des hommes de 1793, comme ils l'avaient rêvé, mais dans leur ruine et par leur humiliation. Au moment où la tête de Robespierre tombait, un immense applaudissement éclata sur la place de la Révolution. La Terreur était finie. La Révolution rétrogradait. Avec le 9 thermidor, la réaction commence.

Telle est en résumé l'histoire des huit ou dix der-

niers mois de la Terreur, histoire monstrueuse qui a besoin que l'historien, bien loin d'en charger les couleurs, les tempère par la modération de sa plume. Quand il s'agit de faire connaître les hommes de la Terreur, en général M. de Barante leur laisse le soin de se peindre eux-mêmes, et il a raison. Il n'y a pas de tableau qui puisse égaler le cynisme de leurs aveux. La difficulté est de faire descendre l'histoire jusqu'à leur langage, sans la dégrader. J'aime encore mieux pourtant, je crois, la grossière infamie des terroristes de second ordre et leur langage d'échappés des bagnes ou des mauvais lieux, que la prose élégante et cadencée de M. Barrère, louant en trois points la Convention d'avoir condamné le roi, d'avoir envoyé les Girondins au supplice, et de livrer en ce moment même Danton au tribunal révolutionnaire; ou que la froide rhétorique de M. Robespierre, non moins occupé de modeler son style sur celui de Rousseau que de faire tomber la tête de ses ennemis. J'avoue que les terroristes littérateurs me paraissent les pires de la bande. Quand je veux me représenter le type de la méchanceté sans excuse, l'idéal de la perversité révolutionnaire, ce n'est pas dans le tripot des septembriseurs que je vais le chercher; je me transporte dans le cabinet de M. Robespierre la veille d'un de ces jours où il avait un beau discours à prononcer à la Convention pour obtenir quelques têtes plus importantes que de coutume, celle de son ami Camille Desmoulins, par exemple, ou de son collègue Danton. Je me le figure à son bureau, bien poudré, très-proprement vêtu, étudiant son Rousseau, et s'attendrissant sur une page

de l'*Emile* ou de l'*Héloïse;* puis prenant sa plume, et refaisant avec complaisance ses éternelles phrases sur l'éternelle conspiration dans laquelle il englobait successivement tous ceux dont la vie le gênait. Des amateurs, et il y en avait, hélas! dans ce temps-là, des amateurs de style en 1793 et 1794! remarquaient dans ces discours homicides une habile contrefaçon des phrases du citoyen de Genève et un talent en progrès, tant sous la plume de M. Robespierre l'échafaud se parait de belles couleurs, et la Terreur se transformait en âge d'or!

Saint-Just, lui, procédait par aphorismes. Ses discours et ceux de Robespierre, analysés avec soin par M. de Barante, peignent mieux l'époque que ne le feraient cent pages de réflexions et de déclamations. Que se passait-il, grand Dieu! dans l'âme de ces hommes? Croyaient-ils eux-mêmes un mot de ce qu'ils disaient? Etaient-ils la dupe de cette effroyable comédie? Espéraient-ils que cela pût durer? Avaient-ils un but? Quand Robespierre, quand Saint-Just parlaient de vertu, de justice, d'humanité, au moment même où ils déchaînaient tous les vices et tous les crimes, quel sens ces mots pouvaient-ils avoir dans leur bouche? Marchaient-ils devant eux, entraînés par la fatalité de leurs premiers crimes, sans savoir où ils s'arrêteraient? Est-ce que l'agitation de leur vie ne leur laissait pas un moment pour écouter la voix de leur conscience et s'examiner en présence de ces notions de justice et de droit qui ne s'effacent jamais entièrement de l'âme? Saint-Just n'avait pas la fièvre chaude comme quelques-uns de ses collègues. Ses discours sont froids et sentencieux.

Robespierre n'était pas un insensé. Quand il mêlait dans la même conspiration Louis XVI et Hébert, M. Pitt et Danton, Chaumette et le prince de Cobourg, ses propres mensonges ne le trompaient pas. Il avait étudié l'histoire : il savait que le sang versé appelle du sang, et toujours du sang! Où allait-il? qu'espérait-il? Rendre son règne possible à force d'extermination?

Il est vrai que les victimes ne sont guère moins inexplicables que les bourreaux. Ceux qui se laissent tuer m'étonnent presque autant que ceux qui tuent. C'est une chose qui confond, de penser que pendant des mois entiers, la France s'est laissé égorger sans résistance par quelques bandits qui tremblaient eux-mêmes les uns devant les autres! Pour mettre un terme à ces massacres journaliers, il ne s'agissait que de n'y pas consentir en quelque sorte, que de ne pas se prêter à cette dérision de légalité, de justice, de tribunal, de délibération. Le jour où les quatre cents membres de la Plaine auraient eu le courage de dire : Nous ne sommes pas libres! le jour où ces condamnés qu'on menait par troupeaux au supplice ne se seraient pas laissé faire, n'auraient pas tendu leurs bras aux menottes, auraient opposé ne fût-ce qu'une résistance passive aux geôliers, aux bourreaux, aux gendarmes, ce jour-là le régime de la Terreur serait tombé de lui-même. Mais non. On comparaissait devant le tribunal révolutionnaire comme si l'on s'attendait à trouver là des juges et non des valets aux ordres du Comité de Salut public. On répondait très-sérieusement à M. Fouquier-Tinville, comme si M. Fouquier-Tinville eût été un magistrat

cherchant la vérité et voulant la justice. Lui-même pourtant ne se prenait pas au sérieux ; ses cruelles plaisanteries ne le prouvent que trop. Un très-petit nombre seulement des accusés avaient le courage de le traiter comme il le méritait. Condamné, on subissait sans rien dire tous les apprêts du supplice, et l'on n'avait pas même l'idée, puisque aussi bien il fallait mourir, d'entamer sur les charrettes même, avec quelques gendarmes moins nombreux souvent que les victimes, une lutte dans laquelle quelques-uns au moins se seraient échappés et dont la répétition aurait bientôt rendu les massacres impossibles.

C'est donc au tribunal révolutionnaire, c'est au pied de l'échafaud qu'il faut aller se placer pour étudier cette phase inouïe de l'histoire de la Révolution; c'est là qu'il faut aller voir passer successivement tous les partis, toute cette génération du XVIIIe siècle si brillante et si malheureuse, les opprimés, les oppresseurs, également dévoués à expier par la mort leurs fautes ou leurs crimes. Dans cette foule de victimes, les uns, et ce sont les plus touchants, représentent les vieilles mœurs, la vieille société chrétienne et royaliste. Un jour, ce sont quatorze pauvres religieuses qui vont au supplice en chantant en chœur le *Salve regina,* et la foule, cette foule ignoble payée pour insulter ceux qui meurent, admire et se tait. Un autre jour, c'est un évêque auquel ces misérables demandent par dérision sa bénédiction, et qui la leur donne en priant le ciel d'ouvrir leur âme au repentir. A côté de ces morts de martyrs, il y a les morts philosophiques, celle de Malesherbes entre autres, si ferme, si douce, presque

riante. Les plus ordinaires, ce sont les morts frivoles. Le courage le plus commun était alors celui de l'insouciance. Le vieux duc de Biron demande qu'on lui laisse achever tranquillement son déjeuner avant d'aller à l'échafaud. On s'endurcissait à l'idée des supplices et de la mort violente. Peu à peu la bonne compagnie reprend dans les prisons ses habitudes gracieuses et légères. On cause, on soupe, on fait de la musique et des vers, en attendant que le geôlier appelle la liste des victimes du jour. Ceux qui partent ne reviendront pas. Ceux qui restent continuent la partie ou la conversation interrompue. Les plus sérieux dissertent philosophie, et cherchent le motif de leur résignation plutôt dans l'idée du néant que dans l'espoir de l'immortalité. L'incrédulité était la vraie foi de ce siècle. On va au supplice une rose à la bouche, on se fait des politesses au pied de l'échafaud, on meurt avec grâce, avec bon goût, quelques-uns même littérairement, et le poëte Roucher, retrouvant sur la charrette un autre poëte son ami, André Chénier, lui cite en l'embrassant deux vers de Racine.

Viennent enfin les morts théâtrales, les moins belles assurément. Ce sont, en général, celles des révolutionnaires. Quand ces hommes terribles, stupéfaits de voir leur jour arrivé, n'étaient pas glacés de surprise, sinon de peur; quand ils ne tremblaient pas comme Hébert et Chaumette, ou qu'ils ne s'étonnaient pas comme Camille Desmoulins, leur courage se tournait en phrases à effet et en mots à la Plutarque. Quelques-uns cependant, Saint-Just, par exemple, moururent dans un silence obstiné. Dieu

me le pardonne ! je me souviens d'avoir trouvé belle la mort de Danton et d'avoir admiré ses réponses déclamatoires devant le tribunal révolutionnaire. Au surplus, ce n'est pas en face du bourreau qu'en général ces hommes de la Terreur ont été lâches ; il n'est pas nécessaire de charger leur mémoire de cette infamie de plus. Ils ont su mourir. C'est à la Convention que le cœur leur a manqué ; c'est là que Danton, cet homme qui avait eu tant d'énergie pour pousser la Révolution dans la voie de tous les crimes, n'en a plus trouvé pour défendre ses amis et pour se défendre lui-même. Camille Desmoulins seul, dans *le Vieux Cordelier*, osa réclamer en faveur de la justice et de l'humanité ; aussi la postérité lui a-t-elle tenu grand compte de ce mouvement généreux. Parmi tous ces noms, le sien est le seul qu'environne une sorte d'intérêt touchant, et quelques jours de courage et de dévouement l'ont presque absous de plusieurs années d'excès déplorables.

Il y a cependant quelque chose de plus triste encore dans cette histoire que le spectacle des scènes du tribunal révolutionnaire et de la place de la Révolution : c'est celui des séances intérieures de la Convention pendant que tout ce sang coulait. On s'y occupait tranquillement de philanthropie. Tout y respirait en apparence le calme et la sérénité, excepté les jours où l'on voyait Robespierre ou Saint-Just arriver avec un discours tout préparé, signe presque infaillible d'une proscription nouvelle parmi les membres mêmes de l'assemblée. Ces jours-là, tout le monde tremblait : on attendait en frémissant la désignation des nouvelles victimes. Le sacrifice fait,

la Convention reprenait stoïquement ses travaux humanitaires. Un jour, elle votait une belle loi sur la bienfaisance, sans s'inquiéter, bien entendu, de savoir si les dispositions en étaient exécutables. Un autre jour, elle s'occupait de l'instruction publique. Je préviens même les ennemis des études classiques et des lettres grecques et latines que, sans le savoir peut-être, ils ont pour eux la Convention. Enfin, au nom de la nature, l'assemblée, sur le rapport de Cambacérès, assimilait les enfants naturels aux enfants légitimes, et donnait à la loi un effet rétroactif sur les successions ouvertes depuis le commencement de la Révolution. Une chose triste à dire, c'est que Cambacérès, trop sage assurément et trop éclairé pour être la dupe de ces folles idées, faisait semblant de regretter qu'après avoir assimilé les enfants naturels aux enfants légitimes, on n'accordât pas la même faveur aux enfants adultérins, ce qui aurait aboli tout simplement le mariage et ramené l'humanité à la douce liberté des forêts. A deux pas de cette tribune où les droits de la nature trouvaient de si touchants défenseurs, on égorgeait des femmes de quatre-vingts ans et des prêtres infirmes pour crime de conspiration contre la république !

Un dernier trait remarqué par M. de Barante et qu'il ne faut pas oublier, c'est qu'à l'étranger Robespierre commençait presque à produire l'effet d'un grand homme. On lui prêtait de profonds calculs et une habileté consommée, au moment même où le 9 thermidor éclatait et où il suffisait à la Convention d'un instant de courage pour renverser tout cet édifice de tyrannie. Robespierre cependant ne mourut

pas sans avoir son beau jour. Il semble qu'en ce monde, par une permission secrète de la Providence, tout homme obtienne ce qu'il a fortement voulu. Il l'obtient pour son bien ou pour son mal, pour sa gloire ou pour sa honte ! C'est sa récompense ou sa punition, peu importe ! Tout homme a son jour de triomphe. Pour Robespierre ce jour fut celui de la fête de l'Être suprême, si rapproché du 9 thermidor. Ce jour-là il put croire, il crut sans doute que ses rêves d'ambition personnelle et d'utopie sociale s'accomplissaient ; qu'il allait être le chef d'une nation organisée sur le plan du *Contrat social*, et que la double qualité de législateur et de pontife se réunirait sur sa tête ! et c'est ce jour-là même que sa perte fut décidée dans le cœur de ses collègues ! Ils avaient supporté sa tyrannie, ils ne supportèrent pas sa vanité.

Le dirais-je ? j'avoue que ces hommes de sang finissent eux-mêmes par m'inspirer une sorte de compassion. Je contemple en eux avec effroi la fatalité des révolutions. Je les trouve encore plus insensés et plus malheureux que coupables. Leurs crimes, ils les ont bien expiés par l'agitation de leur vie et par l'horreur de leur mort ! Voilà l'humanité, hélas ! quand de violentes passions la sortent de ses voies ordinaires. Robespierre est le plus odieux de tous par sa cruauté réfléchie. Il avait des lumières, du talent. Mais quelle agonie ! quelle fin ! Pour moi, lorsque je le vois étendu pendant de longues heures, tout blessé et tout sanglant, sur la table du Comité de sûreté générale, exposé à tous les yeux, livré à toutes ses pensées ; lorsque j'entends le cri terrible

qu'il pousse sur l'échafaud au moment où le bourreau lui arrache l'appareil de sa blessure, j'oublie le tyran, je ne vois plus que l'homme souffrant et misérable, et d'autant plus digne de pitié qu'il meurt sans consolation et sans espoir !

Si par cette analyse du quatrième volume de l'*Histoire de la Convention*, par M. de Barante, j'ai pu inspirer l'envie de lire ce volume, mon but est atteint. Je crois fort inutile de répéter ici ce que j'ai déjà dit, à l'occasion des premiers volumes de cette histoire, du talent de M. de Barante, de son éloquence simple et pénétrante, de l'intérêt qu'il jette dans son récit par le naturel et la vérité. Toutes ces morts ou touchantes ou terribles, qui remplissent la plus grande partie de ce dernier volume, sont admirablement racontées par lui. Il sait choisir, il sait s'arrêter. Il ne soulève l'horreur et le dégoût qu'autant qu'il le faut pour la justice de l'histoire, sans jamais révolter le bon goût et les bienséances. En un mot, les autres n'ont écrit que des pamphlets sur la Convention ; M. de Barante seul en a fait l'histoire.

10 juillet 1852.

IV

Les deux derniers volumes de l'*Histoire de la Convention nationale* par M. de Barante viennent de paraître. Le livre est maintenant complet. Une simple observation résumera toute ma pensée sur cet ouvrage. Nous avons de brillantes histoires de la Révolution ; je ne prétends pas en diminuer le

mérite ni en accuser la pensée ; l'ouvrage de M. de Barante est le seul que je mettrais, non-seulement sans crainte, mais avec plaisir, entre les mains des jeunes gens. Et cependant combien n'importe-t-il pas de faire connaître de bonne heure l'histoire de la Révolution aux générations qui s'élèvent? Car cette histoire c'est nous-mêmes. Nous ne sommes plus le peuple de saint Louis et de Louis XIV; nous sommes le peuple de 1789. Nos lois, nos mœurs, tout date de la Révolution. Même à notre insu, nous parlons son langage, nous exprimons ses idées, nous vivons de sa vie. Ce que nous avons de bon et ce que nous avons de mauvais nous vient également d'elle. Depuis soixante ans nous sommes sous l'influence tantôt de son funeste, tantôt de son glorieux génie. Prétendre cacher cette histoire et la dérober aux générations nouvelles, quand ce ne serait pas une puérilité, ce serait un faux calcul ; on lui donnerait l'attrait du fruit défendu. Qu'on la défigure pour la faire haïr aveuglément ou pour la faire admirer sans réserve, c'est encore une puérilité, ou c'est un immense danger, l'expérience nous l'a suffisamment appris. M. de Barante a résolu le problème par le bon sens et la justice. Son histoire de la Convention est le premier des livres écrits sur la Révolution dans lequel on ne rencontre pas une ligne qui soit accordée à l'esprit de système ou à la passion. On le lit avec cette satisfaction pure et profonde, avec cette tranquillité de conscience qu'inspire la sagesse de l'historien, et certes, pour être fidèle et sévère, le récit de M. de Barante n'en est ni moins vif ni moins attachant.

Je ne sais même si c'est le plaisir que j'ai eu à retrouver les opinions que j'aime, à entendre au milieu du silence presque universel une voix si sagement libérale, mais j'avoue que ces deux derniers volumes m'ont encore paru supérieurs aux quatre premiers. Les scènes y sont moins violentes peut-être ; l'intérêt politique y est plus grand. L'époque qu'ils embrassent est celle de la réaction contre les terroristes, réaction d'abord dans la Convention elle-même toute effrayée d'avoir osé briser le joug de Robespierre, et, par peur encore, continuant d'envoyer à l'échafaud ces montagnards qu'elle craignait de n'avoir pas assez vaincus ; réaction ensuite du public contre la Convention, quand la Convention, s'apercevant que le flot montait jusqu'à elle, jusqu'aux hommes du 10 août et du 21 janvier, jusqu'à la république, en un mot, voulut s'arrêter. Dans le cinquième volume, c'est la première partie de cette réaction qui est dépeinte par M. de Barante, la lutte des thermidoriens, presque tous hommes de sang eux-mêmes et portant encore sur les mains la trace des massacres du 2 septembre, contre les survivants de Robespierre, lutte acharnée, affreuse, spectacle de la justice de Dieu, un Tallien, un Bourdon (de l'Oise), un Fréron soulevant l'opinion publique et la Convention pour faire périr un Carrier, un Fouquier-Tinville, pour se débarrasser d'un Billaud-Varennes, d'un Collot-d'Herbois ; et la Montagne, à son tour toute mutilée et toute sanglante, essayant de ressaisir le pouvoir par les insurrections du 12 germinal et du 1er prairial, et ne réussissant qu'à précipiter sa chute et à se rendre plus horrible encore. Dans le

sixième volume, c'est l'opinion publique qui réagit contre la Convention tout entière. Par les massacres de Quiberon, Tallien est redevenu l'homme du 2 septembre. Les thermidoriens ont repris leurs places sur cette Montagne, naguère dépeuplée par eux-mêmes. En faisant périr leurs anciens complices, ils se sont mis sur la première ligne. Il n'y a plus qu'eux qui représentent la Terreur, cette Terreur qu'ils n'avaient eu le courage d'arrêter que lorsqu'elle allait les engloutir. Ils sentent que le flot du mépris et de la haine publics les gagne ; c'est ce qu'ils appellent la conspiration des prêtres, des émigrés et des royalistes. La majorité de la Convention s'épouvante aussi ! Elle craint pour sa chimère, pour cette république souillée de tant de sang ; elle craint pour son propre pouvoir. Elle comprend que sa cause est fatalement liée à celle des trois ans qui viennent de s'écouler. Elle voudrait être juste et modérée ; elle ne le peut plus. Il faudrait qu'elle se sacrifiât elle-même ; elle n'en a pas le courage. Ainsi s'entame une dernière lutte entre la Convention redevenue presque terroriste et l'opinion publique, lutte qui se termine par le 13 vendémiaire. La Convention triompha ; mais en remportant la victoire elle attacha à son sort le sort de la république et celui de la nouvelle Constitution. La république et la Convention ne pouvaient plus que vivre et mourir ensemble.

Je ne connais rien de plus curieux dans l'histoire et de plus fécond en leçons de morale et de politique, que le tableau de ces deux réactions. Du 9 thermidor, jour où la Convention s'affranchit de la tyrannie de

Robespierre, au 4 brumaire de l'année suivante, jour où elle tint sa dernière séance, quinze mois s'écoulèrent à peine. Un siècle entier de jours paisibles et ordinaires n'en apprendrait pas tant au moraliste et à l'historien. La Terreur elle-même est beaucoup moins instructive. Du tableau des sauvages excès de 1793, il n'y a guère que de l'horreur à recueillir. On n'y apprend, hélas! qu'à connaître jusqu'à quel point une assemblée peut pousser la lâcheté, quand elle a peur, et un peuple la patience! Ce sont des fous furieux qui gouvernent. Ce sont les sages qui obéissent et qui servent. Des jurisconsultes habiles reçoivent les volontés du Comité de Salut public et se chargent de les revêtir d'une apparence de forme législative. Hors de la Convention, des échafauds, rien que des échafauds! L'esprit se rebute, il se détourne avec dégoût de ces scènes non interrompues de massacres et de sang. Y a-t-il une Providence? y a-t-il un Dieu? Ce que nous appelons la justice n'est-il pas un mot? Ce misérable monde, qui se croyait l'œuvre d'une intelligence bienfaisante, n'est-il pas le jouet du hasard, la victime de la force? Après le 9 thermidor, la réaction commence. Venez, et admirez le doigt de ce Dieu que vous étiez près de méconnaître! Confondez-vous devant cette inflexible justice qui éclate, je ne dis pas dans le supplice de quelques misérables, dans la terreur renvoyée aux terroristes, dans l'échafaud faisant couler le sang de ceux qui en avaient tant fait couler! Non, non! je dis dans l'obligation imposée aux chefs du mouvement réactionnaire, à ces hommes que la France salua un moment comme ses

libérateurs, à un Tallien, à un Bourdon (de l'Oise), à un Legendre, de dénoncer de leur propre bouche les crimes et les horreurs auxquels ils avaient pris tant de part, de flétrir le régime dont ils avaient été les fauteurs fanatiques ou les lâches complices, de traiter de scélérats et de monstres leurs anciens frères en jacobinisme, leurs anciens amis de la Montagne, de soulever l'opinion, cette opinion qu'une longue habitude de stupeur tenait presque muette encore après la mort de Robespierre, et qui ne pouvait se réveiller cependant sans leur dire tôt ou tard à eux-mêmes : Vous aussi, vous étiez de ces hommes-là ! Les thermidoriens n'étaient pas assez aveugles pour ne pas sentir que la passion publique dont ils se faisaient momentanément un rempart contre les restes frémissants du parti terroriste, les atteindrait à leur tour. Ils auraient mieux aimé, je le crois, envelopper dans une amnistie générale leurs propres crimes avec ceux des jacobins et des Montagnards devenus leurs ennemis. Ceux-ci, plus sincères du moins dans leur fanatisme, repoussaient un pardon qu'ils n'auraient pu recevoir qu'en acquiesçant à leur défaite. Ils ne permettaient pas aux thermidoriens d'être des vainqueurs généreux. Ils s'agitaient, ils conspiraient, et deux fois, le 12 germinal et le 1er prairial, ils amenèrent le peuple jusque dans l'enceinte de la Convention, forçant, pour ainsi dire, leurs collègues à en finir avec eux par la main du bourreau ! Les thermidoriens l'emportèrent ; mais à quel prix encore une fois ? En armant les sections, en appelant à leur aide la bourgeoisie contre la populace, eux les hommes du 10 août, du 2 septembre,

du 21 janvier et du 31 mai! Chaque victoire les rapprochait ainsi de leur ruine en avançant l'heure où il n'y aurait plus qu'eux pour porter le poids de la haine publique, pour répondre des crimes auxquels ils s'étaient pendant si longtemps associés. O justice inexorable ! ne dites pas que quelques-uns de ces hommes ont survécu néanmoins, qu'ils ont eu de la puissance, des honneurs, des titres. Leurs honneurs, je ne les leur envie pas ! Mieux vaut pour Robespierre, tout horrible que soit sa mémoire, avoir péri sur l'échafaud que d'être devenu M. le comte Robespierre !

Voulez-vous la saisir encore plus sur le fait cette justice providentielle qui ne laisse impuni non-seulement aucun crime, mais aucune faute de cœur, aucune faiblesse coupable? Considérez après le 9 thermidor, non plus le parti thermidorien qui s'était lié à la plupart des excès de 1793 par une participation active, mais la majorité de la Convention, cette ancienne Plaine qui s'était tue devant Robespierre, les hommes honnêtes et modérés, comme on les appelait alors. J'excepte, bien entendu, le petit nombre de ces gens de cœur dont l'énergie n'avait pas attendu le 9 thermidor pour se montrer, Lanjuinais surtout. Pendant la Terreur, ceux-là avaient eu l'honneur de partager la proscription générale. Ils n'avaient échappé à la mort qu'en se cachant et comme par miracle. Les autres, qu'avaient-ils fait pendant cette longue période de tyrannie? *Ils avaient vécu*, c'est la réponse de l'un d'eux. Ils avaient vécu, oui ! Mais comment? Aux dépens de la vie de cent mille victimes dont ils avaient vu impassiblement le sang couler sous leurs yeux ! Que dis-je, impassiblement?

en concourant par leurs suffrages ou par leur muet acquiescement à tous les crimes de Robespierre et du Comité de Salut public, en votant tout ce qu'on avait voulu leur faire voter de plus insensé ou de plus cruel. Et vous vous vantez d'avoir vécu à ce prix? Ah ! je l'avoue : Carrier lui-même, oui, Carrier m'inspire presque de la pitié quand je le vois défendre sa tête contre cette majorité conventionnelle qui avait sanctionné ou souffert tous ses crimes. Il m'est impossible de ne pas ressentir cette sorte d'émotion qu'arrache toujours un langage vrai lorsque je l'entends s'écrier : *Si je suis coupable, tout le monde l'est ici, jusqu'à la sonnette du président.* Le mot est de lui, je crois, ou de quelqu'un de ses pareils, peu importe. Vous qui avez vécu ou survécu à tout le monde, à vos collègues les Girondins, que vous avez livrés à Robespierre, à Danton ensuite, à Robespierre lui-même, à Carrier enfin, le jour est venu pour vous, hommes honnêtes et modérés ! Essayez de rétablir l'ordre, de rendre leur vigueur aux lois de la justice et de l'humanité, de fonder une république raisonnable, une liberté sage : vous ne le pourrez pas ! Les souvenirs de votre faiblesse vous accablent et vous rendent trop odieux. Tout vous deviendra un danger et un écueil. La liberté, ce sera le droit d'insurrection contre vous ! La république et la Constitution, si vous les respectez l'une et l'autre, ce sera le moyen légal de vous renverser, vous et votre œuvre ! La justice et l'humanité, ce sera votre désarmement, et le jour où vous serez désarmés vous aurez trop de comptes à rendre. Vous êtes sous le poids de toutes les lois de tyrannie que vous avez faites ou subies,

lois contre les prêtres, lois contre les émigrés ; pour peu que vous en relâchiez la rigueur, les victimes relèveront la tête. Non, quand on a été cruel et injuste, ne fût-ce que par faiblesse, on n'a plus la permission d'être juste et humain. On ne rétablit pas l'ordre quand on en a violé ou laissé violer à ce point tous les principes. Jamais cette grande vérité morale et politique n'a éclaté avec plus d'évidence que dans les efforts impuissants de la majorité conventionnelle, après le 9 thermidor, pour rétablir une forme de gouvernement régulier.

Cette majorité était animée généralement d'intentions droites et bonnes, je le crois avec M. de Barante. Ce n'était pas pour son plaisir, j'en suis très-convaincu, qu'elle avait voté la loi des suspects. Une fois libre de la Terreur, qui avait pesé sur elle comme sur toute la France, elle n'aurait pas demandé mieux que de gouverner honnêtement, paisiblement. Elle aurait trouvé agréable et commode de s'installer au pouvoir avec l'appui des bons citoyens, de régner sur une société satisfaite ; pourvu que la suprématie lui restât, elle était prête à racheter ses anciennes fautes par beaucoup de concessions faites à l'opinion publique. Elle aurait pardonné, en un mot, si en pardonnant elle avait eu l'espoir d'obtenir elle-même son pardon. A tout prendre, la Convention n'était pas d'ailleurs une assemblée médiocre. Sans briller d'autant de talents que l'Assemblée Constituante qui avait réuni l'élite du clergé, de la noblesse et du tiers-état, la Convention possédait d'habiles et de profonds légistes, des hommes capables d'administration et d'affaire ; plus tard, c'est

parmi les anciens conventionnels que l'Empire choisit la plupart de ses préfets, les plus célèbres de ses conseillers d'État, des fonctionnaires de toute espèce. Sous une forme qui nous paraît aujourd'hui un peu déclamatoire, l'éloquence ne manquait pourtant pas dans les discussions de cette assemblée. Bonnes intentions, talents, tout fut inutile. La France qui avait subi la Terreur, trop patiemment, hélas ! ne subit pas le gouvernement des conventionnels honnêtes et modérés. La Convention en fut réduite, pour prolonger de quelques années son influence, à marcher de coups d'État en coups d'État, de violence en violence, à rendre le droit de suffrage dérisoire en s'imposant de force aux électeurs, à renverser sa propre Constitution par un 18 fructidor, à refaire éternellement ces lois de tyrannie dont elle aurait voulu effacer la mémoire. Trop juste punition ! leçon à jamais mémorable ! Oui, ils étaient naturellement honnêtes, modérés, et c'est pour cela qu'une plus lourde responsabilité pèse sur eux ! Ils avaient des lumières, et c'est pour cela qu'ils furent plus coupables ! On peut croire que la plupart des Montagnards étaient fous, véritablement fous. Les hommes de la Plaine ont assez montré depuis qu'il ne leur avait manqué que le courage, le courage de mourir ! Aussi les premiers ont-ils eu du moins l'honneur de subir l'expiation de l'échafaud, tandis que les seconds ont assez vécu pour étaler sous les yeux de la France le spectacle de leur transformation en aristocrates ! Je me demande toujours ce que devait penser tel conventionnel, devenu plus tard un haut et puissant seigneur, lorsque le flot de sang à travers lequel il était

arrivé là se représentait à son esprit, et s'il pouvait croire sérieusement que la France s'était déchirée les entrailles pendant dix ans de révolutions pour qu'il eût un bel hôtel, une livrée brillante, une grande fortune et des titres !

Un mot suffit pour juger la Convention. Après elle, la liberté n'était plus possible en France. L'ordre ne pouvait plus se rétablir que par le pouvoir absolu. Deux esprits se partagent la Révolution : l'esprit de la Constituante et l'esprit de la Convention. La Constituante commit bien des fautes ; elle en commit une bien grave surtout, celle d'interdire à ses membres la réélection dans l'assemblée qui devait lui succéder. C'était enlever à la nouvelle Constitution ses appuis naturels et rouvrir la carrière à l'esprit de révolution. Presque toutes les fautes de la Constituante, cependant, sont des fautes généreuses. Toutes les fautes de la Convention sont des fautes inspirées par l'égoïsme et par la tyrannie, surtout la dernière, celle d'imposer aux électeurs l'obligation de renommer les deux tiers de ses membres. Je doute qu'en aucun cas le gouvernement républicain se fût établi en France, qu'un long avenir eût été réservé à la Constitution de l'an IV ; la réélection forcée des deux tiers n'en tua pas moins cette Constitution le jour même de sa naissance, je le pense avec M. de Barante. C'était débuter par un coup d'État. L'Assemblée Constituante, jusque dans ses erreurs, eut du moins la France et l'opinion publique pour appui ; son principal tort fut de trop croire à la justice, au droit, à la liberté ; elle se trompa, elle n'opprima personne. Née du 10 août,

au contraire, de cette seconde révolution qui ne fut plus que l'œuvre d'une minorité factieuse, la Convention se joua de tous les droits, de toutes les libertés, de la justice et de l'humanité même. Son règne ne fut qu'une oppression perpétuelle et générale. La Constituante n'avait prétendu que réformer la monarchie; si elle se trompa trop souvent dans les moyens, elle ne se trompait pas dans le but. Ses idées furent exagérées, elles ne furent pas fausses. La Convention, pour avoir voulu imposer à la France une forme de gouvernement que les mœurs et l'esprit de la France repoussaient, le gouvernement républicain, se vit entraînée de folies en folies, de chimères en chimères, et contrainte à noyer dans le sang la société tout entière. Il lui fallait une France nouvelle. C'est encore la Convention qui sépara les deux principes de 1789, l'égalité et la liberté, et qui essaya de les armer l'un contre l'autre, soulevant la démagogie pour échapper à l'opinion. La Constituante avait bien compris que la vraie liberté est la liberté de tout le monde, sous la surveillance des lois chargées de réprimer les atteintes à l'ordre public; la Convention n'admettait de liberté que la sienne. Pas de liberté pour les prêtres! pas de liberté pour les aristocrates! Aux yeux de la Convention, ç'aurait été la liberté des conspirateurs et des factieux, la liberté du mal, et la Convention n'admettait que la liberté du bien, c'est-à-dire sa propre liberté et celle de ses amis. Deux grandes leçons nous ont été laissées par ces deux assemblées : l'Assemblée Constituante nous a appris comment on se perd par l'excès des idées généreuses, la Convention

comment la force sans la justice ne sauve rien !

Le livre de M. de Barante donnerait lieu à bien d'autres réflexions. J'ai essayé de mettre en relief celles qui m'ont frappé le plus. Elles ressortaient naturellement du récit même. M. de Barante ne disserte pas ; il laisse percer sa pensée, qui est toujours juste et fine, souvent profonde. Je ne dirai pas que sa modération est quelquefois extrême, car sa modération me touche plus que ne le feraient cent pages de déclamation ; je ne sais comment, avec un seul mot grave et digne, mais un mot qui vient du cœur, il émeut, il échauffe, il inspire presque une passion dont lui-même il sait rester maître. C'est bien là le langage d'un historien honnête homme ! Ce qu'il ne dit pas, il le fait sentir et penser par la vérité de ses tableaux, par l'exposition aussi fidèle qu'ingénieuse des faits, des choses, et des opinions. Quel touchant récit que celui de la funeste expédition de Quiberon et de la mort de Sombreuil ! Quelle source de réflexions politiques que l'analyse des curieux débats dans lesquels s'élabora la Constitution de l'an IV !

Me permettra-t-on un dernier mot ? J'avoue que le souvenir des anciens ouvrages de M. de Barante n'a pas nui à l'extrême plaisir que m'a causé celui-ci. C'est à ces anciens ouvrages que se rattachent mes premières émotions littéraires, ces émotions si vives et si douces ! C'est en lisant le *Tableau de la littérature française au* XVIIIe *siècle* que j'ai goûté pour la première fois le plaisir que donne une critique judicieuse, que j'ai compris comment on peut partager avec équité le blâme et la louange, et admirer passionnément le génie sans lui pardonner ses erreurs

et ses fautes ! J'ai encore là ce livre sous la main ; je l'ai relu bien des fois ; je l'aime comme on aime ses meilleurs souvenirs de jeunesse. Plus tard, c'est en lisant *les Ducs de Bourgogne* que j'ai appris à respecter nos vieilles lois, nos vieilles mœurs, à aimer le passé et à lui rendre justice, sans avoir envie cependant d'échanger nos libertés modernes contre les franchises flamandes, notre dix-neuvième siècle contre le siècle du roi Jean, nos révolutions contre les guerres civiles des bouchers et des Armagnacs ! Notre ancien parti constitutionnel n'a pas eu d'organe plus sage et plus modéré que M. de Barante ; voilà encore un souvenir par lequel je me rattache à l'illustre écrivain. Cette *Histoire de la Convention nationale*, ou plutôt de la Révolution française, couronne dignement une vie consacrée tout entière à l'étude, aux lettres, à la défense de tout ce qu'il y a eu de vrai, de juste et d'honnête dans les idées de notre temps.

7 juin 1853.

XIX

LA VÉRITÉ SUR LES CENT-JOURS,

PAR LUCIEN BONAPARTE.

J'ai besoin de dire tout de suite que cette petite brochure est fort curieuse, non-seulement par l'intérêt naturel qui s'attache au nom de l'auteur, mais encore par les faits nouveaux, en très-petit nombre à la vérité, qu'elle contient, et par les opinions que M. Lucien y exprime sur de hautes questions politiques, fort agitées aujourd'hui parmi nous. Cette déclaration faite, je dois ajouter, pour la décharge de ma conscience, que le titre promet, sinon beaucoup plus que ne tient le livre, au moins tout autre chose. La vérité sur les Cent-jours par un frère du grand Empereur ! que de vérités à révéler sur les Cent-jours, depuis le départ de l'île d'Elbe et l'arrivée triomphante de Napoléon à Paris, jusqu'au désastre de Waterloo, à l'abdication et à ce dernier exil qui ne devait plus avoir de retour ! Vous croyez peut-être

que vous tenez une histoire secrète des Cent-jours, écrite par un des principaux acteurs de ce grand et triste drame? Détrompez-vous. Le vrai titre de ce livre, s'il était possible de lui en donner un bien déterminé, ce serait tout au plus : *Réfutation de quelques passages des Mémoires du général Lamarque*, relatifs aux dernières résolutions prises par Napoléon dans les cent-jours. Qui donc est coupable de ce titre ambitieux : *La Vérité sur les Cent-Jours?* Qui que ce soit, c'est un maladroit. Rien n'était moins nécessaire, ici, que de s'exposer à la mauvaise humeur du lecteur désappointé. Le livre de M. Lucien a une valeur propre et des mérites assez rares aujourd'hui : il est bien de la main du personnage célèbre dont il porte le nom; il révèle quelques faits, non pas oubliés, mais vraiment neufs; les opinions de l'auteur et ses digressions sur la monarchie constitutionnelle et sur l'hérédité de la pairie, sur la république et sur le droit divin, quand elles ne seraient pas fort intéressantes par elles-mêmes, le deviendraient par la vie, par le rang, par le nom de celui qui les exprime. Qui ne serait curieux de savoir ce que pense sur toutes ces questions, je ne dirai pas seulement un frère de Napoléon, mais M. Lucien Bonaparte?

Pour donner à la brochure de M. Lucien Bonaparte un nom qui puisse s'appliquer à tout ce qu'elle contient, nous l'appellerons, si vous voulez, un fragment de Mémoire. Les Mémoires, en effet, c'est tout ce qu'on veut. On y disserte, on y cause, on y raconte; le plus ordinairement on y fait sa propre apologie et celle de ses amis; tout y est à sa place. Malheur aux

frères de l'Empereur, si jamais il pouvait sortir de leur bouche autre chose que l'apologie la plus complète, que la déification du grand homme qui a laissé sur leur nom une gloire immense et impérissable ! Il leur était permis, il pouvait leur être glorieux de résister à Napoléon, quand Napoléon était leur maître comme il était le nôtre, quand le frère commandait en Empereur. Aujourd'hui, ce serait presque un sacrilége de leur part que de faire remarquer une faute dans la vie de leur frère, une tache dans sa gloire. Aux yeux même de la France, aux yeux du monde, tout est excusé, tout est couvert par tant de génie et de malheur! Le rocher de Sainte-Hélène a tout expié; c'est la gloire de la France qu'une indigne et basse jalousie a pris un lâche plaisir à abreuver d'humiliations et de souffrances en la personne de Napoléon désarmé, captif, mourant! Chacune de ses tortures morales a payé une de nos victoires. On a voulu exposer à tous les yeux le représentant et le chef de la grande nation, soumis à tous les caprices et à toutes les brutalités d'une escouade de soldats. La France ne connaît plus que le vainqueur de Marengo et d'Austerlitz, le fondateur de nos lois civiles, le restaurateur de l'ordre dans notre pays. Les justes griefs qu'elle pouvait avoir contre Napoléon, elle les a presque oubliés. Comment les frères de Napoléon seraient-ils tenus de se les rappeler? Il leur convient de défendre jusque dans les moindres choses une mémoire qui est leur héritage. L'histoire sera indulgente, ce n'est pas à eux d'être sévères.

Je ne suis donc pas surpris de voir M. Lucien

Bonaparte justifier la conduite de Napoléon, précisément dans le point de cette conduite qui a été le plus généralement attaqué ; je veux dire le retour subit et extraordinaire de Napoléon à Paris après la bataille de Waterloo, quand il paraissait possible encore de rallier l'armée et d'arrêter l'ennemi. On n'excuse pas les grands bommes, l'excuse est au-dessous d'eux ; quand on veut les laver d'une faute, il faut que cette faute prétendue soit un trait de génie ou d'héroïsme mal jugé. Aussi le but principal que s'est proposé M. Lucien dans sa brochure est-il de prouver qu'en quittant son armée après la bataille de Waterloo, Napoléon fit un acte de dévouement sublime : ce sont les propres termes de l'auteur. Napoléon, dit M. Lucien, n'ignorait pas les dangers personnels qu'il pouvait courir en quittant son camp pour venir se placer à Paris, seul, au milieu des factions enhardies par sa défaite. Mais c'était précisément pour prévenir les divisions et rallier tous les Français dans le seul but de la défense commune, qu'il accourait. — But excellent, sans doute ; mais le moyen de l'atteindre était-ce de revenir à Paris avec une épée brisée et une couronne ternie par la poussière d'une défaite ? Quand on sut l'Empereur à Paris, le cri de tout le monde ne fut-il pas : L'Empereur est revenu, il a quitté l'armée ; tout est perdu ! Pouvait-on croire qu'il y eût encore quelque ressource dans cette armée vaincue, mais intrépide, et que Napoléon ne fût pas à sa tête pour tenter une dernière fois la fortune ? C'était dans son camp, c'était au milieu des débris mutilés de ses vieux soldats que Napoléon était encore redoutable aux partis de l'intérieur

comme aux armées étrangères! c'était de là que son cri puissant pouvait encore émouvoir la France et faire peur à ses ennemis de tout genre! Après Moscou, le retour précipité de Napoléon en France lui donnait du moins le temps d'organiser une armée pour remplacer celle qui achevait d'expirer dans le froid et la misère. Sa présence à Paris pouvait être utile, nécessaire. Après la perte de la bataille de Waterloo, quand l'ennemi arrivait à sa suite, que lui restait-il à faire à Paris? Ce qu'il a fait : à abdiquer !

N'y a-t-il pas à la conduite de l'Empereur une explication beaucoup plus naturelle et qui n'entache ni son honneur ni son génie? Avec un coup d'œil aussi perçant que le sien, Napoléon n'a pas dû être longtemps sans voir que le triomphant retour de l'île d'Elbe ne serait que le triomphe d'un jour, et que la résurrection du glorieux Empire était impossible. Qu'autour de lui, ses amis, ses frères, ses vieux soldats, enivrés par l'apparence d'un succès miraculeux, se fissent illusion, cela est possible. Que lui-même il se fît une illusion complète, je ne le crois pas. Il y a des voix prophétiques qui ne laissent pas ignorer aux grands hommes leur destinée. Tous, ils ont leur génie qui leur annonce le commencement et la fin de leur prospérité. La perte de la bataille de Waterloo n'a rien appris à Napoléon, et ne l'a pas étonné comme les hommes vulgaires. Avant de quitter son château pour aller une dernière fois commander ces armées françaises qu'il avait illustrées par tant de victoires, Napoléon, j'en suis sûr, savait son sort. Et cet effort malheureux pour ressusciter l'enthousiasme révolutionnaire de 1792, ce Champ de Mai, ce

retour aux vieux noms et aux doctrines oubliées de la Constituante et de la Convention, ces Chambres, déjà presque menaçantes et qui annonçaient assez l'intention de briser l'épée de Napoléon, dès qu'elle ne serait plus nécessaire pour la défense du territoire, n'était-ce pas pour l'Empereur autant de sinistres prédictions ? J'ai vu, je me le rappelle, ces admirables soldats de la vieille garde ; leur visage était intrépide, mais triste, et leur contenance plutôt tranquille et résignée qu'enthousiaste. Napoléon a été où sa fortune le poussait ; il fallait qu'il livrât une dernière bataille ; il l'a livrée. La bataille perdue, sa destinée était accomplie ; il ne lui restait plus rien à faire ; il est revenu, attendant l'ordre de Dieu pour savoir où il devait aller mourir !

Dans les Cent-Jours, l'Empereur et ses soldats ont été grands comme aux plus belles époques de leurs victoires. Les Chambres, au contraire, il faut l'avouer, ont été bien petites. Représentant le principe révolutionnaire, elles n'ont su que jalouser Napoléon et en avoir peur. Elles ne voulaient ni la paix, ni la guerre, ni l'Empereur, ni les Bourbons; pour toute défense, elles n'ont eu à opposer aux armées étrangères qui s'avançaient sur la capitale que l'abdication du seul homme qui pût ralentir au moins leur marche, l'intronisation ridicule d'un enfant absent, et une Constitution improvisée. Il faut savoir en ce monde ce que l'on veut et ce que l'on peut. Pour le peuple, l'Empereur c'était Napoléon I[er], et non pas Napoléon II. Le peuple criait : *Vive l'Empereur !* il n'aurait pas brûlé une amorce pour tous les articles de la Déclaration des droits de

l'homme. Chaque temps a son enthousiasme. A son point de vue, M. Lucien Bonaparte a mille fois raison de reprocher aux Chambres d'avoir eu plus peur de Napoléon que des Prussiens. Que devait faire l'Empereur? M. Lucien établit fort bien qu'il avait le droit incontestable de casser la Chambre des représentants en révolte presque ouverte. Mais la Chambre aurait désobéi; et quel parti aurait pris alors l'Empereur? Aurait-il appelé le peuple à lui? Je ne dis pas seulement que c'eût été ajouter la guerre civile à la guerre étrangère; je dis qu'en ternissant sa gloire et son nom par cet appel à des passions qu'il avait comprimées, l'Empereur n'aurait sauvé ni son trône ni la France. Quand les empires sont ébranlés, si l'on peut les sauver c'est en les rappelant à leur principe, et non en ouvrant la porte à un principe ennemi. On dira tout ce qu'on voudra l'origine de l'Empire : le principe de l'Empire n'était point un principe révolutionnaire, mais bien plutôt un principe d'ordre, de hiérarchie, de discipline sévère. Que l'Empire, dans son origine, ait emprunté quelque chose aux formes populaires qu'il allait détruire, son caractère n'en a pas moins été la répression des passions anarchiques et une profonde horreur pour elles. Napoléon eût été aussi mal à la tête d'une émeute qu'il était bien à la tête d'une armée. Je reconnais l'Empereur, je l'admire disant à son frère Lucien, qui lui montrait la foule du peuple amassée devant les grilles du palais et criant: *Vive l'Empereur!* « Allez ; je vous défends surtout, en « sortant, de haranguer ce peuple qui me demande « des armes. »

Quelques personnes ont cru et ont dit que M. Lucien avait donné à l'Empereur le conseil d'abdiquer, dans l'espoir d'être lui-même appelé à la régence pendant la minorité de Napoléon II. La conduite de M. Lucien, dans d'autres occasions, semblait déjà de nature à repousser le soupçon de ces calculs d'une ambition qui ne se contient pas. M. Lucien (il le raconte lui-même, et cette partie de son récit n'est pas la moins intéressante) dans les jours de gloire et de puissance de Napoléon avait su refuser le trône aux terribles conditions que Napoléon y mettait. « Vous « voudriez à Florence faire le Médicis, disait Napo- « léon à son frère ; non ! cela ne me convient pas. « L'intérêt de la France, voilà à quoi tout doit abou- « tir. Conscriptions, codes, impôts, tout dans vos « États doit être pour le plus grand bien de ma cou- « ronne ! « C'est-à-dire que, sous le titre de roi, il ne s'agissait que d'être l'exécuteur responsable de toutes les mesures rigoureuses de Napoléon, son grand percepteur, son grand recruteur. M. Lucien Bonaparte refusa, et ne perdit pas en refusant, il a raison de le dire, quelque chose de bien regrettable. Ce sont de tristes couronnes que celles qui ne peuvent avoir pour joyaux que la haine des peuples ! Dans les Cent-Jours, M. Lucien déclare que, loin de donner à l'Empereur le conseil d'abdiquer, il s'opposa de toutes ses forces à l'abdication. Dans sa position c'était ce que M. Lucien devait faire ; dans la sienne, Napoléon n'avait plus qu'à renoncer à une couronne renversée par la guerre et que la levée en masse des faubourgs n'aurait pas raffermie sur sa tête. Aujourd'hui M. Lucien pense qu'en droit comme en fait

Napoléon fit bien d'abdiquer. Roi par le droit divin, Louis XVIII pauvre, errant, dépouillé de tout, eût fait une lâcheté de céder à qui que ce fût une couronne qui n'était pas seulement sa propriété, mais celle de toute sa race. Magistrat populaire sous le titre d'Empereur, Napoléon pouvait toujours avec honneur rendre au peuple la couronne qu'il en avait reçue. Il est assez curieux de voir cette théorie développée avec une sorte de complaisance par le frère de Napoléon. Mais qu'en aurait pensé l'Empereur le jour du sacre, en sortant de Notre-Dame? Il n'eût pas été sûr, je crois, de le saluer alors du titre de magistrat populaire!

M. Lucien Bonaparte ne se contente pas de se justifier lui-même. Il justifie encore, qui? Le fameux ministre de la police, Fouché. Ce n'est pas que M. Lucien soit très-soucieux de la mémoire de Fouché ; il le traite, au contraire, fort mal. Mais, avant tout, honneur à la vérité! Il faudra donc que le public, qui aime tant à croire aux trahisons, et qui en a vu partout dans la chute de Napoléon, raye celle-là du compte de Fouché. Fouché, pendant les Cent-Jours, a bien servi l'Empereur; c'est M. Lucien qui l'affirme. Fouché, il est vrai, entretenait, en son propre nom, des agents auprès de M. de Metternich; il avait entamé des négociations en faveur du fils de Napoléon; il semblait trahir le père pour le fils; il ne le trahissait pas! L'Empereur était dans le secret; Fouché n'agissait qu'avec son autorisation secrète. Quel était le but de l'Empereur? aurait-il réellement renoncé à la couronne en faveur de son fils, si les propositions de Fouché eussent été encouragées par

le gouvernement autrichien? M. Lucien le croit. Quoi qu'il en puisse être, voyez comme il faut se fier aux bruits les plus répandus ! Qui n'aurait pas juré que Fouché trahissait l'Empereur, surtout en voyant Louis XVIII conserver Fouché au ministère de la police après les Cent-Jours? Le public fait toujours les gens beaucoup plus fins, beaucoup plus habiles, beaucoup plus mauvais qu'il ne le sont. C'est affaire d'amour-propre. Le public se croit bien fin de savoir deviner tant de finesses et de trahisons.

Terminons en disant un mot des digressions politiques de M. Lucien; peut-être est-ce la partie la plus piquante de cette brochure; par malheur, c'est aussi celle qui se prête le moins à l'analyse. M. Lucien est comme tous les hommes qui ont beaucoup vu, beaucoup réfléchi, et qui ont traversé les révolutions en y prenant part. Il y a un peu de toutes les opinions dans les siennes; on pourrait, en quelque sorte, les compter par époque. L'homme qui a vu de près le régime de 1793 est tout surpris et très-justement scandalisé de l'enthousiasme que ce régime inspire à quelques têtes égarées. Il a conservé une très-bonne et très-vigoureuse haine pour cette époque de sang. L'homme du 18 brumaire est à genoux devant les étranges conceptions de M. Sieyès, et surtout devant cette invention du grand-électeur que Napoléon repoussa si dédaigneusement du pied, en disant qu'il ne voulait pas être *un cochon à l'engrais de six millions*. C'est encore l'homme du 18 brumaire qui ne conçoit pas qu'il puisse y avoir de légitimité populaire pour un gouvernement, si ce gouvernement n'a pas été matériellement voté par le peuple

en masse. M. Lucien a vu tant de constitutions consacrées par le suffrage universel, et à si peu de temps l'une de l'autre! L'homme enfin auquel le nom même qu'il porte et les souvenirs qui s'y rattachent ferment encore l'entrée de la France, ne peut pas être bien juste pour un gouvernement qu'il regarde comme l'obstacle à son retour; les souvenirs et les regrets de M. Lucien le reportent vers le Consulat; il est assez naturel qu'il confonde le Consulat avec le Consul, et que ne pouvant avoir d'autres alliés en France que les idées républicaines, il incline de ce côté-là. Au contraire, l'homme désintéressé, l'homme éclairé, qui a vu et qui a étudié l'Angleterre, laisse échapper un cri de sympathie et d'admiration pour la monarchie constitutionnelle. « Si l'on se souciait, dit-il, de « pénétrer plus loin dans l'opinion d'un citoyen qui, « depuis tant d'années, végète dans l'exil, je dirais « que si une monarchie à l'anglaise pouvait s'établir « en France, je la crois préférable pour le bien de « l'humanité, même à la république consulaire. »

Quel est donc l'obstacle que voit M. Lucien Bonaparte à l'établissement d'une monarchie constitutionnelle chez nous? Cet obstacle, selon lui, est uniquement dans le préjugé de la France contre un corps où le droit et la dignité se transmettent par succession, contre une pairie héréditaire! Je dis le préjugé; car M. Lucien regarde l'hérédité de la pairie comme une institution excellente en elle-même, et non moins favorable à la liberté qu'à l'ordre. Je voudrais pouvoir citer tout le morceau; il est curieux dans la bouche d'un homme qui finit par se prononcer en faveur de l'établissement d'une répu-

blique en France, et à une époque où tant d'injures se débitent en Angleterre même contre cette pairie qui, là, est la base de la Constitution et en a été si longtemps la plus ferme sauvegarde. « La grande pro-« priété, dit M. Lucien, gouverne par la Chambre « des Pairs, héréditaire comme la transmission du « territoire dont la plus grande partie lui appartient. « La petite propriété gouverne par la Chambre des « Communes. Là, pour balancer ces pouvoirs de la « propriété grande et petite, un chef immuable, « héréditaire comme la pairie et puissant comme « elle, un chef irresponsable, qui règne et ne gou-« verne pas, sert de clef à la voûte sociale. La mo-« narchie ainsi comprise n'est-elle pas le meilleur « des gouvernements, surtout là où se trouvent de « grandes propriétés territoriales ? » Et plus loin : « Observons que plus l'élément aristocratique donne « de solidité à l'édifice politique, plus on peut sans « danger étendre le droit de suffrage. C'est ainsi que « l'Angleterre compte huit cent mille électeurs. »

Ce qu'il y a de certain, c'est que la France est monarchique. Dix siècles d'expérience le prouvent assez. Cent révolutions ont passé sur la France, et la France est restée monarchique. Le régime féodal est tombé ; la royauté, au lieu de tomber avec ce régime, s'est agrandie sur ses ruines. De féodale, elle est devenue nationale. Dans la terrible secousse du XVIe siècle, le catholicisme a été profondément ébranlé ; il a perdu la plus grande partie de son pouvoir temporel et politique ; la royauté, qui s'appuyait sur l'autel, a reparu plus puissante après l'orage. La Révolution de 1789 a changé la

forme et les principes de la société; clergé, noblesse, tout a été englouti; la royauté est encore revenue avec l'ordre. La république n'a jamais pu prendre chez nous l'apparence d'un gouvernement régulier. Le Consulat n'a été que le prélude de l'Empire. Ni la chute effrayante de Napoléon, ni les tentatives insensées et justement punies de la Restauration, n'ont pu entraîner la royauté dans l'abîme. L'Empire et la Restauration sont tombés; la royauté est encore debout. C'est toujours à la royauté, comme à son ancre de salut, que se rattache la France. Le suffrage des siècles a consacré chez nous la royauté, et ce suffrage-là est encore le plus universel et le moins trompeur de tous.

2 octobre 1835.

XXIII

MÉMOIRES DE M. LUCIEN BONAPARTE,

PRINCE DE CANINO,

ÉCRITS PAR LUI-MÊME.

Le premier volume des Mémoires de M. Lucien Bonaparte est plutôt un recueil d'opinions politiques qu'un récit. A l'exception du chapitre que l'on a déjà cité dans les journaux, et dans lequel M. Lucien a su peindre avec une énergie toute nouvelle le ridicule et l'atrocité du régime de la Terreur, le reste n'est guère que le tableau des pâles discussions d'une triste assemblée, le Conseil des Cinq-Cents, avec un pauvre gouvernement, le Directoire. Ce n'est pas la faute de M. Lucien. Il dit ce qu'il a fait, il raconte ce qu'il a vu. Pendant que le général Bonaparte remportait en Égypte d'immortelles victoires et achevait de se mettre hors de pair par de gigantesques aventures, à Paris M. Lucien était membre du Conseil des Cinq-Cents, et faisait avec la majorité de ce conseil la pacifique et terne révolution du 30

prairial, présage d'une révolution plus grande, la révolution du 18 brumaire. Mais celle-ci devait être faite par un homme qui, pour sauver la France, à moitié perdue par l'imbécillité du Directoire, avait plus de foi dans son épée que dans des articles de Constitution, et dans son génie que dans la science pédantesque de M. Sieyès. Aussi le 18 brumaire a-t-il effacé complétement le 30 prairial; et je crois que fort peu de gens aujourd'hui se souviennent de cette innocente révolution du 30 prairial, que M. Lucien compare, avec un peu d'ambition, à la révolution de juillet 1830. Quoi qu'en dise M. Lucien, ça été une plus grande affaire, je pense, de renverser le trône de Charles X après les ordonnances de juillet, et de changer une dynastie à la face de l'Europe, que de chasser les trois directeurs, Treilhard, Merlin et Laréveillère, pour les remplacer par trois autres directeurs, Gohier, Moulin et Roger-Ducos.

Ce qu'il faut chercher dans le premier volume des Mémoires de M. Lucien, ce ne sont donc pas des révélations et des faits; il y en a fort peu. Ce sont des opinions. Pour les révélations, nous attendrons M. Lucien au 18 brumaire. Aujourd'hui, c'est au publiciste que nous aurons affaire. Comme depuis cinquante ans les discussions politiques roulent à peu près dans le même cercle, M. Lucien, en faisant la confession de ses opinions passées, se trouve tout naturellement amené à produire ses opinions d'aujourd'hui, et à traiter ce que nous avons la bonhomie d'appeler les questions du moment, c'est-à-dire ces vieilles questions du suffrage universel, de la division du pouvoir

législatif en deux Chambres, l'une élective, l'autre héréditaire, de la liberté illimitée de la presse, des clubs et des sociétés populaires. Il faut rendre justice à M. Lucien ; il cherche la vérité avec une bonne foi rare ; il reconnaît ses erreurs sans hésiter ; l'honnêteté des sentiments qu'il exprime partout donne du poids à ses opinions. Le président du comité révolutionnaire de Saint-Maximin ne comprend rien à l'admiration que le régime insensé de la Terreur et les plus épouvantables héros de ce régime ont tout à coup rencontrée dans une partie de la génération nouvelle. Je le crois bien ; M. Lucien, bon citoyen et honnête homme, a vu ce régime en pratique. Ce n'est pas que la théorie même en soit fort séduisante à mon gré ; mais, de loin, la monstruosité du crime peut séduire les imaginations déréglées par je ne sais quelle apparence de grandeur. Le nombre des gens qui, en croyant aimer la liberté, n'aiment au fond que le despotisme et prennent la force pour le droit, n'est pas petit chez nous ; ils ne se soumettent qu'à grande peine à l'arrêt d'un magistrat, ils se croiraient fort honorés de recevoir des coups de plat de sabre de la main d'un général. M. Lucien pense, sans doute, que si quelque chose a deshonoré la révolution et perdu la république, c'est le régime de la Terreur. Nous avons imaginé, nous autres, une théorie toute différente : c'est la Terreur qui a sauvé la France, et nous en sommes si convaincus que nous offrons notre exemple en imitation à tous les peuples qui ont envie de se régénérer.

Voici le sophisme sur lequel repose cette étrange théorie. Dans ces terribles secousses qu'on appelle

révolutions sociales, il est impossible que toutes les passions humaines ne soient pas déchaînées, et que la bassesse et le crime n'aient pas leur place à côté de la vertu et de l'héroïsme. Une révolution qui révèle au monde le génie d'un Mirabeau, le patriotisme d'un Bailly, fait éclore aussi presque infailliblement tout ce que l'âme d'un Marat ou d'un Robespierre renferme d'atrocité. La chaleur brûlante de ce soleil des révolutions féconde pêle-mêle le vrai et le faux, le juste et l'injuste, le dévouement et l'égoïsme poussé jusqu'à la folie, les plantes les plus bienfaisantes et les poisons les plus mortels. En ce sens on peut dire que les crimes sont un des éléments nécessaires d'une révolution, ou qu'il n'y a pas de révolutions sans crimes. Les meilleures, celles que le genre humain compte parmi ses plus glorieuses époques de régénération, n'en ont pas été exemptes. On ne passe pas de l'esclavage à la liberté, de la barbarie à la civilisation, du paganisme à l'Évangile, sans qu'il en coûte du sang et des larmes, sans qu'il s'élève comme une nuée d'ambitieux, d'hypocrites, de scélérats et de fanatiques qui souillent par leurs crimes les causes les plus saintes : conséquence inévitable de l'infirmité humaine ! Mais cette nécessité malheureuse, cette fatalité du crime, on l'a changée en une loi morale et politique. On en a fait, non pas l'écueil et le danger, mais la règle et le salut des révolutions. On a donné raison au crime ; on l'a systématisé ; on lui a supposé des vues profondes ; et tout ce que l'égoïsme, la cupidité, la jalousie, la fureur avaient enfanté de plus affreux, on a osé l'attribuer au patriotisme et à la science de conduire

un peuple qui se régénère ! Au moins aurait-il fallu attendre que le dernier des contemporains de ce régime exécrable eût fermé les yeux pour essayer d'en réhabiliter le souvenir, et que pas un de ceux qui l'ont vu, qui en ont souffert, qui l'ont maudit, ne pût dire, répétant un mot de l'infortuné Malesherbes : « Si du moins cela avait eu le sens com« mun ! »

Dans la petite ville de Saint-Maximin, du temps que M. Lucien y était président du comité révolutionnaire avec le moine Epaminondas, on n'égorgeait personne, grâce à Dieu ! Le régime de la Terreur s'y passait même d'une façon assez joyeuse, puisque les suspects ne couraient que le risque d'être condamnés à jouer la comédie devant les tricoteuses de Saint-Maximin. De combien peu, cependant, s'en fallut-il que toute cette joie ne fût changée en larmes par un valet de Barras, et si M. Lucien s'était laissé effrayer par le plumet rouge et l'air insolent de ce misérable, que devenaient les pauvres comédiens de Saint-Maximin déjà comptés, numérotés et entassés dans la charrette qui les menait droit à Orange, c'est-à-dire à l'échafaud? M. Lucien eut le courage et le bonheur de les sauver; mais si la peur l'eût pris comme tant d'autres, s'il eût seulement laissé faire, quel souvenir pour toute sa vie, quel remords! Dans quelle carrière entrait-il ! On ne saurait trop méditer les réflexions touchantes et sensées de M. Lucien à ce sujet : « Réfugié patriote, martyr de la cause « de la Révolution, ces titres me mettaient à l'abri « d'être soupçonné d'*aristocratie* et de *modérantisme*. « Je pouvais, jusqu'à un certain point, affronter le

« préjugé dominant et suivre la route droite. Mais « si, comme tant d'autres, j'eusse été placé entre ma « sûreté personnelle et ma conscience, si j'avais été « réduit, comme tant d'autres, à ce dilemme fatal : « *tuer ou mourir*, suis-je bien certain de ce qu'il « eût pu m'arriver ? Je me flatte que je serais resté « fidèle au bien et que mon courage moral ne m'au- « rait pas abandonné. Cependant bien des Français « qui valaient autant ou mieux que moi n'ont-ils pas « glissé sur la pente de cet abîme ? Combien de « ces malheureux, sortis de parents vertueux comme « les miens, pourvus comme moi d'une bonne édu- « cation, n'ont-ils pas succombé ? Sous le despotisme « d'un seul ou de plusieurs, on risque d'être victime. « Sous le despotisme démocratique, outre le même « risque centuplé, on en court un autre bien plus « affreux : *celui d'être bourreau !* »

Ce mot éloquent est l'éternelle flétrissure du régime de la Terreur ; il dit et résume tout. On ne songe qu'à ceux que ce régime a proscrits et égorgés ; il faudrait parler de ceux qu'il a pervertis en les associant à ses crimes, de ce peuple accoutumé au sang et rassasié du spectacle quotidien de l'échafaud, de ces comités sans nombre, où la délation était un jeu et un exercice pour les apprentis orateurs, de ces pourvoyeurs des tribunaux révolutionnaires éparpillés sur toute la France, de cette multitude de gens formés au mal par l'intérêt, par la vanité, par la peur ! Ne comptez pas les bons citoyens, les hommes de talent, que le régime de la Terreur a enlevés à la France ; comptez, si vous le pouvez, les mauvais citoyens qu'il lui a laissés en

corrompant tout! Comptez combien d'instruments il a fallu à un pareil régime pour tenir toute la France pliée sous son joug ; combien d'instincts détestables développés, combien d'instincts honnêtes dépravés! Voilà le mal qu'un siècle suffit à peine pour réparer! Dépraver un peuple est le plus grand crime qu'un gouvernement puisse commettre. La gloire militaire seule a relevé la France abattue. Le régime de la Terreur avait couvert tout de sang et de fange, le patriotisme, la liberté, les lois, la philosophie. Cette France, si pleine d'espérance en 1789, n'espérait plus rien après 1793 ; elle osait à peine lever les yeux sur elle-même ; ses haillons républicains ne lui inspiraient que du mépris et de l'horreur ; la gloire des armes lui restait seule ; elle s'en empara avec enthousiasme et se vengea de sa propre humiliation sur l'Europe. Voilà ce que les républicains honnêtes, ou infatués de leur système, ne voulaient pas comprendre du temps que M. Lucien était membre du Conseil des Cinq-Cents. Ils cherchaient encore dans une meilleure distribution des pouvoirs sociaux, dans une savante combinaison d'articles constitutionnels, le remède à cette anarchie fatigante qui les ramenait sans cesse, et malgré eux, à la nécessité des coups d'État et de l'arbitraire. Avec une bonne foi, qui les honore en quelque manière, ils ne voulaient demander qu'à leurs principes une garantie contre le discrédit de leurs principes mêmes!

M. Lucien partageait, à beaucoup d'égards, leurs illusions ; il n'en est pas encore tout à fait revenu aujourd'hui. Son bon sens et son expérience lui disent

bien que les gouvernements tempérés sont les meilleurs; son goût et les idées de sa jeunesse le ramènent aux principes absolus. C'est en politique le caractère de l'école révolutionnaire de demander à la logique la solution des questions sociales, et de traiter celles-ci comme des problèmes de mathématique. Il n'y a pas de plus ou de moins pour cette école. Ainsi M. Lucien a une foi, je dirais presque naïve, dans la vertu du suffrage universel, que je lui demanderai la permission de ne pas appeler *la votation universelle*. Il lui faut ou le principe absolu du droit divin, qui n'a jamais existé pleinement, au moins chez nous, ou le principe absolu du suffrage universel, bien compté, bien constaté par procès-verbaux authentiques. M. Lucien ne s'aperçoit pas que le suffrage universel ressemble terriblement à la démocratie pure qu'il déteste en bon citoyen et en homme éclairé, et qu'une pareille force, sérieusement organisée, renverserait bientôt tout devant elle. Je dis sérieusement organisée, car le suffrage universel, exercé une fois en passant, dans certaines circonstances et sous l'œil d'un gouvernement habile et puissant, peut très-bien n'être qu'une comédie politique. C'est une manière d'attraper la logique de certains publicistes, de se moquer d'eux, de leur fermer la bouche par leurs propres règles. M. Sieyès en a éprouvé quelque chose. A six mois ou un an de distance, on peut très-bien faire dire au suffrage universel le pour et le contre. Cette démonstration ou cette comédie de procès-verbaux ouverts dans les villages pour consulter le peuple, par oui ou par non, sur la forme du gouvernement, quand on est sûr de ce qu'il ré-

pondra, a-t-elle dans quelques cas son utilité? Je ne sais, mais j'avoue que tout ce qui porte un caractère de tromperie me blesse et me paraît indigne d'un grand peuple.

Disons-le, d'ailleurs : cette théorie du suffrage universel est trop commode pour la tyrannie ; c'est un instrument trop facile à tourner contre le peuple même, contre ses droits et sa liberté. Avec cette théorie, il n'y a pas d'entreprises qu'on ne couvre et qu'on ne légitime. Il est bien plus aisé à un gouvernement, quel qu'il soit, quoi qu'il fasse, d'obtenir l'aveu du suffrage universel sur une question positive à laquelle le peuple n'entend rien, que de se concilier cette approbation morale qui ne se compte pas en chiffres. Le gouvernement se passe trop aisément de celle-ci quand il a l'autre, et il l'a toujours, encore une fois, avec un peu d'habileté. On viole la Constitution, on se joue des lois et des serments les plus sacrés, on brise la représentation nationale, on proscrit, on déporte, on égorge ; qu'en coûte-t-il? La peine d'adresser une consultation au peuple, c'est-à-dire à des gens ou qui ne savent pas ce dont il s'agit, ou qui ne s'en soucient guère, ou qui ont peur ; on compte les votes, tout est fini, et voilà ce qui était un crime hier devenu aujourd'hui la chose du monde la plus légitime ! M. Lucien semble regretter amèrement qu'après le 18 fructidor, le Directoire n'ait pas soumis son coup d'État à l'approbation du suffrage universel; je crois même que M. Lucien s'accuse de n'avoir pas eu recours au même moyen de légitimation pour sa petite révolution du 30 prairial. Quoi donc ! le suffrage universel aurait-il la

vertu de changer la nature des choses? Le coup d'Etat du 18 fructidor en aurait-il moins été un coup d'État, quand le parti vainqueur aurait fait ratifier sa victoire par le peuple? La violation de la Constitution et de la représentation nationale en aurait-elle moins été le renversement de toutes les garanties publiques?

Les théories de M. Lucien ne l'empêchent pourtant pas, chose rare, de se rendre à l'expérience et de céder aux faits. Il avoue que le spectacle de la liberté anglaise a beaucoup modifié ses opinions républicaines. Je crois, en effet, que jusque-là M. Lucien avait plutôt cherché la liberté qu'il ne l'avait vue. Le passage est curieux; il mérite d'être cité. « En « Angleterre, j'ai vu comment une monarchie réelle- « ment constitutionnelle convient à un grand peuple « autant et plus peut-être qu'aucune autre forme de « gouvernement. On voit ici, sinon la meilleure, au « moins une bonne et heureuse république, non dans « un programme, mais dans les faits et dans les « mœurs; le pouvoir législatif sagement réparti « entre trois autorités qui exercent sans entrave leur « propre prérogative; le pouvoir exécutif, ayant toute « latitude pour le bien et n'en ayant pas pour le mal; « le pouvoir judiciaire tellement indépendant, que « le plus obscur prolétaire comme le plus riche sei- « gneur reposent également en sûreté sous la ga- « rantie du jury, que nulle étreinte sacrilége ne peut « flétrir, et sous la garantie du domicile inviolable « qu'aucun misérable ne peut souiller; la Chambre « élective nommée par huit cent mille électeurs sur « vingt-cinq millions de population;... la Chambre

« des Pairs enfin, accessible à tous les citoyens, trop « puissante et trop éclairée pour céder aux séductions « des Cours ou aux clameurs de la multitude. Ces « magistrats héréditaires sont depuis plus d'un siècle « et demi les défenseurs de la Charte, immortel « ouvrage de leurs aïeux; leur suprématie tutélaire « continuera longtemps d'être le *palladium* des « libertés britanniques, pourvu qu'ils ne cessent pas « d'opposer une résistance inébranlable au torrent « débordé des opinions démagogiques qu'un boule- « versement social pourrait seul satisfaire. »

Je l'ai déjà dit, et je le répète en finissant. Le premier volume des Mémoires de M. Lucien Bonaparte ne satisfera peut-être pas complétement la curiosité publique, que ce nom de Bonaparte éveille et prépare toujours à entendre des choses merveilleuses. M. Lucien, qui était membre du Conseil des Cinq-Cents, et l'un des chefs de l'opposition contre le Directoire, avant le 30 prairial, attache tout naturellement aux discours, aux intrigues, aux scènes de ce temps-là, pâle copie des scènes terribles de la Convention, une importance que l'histoire ne leur a pas conservée. Ce qui frappe le lecteur est précisément ce que M. Lucien ne fait pas ressortir, et peut-être ce qu'il ne voit pas, le contraste bizarre des mœurs relâchées du Directoire et d'une anarchie sans vigueur avec le langage, le costume, les formes du régime de la Terreur, qui survivaient alors à la Terreur elle-même. Il n'y a pas de milieu; quand ces choses-là ne font pas peur, elles sont souverainement ridicules; la perspective de l'échafaud pouvait seule donner du sérieux au protocole de 1793.

Quoi qu'il en soit, considéré comme expression des opinions politiques de M. Lucien Bonaparte, ce volume a son intérêt, et ceux mêmes qui ne partageraient pas entièrement les manières de voir de M. Lucien n'en rendront pas moins justice aux sentiments de modération, d'honnêteté, d'amour du bien et du vrai, qui éclatent partout dans son livre.

14 novembre 1836.

XXIV

SOUVENIRS CONTEMPORAINS D'HISTOIRE
ET DE LITTÉRATURE

PAR M. VILLEMAIN.

PREMIÈRE PARTIE.

Avec un livre de M. Villemain, la critique est nécessairement en retard. Le livre est lu avant que nous ayons eu le temps d'en parler. Aussi n'ai-je pas la prétention d'analyser et de faire connaître le nouvel ouvrage de M. Villemain ; les *Souvenirs contemporains d'histoire et de littérature* sont déjà dans toutes les mains, je le sais; ils sont le sujet animé de toutes les conversations ; je n'ai rien à apprendre au public sur l'art merveilleux avec lequel M. Villemain a su rattacher à M. de Narbonne, ministre de l'infortuné Louis XVI en 1792 et premier aide de camp de l'Empereur en 1809, un admirable tableau des deux plus grandes époques de notre histoire contemporaine, la Révolution et l'Empire. Ces anecdotes si finement racontées, ces portraits tracés d'une

main si ferme et si heureuse et qui reproduisent avec une vérité singulière la physionomie des principaux personnages d'un temps encore bien voisin de nous, depuis les ministres et les généraux de Napoléon jusqu'aux orateurs et aux hommes de lettres de la Restauration, depuis la cour impériale de Fontainebleau jusqu'aux salons de Madame de Duras et de Madame de Montcalm ; ces grandes scènes de politique, où s'agitaient les destinées du monde, suspendues au projet de l'expédition de Russie pendant que Napoléon délibérait encore ; ces scènes plus terribles de la guerre, esquissées par M. Villemain avec tant de concision et d'énergie ; tout ce qui compose, en un mot, ce livre, le meilleur, le plus élevé peut-être qui soit sorti de la plume de son auteur, est déjà tombé dans le domaine de la conversation générale. La seule question que l'on m'ait faite à ce sujet est celle-ci, et elle m'a été répétée plus d'une fois : « Quand donc parlerez-vous du livre de M. Villemain ? » Or il n'y a guère plus de quinze jours que ce livre a paru au moment où j'écris.

Un sentiment de curiosité maligne est peut-être pour quelque chose dans cet empressement. Ces journaux, dont la liberté ne paraissait jamais assez grande il y a bien peu d'années encore, c'est un spectacle amusant pour quelques personnes de les voir se débattre sous l'étreinte sévère d'une législation qu'a engendrée la licence. On attend pour voir comment nous nous tirerons de l'embarras de parler d'un livre où les doctrines libérales sont professées avec modération, mais avec fermeté, où la politique intérieure et extérieure du grand homme auquel se

rattachent tant de souvenirs de gloire et de deuil, est jugée avec indépendance.

Je n'ai qu'un mot à dire ; je ne suis pas embarrassé. La raison en est bien simple. Je n'éprouve pas la moindre envie de saisir l'occasion du livre de M. Villemain pour déguiser sous le voile du passé une opposition actuelle. Je ne veux pas faire de la polémique détournée, ne pouvant pas et ne voulant pas en faire de franche et d'ouverte. La polémique et moi, nous nous sommes dit adieu, sans doute pour toujours. Désormais c'est ma consolation, au milieu de regrets fort naturels et que personne ne me reprochera comme un crime, c'est mon bonheur de vivre dans la région sereine des lettres, de la philosophie, de l'histoire. J'y retrouve, ce me semble, malgré les années qui se sont accumulées si rapidement, quelque chose de la fraîcheur de mes impressions de jeunesse, et un calme qui convient à mon âge plus mûr. Je sens avec un plaisir indicible se rouvrir en moi la source des nobles et pures émotions. Dans la polémique, combien n'échappe-t-il pas d'injustices involontaires ! C'est peut-être, si j'ose le dire, la conscience de n'en avoir jamais commis, du moins de volontaires et de délibérées, qui me laisse si tranquille dans ma tristesse, le cœur affligé, mais non flétri, et sensible encore à l'enthousiasme du beau et au culte désintéressé du vrai.

Je ne veux pas d'ailleurs, en disant ceci, renier les vingt années que j'ai passées à défendre dans une polémique ardente des institutions que j'aimais et qui ne sont plus. Je ne pense pas que la vie publique soit incompatible avec les lettres. Je ne suis pas de

ceux qui renvoient dédaigneusement les lettrés, grands et petits, à la solitude de leur cabinet. En France surtout, à quelque époque de notre histoire que je me reporte, je vois que rien de glorieux, rien d'utile, rien de grand dans l'État, ne s'est fait sans les lettres. Lhôpital était homme de lettres, Richelieu avait la prétention de l'être. Les deux plus grands évêques du dix-septième siècle, Bossuet et Fénelon, étaient hommes de lettres. Le dix-huitième siècle l'était tout entier, et je n'en suis pas encore à ne voir dans la Révolution que des erreurs et des crimes, dans Montesquieu, dans Voltaire, que des complices de Robespierre et de Marat ! Je crois que c'étaient de belles et glorieuses époques que celles où M. de Chateaubriand, M. Royer-Collard, et plus tard M. Guizot, M. Molé, M. Thiers, M. Villemain débattaient à la tribune les grands intérêts de l'État. Ces époques ont passé vite. Hélas ! qu'avons-nous eu de solide et de durable depuis soixante ans? Elles ont fini douloureusement. Sont-elles les seules qui aient jeté, en finissant, du deuil sur la patrie ? Quand la liberté publique met le gouvernement dans la main de tous, c'est aux lettres, selon moi, à accourir les premières. Heureuses le jour où on les congédie, si elles retrouvent dans la paix et le silence, avec la satisfaction d'avoir rempli un devoir sacré, l'amour pur du vrai et du bien ! Elles ne renient pas la mission qu'elles avaient, elles en acceptent une autre. Au lieu de défendre des intérêts présents et passagers, elles défendent l'intérêt éternel, celui du droit et de la justice, pris à un point de vue plus général et plus élevé. Elles échauffent les cœurs, elles prononcent

les arrêts de l'histoire, et c'est encore par elles que se conserve dans les peuples la vie morale avec le sentiment de la vraie grandeur !

Je le dis donc sans aucun embarras parce que je n'y mets aucune arrière-pensée, ce qui me charme avant tout dans le livre de M. Villemain, ce sont les sentiments libéraux et généreux qui y respirent. Ces idées de droit, de justice et de garanties légales, je les reconnais ! ce sont celles qui remuaient si profondément la génération à laquelle j'appartiens, lorsque après les désastres de l'Empire, la Restauration, pour dédommager la France, lui ouvrit le champ glorieux aussi de la liberté. Ce sont les idées de 1819, de 1830, les idées que j'ai entendu exprimer tant de fois avec une éloquence qui me ravissait par la bouche des Royer-Collard, des Foy, des Guizot, des Casimir Périer. Nous avons été élevés, nous tous enfants du commencement de ce siècle, nous avons vécu avec ces idées ! A l'âge où nous voilà maintenant, on ne change plus d'opinion. Quand on a été vraiment libéral, on l'est toujours. Si c'est un tort, c'est un tort de chronologie. Ce n'est pas notre faute si nous sommes nés, si nous sommes entrés dans le mond à une époque où d'anciens serviteurs de l'Empire eux-mêmes, des généraux couverts de blessures, des ministres, des préfets, des chambellans de Napoléon, convertis à la Charte et au gouvernement représentatif, nous apprenaient, pour ainsi dire, à parler et à lire avec le mot de liberté; ce n'est pas notre faute si, à ce moment de la vie où les impressions plus vives se gravent plus profondément dans le cœur, tout retentissait autour de nous des avantages

d'un gouvernement de tribune et de presse. Aucune parole ne parvenait alors à notre oreille qui n'éveillât dans notre âme une idée libérale, et c'étaient, je le répète, les hommes les plus graves, les plus éprouvés par l'expérience, les plus brillants par le talent, réunis de tous les points de l'horizon politique, d'anciens ministres de l'Empire, comme le sage et sévère Daru, des royalistes comme M. de Serres et M. de Chateaubriand, d'éloquents professeurs comme M. Villemain, M. Guizot, M. Cousin, qui nous apportaient les mêmes leçons, tenaient le même langage et croyaient, hélas! préparer en nous à la France un long avenir de liberté pacifique. Le livre de M. Villemain n'est, sous ce rapport, que l'écho éloquent et fidèle de ce que tout le monde pensait et disait à une époque qui est encore si voisine de nous.

Aussi ce qu'une susceptibilité, selon moi, peu raisonnable pourrait être tentée d'appeler des allusions dans ce livre, je l'appelle des souvenirs, et ces souvenirs me ravissent. Je ne songe pas au présent, que je respecte et qui a sa nécessité d'être ; je me reporte avec bonheur dans ce passé tout brillant d'espérances et, si l'on veut, d'illusions généreuses. Je crois être en 1825, je crois sortir de la Sorbonne après une leçon de M. Villemain, me promener au Luxembourg avec mes amis, l'âme tout échauffée de cet enthousiasme politique et littéraire qu'allumaient en nous les paroles de notre maître et que redoublait la lecture d'un discours de M. Royer-Collard à la Chambre des Députés, ou du duc de Broglie à la Chambre des Pairs. Nous étions bien jeunes, c'est vrai ; mais alors l'expérience parlait comme nous. Si

l'expérience aujourd'hui, après la funeste révolution de 1848, semble être contre la liberté, après la chute de l'empire fondé par un homme tel que le monde n'en avait point vu depuis César, l'expérience, au contraire, semblait être tout en faveur de la liberté. Personne n'hésitait à mettre en première ligne, parmi les causes qui avaient renversé en moins de trois ans un colosse de génie et de gloire, le silence de toutes les bouches, l'abaissement de tous les courages devant un homme, quelque grand que fût cet homme, le défaut d'un frein qui aurait pu arrêter ou retenir du moins l'ambition dans sa course. Ici encore je ne vois et ne puis voir dans les jugements de M. Villemain sur Napoléon, sur cette politique gigantesque au dehors et trop impérieuse au dedans, que l'écho modéré de ce qui était, dans les années voisines de sa chute, le langage universel. C'est de l'histoire. A l'heure qu'il est, il n'y a pas un père prudent et soigneux de sa fortune qui ne dise à son fils : Défiez-vous des idées libérales ! Alors nos pères nous auraient volontiers dit : Défiez-vous de la gloire ! Voilà comment elle finit ! Ah ! l'Empereur ne serait pas tombé, si les grands corps de l'État avaient pu faire parvenir leur voix modératrice jusqu'à son oreille en temps opportun ! Il ne serait pas tombé, si l'opinion publique avait pu se faire jour soit par la tribune, soit par la presse ! On maudissait les flatteurs et les courtisans, je me le rappelle. On élevait jusqu'aux nues ceux qui avaient eu le courage d'opposer quelque résistance aux volontés absolues et aux entraînements du maître, Lanjuinais dans le sénat, Daru dans le conseil.

Nous surtout, et c'est encore ici une affaire de date et de chronologie, nous qui n'avions vu de l'Empire que des années encore pleines de gloire, mais désastreuses par les résultats, qui ne connaissions presque ce régime que par la conscription et par ces levées d'hommes qui jetaient le deuil dans les familles, quel effet ne devait pas produire sur nous le jugement libéral de nos pères? Encore parlé-je du jugement des hommes sensés, et non du cri forcené des partis. Le dirai-je? Si le livre de M. Villemain a modifié mon opinion, c'est plutôt en faveur du grand homme, que les souffrances des dernières années de son règne nous avaient trop fait méconnaître. Les fautes que M. Villemain condamne, personne ne les absout aujourd'hui, je pense. Personne ne croit que Napoléon ait eu raison d'aller à Moscou et d'enlever le pape de Rome. On convient assez généralement que la censure impériale poussait quelquefois le zèle un peu loin. Mais je l'avoue, au milieu des fautes du prince, l'homme chez Napoléon me paraît encore plus séduisant, et, si je l'ose dire, plus aimable dans le livre de M. Villemain que je ne l'avais imaginé. L'esprit prodigieux de Napoléon, son imagination éblouissante, sa bonté familière avec ceux de ses serviteurs dont il prisait la valeur personnelle et connaissait le dévouement, éclatent à chaque mot de ses conversations avec M. de Narbonne, conversations fidèlement rapportées par M. Villemain. Quels tableaux! quelles scènes! quels souvenirs! qu'y a-t-il dans l'histoire ou dans la tragédie, dans Tacite ou dans Corneille, d'égal à cette délibération sur la guerre de Russie, dans laquelle l'Empereur expose à

M. de Narbonne ses motifs pour entreprendre cette guerre et la pousser jusqu'à Moscou, tandis que M. de Narbonne, ému, mais non séduit, saisi à la fois d'admiration et de douleur, combat pied à pied les illusions du génie et prévoit tout, autant par tendresse pour le maître qu'il aime et qui se perd, que par bon sens ! Quelle confiance, quel abandon de la part de l'Empereur, quel désir de convaincre et d'entraîner M. de Narbonne, comme si M. de Narbonne avait eu besoin d'être convaincu pour obéir et pour mourir ! Quelle fermeté de la part de M. de Narbonne, quelle indépendance de jugement, quelle respectueuse, mais invincible résistance aux raisonnements, aux images, aux flots d'éloquence qui coulent de la bouche de l'Empereur ! Et quelle émotion ne fait pas éprouver chacune des paroles de ce débat intime entre le plus extraordinaire des hommes et le plus fidèle, le plus éclairé des serviteurs, quand on a présent à l'esprit Moscou, la Bérésina, la ruine de tant de gloire et de grandeur ! J'avais été frappé d'admiration en entendant lire ce morceau à M. Villemain lui-même ; je l'ai relu avec transport. Je ne connais rien de plus grand dans aucun livre. L'Empereur se trompait, hélas ! mais à quels hommes appartient-il de se tromper de cette sorte ? Peu s'en faut qu'on n'en veuille à M. de Narbonne de ne s'être pas laissé entraîner, tant l'Empereur est à la fois grand dans ses illusions, aimable dans sa familiarité ; tant il faut se surmonter soi-même pour résister à un pareil ascendant !

Libéral de 1789 et ancien ministre constitutionnel de Louis XVI, M. de Narbonne, devenu l'aide de

camp et l'ami de l'Empereur, ne reniait pas ses anciennes convictions; il les avait conservées tout entières. L'Empereur le savait et peut-être il n'en aimait et n'en estimait que plus M. de Narbonne, dont il connaissait d'ailleurs le loyal dévouement, le patriotisme supérieur à toutes les passions de parti. L'Empereur n'ignorait pas qu'en 1793, lors du procès de Louis XVI, M. de Narbonne, réfugié en Angleterre, avait réclamé sa responsabilité de ministre et demandé à la Convention d'être accepté comme accusé à la place du roi, ou d'être entendu au moins dans ses explications comme témoin, sauf à payer cette faveur de sa tête comme complice. L'Empereur savait encore qu'exilé, proscrit, détestant les jacobins et en étant détesté, M. de Narbonne avait refusé de fournir aucun argument à M. Pitt pour la guerre que ce ministre déclarait à la France, et qu'un ordre du gouvernement britannique l'avait forcé de chercher un asile sur le continent. Avec un patriotisme si pur, les idées libérales de M. de Narbonne ne pouvaient pas lui être un écueil auprès de Napoléon, qui goûtait d'ailleurs singulièrement l'esprit fin, la conversation spirituelle, la raison élevée de son aide de camp. En un mot, l'Empereur voyait que M. de Narbonne, en le contredisant quelquefois, l'admirait et l'aimait toujours par un penchant naturel; et c'est, je le crois, cette tendre fidélité de M. de Narbonne pour l'Empereur, empreinte dans les pages de M. Villemain, qui jette sur son livre un intérêt triste et touchant. On éprouve le même sentiment que M. de Narbonne : on blâme l'Empereur, on gémit de ses fautes, on le voit fatalement courir à sa perte, et

l'on est cependant entraîné vers lui par un instinct irrésistible ! Voilà ce que n'éprouvaient pas nos pères après 1814 et 1815. Ils avaient tant souffert !

Dans cette fatale campagne de 1813, la dernière à laquelle ait assisté M. de Narbonne ; tandis qu'à chaque coup frappé par Napoléon, après Lutzen, après Bautzen, les ennemis s'accumulent et débordent, pour ainsi dire, autour de l'armée française sanglante et mutilée ; tandis que chaque jour amène une nouvelle défection, tantôt celle de l'Autriche, tantôt celle des Saxons, malgré leur roi ; que l'Allemagne se soulève, que des torrents de soldats russes grossissent à chaque instant la coalition, combien l'Empereur paraît grand malgré ses fautes ! Comme le lion blessé se retourne contre la multitude de ses assaillants ! quels bonds impétueux et rapides ! quelle journée encore que celle de Dresde ! Ces pauvres conscrits, ces enfants de dix-neuf et de vingt ans à peine, qui soutenaient seuls alors avec tant de gloire le nom de la grande armée, hélas ! je les avais vus peu de mois auparavant, et je m'en souviens tout enfant que j'étais alors moi-même, porter gauchement leurs armes dans les Champs-Élysées, où leurs officiers les exerçaient sévèrement. Je me rappelle leur air timide, étonné. On ne les voyait pas sans compassion. Leur extrême jeunesse attendrissait toutes les âmes. Qui aurait dit qu'à quelques semaines de là, ils égaleraient au feu l'aplomb des plus vieux soldats, et inscriraient à côté des noms immortels d'Austerlitz et de Wagram ceux de Lutzen, de Bautzen et de Dresde, ne succombant que sous la supériorité insurmontable du nombre? Comme le remarque avec raison M. Ville-

main, tous ces prodiges de génie dans le chef et de valeur dans les soldats devenaient inutiles devant le soulèvement général des peuples. Les efforts de la tactique et de la science ne pouvaient plus rien contre des masses qui s'accroissaient, pour ainsi dire, sous la destruction même, tandis que nos pertes ne se réparaient pas, et que chaque victoire nous approchait du moment où notre dernière armée serait comme noyée sous ces flots d'hommes. L'Empereur aurait gagné trois batailles de plus qu'il aurait à peine retardé la catastrophe finale Nos ennemis en avaient la conviction dans le cœur, et le temps n'était plus où un coup de foudre frappé sur une puissance faisait reculer les autres, et brisait les plus formidables ligues. Ah ! nous avions trop abusé de notre gloire ; on peut le dire aujourd'hui que la France a donné tant de preuves de sa modération. A force de vaincre et, ce qui est bien pis, d'humilier les nations, nous les avions réunies toutes contre nous comme un seul homme. Jamais le principe évangélique ne reçut une plus mémorable sanction : « Ne faites pas aux autres ce que vous ne voulez pas qu'ils vous fassent. » Prussiens, Saxons, Bavarois, ne revendiquaient en se séparant de notre cause que ce que les peuples ont toujours le droit de revendiquer : leur indépendance. Napoléon, qui, une année auparavant, traînait tous ces peuples à sa suite dans l'expédition de Russie, les voyait alors se retourner contre lui, et succombait sous la tactique même qu'il leur avait apprise, celle d'accumuler les masses ! Les rois auraient hésité peut-être ; la défection des peuples hâtait et forçait celle des princes. Quel cœur français cependant

ne saigne pas de douleur et d'admiration au spectacle de cette défense suprême du génie écrasé sous le nombre ! Quels soldats ! quel capitaine ! quel rayon de gloire, quels souvenirs des beaux jours brille encore sur ces derniers moments !

Parmi les conseillers de Napoléon, les plus prévoyants, M. de Narbonne à leur tête, auraient voulu qu'aussitôt après la funeste campagne de Russie la France, par de prompts et larges sacrifices, s'assurât la fidélité de l'Autriche. Il était trop tard au congrès de Prague, qui ne fut qu'un moment de repos donné à nos ennemis pour s'entendre et pour augmenter leurs forces. Il me reste un doute cependant, je l'avoue. Quand l'Empereur aurait fait à temps les plus grands sacrifices, ces sacrifices les aurait-on sincèrement acceptés de sa main? Y aurait-on vu autre chose qu'un moyen de l'affaiblir en l'humiliant, sauf à saisir le premier prétexte pour le forcer à des concessions plus douloureuses encore, et l'abattre? L'instinct qui poussait l'Empereur, malgré les pensées de paix qui l'agitaient quelquefois, à offrir toujours trop peu et trop tard, n'était-il pas au fond une vue plus juste? et quand on est monté à ce faîte de gloire, en descendre volontairement, ne fût-ce que d'un degré, n'est-ce pas tomber en souscrivant à sa chute? Ne vaut-il pas mieux, après tout, pour la mémoire de l'Empereur, qu'il ait ajouté deux campagnes de plus à son histoire, celles de 1813 et de 1814, que de s'être préparé par de fausses paix une chute plus lente peut-être, mais moins glorieuse? Quand on examine l'histoire des hommes illustres, il semble que toutes les parties s'en tiennent, pour ainsi dire,

et soient liées entre elles par une main fatale. Austerlitz, Wagram, Iéna, Friedland, tout glorieux qu'ils sont, présagent une guerre sans fin, une nécessité perpétuelle de vaincre ou de périr. Avec des concessions en 1813, l'Empereur n'aurait pas désarmé l'Autriche ; il n'aurait fait peut-être que se désarmer lui-même.

Les fautes que l'on pouvait éviter, c'est Moscou, c'est l'Espagne ; c'est encore l'enlèvement du pape, violence inutile et sans gloire contre un vieillard et un pontife désarmé. Renvoyer le pape à Rome en 1813, au lieu de lui arracher un concordat que sa captivité rendait nul, c'eût été de la bonne et sage politique. Une réparation n'est pas une concession. Chose extraordinaire ! il y a des fautes que tout le monde voyait alors et qu'avec tant de génie l'Empereur, aveuglé par une passion systématique, ne voyait pas. La captivité du pape est une de ces fautes. La France en souffrait comme d'une atteinte à son honneur. L'Empereur, à force de ne pouvoir plus supporter aucune contrariété, avait trouvé le moyen d'ajouter à toutes ses guerres une guerre de plus, et quelle guerre ! une guerre théologique. Je ne connais rien d'aussi triste dans tout son règne, après l'enlèvement du pape, que ce concordat de Fontainebleau arraché presque par la force matérielle à ce saint et doux Pie VII. Dans cette occasion encore, M. de Narbonne eut le courage de dire à l'Empereur toute la vérité, et d'insister avec la fidélité d'un ami. Bon Dieu, que les temps changent ! C'était pourtant au nom du gallicanisme même et des principes de Bossuet, tant calomniés à l'heure où nous sommes, que M. de Nar-

bonne réclamait la mise en liberté du pape et le maintien des droits spirituels du saint-siége. Ces doctrines de mesure et de raison, on les retrouvait, au moment du danger, comme un rempart et une sauvegarde, tandis que les doctrines outrées ne donnent tout à l'un aujourd'hui que pour donner demain tout à l'autre ! Je recommande à ceux qui n'auraient pas encore lu le livre de M. Villemain ce chapitre, relatif au concordat de Fontainebleau, comme un des plus curieux de l'ouvrage et aussi des plus instructifs. N'est-ce pas toujours la même leçon, leçon pour les princes de l'Église comme pour les princès de la terre : Ne faites pas à autrui ce que vous ne voulez pas qu'on vous fasse ! N'arrachez pas aux rois leurs couronnes, si vous ne voulez pas que tôt ou tard les rois à leur tour vous arrachent la tiare ! Toujours est-il que l'Empereur, en suivant dans cette occasion les conseils de M. de Narbonne, aurait réparé une des plus douloureuses fautes de son règne, et ôté à la coalition une grande gloire : la gloire de replacer sur le trône pontifical ce Pie VII qui dix ans plus tôt était venu lui-même sacrer Napoléon à Paris.

M. de Narbonne mourut en 1813 à Torgau ; il n'eut pas la douleur d'assister à la chute de son maître. Il est vrai qu'il la prévoyait depuis longtemps. Quelle vie que celle de M. de Narbonne ! Naître, pour ainsi dire, à Versailles ; recueillir comme les derniers rayons de la politesse de Louis XIV et de l'esprit de Voltaire ; assister et prendre part à l'enthousiasme de 1789, à ces élans immortels de philosophie et de liberté ; et puis, lorsque déjà l'horizon se chargeait

des plus affreuses tempêtes, entrer dans les conseils de Louis XVI pour être le témoin impuissant de l'agonie d'une monarchie de quatorze siècles; émigrer, errer de contrée en contrée, en butte à la haine des royalistes et à la proscription des démagogues; souffrir de toutes les illusions qu'on ne partage pas et de tous les crimes qu'on abhorre; puis, quand l'ordre est rétabli par une main puissante, l'ordre sans la liberté, remonter à la fortune et au pouvoir, obtenir la confiance et l'amitié d'un grand homme, mais pour assister encore aux fautes et à la chute du génie enivré par la gloire, et mourir avec la ruine de son pays en perspective! Qu'aurait fait M. de Narbonne s'il eût vécu, et s'il eût pu voir la Restauration? Sans doute il serait revenu à ses idées libérales; il aurait embrassé l'espoir de voir enfin la monarchie et la liberté se réconcilier dans la Charte; il aurait fait partie de ces hommes sages qui voulaient éviter le double écueil d'un retour à l'anarchie ou d'un retour à l'ancien régime; un moment peut-être il aurait cru l'œuvre accomplie, et ce n'aurait été qu'une illusion de plus! Oh! courte portée de la prévoyance humaine! déplorable condition des hommes qui vivent dans les temps de révolution! Heureux les gens en bien petit nombre qui se préparent, comme M. de Narbonne, dans l'étude des lettres, dans une sage philosophie, dans la fermeté de leur âme, une ressource contre tous les coups de la fortune, un abri contre toutes les disgrâces!

Et plus heureux encore ceux qui, doués comme M. Villemain du privilége de l'éloquence et du talent, en se consolant eux-mêmes consolent les autres,

relèvent et entretiennent les idées généreuses, ne permettent jamais qu'on désespère ni de la liberté ni de la gloire, et raniment, lorsqu'il paraît s'éteindre, ce feu sacré de l'amour des lettres qui est comme l'âme de la France ! Le souvenir de M. de Narbonne a noblement inspiré M. Villemain dans ce nouvel ouvrage ; jamais l'illustre écrivain ne s'est montré plus ingénieux dans les petites choses, plus éloquent dans les grandes. Il y a longtemps, pour mon compte, que lecture ne m'avait si fortement ému.

8 janvier 1854.

XXV

CHRONIQUE DE LA RÉVOLUTION DE JUILLET

PAR M. ROZET.

Si quelque chose pouvait faire désespérer de la vérité historique, ce serait assurément les discussions qui ont eu lieu depuis deux ans chez nous sur la question de savoir ce que c'est que la révolution de Juillet, quel a été l'esprit et le but de cette révolution. Tâchez donc, à force d'investigations, d'arracher au boudoir ou au confessionnal des cours le secret des intrigues qui remuaient jadis toute la vieille Europe, lorsqu'on ne s'entend pas sur la véritable portée d'un événement qui s'est accompli dans la rue, au grand soleil, sous les yeux et par la main de tout un peuple ! Ce ne peut être cependant pour une énigme qu'une nation se lève comme un seul homme et se fait mitrailler pendant trois jours. Ceux qui protestaient, ceux qui se battaient, ceux qui construisaient des barricades auraient été fort surpris

qu'on leur demandât ce qu'ils voulaient faire. Tout est clair pour l'enthousiasme ; la réflexion ne vient qu'après, avec ses nuages et ses incertitudes. La Charte est violée ! cela suffisait, sans plus de commentaires, pour mettre les armes à la main de tout le monde. Aujourd'hui, c'est tout autre chose : chacun de nous juge de la révolution de Juillet non par ce qu'elle a été, mais par ce qu'il aurait voulu qu'elle fût. Ainsi s'obscurcissent les textes les plus clairs sous la plume des commentateurs, gens habiles à substituer leurs propres pensées à la pensée toute simple et toute naturelle de l'original. Sans les notes, j'aurais compris.

Ne disputons pas tant sur la révolution de Juillet ; nous finirions par ne plus nous entendre ; revenons aux faits. C'est dans l'histoire de cette révolution fidèlement, et, si je puis le dire, matériellement reproduite, qu'il faut en chercher le sens et la portée. Tel est le but que s'est proposé M. Rozet dans les deux volumes qu'il vient de publier sous le titre de *Chronique de la Révolution de Juillet.* Il faut prévenir tout d'abord les amateurs de scandale que M. Rozet n'a pas entendu écrire pour celui-ci ou pour celui-là ; il a écrit pour tout le monde. Son livre n'est pas un plaidoyer, encore moins un pamphlet ; c'est une histoire. M. Rozet a évité le plus grand écueil des mémoires et des histoires contemporaines, celui de personnifier une grande révolution dans un parti ou dans un homme auquel on rattache tout, auquel on sacrifie tout. Il est vrai qu'en évitant cet écueil, on court grand risque de se briser sur un autre, la froideur et le dé-

cousu. Presque toujours ce sont les passions de l'écrivain qui donnent au livre de l'entraînement et de l'unité, j'allais dire de la vérité, au moins cette vérité qui est le plus sous notre main, la vérité des sentiments. Le livre de M. Rozet n'a pas et ne peut pas avoir le piquant des mémoires et des pamphlets. Mais, à une courte distance des grands événements de l'histoire, la reproduction fidèle et en quelque sorte naïve de leurs traits les plus saillants, par un homme qui sait écrire et disposer ses matériaux dans un ordre lumineux, ne peut manquer de participer aux qualités mêmes de ces événements, à leur grandeur, à leur singularité, à leur chaleur. Trop souvent les mémoires défigurent en expliquant. Les grandes causes se perdent enfouies sous les petites. Les événements s'expliquent mieux par eux-mêmes, quand on les laisse parler leur propre langage. On ne trouvera peut-être pas beaucoup de choses nouvelles dans l'histoire de M. Rozet. En revanche, les choses que nous gardions éparpillées et comme perdues dans notre mémoire, il les a rassemblées, coordonnées, liées entre elles ; il en a fait un vaste tableau où chaque détail est mis à sa place et contribue à l'effet général. Si ce n'est pas la révolution de Juillet tout entière pour les salons politiques et pour les clubs, c'est la révolution de Juillet tout entière pour le peuple, telle que nous l'avons vue dans les rues et derrière les barricades.

Ce que M. Rozet a le mieux peint, c'est peut-être la singulière et mystérieuse fatalité qui semblait retenir Charles X à Saint-Cloud, pendant qu'à Paris ses gardes tombaient accablés sous une grêle de

balles et de pavés ; cette fatalité qui le suivait à Rambouillet et ne lui permettait pas même de se décider à fuir ou à combattre ; cette fatalité dont on aurait dit qu'il avait le sentiment pendant le long et solennel voyage de Cherbourg ! Charles X se laissait emmener, triste, mais calme et résigné, comme si dès longtemps quelque voix divine lui eût appris le jour de ce troisième exil. Chose singulière ! C'est l'erreur même qui lui a fait rendre les ordonnances de juillet, cette erreur qui lui montrait partout des conspirations révolutionnaires prêtes à éclater ; c'est elle qui l'a si vite décidé à abandonner la France et sa couronne. Incroyable aveuglément qui ne s'explique que par la dévotion de Charles X ! Sûr d'avoir fait, en rendant les ordonnances de juillet, ce que sa piété mal entendue lui commandait, il était tranquille pendant la sanglante et furieuse bataille des trois journées ; il comptait sur la protection du ciel. Vaincu une première fois et trompé dans son attente, sa sécurité se changea en résignation. Pour avoir trop espéré de Dieu, il n'espéra plus rien des hommes. La rapidité même de la révolution, loin de l'éclairer sur le déplorable système qu'il avait suivi, le confirmait dans son erreur. Au lieu de voir dans les ordonnances la cause de la révolution, il s'obstinait à n'y voir qu'un remède qui n'avait pas réussi parce que le mal était trop avancé. Tandis que tout le monde admirait son aveuglement, chacun de ses regards, chacun de ses gestes semblait dire : Vous le voyez bien ! je ne me suis pas trompé !

Malheureusement pour Charles X, heureusement

pour la France, le sentiment de cette espèce de fatalité qui le poussait à sa propre ruine ne pesait pas sur lui seul. Depuis le ministère du 8 août, tout le monde s'attendait à une révolution et prêtait une oreille inquiète aux premiers bruits de la tempête qui s'approchait en grondant. C'était la conviction générale que la Charte serait violée, et que le trône s'écroulerait sous les débris de la Charte. Charles X ne rencontrait autour de lui que de tristes regards ; il était isolé au milieu même de sa cour ; aussi ne se trouvait-il à son aise qu'avec son ministre chéri, M. de Polignac, dont toutes les pensées et toutes les convictions répondaient aux siennes, aussi étranger aux mœurs nouvelles de la France, aussi sourd aux conseils et aux avertissements, aussi tranquille et aussi stoïque dans sa dévotion ; instrument admirable de la fatalité qui précipitait Charles X ! Charles X et le prince de Polignac composaient à eux seuls leur parti ; ils gouvernaient, ou plutôt ils complotaient ensemble. Chacun de leurs actes rapprochait le jour inévitable de la révolution ; et pendant que le pays se préparait à la résistance, une sorte de découragement universel et de résignation anticipée s'emparait de tous les agents du gouvernement. La révolution était faite longtemps avant d'éclater.

Qu'on ne s'étonne donc plus de la rapidité inouïe d'une révolution accomplie en trois jours, de la démoralisation subite d'un gouvernement qui paraissait si fortement enraciné, et dont les agents, dès le 28 juillet au matin, avaient presque tous disparu, de l'oubli de toutes les mesures nécessaires pour soutenir les ordonnances. La cause en est dans la sécurité

fataliste de Charles X et de son ministre d'une part, et de l'autre dans la résignation générale des agents les plus dévoués et des meilleurs amis du gouvernement à une révolution qu'ils avaient vu s'approcher de mois en mois, de jour en jour, d'heure en heure. L'autorité militaire seule défendit le trône, la tristesse dans le cœur et sans espoir de vaincre. Avec tout le courage possible on se fait tuer, on ne fait pas triompher une cause que l'on croit mauvaise.

Et cependant il est vrai qu'elle surprit encore tout le monde cette révolution, quoique prévue par tout le monde! Il y avait quelque chose de si merveilleux dans l'obstination et dans la folie de Charles X, qu'on y croyait à peine, même en la touchant au doigt. Les ordonnances avaient paru dans le *Moniteur* comme un acte ordinaire de l'autorité, comme la nomination d'un juge de paix, et les Parisiens arrivant de la campagne le lundi matin s'arrêtaient à voir passer, par un beau soleil, la garde montante, ne se doutant pas que ce n'était plus là que les faibles et derniers étais d'un trône miné de toutes parts. Saint-Cloud, il est vrai, le dimanche au soir, avait quelque chose de morne et de silencieux, qui serrait involontairement le cœur et donnait de sombres pensées. Ce n'étaient plus ces mille lumières qui surmontent les masses épaisses de verdure et égayent au loin la route. Tout était noir et triste; mais le lendemain le soleil était si beau, Paris avait si bien sa physionomie ordinaire, calme et animée tout à la fois, qu'on se serait cru à deux siècles d'une révolution ! Le mardi le sang commençait à couler ; le mercredi il coulait à flots ; le jeudi le peuple vainqueur,

tout couvert de sang, de sueur et de poussière, relevait à coups de fusil la garde des Tuileries. Le même soleil brillait encore ; mais sur des barricades et sur un peuple de combattants, qui tout à coup avait remplacé un peuple de commerçants, d'ouvriers et d'oisifs.

Prodige, en effet, que cette folie des ordonnances de juillet ! C'est qu'il y avait entre Charles X et le pays que sa naissance l'appelait à gouverner la distance de plus d'un siècle. Il était impossible que Charles X et le pays pussent jamais se comprendre l'un l'autre. Dans le mouvement rapide qui emportait la France vers la civilisation et la liberté, Charles X ne voyait qu'un reste de passions révolutionnaires et impies, qu'une conspiration permanente contre le roi et contre Dieu, que le jacobinisme de 93. Dans la dévotion de Charles X, dans son obstination à défendre ce qu'il croyait être la cause de tous les rois et la cause de Dieu, la France ne voyait qu'un bigotisme absurde et une coupable avidité de despotisme. A ne considérer Charles X que comme roi, que comme le chef de la nation la plus civilisée du monde au XIXe siècle, la France avait raison ; comme homme, peut-être n'a-t-on pas été juste envers lui. Il y a des rois qu'il faut détrôner sans les mépriser. Le contraste de Saint-Cloud et de Paris, pendant les journées de juillet, fait mieux sentir que toute autre chose combien Charles X et le pays étaient étrangers l'un à l'autre. A Paris, tout est mouvement, tout est tumulte ; le peuple abandonne ses ateliers pour courir aux armes ; il traîne dans la boue les armoiries royales ; toutes les rues sont converties en camps

retranchés. A Saint-Cloud, le roi est tranquille ; il n'ira pas compromettre la majesté royale dans la poussière d'une insurrection ; il compte sur la puissance magique du sceptre et sur la protection du ciel ; il donne des ordres de son palais, et ne doute pas qu'ils ne soient aussitôt et aussi facilement exécutés que donnés. Louis XIV quittait-il Versailles quand le peuple murmurait à Paris ?

Politiquement parlant, c'est un assez triste spectacle au XIXe siècle que celui d'un roi qui fait les ordonnances de juillet et ne monte pas à cheval pour les soutenir, qui va paisiblement entendre la messe dans la chapelle de Saint-Cloud au bruit de la fusillade de Paris, et qui, à Rambouillet, au milieu d'une armée encore fidèle, se laisse enlever, sans coup férir, et reconduire à petits pas jusqu'aux frontières de son royaume. On serait tenté, d'abord, de mépriser tant d'audace uni à tant de pusillanimité apparente. Mais voilà l'infaillible malheur des rois qui ne sont pas de leur siècle ; prompts à tout oser, prompts à tout abandonner. Le sentiment même de leur isolement et de leur faiblesse, qui les pousse à vouloir se relever par des coups de hardiesse, au premier revers leur abat le cœur et leur ôte toute espérance. Ils se résignent et s'éloignent sans trop de regrets. Ce n'est, après tout, qu'un fardeau qui pesait sur leur conscience et dont ils sont délivrés. Telle était la position de Charles X ; aussi dans les derniers moments qu'il passe sur la terre de France, il montre une tristesse si calme et si majestueuse qu'on ne peut se défendre de le suivre avec une sorte de respect religieux jusqu'au port de Cherbourg, et de

trouver encore quelque grandeur dans ce prodige d'obstination et d'aveuglement, qui vient de la conscience et ne se dément pas un seul instant.

Nous nous sommes arrêté sur cette peinture du caractère de Charles X et des derniers jours de son règne, parce que c'est ce qui nous a frappé le plus dans l'histoire de M. Rozet, et ce qui nous a paru le plus nouveau. La grande bataille des trois jours y est d'ailleurs racontée avec beaucoup d'intérêt et de clarté ; l'intrépidité du peuple, sa générosité, sa modération dans la victoire, y sont relevées, non par des tirades déclamatoires, mais par l'exposé fidèle de ce que nous avons tous vu ou entendu dire. M. Rozet ne cache pas, par une ridicule affectation d'impartialité, ses vives sympathies; elles sont toutes pour le peuple et pour la révolution de Juillet. Là étaient la bonne cause, le droit, la justice. C'est là civilisation qui a vaincu dans ces grandes journées; c'est le présent, c'est l'avenir qui ont arraché au passé ses dernières espérances avec ses dernières armes. Mais le passé, tout vaincu qu'il est, a aussi sa grandeur et sa majesté : il est d'un bon esprit de le comprendre et d'oser le dire. L'histoire de M. Rozet ne donnera certainement à personne l'envie de revoir Charles X sur le trône; loin de là. Nulle part je n'ai mieux senti l'incompatibilité absolue de Charles X et de la France. Elle fera que, sans regretter le moins du monde Charles X comme roi, on comprendra mieux ce qu'il y avait d'élevé et de respectable dans son caractère. M. Rozet n'affecte rien, n'exagère rien. Il ne perd pas son temps et sa peine à pleurer sur un malheur nécessaire; il raconte

avec exactitude et vérité. Il est simple, naturel et de bon goût dans son style. Voilà pourquoi il touche et intéresse vivement. Tous ses documents sont pris à de bonnes sources. Ce sont les faits qui parlent tout seuls avec leur franchise et leur impartialité.

Je ne prétends pas, d'ailleurs, que les deux volumes de M. Rozet soient le dernier mot de l'histoire sur la révolution de Juillet. Les Mémoires viendront avec leurs révélations, et leurs anecdotes, ou vraies, ou hasardées, ou fausses. Le temps éclaircira bien des choses qui restent obscures. Ce n'est pas à trois ans à peine de distance qu'on peut porter un jugement définitif sur une révolution qui a ébranlé l'Europe. Il est bon cependant, dès aujourd'hui, et lorsque le souvenir des événements est encore vif, de les réunir et de les constater dans un récit fidèle. C'est ce qu'a fait M. Rozet : il est le rapporteur exact des documents et des faits officiels. M. Rozet est de plus un homme d'esprit qui écrit fort bien.

28 décembre 1832.

XXVI

ABÉLARD

PAR M. CHARLES DE RÉMUSAT.

Abélard est un des plus singuliers personnages du moyen âge. Dans le monde, il n'est guère connu que par la triste aventure de ses amours. Héloïse a immortalisé son amant. Dans l'école, Abélard a joui d'une immense réputation ; il s'est cru et il a dû se croire un grand homme ; mais les échos de la montagne Sainte-Geneviève n'ont point eu l'immortel retentissement de ceux du Lycée et de l'Académie ; la scolastique est morte, et son héros est mort avec elle. Dans l'Eglise, Abélard a laissé un nom suspect ; les rancunes théologiques sont vivaces. Peut-être cependant aurait-on oublié ses erreurs, qui n'ont point formé de secte, et sa condamnation dans deux conciles, celui de Soissons et celui de Sens, s'il n'avait pas eu le malheur de rencontrer pour adversaire un homme que l'Eglise ne peut pas oublier, saint

Bernard. Chaque fois qu'on prononce le panégyrique du saint, le pauvre Abélard subit un nouvel anathème, et le souvenir de cette condamnation, qui lui fut si sensible, semble ne pouvoir pas s'éteindre.

Qu'était-ce donc qu'Abélard? Pas autre chose, j'en ai bien peur, et je prends mes preuves dans son histoire même si bien racontée par M. de Rémusat; pas autre chose qu'un bel-esprit survenu mal à propos en ce monde vers la fin du XIe siècle. Aussi toutes les passions qu'il rencontra sur son chemin, dans cette époque de rudesse et de simplicité, furent-elles trop fortes pour lui, à commencer par celle qu'il eut le malheur d'inspirer à Héloïse. Le beau rôle, si je l'ose dire, est par trop du côté de la nièce du chanoine Fulbert. Elle a pour elle la passion qui excuse et le dévouement qui ennoblit. Je ne vois guère du côté d'Abélard que de la vanité et un triste égoïsme. Par vanité, Abélard dévoile audacieusement le mystère de ses amours; il affiche, comme nous dirions aujourd'hui, le nom de celle qu'il a séduite; ses chansons courent dans la bouche du peuple, et apprennent à tout le monde ce que le chanoine seul ignorait, on ne sait trop comment. Qu'Héloïse se fît un bonheur d'entendre à tout risque célébrer son nom avec celui de son amant, c'était touchant de sa part. Elle sut du moins soutenir jusqu'au bout cet excès de passion. C'était la même femme qui plus tard, lorsque les yeux de son tuteur furent enfin ouverts, refusait de devenir l'épouse d'Abélard, aimant mieux rester sa maîtresse pour ne pas nuire à son avancement. Mais Abélard! peu s'en fallut, après avoir si bien chanté ses amours, qu'il

n'acceptât un pareil sacrifice. La peur qu'il eut du terrible Fulbert, bien plus que la reconnaissance qu'il devait à Héloïse, le détermina à réparer une faute qui avait eu tant d'éclat. Encore fallut-il que le mariage demeurât secret, et qu'Héloïse consentît à cacher dans un cloître une union devenue légitime. On sait que ce mariage équivoque ne désarma pas le chanoine. Mais enfin Abélard, obligé de se faire moine après son malheur, ne renonçait ni à la réputation ni à la gloire. Il exigea qu'Héloïse renonçât à tout en se faisant religieuse sans vocation, et qu'elle prononçât ses vœux la première !

Chose touchante ! Héloïse a obtenu la seule récompense qui fût digne d'un pareil dévouement : son sacrifice s'est prolongé au delà de sa vie. Recluse et désespérée, elle écrivait mystérieusement à Abélard ; ses lettres se sont conservées. On y lit des aveux qu'aucune femme assurément ne ferait. Sa faute, ses égarements, ses transports et ses regrets y sont peints avec une vérité brûlante. Tout l'univers a été mis dans le secret de cette confession qu'Héloïse ne croyait faire qu'à son époux et à son amant, et la seule sincère peut-être de toutes celles qui ont jamais été publiées. C'est à ce prix, c'est par la publication de ces lettres qu'Abélard est resté populaire, et que le souvenir de son nom ne s'est pas éteint ! Il semble que ce dernier sacrifice ait été imposé à la femme qui s'était toujours sacrifiée. Il ne fut pas volontaire, il est vrai ; mais Héloïse l'aurait accepté, je n'en doute pas, sachant que l'immortalité d'Abélard y était attachée. Ainsi les noms de ces deux époux, si malheureux pendant leur vie, sont parvenus jusqu'à

nous, environnés d'une sorte de légende vague et pleine de grâce. Le même tombeau a réuni et garde leurs cendres; leur mémoire est inséparable. Héloïse jettera éternellement son doux reflet sur l'homme que la grande renommée qu'il avait eue de son vivant n'aurait pas sauvé de l'oubli. Il y a un autre Abélard pour les savants; pour le public, il n'y a que celui d'Héloïse. Peut-être vaudrait-il mieux que ce dernier seul subsistât. L'histoire, comme cela arrive presque toujours, nuit beaucoup au roman.

Devenu moine, que fait Abélard? Il avait été recueilli dans une des plus riches et des plus puissantes abbayes de France, l'abbaye de Saint-Denis. Les moines étaient fiers de leur patron : ils voulaient absolument que leur saint Denis fût le même que Denis l'Aréopagite, converti par saint Paul. Il y avait à cela une petite difficulté de chronologie : Denis, l'apôtre de la France, est du IIIe siècle; l'Aréopagite est du Ier. Malgré la chronologie, la légende n'en allait pas moins son train; on n'était pas si rigoureux sur les dates au XIe siècle. Un beau jour, Abélard, en lisant un ouvrage de Bède le Vénérable, s'aperçoit de l'erreur. La découverte était dangereuse; Abélard aurait prudemment fait de la garder pour lui. Les moines n'étaient pas gens à sacrifier à l'exactitude de la chronologie et à l'autorité de Bède le Vénérable une tradition qui les enrichissait. Au lieu de se taire, Abélard n'a rien de plus pressé que de communiquer à tous les frères le cruel passage du vieil écrivain ecclésiastique. Grande rumeur dans la communauté! Abélard, dit-on, n'en fut pas quitte à bon marché; ce qui est certain, c'est qu'il s'enfuit

du couvent. Le voilà donc le martyr d'une date! Peu importe, il est toujours beau d'être le martyr d'une vérité, si petite qu'elle soit. Mais écoutez la suite. Abélard, auquel la fureur des moines, l'autorité imposante de l'abbé, les mauvais traitements même, n'avaient pu arracher un désaveu, une fois libre ne résiste pas à l'envie de se réconcilier avec le couvent qu'il venait de quitter ; il sacrifie Bède. C'était bien la peine d'avoir fait d'abord tant de bruit! Encore ne réussit-il pas par là à rentrer en grâce auprès de ses frères. Les rétractations tardives sont toujours mal reçues.

Au moins l'expérience fut-elle pour Abélard une leçon salutaire? Nullement. Cet homme, qui n'avait pas pu vivre dans un couvent comme un simple frère, consent à devenir lui-même abbé, abbé de quels moines! L'abbaye de Saint-Gildas, s'il faut en croire les chroniqueurs du temps, ressemblait beaucoup plus à une caverne de voleurs qu'à un monastère. Le seigneur des environs rançonnait les moines; ceux-ci, pour s'en dédommager, pillaient et assassinaient les passants. Située sur un roc des côtes de la Bretagne, l'abbaye de Saint-Gildas aurait pu rivaliser avec ces écueils si célèbres dans l'antiquité. Voilà la retraite que choisit Abélard, et le troupeau qu'il se chargea de conduire! Pour un saint, l'occasion eût été belle. Au lieu d'Abélard, figurez-vous, par exemple, saint Bernard jeté au milieu de ces moines farouches : le monde eût bientôt parlé avec étonnement de la réforme de Saint-Gildas. A ces âmes violentes saint Bernard aurait inspiré des vertus violentes; il leur aurait appris à tourner sur elles-

mêmes leur rudesse et leur grossièreté, et à remplacer par les excès de la pénitence les excès du vice et du crime. Le premier il leur aurait donné l'exemple de ces austérités prodigieuses qu'on n'a le droit de commander que quand on les pratique. Il aurait vaincu et soumis son troupeau, non par la supériorité de son esprit, mais par la force de sa volonté. Sévère et charitable, enthousiaste et simple, parlant de Dieu en prophète plus qu'en logicien, il aurait abattu à ses pieds les moins endurcis d'abord, et avec l'appui de ceux-ci il aurait dompté ou chassé les autres. Abélard ne savait que se désoler. Trop honnête homme et trop pieux pour laisser vivre ses moines à leur fantaisie en vivant à la sienne, il les irritait au lieu de les réformer ; abbé sans pouvoir, prisonnier dans son propre couvent, exposé tous les jours à être empoisonné dans le vin même du saint sacrifice. Aussi qu'arriva-t-il ? Qu'Abélard fut trop heureux de s'enfuir de Saint-Gildas comme il s'était enfui de Saint-Denis.

N'est-ce pas le même homme que nous retrouvons dans les deux conciles de Soissons et de Sens, toujours hardi à entreprendre, toujours faible quand il faut exécuter, se promettant tout de son esprit et ne tirant rien de sa volonté ? A Soissons, Abélard était venu plein d'orgueil et d'espérance, s'imaginant qu'il aurait le champ libre dans le concile et qu'on lui laisserait déployer son talent pour la discussion. Il était préparé pour une dispute ; il ne l'était pas pour un jugement. On peut croire sans peine qu'avec son esprit vif et subtil il aurait réussi à embarrasser la plupart des pères ; il fut atterré quand,

pour toute justification, on lui ordonna de lire le Symbole de saint Athanase, et ne sut qu'obéir en pleurant. On a beaucoup critiqué la conduite du concile, qui condamna Abélard sans l'avoir entendu. J'avoue que les bons pères se tirèrent un peu lestement de la difficulté : Abélard leur faisait peur ! Mais après tout un concile n'est pas une école, et l'erreur d'Abélard, au point de vue catholique du moins, n'était-elle pas précisément de vouloir livrer à la dispute les mystères les plus impénétrables de la foi ? Les conciles décident avec autorité ; ils jugent au nom du Saint-Esprit ; l'Écriture sainte et la tradition, voilà leur loi, qu'Abélard, sans se rendre compte de son entreprise peut-être, tendait à remplacer, je ne dirai pas par les lois de la raison, mais par les subtilités de la logique.

Devant le concile de Sens, Abélard, déjà vieux, se montra plus faible encore. C'était lui-même qui avait demandé à grands cris la convocation de cette assemblée. Il y avait cité saint Bernard, dont l'orthodoxie rigoureuse s'alarmait, non sans raison, soyons justes, moins encore des erreurs particulières d'Abélard que de sa méthode théologique. Le rendez-vous était pris, le champ ouvert. Le concile, sûr d'avoir dans saint Bernard une bouche éloquente pour défendre la simplicité de la foi, n'aurait pas refusé la parole à Abélard. Abélard se l'ôta lui-même. A peine saint Bernard avait-il prononcé quelques mots, que son adversaire, sentant peut-être la faiblesse de l'esprit contre le caractère, et de la raison pure contre l'enthousiasme, sortit du concile en interjetant appel à la cour de Rome. Ce fut la dernière fuite d'Abélard.

Condamné par le concile, dont la cour de Rome confirma la sentence, vaincu et découragé, il ne chercha plus pour mourir que le repos qu'il n'avait pas trouvé pendant sa vie. Un asile lui fut offert à Cluny par la charité de Pierre le Vénérable... Là s'éteignit doucement, dans le silence et la prière, cet homme qui avait fait tant de bruit dans le monde! Ses derniers vœux du moins furent accomplis : ses restes, transportés au monastère du Paraclet par les soins de Pierre le Vénérable, reposèrent sous la garde d'Héloïse jusqu'au jour où Héloïse elle-même alla rejoindre son époux. Abélard avait été bien malheureux! Il faut le plaindre! Et pourtant, si je ne me trompe, il est difficile de s'intéresser à lui. Cette vie de déceptions attriste et ne touche pas. Abélard avait l'esprit hardi et la volonté trop faible. Voilà, selon moi, ce qui ressort de toute son histoire, et ce jugement, il me semble, ne s'écarte pas beaucoup de celui de M. de Rémusat. La première pensée de M. de Rémusat avait même été, comme il nous l'apprend dans sa préface, de faire d'Abélard le héros d'un drame dans lequel on aurait vu toute l'infirmité de l'esprit, quand l'esprit n'est pas soutenu par le caractère. N'y a-t-il pas déjà dans cette pensée seule un arrêt sévère? L'ouvrage plus sérieux que publie aujourd'hui M. de Rémusat laissera la même impression. Abélard y est peint avec indulgence, je dirais presque avec faveur ; et pourtant on souffre sans éprouver de sympathie. On plaint Abélard, on ne l'aime pas. Ce qui reste dans l'âme, c'est un sentiment de tristesse aride et de mélancolie sans douceur ; car tous ses maux, Abélard se les est atti-

rés sans savoir les supporter avec grandeur. Il a eu de la hardiesse, jamais du courage. Tant de succès n'ont pu l'élever de la vanité jusqu'à l'orgueil! tant d'humiliations et de souffrances n'ont pu le réduire à une plus juste appréciation de lui-même! Téméraire et faible, voilà l'homme. Assurément ce n'est pas la faute de M. de Rémusat si Abélard touche peu malgré ses malheurs. Sans faire étalage de réflexions et de sensibilité, M. de Rémusat raconte les faits de la manière la plus propre à émouvoir, et il émeut aisément quand il parle d'Héloïse : Abélard ne va pas jusqu'à l'âme.

Il est certain cependant qu'Abélard exerça sur son siècle une influence immense. Professeur, il remplit la France et l'Europe de son nom. Philosophe, il créa un système dans la grande question des universaux. Théologien, il eut le tort, aux yeux de l'Église, d'appliquer la méthode rationnelle aux plus mystérieux problèmes de la foi, et ce tort est aujourd'hui un de ses titres de gloire aux yeux des libres penseurs. Abélard était à son aise dans l'école; il n'était à son aise et à sa place que là. Dans un tournoi d'argumentation, aucune armure scolastique ne résistait au tranchant de sa discussion. Le vieux Guillaume de Champeaux tomba le premier sous les coups de cette dialectique sans pareille. Faut-il pour cela placer Abélard au rang des grands philosophes? C'est une question que je me garderai bien d'aborder. Pour la résoudre, il faudrait étudier la scolastique; j'aime mieux en croire M. de Rémusat et M. Cousin sur parole. Je crains cependant, s'il faut avouer la vérité tout entière, que dans notre enthou-

siasme de nouvelle date pour les grands esprits barbares des XIe et XIIe siècles, nous ne leur prêtions beaucoup de nos idées et une portée de vue qu'ils n'avaient pas. M. de Rémusat a voulu éviter cet écueil ; peut-être est-il tombé dans un autre. En analysant la philosophie d'Abélard, il a cru devoir conserver à la scolastique l'air et la tournure du temps. Je suis bien sûr que M. de Rémusat a porté dans ce travail toute la lucidité qu'on pouvait y mettre. Je n'en déclare pas moins, à ma honte si l'on veut, que je me perds, pour mon compte, dans ce labyrinthe de raisonnements prodigieux, dans cet océan de subtilités grammaticales ; j'aimerais presque autant prendre une bonne fois mon parti et lire le texte tout pur d'Abélard.

Et puis, pendant que j'y suis, pourquoi ne ferais-je pas mes aveux jusqu'au bout ? On n'a pas besoin de ressusciter les grands philosophes ; ils ne meurent pas. Descartes ne mourra jamais. Aristote et Platon n'ont pas connu la mort et l'oubli ; dans la barbarie même des siècles les plus ténébreux, leurs noms brillaient et étaient grands. Rejettera-t-on sur les défauts de la méthode scolastique l'oubli dans lequel est tombé Abélard ? Est-ce qu'en philosophie la méthode n'est pas tout ? Qui donc découvre des vérités nouvelles ? Personne. Mettre en lumière celles qui reposent dans la conscience humaine, voilà tout l'art des grands philosophes. La philosophie de Socrate est-elle autre chose qu'une méthode ? N'est-ce pas par sa méthode que Descartes a renouvelé la science ? Qu'Abélard arrive à la spiritualité de l'âme en subtilisant sur une difficulté de grammaire, c'est

curieux, je le veux bien ; mais le chemin est trop rude, et je ne suis pas tenté de m'y embarquer une seconde fois avec lui. Ceci soit dit sans que je prétende nier le moins du monde ni l'importance de la question des universaux ni le talent d'Abélard ; je suis bien sûr qu'à toutes les époques et sous tous les costumes le fond de la philosophie reste le même. Ce qui me fait dire qu'Abélard n'était qu'un bel-esprit, même pour son temps, c'est qu'il n'est pas resté un grand homme.

Encore moins jugerais-je sa théologie que sa philosophie. La raison et la foi sont deux puissances jalouses ; demandons-leur seulement de respecter leurs limites. Au lieu de me jeter dans ces questions qui ne sont pas de ma compétence et qui m'entraîneraient trop loin, j'aime mieux, avant de finir, insister sur le talent que M. de Rémusat a déployé dans la partie biographique de son ouvrage. Tout y est ingénieux et tout y est naturel. M. de Rémusat ne cherche jamais à enfler ses impressions ni ses idées; il se défend plutôt de lui-même, et ne donne que la moitié de ce qu'il sent et de ce qu'il pense. C'est une sorte de bon goût qui tient à la distinction de l'esprit, qui en prouve l'étendue et la force. J'oserais presque dire qu'on ressent une satisfaction d'amour-propre à se trouver capable de comprendre tout ce qu'il y a de délicatesse, de vues fines et profondes, sous ce style si sobre et si simple.

24 novembre 1845.

XXVII

SAINT ANSELME DE CANTORBÉRY

PAR M. CHARLES DE RÉMUSAT,
De l'Académie française.

On m'apporte quelquefois des livres en me demandant d'en rendre compte : celui-ci, c'est moi qui l'ai désiré et demandé. J'étais bien sûr d'y trouver cette distinction d'esprit qui a placé M. de Rémusat au premier rang parmi nos écrivains et nos penseurs, et cette élévation de sentiment qui est plus rare encore et de plus haut prix. A peine ai-je besoin d'ajouter que mon attente a été pleinement remplie par la lecture de la *Vie de saint Anselme*.

C'était un ouvrage difficile à faire : le sujet en est sévère et même un peu triste. Né dans le XIe siècle, dans cet âge agité par la lutte du sacerdoce et de l'empire, élevé contre son désir sur le siége de Cantorbéry, mêlé à des querelles qu'il n'aimait pas et regrettant toujours la paix de son monastère du Bec, saint Anselme, comme archevêque et comme homme

politique, n'a joué qu'un rôle assez médiocre. On ne trouve en lui ni le génie ardent de l'un de ses successeurs sur le même siége, le célèbre Thomas Becket, ni l'éloquence populaire de saint Bernard. Dans un temps où il était presque nécessaire d'être un homme d'État ou un tribun pour être un bon évêque comme on l'entendait alors, je veux dire pour seconder les projets des papes et leur vaste plan de monarchie universelle, saint Anselme ne fut jamais au fond qu'un moine et un penseur pacifique, tranchons le mot, un philosophe du XIe siècle.

Je sais bien que c'est sa gloire dans ce monde, littéralement parlant, et peut-être aussi son vrai titre de sainteté dans l'autre. Dans ce monde, saint Anselme n'aurait pas laissé un grand nom sans les deux célèbres ouvrages où il essaye de démontrer rationnellement l'existence de Dieu, le *Monologion* et le *Proslogion*, rajeunis depuis quelques années par notre école spiritualiste ; et dans l'autre, je suis très-porté à croire qu'il ne lui aura pas été nuisible de s'être préservé, par la douceur et la modestie de son caractère, des passions ardentes que portaient dans leur lutte contre le pouvoir temporel des saints d'une nature plus belliqueuse. Saint Anselme a eu le mérite rare de se montrer toujours tel au dehors qu'un saint doit être au dedans. On l'exile deux fois d'Angleterre ; il s'en va sans proférer une parole de malédiction, assez content même peut-être d'être débarrassé des soucis de l'épiscopat et des ennuis de sa lutte contre les rois Guillaume le Roux et Henri Ier, fils et successeurs de Guillaume le Conquérant. A Rome, après un accueil flatteur, les papes, distraits

par d'autres affaires, ou n'ayant pas envie de se mettre sur les bras une guerre de plus, le font attendre : il attend, et ce n'est pas lui qui élève la voix dans un concile pour réclamer justice contre les princes anglais. Anselme eût été enchanté qu'on le renvoyât tout simplement dans son monastère du Bec. C'est ainsi sans doute que doit penser un saint. Dans l'histoire, le commun des lecteurs recherche des personnages plus dramatiques.

Une autre difficulté pour écrire la vie d'un saint du XIe siècle, c'est ce cortége de récits pieux et de prodiges qu'on y rencontre à chaque pas. A tout moment la légende fait effort pour envahir l'histoire. Faut-il la repousser simplement et la passer sous silence ? Ce serait bien froid et bien dur, et peu conforme même, je crois, à la fidélité historique, qui veut qu'on représente les personnages du passé avec leur auréole populaire, surtout quand ces personnages ont été des saints. Il ne suffit pas de nous les montrer selon l'idée que nous pouvons nous en faire aujourd'hui, il faut encore que nous les voyions comme leurs contemporains les ont vus ou ont cru les voir. D'un autre côté, se faire moine ou chroniqueur du XIe siècle de dessein formé, renchérir sur la crédulité de ce temps-là de peur de laisser apercevoir qu'on est du sien, n'est-ce pas une comédie insoutenable pour un esprit sérieux, et l'exagération même de la foi, en pareil cas, ne trahit-elle pas le scepticisme ? Voltaire se tirait d'embarras en prenant bien nettement son parti de se moquer de tout : ce n'est plus de notre temps. Le pas est horriblement difficile à franchir. Il me semble que M. de Rémusat,

à force d'esprit, de grâce, et de sincérité respectueuse, a résolu le problème autant qu'il peut être résolu. Heureusement saint Anselme, par un sentiment d'humilité très-vrai, n'aimait pas à faire des miracles. En général, il s'enfuyait pour échapper aux empressements de la foule. Son premier chroniqueur, qui avait été son ami et le compagnon de toute sa vie, Eadmer, très-digne d'être le compagnon et l'ami d'un saint, lorsqu'il n'a pas vu de ses propres yeux ce qu'il raconte, a soin de le dire. Dans son fidèle et naïf récit, il s'attache plus à édifier par le tableau de la vie d'un saint homme qu'à éblouir par des faits extraordinaires. Quant aux chroniqueurs subséquents, M. de Rémusat leur devait naturellement moins de respect.

Mon Dieu ! qu'il est difficile d'écrire à notre époque l'histoire de ces vieux temps ! Sous combien d'aspects différents ne nous l'a-t-on pas déjà présentée, et sous combien d'autres aspects ne pourra-t-on pas nous la présenter encore ! Nous avons l'histoire crédule et naïve : c'est celle des légendes ; l'histoire moqueuse : c'est celle de Voltaire ; l'histoire critique et faisant un choix dans les choses qu'il faut croire : c'est celle de Tillemont, de Fleury, etc. Nous avons des histoires protestantes, des histoires philosophiques ; nous en avons pour tous les goûts et de toutes les couleurs, ce qui revient presque au même, j'en ai peur, que si nous n'en avions pas du tout, à moins que l'histoire ne soit un pur passe-temps comme tant d'autres choses. Dieu me garde de prononcer un pareil blasphème !

S'il y a une manière de tout accommoder, c'est

assurément celle de M. de Rémusat. Sa pénétration embrasse tout. La légende n'est pour lui qu'un document de plus dont il tire de gracieux récits et de naïves peintures. Il suit les vieux chroniqueurs sans les copier ; il prend de leur couleur tout juste ce qu'il en faut pour peindre ces vieux temps et pour en faire ressortir l'esprit. C'est un voyageur qui raconte les merveilles d'un pays étranger sans cesser d'être du sien. Chaque siècle contribue aux tableaux de M. de Rémusat : le nôtre pour cette connaissance de la vie et du cœur qui est le fruit de notre expérieuce et de notre désenchantement, les siècles passés pour la candeur et la vivacité de leurs impressions. Avec quel charme M. de Rémusat ne décrit-il pas les premiers élans de la piété dans l'âme du jeune Anselme, sa fuite de la maison paternelle pour aller chercher dans un monastère la retraite et la science du salut, sa vie d'étude, de recueillement et de modestie auprès du vieil abbé Herluin, loin du tumulte et des passions du monde, sous l'abri révéré du couvent ! Là s'écoulèrent les meilleurs et les plus belles années d'Anselme. Abbé lui-même, il devint à son tour le maître et le modèle des moines, qui l'adoraient. Toute sa vie se passait à prier et à méditer doucement ; il ne devait connaître les amertumes et les douleurs de la vie que sur ce siége épiscopal dont l'élévation n'était pas faite pour son âme tranquille et modeste. Il lui fallut alors pour la première fois lutter contre des rois et contre le plus grand nombre de ses collègues dans l'épiscopat d'Angleterre ; aller jusqu'à Rome, et affronter à plusieurs reprises la fatigue et les embûches d'un long voyage ; apprendre à ses dépens ce

que c'est que la cupidité et la tyrannie dans l'âme des princes, la bassesse et l'envie de plaire dans l'âme des courtisans, l'indifférence et l'égoïsme dans les politiques. Toute cette partie agitée de la vie de saint Anselme n'est pas moins bien dépeinte par M. de Rémusat ; il y trouve l'occasion de dérouler sous les yeux du lecteur un tableau complet des accidents de la vie au moyen âge. Le moine, l'abbé, le seigneur revivent dans son ouvrage, autant du moins qu'une anatomie délicate, une analyse profonde et fidèle peuvent faire revivre ce qui n'a plus l'âme et le mouvement.

Toutes les questions qui agitaient la société à cette époque se présentent aussi sous la plume de M. de Rémusat ; ces questions sont nombreuses et importantes. Depuis la chute du monde antique, la controverse a tout envahi. A chaque instant l'historien est obligé de prendre un parti sur des questions non-seulement de politique, mais de philosophie et de théologie, et d'intervenir dans des polémiques éteintes. Bérenger nie la présence réelle dans l'Eucharistie ; Roscelin, le chef fameux de la secte des nominaux, réduit les idées générales à de pures abstractions de grammaire ; on dispute sur la Trinité ; on s'égorge pour des mystères : c'est à l'historien à démêler toutes ces querelles et à les juger. La tâche des historiens de l'antiquité n'était pas si lourde. Le monde antique vivait sous une loi très-simple, sous la loi des passions bonnes ou mauvaises. Toutes les luttes étaient alors des luttes d'ambition. On se battait pour conquérir ou pour n'être pas conquis. On se disputait ce que les hommes se sont toujours disputé, la

puissance, la fortune, la gloire. Dans le monde nouveau, les guerres sont presque toutes devenues des guerres d'opinion et d'idée, sans préjudice, bien entendu, des passions. Voyez les croisades, la lutte du sacerdoce et de l'empire, dans laquelle, dit-on, il ne périt pas moins de deux millions d'hommes, la guerre des Albigeois, les guerres religieuses du XVIe siècle! Les historiens anciens n'avaient besoin que de fidélité et d'honnêteté : de fidélité, pour rapporter les faits; d'honnêteté, pour les juger. La connaissance du cœur humain qui ne change pas, et celle de la loi morale, qui n'est pas moins immuable, les éclairaient suffisamment. Aussi peut-on dire que l'antiquité n'a qu'une histoire. Romains ou Grecs, c'est le même esprit qui les anime, c'est la même tradition qu'ils se passent de main en main. Hérodote et Tite-Live sont évidemment de la même école historique. Thucidyde et Polybe auraient jugé Tibère comme Tacite le juge. Salluste, dans ses somptueux jardins bâtis à grands frais avec l'or et le sang de l'Afrique qu'il avait pillée, écrit l'histoire comme aurait pu l'écrire un Aristide. Il n'a point une opinion à mettre en avant pour justifier la concussion et le vol. Il n'essaye point de réhabiliter Catilina. L'histoire est simplement un art pour lui, et la morale étant l'âme de cet art, il est moraliste, moraliste éloquent et rigide. Les anciens n'avaient qu'une patrie, celle qui les avait vus naître. Les modernes en ont généralement une seconde; s'ils sont de leur pays, ils sont encore plus de leur opinion et de leur parti. Il faut leur demander avant tout à quelle religion, à quelle secte, à quelle école ils appartien-

nent, et, selon leur réponse, quelle face différente l'histoire va prendre à leurs yeux !

En vain l'écrivain moderne voudrait-il échapper à la controverse ; elle le domine bon gré, mal gré, comme elle dominait ceux dont il retrace l'histoire, comme elle venait chercher saint Anselme sur son siége de Cantorbéry. Selon cette mobile opinion, il faut que l'histoire change et qu'elle accommode ses jugements au goût et aux préjugés de chaque époque. Chez nous, par exemple, pendant trois siècles au moins, l'ambition des papes a été le cri de haro de tous les historiens. Bossuet, à cet égard, avec des formes de langage plus chrétiennes sans doute, ne parlait pas autrement que Voltaire. Aujourd'hui, une nouvelle école s'élève, et voilà qu'on commence à nous dire que toute l'histoire des papes depuis trois siècles n'a été qu'une longue falsification. Les faits n'ont point changé pourtant, c'est le point de vue qui change. Nous aurons un genre d'histoire de plus, l'histoire ultramontaine. Pour peu que ceux qui l'écriront aient du talent, leur idée a chance de faire fortune et d'avoir son temps. Bossuet et Fleury attendront qn'un autre flot les ramène. Au total, les anciens avaient l'histoire morale ; nous n'avons presque jamais eu jusqu'ici que l'histoire polémique.

Comment se tirer d'embarras? par l'impartialité sans doute? Oui, s'il n'y avait pas autant de sortes d'impartialités qu'il y a de partis même. Prenons la question qui a tant agité saint Anselme et troublé tout son épiscopat, la fameuse question des investitures. On n'évite pas, encore une fois, ces questions de théologie politique quand on écrit l'histoire des

temps chrétiens, et c'est la première qui s'est offerte à M. de Rémusat. Saint Anselme avait vécu de la manière la plus paisible dans le monastère du Bec jusqu'à la soixantième année de son âge. Tout à coup, malgré une résistance très-sincère, sa réputation de sainteté, de douceur et de modestie le fait monter sur le premier siége de l'Angleterre. A peine y est-il assis, que la question des investitures s'échauffe, question bien frivole en apparence, si on la réduit au privilége réclamé par les princes d'investir les évêques en leur remettant la crosse et l'anneau, question immense au fond, puisqu'il s'agissait pour les papes d'affranchir l'Église de toute dépendance temporelle, pour les princes de conserver le droit de leurs couronnes sur les évêchés. Qui avait raison, des princes ou des papes?

M. de Rémusat éclaircit parfaitement cette querelle des investitures; il montre très-bien qu'elle prenait sa source dans la double qualité des évêques, chefs de l'Église comme successeurs des apôtres et comme héritiers de ces humbles disciples que Jésus-Christ avait envoyés dans le monde sans autres armes que sa doctrine, seigneurs féodaux par les riches domaines qu'ils tenaient de la libéralité des princes et de la piété des peuples. Comme évêques, ils ne relevaient que du souverain pontife et de Dieu; comme seigneurs, un lien de vassalité les rattachait à leur suzerain. Forcément les deux qualités se confondaient plus ou moins. Était-ce l'investiture de leur pouvoir spirituel qu'ils recevaient du prince avec l'anneau et la crosse? Les papes avaient raison de crier au sacrilége. Cette cérémonie n'était-elle

qu'un pur symbole, qu'une forme de l'hommage dû au suzerain? Les princes avaient raison d'y tenir; ils ne défendaient que leur droit. Aussi les évêques eux-mêmes se partageaient-ils. Les uns inclinaient à se soumettre au vieil usage féodal, et il faut avouer qu'en général ce n'étaient pas les meilleurs; l'esprit qui les animait n'était guère qu'un esprit de cour; vivant en seigneurs séculiers, aimant la chasse et la guerre, ils craignaient d'être obligés de renoncer à la liberté de leurs mœurs en se détachant de la couronne. Les autres, plus purs, et plus courageux dans leur fidélité aux papes et à l'Église, évitaient difficilement l'écueil opposé; presque toujours ils poussaient la résistance contre les princes jusqu'à la rébellion. Supposez que l'Église l'eût emporté et qu'elle se fût affranchie de tout lien envers la puissance temporelle : les peuples chrétiens n'étaient-ils pas menacés de tomber sous le plus dur de tous les jougs, celui de la théocratie? L'Église, ajoutant à sa puissance morale d'immenses richesses et tant de domaines et de seigneuries accumulés, n'aurait-elle pas constitué un pouvoir tel qu'il n'y en a jamais eu dans le monde? Où se serait réfugiée la liberté? Dans l'autre hypothèse, l'Église, assujettie aux princes, ne perdait-elle pas son influence avec sa dignité? Ne devenait-elle pas entre les mains du pouvoir séculier un pur instrument de politique et de tyrannie, et ses mœurs, déjà si corrompues, n'auraient-elles pas fini par la rendre un objet de mépris universel? Saint Anselme, grâce à la modération naturelle de son caractère, sut concilier son attachement aux papes

avec une conduite pleine de douceur envers ses rois. Aussi n'eut-il pas beaucoup plus de succès à Rome qu'en Angleterre même : il aimait la paix, et il en jouit bien peu. Et voilà ce temps qu'on nous représente comme un âge de concorde et de charité !

Au total, M. de Rémusat ne donne ni tout à fait raison ni tout à fait tort à aucun des deux partis. Il expose leurs raisons plutôt qu'il ne les juge. Il rapporte le procès, il ne le tranche pas. Son intelligence, qui lui fait tout comprendre, ne lui permet pas de se passionner ; et comme il n'y a guère qu'un peu de passion qui incline la volonté, il examine et conclut le moins possible. Cette sorte d'impartialité s'appelle l'impartialité philosophique. Elle a bien aussi ses défauts, entre autres celui d'éblouir les yeux du lecteur par la multiplicité des points de vue et de laisser son jugement flotter incertain. Bossuet n'aurait jamais fait son *Histoire des Variations*, ni Voltaire son *Essai sur l'Esprit et sur les Mœurs des nations*, avec une impartialité si scrupuleuse. Pour mon compte, j'irais, je crois, un peu plus loin que M. de Rémusat. Dans cette querelle du sacerdoce et de l'empire, à qui revient la première faute? Pourquoi à sa juridiction spirituelle le clergé des temps féodaux avait-il voulu joindre toutes les richesses et toutes les dignités de ce monde? En recherchant les bénéfices de cette position, ne s'était-il pas exposé à en subir les charges? Pourquoi des évêques et des abbés avaient-ils échangé leurs modestes houlettes contre des crosses d'or? Pourquoi avaient-ils envahi domaine sur domaine et s'étaient-ils faits ou laissé faire princes et seigneurs? Rien de si facile à

expliquer, je le sais bien, et même, si on le veut, à justifier dans le cours ordinaire de la politique et des passions humaines : les choses tournent si singulièrement ! On professe une doctrine qui ne prêche qu'humilité, que mépris des richesses, de la gloire et des honneurs. Le monde s'étonne et admire, et bientôt l'humilité, par le respect même qu'elle inspire, attire les honneurs. La pauvreté fait affluer les richesses. Le maître n'avait pas où reposer sa tête ; les disciples, au bout de quelques siècles, rivalisent avec les rois, et la pourpre des Césars ne brille plus que sur les successeurs de saint Pierre. Mais s'il est facile d'expliquer comment l'influence morale de l'Église avait dû lui constituer avec le temps un vaste établissement temporel et la placer au rang le plus élevé dans le régime féodal, l'est-il moins de comprendre comment ces richesses accumulées tentaient la cupidité brutale des seigneurs portant la lance et l'épée? La question est de savoir si ce qu'expliquent très-naturellement les passions et la marche ordinaire des choses ne tombe pas sous le jugement et la condamnation d'une loi supérieure, de la loi même dont l'Église est l'organe et l'interprète. Plus modérée dans son ambition, plus fidèle à la simplicité évangélique, la puissance ecclésiastique aurait évité ces cruels conflits. Cette simonie, cette licence des mœurs que les papes voulaient réprimer avec raison, où prenait-elle sa source, sinon dans de trop grandes richesses? On ne peut servir Dieu et l'argent, c'est l'Évangile qui l'a dit. N'est-il pas triste de voir un saint évêque comme Anselme passer tout le temps de son épiscopat à lutter pour des droits seigneuriaux, et consumer dans une ques-

tion plus politique, après tout, que religieuse le courage et le dévouement de son âme?

Venons maintenant à la seconde partie du livre de M. de Rémusat. La première est purement historique. Dans la seconde, c'est le philosophe que M. de Rémusat juge et apprécie. Saint Anselme a laissé un grand nombre d'écrits presque tous empreints d'un caractère remarquable de philosophie chrétienne, entre autres, les deux ouvrages dont j'ai déjà parlé, le *Monologion* et le *Proslogion*. C'est dans le dernier de ceux-ci que se trouve une célèbre démonstration de l'existence de Dieu, prise dans l'idée même que nous nous formons de ce grand être. A peine oserais-je la rapporter, tant j'avoue qu'elle me paraît bizarre. J'ai toujours peur de l'avoir mal comprise. Au surplus, c'est le sort assez ordinaire de ces sortes de démonstrations de ne pas remplir l'attente qu'elles excitent, et de faire naître dans l'âme plus de surprise que de conviction. L'idée de Dieu est par elle-même une idée très-claire. Le sentiment d'une Providence qui gouverne le monde nous est si naturel! Nous l'apportons en quelque sorte avec nous; nous en vivons. N'est-ce pas cette lumière qui éclaire tout homme venant en ce monde? Quand arrivent ensuite de sèches démonstrations, le flambeau pâlit, et il semble que cette idée, si familière à tout esprit d'homme, s'enfonce et se perde dans une profondeur immense. Franchement il ne serait pas mal, lorsqu'on prétend démontrer aux hommes l'existence de Dieu, d'avoir quelque chose de l'inspiration de Platon, du génie de Descartes et de Leibnitz, de l'éloquence de Bossuet, pour ne pas rester trop au-dessous

de la simple foi et de la croyance vulgaire. Combien je préfère à l'argument de saint Anselme les dernières pages de M. de Rémusat sur le même sujet ! C'est là que je reconnais l'esprit et la méthode des grands philosophes. Ce n'est plus un moine du xie siècle qui raisonne péniblement, c'est un disciple de Platon qui va chercher dans la conscience humaine les immortelles idées du bien et du beau, et qui les fait remonter à leur source divine.

Sans prétendre assigner à saint Anselme la place qui lui revient dans l'histoire de la philosophie, je le crois, pour mon compte, moins grand par ce qu'il a fait que par ce qu'il a eu le courage de vouloir faire dans un temps comme le sien. Il a vraiment aimé la sagesse, il n'a pas cessé un moment de rechercher avec ardeur la vérité. Sur le siége de Cantorbéry comme dans son couvent du Bec, proscrit et exilé ou ramené en triomphe, seul dans ce siècle d'agitation barbare il se consolait par l'exercice de la méditation, il appliquait la force de son esprit à tâcher de se démontrer les doctrines et les vérités de la foi. Au lit même de la mort, sa dernière pensée était un regret de n'avoir pu mettre la dernière main à un ouvrage de métaphysique. Noble et touchante faiblesse d'un saint ! il allait à Dieu et il aurait voulu le chercher encore quelque temps ici-bas. « La recherche de la vérité, dit ingénieusement « M. de Rémusat, passionne encore ces grands et « inquiets esprits au moment où ils vont à elle. Ils « préfèrent l'amour à la possession, et, sur le seuil « du ciel, ils regrettent de la terre le travail et l'es- « pérance. »

Et nous aussi, consolons-nous par le noble exercice des lettres et de la pensée. Imitons d'Anselme ce que nous en pouvons imiter. Soyons des idéologues, et ne rougissons pas de ce nom ; il n'emportera jamais qu'une signification honorable. Les lettres et la philosophie que M. de Rémusat a toujours aimées avec passion, le récompensent maintenant de sa fidélité. L'homme politique a pu voir, hélas! ses plus chères espérances ruinées ; l'écrivain et le penseur éminent reste debout. La *Vie de saint Anselme* n'est pas seulement un curieux et piquant ouvrage ; par la nature même du sujet, c'est une généreuse protestation contre l'empire insolent des intérêts matériels. Ce livre élève et console l'âme. Il m'a fait passer d'heureux moments, et je me félicite d'avoir eu cette occasion de témoigner à M. de Rémusat mon goût pour son talent, ma vive et profonde estime pour son caractère.

28 décembre 1852.

XXVIII

L'ABBÉ SUGER,

HISTOIRE DE SON MINISTÈRE ET DE SA RÉGENCE,

PAR M. FRANÇOIS COMBES.

Suger, abbé de Saint-Denis au XIIe siècle et ministre des rois Louis VI et Louis VII, a laissé un grand nom dans notre histoire. Il a même obtenu les honneurs d'un éloge académique. En 1778, l'Académie française ayant mis au concours l'éloge de l'abbé Suger, M. Garat remporta le prix, le même M. Garat qui devait quinze ans plus tard, comme ministre de la Convention, lire à Louis XVI son arrêt de mort. L'ouvrage de M. Combes, sur le ministère et sur la régence de l'abbé Suger, m'a fait lire ou plutôt m'a fait relire le discours de M. Garat; car je l'avais déjà lu autrefois, et je me souviens même de l'avoir admiré. Je ne l'admire plus. C'est pourtant un ouvrage curieux. S'il ne faut pas y chercher une appréciation bien juste du caractère et des actes de l'abbé de Saint-Denis, une peinture bien fidèle

du XIe et du XIIe siècle, en revanche l'esprit qui régnait à la fin du XVIIIe siècle s'y montre tout entier avec l'exagération de principes et la confiance présomptueuse qui devaient précipiter trop tôt la révolution de 1789 dans les erreurs et dans les folies de 1792. Me permettra-t-on de m'y arrêter un moment?

Je voudrais en citer quelques phrases qui me semblent caractéristiques. Il va sans dire que l'auteur a bien de la peine à pardonner à Suger d'avoir été moine et abbé. « Tous les reproches que lui fait « l'histoire, dit M. Garat, c'est comme abbé de Saint-« Denis qu'il les a mérités; il voulut gouverner de « la même manière un État et une abbaye. » Voilà une phrase qui dut être fort applaudie, j'imagine, par l'auditoire de 1778, et peut-être même par les brillants abbés de ce temps-là. Elle n'en contient pas moins un parfait non-sens d'histoire et de philosophie. Historiquement, si quelque chose caractérise le génie politique de Suger, c'est précisément l'indépendance d'esprit avec laquelle il s'éleva au-dessus des préjugés du cloître dans les questions qui divisaient alors l'Église et l'État, dans la question des investitures, par exemple, qu'il résolut en proposant de réserver au pape l'investiture du spirituel, pendant que les princes conserveraient l'investiture du temporel. Et c'est une justice qu'il faut rendre à presque tous les grands ministres que l'Église, chez nous, a fournis à l'État, Richelieu, Mazarin, Fleury : l'homme d'Église en eux a rarement aveuglé l'homme politique ; ils ont été les hommes de la France avant d'être les hommes de leur robe ; mieux que d'autres peut-être, ils ont su résister aux passions et aux

petitesses de leur corps. Richelieu n'hésitait pas à s'allier avec les protestants d'Allemagne pour abattre la maison d'Autriche. Mazarin traitait avec Cromwell et se proclamait son admirateur et son serviteur très-humble. Ce n'est pas sous le gouvernement de ces grands ministres que l'édit de Nantes a été révoqué. Richelieu, qui prenait La Rochelle, protégeait d'ailleurs les huguenots soumis et paisibles. Suger, de son temps, maintint avec fermeté et étendit le plus qu'il lui fut possible le droit du prince d'intervenir dans la nomination des évêques et des dignitaires ecclésiastiques. Je ne vois rien dans sa vigoureuse et sage administration qui sente *le capucin*. Philosophiquement, y a-t-il donc une si grande différence entre le gouvernement d'une abbaye et celui d'un État? Ne sont-ce pas toujours les mêmes hommes qu'il faut connaître, les mêmes passions qu'il faut savoir ménager? Est-ce qu'il n'y a pas dans une abbaye, comme dans un État, des esprits remuants à contenir, des factions à réprimer? Où Suger, dont M. Garat vante l'habile administration, avait-il appris le gouvernement et cet art qui lui était propre de mêler la douceur avec la fermeté, sinon dans l'abbaye de Saint-Denis, lui qui y avait été jeté tout jeune? J'en demande bien pardon aux hommes de 1778. Ce qui leur a manqué, avec tant de lumières d'ailleurs et de généreux sentiments, c'est précisément de savoir gouverner une abbaye. Ils ont voulu faire de la politique comme on fait un système, et gouverner un État comme on gouverne ou plutôt comme on amuse une école de philosophes. Voilà pourquoi, après soixante ans de révolution, nous en sommes

encore à chercher les moyens de remettre l'ordre et la paix dans notre grande et malheureuse abbaye!

M. Garat continue : « Comme ministre, c'était un « devoir pour Suger d'accroître les richesses du trône « et du royaume; comme abbé, il crut devoir accu- « muler aussi les richesses et les trésors dans Saint- « Denis, et il oublia ou plutôt il ne sut jamais que la « pauvreté est le trésor d'un couvent. » Autre phrase à effet dont M. Garat lui-même devait sourire tout bas, malice philosophique très-mal appliquée. Suger, il est vrai, aima le luxe dans sa jeunesse comme on pouvait l'aimer alors. Il est encore vrai qu'abbé de Saint-Denis il fit rebâtir et il décora magnifiquement l'église de son abbaye. Voyez le grand crime! Je ne regrette, quant à moi, qu'une chose, c'est que le temps et les révolutions aient fait disparaître ces richesses qui choquaient l'ascétisme de M. Garat. M. Combes nous en donne dans son ouvrage la curieuse description. Avec quel plaisir j'aurais été voir cet autel enrichi d'émeraudes, de saphirs et de perles fines; ce grand crucifix d'or, ouvrage de cinq des plus habiles orfévres du temps, où les pieds et les mains étaient attachés avec de magnifiques rubis taillés en clous, et la plaie du côté figurée par un rubis énorme! Eh! n'est-ce pas le soin d'orner et d'enrichir les églises qui a soutenu les arts dans des siècles de décadence, et peuplé notre sol de ces monuments que nous admirons encore? En faveur de l'art, au moins, M. Garat aurait bien dû pardonner au luxe de Suger. Hélas! quand M. Garat écrivait sa phrase, le temps approchait où le vandalisme révolutionnaire allait dévaster toutes ces richesses et

arracher de Saint-Denis jusqu'aux tombeaux de nos rois!

Mais Suger lui-même vécut-il toujours dans le luxe? Ignora-t-il que la pauvreté est le trésor, sinon d'un monastère, au moins d'un moine et même d'un abbé? L'histoire parle sur ce sujet bien autrement que M. Garat. J'emprunte à M. Combes le témoignage d'un chroniqueur contemporain qui rapporte que Pierre le Vénérable étant venu visiter l'abbaye de Saint-Denis admira les ouvrages et les bâtiments élevés par les soins de Suger. « Puis, « s'étant retourné vers une très-petite cellule qui « contrastait avec les autres par une grande simpli- « cité, il demanda quel était celui qui l'habitait; et « quand il sut que c'était l'abbé Suger, il s'écria en « gémissant profondément : Cet homme nous con- « damne tous; il bâtit, non comme nous, pour lui- « même, mais uniquement pour Dieu! Tout le temps, « en effet, que dura son administration, ajoute le « moine Guillaume, il ne fit pour son propre usage « que cette simple cellule de dix pieds de largeur et « de quinze de longueur; il la fit dix ans avant sa « mort, afin d'y recueillir son esprit, qu'il avouait « avoir trop longtemps dissipé dans les affaires du « monde. C'est là que dans ses heures de loisir il « s'adonnait à l'étude, aux larmes et à la contempla- « tion; là il appliquait son esprit à la lecture des « plus grands écrivains, à quelque siècle qu'ils « appartinssent, surtout à celle de Cicéron, de Vir- « gile et d'Horace, qu'il savait par cœur, et dont il « récitait parfois de longues tirades; là enfin il « n'avait pour se coucher que la paille sur laquelle

« il était étendu, et une couverture de simple laine « que recouvraient pendant le jour des tapis décents. » M. Garat se serait contenté sans doute de cette modestie, si, avant de faire l'éloge de Suger, il s'était donné la peine assez simple de lire les chroniqueurs contemporains, à moins toutefois que sa sévérité n'eût été choquée du goût de Suger pour les auteurs profanes, auquel cas il aurait pu faire remarquer que l'ignorance de toutes ces littératures mondaines est la véritable science d'un moine. Et M. Garat aurait eu l'avantage de se trouver d'accord en cela avec les modernes ennemis de l'étude des classiques. Suger lisait Cicéron, Horace et Virgile : quel scandale !

En revanche, M. Garat pousse un peu loin l'enthousiasme pour le célèbre contemporain de Suger, Abélard, et pour la fameuse Héloïse : autre trait caractéristique du temps où il écrivait; curieux exemple de cette adoration étrange pour les passions qui allait bientôt devenir un culte public, de ce mélange d'exaltation romanesque et de sensualisme grossier mis à la mode par Jean-Jacques Rousseau. M. Combes me pardonnera de m'arrêter si longtemps sur le discours de M. Garat; je ne puis résister à l'envie de citer ce passage où il me semble que l'orateur a résolu le problème de dire les choses les plus crues, et au fond, les plus brutales, sous les formes de la périphrase académique : « Nos passions se « dégradent ou se perfectionnent suivant les siècles, « comme nos esprits et nos caractères ; et il est des « temps où un sentiment met une âme au-dessus de « tout ce qui l'environne. Combien celles d'Héloïse « et d'Abélard devaient être tendres et sublimes

« pour donner à leur amour, dans un siècle grossier « et barbare, cette délicatesse, *cette moralité pas-* « *sionnée* qui en fait l'objet de notre admiration et « de nos larmes ! De nos jours encore, les talents les « plus sensibles et les plus heureux ont puisé dans « l'âme d'Héloïse et d'Abélard les expressions les « plus profondes et les plus attendrissantes de « l'amour. Combien ils devaient s'aimer ceux qui, « pendant leur vie entière, ont conservé tous les « transports de leur passion après en avoir épuisé « les délices, et même après les avoir perdus sans « retour ! » Montaigne, avec sa vivacité ordinaire, se moque quelque part des poëtes licencieux, d'Ovide et de Martial, par exemple, qui, ne pouvant pas atteindre à la délicatesse passionnée de Virgile, s'en dédommagent par la nudité de leurs tableaux. Montaigne prétend que ces poëtes vont droit contre leur but, et qu'au lieu d'exalter l'imagination, ils la refroidissent. Je n'ose citer ses expressions. On peut arriver au même résultat avec une périphrase : celle de M. Garat manque tout juste de ce que le XVIIIe siècle croyait avoir au plus haut degré, de sensibilité ; elle n'est que sensuelle. Sensualisme et sensibilité sont deux choses si différentes !

Je serais trop long ; je laisse de côté plus d'une note curieuse que j'avais faite sur le discours de M. Garat. J'arrive à la péroraison. Qu'était-ce que Suger ? Un grand administrateur, selon M. Garat. Ici une réflexion douloureuse vient affliger le cœur du panégyriste. Depuis Suger, d'autres grands administrateurs ont encore gouverné la France, Sully, Colbert, et bien d'autres. « Pourquoi donc la

« société est-elle aussi peu avancée ? Pourquoi offre-« t-elle encore au philosophe qui la contemple plus « de sujets de regrets ou de vœux que d'objets d'ad-« miration et de reconnaissance ? Quoi ! la nature a « fait de l'homme un être social, et six cents années « de travaux suivis ne suffisent pas à un peuple pour « former une société où il puisse trouver le bonheur « qu'il désire ! La nature aurait-elle voulu se jouer « de nous en nous faisant désirer des biens que nous « ne pouvons pas atteindre, et en nous donnant un « modèle de perfection qu'il nous sera toujours « impossible de réaliser ? Croyons plutôt que nous « nous y sommes mal pris ! » C'est plus consolant, en effet. Il est question de trouver la perfection et le bonheur, rien que cela, et il ne s'agit que de s'y bien prendre. O monsieur Garat, enseignez-nous votre courte et facile méthode. « La félicité publique ne « peut pas être l'ouvrage des administrateurs ; il « n'appartient qu'à un législateur de la faire. » Nous y voilà ! N'oubliez pas que nous sommes en 1778. Et ce législateur, où le trouver ? Est-il donc plus facile d'être un grand législateur qu'un grand administrateur ? Certainement ; « l'administrateur est obligé « de connaître, pour ainsi dire, chaque homme en « particulier. Le législateur, au contraire, à qui un « peuple a remis son sort, n'a qu'à concevoir son « plan avec génie (pardon du peu !), et toutes les « parties de l'État, attentives à sa voix, vont se mou-« voir d'elles-mêmes pour l'exécuter. » Vous le voyez, nous touchons au but. « Instituons des lois « pour la sagesse et pour le bonheur, et ne doutons « pas qu'on ne voie sur la terre des hommes sages et

« heureux... Alors tout sera achevé ; l'homme n'aura « plus qu'à jouir de la vie, et la société, comme la « nature, exécutera d'elle-même les lois qu'elle aura « une fois reçues ! » Voilà les illusions qu'on se faisait en 1778, et, si je le remarque, c'est que ces illusions, mêlées à tant de sentiments généreux, ont perdu la Révolution en la jetant dans le chimérique et dans l'impossible ! Du premier coup on a voulu atteindre au bonheur parfait ; on s'est figuré qu'en changeant les lois, on changerait la société et l'homme même ; la simple réforme était un but trop modeste ; on a prétendu créer ; le vrai Créateur s'est joué de cette pauvre sagesse humaine ; il l'a abandonnée à elle-même ; et au lieu de la liberté, on n'a eu qu'une anarchie exécrable suivie d'un despotisme nécessaire, qu'un régime de sang et de misère, au lieu du bonheur parfait ; la société en est encore à attendre le législateur de M. Garat. Hélas ! ne sont-ce pas les mêmes illusions qui nous ont perdus en 1848 ?

J'avoue que me voilà bien loin de l'ouvrage de M. Combes ; je suis mes impressions ; je perdrais toute liberté d'esprit si j'étais obligé de me renfermer dans un cadre rigoureux. Peut-être aussi est-ce un peu la faute de M. Combes si je me suis engagé dans cette longue digression. Son ouvrage est sage et instructif, mais inanimé et sans couleur. On croirait presque lire une chronique ; encore y manque-t-il ces traits de mœurs et ces naïvetés qui échappent au chroniqueur le plus sec. Il faut lire l'ouvrage de M. Combes comme un mémoire exact et savant sur le ministère et sur la régence de Suger plutôt que comme une histoire. Il n'y a d'histoire

que là où les personnages vivent et semblent avoir brisé la pierre de leur tombeau pour reparaître sur la scène. J'apprends un à un tous les actes de Suger dans le livre de M. Combes; Suger lui-même, je ne le vois pas. Je ne vois pas l'abbé, instruit dans l'école du cloître à la finesse des négociations, à la sage économie des finances de l'État, à ce mélange de douceur et de fermeté dont l'Église seule avait le secret à cette époque. Je ne vois pas non plus ces rudes et farouches seigneurs que Suger, par son habile politique, contribua tant à réduire à la vassalité, sous les règnes de Louis le Gros et de Louis VII, un sire du Puyset, un Amaury de Montfort. Allez donc visiter les ruines de quelqu'un des vieux châteaux de ce temps-là, elles vous en diront plus que les pages didactiques de M. Combes. La seule vue de la gigantesque tour de Coucy vous fera comprendre au premier coup d'œil ce que c'était qu'un seigneur féodal sous les premiers Capétiens, et combien devaient trembler les pauvres marchands qui passaient au pied de cette tour, les vilains et les serfs qui labouraient la terre et recueillaient furtivement leur récolte sous son ombre menaçante ! L'histoire comme la poésie est une peinture, ou c'est bien peu de chose! M. Combes avait encore pour animer son livre les querelles théologiques et les troubles religieux du XI[e] et du XII[e] siècle, un Abélard, un saint Bernard, un Innocent II, un Eugène III. C'est au milieu de tous ces hommes que Suger a vécu. Il ne suffit pas de les nommer; faites-les agir. Montrez-les moi. Relevez ces monastères détruits, ces églises abattues. Que je voie la France du XI[e] et du XII[e] siècle

hérissée de tours et de châteaux, entrecoupée d'abbayes et de couvents, et de loin en loin des villes et des bourgs enfermés dans leurs hautes murailles! Cette société triste et sombre, elle avait cependant sa grandeur morale et politique ; elle courait aux croisades; elle avait en Dieu une foi ardente. Des querelles d'école l'agitaient et la divisaient. Sous le froc du moine comme sous le casque du seigneur la séve des passions bouillonnait! C'est en me transportant, pour ainsi dire, dans cette société que vous me ferez comprendre et admirer Suger. Il faut que je le devine dans votre ouvrage, malgré votre soin à tout analyser sans rien peindre. M. Combes se renferme et se resserre, pour ainsi dire, dans son sujet. Il marche pas à pas de peur de broncher. Sa critique est judicieuse, mais timide. Oserai-je le dire? j'aimerais mieux une allure plus libre au prix de quelques erreurs.

Il ne m'est pas plus tôt échappé une critique que j'en éprouve quelque remords. Une réflexion me vient tout de suite : j'en parle bien à mon aise! Est-il si facile de peindre les hommes qui ne sont plus et de faire revivre les siècles éteints? L'histoire ainsi faite est une œuvre de génie; et combien compte-t-on d'historiens de génie? Cinq ou six dans l'antiquité, pas beaucoup plus dans nos temps modernes. Voilà un professeur instruit et éclairé qui s'est donné bien de la peine pour recueillir tout ce que les témoignages contemporains nous apprennent de positif sur un des grands hommes de notre histoire, sur ce Suger dont le nom seul est resté populaire, dont la vie et les actes sont environnés des ténèbres de son temps. Ce que je sais de plus clair

sur Suger, c'est M. Combes qui me l'a appris. Qu'ai-je à lui demander de plus? N'est pas qui le veut un Hérodote, un Salluste ou un Voltaire. Ce que je vais dire de Suger, c'est à M. Combes que je le dois. L'idée que je m'en forme, plus nette et plus distincte que je ne l'avais auparavant, c'est dans M. Combes que je l'ai prise. Ai-je le droit, après cela, de critiquer l'auteur, moi qui sais si peu de chose, et qui serais bien embarrassé si l'on me demandait de mettre en œuvre ma théorie sur l'histoire? Au total, j'aurais bien mal rendu ma pensée si l'on ne comprenait pas que je regarde le livre de M. Combes comme un bon livre, tout en n'y trouvant pas autant d'imagination, de vie et de mouvement que je l'aurais désiré.

De l'auteur passons à son héros. Suger est-il réellement un grand homme? n'a-t-on pas enflé sa réputation? M. de Sismondi, dans son histoire de France, ne paraît pas avoir une si haute idée du célèbre abbé de Saint-Denis, et l'on a vu M. Garat, dans le panégyrique même de Suger, lui reprocher d'avoir voulu gouverner un État comme on gouverne une abbaye. Le livre de M. Combes, fondé sur des documents originaux et sur des recherches exactes et consciencieuses, tranche la question en faveur de Suger. Oui, Suger a été vraiment un grand homme. Le souvenir reconnaissant de la postérité ne s'est point égaré en plaçant son nom à côté de ceux des Colbert et des Sully. L'abbé du XIIe siècle, avec son esprit droit et juste, son bon sens fin et positif, a jeté les fondements de ce que l'on peut appeler la politique capétienne, ou du moins il est entré avec une rare saga-

cité dans l'esprit de cette politique déjà inaugurée par les premiers rois de notre troisième dynastie et poussée avec vigueur par le condisciple, l'ami et le premier maître de Suger, Louis le Gros, qui commença l'affranchissement des communes. Suger a servi l'avenir, non pas en le devançant par des vues que M. Garat aurait appelées des vues de génie ; ces vues-là sont presque toujours des chimères ; mais en faisant tout ce qu'il était possible et bon de faire de son temps. Il n'a pas voulu attaquer le régime féodal ou même en préparer la ruine ; il n'a visé qu'à le régulariser en réduisant à leurs devoirs de vassalité les seigneurs des domaines du roi, pour commencer par quelque chose. Suger n'a pas désapprouvé les croisades, comme on lui en a fait quelquefois honneur ; Suger n'était pas un philosophe du XVIII[e] siècle, il était un abbé du moyen âge ; bien loin de désapprouver les croisades, déjà vieux et sur la fin de sa vie il songeait à en entreprendre une à ses frais ; il avait même le dessein de la diriger en personne ; mais, tout en approuvant les croisades, il blâmait Louis VII d'abandonner son royaume pour aller guerroyer en Asie contre les infidèles ; il faisait tous ses efforts pour le détourner de ce dangereux coup de tête. Là se montre véritablement l'homme d'État. C'est parce que Suger aimait et approuvait les croisades qu'il lui est glorieux d'avoir compris, malgré son enthousiasme, que si la place des seigneurs était à Jérusalem, celle du roi était à Paris. Suger n'aurait pas goûté, j'en suis très-sûr, les principes de 89 ; je doute qu'il pénétrât assez dans l'avenir pour apercevoir les lointaines conséquences de l'affranchisse-

ment des communes, et que de ces manants, de ces vilains, de ces serfs, il ait eu la pensée de faire une classe nouvelle, un tiers état puissant, une nation libre; mais une vue de sage politique le conduisait à grouper autour du trône tous ceux qui souffraient de la tyrannie féodale; un sentiment de justice et de charité chrétienne le faisait entrer avec ardeur dans tous les adoucissements qu'il était possible d'apporter alors à la condition des plus pauvres et des plus misérables. Lui-même il donnait l'exemple, dans les domaines qui dépendaient de l'abbaye de Saint-Denis, d'alléger les charges du pauvre peuple. Suger n'entrevit pas sans doute qu'un jour il n'y aurait plus en France qu'un roi et une nation; il ne prévit pas que tous ces grands fiefs, qui formaient presque comme autant de royaumes, finiraient par tomber dans le domaine de la couronne; mais il seconda de ses conseils et de son influence le mariage de Louis VII avec Éléonore d'Aquitaine, quoique cette princesse fût parente de Louis à un degré prohibé par l'Église, et tant qu'il vécut il s'opposa à la rupture de ce mariage, à ce fatal divorce qui devait porter tant de belles provinces dans la maison des Plantagenet, déjà ducs de Normandie et rois d'Angleterre.

Ce qui appartient en propre à Suger, dans ces temps où la force décidait de tout, où l'on n'aimait à trancher les questions qu'avec l'épée, c'est d'avoir terminé presque toutes les grandes affaires qu'il eut dans les mains par la voie des négociations. Voilà sans doute la politique qu'on ne connaissait pas dans les châteaux et qu'il avait apprise dans son abbaye.

Par la même raison, Suger aimait les Parlements, qui n'étaient alors que la réunion des principaux seigneurs et des grands dignitaires ecclésiastiques ; il y traitait les affaires avec succès par l'influence de sa parole et de ses sages conseils ; c'était encore une tradition de l'Église. Suger cependant savait aussi employer la force. Dans le cours de sa régence, ayant eu à réunir une armée de mercenaires pour dissiper un commencement de révolte que favorisait l'absence du roi, il garda et entretint cette armée auprès de lui. On pourrait presque voir là l'idée et l'ébauche des armées permanentes. Son administration financière ne fut pas moins habile ; elle fut même généreuse, car plus d'une fois il fournit aux dépenses publiques de ses propres deniers, ménageant les peuples autant que le lui permettaient les expéditions aventureuses de Louis VII, par esprit d'ordre et de justice, et non, comme le dit emphatiquement M. Garat, pour ne pas « faire croire aux peuples « dont il avait commencé à rompre les fers, que la « liberté sous un roi n'est qu'une seconde servi« tude, » phrase et idée de 1792, qui ne serait assurément jamais tombée dans l'esprit ou sous la plume de l'abbé de Saint-Denis.

Dans les affaires de l'Église, les plus épineuses et les plus délicates de ce temps-là, surtout pour un ministre membre lui-même du clergé, la conduite de Suger ne fut ni moins ferme ni moins habile. J'ai déjà dit quel fut son plan de conciliation dans la question des investitures, plan qu'il réussit à faire accepter des deux puissances et dont il tira les plus heureuses conséquences en sachant résister ou céder

à propos, souffrant quelquefois que les candidats qu'il proposait au nom du roi pour les évêchés et pour les abbayes ne fussent pas élus, mais maintenant avec vigueur le droit de discuter à son tour et de rejeter les choix faits par les chapitres ou par les couvents. Je ne veux pas dire pour cela que Suger fut un gallican pas plus qu'un ministre parlementaire. C'est déjà bien assez d'avoir compris à cette époque que l'indépendance absolue du clergé ne serait qu'une source d'anarchie et de désordre, et que si l'Eglise était libre dans ses fonctions spirituelles, elle retombait sous la loi commune pour ses biens et pour son autorité temporelle. Je ne donne pas non plus Suger pour un partisan de la tolérance. Il n'hésitait pas à faire brûler les hérétiques. Mais de la même main il réprimait sévèrement les désordres des moines, et il eut assez de fermeté pour venir à bout des chanoines de Sainte-Geneviève de Paris et de ceux de Saint-Corneille de Compiègne, chose difficile à une époque où ces grandes corporations comptaient quelquefois parmi leurs membres des princes de la famille royale et savaient très-bien, à l'occasion, soutenir un siége en règle, ou reprendre par la force ce qu'on leur avait ôté par une décision du roi et du pape. Peut-être cependant M. Combes va-t-il trop loin lorsque dans ces réformes particulières il croit apercevoir un plan ou un vœu de Suger pour la réforme générale du clergé, un dessein de prévenir les hérésies et les troubles religieux, si communs alors, en réprimant les scandales qui en étaient le plus souvent la source. Il est certain que les orthodoxes auraient bien fait de commencer par réformer leurs

mœurs ; ils auraient eu meilleure grâce ensuite à réclamer la punition des sectaires ; malheureusement ce n'est pas ainsi que les choses se passent, même dans des temps plus éclairés que le XIIe siècle ; on garde ses mœurs et on fait brûler son prochain ! C'est un assez grand honneur pour Suger, moine et abbé, d'avoir eu la force de combattre les désordres qu'il avait sous les yeux, et sa vraie gloire est de s'être réformé personnellement pour mourir en saint homme, après avoir pris part au gouvernement de la France sous deux rois et avoir régné lui-même sous le titre de régent pendant la croisade entreprise par le second de ces princes.

Voilà Suger tel que le présente le résultat des recherches de M. Combes. La science justifie la tradition. Les peuples ne se sont point trompés en conservant une mémoire reconnaissante de l'abbé de Saint-Denis. Suger n'a pas inventé le gouvernement représentatif ; il n'a point deviné la démocratie du XIXe siècle ; il n'a pas été le législateur chimérique de M. Garat. Comme abbé, il a connu et pratiqué ses devoirs ; comme ministre des temps féodaux, il a mis l'ordre et la règle, autant qu'il le pouvait, dans les institutions de son temps ; il a été, en un mot, l'homme d'État et le génie politique du XIIe siècle, comme saint Bernard en était le génie religieux, l'agitateur spirituel, l'orateur, le saint. L'un et l'autre sont au nombre des hommes les plus illustres dont s'honore notre histoire, et le siècle qui les a possédés tous les deux est assurément un grand siècle !

13 décembre 1853.

XXIX

HUBERT LANGUET,

ÉTUDE SUR LE XVIᵉ SIÈCLE,

PAR HENRI CHEVREUL.

ÉTIENNE DE LA BOETIE,

PAR LÉON FEUGÈRE.

Hubert Languet et Étienne de La Boëtie sont tous les deux de ce XVIᵉ siècle, si fécond en hommes illustres. Français et Bourguignon de naissance, Hubert Languet, converti au luthéranisme par les ouvrages et par l'amitié de Melanchthon, s'attacha au service des princes protestants d'Allemagne, et fut successivement le ministre ou le conseiller d'Auguste, électeur de Saxe, du palatin Jean Casimir, et de Guillaume de Nassau, le libérateur des Pays-Bas. Le premier de ces princes, notamment, le députa plusieurs fois en France auprès du roi Charles IX pour réclamer la tolérance en faveur des huguenots. Hubert Languet était à Paris dans la nuit du 24 août 1572, et n'échappa qu'à grand'peine au massacre de la Saint-Barthélemy. On prétend que c'est la juste horreur dont cet événement avait rempli son âme qui lui

inspira le fameux pamphlet intitulé : *Vindiciæ contra Tyrannos, sive de principis in populum, populique in principem legitima potestate;* « Revendication contre les Tyrans, ou de la puissance légitime du prince sur le peuple et du peuple sur le « prince. » Ce livre a été attribué à plusieurs auteurs; aujourd'hui, l'opinion générale le donne à Hubert Languet. Ajoutons qu'à ses talents politiques et diplomatiques, Hubert Languet joignait, comme c'était l'usage dans ce temps-là, de profondes connaissances en droit, en théologie, et dans les lettres anciennes. Il avait parcouru toute l'Europe, visité toutes les universités, fouillé toutes les bibliothèques d'Allemagne, de France et d'Italie. Son désir de voir et d'apprendre l'avait entraîné jusque dans la Laponie. Il était en commerce de lettres avec les principaux savants de ce siècle, le siècle de la grande érudition et des savants de génie. On a de lui, outre le pamphlet que je viens de mentionner, des lettres adressées pour la plupart à son maître l'électeur de Saxe, et fort curieuses à consulter pour l'histoire du temps. On en a aussi qu'il écrivait à un Anglais de ses amis, Philippe Sidney. Hubert Languet mourut en 1581, âgé de soixante-trois ans, après une vie à la fois active et studieuse, une vie pleine de voyages, de négociations, de travail, et surtout de vertus. C'était un protestant de la grande époque; je veux dire un protestant convaincu, et que le désir de s'attacher à un culte qu'il croyait plus pur avait seul jeté dans le parti de la réforme.

Plus connu, grâce à l'amitié de Montaigne, Étienne

de La Boëtie, catholique, conseiller au Parlement de Bordeaux, et attaché au parti royal, est l'auteur du discours intitulé : *Le Contre-un*, ou *de la Servitude volontaire*. A la vérité, La Boëtie n'avait que dix-huit ans, selon le calcul de M. Feugère, et que seize s'il faut en croire Montaigne, lorsqu'il laissa échapper de sa plume cette violente diatribe contre la monarchie. Son âme était encore tout émue de la manière atroce dont le connétable de Montmorency venait de réprimer à Bordeaux une sédition excitée par une nouvelle invention fiscale, l'impôt sur le sel. La colère lui dicta *le Contre-un*, comme elle avait inspiré au protestant Hubert Languet les *Vindiciæ contra Tyrannos*. C'est à la fidèle amitié de Montaigne que nous devons la conservation de ce discours, comme aussi celle des autres œuvres de La Boëtie, parmi lesquelles il faut distinguer une excellente traduction de l'Economique, ou, pour parler le langage de La Boëtie, de la *Mesnagerie* de Xénophon, et quelques vers français et latins. J'avoue que les vers français de La Boëtie me paraissent fort loin de valoir sa prose. Autant que j'en puis juger, au contraire, ses vers latins sont excellents. Ils ont une précision presque digne d'Horace, et un air d'aisance et de facilité que je cherche en vain dans les vingt-neuf sonnets pieusement insérés par Montaigne dans ses *Essais*.

On sait que La Boëtie mourut tout jeune : il n'avait que trente-trois ans. Sa mort, dont une admirable lettre de Montaigne nous a transmis les détails, fait contraste avec celle de Hubert Languet, non pas pour la fermeté, mais il me semble que Languet mourut plus en chrétien et La Boëtie plus en philosophe, tous

deux religieusement, néanmoins. Le chrétien et le philosophe ne faisaient qu'un chez Languet. On dirait qu'ils faisaient deux chez La Boëtie, à peu près comme chez Montaigne.

La même différence que je signale dans leur mort se retrouve dans leur vie et dans leurs œuvres, malgré le rapport apparent des deux ouvrages qui ont rendu l'un et l'autre fameux. Catholique et royaliste dans sa vie officielle, La Boëtie, dans son cabinet, écrit *le Contre-un*. Au premier coup d'œil, ce pamphlet paraît bien plus violent que le livre de Hubert Languet. Le ton en est bien plus âcre et plus emporté. Ce n'est pas aux abus de la monarchie que s'en prend La Boëtie, c'est à la monarchie elle-même, élective ou héréditaire, légitime ou usurpée. Son argumentation va plus loin encore. Elle attaque, on peut le dire, toute espèce de magistrature souveraine, et n'admet que l'extrême démocratie. Voilà le philosophe, l'homme qui fait de la politique dans son cabinet pour la satisfaction de son esprit. C'est le lecteur assidu des anciens, le disciple de Platon, l'admirateur de Plutarque, qui parle. Sur les fleurs de lis, La Boëtie redeviendra un magistrat très-fidèle à ses rois et un catholique très-attaché au vieux culte. Je ne veux pas dire que *le Contre-un* soit un simple exercice de rhétorique, comme Montaigne semble l'insinuer, pour faire passer, je crois, les hardiesses de ce discours ; je ne doute pas qu'au fond La Boëtie n'eût l'âme républicaine, et Montaigne lui-même nous dit que son ami, s'il en avait eu le choix, aurait mieux aimé naître à Venise qu'à Sarlat, et être membre d'une république que sujet d'un roi. Quand La Boë-

tie pense et écrit pour lui-même, il est Grec, il est Romain, ou plutôt il est citoyen de la république de Platon. Ses livres à part, il est Français et royaliste. Montaigne a publié sans hésiter *le Contre-un;* il n'aurait pas publié l'ouvrage de Hubert Languet.

Les *Vindiciæ contra Tyrannos* sont, en effet, un livre sérieux. Le fond en est un fanatisme ardent, tempéré dans la forme par un langage calme et modéré. C'est un jurisconsulte qui pose les questions, qui les discute tranquillement, qui, entre deux partis à prendre, préfère même le moins violent, parce qu'il est le plus praticable. C'est un théologien qui s'arme de la Bible, qui ne marche qu'appuyé sur la pure parole de l'Evangile. La loi de Dieu est pour Languet la première des lois; l'obligation d'obéir à cette loi est le fondement sur lequel il prétend établir le droit de résistance à la tyrannie. D'ailleurs Hubert Languet semble n'attaquer que les abus de la principauté; sa république n'est pas une pure démocratie comme la république de l'auteur du *Contre-un*, mais plutôt une sorte de stathoudérat tempéré par l'intervention de ce qu'on appelait alors les Etats, c'est-à-dire l'assemblée des notables représentant le peuple. Hubert n'accorde pas à un simple particulier, ni même à la multitude, le droit de faire justice du tyran, sauf dans des cas extraordinaires et très-rares qu'il spécifie avec soin, tels que ceux d'une mission divine. Dans les cas ordinaires, il veut que si les représentants naturels et légitimes du peuple supportent la tyrannie ou même y connivent, le peuple se soumette et n'en appelle qu'à Dieu. En un mot, l'ouvrage de Hubert Languet n'est pas une ingénieuse et

éloquente déclamation comme *la Servitude volontaire*, de La Boëtie ; c'est un code, une législation du tyrannicide et de la rébellion, à l'usage de tous les mécontents. Aussi, chose remarquable ! quand la chance tourna et que les catholiques, à leur tour, voyant la couronne prête à passer en France sur la tête d'un huguenot, s'armèrent contre Henri III et contre Henri IV, où puisèrent-ils leur justification ? Dans le livre du protestant Languet, et le fameux curé de Saint-Benoît, Boucher, raisonna précisément comme l'ami de Mélanchthon. Avec un petit nombre de changements indispensables, les *Vindiciæ contra Tyrannos* devinrent le manuel des ligueurs catholiques. Ceux-ci n'eurent pas à citer d'autres passages de la Bible que ceux que citait Languet, et lorsqu'ils voulurent exclure Henri IV du trône, c'est aux formes indiquées par Hubert Languet pour prononcer la déchéance du tyran qu'ils eurent recours !

Notez encore que le livre de Hubert Languet est écrit en latin et le discours de La Boëtie en français, circonstance dont il faut tirer, vu l'époque, une conséquence toute contraire à celle qu'on en tirerait aujourd'hui. Hubert Languet a écrit en latin, parce qu'il destinait son livre à être un livre d'usage et de pratique, parce qu'il voulait l'écrire sérieusement et qu'il prétendait qu'on le lût de même. Le latin était la langue de la politique, la langue du droit et de la religion. La Boëtie n'a point publié son discours : c'était une boutade. Il ne s'y proposait d'autre but que celui de décharger sa colère et de lâcher la bride à ses idées : aussi l'a-t-il écrit en français. Cela était bon, le moment de la colère passé, pour être lu

à un ami et pour faire, comme le dit, si je ne me trompe, Montaigne lui-même, une pièce de cabinet. Aujourd'hui la langue dans laquelle ces deux ouvrages sont écrits établit entre eux, au contraire, une différence toute au désavantage de Languet. Ce n'est pas que, sous le rapport même du talent et de l'éloquence, les *Vindiciæ contra Tyrannos* soient un ouvrage méprisable, il s'en faut de beaucoup. Le livre est d'un ferme esprit et d'une plume exercée. Sous des formes calmes et mesurées on y sent respirer je ne sais quelle ardeur de conviction qui échauffe tout l'ouvrage. Le style de Languet est d'une grande et forte manière. Son latin est sonore et majestueux. A la façon des anciens, il éclaire sa discussion par des lieux communs placés à merveille. Tout n'est pas faux, d'ailleurs, dans les principes de Languet. Mais enfin le temps a passé sur cet ouvrage; il n'y a plus guère que les curieux qui le recherchent et qui le lisent. Il n'en est pas de même du discours de La Boëtie. Associé aux *Essais* de Montaigne, il nous est venu avec eux, il restera comme eux. J'ajoute qu'il n'est pas indigne de cette heureuse fortune. C'est assurément une des plus belles pièces de prose française que nous ait léguées le XVIe siècle. Montaigne lui-même n'a pas la plume plus riche et l'expression plus pittoresque. Le dirai-je? Je soupçonne que, comme son ami, La Boëtie était avant tout un écrivain. Ce *Contre-un*, qui lui est échappé, dit-on, dans un accès de juste indignation, on croirait quelquefois que c'est un thème qu'il a choisi et où sa plume se complaît, et qu'il en oublie le fond et le côté sérieux pour orner les détails et les enrichir de

tout l'éclat de son style et de son imagination. Le pamphlet de Hubert Languet a pu et a dû faire des républicains et des rebelles; le discours de La Boëtie, bien lu et bien étudié, ferait des écrivains si le talent d'écrire s'acquérait par l'étude et par la lecture.

Hubert Languet me représente les hommes de foi et d'action du commencement du XVIe siècle. Né en 1518, sa jeunesse a coïncidé avec la jeunesse du protestantisme; il a cru à la Réforme, il l'a embrassée avec passion, quittant pour elle patrie, famille, amis; il espérait qu'une lumière plus pure allait briller sur le monde, et que les mœurs se réformeraient avec le culte. L'illusion n'a pas duré sans doute; lui-même, dans ses derniers moments, répétait avec amertume qu'il acceptait volontiers la mort puisque *au lieu de s'amender le monde allait s'empirant*. Mais la tristesse de son cœur et le désenchantement de ses espérances n'ont pas ébranlé sa foi, et la cause qu'il avait servie jeune, avec l'enthousiasme de l'âge, il la servait encore vieux et infirme ! La Boëtie me représente, au contraire, les hommes désabusés de la fin de ce même siècle, les hommes désenchantés des choses réelles, et se créant une patrie, un autre monde, un refuge dans leur imagination. La Boëtie, si je m'aide pour le juger des opinions et des idées de son ami Montaigne, ne croit plus à la possibilité d'aucune espèce de réforme; *la nouvelleté lui déplaît, quelque visage qu'elle porte;* il s'en tient à la vieille foi politique et à la vieille foi religieuse, surtout parce que c'est la vieille foi; il n'est Romain et philosophe que les portes fermées, pour en deviser avec ses amis, d'autant plus hardi dans la conversation qu'au sortir

de là il ne voudrait pas ébranler la moindre loi ou la moindre coutume de son village. Encore un pas et nous arrivons à la maxime du savant et sceptique Gabriel Naudé : *Intùs ut libet; foris ut moris est.* « Au dedans de vous-même, soyez ce qu'il vous plaira; à l'extérieur, suivez l'usage.» Cela peut s'appeler la transaction de la foi et de l'athéisme, dénoûment trop ordinaire des époques d'exaltation et de discordes civiles et religieuses.

Encore un trait que je ne veux pas oublier. Dans les vers de La Boëtie, il y en a d'amoureux. La Boëtie était marié. Hubert Languet a vécu et est mort dans le célibat; il n'avait pas trop de tout son temps pour la cause protestante et pour ses études. Je ne sais pas s'il existe un portrait de La Boëtie, je n'en connais pas. Celui d'Hubert Languet, qui se trouve à la tête de la notice de M. Chevreul, le représente avec une figure riante, ouverte et résolue. Montaigne, au contraire, le sceptique Montaigne, porte dans l'expression de sa physionomie quelque chose de triste et de rêveur.

Les deux Notices, celle de M. Léon Feugère sur Étienne de La Boëtie, et celle de M. Henri Chevreul sur Hubert Languet, se ressentent aussi, comme cela devait être, de la différence des sujets. La Notice de M. Léon Feugère est toute littéraire. M. Léon Feugère a vu surtout dans La Boëtie l'ami de l'auteur des *Essais*, et il est vrai que l'amitié de Montaigne sera toujours aux yeux de la postérité le principal titre de La Boëtie. On ne nomme pas La Boëtie sans que l'admirable chapitre des *Essais* qui lui est consacré ne se présente aussitôt à la mémoire. C'est une

terrible concurrence que celle-là, et j'avoue qu'il y a un peu de témérité à écrire après Montaigne sur l'ami qu'il a immortalisé. Il n'est question que de tâcher d'oublier les *Essais,* et l'on trouvera certainement dans la Notice de M. Léon Feugère beaucoup de goût et de talent. On lira avec plus de plaisir encore peut-être le morceau de critique et d'histoire littéraire que M. Léon Feugère a placé en tête de cette Notice, et qu'il a intitulé : *Coup d'œil sur les principales productions de la littérature française depuis son origine jusqu'aux* Essais *de Montaigne.* J'ajoute enfin que M. Feugère a donné une fort bonne édition de toutes les œuvres latines et françaises de La Boëtie.

Hubert Languet n'a pas eu, pour faire vivre son nom, un ami comme Montaigne. Aussi est-il à peu près oublié aujourd'hui, et comme personnage politique, et comme auteur d'un pamphlet fameux du XVIe siècle. Il a son article dans un coin des dictionnaires biographiques, voilà tout. Allié à la famille de Languet, M. Henri Chevreul a voulu raviver, pour ainsi dire, un nom et une mémoire qu'il regarde avec raison comme un noble héritage. Le XVIe siècle a eu des personnages plus fameux que Languet, il n'en a pas eu de plus honorables. La Notice de M. Chevreul est pleine d'intérêt. C'est une page d'histoire écrite sans prétention, et à laquelle il ne manque qu'un peu de cette ardeur qui coulait avec le sang dans les veines de l'auteur des *Vindiciæ contra Tyrannos.* La circonspection de M. Chevreul contraste avec la hardiesse de celui dont il écrit la vie. Mon Dieu ! que nous sommes devenus sages ! j'ai peur, en vérité,

qu'après avoir abusé de tout, nous n'abusions de la sagesse elle-même !

Quoi qu'il en soit, je voudrais bien que l'on nous donnât souvent des Notices comme celles dont je viens de rendre compte. J'aime les biographies. L'histoire, entraînée par les événements qui se pressent, oublie trop de choses; pour peindre d'un trait, il faut la plume d'un Tacite. La biographie demande des talents plus modestes ; c'est d'elle qu'on peut dire plus justement que de l'histoire, qu'elle est toujours intéressante, de quelque manière qu'elle soit écrite, pourvu qu'elle le soit par une plume exacte et fidèle. La biographie décrit à son aise; elle entre dans les détails, et, il n'y a pas à dire, il faut être détaillé en histoire quand on ne peut pas être sublime. D'ailleurs, celui qui écrit une biographie a toujours eu quelque raison particulière qui l'a déterminé dans le choix du personnage; c'est une sympathie, c'est un goût qui l'a entraîné, c'est une raison de famille, peu importe ; il aime son sujet, il l'a étudié avec prédilection, il s'y complaît, et ce qu'on fait avec goût on le fait toujours bien.

Que de beaux sujets de biographie offrirait à lui tout seul ce XVIe siècle, le plus curieux siècle de l'ère moderne ! Quelle foule de personnages à choisir, parmi les savants et les hommes de lettres surtout! Que j'aimerais à lire une bonne biographie des Scaliger, des Turnèbe, des Budée, et de tant d'autres ! Car, en vérité, le XVIe siècle ne pèche en tout genre que par excès de séve et de fécondité. Ce bon académicien du dernier siècle, M. de Burigny, n'est pas un grand écrivain. Voyez cependant comme sa *Vie*

d'Érasme est amusante ! comme le sujet le force, en quelque sorte bon gré mal gré, à avoir presque du talent ! Écrire l'histoire littéraire du XVIe siècle, ce serait une rude besogne. On n'arriverait jamais à faire, je le crains, qu'un abrégé trop rapide et trop incomplet. C'est morceau à morceau, et, pour ainsi dire, homme à homme qu'il faut prendre cette grande époque, si l'on ne veut pas succomber sous le faix ; la biographie seule peut venir à bout d'une pareille tâche. J'ai rendu compte, il n'y a pas longtemps, d'un très-bon travail sur Amyot. Voici deux Notices intéressantes sur Hubert Languet et sur Étienne de La Boëtie. Courage donc ! La vie des Scaliger ne tentera-t-elle personne ? Faisons de la critique et de la biographie ; c'est notre lot. Encore est-ce quelque chose de savoir ce que l'on peut et de s'y renfermer.

14 avril 1852.

XXX

JUSTE LIPSE, JOSEPH SCALIGER
ET ISAAC CASAUBON,
LE TRIUMVIRAT LITTÉRAIRE AU XVIe SIÈCLE,
PAR M. CH. NISARD.

ÉTUDE SUR LA VIE ET LES OUVRAGES
DE DU CANGE,
PAR M. LÉON FEUGÈRE.

La vie de Du Cange et celle des trois savants dont M. Ch. Nisard vient d'écrire l'histoire ne se ressemblent que par la profonde érudition de ces quatre personnages. Du reste, tout diffère entre eux. Du Cange, né dans le xviie siècle, représente l'érudition paisible, bien ordonnée, triomphante, si je puis parler ainsi. Tranquille dans sa foi religieuse et dans sa foi politique, catholique sincère, sujet très-soumis de Louis XIV, Du Cange a eu sa vie tout entière pour se livrer à ses immenses études. Son intérieur de famille offre la même image d'ordre et de calme.

Juste Lipse, Casaubon, Joseph Scaliger, nés dans les agitations du xvie siècle, représentent, au contraire, l'érudition militante, je veux dire l'érudition

mêlée à toutes les fureurs des querelles religieuses, politiques et littéraires. Non pas que Juste Lipse et Casaubon eussent naturellement l'humeur belliqueuse : Lipse était trop faible et trop égoïste pour aimer la bataille, et Casaubon trop honnête homme. Mais la guerre dans ce temps-là n'attendait pas les gens, elle les allait chercher jusque dans le fond de leur cabinet. Pour Joseph Scaliger, c'est différent. La Providence lui aurait rendu un mauvais service de ne pas le faire naître à une époque où la moindre des injures que s'adressaient les hommes de lettres était celle d'*âne* et de *scélérat*. Ce style coulait naturellement de sa plume. Je crois que sous Louis XIV même il aurait été, malgré son génie, un pédant très-haïssable, un de ces hommes qui ne cessent de répandre leur fiel sur tout le monde qu'en cessant de vivre. Joseph Scaliger et Casaubon sont morts dans le protestantisme. Juste Lipse, après avoir fait semblant de professer le protestantisme pendant un bon nombre d'années pour s'assurer une place lucrative soit à Iéna, soit à Leyde (c'est de lui-même qu'on tient ce bel aveu), est mort dans le giron du catholicisme, sans inspirer à personne ni beaucoup d'estime ni beaucoup de confiance.

C'est le contraste de la vie de ces quatre savants hommes, plus encore que la conformité de leur génie pour l'érudition, qui m'a engagé à réunir dans un même article la modeste Notice de M. Léon Feugère sur Du Cange et l'ouvrage plus apprêté de M. Ch. Nisard. Par parenthèse, ou plutôt sans parenthèse, puisque ce mot d'*apprêté* s'est trouvé naturellement sous ma plume, M. Ch. Nisard aurait bien fait, je crois,

d'intituler tout simplement son livre : Vies de Juste Lipse, de Joseph Scaliger et d'Isaac Casaubon. *Le Triumvirat littéraire au* XVIe *siècle* a quelque chose de prétentieux qui choque.

Que le début soit simple et n'ait rien d'affecté.

Le seul mérite d'un titre est la clarté. Un titre qu'il faut commenter est au moins inutile. Qui saurait ce que veut dire *le Triumvirat littéraire au* XVIe *siècle*, si M. Ch. Nisard n'avait pas eu soin d'ajouter à ces mots les noms de Juste Lipse, de Joseph Scaliger et de Casaubon ?

Cette critique a peu d'importance ; j'avoue même qu'elle m'est échappée malgré moi ; car avant d'entrer dans l'examen du livre, curieux d'ailleurs et intéressant, de M. Ch. Nisard, j'avais envie de régler un petit compte avec l'auteur, afin de n'avoir pas à y revenir. M. Nisard m'a apporté son livre, il m'a demandé très-poliment d'en rendre compte. Je ne puis que l'en remercier ; le sujet est de ceux que j'aime, et l'ouvrage de M. Nisard m'a procuré quelques heures d'une bonne et agréable lecture jusqu'à la dernière page, exclusivement, hélas ! Cette dernière page est un épilogue. D'abord, pourquoi un épilogue, pourquoi ce ton solennel à la fin d'un ouvrage biographique : « Ainsi je racontais la vie « de trois des plus fameux érudits du XVIe siècle dans « un temps où c'était s'exposer au ridicule, que de « montrer par les travaux et les mœurs de ces illus- « tres anciens qu'ils n'ont pas cessé, sous ce double « rapport, d'être nos maîtres, etc., etc. » C'est pres-

que le mouvement de ces vers de Virgile à la fin des *Géorgiques :*

Illo Virgilium me tempore dulcis alebat
Parthenope.......

Franchement, je ne vois pas trop ce que, sous le rapport des mœurs, Juste Lipse et Joseph Scaliger ont de si tentant, à en juger par le portrait même que fait d'eux, dans tout son livre, M. Ch. Nisard. Passe pour Isaac Casaubon, le meilleur et le plus consciencieux des hommes. Mais Juste Lipse qui, pendant des années, catholique dans le cœur fait cause commune avec les protestants pour garder sa chaire d'Iéna ou de Leyde; mais Scaliger tout bouffi de la plus risible vanité, l'insulteur grossier de quiconque ne l'encensait pas à genoux, voilà de beaux modèles sous le rapport moral ! Pourtant ce n'est là qu'un défaut de réflexion de la part de M. Ch. Nisard. J'ai un autre grief sur le cœur.

M. Charles Nisard déclare donc que « les lettres « sont perdues, déshonorées à ce point que les plus « laborieux et les plus réglés en sont réduits à n'oser « plus avouer qu'ils vivent de leur plume, et à « demander aux emplois publics les moyens de « n'user plus de ce noble instrument que pour se « distraire. » Voilà un scrupule qui m'étonne; pour mon compte, je ne l'ai jamais partagé. Si peu de chose que soit ma plume, j'aurais parfaitement le courage d'avouer que j'en vis; je m'en honorerais même. Mais enfin pourquoi tout ce désespoir de M. Ch. Nisard à la fin d'un livre où il fait preuve

très-publiquement d'esprit et de savoir, et qu'il a écrit, j'imagine, de sa plume? Ah! nous y voici. Lisez, et jugez combien il est agréable pour un journaliste qui fait paisiblement son devoir de lecteur avec les intentions les plus bienveillantes pour l'auteur dont il tient le livre, de tomber sur les lignes suivantes :

« Comment en effet réclamer, disent-ils (il s'agit « toujours des plus laborieux et des plus réglés), « contre la réprobation qui frappe les gens de lettres « en général, quand ce sont les derniers des derniers « d'entre eux qui souffrent avec le plus d'impatience « le décri public, les plus malhonnêtes qui sont les « plus susceptibles, les plus tarés qui sont les plus « fiers, et que la défense de la cause commune est « dévolue à quelques méchants écrivains périodiques « (je n'ai pas besoin de souligner, le trait est clair), « lesquels parmi les calembredaines dont ils régalent « les oisifs, daignent parfois glisser une tirade en « son honneur, s'érigent à cette occasion en avocats « officiels de la pensée, et taxent le gouvernement « d'ingratitude à l'égard de la profession dont ils « s'estiment le plus bel ornement? O temps, ô « mœurs, m'écrierai-je avec Casaubon, et ajouterai-« je : O décadence! Il ne reste donc plus aux lettres « qu'à s'envelopper de leur manteau et à mourir « avec décence! »

Ah! mon Dieu, quelle conclusion! La mort des lettres! Personne ne la déplorerait plus que moi, et je serais le premier à réclamer un surcroît de rigueurs, si c'est possible, contre ces derniers des derniers des hommes, contre ces méchants écrivains pé-

riodiques, si véritablement les plaintes de M. Nisard me paraissaient avoir le moindre fondement. En conscience, M. Nisard s'abuse. Qu'il découvre sa tête sur ma parole, qu'il s'avoue hautement homme de lettres, qu'il fasse de bons livres, non comme on en faisait du temps de Scaliger et de Casaubon, mais comme on en fait aujourd'hui, d'une érudition piquante et légère, et ces méchants écrivains périodiques seront heureux de rendre pleine justice à son mérite. Nous ne sommes pas si noirs; car je ne veux défendre ici que notre honneur. M. Ch. Nisard nous condamne sans nous connaître. Il faut que dans toute sa vie il n'ait pas rencontré un journaliste, pas un seul! C'est jouer de malheur, pourtant. Des journalistes, on en voit encore partout, même à l'Académie. Il n'y a plus que dans les journaux à l'heure qu'il est qu'on n'en rencontre guère, grâce au peu d'attrait qu'offre maintenant ce genre de travail, médiocrement favorisé, on l'avouera, par la législation nouvelle.

M. Ch. Nisard, il me permettra bien de le lui dire, n'a pas choisi son moment avec bonheur pour attaquer les journalistes sur un ton qui sent un peu trop son Scaliger! N'en parlons plus, et revenons sans la moindre rancune à l'ouvrage de M. Ch. Nisard.

La première chose que je prends la liberté d'y approuver, c'est le choix du sujet. Rien n'est plus curieux, à mon avis, que l'histoire des savants illustres, surtout lorsque leur vie a été mêlée aux troubles politiques et religieux de leur temps. Le XVI[e] siècle offre, sous ce rapport, une mine inépuisable à exploiter. Qu'y a-t-il de plus amusant, par exemple, même

en prenant ce mot d'amusant dans son acception la plus vulgaire, que la vie d'Érasme par un bon académicien du dernier siècle, M. de Burigny? J'ai lu ce livre bien des fois; je le relirai encore. M. de Burigny y met du sien le moins possible; c'est un écrivain tout uni; il a étudié à fond les ouvrages d'Érasme; il les analyse avec soin et ne manque pas de noter scrupuleusement les circonstances de leur publication, l'effet qu'ils produisirent en paraissant, les compliments ou les persécutions qu'ils attirèrent à l'auteur. Quand on a lu cette vie, on connaît Érasme, on l'aime: on se sent monter au cœur je ne sais quelle chaleur qui sort de l'ensemble même de l'ouvrage; on quitte le livre avec un amour plus vif pour les lettres, une plus tendre reconnaissance pour ceux qui les ont fait renaître dans notre monde moderne. Le xvie siècle n'a pas produit, il est vrai, deux Érasme; mais après Érasme, que d'hommes encore d'une physionomie originale, les Budée, les Muret, Jules-César Scaliger, le père de celui dont M. Ch. Nisard a écrit la vie! Nous nous figurons à présent un érudit comme un homme enfoncé dans la poussière d'un cabinet, faisant de gros livres qu'on respecte trop pour les lire. Les érudits du xvie siècle faisaient aussi de gros livres, de plus gros même qu'on n'en fait aujourd'hui. Ils les faisaient sur les sujets les plus épineux et sur les questions les plus arides. Et pourtant ces gros livres, on se les arrachait! C'était presque les pamphlets et les romans du jour. Un ouvrage d'Érasme mettait en révolution non-seulement tout l'empire littéraire proprement dit, mais les cours des grands et des petits princes, les couvents, les

Universités, les Facultés de théologie. Tout en passant la meilleure partie de leur vie à étudier et à écrire, ces hommes d'un savoir immense trouvaient encore du temps pour voyager et se mêler à tout. Généralement, ils joignaient à une prodigieuse érudition un brillant esprit, une sagacité profonde. Qui lit leur vie lit l'histoire de leur siècle.

Ajoutez que le sujet n'est pas seulement piquant; il est neuf; non que ces pères de la science et de la littérature soient oubliés ou méprisés par l'ingrate postérité, comme M. Ch. Nisard le répète souvent, je ne sais pourquoi. Les noms de Scaliger, de Casaubon, de Juste Lipse, d'Érasme, de tant d'autres, ne sont pas moins immortels que les noms de nos grands écrivains classiques. Il est vrai seulement qu'on ne lit plus guère leurs ouvrages; on se contente de les consulter au besoin. C'est tout simple. Je ne vois pas qu'il y ait lieu en cela de nous accuser d'ingratitude. La seule chose qu'il faut en conclure, c'est que ces grands érudits du XVIe siècle ont atteint leur but. On ne les lit plus, parce que, grâce à eux et à leurs travaux, on peut lire couramment les anciens qu'ils ont ressuscités, et qu'on a à lire les modernes qu'ils ont formés. C'est précisément parce que nous ne pouvons plus lire leurs ouvrages, quand nous avons à lire les Bossuet, les Fénelon, les Voltaire, qu'il est bon que quelque travailleur patient et spirituel, comme M. Ch. Nisard, les lise pour nous et nous en donne tout ce qui peut encore nous plaire et nous être utile. Par exemple, il y a une partie de leurs œuvres que tout le monde lirait, je crois, avec fruit et plaisir; je veux parler de leurs lettres fami-

lières. J'ai toujours regretté que nous n'ayons pas une traduction des lettres d'Erasme. Quand il faut les lire en latin et les aller chercher dans le tome dixième d'une édition in-folio, on prend le parti le plus court, on ne les lit pas du tout. M. Ch. Nisard exprime quelque part la disposition où il serait de traduire les lettres de Joseph Scaliger et celles de Casaubon, s'il pensait qu'une pareille traduction pût avoir le moindre succès. M. Ch. Nisard se défie trop de nous. Je suis convaincu qu'un ouvrage de ce genre, sans avoir un succès de vogue et d'entraînement, trouverait un éditeur et des lecteurs. Le gouvernement même, si cela était nécessaire, soutiendrait, je n'en doute pas, l'auteur et le libraire. Peut-être, d'ailleurs, serait-il possible de faire un choix dans ces lettres. Pour ma part, ma reconnaissance est acquise d'avance à M. Ch. Nisard, s'il me donne un jour le plaisir de lire la correspondance de Casaubon et celle de Joseph Scaliger dans la langue de Voltaire.

Après le sujet, il y a la manière de le traiter. La vie des savants se compose de leur vie littéraire d'abord, et de leurs travaux qu'il faut faire connaître ; en second lieu de leur vie privée, de leurs habitudes de famille, de leur caractère personnel, de leur humeur; ce n'est pas la partie la moins curieuse de leur histoire. Les détails sont bons dans ce genre. Voyez l'excellent usage qu'en fait Fontenelle dans ses *Éloges des membres de l'Académie des sciences !* Je sais un gré infini à M. Léon Feugère de m'avoir appris que Du Cange, le jour même de ses noces, avait trouvé le moyen de se réserver sept heures pour l'étude.

Les amours de Casaubon avec la fille d'Henri Estienne, la savante Florence, qu'il épousa et qu'il aima toujours passionnément, sans préjudice du grec, forment une des parties le plus touchantes de sa vie. Sa bonne âme s'y peint tout entière. Reste pour troisième partie de la biographie des savants leur histoire politique et religieuse, lorsqu'ils ont pris part aux querelles de leur temps.

De ces trois parties, la première, celle qui concerne l'histoire littéraire proprement dite n'a peut-être pas été traitée avec assez de développement par M. Ch. Nisard dans les vies de Juste Lipse, de Scaliger et de Casaubon. Il juge leurs ouvrages, il ne les analyse pas, ou ses analyses sont trop brèves. L'*Athénée* de Casaubon, la grande *Chronologie* de Scaliger, le *Tacite*, le *Sénèque* et la *Politique* de Lipse, ne sont pourtant pas de ces livres que tout le monde est censé connaître. On peut, sans faire injure au public, supposer qu'il les a très-peu lus, et entrer dans des détails qui auraient pour les trois quarts des lecteurs le mérite de la nouveauté. C'est ici qu'il ne faut pas craindre le reproche de pédantisme; il serait plus fâcheux d'encourir le reproche contraire. Vous écrivez l'histoire de trois érudits fameux, donnez-moi hardiment de l'érudition. Je ne m'intéresse à la vie d'un savant que lorsqu'elle est écrite savamment. S'il ne m'en reste autre chose dans la mémoire que des titres de livres et le souvenir de quelques jugements vagues, n'est-ce pas du temps à peu près perdu?

Quant aux deux autres parties, je veux dire à la peinture de l'homme, de son caractère, de sa vie po-

litique et religieuse, M. Nisard y a très-bien réussi. C'est le bon et le piquant côté de son livre, à quelques digressions près qui sentent un peu trop la fantaisie moderne. En général néanmoins, les observations de M. Ch. Nisard sont aussi fines que justes, et il les exprime avec un vrai talent de moraliste et d'écrivain. Le genre de bonté de Lipse, par exemple, n'est-il pas parfaitement décrit et jugé en quelques lignes par M. Nisard? Lipse se vantait d'être bon; c'était un pauvre homme avec tout son esprit. Élevé par les jésuites et toujours catholique au fond du cœur, son retour à la religion de sa conscience ne fut pas moins pitoyable que son apostasie même. Il ne sut pas être digne dans son repentir. Aussi lui arriva-t-il ce qui arrive aux gens de cette sorte. On n'était jamais sûr de lui, à quelque avanie qu'il se soumît, et il eut l'amer déplaisir de voir sa *Politique* mise à l'index par la cour de Rome, malgré l'éclat de son retour au catholicisme, et quoique dans cette *Politique* même il eût voué les hérétiques au bûcher et à la hache : *ure et seca*. Lipse était bon, on peut voir déjà de quelle espèce de bonté. « Lipse était bon, dit « M. Ch. Nisard, de cette bonté égoïste qui pense « faire assez quand elle se manifeste par une extrême « indulgence pour les préjugés d'autrui sans avoir au- « cun de ces entraînements vertueux qui nous portent « à les combattre, à tenter du moins de les redresser. « Il croyait que celui-là est le meilleur qui se fait le « moins d'ennemis... C'est par bonté et de peur de «contrarier les jésuites qu'il est sur le point de se « faire jésuite à Cologne; c'est par bonté pour ses « compatriotes et par impuissance d'envisager avec

« sérénité leurs discordes civiles qu'il évite de ren-
« trer dans son pays après son voyage d'Allemagne,
« et qu'il se fixe à Iéna ; c'est par bonté et par recon-
« naissance des excellents procédés de cette ville pro-
« testante qu'il y professe le protestantisme ; c'est
« par bonté qu'il en use à Leyde comme il avait fait
« à Iéna. Il fût peut-être resté à Leyde, et il y fût
« mort par bonté pour les États de Hollande, qui
« tenaient à le conserver, si, par bonté aussi pour sa
« femme, il n'eût enfin entendu la voix du remords
« et exécuté son projet de fuir et de se réconcilier
« avec l'Église romaine. » Que les bontés de cette espèce sont communes ! Notre siècle en est tout plein. Dieu nous garde des bonnes gens !

Ce n'est pas précisément ce genre de défaut qu'on peut reprocher à Joseph Scaliger. Le terrible homme ! Voici le titre d'un de ses livres ; c'était une réponse à un autre savant de l'époque, Serarius : *Critique du* Trihæresium *de Serarius ; réfutation de ses observations sur Scaliger ; preuves par les raisons les plus solides de son délire fanatique, et de l'impudentissime mensonge avec lequel il prétend que les Esséniens étaient des moines chrétiens*. La belle question pour s'échauffer et pour se dire de grosses injures ! J'emprunte ces édifiants détails à M. Ch. Nisard ; son ouvrage en contient bien d'autres. J'ai déjà dit que Scaliger était protestant, protestant paisible, mais très-attaché à sa foi. On essaya cependant aussi de le convertir : rude entreprise ! Elle devait échouer, et elle échoua. Pour s'en venger, les convertisseurs prirent Scaliger par son faible, ou, si l'on veut, par son fort. Les outrages tombèrent sur

lui comme la grêle. Quelque difficile qu'il semblât être de le vaincre dans ce genre d'escrime, un certain Scioppius, chose incroyable ! y réussit par la publication d'un pamphlet in-folio comme la plupart des pamphlets de ce temps-là, rempli de tout ce que la calomnie et l'outrage ont jamais pu inventer de plus grossier et de plus absurde. Scaliger aurait tenu tête à l'orage, sans doute, si, par malheur, Scioppius ne l'eût pas pris en défaut sur l'article qui lui tenait le plus au cœur, celui de sa prétendüe noblesse et de sa descendance d'Attila. Le coup fut terrible. Scaliger en resta interdit et presque muet. Il est vrai qu'il commençait à vieillir, et que sa mort suivit de près cet affront. Le chagrin, dit-on, y contribua. J'aime à croire, malgré tout ce qu'on peut dire contre notre temps, qu'on n'y trouverait pas si aisément des Scioppius!

De nos trois modèles, voilà donc Lipse un bonhomme très-égoïste, Scaliger un très-franchement mauvais homme. Reste Casaubon, l'honnête homme celui-là, par excellence. Aussi fut-il persécuté par tout le monde. Les protestants (il était de leur communion) le traitaient d'apostat. Casaubon était trop instruit pour partager tous leurs préjugés, trop doux pour applaudir à leurs fureurs. Les catholiques, et à leur tête le bon roi Henri IV, trop facile peut-être en matière de conversion, s'étonnaient et s'irritaient de ne pouvoir pas achever celle de Casaubon, qui leur paraissait déjà à moitié faite. On essaya, pour faire opérer la grâce, de la grande ressource des pamphlets; l'inceste et le parricide y étaient les plus douces des accusations adressées au plus

timoré des hommes. Le pauvre Casaubon se réfugia en Angleterre auprès du roi Jacques I[er]. Qu'aurait-il pu lui arriver de pis dans notre siècle, dans ce siècle que M. Ch. Nisard représente comme un siècle de fer pour les lettres et pour les savants ?

Je ne dirai qu'un mot de la Notice de M. Léon Feugère, par la bonne ou par la mauvaise raison que je n'ai pas la plus petite querelle à faire à l'auteur. La vie de Du Cange est toute dans ses grands travaux, dont les principaux sont, comme on le sait, l'admirable *Dictionnaire de la moyenne et de la basse latinité*, récemment réimprimé par MM. Didot, et un *Dictionnaire grec* du même genre. Ces ouvrages, qui nous effrayent, ne sont pourtant qu'un *spécimen* et comme des pièces échappées à l'immense érudition de l'auteur. Une pensée toute patriotique avait été dès la jeunesse de Du Cange l'âme de ses études ; en défrichant avec une infatigable persévérance le vaste champ du moyen âge, il se proposait d'y rechercher jusqu'aux moindres traces de notre ancienne gloire, de notre influence, de nos conquêtes, et notamment toute l'histoire de nos rapports avec l'Orient pendant la période byzantine, comme aussi l'histoire de nos mœurs et de nos institutions. C'est de ce fonds que sont sortis, pour ainsi dire, tous ses ouvrages, ceux qu'il a publiés et ceux en plus grand nombre peut-être qui sont restés manuscrits. M. Léon Feugère fait connaître les uns et les autres avec beaucoup de soin et d'exactitude. L'imagination s'épouvante de cette masse de travaux auxquels il semble que la vie de dix hommes aurait pu à peine suffire. Du Cange, cependant, était marié, et très-

bon mari. Son cabinet s'ouvrait toujours à quiconque avait besoin de ses avis ; père de dix enfants, lui-même il s'occupait de leur éducation. Il ne refusait pas les petits divertissements du monde. Où donc trouvait-il du temps pour mener à fin ses prodigieux travaux? Dans l'ordre, je crois, et dans l'exacte distribution de ses journées. Il était pieux d'ailleurs et de la vie la plus pure. Je n'ai jamais oublié le mot d'un homme de beaucoup d'esprit : « La meilleure manière d'économiser le temps, c'était, disait-il, de perdre tous les matins une demi-heure à la messe. » Que de causes de dissipation ne retranche pas, en effet, pour le reste de la journée cette seule demi-heure consciencieusement perdue ! Ajoutons enfin une dernière raison de cette étonnante capacité d'apprendre et de produire qui se remarque chez les érudits : ils n'ont pas le souci de la forme ; le style, l'éloquence les préoccupent peu ; il suffit qu'ils soient clairs et simples. Or la forme, voilà ce qui épuise le poëte, l'orateur, l'écrivain ; c'est l'enfantement avec ses douleurs. Un mot coûte plus à qui sait et à qui veut écrire que cent pages aux autres. La Bruyère n'a mis au monde qu'un petit volume, mais lisez-le, et jugez que de peine a dû coûter au grand écrivain le choix exquis de ses mots et le tour admirable de ses phrases ! Ne dites pas : Travail puéril ! Non, bien écrire c'est bien penser, c'est éclairer l'âme humaine dans ses dernières profondeurs avec le flambeau de la parole. Une expression forte et neuve, un tour qui peint, ont la valeur d'une découverte morale. Les érudits n'éprouvent point ces tourments ; ils ne travaillent pas sur eux-mêmes. Au lieu d'exciter

l'imagination, leur genre d'étude la réprime, la calme, adoucit le sang. Heureuse vie !

Il y a des lots plus glorieux, sans doute, dans l'empire des lettres, il n'y en a pas de plus désirable que celui d'un savant, honnête homme, marié, père de dix enfants, et, autant que possible, bon chrétien. Soyez des Du Cange, si vous le pouvez !

30 octobre 1852.

XXXI

MÉMOIRES DE DANIEL HUET,

PAR M. CHARLES NISARD.

Huet, le célèbre évêque d'Avranches, a laissé sur sa vie des Mémoires écrits en latin. Ce sont ces Mémoires que M. Charles Nisard a eu la bonne pensée de traduire en français. Je n'assure pas que la traduction soit en tout irréprochable ; je ne l'ai pas comparée avec le texte latin. Il me semble qu'en quelques endroits M. Nisard aurait pu soigner davantage la correction de son style. Au total, le livre est cependant très-agréable à lire, et M. Ch. Nisard a rendu un véritable service à trois sortes de personnes, en traduisant ces Mémoires : à ceux qui ne savent pas le latin, classe nombreuse ! à ceux qui le savent mal, classe qui s'accroît tous les jours ! et à ceux qui, le sachant tant bien que mal, aiment mieux lire, à leurs jours de fête, le latin de Cicéron, de Virgile ou de Tite-Live que celui de M. Huet, évêque

d'Avranches au dix-septième siècle de l'ère chrétienne. Franchement, je suis de ces derniers.

Ce n'est pas que je méprise le latin moderne. Au contraire, je regrette qu'il soit tombé dans un si grand discrédit. C'est une branche de littérature tout entière dans laquelle il existe certainement de très-bons et de très-utiles ouvrages, qui est perdue pour le public ; il suffit de citer la grande histoire de l'illustre de Thou. La moderne littérature latine était riche en poésies de tout genre, poésies lyriques, poésies épigrammatiques, poésies sacrées, poésies profanes, immense débouché pour les gens de lettres, auxquels il restait la ressource d'avoir de l'esprit et de l'imagination en latin quand le français ne leur réussissait pas. Plus d'un grave professeur de l'Université qui n'aurait été que lourd et pédantesque dans sa propre langue arrivait à imiter assez adroitement la période cicéronienne ou le tour de Virgile pour se croire quelque peu de la cour d'Auguste. Le public applaudissait. Grâce au larcin d'un domestique ou à l'indiscrétion d'un ami, les Elzeviers se procuraient furtivement vos poésies et les imprimaient avec luxe. Les Grævius et les Vossius vous adressaient du fond de la Hollande leurs doctes compliments. Une pension du roi ou une bonne abbaye finissait par payer l'auteur de sa peine. En un mot, c'étaient deux littératures au lieu d'une. Le grand mal !

Je laisse de côté une foule de questions qui se présenteraient ici assez naturellement, et que Huet, évêque d'Avranches, aurait été beaucoup plus en état que moi de résoudre. Est-il possible de bien écrire dans une langue morte ? La prose de de Thou, qui

nous paraît si pure et si élégante, n'aurait-elle pas été pour Tite-Live un jargon barbare ? Les vers de Huet, que le bonhomme rappelle avec tant de complaisance, n'auraient-ils pas mis en fuite Horace et Virgile ? C'est notre paresse qui nous suggère ces doutes-là. Le latin moderne ne s'adressant qu'à des oreilles modernes, qu'importe ce qu'en auraient pensé les Lælius et les Scipion ? Que ce soit une langue à part, un latin-français, anglais ou allemand selon l'auteur, toujours est-il que les gens d'érudition et d'esprit y trouvaient un moyen de plus de communiquer entre eux d'un bout du monde à l'autre, de se faire connaître du public et d'exprimer ce qu'ils avaient dans l'âme. On dit encore : Qu'est-ce que tous ces poëtes qui ne s'échauffaient qu'en maniant une lyre étrangère ? Pourquoi n'écrivaient-ils pas dans leur langue naturelle? Croirons-nous qu'ils aient été élégants en latin, eux qui n'étaient que plats en français ? La réponse est dans leurs œuvres mêmes. Lisez Santeuil, Rapin, Vanière, et refusez-leur, si vous l'osez, de la grâce, de l'élégance, un tour d'imagination vraiment poétique ! Peut-être y a-t-il des esprits que la difficulté d'écrire dans une langue étrangère aiguise et surexcite. Enfin, c'était un dernier lien avec les littératures classiques, un hommage rendu à cette grande antiquité, la mère de l'éloquence et de la poésie, une sorte de commerce entretenu avec l'âme de Virgile et de Cicéron, et je ne sache pas que nous écrivions mieux le français depuis qu'on n'écrit plus en latin.

Voilà mon dernier mot, et pourtant je n'avais jamais lu les Mémoires de Huet dans la langue où il lui

a plu de nous les laisser. Je les ai lus pour la première fois dans la traduction de M. Charles Nisard, j'en fais l'aveu sincère. Huet lui-même, je ne le connaissais guère que de nom, n'ayant ouvert en ma vie que son *Traité de la faiblesse de l'esprit humain*, ouvrage assez pauvre, pour le dire en passant. Huet est du nombre de ces heureux personnages dont la réputation survit à leurs œuvres. Leur nom conserve tout son éclat; leurs livres périssent. On dit d'un commun accord le savant Huet, le célèbre évêque d'Avranches, sans se croire obligé de lire *la Démonstration évangélique*. J'irai plus loin : il me semble que de son vivant même la réputation de Huet a été très-supérieure à ses ouvrages. Il jouissait en épicurien de son érudition, aimant beaucoup mieux étudier que produire, tout apprendre pour sa propre satisfaction que communiquer aux autres ce qu'il avait appris, passant du grec à l'hébreu, de l'hébreu aux mathématiques, revenant aux langues orientales, curieux, chercheur, lecteur infatigable, unique par la variété de ses connaissances, grand et vraiment digne par ce côté-là de son immense renom, esprit médiocre d'ailleurs, et sans cette étincelle de génie qui brille dans les Scaliger, les Casaubon, les Étienne, les Juste Lipse. Ses Mémoires le font bien connaître. Ce n'est pas autre chose qu'un recueil d'anecdotes littéraires, une nomenclature amusante, quoiqu'un peu sèche, de tous les hommes de lettres avec lesquels il a eu un commerce quelconque pendant sa vie de quatre-vingts ans, encore des hommes de lettres de second ordre, si l'on en excepte quelques érudits comme Saumaise. Car Huet parle

très-peu de Bossuet, quoiqu'il ait été, sous ce grand évêque, attaché à l'éducation du dauphin, fils de Louis XIV ; il ne dit qu'un mot en passant de Racine ; Corneille l'arrête un peu plus. Quant à Boileau, c'est la haine que Huet avait vouée au satirique qui lui vaut un article à part, entremêlé de force injures. Pas un mot de la cour, du roi, des affaires du temps. Pour Huet, il n'y a jamais eu qu'une affaire, étudier. Il aurait bien voulu être dévot, pas trop sans doute, mais assez pour n'avoir rien à démêler avec sa conscience d'évêque et d'abbé. L'étude ne lui en laissait pas le temps. Aussi sont-ce ses confessions qu'il a écrites sous la forme de Mémoires, et lui-même, au début et à la fin de son ouvrage, il s'autorise de l'exemple de saint Augustin avec un air de componction qui n'émeut guère ; il manque à ses confessions ce qui fait le charme de celles de saint Augustin, la conversion. Huet a toujours été plus savant que chrétien.

On dira : Le beau crime d'aimer l'étude ! Qui a jamais imaginé de faire pénitence de ce péché-là ? Oh ! je conviens qu'aujourd'hui personne ne se ferait un scrupule de cette espèce. Le chemin du ciel s'est, grâce à Dieu, singulièrement élargi. C'est une belle route sablée, arrosée, macadamisée, ouverte à toutes les passions et à tous les goûts qui ne blessent pas trop manifestement l'honnêteté naturelle. On y entre et on y chemine tranquillement avec armes et bagages, je veux dire avec l'amour du plaisir ou de la fortune dans le cœur, avec un soin et une recherche perpétuelle de son bien-être et des commodités de la vie, à plus forte raison avec cette innocente passion de

l'étude qui n'a que l'inconvénient d'occuper l'âme tout entière quand on s'y livre comme Huet. Il en coûte si peu aujourd'hui pour être dévot! c'est même un plaisir de plus, un calcul raffiné d'épicuréisme, de se mettre en règle à si bon marché avec le ciel pour n'avoir plus à y penser. Pascal est vaincu! Ces casuistes, dont il s'est tant moqué, qu'il a flétris de sa verve ironique ou de sa véhémente éloquence, ont été plus adroits et plus fins que lui! Huet n'était pas janséniste, il s'en faut. On sent néanmoins dans ses Mémoires qu'il n'aurait pas été fâché, s'il l'avait pu, d'accorder un peu moins à sa passion pour les lettres et un peu plus à ses devoirs d'ecclésiastique. Il payait sa dette de son mieux, en prodiguant son érudition pour la défense de la foi dans *la Démonstration évangélique;* il convertissait, à l'occasion, un protestant, un juif même, je crois; il attaquait la philosophie cartésienne, cette philosophie orgueilleuse qui a la prétention de trouver le vrai; et pour lui, il tâchait d'accommoder sa piété avec un scepticisme général qui laisse plus de liberté dans la pratique, attendu qu'on ne se sacrifie guère à une foi fondée sur le doute. Quand ses scrupules devenaient trop forts, il donnait sa démission de l'évêché d'Avranches, sans pouvoir cependant se tranquilliser tout à fait: ses livres, sa belle abbaye d'Aulnai, sa rivière de l'Orne, lui tenaient trop au cœur, il le sentait bien. Voilà comment on était chrétien dans ce temps-là, même quand on ne l'était pas plus que Huet! Je ne prétends signaler en tout ceci qu'un trait curieux de caractère qui peint l'homme et l'époque. Huet était trop heureux dans sa vie tranquille

et studieuse. Son paradis, il se l'était fait en ce monde, et il en a joui jusqu'à quatre-vingt-onze ans, non sans craindre que ce paradis terrestre ne lui rendît plus difficile l'entrée de l'autre. Singulier temps !

Pour moi, qui suis de mon siècle, j'avoue qu'il y a bien des choses dans la vie de Huet qui me tentent. Il y en a d'autres qui me répugnent. Je ne puis pas lire une biographie sans me mettre à la place de celui dont l'histoire m'occupe, et sans me demander : A-t-il été heureux? voudrais-je avoir vécu comme il a vécu? Avant tout, j'envie à Huet l'époque où sa longue et paisible vie a été placée. Né en 1630 et mort en 1721, Huet a vu tout le siècle de Louis XIV. Voilà ce qui s'appelle du bonheur ! Né un peu plus tard, Huet n'aurait pas vu tous ces érudits, reste de la grande école du seizième siècle ; il n'aurait pas vu la Fronde, et il est bon d'avoir vu une révolution ou une guerre civile en sa vie ; seulement, il faut voir l'une ou l'autre quand on est jeune et qu'on a de la force et de la gaieté de reste pour faire face à toutes les épreuves. Par parenthèse, on ne se douterait pas, en lisant les Mémoires de Huet, qu'il a vu la Fronde ; la Fronde a passé sur lui sans qu'il s'en aperçût ; il étudiait. Né un peu plus tôt, Huet aurait manqué quelques-uns des grands hommes du siècle de Louis XIV, ceux de la dernière époque. Il les a tous vus. Il a pu même entrevoir le dix-huitième siècle. Je ne connais que son compatriote Fontenelle (ils étaient Normands l'un et l'autre) qui ait été plus heureux que lui. Fontenelle a vu les deux siècles, sa vie ayant embrassé les cent années comprises entre 1657,

époque de sa naissance, et 1757, époque de sa mort. Peut-on naître et mourir avec plus d'à-propos ? Ah ! ceux auxquels tombent ces fortunes-là seraient trop heureux s'ils sentaient leur bonheur ! Huet paraît avoir très-peu senti le sien. Avec quelle indifférence presque glaciale parle-t-il de Bossuet, tandis que peut-être il regrettait de n'avoir pas vécu dans le temps des Erasme et des Scaliger, et qu'il aurait donné toutes les journées qu'il passait avec l'auteur des *Oraisons funèbres* et du *Discours sur l'Histoire universelle* pour un moment d'entretien avec l'ombre de Casaubon ou de Juste Lipse ! C'est une chose qui m'impatiente toujours que le flegme avec lequel les contemporains des grands hommes parlent du bonheur qu'ils ont eu de les voir et de les entendre. Y aurait-il parmi nous, bon Dieu ! quelque grand homme que nous aurions le malheur de méconnaître ? Hélas ! je ne le crois pas. Huet a été de l'Académie française avec Racine, avec Boileau, avec La Fontaine, avec La Bruyère. Il a vu Corneille, il a pu voir Molière, qu'il ne nomme même pas. Il a causé avec Bourdaloue, et c'est Ménage qui l'occupe ! C'est Chapelain, l'auteur de *la Pucelle,* qui a ses préférences en poésie ! L'article de Chapelain est bien plus long que celui de Corneille ou de Racine ! Huet, avec son fatras d'érudition, s'est cru peut-être égal ou supérieur à tous ces grands hommes. C'était bien la peine de vivre dans le siècle de Louis XIV !

J'envie encore à Huet son goût pour les livres. Mais, grâce à Dieu, ce goût-là est de tous les temps, et il n'y a pas de siècle si dur et si barbare où il ne soit possible de le satisfaire. Boëce, sous l'empire des Goths,

avait une belle bibliothèque. J'envie à Huet, non pas son amour du savoir, tant pis pour qui ne l'a pas dans le cœur, ce noble et saint amour ! je lui envie l'heureuse disposition de ses organes, qui lui permettaient, c'est lui-même qui le dit, de lire et d'étudier des journées et des nuits entières sans en éprouver la moindre fatigue, et cela jusque dans son extrême vieillesse. Pour ce genre de bonheur, soyons justes envers Huet, il l'a parfaitement senti ; il en rend à Dieu, dans ses Mémoires, de touchantes actions de grâces ; il est presque éloquent sur ce sujet, et il remarque avec beaucoup d'esprit et de justesse que la vie sédentaire des savants, bien loin d'être contraire à la santé, comme le prétendent les médecins, prolonge l'existence. Oui, je le crois, à une condition pourtant bien difficile à réaliser de nos jours, à la condition de ne pas mêler les affaires avec l'étude, la vie du monde avec la vie du cabinet. Il n'y a plus d'abbayes pour les savants ! Ces grands et beaux monastères où un Père Petau, un Père Sirmond, un Mabillon, un Monfaucon achevaient paisiblement leur vie à l'abri des tracas de ce monde, ils ne sont plus ! Nous n'en avons que de tristes et pauvres images. Non seulement l'étude ne fatiguait pas Huet, elle l'égayait. « Je quittais mes livres, dit-il, toujours frais et dispos, même après six ou sept heures de contention d'esprit. Souvent même alors j'étais gai ! » Hélas ! je connais des gens qui seraient bien heureux de pouvoir lire sans trop de fatigue une heure seulement de suite. Ils ont des livres, ils les voient, ils les aiment et c'est à peine s'ils peuvent les ouvrir ! Il est vrai qu'ils ne les en aiment que plus. Consolons-nous.

Peut-être, n'ayant pas eu leur paradis en ce monde, ces gens-là l'auront-ils dans l'autre !

Je range encore parmi les bonheurs de Huet son goût très-sincère et très-vif pour la campagne. Comme il aime sa maison d'Aulnai ! avec quel plaisir il en parle ! Pour le coup, on voudrait être à sa place. Sa plume s'anime ; je ne sais quoi de frais et de doux respire dans son style. Puis arrivent les vers latins, car toujours les passions de Huet s'exhalent dans quelque poésie latine. Dès sa première jeunesse, son bonheur avait été de se promener un livre à la main dans la solitude des champs, et de s'y oublier avec délices des journées entières. Quand il n'avait pas encore de maison de campagne, on lui en prêtait une. Ici je veux le laisser parler lui-même : « Ayant, dit-« il, dès mon enfance toujours aimé avec passion « les scènes délicieuses du printemps et de la cam-« pagne, mais n'ayant point eu jusqu'alors de mai-« son des champs où je pusse me retirer, quelques-« uns de mes amis, qui en avaient d'agréables dans « le voisinage, m'invitèrent galamment à en user... « Cette maison le cédait pourtant à une autre, située « près de la mer, entourée de rochers qui, battus et « minés par les flots, formaient des grottes où, ca-« ché, et n'ayant avec moi qu'un livre, je passais des « jours entiers avec un plaisir indicible, contemplant « du rivage le délicieux spectacle, tantôt de la mer « calme et des navires poussés par la brise, tantôt de « la mer agitée et des périls que couraient les navi-« res. Dans cette douce retraite, je me passais fort « bien en été de la ville et de la maison que j'y pos-« sédais, et ce n'était que malgré moi qu'abandon-

« nant ma chère solitude, je revenais à Caen affronter « le tumulte de la foule. » Otez de ce morceau ce qui sent un peu trop la contrainte latine ou peut-être l'effort du traducteur, il est charmant. Tout le monde n'a pas des amis assez généreux pour prêter leurs maisons de campagne, et personne n'a plus d'abbaye d'Aulnai. Mais quel est le galant homme qui ne compte pas parmi ses plus aimables journées celles qu'il a pu passer à lire Horace ou Montaigne par un beau soleil, sous de grands arbres bien touffus¿ C'est un plaisir perfide pourtant, je vous en préviens. Si vous voulez pouvoir lire toujours, ne lisez pas trop à l'éclat d'un ciel bleu.

J'approche des choses que j'aime moins dans Huet, je veux dire du calcul savant de sa vie, de son art pour se procurer en ce monde le plus de tranquillité possible, et des choses que je n'aime pas du tout, je veux dire de son scepticisme revêtu d'une foi qui ne coûte guère, quand on croit à tout en aveugle précisément parce que l'on ne croit à rien. J'ai peine à admettre, pardon de ma mauvaise pensée, que ce soit l'ardeur de sa piété qui ait poussé Huet, n'étant déjà plus jeune, à s'engager dans l'état ecclésiastique. Comme calcul, c'était excellent. En entrant dans les ordres, Huet, qui jouissait déjà d'une grande réputation, et qui était alors même précepteur du dauphin, prévoyait aisément qu'une abbaye, un évêché même ne lui manquerait pas. Il s'assurait du repos et de la fortune. Franchement, je ne connais rien dans sa vie, je ne vois rien dans ses Mémoires qui puisse faire soupçonner que son âme brûlât d'un grand zèle pour la religion. Huet, en se mariant,

aurait fait un plus grand sacrifice à Dieu. Les embarras et les devoirs d'un ménage auraient apporté quelque diversion à sa passion favorite, celle qu'il faut toujours combattre quand on est chrétien, à sa passion pour l'étude. Si discrets que soient ses Mémoires sur des points délicats, on voit bien qu'il n'avait pas pour les plaisirs du monde cet éloignement naturel qui conduit au célibat. Ce n'est pas, j'en ai peur, pour donner plus de temps à Dieu que Huet s'est fait prêtre, mais pour en donner plus à ses livres. Son épicuréisme se retrouve encore là, l'épicuréisme d'un savant! Huet n'était pas obligé d'être un saint; pourquoi a-t-il voulu être prêtre? Défiez-vous de ces vies si habilement ordonnées : presque oujours le défaut de cœur en est la condition essentielle et la base. Je sais bien qu'on ne vit guère jusqu'à cent ans comme Fontenelle ou jusqu'à quatre-vingt-onze ans comme Huet sans une forte dose d'égoïsme. Eh bien! vivons moins longtemps, s'il le faut, et ayons de l'âme. Souffrons, si souffrir est la condition des sentiments généreux et des passions désintéressées. Combien Descartes sacrifiant tout, sa famille, sa fortune, sa patrie, à la poursuite de la vérité, me semble-t-il au-dessus de Huet cherchant son repos dans la sécheresse d'un doute universel et se contentant d'une érudition stérile! Qu'est-ce qu'apprendre et que savoir, qu'une espèce d'exercice brutal de nos plus belles facultés, qu'un libertinage d'esprit, quand on ne croit pas à la possibilité d'arriver au vrai? Me voici à ma dernière observation. Ce que j'envie le moins à Huet, c'est son scepticisme.

Ici il faut bien s'entendre. Il y a plusieurs sortes de scepticisme. Il y a un scepticisme désintéressé, celui de Bayle, par exemple. C'est une pure jouissance de l'esprit. On doute pour douter. Avec ce scepticisme-là, on n'est généralement pas exposé à faire une grande fortune, à devenir évêque, par exemple. Le plaisir qu'on prend à ruiner tous les systèmes, à combattre toutes les idées reçues, est largement compensé par les haines qui éclatent de tous les côtés contre le douteur. Voyez Bayle ! exilé de France comme protestant après la révocation de l'édit de Nantes, il se fait un ennemi de Jurieu qu'il attaque, et de ses coreligionnaires expatriés dont il combat les illusions, martyr à la fois du catholicisme et du protestantisme. Soyez donc, si vous le voulez, un sceptique de cabinet comme Bayle, agitez tous les problèmes, sondez toutes les voies, restez neutre entre tous les partis, spectateur intelligent et curieux des choses de ce monde : c'est une vocation comme une autre. On rend service à la science en la niant ; on la purge d'une foule d'erreurs et de notions fausses. Il faut qu'il y ait des sceptiques de ce genre ; sans eux, l'ignorance et la sottise s'établiraient trop solidement en ce monde. Un scepticisme franc est un scepticisme honorable.

J'estime bien plus pourtant le sceptique qui voudrait ne pas l'être, le sceptique qui souffre de son scepticisme, qui s'agite et qui cherche la vérité avec une ardeur inquiète, l'aimant trop pour se contenter de tout ce qui n'est pas elle, et qui meurt en la cherchant encore ! Sans savoir quel jugement Dieu portera de ces sceptiques, il me semble bien difficile que

cette vérité, pour laquelle ils ont tant souffert, les condamne. Il y a tant de gens dont la foi prétendue, si elle n'est pas de la pure indifférence, n'est qu'une lassitude de chercher le vrai et un désespoir de le trouver !

Passe encore pour ces derniers. Mais il y a d'autres sceptiques croyants, si je puis réunir ces deux expressions, qu'il est difficile d'excuser; ce sont ceux, et Huet était du nombre, qui profitent de leur doute même pour s'attacher facilement à l'idée dominante, et qui, trouvant que tout se vaut, ont une foi aveugle toute prête au service de la secte la plus forte dans leur temps et dans leur pays. Deux et deux font-ils quatre? Huet vous dira, dans son *Traité de la foiblesse de l'esprit humain*, que cela n'est certain que d'une certitude humaine, et qu'on peut en douter par conséquent. Voilà, je pense, ce qui s'appelle douter de tout! Voilà le scepticisme dans son triomphe! Quant à moi, une certitude humaine me suffit; je n'en demande pas d'autre. Ce qui est certain humainement est assez certain pour moi. Pour Huet, cette certitude humaine ne s'élève pas beaucoup au-dessus du doute. Il doutera donc de tout? Nullement; il croira à tout, et les mystères les plus ténébreux de la foi chrétienne ne pèseront pas à son scepticisme universel; il les croira de toute son incrédulité, si je puis parler ainsi. Qu'importe, en effet, si tout est obscur et incertain, un peu plus d'obscurité et d'incertitude? Pourquoi ne pas croire aussi bien à un mystère qu'à une proposition de géométrie, si rien n'est évident? Huet va plus loin. Non-seulement il prétend fonder la foi sur le scepticisme et partir du

doute pour arriver à une croyance aveugle, mais il soutient qu'il y a plus de certitude dans les mystères de la foi que dans ces simples vérités qui éclairent tout homme venant en ce monde, de sorte que pour croire à notre propre existence, nous devrions croire d'abord à tous les articles du symbole catholique. Il est vrai qu'à la fin, poussé par les objections qu'il s'adresse à lui-même, il réduit la foi à une sorte de probabilité. C'est commode. Un pareil scepticisme met, il faut l'avouer, la conscience au large. Avec un scepticisme si complaisant, on ne blesse personne, on n'a nécessairement ni l'âme bien délicate, ni le cœur bien sensible. La foi est dans la bouche, la vertu et la règle dans les actions extérieures et dans d'honnêtes apparences. Le cœur n'a pas besoin de s'en mêler. Le choix est libre entre les opinions, et il est tout naturel que celle qui rapporte le plus ait la préférence. On sera persécuteur s'il le faut, martyr jamais! Un épicuréisme intérieur, un amour de soi caché, mais profond, une indifférence générale pour tout le reste, est le dernier mot de ce système. Huet n'a eu qu'un tort, le tort de dévoiler naïvement et avec une sorte de bonhomie le fond de sa pensée dans ce traité de *la Foiblesse de l'esprit humain*, qui ne fait pas plus d'honneur, selon moi, à son âme qu'à son talent.

Huet pourtant était chrétien, je le crois ; mais sa vie même prouve contre ses raisonnements qu'une foi fondée systématiquement sur le doute ne sera jamais qu'une foi stérile et languissante ! Non, non ! l'homme ne fait rien de grand qu'en croyant à la vérité. On ne meurt pas pour des probabilités ! On ne

sacrifie pas ses goûts et ses passions à des vraisemblances! On n'embrasse pas dans toute son étendue la loi rigoureuse du devoir, quand on peut douter de cette loi! Ce n'est même qu'en croyant à la vérité, à la possibilité de l'atteindre cette éternelle vérité, qu'on arrive à être un grand savant, un grand poëte, un grand orateur! L'âme ne s'élève au-dessus d'elle-même que dans ses élans vers le beau, vers le vrai pur et immuable! Du moment où vous désespérez de la vérité, vous désespérez de vous-même et de vos efforts. Vous ne cherchez que l'utile, que l'agréable, et vous ne rencontrez que le mesquin.

Au premier abord, la vie de Huet séduit dans ses Mémoires. C'est charmant cette vie d'étude et de campagne, passée tout entière entre les livres et les conversations savantes, avec une grande réputation, une délicieuse abbaye, une santé robuste. En y réfléchissant mieux, quand on songe que les vraies jouissances, les seules qui vaillent la peine de vivre, sont les jouissances de l'âme et du cœur, on ne souhaite l'existence de Huet ni à soi, ni à personne.

28 mars 1854.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

DU DEUXIÈME VOLUME.

II

MORALE (SUITE).

III

HISTOIRE.

FIN DE LA TABLE DU DEUXIÈME ET DERNIER VOLUME.

Aussi M. Cousin dit-il très-justement : « Grâce à ces études, la critique de Pascal a été presque renouvelée, et un premier pas a été fait dans une carrière modestement utile, celle de la critique et de la philologie transportée des modèles de l'antiquité aux modèles non moins égaux qu'a produits la France. »

Le grand et vif sentiment du goût littéraire qui distingue notre illustre auteur se retrouve dans ses ingénieuses *Etudes sur le Style de J.-J. Rousseau.* « C'est, dit-il, une suite à nos précédentes études sur le style de Pascal. Non pas assurément que Rousseau et Pascal se ressemblent ; mais, parmi tant et d'essentielles différences, une qualité leur est commune : ils sont tous deux de grands artistes ; c'est-à-dire qu'à leurs autres facultés extraordinaires ils joignaient le sentiment exquis de la beauté de la forme, et que ni soins ni efforts ne leur ont coûté pour faire passer dans leurs écrits quelque chose de la perfection qu'ils avaient rêvée. »

Parmi les morceaux qui complètent le volume de *Fragments et Souvenirs* et viennent en justifier le titre, nous citerons *Santa Rosa* et *Souvenirs d'Allemagne*, que M. Cousin a toute raison d'appeler des fragments de mémoires personnels.

« N'est-ce pas, en effet, un chapitre des Mémoires de notre jeunesse, que le récit de notre liaison si courte et si tendre avec M. de Santa Rosa, le célèbre chef de la révolution piémontaise de 1821, alors proscrit et caché en France sous un nom étranger ? Nous-même, après tant d'années, nous n'avons pu nous défendre d'une émotion inexprimable, en revoyant les pages douloureuses consacrées à la peinture de cette âme héroïque, qui pour s'être trompée sur le jour et sur l'heure du plus légitime dessein, aujourd'hui accompli, s'est vue condamnée à des agitations stériles, et a été les finir en combattant et en mourant pour la Grèce.

« Les *Souvenirs d'Allemagne* semblent encore des fragments de Mémoires dans un genre différent. On y verra les plus fameux représentants de la philosophie allemande, interrogés sur les plus graves problèmes par un jeune Français, décidé à ne se pas payer de mots, les forçant doucement à sortir de leurs nuages, et souvent à laisser paraître de tristes conclusions. Ces notes contiennent donc plus d'une leçon utile, et d'ailleurs nous avons pris soin, dans une sorte de méditation dernière, de soulever les voiles qui couvraient encore en 1817 la philosophie allemande, et d'armer d'avance nos jeunes compatriotes contre les systèmes qui fermentaient alors sourdement, et qui depuis, surtout en 1848, ont éclaté au grand jour et déshonoré leurs principes par leurs conséquences. »

Paris.—Imprimé chez Bonaventure et Ducessois, 55, quai des Augustins.

